

**Dossier du procès relatif  
à la conjuration dite « des Crochets »,  
à Monthey, en 1791**

Publié par

Pierre DEVANTHEY



Publié avec l'aide du Fonds national suisse  
de la recherche scientifique.

## INTRODUCTION

Peu après le début de la Révolution française de 1789, Monthey fut le théâtre d'événements qui n'ont pas rencontré le même écho auprès des historiens : en 1790, c'est l'affaire du Gros-Bellet, que les contemporains appellent généralement la « Bagarre » ; au cours de l'année 1791, c'est ce qu'il est convenu de nommer la « conjuration des Crochets ».

La Bagarre a suscité une littérature abondante mais disparate<sup>1</sup>, qui n'a jamais fait, jusqu'à ce jour, l'objet d'une étude systématique<sup>2</sup>. Quant à la conjuration des Crochets de 1791, très peu connue, elle paraît n'avoir été considérée par ces mêmes historiens que comme un épisode ou un prolongement de la Bagarre de 1790<sup>3</sup>.

Or, en réalité, le problème est différent et plus complexe. La Bagarre avait été une affaire purement politique, visant à l'émancipation du Bas-Valais ; elle s'était, du reste, achevée par une amnistie générale accordée par la Diète de décembre 1790. La conjuration des Crochets, elle, tout en ayant aussi, vraisemblablement, au moins chez quelques-uns de ses adhérents, des aspects politiques, poursuit en fait d'autres objectifs. Il s'agit essentiellement de projets criminels échafaudés au cours de complots répétés : d'une part, le cambriolage des maisons de plusieurs riches propriétaires (Abbaye de St-Maurice, couvent de Collombey, magistrats en fonctions...) ; d'autre part, l'assassinat de quelque cent soixante personnes influentes, le plus souvent des magistrats, de Vouvry à Martigny. Et c'est cette conspiration de 1791 — et

<sup>1</sup> François Boccard, *Histoire du Valais avant et sous l'ère chrétienne*, Genève, 1844, pp. 255-256. — Sigismund Furrer, *Geschichte von Wallis*, Sion, 1850, pp. 393-394. — Carl Morell, *Unruhen in Unterwallis 1790*, dans *Archiv des Historischen Vereins des Kantons Bern*, Bd. III, Heft I (1855), pp. 1-37. — Louis Ribordy, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Valais*, Sion, 1885, pp. 6-10. — Hilaire Gay, *Histoire du Valais depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours*, 2<sup>e</sup> éd., Genève, 1903, pp. 81-83. — P.-A. Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, pp. 414-432. — J.-E. Tamini et P. Delèze, *Essai d'Histoire de la Vallée d'Illyrie*, 2<sup>e</sup> éd., St-Maurice, 1924, pp. 199-201. — Eugène Donnet, *Pierre Guillot et le mouvement d'émancipation du Bas-Valais 1790-1791*, dans *Ann. Val.*, 1940, pp. 131-142. — Louis Junod, *Berne et les troubles du Bas-Valais en 1790*, dans *Vallesia*, t. XI, 1956, pp. 107-153. — Pierre Devanthey, *Le récit de la révolution bas-valaisanne de 1790, de l'abbé J.-M. Clément, vicaire de Val-d'Illyrie*, dans *Vallesia*, t. XIX, 1964, pp. 315-364. — Pierre Devanthey, *Gloses du notaire Gabriel Guerraty sur le récit de la révolution de 1790 par l'abbé Clément*, dans *Vallesia*, t. XXIII, 1968, pp. 69-107.

<sup>2</sup> Il reste, en effet, nombre de récits encore inédits de ladite révolution de 1790, qui, sans innover absolument, peuvent apporter d'heureux et d'utiles compléments à la compréhension de cet épisode de notre histoire valaisanne. Il resterait surtout à faire la synthèse de toutes ces versions différentes et à en dégager les causes profondes et la portée véritable.

<sup>3</sup> Toutefois, C. Morell (*op. cit.*, p. 37) affirme que « la révolte de 1791 fut une entreprise tout à fait isolée qui n'eut aucun rapport avec le mouvement général de 1790 » ; il fait cependant remarquer que cette entreprise « fut utilisée par le gouvernement pour consolider sa domination nouvellement acquise par les mesures de répression déjà connues ».

*non la Bagarre — qui a abouti à l'exécution, par décapitation ou par pendaison, des cinq principaux meneurs.*

*Si les historiens, même contemporains des événements, n'ont pas mieux distingué ces deux affaires, c'est qu'ils n'ont pas eu connaissance du dossier relatif à la conjuration des Crochets, pour une raison que nous révèle le chanoine Anne-Joseph de Rivaz. Celui-ci, en effet, lorsqu'il relate les annales du Valais sous l'évêque Blatter (1790-1807), écrit que le gouvernement « avait promis de rendre publique l'instruction » du procès fait aux inculpés, « ce qui n'ayant pas eu lieu, leurs familles, durant le peu de temps que le Valais fut canton [1798-1802], demandèrent révision de ce procès au Tribunal Suprême de la République helvétique. Mais cette affaire y traîna en longueur, et il n'est plus question maintenant [après 1807] de réviser les actes des anciens gouvernements. On parlait alors beaucoup en Suisse de réhabiliter la mémoire des persécutés pour la cause de la liberté et de leur faire restituer par leurs tyrans les biens qu'on leur avait confisqués. Ce beau feu se dissipa tout en fumée, et il n'est plus question maintenant, non seulement en Suisse, mais même en France, de réviser les actes des anciens gouvernements. Et les pendus sont bien pendus, ou plutôt tant pis pour les pendus s'ils ont été mal pendus <sup>4</sup> ».*

*Ainsi, le dossier de procédure envoyé à Berne pour révision est donc demeuré enseveli aux Archives fédérales, dans le fonds de l'Helvétique, d'où personne, que je sache, n'a songé à aller l'exhumer <sup>5</sup>, d'autant plus que le répertoire du fonds, établi par J. Strickler, mentionne ce dossier sous les dates « 1798-1802 » <sup>6</sup>.*

*C'est par un pur hasard que, procédant à des recherches auxdites Archives fédérales pour compléter ma collection de documents relatifs à la Bagarre, j'en fis l'heureuse découverte. M. Oscar Gauye, archiviste, me signala alors une thèque portant sur le dos le millésime de 1791 et qui, semblait-il, devait concerner l'affaire du Gros-Bellet ; or, à l'examen, cette thèque se révéla être le dossier — que l'on croyait définitivement perdu, mais à vrai dire incomplet — de la conjuration des Crochets.*

*Dès lors, abandonnant mon premier projet, qui n'aurait finalement apporté que peu d'éléments nouveaux à la connaissance de la Bagarre, je décidai d'entreprendre l'étude de cette conjuration. A cet effet, il était indispensable, vu l'état et l'importance du dossier, d'en publier d'abord les pièces. Tel est l'objet du présent travail. Celui-ci sera suivi de l'étude proprement dite que je me réserve de consacrer à l'histoire de cette conspiration.*

*Le dossier n° 3585 du fonds de l'Helvétique porte sur le dos le titre suivant : Sammlung / der vom / Obersten Gerichtshof / beurtheilten / Criminalprozeduren. / Wallis. / 1791. Il contient nonante-huit pièces numérotées, de formats divers, réunies dans le plus grand désordre : on y rencontre aussi*

<sup>4</sup> Sion, Arch. cant., fonds de Rivaz, *Opera historica* (manuscripts), t. V, pp. 558-559.

<sup>5</sup> Louis Ribordy, parlant de cette procédure, affirme (*op. cit.*, p. 11), en 1885, que « le dossier en a entièrement disparu ».

<sup>6</sup> *Generalrepertorium der Akten des helvetischen Centralarchivs in Bern*, Berne, 1876, p. 87, dossier n° 3585.

*bien des feuillets isolés que de volumineux cahiers ou des assemblages de plusieurs pièces cousues ensemble. On trouvera ci-après la description de chacune des pièces du dossier.*

*L'essentiel en est constitué d'interrogatoires, de dépositions, de charges, ainsi que de procès-verbaux de la haute commission chargée de l'instruction criminelle et du jugement.*

*En vue de l'édition de ce dossier, j'ai procédé à diverses opérations préliminaires. J'ai d'abord transcrit intégralement le texte selon la numérotation des pièces ; ensuite, j'ai tenté de les classer, en tenant compte successivement des formats, des écritures, de la pagination, ce qui m'a permis d'effectuer quelques rares regroupements ; finalement, j'ai été amené à choisir, pour la présentation, l'ordre chronologique.*

*Les pièces non datées, je les ai insérées à leur place la plus probable d'après leur contexte. Quant aux charges, qui toutes sont non datées, je les ai généralement placées à la suite du dernier interrogatoire du prévenu.*

*Cependant, un certain nombre de pièces n'ont pas été reproduites ici. Ce sont d'abord celles qui ne concernent en rien la conjuration des Crochets ; ensuite toutes les charges qui ne sont pas suivies d'une décision de la haute commission, mais dont le contenu se retrouve en maints endroits des interrogatoires ou des dépositions.*

*Pour la transcription, j'ai adopté les principes suivants.*

*Dans les textes français, j'ai modernisé l'orthographe, à l'exception de celle des noms de personnes et de lieux ; dans les textes allemands et latins, j'ai reproduit aussi fidèlement que possible les graphies du manuscrit.*

*Les adjonctions marginales et interlinéaires sont placées entre deux astérisques ; les passages manquants sont signalés par trois traits entre crochets [- - -].*

*Dans l'édition du texte, j'ai donné un numéro d'ordre et un titre aux pièces préalablement regroupées et classées par ordre chronologique. J'ai ensuite complété et uniformisé la numérotation des questions posées au cours des interrogatoires. J'ai aussi précisé dans la mesure du possible les noms et prénoms pour faciliter l'identification des personnages. Enfin, j'ai indiqué les renvois aux interrogatoires quand ils figurent dans le dossier.*

*Cependant, compte tenu de la rapidité avec laquelle les secrétaires — une bonne dizaine — ont dû tenir les protocoles et de la diversité de rédaction, il a été difficile — on le comprendra sans peine — d'établir un texte parfaitement uniforme.*

*En revanche, je me suis efforcé d'identifier, dans l'index, les quelque six cents personnages mentionnés dans cet imposant dossier. Au cours de ce travail, j'ai rencontré de nombreux obstacles, dus en particulier à deux raisons : la disparition de plusieurs registres paroissiaux et, outre certaines ambiguïtés du texte, l'impossibilité, en l'absence d'aucune précision, de départager des homonymes, même au moyen de multiples essais de généalogie.*

\* \* \*

*De précieux concours ont facilité la préparation de l'édition de ce dossier. Aussi m'est-il agréable d'exprimer ici ma gratitude à tous ceux qui*

*m'ont fait bénéficier de leur érudition et de leur constant appui.*

*Elle s'adresse avant tout à M. André Donnet, ancien directeur de la Bibliothèque et des Archives cantonales du Valais ; il a non seulement revu l'ensemble du texte, mais aussi et surtout il m'a aidé à mettre en œuvre cette masse de matériaux et a assumé l'ingrate besogne de la mise au point définitive.*

*Merci aussi à MM. Grégoire Ghika, archiviste cantonal, Anton Gattlen, bibliothécaire cantonal, et Jean-Marc Biner, archiviste à Sion, ainsi qu'à M. l'abbé Joseph Fournier, qui, avec une inépuisable complaisance, m'ont aidé à la lecture et à la révision, notamment des textes allemands et latins.*

*Merci encore à MM. les curés de Val-d'Illiez, l'abbé Albert Antony ; de Troistorrents, l'abbé Auguste Pont ; de St-Sigismond à St-Maurice, le chanoine Fernand Donnet ; de Massongex, l'abbé Gabriel Donnet ; de Monthey, l'abbé Louis Bonvin ; de Collombey, l'abbé Rémy Barman ; de Muraz, l'abbé Elie Défago ; de Vionnaz, l'abbé Jacques Rieder ; de Vouvry, le chanoine Charles Giroud, et de Port-Valais, l'abbé Séraphin Pannatier, qui ont eu l'amabilité de m'autoriser à consulter les registres de leur paroisse.*

*Merci enfin à Jean Fornage, élève de l'Ecole Normale, qui, avec une patience que je me plais à souligner, m'a prêté son concours pour collationner les textes.*

*P. D.*

**Description des pièces du dossier**  
**avec**  
**concordance aux pièces de la présente édition**

1. (Anc. n° 29.) Feuille (17 × 22,5 cm) d'une demi-page écrite. De deux mains, dont celle de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. *Non transcrit.* — Charges contre le caporal Barthélemy Dufour, de Vionnaz, qui figurent dans le n° 34, pièce 1, p. 2, et dans le n° 36, p. 26.
2. (Anc. n° 24.) Feuille (17,5 × 21,5 cm) de quelques lignes écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. *Non transcrit.* — Charges contre Jean-Michel et Jean-Claude Chervaz, qui figurent dans le n° 36, p. 26.
3. Cahier (16,5 × 21,5 cm) de 4 p. écrites à la plume et de deux, au crayon. De la main de Meinrad de Werra et de P.-Jos. de Chastonay, secrétaires de la commission. *Non transcrit.* — Charges contre Jean-Joseph Durier et Jean-Louis Borrat, qui figurent dans le n° 33, pp. 25-30 et 33-35 ; les pages écrites au crayon sont des notes éparpillées des deux secrétaires.
4. (Anc. n° 15.) Feuille (18 × 21,5 cm) de 2 p. écrites. De diverses mains, dont celle de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. = N° 79.
5. Cahier (21,5 × 43,5 cm) d'une page écrite. Constitue la suite du n° 12. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N° 51.
6. Cahier (16,5 × 21 cm) de 2 p. écrites au crayon. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. *Non transcrit.* — Charges diverses, qui figurent notamment dans le n° 15, fol. 1-4.
7. Feuille (17 × 21 cm) d'une page écrite. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. *Non transcrit.* — Charges contre Gaspard Thomas, qui figurent dans le n° 15, fol. 1-4, dans le n° 20, dans le n° 16, pp. 5-9, et dans le n° 18, fol. 2-3.
8. (Anc. n° 25.) Feuille (17 × 22,5 cm). D'une main non identifiée. = N° 61.
9. Cahier (17 × 21,5 cm) d'une page écrite. De la main de P.-Jos. de Chastonay. *Non transcrit.* — Suite des charges (le début se trouvant dans le n° 10) contre Jean-Maurice Rey, qui figurent dans le n° 15, fol. 9, dans le n° 68, pp. 1-3, et dans le n° 33, pp. 7-8.
10. (Anc. n° 4.) Feuille (17 × 21,5 cm) de 2 pages écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay et de Meinrad de Werra, secrétaires de la commission. *Non transcrit.*

- Charges contre Jean-Maurice Rey, qui figurent dans le n° 36, pp. 18-20, dans le n° 14, pp. 1-3, dans le n° 13, pp. 1-2, et dans le n° 15, fol. 4-6 et fol. 9.
11. Cahier (21 × 33,5 cm) de 2 p. écrites à la plume et d'une, au crayon. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. *Non transcrit.* — Charges contre Pierre Rey, qui figurent dans le n° 38, pp. 35-41, et dans le n° 15, fol. 1-6, 9-10 et 12-14.
  12. Cahier (21 × 34,5 cm) de 2 p. écrites. Incomplet : la suite forme le n° 5. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission, et d'une main non identifiée. = Nos 48 et 50.
  13. (Anc. n° 43.) Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 4 p. écrites. Incomplet : la suite forme la pièce 6 du n° 34. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = Nos 60 et 62.
  14. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 11 pages écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay et de Meinrad de Werra, secrétaires de la commission. = Nos 67, 82 et 94.
  15. (Anc. cote C.) Cahier (21 × 34 cm) de 22 fol. cousus ensemble et numérotés de 1 à 18 et de 41 à 44 (les fol. 19 à 40 constituent le n° 35 ; de plus, ce cahier est continué par le n° 33). De la main de Libérat de Courten, secrétaire de la ville de Sion. = Nos 111, 113, 115, 117, 119, 121, 137 et 158.
  16. Cahier (20,5 × 33,5 cm) de 6 fol., paginés et écrits de 5 à 10. Suite du n° 20. De la main de Xavier Pignat, secrétaire gouvernal. = Nos 2 et 3.
  17. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 2 pages écrites. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N° 15.
  18. Cahier (21 × 33,5 cm) de 8 p. écrites dont la dernière, au crayon, n'a pas été transcrite, parce qu'on en retrouve le contenu dans le n° 38, pp. 49-50. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. = Nos 84 et 88.
  19. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 12 p. écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission, et d'une main non identifiée. = Nos 54, 58 et 69.
  20. Cahier (20,5 × 33 cm) de 4 p. numérotées. Constitue le début du n° 16. De la main de Xavier Pignat, secrétaire gouvernal. = N° 1.
  21. Cahier (20,5 × 33 cm) de 3 p. écrites. De la main de Xavier Pignat, secrétaire gouvernal. = Nos 4 et 6.
  22. Cahier (17 × 20,5 cm) de 3 p. écrites au crayon. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. *Non transcrit.* — Notes diverses en brouillon contre Pierre Guillot.
  23. (Anc. n° 33.) Cahier (17,5 × 21,5 cm) de 2 p. écrites. De la main de Meinrad de Werra. *Partiellement transcrit.* — Charges contre Jean Devantéry dont une partie figure dans le n° 34, pièce 6, p. 4, et dans le n° 15, fol. 15 ; le reste est reproduit en annexes de nos numéros 41 et 119.
  24. (Anc. n° 9.) Cahier (21 × 34 cm) de 3 p. écrites. De plusieurs mains, dont celles de Meinrad de Werra, de Jean-Joseph Jost, de Léopold de Sépibus, etc. *Non*

- transcrit.* — Charges contre Jean-Joseph Durier, qui figurent dans le n° 36, pp. 22, 26, 32-33 ; dans le n° 34 : pièce 8, p. 7 ; pièce 1, pp. 2-3 ; pièce 6, pp. 2-3 ; pièce 4, pp. 1-2 ; dans le n° 14, pp. 1-3, et dans le n° 33, pp. 11-18.
25. Cahier (21 × 33 cm) de 2 p. écrites. De la main d'Augustini, membre de la commission. = N° 181.
  26. Cahier (21 × 34,5 cm) de 2 p. écrites. D'une main non identifiée. = N° 23.
  27. Cahier (21 × 34,5 cm) de 4 p. écrites, qui doit prendre place à l'intérieur du cahier n° 26. D'abord de la même main que le précédent, puis de celle de Meinrad de Werra. = Nos 23 et 41.
  28. Feuille (17,5 × 22,5 cm). De la main de Jean-Joseph Jost, membre de la commission. = N° 92.
  29. Cahier (19,5 × 23,5 cm) de 4 p. écrites. « Extrait du protocole des enquêtes faites par la haute commission déléguée à Vouvry. » De la main d'Augustini, secrétaire délégué, et daté du 15 octobre 1791. = Nos 32, 44, 65, 80, 93 et 97.
  30. Cahier (17 × 22 cm) de 3 p. écrites. De la main d'Augustini, « secrétaire substitué ». = N° 98.
  31. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 4 p. écrites, constituant une partie du « Protocole de la commission ». De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N° 24.
  32. Cahier factice (22 × 34,5 cm) de 32 p., écrites pp. 1, 3, 5-17, 23, 26. La p. 1 fait suite à la pièce 6 du n° 34. De diverses mains, notamment de Meinrad de Werra (p. 1), de Jean-Joseph Jost (p. 5), et de P.-Jos. de Chastonay (pp. 7-17, 23 et 26). = Nos 9, 29, 45, 77 et 78. — *Non transcrit* : pp. 5-6, suite des charges (le début se trouvant dans le n° 34, pièce 9) contre Pierre Guillot, qui figurent dans de nombreuses autres pièces, notamment n° 34, pièce 1, pp. 3-4, et n° 36, pp. 71 et 73. Dans ce cahier sont encore insérés 2 fol. de même format, de la main de Meinrad de Werra. = N° 59.
  33. Cahier (21,5 × 33,5 cm) de 120 p. dont 87 sont écrites. Ce cahier, qui fait suite au n° 15 (le fol. 45 manquant), est folioté de 46 à 80, avec quelques feuillets intercalés et non numérotés ; nous l'avons paginé au crayon de 1 à 120. De la main de Libérat de Courten, secrétaire de la ville de Sion (pp. 1-30 et 33-63), de Lamon, « secrétaire délégué » (pp. 31-32 et 68-76), et de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission (pp. 63-68 et 76-87). = Nos 139, 141, 143, 145, 147, 148, 151, 153, 154, 155, 156, 159, 160, 162 et 164.
  34. Cahier factice de neuf pièces cousues ensemble, de formats divers :
    1. Cahier (21 × 34 cm) de 4 p. écrites. De la main de Barthélemy Galley, châtelain de Monthey. = N° 22.
    2. Feuille (17 × 22 cm). Orig. autogr. signé. = N° 47, annexe.
    3. (Anc. n° 31.) Feuille (17 × 21 cm) d'une page écrite. De plusieurs mains. *Non transcrit.* — Charges contre Louis Robiquet, qui figurent dans le n° 84, pp. 1 et 3, dans le n° 36, p. 26, et dans le n° 34, pièce 6, p. 2.



4. Cahier (16,5 × 21,5 cm) de 4 p. écrites. « Extrait du protocole d'enquêtes faites par-devant la haute commission déléguée à Vouvry. » De la main d'Augustini, secrétaire délégué, et daté du 15 octobre 1791. = N<sup>os</sup> 19, 33 et 42.
5. Feuillet (17,5 × 22 cm) écrit d'un seul côté. De la main de Barthélemy Galley, châtelain de Monthey. = N<sup>o</sup> 22, *Nota bene*.
6. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 4 p. écrites. Incomplet : constitue la suite du n<sup>o</sup> 13 et s'achève à la p. 1 du n<sup>o</sup> 32. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N<sup>os</sup> 74 et 77.
7. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 2 p. écrites. Incomplet : la suite forme le n<sup>o</sup> 85. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N<sup>o</sup> 46.
8. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 7 p. écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay (pp. 1-4) et de Meinrad de Werra (pp. 5-7). = N<sup>os</sup> 31 et 40.
9. (Anc. n<sup>o</sup> 12.) Cahier (21 × 34,5 cm) de 4 p. écrites. De plusieurs mains. *Non transcrit*. — Début des charges (la suite se trouvant dans le n<sup>o</sup> 32, pp. 5-6) contre Pierre Guillot, qui figurent dans de nombreuses autres pièces, notamment dans le n<sup>o</sup> 36, pp. 52-61, et dans le n<sup>o</sup> 34, pièce 1, pp. 1-3.
35. Cahier (21 × 34 cm) de 22 fol. numérotés de 19 à 40. Doit s'insérer dans le n<sup>o</sup> 15. De la main de Libérat de Courten, secrétaire de la ville de Sion. = N<sup>os</sup> 121, 123, 124, 125, 131, 133, 135 et 137.
36. Cahier (17,5 × 21 cm) de 78 p. écrites (il y a deux pages numérotées 53), constituant le « Protocole gouvernal » du 4 au 15 octobre 1791. De la main de Xavier Pignat, secrétaire gouvernal, de Meinrad de Werra et de Pierre-Joseph de Chastonay, secrétaires de la commission. = N<sup>os</sup> 10, 11, 17, 18, 25, 28, 30, 34, 55, 85, 91 et 95.  
Dans ce cahier sont insérés 2 fol. volants, de même format, également de la main de Xavier Pignat. = N<sup>o</sup> 5.
37. Cahier (21 × 33,5 cm) d'une page écrite. De la main de Léopold de Sépibus, membre de la commission. = N<sup>o</sup> 160.
38. Cahier (26 × 40 cm) formé de trois fascicules cousus ensemble : le premier comprend 11 pages écrites non chiffrées ; c'est le « Journal » de quelques délibérations et décisions de la commission siégeant à Sion du 19 octobre au 18 novembre 1791. — Le 2<sup>e</sup> (Anc. n<sup>o</sup> 2) compte 12 p. dont 5 écrites et 7 numérotées ; c'est le premier interrogatoire de Gaspard Thomas par la commission. — Le 3<sup>e</sup> fascicule compte 14 fol. et réunit en désordre trois documents (Anc. n<sup>os</sup> 1, 4 et 3) munis de paginations différentes et incomplètes ; il contient essentiellement les interrogatoires de sept inculpés. Nous avons paginé l'ensemble du cahier de 1 à 51 (les pp. 12, 18-26, 45-46 sont en blanc) qui est, en grande partie, de la main de Libérat de Courten, secrétaire de la ville de Sion. = N<sup>os</sup> 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 149, 163 et 165.
39. (Anc. n<sup>o</sup> 10.) Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 3 p. écrites. De plusieurs mains, dont celles de Jean-Joseph Jost et de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. *Partiellement transcrit*. — Charges contre l'abbé Claude-Joseph Durier,

- dont la plus grande partie figure dans de nombreuses autres pièces, par exemple n° 38, pp. 38-51, ou n° 35, fol. 31-36 ; le reste est reproduit dans notre n° 53.
40. (Anc. n° 7.) Feuillet (17,5 × 21,5 cm). De trois mains différentes, dont celles de P.-Jos. de Chastonay et d'Emmanuel Barberini. = N° 36.
  41. Feuillet (17 × 22,5 cm). Orig. autogr. signé : « Votre serviteur, l'abbé Durier », et adressé « à Monsieur l'officier Rey, à Val-d'Illezy ». = N° 14, annexe.
  42. (Anc. n° 30.) Feuillet (17 × 21 cm). De quatre mains différentes, dont celles de P.-Jos. de Chastonay et de Jean-Joseph Jost. = N° 38.
  43. Cahier (17 × 21,5 cm) de 2 p. écrites. De la main de Barthélemy Dognier, châtelain de Val-d'Illezy. = N° 7.
  - 44./45. (Anc. n° 28.) Feuillet (16,5 × 22,5 cm) d'une page écrite. D'une main non identifiée. = N° 86.
  46. (Anc. n° 18.) Feuillet (17 × 22,5 cm). De deux mains non identifiées. = N° 63.
  47. Feuillet (19,5 × 23,5 cm) d'une page écrite, notée de la main d'Emmanuel Barberini : « Déposition contre Michel Rouiller, de Martigny, du 13<sup>e</sup> octobre 1791. » « Extrait » de la main d'Augustini, secrétaire délégué. = N° 87.
  48. (Anc. n° 6.) Cahier (21 × 34,5 cm) de 4 p. écrites. De plusieurs mains. *Non transcrit.* — Charges contre Barthélemy Tormaz, qui figurent dans de nombreuses autres pièces, notamment dans le n° 36, pp. 25-37 et 69-70, et dans le n° 31, pp. 1-2.
  49. (Anc. n° 13.) Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 2 p. écrites. De plusieurs mains. *Non transcrit.* — Charges contre Jean-Louis Borrat, qui figurent dans de nombreuses autres pièces, par exemple dans le n° 34, pièce 1, pp. 1-3, et dans le n° 33, pp. 7-8 et 13-18.
  50. (Anc. n° 8.) Cahier (21 × 34,5 cm) de 4 p. écrites dont la dernière au crayon. De plusieurs mains, dont celles du gouverneur P.-A. Preux, du banneret Emmanuel Barberini, de P.-Jos. de Chastonay, etc. = N°s 96 et 167.
  51. Cahier (21 × 33,5 cm) de 4 p. écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. Les pages 1, 4 et 3 portent les sentences proposées contre Pierre Rey. = N° 152. — La p. 2 contient une partie (la suite et la fin figurant dans le n° 52) des sentences proposées contre Barthélemy Tormaz, Jean-Joseph Durier et Jean-Louis Borrat. = N° 157.
  52. Cahier (22,5 × 36,5 cm) de 4 p. écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. Les pp. 1-3 font suite à la p. 2 du n° 51, et les pp. 3-4 contiennent les sentences proposées contre Pierre Guillot. = N°s 157 et 161.
  53. Cahier (21 × 33,5 cm) de 2 p. écrites. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N° 89.
  54. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 2 p. écrites. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N° 16.

55. Cahier (22,5 × 36 cm) de 3 p. écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. = N<sup>os</sup> 176 et 177.
56. Cahier (21 × 33,5 cm) de 3 p. écrites. La première est un relevé à la plume et au crayon de références aux interrogatoires de différents accusés : *non transcrit* ; la deuxième, de la main de Libérat de Courten, secrétaire de la ville de Sion, porte les sentences reproduites sous notre n<sup>o</sup> 150 ; la troisième est une minute inachevée de la lettre qui se trouve au n<sup>o</sup> 75 du dossier.
57. Cahier (22 × 36,5 cm) de 2 p. écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. = N<sup>o</sup> 183.
58. (Anc. n<sup>o</sup> 22.) Cahier (17 × 22,5 cm) d'une page écrite. De deux mains non identifiées. = N<sup>o</sup> 75.
59. Feuille (18 × 10 cm). *Non transcrit*. — Fragment de cinq lignes d'une délibération du dizain de Loèche, qui ne concerne en rien l'affaire traitée dans le dossier.
60. Cahier (21,5 × 33,5 cm) de 6 p. écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission, et d'une main non identifiée. = N<sup>os</sup> 83 et 90.
61. Cahier (21 × 33 cm) dont la p. 1 seule est écrite. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. — Feuille volant joint (11 × 19,5 cm) portant le signalement de Jean-Claude Tormaz. = N<sup>o</sup> 12.
62. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 4 p. écrites. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N<sup>os</sup> 37 et 39.
63. Feuille (21,5 × 35 cm). « Extrait du protocole des recherches faites à Vouvry. » De la main d'Augustini, secrétaire délégué, et daté du 11 octobre 1791. = N<sup>os</sup> 43, 57 et 65.
64. (Anc. n<sup>os</sup> 19 et 63.) Cahier (17 × 22,5 cm) d'un feuillet écrit dans lequel est inséré le fol. 3 d'un autre cahier, de la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission, et dont le texte figure déjà au fol. 3 du n<sup>o</sup> 14. (Sur ce même folio, quelques notes intitulées *Opiniones* n'ont pas été transcrites.) = N<sup>o</sup> 71.
65. (Anc. n<sup>o</sup> 16.) Cahier (17 × 22,5 cm) d'une page écrite et partiellement biffée. De deux mains non identifiées. = N<sup>o</sup> 73.
66. (Anc. n<sup>o</sup> 17.) Cahier (17,5 × 22,5 cm) de 4 p. écrites et dont le premier paragraphe allemand, reproduit dans notre édition, semble avoir été biffé. De quatre mains différentes, dont celles de Jean-Joseph Jost et de P.-Jos. de Chastonay. = N<sup>o</sup> 76.
67. Cahier (21 × 34,5 cm) de 40 p. dont 15 écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. = N<sup>o</sup> 184.
68. Cahier (21 × 34 cm) de 3 p. écrites. Copie, datée du 9 octobre 1791, par Meinrad de Werra, secrétaire de la commission, de deux déclarations de l'abbé Jean-Maurice Clément (voir n<sup>os</sup> 11, 80 et 90 du dossier qui se réfèrent à ces *Notanda*). = N<sup>o</sup> 21.

69. Feuillet (16,5 × 20,5 cm) d'une page écrite à la plume concernant le service étranger, et de notes au crayon, devenues illisibles, concernant le complot contre l'Abbaye de Saint-Maurice. *Non transcrit.*
70. (Anc. n° 14.) Cahier (21,5 × 34,5 cm) d'une page écrite. De quatre mains différentes. = N° 68.
71. Cahier (21 × 33,5 cm) de 2 p. écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. *Non transcrit.* — Charges contre Jean-Claude Défago, qui figurent dans de nombreuses autres pièces, par exemple dans le n° 14, pp. 1-7, et dans le n° 38, pp. 37-40.
72. Cahier (19,5 × 26 cm) de 3 p. écrites. Orig. autogr. signé et adressé « Pour remettre à Monsieur le très digne sénateur Lamon, ... à Sion ». = N° 168.
73. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 5 p. écrites. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N° 52.
74. Cahier (21 × 33,5 cm) de 10 fol. écrits et numérotés. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. = N°s 171, 173, 174 et 175.
75. Cahier (21 × 33,5 cm) d'une page écrite. Minute de la main de Libérat de Courten, secrétaire de la ville de Sion. = N° 127.
76. Cahier (21 × 35,5 cm) de 3 p. écrites. *Non transcrit.* — C'est la minute de notes adressées par le vice-bailli au conseil de Sion en 1798.
77. Cahier (21 × 33 cm) de 4 p. dont deux écrites. De la main d'Augustini, membre de la commission. = N°s 179 et 180.
78. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 10 p. écrites. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N°s 13 et 14.
79. Cahier (22,5 × 36,5 cm) de 4 p. écrites. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission. = N° 126.
80. (Anc. n° 2.) Cahier (21,5 × 34 cm) de 2 p. écrites, la seconde au crayon. De la main de P.-Jos. de Chastonay, secrétaire de la commission, et de trois autres mains non identifiées. = N° 166.
81. Cahier (21 × 33,5 cm) d'une page écrite. De la main d'Augustini, membre de la commission et examinateur. = N° 172.
82. (Anc. n° 32.) Feuillet (21 × 34 cm). De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N° 56.
83. Cahier (21 × 33 cm) de 4 p. écrites. De la main d'Augustini, membre de la commission. = N° 178.
84. Cahier (21 × 34 cm) de 4 p. écrites. De la main de Meinrad de Werra et de P.-Jos. de Chastonay, secrétaires de la commission. = N° 35.
85. Cahier (21,5 × 34,5 cm) de 3 p. écrites, qui doit prendre place à l'intérieur de la pièce 7 du n° 34. De la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission, et d'une main non identifiée. = N° 47.

86. Cahier (21 × 33,5 cm) de 3 p. écrites. De la main d'Augustini, membre de la commission. = N° 182.
87. (Anc. n° 20.) Feuillet (17 × 21 cm). De la main de P.-Jos. de Chastonay et de deux autres mains non identifiées. = N° 27.
88. Cahier (19,5 × 23,5 cm) de 4 p. écrites. « Extrait du protocole des enquêtes faites à Vouvry au sujet de Pierre Vanay, détenu aux arrêts. » De la main d'Augustini, secrétaire délégué, et daté du 13 octobre 1791. = N°s 20, 66 et 81.
89. Cahier (17,5 × 22,5 cm) de 3 p. écrites. A l'intérieur du cahier incomplet d'un ou de plusieurs feuillets. Orig. autogr. signé « Joachim du Bosson ». = N° 70.
90. (Anc. n° 27.) Cahier (16,5 × 23 cm) de 3 p. écrites. De trois mains différentes non identifiées. = N° 99.
91. Cahier (17,5 × 21,5 cm) de 3 fol. Orig. autogr. signé. — Le dernier paragraphe, de la main de Meinrad de Werra, secrétaire de la commission. = N° 49.
92. (Anc. n° 23.) Feuillet (16,5 × 21,5 cm). De diverses mains, dont celles de P.-Jos. de Chastonay et d'Emmanuel Barberini. = N° 26.
93. (Anc. n° 3.) Feuillet (17 × 21,5 cm) de 2 p. écrites. De plusieurs mains, dont celles de P.-Jos. de Chastonay et de Jean-Joseph Jost. *Non transcrit.* — Début des charges (la suite se trouvant dans le n° 95) contre Antoine Rey, qui figurent dans le n° 36, p. 17, dans le n° 19, p. 10, et dans le n° 14, pp. 1-2.
94. Cahier (19 × 22 cm) de 5 p. écrites. De la main de Xavier Pignat, secrétaire gouvernal, avec attestation autographe du gouverneur Pierre-Antoine Preux. = N° 8.
95. (Anc. n° 3.) Cahier (17 × 22,5 cm) de 2 p. écrites. De plusieurs mains, dont celle de Jean-Joseph Jost. *Non transcrit.* — Suite des charges (le début se trouvant dans le n° 93) contre Antoine Rey, qui figurent dans le n° 14, pp. 2-7.
96. (Anc. n° 21.) Cahier (17,5 × 22 cm) d'une page écrite. De deux mains non identifiées. = N° 72.
97. (Anc. n° 26.) Feuillet (17 × 21 cm). De deux mains non identifiées. = N° 64.
98. Cahier (16,5 × 20 cm) de 8 p. écrites, chiffrées de 1 à 7 et intitulées : « Témoignages sur Claude [-Louis] Delerse ». De la main de Xavier Pignat, secrétaire gouvernal. = N°s 169 et 170.

**Monthey, 11 mai 1791. — Interrogatoire de Pierre-Maurice Rey-Bellet.**

Par-devant Illustre et Magnifique Pierre-Antoine de Preux, seigneur gouverneur de Monthey, a comparu hon. Pierre-Maurice Rey-Bellet dûment cité, lequel, en vertu de son serment, a répondu comme suit :

1. Interrogé s'il n'a pas été chez Pierre Rey-Borrachon, ci-devant officier de la Vald'Illiez, dans un certain conseil ou complot ? — R. : qu'une fois qu'il était chez ledit Borrachon, il en a entendu quelque chose ; qu'ensuite il entendit bien parler comment la chose s'était passée.

2. Si on n'y a pas proposé d'aller piller à l'Abbaye de St-Maurice, et de se faire donner de l'argent à ces seigneurs qui y étaient, ou de les massacrer ? — R. : que le frère de l'officier, appelé Jean-Joseph Rey-Borrachon, a bien raconté que le complot était comme ci-dessus, ou de faire aller emprunter de l'argent à ces seigneurs.

3. Si ce n'est pas ledit Pierre Rey-Borrachon qui leur faisait ces propositions ? — R. : qu'oui, que [Jean-Joseph] le frère de l'officier lui a dit qu'il y avait Pierre, Emmanuel et Antoine, ses autres frères.

4. S'ils n'ont pas aussi proposé d'aller piller dans d'autres maisons ? — R. : que de cela il n'en a rien aperçu.

5. Si ledit Pierre Rey n'a pas beaucoup insisté pour exécuter le même projet ? — R. : qu'il ne lui en a point parlé, et il ne sait que ce que son frère Jean-Joseph Rey-Borrachon lui a dit.

6. S'il ne leur a pas expliqué un livre [*L'Aristocratie suisse dévoilée*] pour les engager à cela, et que contenait ce livre ? — R. : que lui déposant a bien vu ledit livre qui avait des épées au frontispice, que ledit [Pierre Rey-Borrachon] l'a montré à plusieurs, et il croit qu'il venait de Castella.

7. S'il n'a pas dit, à la Vald'Illiez, qu'il n'y avait point de mal à cela, que Messieurs avaient assez volé ? — R. : que pour à lui, il ne le lui a pas dit, mais qu'il a bien entendu raconter, qu'il le disait assez à d'autres.

8. Si les frères audit officier, Emmanuel et Jean-Maurice, n'étaient pas très contents de ce projet, et s'ils n'ont pas travaillé à encourager d'autres à cet effet ? — R. : que pour à lui, ils ne lui en ont point parlé, mais qu'on a bien dit qu'ils encourageaient des autres, et qu'il a ouï dire qu'il y avait une cinquantaine de Bernois avec eux de société.

9. Si le même Pierre Rey-Borrachon ne disait pas qu'il fallait se masquer et s'emparer des clochers de l'Abbaye et de St-Sigismond pour qu'on ne pût pas sonner le tocsin ? — R. : qu'il n'en a pas ouï parler.

10. Si, dans ce complot, il ne disait pas : « Si nous pouvions faire un butin d'une vingtaine de mille florins, cela nous ferait beaucoup de bien » ?

— R. : que lui déposant a entendu par d'autres personnes qu'il disait que s'ils pouvaient attraper une centaine de mille florins pour « s'entrepager », cela leur ferait bien du bien.

11. S'il ne disait pas qu'il avait parlé à plusieurs Bernois, qui lui avaient donné leur parole de se trouver lorsqu'il leur indiquerait ? — R. : qu'il a ouï dire au frère dudit officier, Jean-Joseph, qu'ils avaient veillé jusqu'à quatre heures, attendant un message du côté de St-Maurice, qui n'était pas venu.

12. S'il n'y a pas aussi eu, dans le même complot, des gens de Véraussaz et d'autres paroisses, qui devaient se joindre à eux ? — R. : qu'il a entendu dire qu'il devait y en avoir de Véraussaz, de Bex et de Massonger, ne se rappelant pas bien de cela ; que le frère de l'officier, Jean-Joseph [Rey], ayant raconté au-dessus du château au déposant plusieurs choses touchant ce complot, celui-ci le découragea et lui dit que leur affaire n'irait pas ; à quoi ledit Jean-Joseph répliqua que ni lui non plus n'en voulait rien, qu'il n'était pas un voleur. Il dit encore que le nombre des conjurés devait être de cinquante ou de cent, en ayant entendu parler de diverses manières.

13. S'il sait quels sont ceux qui n'ont pas voulu consentir ? — R. : qu'il ne le sait pas, sinon que le frère dudit officier, Jean-Joseph [Rey-] Borrachon, lui dit qu'il n'en voulait pas être, comme ci-dessus.

14. S'il ne sait pas que l'officier [Pierre] Rey-Borrachon était le chef du complot ? — R. : qu'on disait qu'ils se rassemblaient toujours chez lui, que Gaspard Thomas, qui demeure en Véraussaz, en devait être un.

15. Si, lorsqu'on lui raconta ces choses, on ne lui a pas recommandé le secret ? — R. : que celui qui lui en a le plus parlé, c'est ledit Jean-Joseph Rey-Borrachon, en montant, un jour, qu'il avait bu un coup, et comme c'était le frère de l'officier, qu'il a bien dit au déposant de n'en pas parler.

16. S'il sait qui pourrait donner de meilleurs indices ? — R. : que ledit Jean Joseph Rey-Borrachon a aussi raconté cette affaire au frère de lui déposant [Jean-Joseph Rey-Bellet] ; que Claude Thomas, de la Vald'Illiés, pourrait aussi donner des renseignements, ainsi que Jean-Claude Durier et [Claude-] Joseph Avantey (ce dernier devait avoir été présent au complot, mais qu'il n'avait pas de mauvaise volonté).

17. S'il ne sait pas pourquoi ce projet n'a pas eu lieu ? — R. : qu'un des conjurés [Jean-Maurice Béro] ayant raconté à sa femme, celle-ci l'alla dire à M. le vicaire [Clément], et que par là cela est devenu public, et que si Jean-Claude Durier est interrogé, on doit lui demander s'il n'a pas vu ou aperçu les Borrachon qui faisaient du bruit chez M. le vicaire.

(N° 20, pp. 1-4.)

**Monthey, 12 mai 1791. — Interrogatoire de Jean-Maurice Béro.**

Par-devant Illustre et Magnifique Pierre-Antoine de Preux, seigneur gouverneur de Monthey, a comparu Jean-Maurice Béro, de la Vald'Illiés, dûment cité, lequel, après avoir prêté le serment, a déposé sur les questions à lui faites comme suit. Ce que le seigneur gouverneur (le déposant n'ayant voulu s'ouvrir en présence d'autres) a écrit de sa propre main et ensuite dicté à moi soussigné pour être inscrit sous la teneur suivante :

1. Interrogé s'il n'a pas été chez Pierre [Rey-] Borrachon, ci-devant officier de la Vald'Illiez, dans un certain conseil ou complot ? — R. : qu'oui.
2. Qui l'a invité et quand s'est tenu ce conseil ? — R. : qu'il a été invité à ce complot par le même Pierre Rey-Borrachon, un dimanche avant le carnaval.
3. Si on n'y a pas proposé d'aller piller à l'Abbaye de St-Maurice, et de se faire donner de l'argent à ces seigneurs qui y étaient, ou de les massacrer ? — R. : qu'oui.
4. Si ce n'est pas ledit Pierre Rey-Borrachon qui leur faisait ces propositions ? — R. : qu'oui.
5. S'il ne proposait point d'aller piller dans d'autres bonnes maisons ? — R. : qu'il croit que c'était un badinage, comme il disait : « Si nous ne trouvons pas à St-Maurice, nous trouverons ailleurs, par exemple chez MM. Devantery et d'Arbelley. »
6. S'il n'insistait pas fortement pour porter ceux qui étaient présents à suivre ses avis et exécuter ses projets ? — R. : qu'oui.
7. S'il ne lisait pas et n'expliquait pas un livre pour cela ? — R. : qu'oui, un livre, que Pierre [Rey-] Borrachon a lu ce livre dans l'assemblée le même soir, vers les neuf heures environ.
8. Que contenait ce livre qu'il leur lisait ? — R. : que ce livre contenait des choses en faveur du peuple, contre les grands et contre les souverains.
9. S'il ne leur disait pas, pour les encourager : « Il n'y a point de mal en cela, Messeigneurs nous ont assez volés » ? — R. : qu'oui.
10. Si ses frères Emmanuel et Jean-Maurice [Rey] n'étaient pas très contents de ce projet, et s'ils n'encourageaient pas les autres à y acquiescer ? — R. : Jean-Maurice n'y avait pas été, mais bien les autres, à savoir Jean-Joseph, qui faisait des représentations en contre, disait que ce serait agir contre le prochain, que pourtant, à la fin, il semblait être content ; et qu'Antoine semblait consentir comme les autres ; et qu'Emmanuel, quoique d'ailleurs aussi du complot, n'y aurait pas été présent cette fois ; que lui déposant était aussi d'accord de s'y rendre comme les autres pour cette fois,



mais qu'en après il n'y serait plus retourné et qu'il ne s'en est pas mêlé davantage. Ayant ensuite conté cette affaire à sa femme [Marie-Josèphe Thomas], celle-ci l'aurait entièrement rapportée au R. M. le prieur [Briguet] qui, sur cette déclaration, aurait expédié son vicaire [l'abbé Clément] à St-Maurice pour en donner notification à ces seigneurs, et qu'aussitôt que l'on a pris des mesures à St-Maurice pour leur sûreté et celle de l'Abbaye, un aiguiser, Du Molarre, s'était transporté de là à la Vald'Illiez et y aurait divulgué que tels préparatifs se faisaient, et que par là l'exécution avait resté. Ce qui est cause que lui déposant est soupçonné d'avoir révélé le secret, par ainsi aujourd'hui mal vu par ces mêmes conspirateurs.

11. Si le même Pierre Rey-Borrachon ne disait pas qu'il fallait se masquer et s'emparer des clochers de l'Abbaye et de St-Sigismond pour qu'on ne pût pas sonner le tocsin ? — R. : que Pierre Rey-Borrachon avait dit qu'il fallait mettre huit hommes de garde à l'entour du clocher de St-Sigismond pour empêcher de pouvoir sonner le tocsin.

12. S'il ne leur disait pas : « Si nous pouvions faire un butin d'une vingtaine de mille florins, cela nous ferait beaucoup de bien » ? — R. : que Pierre Rey disait que si on pouvait avoir le trésor de l'Abbaye, cela ferait un beau partage.

13. S'il ne disait pas qu'il avait parlé à plusieurs Bernois, qui lui avaient donné leur parole de se trouver lorsqu'il leur indiquerait ? — R. : que le même Rey avait envoyé un billet à son frère [Jean-Maurice] à Massonger, pour lui mander de recruter et de s'associer un certain nombre de Bernois dans le quartier de Bex, à se joindre à eux, au nombre au moins de soixante, qu'il fallait en tout être une centaine, ou tant plus tant mieux.

14. S'il ne l'a pas menacé de brûler sa maison s'il disait le moindre mot de ce complot, et si ses susdits frères ne lui ont pas fait la même menace ? — R. : qu'oui.

15. Si, outre les Bernois et quelques-uns du val d'Illiez, il ne devait pas s'en trouver, pour exécuter ledit projet, de ceux de Véraussaz, de Massonger et d'autres paroisses ? — R. : qu'oui, que Gaspard Thomas, natif de la Vald'Illiez, demeurant à Véraussaz, en était aussi, et s'est trouvé le même soir à la même assemblée. De Massonger était son frère Jean-Maurice, aussi du complot ; cependant, n'était pas dans l'assemblée le même soir.

16. Quel jour devait-on se rendre à St-Maurice, et dans quel endroit devait-on se réunir ensemble pour aller de là exécuter le projet ? — R. : que l'exécution du projet devait avoir lieu la nuit du mardi [8 février 1791] après leur assemblée [du 6 février], et si le mardi n'aurait pas convenu, au mercredi, et si celui-ci ne convenait pas non plus, ç'aurait été le jeudi, et que le complot était de se rassembler à Massonger, pour se rendre en Véraussaz, et de là descendre dans la plaine vers Vérollez.

17. Qui sont ceux qui, ayant été invités et s'étant trouvés au conseil, n'ont pas consenti aux propositions dudit Pierre Rey ? — R. : que tous ce soir-là

présents, après avoir fait quelque difficulté et représentations sur l'impossibilité de l'exécuter, y auraient finalement consenti.

18. Combien ils devaient être en tout, ou s'il n'a rien entendu dire touchant le nombre ? — R. : Pour le moins une centaine en tout, ou tant plus tant mieux.

19. Si ledit Pierre Rey-Borrachon ne disait pas : « Nous avons tous des amis, que chacun de nous en prenne trois avec lui » ? — R. : qu'on était tombé d'accord que chacun devait prendre cinq de ses amis avec lui.

20. Si lui déposant n'a pas connu que ledit Borrachon était l'auteur de ce projet ? — R. : qu'oui, lui et sa femme [Anne-Marie Thomas].

21. S'il ne sait pas qu'Emmanuel Rey-Borrachon en ait invité plusieurs pour se trouver dans ce complot ? — R. : qu'il n'en sait rien.

22. Si Jean-Maurice Rey, frère dudit Emmanuel, s'est trouvé dans ces complots, et s'il ne sait pas qu'il avait des liaisons pour le projet avec les Bernois et avec ceux de deçà le Rhône ? — R. : qu'il a entendu dire qu'il engageait des Bernois à cet effet.

23. Qui sont ceux qui se sont trouvés ce même soir dans le complot à la maison dudit Pierre Rey ? — R. : les trois frères Rey susdits [Pierre, Jean-Maurice et Emmanuel], Gaspard Thomas de Véraussaz, Jean-Claude de Fago, Claude-Joseph Avantey et lui déposant, en tout sept hommes.

24. Si l'on ne risquerait pas d'attaquer cette affaire et de se saisir des frères Rey ? — R. : qu'il pourrait être dangereux ; que les Rey, sans avoir beaucoup de bien, avaient cependant des amis qui pourraient peut-être s'en venger ; que cependant ils auraient mérité une bonne correction corporelle.

[25]. S'il sait davantage sur cette affaire ? — R. : qu'il pourrait beaucoup encore en parler et détailler, que le tout cependant se réduisait aux articles qu'il vient de déposer.

Après lecture faite, il a confirmé sa déposition.

(N<sup>o</sup> 16, pp. 5-9.)

### 3

#### **Monthey, 13 mai 1791. — Interrogatoire de Jean-Claude Défago.**

Par-devant le préfet seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux] a comparu hon. Jean-Claude Défago, de la Vald'Illiez, lequel, après avoir prêté serment de répondre la vérité, a déposé comme suit :

Interrogé comme le précédent [voir n<sup>o</sup> 2, p. 17],

*Ad* 1. — R. : que non, qu'il n'y a pas été, qu'il a été chez lui plusieurs fois, mais pas pour des complots.

*Ad* 4. — R. : qu'on n'a jamais parlé de cela en présence du déposant.

5. S'il n'a pas été une fois chez ledit Pierre Rey lorsqu'il lisait un livre à la compagnie, et que contenait ce livre ? — R. : qu'oui, qu'il était bien là, qu'il contenait des choses en faveur du peuple contre les grands.

6. Si ledit Pierre Rey-Borrachon n'a pas dit ensuite qu'il faudrait faire de même, que Messieurs avaient assez volé ; — R. : qu'il ne l'a pas dit en sa présence ; que les autres disaient que c'était comme on avait fait en France, et que c'était utile au peuple, qu'il faudrait que tous fassent comme cela, que lui déposant le disait comme les autres.

7. Si les frères dudit Pierre Rey n'étaient pas présents alors ? — R. : qu'il croit qu'Antoine y était quand on lut ce livre.

[8]. Sur le 13. — R. : qu'il ne sait rien de cela, que ces choses ne lui ont jamais été proposées.

Relu et confirmé.

(N° 16, pp. 9-10.)

#### 4

### **Monthey, 8 juin 1791. — Interrogatoire de Jean Marclay.**

Par-devant Illustre et Magnifique Pierre-Antoine de Preux, seigneur gouverneur de Monthey et son ressort, etc., etc., a comparu honor. Jean Marclay, syndic de la Vald'Illiez, dûment cité, lequel, après avoir prêté serment, a déposé comme suit :

1. Interrogé s'il n'a pas été chez Pierre Rey-Borrachon, ci-devant officier de la Vald'Illiés, dans un certain conseil ou complot ? — R. : qu'il n'y a été qu'une fois, qu'il n'y avait que ledit Pierre Rey et son frère Antoine.

2. De quoi il était question lorsqu'il fut avec eux ? — R. : que l'officier Rey dit que M. [l'abbé] Clément était bon enfant, qu'il était allé à St-Maurice, puis à Monthey, pour découvrir ceux de la Vald'Illiez et faire écrire aux seigneurs de l'Etat contre eux, qu'il faudrait le chasser comme un diable ; sur quoi son frère dit qu'il faudrait savoir si cela était vrai.

3. S'il a connaissance du complot qu'il doit y avoir eu ? — R. : qu'il a entendu dire qu'ils avaient dessein d'aller faire peur aux seigneurs qui étaient à St-Maurice, et que ledit Pierre Rey était à la tête du complot ; que le même Rey a lu au déposant quelques pages d'un livre contre le souverain ; qu'il

avait ajouté verbalement qu'il y avait des articles qu'on tirait mal à propos, qu'il faudrait se joindre aux Bernois.

4. Si ses frères Emmanuel et Maurice [Rey] étaient aussi du même complot indiqué ? — R. : qu'il croit qu'ils étaient bien du même sentiment.

5. S'ils ne devaient pas se joindre avec des Bernois pour l'exécution de ce complot ? — R. : qu'il croit qu'oui ; que ledit Pierre Rey était souvent avec eux de l'autre côté.

6. Si le même Rey n'a pas fait des menaces contre M. le vicaire [Clément] ? — R. : qu'oui, comme à la seconde réponse.

7. S'il sait pour le sûr qu'il y ait eu un complot ? — R. : qu'oui, que de cela il en est sûr, qu'il se rapporte au reste au billet fait par M. le châtelain Dognier.

Relu et confirmé.

(N° 21, pp. 1-2.)

5

**Bouveret, 21 juin 1791. — Interrogatoire de Joseph Martel et d'Antoine Pès.**

Par-devant Illustre et Magnifique Pierre-Antoine de Preux, seigneur gouverneur de Monthey, etc., etc., tenant la place du seigneur châtelain du Bouveret [Adrian Walker], au château de la Tour, ont l'honneur de comparaître les honor. syndics du Bouveret, en priant le seigneur juge de vouloir bien examiner à leur instance les deux témoins cités par mandat du 20 juin, ensuite leur expédier copie de leurs dépositions pour leur conduite échéante de droit, sous très humbles recommandations. Lesquels témoins, dûment sermentés, ont déposé comme suit :

*I. « Joseph Martel, premier témoin, de Salanche, en Savoie. »*

1. Connaissez-vous M. le curial Bayrischez et avez-vous été ouvrier à son service ? — R. : qu'il le connaît, qu'il a fait deux journées chez lui, n'y ayant jamais travaillé que cela.

2. Savez-vous s'il a assisté les Messieurs de La Tour-de-Peilz dans le procès avec la commune du Bouveret, dernièrement, au sujet du Fort acculé [Fort-à-Culet] et Lanche, et les avez-vous vus venir trouver à ce sujet ledit M. Bayrischez ? — R. : que non.

3. M. le curial Bayrischez vous a-t-il dit et confié qu'il voulait faire perdre le Fort et la Lanche de la commune du Bouveret en faveur de La Tour-de-

Peilz ? — R. : qu'il ne le disait pas à lui, mais qu'en présence du déposant ledit M. le curial Bayrischez, parlant à son père, lui dit qu'il fallait qu'il fit perdre le Fort et la Lanche à la commune.

4. En quel lieu et en quel temps, à peu près, l'a-t-il dit ? — R. : dans sa maison, dans le poêle du ménage, il peut y avoir environ une couple de mois, c'était cet hiver, ne pouvant pas bien être sûr du temps.

Relu et confirmé.

## II. « Antoine Pès, Italien, deuxième témoin. »

Interrogé comme le précédent,

Ad 1. — R. : qu'oui.

Ad 2. — R. : qu'il n'en sait rien, pas un mot.

3. M. le curial Bayrischez vous a-t-il dit et confié qu'il avait des papiers, soit titres de la communauté du Bouveret, et qu'il les rendrait quand il voudrait ? — R. : qu'il a dit, en présence du déposant et du sieur officier Bernard Curdi, qu'il avait des titres, n'ayant entendu que cela, qu'il s'occupait à travailler à son ouvrage. Il a encore dit aujourd'hui à lui déposant qu'il avait des titres, et qu'il les rendrait à la commune quand on voudrait, en présence du même officier.

Relu et confirmé.

(N° 36, 2 fol. volants.)

## 6

### Monthey, 6 juillet 1791. — Interrogatoire de Jean-Claude Durier.

Par-devant le préfet seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux] a comparu hon. Jean-Claude Durier, du Vald'Illiez, lequel, après avoir prêté serment, a déposé comme suit :

1. S'il n'a pas été présent, une fois, chez Pierre Rey-Borrachon, à la Val-d'Illiez, dans un certain complot ? — R. : qu'il ne se souvient pas d'avoir été dans aucun complot chez ledit Pierre Rey, qu'il se rappelle de s'être trouvé au bureau ou dans des places où l'on parlait d'affaires sur la révolte, et que Pierre Rey-Borrachon y était.

2. Si, dans ces occasions, ledit Pierre Rey, officier, n'a pas proposé d'aller piller l'Abbaye de St-Maurice ? — R. : qu'il ne l'a pas entendu de lui, mais de son frère Jean-Joseph [Rey], qui racontait, en montant, à [Jean-Joseph Rey-] Bellet, qu'il s'était tenu un complot, ces jours passés, chez son frère, et

qu'on y avait proposé d'aller à l'Abbaye, mais qu'il avait répondu tout court : « Non, pour voler, je ne veux pas le faire, je n'y irai pas. » Il ajouta qu'on devait être une vingtaine de la Vald'Illiez, et qu'on en trouvait assez d'autres.

3. Si donc réellement il existait un complot ? — R. : qu'il l'a bien entendu, principalement de Louis Rey-Mouroz.

4. Quand il a été au bureau et dans ces assemblées, s'il n'y a pas vu un livre imprimé ? — R. : que non, mais que son cousin Pierre-Maurice Durier l'a bien vu, qu'il était imprimé à Paris.

5. S'il sait ce que contenait ce livre ? — R. : qu'il disait comme les seigneurs, dans les bailliages, traitaient rigoureusement le peuple, qu'il était en faveur du peuple.

6. Si, dans ces assemblées, ledit Pierre Rey n'a pas tenu des propos contre l'Etat ? — R. : qu'il disait qu'il ne fallait plus de ces pillages, que les gouverneurs avaient assez volé.

(N° 21, pp. 2-3.)

7

**Val-d'Illiez, 23 septembre 1791. — Interrogatoire de Claude Ecœur.**

Ce jourd'hui, 23 septembre 1791, a paru par-devant moi, châtelain sous-signé [Dognier], dans la maison de communauté, dis[cret] Claude Ecœur, ci-devant officier de la Vald'Illiez, comme témoin dûment cité pour déposer sur les points ci-après, en vertu de la commission verbale à moi donnée par l'Illustre et Magnifique seigneur gouverneur moderne de Monthey [Pierre-Antoine Preux], lequel témoin ayant prêté serment entre mes mains a déposé comme suit :

1. Interrogé s'il se rappelle d'un vol de marchandises fait à Illiez dans une boutique de feu Pierre Medico ? — R. : que oui.

2. S'il se souvient combien il y a d'années, ou du moins qui était gouverneur de Monthey alors ? — R. : que c'était M. Matter [1779-1781] et qu'il croit que c'était sa seconde année.

3. Lui étant ordonné de dire ce qu'il sait touchant les auteurs dudit vol, — [R.] : il a dit et déposé que Pierre Medico s'étant aperçu du vol qu'on lui avait fait écrivit en différents endroits pour découvrir les voleurs et le lieu de la vente. Il apprit que sa marchandise était passée en Savoye, qu'il y envoya lui déposant qui alla jusqu'à Chatillon ; qu'il y fit ensuite un second voyage avec ledit Medico et que, par ce qu'ils apprirent entre autres de deux femmes, dans la montagne de Bona Volta, de M. Duc, de Samoins, audit

Samoins d'un serrurier et surtout à Chatillion d'une femme et de son fils qui avaient acheté de la marchandise, ils surent à n'en pas douter que c'étaient Pierre et Manuel Borrachon qui avaient fait ledit vol, et que pour lui il est certain que ce sont ces deux-là ; que ledit Medico serait bien venu à bout de le prouver, mais que voyant qu'il était contraint de recourir à la justice de la Bonne Ville, que les acheteurs étaient déjà munis d'un avocat, que c'étaient des gens de peu de conscience qui soutenaient avoir acheté en place publique et qu'il aurait bien de la peine de ravoir sa marchandise sans la payer, il se découragea de faire d'autres démarches.

Ainsi a déposé ledit témoin.

(N<sup>o</sup> 43, pp. 1-2.)

8

**Monthey, 23 septembre 1791. — Interrogatoire de N. N.  
[= l'abbé Jean-Maurice Clément].**

L'an 1791, le 23<sup>e</sup> septembre, a été examiné par moi soussigné, gouverneur et juge, N. N. [l'abbé Clément] de la Val-d'Illiez<sup>1</sup>, lequel, après avoir prêté le serment, s'est énoncé comme suit :

[1]. Interrogé s'il connaît un certain Bovard demeurant en entrant à Bex ? — R. : que cet hiver dernier, l'homme en question s'était trouvé à St-Maurice, et que lui déposant y était avec le Gros Rey-Bellet ; que cet homme les avait abouchés dans la rue qui mène aux capucins, sous l'arcade, et que là il leur avait dit : « Ecoutez, mes braves gens ! nos affaires ne vont pas, elles sont trop suspectes ; mais connaissez-vous l'officier [Pierre] Rey, de la Val-d'Illiés ? » Sur quoi il leur disait : « Dites-lui que l'on désire qu'il descende à Massonger, vers son frère Jean-Maurice, que quelques bons amis de Bex et lui souhaiteraient de lui parler. » Sur quoi ledit homme les ayant quittés, ils auraient demandé à des gens de St-Maurice qui il était ; on leur aurait répondu qu'il s'appelait Paillard, qu'il était de Bex, que c'était le même qui, en entrant à Bex, depuis St-Maurice, avait bâti la grange neuve ; qu'ils avaient aussi demandé à lui-même auparavant son nom ; qu'il aurait répondu : « Cela ne vous fait rien. »

[2]. Interrogé s'il n'a pas revu ledit Paillard et quand ? — R. : que le vendredi après la St-Barthélemy dernière, pour autant qu'il peut se ressouvenir, ce Paillard s'était trouvé à la Vald'Illiez ; que lui déposant ayant fauché du refoin proche du village, avant jour, dans son propre pré, l'homme en question ve-

<sup>1</sup> Nota [de l'auteur] : que le déposant est un homme de probité, contre le témoignage duquel on ne peut faire exception, dont à la dernière nécessité on donnera le nom.

nait par le chemin qui conduit à Champéry et lui disait : « Bonjour, ami ! » Et que le déposant ayant répondu bonjour, [il] aurait demandé audit Paillard : « Comment va-t-il par Bex ? on dit que vous y avez des troupes. » Sur cela, Paillard lui aurait dit : « Ecoutez, mon ami, j'ai quelque chose à vous communiquer. » Le déposant s'étant approché de lui, [il] aurait commencé par lui dire : « Pourquoi ces troupes chez vous ? » L'autre aurait répliqué : « Cela ne veut rien dire ; nous avons fait quelques jeux, on a érigé des potences devant la maison du juge Veillon et on a habillé un homme en ours, qui est les armoiries de notre canton, que l'on a ensuite chassé par le village. » Sur le : « Pourquoi avez-vous fait cela ? », il aurait répondu : « Pour faire voir que nous sommes en idée de faire *hôqués* » ; que ce mot est une expression usitée à Bex, que leur idée est d'anéantir ces Messieurs et tous ceux qui jusqu'ici les avaient contrariés, que l'on espérait de leur côté que tout Val-d'Illiez et Troistorrens, jusqu'aux femmes, seraient de la partie et seraient du même sentiment. A quoi le déposant aurait répliqué : « Vous vous trompez, il n'y aura peut-être pas douze chez nous de votre idée ; vous savez que le complot de cet hiver passé, où il y avait passé vingt hommes, n'a pas réussi, que seulement sept hommes se trouvèrent à la fin, et encore la chose a-t-elle été découverte. » L'autre aurait ensuite demandé avec empressement après l'officier Pierre Rey<sup>2</sup>, ce qu'il aurait déjà fait auparavant de temps en temps, et ensuite dit Paillard aurait continué de dire que leur idée était de s'assembler une bonne troupe de Bex, comme ils auraient fait cet hiver passé, résolus de tirer contre le château de Monthey lors de l'arrivée de votre gouverneur, mais qu'ils ne l'avaient exécuté faute de savoir un passage secret pour n'être pas découverts par les souliers dans la neige. « Mais (a-t-il continué), il faut se soutenir les uns les autres ; nous sommes dans la parfaite idée que cet hiver prochain, lorsque les châtaignes seront toutes ramassées et les nuits longues, de tout raser ; mais de ces idées, il faut bien se garder de ne parler par les chambres et en présence des femmes, mais seulement parmi nous, par les caves ou en campagne éloignée. Si quelqu'un ensuite se trouve traître, et le fait connaître à M. Fischer, nous l'exterminerons et lui raserons la maison, si tant est qu'il en parle à M. Fischer de Bex. » Le déposant lui ayant demandé : « Si vous réussissez dans votre dessein, quelle est alors votre idée ? », répond Paillard : « Ah ! notre idée est d'établir alors des lois et juges à notre plaisir, des lois douces dont le peuple sera content. » — « Mais, répliqua le déposant, et si l'on ne respecte pas ces lois ? » Répond l'autre : « Alors on brûlera tout de suite la cervelle aux réfractaires. » Réplique encore le déposant : « Cette justice est trop prompte, il faut pourtant du temps pour se préparer à la mort. » A quoi Paillard a répondu : « Si deux ou trois sont expédiés comme cela, les autres ne manqueront plus. » Après cet entretien, ce dernier aurait derechef demandé après l'officier Rey et, sur l'assurance du déposant qu'il était fort loin (quoique véritablement il était tout proche), il témoignait un grand désir de parler à cet officier ; mais ne l'ayant trouvé de suite, il aurait

<sup>2</sup> Nota [de l'auteur] : que l'officier Pierre Rey, dont il est question dans cette déposition, est un homme très suspect, ayant déjà tramé de semblables complots, et étant lié à ce Paillard, ayant eu des conférences avec lui, dans sa cave, à Bex, avec d'autres, selon les informations.



pris le chemin de Morgine, contre Champéry, et que depuis là il ne l'aurait jamais revu.

[3]. Interrogé où ce Paillard aurait passé la nuit précédente ? — R. : à la Vald'Illiez, chez la veuve Louise Vieux <sup>3</sup>, au bureau ; que celle-ci avait dit au déposant, le même jour, qu'elle avait logé cet étranger arrivé pendant la nuit, et qu'il avait d'abord demandé après l'officier Rey.

[4]. Interrogé s'il sait quelque autre chose relativement à cette affaire ? — R. : que non.

*Lectura* de cette déposition au témoin faite, il l'a confirmée. Atteste, quoique d'autre main soit écrit, P.-A. Preux, gouverneur de Monthey.

(N<sup>o</sup> 94, pp. 1-5.)

<sup>3</sup> *Nota* [de l'auteur] : la veuve ci-dessus nommée, Louise Vieux, ayant été dûment examinée par serment, n'a point voulu s'en ressouvenir, ni peu ni beaucoup.

9

**Monthey, 4 octobre 1791. — Première séance de la haute commission,  
au château, en présence du colonel Stockalper.**

**Erster Congres abgehalten im Schloss zu Monthey den 4<sup>ten</sup> octobris  
in der Frühe in Gegenwart des hochedelgeborenen HH. Obrist  
[Gaspard-Eugen Stockalper].**

Als ist vorzüglichem erweget und verordnet worden, dass bey dieser Gelegenheit geheime Aufseher oder Spionen in einer jeden Compagnie ernambset werden sollen, welche Achtung halten werden wer und wie der eint = oder anderte etwann sich in denen Kammerenen bey der Manschaft zu insinuiren und misstrauen oder gar Empörung zu erweken suchen möchten, wie auch dass denen Soldaten in der nämlichen Absicht \* und in Anschau, dass hier wenig zu trauen und nit ohne Gefahr giffet zu bekommen seye \*, angerathen werde, die Wirtshäuser nit zu besuchen, da sie komlicher und wohlfeiler den Wein beym Sester einkauffen mögen. Auf einkomene Bericht des hochgebohrenen HH. Landwogts [Valentin Sigristen] in betreff des Jean-Claude Torma, der unlängst aufrührerische Vorschläg geführt, sich bey der Manschaft dahin intrigirt, ist gutt und nöthig erachtet worden, dass Torma unverweilt handfest gemacht und andurch der Gefahr eines Aufruhr vorgebogen werde, nachdem nemlich gerichtliche kundschaften rechtförmiger weise werden vorzüglich erhält worden seyn, als welches Examen dem hochgebohrenen HH. Landwogt unverweilt anzustellen aufgetragen worden.

Dann ist H. Castlan von Vald'Illiez, \* Bartholomeus Dognier \*, vor die hohe Commission gelassen und angehalten worden zu eröffnen, was er von denen übelgesinnten in Vald'Illiez wissen kunte, der sich also erkläret : « *J'ai dit au seigneur gouverneur à peu près tout ce que je savais.* » Nach einer Unterredung mit Ihr hochgebohrenen HH. Landwogt ausserte sich ermelter Castlan, er werde den Befelch auf sich nemmen, einige übelgesinte hieher zu liefern, worauf er bis um ein Uhr entlassen worden. Dann hat hoch vermelter H. Landwogt der hohen Session jene eingenommen Examina vorgeleget, die jene von Castlan in Vald'Illiez dem HH. Landwogt indicirte betreffen : welche an der Zahl drey abgelesen worden, aus disen erhellete, besonders aus der Deposition des Jean-Maurice Berod, dass sieben Schuldige sich dem Complot in Massonger eingefunden, nemlichen der Weibel von Vald'Illiez, Pierre Rey-Borrachon, seine Brüder Emanuel, Antoine, Jean-Joseph und Jean-Maurice, wohnhaft in Massonger, Jean-Claude Defago und Caspar Thomas von Veraussaz, wie auch Claude-Joseph Avantey : mit Unterschied, dass einige aus disen weniger Theil an dem Complot genommen ; dann ist das Schreiben Ihr Grossmächtigkeit vom dritten dises abgelesen, \* hienach folgende Anmerkungen in sich enthaltend und der hohen Commission zu überlegen auftragend \* und deme zufoig :

1. Die Errichtung eines gnauen Bulletin zu Berichtung Ihrer Grossmächtigkeit und Mitgliedern der oberen Commission angeordnet worden.
2. Dass *täglich eine Visite gemacht werde ob das Volk beysammen !* Worauf erachtet worden, dass nur einer von Eggerberg Krankheit halber in S. Peter zurückgebliben.
3. Dass gewachtet und verordnet werde, dass niemand sich aus der Landwogtey begeben *sub quocunque pretextu* ohne eine special Erlaubnis !
4. Die Aufhebung der Schifflin in Massonger, Illarse, Collombay.
5. Die Abschaffung jenes von Chaissel, so fern sie nöthige, vermäg vorlauffiger Bewilligung und Einberuffung der Bernerischen Commission.
6. Die Aufforderung deren von H. de Rivaz zu werkgebrachten Grossen von Vald'Illiez, welche unter denen Händen der Gemeind Vald'Illiez, der treu andurch zu prüfen.
7. Dass HH. Landwogt nur für seine eigne Persohn nit für das \* in ihm \* verletzte Ansehen der Hochheit begnadigen können.
8. Abhörung deren Gonnet betreff jener, seit Lichtmess auf die Abbtey und darin befindliche Persohnen gemachte Conspiration.
9. Warum zu Monthay um Mitternacht der general geschlagen, nachmahls solches aber als eine *fausse allarme* ausgerufen worden, soll erkundiget werden.
10. Jean-Louis Bovard seinen Arrest gebrochen, kann nachgesuchet werden.
11. Ein Verbott ähnlich jenem von Bern in betreff der Lesung gefährlicher

Zeitungen als z. B. *Le Moniteur*, *L'Ami du peuple*, etc., vermäg welchem dem *Gazettier* von Monthay dergleichen Papier kommen zu lassen ernstlich zu untersagen.

Dem Castlan von Illiez [Barthélemy Dognier] aufgetragen die Gefangennehmung deren Pierre Rey, alt Weibel, Emanuel und Antoine Rey-Borrazon, Brüder, und Jean-Louis Borrat.

Dann ein Mandat an den Weibel von Collombay [Christian Riondet père], das Schifflin allda zu supprimiren. Das nemliche an den Weibel von Mura für Abschaffung des Schifflins in Illarsa.

Den 5<sup>ten</sup> in aller Frühe ist die Gefangennehmung des officier Pierre Rey durch beihilf des Grossen Belley und Durier bewerkstelliget worden, wie auch jene des Jean-Maurice Rey, \* seines Bruders, und des Jean-Maurice Borrat \*. In der Nacht sind vier piemontesische in denen Wirtshäusern herum schwärmende Deserteurs des *régiment royal allemand* aufgehalten und am Tag mit einer *escorte* auf S. Moritzen abgeschaffet worden.

Dann ist auch der Weibel Pierre Rey von Vald'Illiez vor der hohen Session constituirt und examinirt worden.

Disen Abend lies der hochedelgebohren H. Landwogt der hohen Session folgende Anfragen vortragen :

1. Ob er die Obsorg des Weins [?], den der flüchtige Jean-Claude Torma hinterlassen, auf sich nehmen solle ? — R. : *affirmative*.

2. Die sequestration oder Verschlagung deren Effecten des ebenfalls flüchtigen Louis Robriquet ist geschehen, befindet sich aber weder seine *uniforme* weder Ordonnanzhuot, die er doch nit davongetragen ? — R. : bleibt bey der von H. Landwogt veranstalteten Vorkehrung.

3. Dass H. Castlan von Vald'Illiez [Barthélemy Dognier] die Schriften des Weibels Pierre Rey übersendet, solche folglichen zu durchsuchen übrig ist.

4. Ob die hohe Commission beliebe, ein Mandat abzulassen an den Castlan [Joseph Raboud] und Rath von Troistorrens und übrige gutt erachte, vermäg welchem selbiger angehalten wurde, seine Fehlbare an Tag zu geben, wie auch die übrige Gemeinden des Gubernaments ? — R. : *affirmative*.

5. Ob des Louis Borrat effecten nit auch *sub sequestro* zu stellen ?

Auf welchen Artikel die hohe Commission nach geschechener ordentlicher Umfrag sich erkläret, die Sequestration wäre in Anschau des gebrochenen Arrestes wenig, ist *provisionaliter* zulässige und solle geschechen.

6. Ob ein gleiches beym Maurice Rey-Borrachon in Massonger zu thun ist ebenfalls bejahet worden ?

Disen Abend ist die \* trostreiche \* Antwort des H. Fischer eingekommen.

Noch disen Abend kam der hohe Commission der Bericht ein, dass H. Castlan [Jacques] de Quartery den Gaspard Thomas handfestgemacht und zu S. Moritzen in Gefangenschaft verleget.

**Monthey, 4 octobre 1791. — Interrogatoire de Nicolas de Quartéry, de Joseph-Hubert Franc (1<sup>er</sup>) et de Jacques-Hubert Guerraty (1<sup>er</sup>).**

*I. Nicolas de Quartéry.*

Par-devant Illustre et Magnifique Pierre-Antoine de Preux, seigneur gouverneur de Monthey et son ressort, a comparu M. le châtelain Nicolas de Quartéry, dûment cité, lequel, après avoir prêté serment, a déposé comme suit :

Interrogé si Jean-Claude Tormaz n'a pas dit à M. le déposant que, moyennant cinq cents hommes prêts pour la Toussaint, on pourrait se faire déclarer dizain (en allant au secours de Sion et Sierre) contre les autres cinq dizains, pour que les deux dizains puissent partager les emplois avec les cinq autres ? — R. : qu'il lui a bien dit à peu près l'équivalent, *dernièrement*, il peut y avoir un mois, par un vendredi, devant la grange du déposant, et que lui lui a dit : « Vous êtes des bêtes de faire de tels complots. » Ajoutant qu'à Sion on ferait un semblant de défense et que les portes s'ouvriraient...

Relu et confirmé.

*II. Joseph-Hubert Franc.*

*Eodem contextu* a comparu M. Joseph-Hubert Franc, de Monthey, lequel, ayant aussi été sermenté, a déposé comme suit :

[1]. Interrogé comme le précédent, — R. : qu'il a dit environ comme dans l'inter[rogatoire précédent], devant la boutique du déposant, en présence de trois ou quatre personnes, dont il ne se souvient pas.

2. S'il ne s'est pas aperçu d'autres projets de la part dudit [Jean-Claude] Tormaz ? — R. : qu'on a assez dit, en public, que lui et ses adhérents avaient formé un complot pour assassiner quelques personnes.

Relu et confirmé.

*III. Jacques-Hubert Guerraty.*

*Eodem contextu* a encore comparu le sieur Jacques-Hubert Guerraty, de Monthey, dûment sermenté, lequel a déposé comme suit :

[1]. Interrogé si Jean-Claude Tormaz n'a pas dit à lui déposant et à sa femme [Marie Pignat] que, si « la charivary » de Mercier eût continué encore une nuit, le complot projeté aurait eu lieu ? qu'ils étaient prêts et munis de maréchaux pour enfoncer les portes, mais que Claude [-Louis] Delerse avait dérouter le complot en avertissant ceux qui devaient être assassinés ? — R. : qu'il n'a pas compris comme ça, mais que Jean-Claude Tormaz disait que la foire de Martigni, où le monde est allé, avait dérouter.

[2]. Ayant été demandé généralement s'il ne connaît point de projet fait par ledit Tormaz ? — R. : qu'ordinairement il ne le fréquentait pas beaucoup et que depuis cette fois-là il ne lui a plus parlé de pareilles choses.

Relu et confirmé.

(N° 36, pp. 1-3.)

## 11

### Monthey, 4 octobre 1791. — Déclaration de Xavier Pignat contre Jean-Claude Tormaz

Je soussigné déclare, en vertu de mon serment, prêté entre les mains du Magnifique seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux], que, m'étant trouvé une fois par hasard dans la rue, près de la boutique du chapelier [François] Morand, cet été, sans pouvoir me ressouvenir du mois, avec Jean-Claude Tormaz, celui-ci disait, en présence du sergent [Jean-Joseph] Donnet, de Monthey, et (comme je crois) du fils de M. le châtelain [Jean] Claret, qui a servi en France, que si on allait cet automne à Sion avec quelque cent hommes, les Messieurs de la ville donneraient un *trink geld* à celui qui les y conduirait, et qu'on ouvrirait les portes, quoiqu'on fût d'abord mine de se vouloir défendre ; que Sion était content de nous recevoir pour dizain, et qu'une bonne partie de Sierre l'était aussi. A quoi le sergent Donnet ayant témoigné ne pas ajouter foi, il dit que c'était M. Baruchés qui avait apporté cette nouvelle, qui venait, je ne sais s'il a dit de quelques-uns des premiers ou d'un des premiers de la ville.

(N° 36, pp. 3-5.)

## 12

### Monthey, 4 octobre 1791. — Interrogatoire de Guillaume Crépin.

Par-devant le très Illustre et Magnifique Pierre-Antoine Preux, seigneur gouverneur de Monthay, fut dûment cité et constitué Guillaume Creppin, bourgeois de Monthay, lequel, après avoir prêté serment entre les mains du préfet gouverneur, fut interrogé comme suit :

1. S'il n'a pas connaissance où Jean-Claude Torma se trouve en ce moment ? — R. : qu'il n'en sait rien du tout, qu'il travaille pour lui, qu'il leur a mis du vivre devant, mais qu'il n'est pas venu à la vigne.

2. S'il ne lui a point laissé commission de veiller à ses affaires ? — R. : négative, qu'il quitte son travail pour aller à la montagne.
3. S'il n'aurait rien remarqué en lui qu'il fût inquiet de l'arrivée des troupes ? — R. : que non, sinon qu'il paraissait un peu moins gai.
4. S'il ne lui aurait rien parlé hier de cette troupe ? — R. : qu'il disait qu'il était bien aise d'aller trouver des gens qu'il connaissait.
5. S'il croit qu'il ait quitté ? — R. : ignorative, qu'il y a une foire en Abondance, que peut-être il y est allé, mais qu'il n'en a point parlé.
6. S'il n'a jamais connu en Torma des projets ? — R. : qu'il ne fréquente pas les cabarets et que c'est là que ces propos se font, qu'il ne sait rien du tout.
7. S'il a son ménage ? — R. : qu'il ne sait pas son bien, qu'il n'y a personne à la maison.

*Facta lectura perstitit*

[Adjonction au crayon :] Jean-Claude Torma, natif et bourgeois de Monthay. Louis Robiquet, Français. Leur signalement ci-joint :

J[ean-] C[laude] T[ormaz]. Agé d'environ quarante ans, taille de cinq pieds et quatre pouces à quatre pouces et demi ; teint frais, assez gros yeux, gros nez un peu aplati et de travers ; son corps droit, mince et délié ; peu de cheveux, entre brun et blond ; peu de barbe ; parlant bien français, allemand et espagnol, ayant servi comme sergent en France et cadet en Espagne.

(N° 61. — Le signalement de Louis Robiquet fils manque.)

**13**

**Monthey, 5 octobre 1791. — Premier interrogatoire de Pierre Rey.**

Par-devant la commission souveraine assemblée au château de Monthey a été dûment constitué d'office Pierre Rey, ci-devant officier en Val-d'Illié, lequel, chargé d'indices d'avoir plongé dans un complot séditieux, fut interrogé comme suit :

1. Comme il s'appelle ? — R. : Pierre Rey.
2. Qui était son père et sa mère ? — R. : le père était Jean Rey et la mère, [Jeanne] Marclé.
3. Quel âge il a ? — R. : environ trente-sept ans.

4. D'où il est ? — R. : de Val d'Illiez.
5. De quel village ? — R. : du village nommé Illiez.
6. Quel est son état : s'il est marié, veuf ou garçon ? — R. : qu'il est marié, ayant quatre enfants et sa femme enceinte.
7. Comme s'appelle sa femme ? — R. : [Anne-]Marie Thoma.
8. Si sa femme a des frères et sœurs ? — R. : affirmative : Jean-Baptiste, Jean-Gaspard et Marie-Josèphe.
9. S'il a une profession ? — R. : travaux ordinaires.
10. Où demeurent les frères et sœurs de sa femme ? — R. : un à Chœx Jean-Gaspard et l'autre à Vérossa [*en réalité, c'est l'inverse*], et la sœur en la Val d'Illié.
11. S'il a eu exercé quelque charge ? — R. : qu'il a été officier pendant six ans.
12. S'il sait pourquoi il est constitué par-devant Messieurs ?  
— R. : négative.
13. Quelle pouvait donc être la cause qu'il s'imagine d'être ici ? — R. : qu'il n'en sait rien quand il lui faudrait mourir, mais qu'il avait beaucoup d'ennemis.
14. Pourquoi il croyait d'avoir fait des ennemis ? — R. : pour avoir soutenu les intérêts du seigneur gouverneur pendant les six ans de sa charge d'officier.
15. De qui il croit être haï ? — R. : des charge-ayants.
16. Quelles sont les sociétés qu'il fréquente ? — R. : aucune que sa famille et qu'il est venu très rarement ici au marché pendant cet été et très rarement à St-Maurice.
17. S'il sait lire et écrire ? — R. : quelque peu.
18. S'il tient des livres ? — R. : qu'il en avait reçu un d'un Bernois sous le titre : *Aristocratie de la Suisse dévoilée*.
19. S'il sait le nom de celui qui le lui a donné ? — R. : qu'il n'en sait point le nom, mais la maison ; qu'elle est à Bex, à droite en entrant, une maison en pierre.
20. S'il sait le lieu où il a reçu le livre et en quel temps ? — R. : à Bex, chez lui, avant les Pâques dern[ières] passées.
21. Si ce livre était grand ou petit ? — R. : pas bien grand, qu'il l'avait lu quatre ou cinq fois, qu'il l'a ensuite remis au confesseur, parce qu'il lui avait donné de mauvaises idées.
22. Si ce livre était neuf ou vieux ? — R. : qu'il était de l'an 1790.

23. S'il sait le contenu de ce livre ? — R. : qu'oui, qu'il contenait beaucoup de la révolution, \* de l'abolition des *magistri* \* et de choses semblables.
24. S'il l'a lu en entier ? — R. : affirmative, plusieurs fois.
25. S'il était donc de connaissance avec ce Bernois ? — R. : négative.
26. Comment il est entré en conversation avec ce Bernois ? — R. : qu'il lui avait demandé s'il n'était pas le frère de Jean-Joseph Rey qui fut cité à Sion avec [Pierre-Maurice Rey-] Bellet et [Jean-Louis] Borraz.
27. Comment ce Bernois pouvait-il connaître le frère de l'enquis, Jean-Joseph ? — R. : qu'il en avait entendu parler.
28. Ce que le même Bernois lui avait dit de plus ? — R. : qu'il s'était confié à luiquis, croyant qu'il tiendrait avec lui pour le projet d'une révolution touchant une égalité de politique.
29. En quoi consistait cette société ? — R. : qu'ils s'assemblaient pour s'entrepeler des choses prédites, savoir de l'égalité de politique, de l'abolissement de magistrat.
30. Ce qu'il entend par égalité de politique ? — R. : qu'il n'en comprend rien, sinon qu'il avait entendu dire que le paysan deviendrait maître d'établir des lois, des magistrats.
31. Si ce Bernois lui a découvert le plan pour y réussir ? — R. : négative, sinon qu'il fallait aller à Genève chez M. Gremu.
32. Si ce monsieur était un auteur ou imprimeur ? — R. : qu'il n'en savait rien.
33. Quelle réponse il lui a fait ? — R. : qu'il lui paraissait aussi, par une malheureuse imprudence.
34. Ce que le Bernois lui avait dit après lui avoir communiqué ce livre ? — R. : qu'il fallait travailler à les semer par les rues pour mettre la désunion par la terre.
35. S'il a fait lire ce même livre à d'autres ? — R. : affirmative, qu'il a eu le malheur de le lire à plusieurs personnes, nommément à Joseph-Antoine Durier, ancien syndic, à Pierre-Maurice Durier ; qu'il y en avait encore d'autres, du nom desquels il ne se rappelle plus ; il y avait encore ses deux frères Jean-Joseph et Antoine et il croit que Jean-Louis Borraz y était aussi.
36. Si ces cinq personnes ont goûté ce qu'il leur lisait ? — R. : oui, tout à fait.
37. Si c'est lui l'enquis qui le leur a lu ? — R. : affirmative.
38. S'ils ont connu ce livre d'avance ? — R. : que non.
39. En quel endroit ils auraient vu ce livre ? — R. : chez lui l'enquis.
40. Combien de fois ? — R. : qu'il croit deux fois ou une. *Utro adjicit* qu'il y avait encore son [beau-]frère Jean-Gaspard [Thomas].



41. En quel temps c'était ? — R. : justement dans le temps qu'il venait de Bas, que c'était avant Pâques.
42. Si ceux qu'il a nommés étaient tous ensemble ? — R. : affirmative.
43. S'ils ont été invités à se rencontrer comme cela chez lui ? — R. : qu'il croit les avoir invités lui-même, disant qu'il avait quelque chose de curieux à leur faire voir.
44. Combien de temps il a gardé ce livre ? — R. : qu'il l'a gardé environ deux ou trois semaines ou un mois, jusqu'à sa prochaine confession de Pâques.
45. S'il a payé au Bernois le livre ? — R. : que le Bernois le lui avait donné pour rien dans l'intention de le faire communiquer aux autres.
46. Si lui l'enquis lui a promis de le communiquer ? — R. : affirmative.
47. S'il a revu le Bernois du depuis ? — R. : négative.
48. S'il s'est aperçu que le Bernois avait encore d'autres livres semblables ? — R. : que le Bernois lui avait dit d'avoir quelque chose de nouveau à lui communiquer, mais qu'il ne l'a plus revu.
49. S'il n'a plus reçu par d'autres des livres ou de lettres du Bernois ? — R. : négative, mais qu'il se rappelle d'avoir été encore une fois à Bez chez lui, y allant avec son frère Antoine pour consulter M. le châtelain Fajon au sujet d'un procès dudit frère ; que c'était après Pâques, mais que son frère n'était pas présent lorsqu'il parla au Bernois.
50. Sommé de déclarer franchement les propos tenus cette seconde fois ? — R. : qu'il lui avait demandé si son livre avait bien fait vertu et s'il l'avait communiqué.
51. Ce qu'il a répondu sur cela ? — R. : qu'il croyait qu'oui et que les affaires allaient bien.
52. Si ledit Bernois lui a parlé cette deuxième fois de lui remettre d'autres livres ? — R. : qu'il lui a dit de repasser une autre fois, qu'il avait encore d'autres choses à lui communiquer.
53. Combien de temps cette entrevue a duré ? — R. : environ quatre ou cinq minutes. Que ce Bernois a une boutique, qu'il est horloger ; qu'il croit que c'est un jeune homme d'environ une trentaine d'années, les cheveux liés, pas tout à fait si grand que lui l'enquis.
54. Quels sont ses moyens de lui enquis ? — R. : que son héritage était un demi-bache ; que son père les avaient laissés pauvres.
55. S'il s'est acquis du bien ? — R. : qu'il s'est acquis des enfants, mais pas du bien.
56. S'il n'a jamais eu idée de se procurer du bien d'une manière extraordinaire ? — R. : que non, mais qu'il avait bien souvent eu des moments d'impatience à cause de sa pauvreté ; qu'il tâchait de servir pendant sa

charge d'officier le mieux qu'il pouvait ; qu'il a essayé des contrefaits et vexé par là et surtout par une supplique adressée au souverain contre lui.

57. S'il n'a jamais eu connaissance que certaines personnes ont tramé le dessein d'aller piller l'Abbaye ? — R. : négative, sinon par badinage, disant qu'on aurait besoin d'argent, qu'on en trouverait tantôt ici tantôt là.

58. Quelles sont ces personnes qui ont tenu ces discours badins ? — R. : qu'il ne se rappelle plus.

59. Si dans les assemblées tenues au sujet des livres prémentionnés, il s'en est parlé de ce projet ? — R. : qu'il pourrait être, ne s'en rappelant du tout point.

60. Si ces sortes de badinages ont été tenus ou parlés entre des gens du pays ou des étrangers ? — R. : que c'était seulement entre eux, gens du pays, n'y étant point d'étranger.

61. S'il n'a point de connaissance à Massongé ? — R. : qu'il y a son frère Jean-Maurice, marié, et sa sœur veuve [Anne-Marie, alliée Jean Combe].

62. S'il sait qu'il y ait eu cet hiver des seigneurs d'Etat à St-Maurice ? — R. : négative.

63. Si la maison du Bernois est neuve ou vieille ? — R. : que c'est une ancienne maison.

64. Si le même Bernois a du bétail ? — R. : qu'il croit que oui ; qu'ils sont deux frères, l'un étant horloger, l'autre gouverne le bétail.

65. Si dans cette entrevue à Bez personne n'a parlé de garder le secret ? — R. : négative.

66. Si personne autre que le Bernois lui ont tenu de semblables propos ? — R. : qu'il avait entendu parler d'un certain complot de soixante personnes formé à Bez, dont il devait en avoir deux de la Vald'Illiés ; qu'il craignait d'en être compté pour un.

67. Si on lui a point nommé les complices dudit complot ? — R. : que non.

68. Où ce complot doit avoir été fait ? — R. : dans une cave à Bez.

69. Qui lui avait dit cela touchant le nombre et le lieu du complot ? — R. : Jean-Joseph Borra, sur le bien des Proman, lorsque enquis traînait du foin.

70. Si dit Jean-Joseph Borrat lui a fait une invitation ? — R. : qu'il le lui a simplement raconté en passant, et que lui enquis avait répondu qu'il gageait d'être encore compté pour un.

71. Si ce Bernois n'a pas été dans la Vald'Illié ? — R. : qu'il n'en sait rien, mais qu'il sait bien qu'il a passé plusieurs fois à Monthey et qu'il a parlé à un certain [Jean-Claude] Thorma demeurant à Monthey.

72. Si l'enquis connaît ce Torma ? — R. : affirmative, mais que depuis qu'il s'est trouvé à l'inventaire dudit Thorma, ce dernier n'aurait plus été son ami.
73. Si le frère marié à Massongé [Jean-Maurice] sait lire et écrire et s'il ne lui a jamais écrit ? — R. : qu'il sait lire et un peu écrire, mais que lui enquis ne lui a jamais écrit.
74. Quelles étaient donc ces mauvaises idées que ce livre lui aurait inspirées ? — R. : qu'il avait déjà dit qu'il lui avait inspiré du goût, mais que l'ayant ensuite montré à son confesseur, savoir le recteur des dames religieuses [Jean-Louis Berrut], et s'étant confessé auprès de lui, il le lui aurait laissé entre les mains.
75. Si c'était après la confession de Pâques ou avant que le prédit Bernois et lui se sont revus ? — R. : quelque temps après.
76. Ce qu'il aurait répondu au Bernois sur la question si le livre avait fait bon effet ? — R. : qu'il avait fait bon effet. Que ce livre parlait de beaucoup de choses, généralement de l'aristocratie française.
77. S'il n'a jamais été invité de se trouver à Massongé ? — R. : qu'il ne s'en rappelle pas d'y avoir été demandé, sinon de ses frères ou sœur des affaires de la maison.
78. Si ce livre n'avait point d'estampe ? — R. : qu'il avait deux épées en croix.
79. S'il sait si son frère Jean-Maurice et ce Bernois se connaissaient ? — R. : qu'il n'en sait rien, mais peut-être bien, puisque son frère avait pendant quelque temps le bateau sous sa direction.
80. S'il sait si Pierre-Maurice Rey-Bellet avait connaissance de ce livre ? — R. : négative.
81. Sommé de déclarer tout ce dont il pourrait se souvenir d'avoir à ajouter. — R. : qu'il a tout dit comme il le savait.
82. S'il sait quelques personnes qui ont eu des intentions séditeuses et semblables ? — R. : que Jean-Louis Borraz lui avait demandé, il y a quelque temps, devant la maison de l'enquis, s'il n'avait point reçu de lettres ? — Sur quoi lui enquis aurait répondu négativement.
83. S'il n'a pas entendu raisonner sur le code pénal ? — R. : rien autre, sinon que l'on avait pas bien arrangé ces affaires, mais seulement à la volée et d'une manière fort vague, sans y avoir fait beaucoup d'attention.
84. S'il sait quelque autre personne qui lui veuille du mal ? — R. : qu'il n'en sait point d'ennemis ouverts ou déclarés, mais bien de n'être pas aimé.
85. S'il sait ce qui a donné occasion au désordre et à la révolte de l'année passée ? — R. : qu'il n'en sait d'autre, sinon que cela fut occasionné par un verre de vin.

86. S'il aurait à se plaindre contre ses supérieurs ? — R. : négative, mais qu'il leur demande pardon, les estimant de cœur et d'âme.

87. Si bonne justice ne lui a pas toujours été administrée ? — R. : qu'il ne s'en est jamais plaint.

(N° 78, pp. 1-8.)

14

**Monthey, 6 octobre 1791. — Deuxième interrogatoire de Pierre Rey.**

Fut constitué pour la seconde fois le susdit Pierre Rey par-devant la haute commission qui, sérieusement exhorté de dire la vérité sur ce qu'il aurait à ajouter et sur les interrogats qu'on lui ferait, répond qu'il n'a pas bien pu réfléchir, ayant été incommodé tout le soir.

1. Interrogé en lui présentant la grande feuille contenant le *Droit de l'homme*, et interrogé s'il la connaissait et de qui il la tenait ? — R. : du même homme qui lui a donné le livre.

2. Quel usage il en aurait fait ? — R. : qu'il [l']avait montrée aux mêmes à qui il a montré le livre.

3. S'il n'a pas eu encore d'autres livres suspects ? — R. : qu'on lui a remis en même temps avec le livre une *Représentation des Genevois*.

4. En lui présentant une lettre du 22 octobre [erreur : septembre] 1790, signée : « Votre serviteur, l'abbé Durier » [voir *Annexe*, p. 38], et interrogé s'il la connaissait ? — R. : qu'oui, qu'il l'a tenue.

5. Pour quoi il aurait été invité par cette lettre ? — R. : qu'il n'en sait rien.

6. S'il est descendu selon cette invitation et chez qui [il] aurait passé en descendant ? — R. : affirmative, qu'il croit avoir passé chez l'abbé Duriez, ne sachant pas s'il y a été ; et qu'ici à Monthey, il était entré chez M. le capitaine Devantery où se tenait l'assemblée ; qu'il y a produit des mandats de citation, du gouv[erneur] d'Augustini en plus grande partie, et quelques-uns des seigneurs gouverneurs Jost et Schiner et Theiler, qu'il les a posés sur la table et qu'il les a retirés ensuite.

7. Si l'on y a écrit quelque chose et qui ? — R. : qu'il y avait plusieurs écrivains, savoir M. [Barthélemy] Guillot, [Xavier] Pignat.

8. Qui aurait présidé à cette assemblée ? — R. : M. le capitaine Devantery.

9. Si l'on s'y était informé des amendes et qui ? — R. : affirmative ; *ad secundum*, M. le secrétaire Guillot.

*Postmodum facta lectura depositionum contra inquisitum factorum de primo teste,* — R. : qu'il n'a jamais vu cet homme à la Val d'Illiez ni entendu dire qu'il y ait été.

10. S'il nie d'avoir été d'intelligence avec ce nommé Palliard ? — R. : qu'il n'a [eu] d'autres conférences avec lui que ce qu'il vient de déclarer hier.

*Facta est illi etiam lectura depositionum secundi testis contra ipsum.* Sommé à se déclarer là-dessus ? — R. : qu'il ne peut rien dire après les témoins.

11. S'il croit donc que les témoins lui aient fait du tort ? — R. : qu'il ne nie ni avoue, mais laisse faire les témoins.

*Tunc facta fuit lectura tertii testis contra ipsum.* Sommé sur cela de déclarer ce qu'il en nie ou ce qu'il avoue ? — R. : qu'il ne sait que dire sur les témoignages, qu'il n'a rien à contredire, mais que tout ce qu'il aurait dit ou fait n'était que par badinage.

*Denique facta est lectura quarti testis contra ipsum testantis prout etiam quinti et sexti.* Sur lesquels sommé à se déclarer s'il aurait quelque chose à contredire ? — R. : comme ci-dessus, persistant à nier.

12. S'il sait où sont ses frères ? — R. : qu'ils doivent être l'un en Savoye, un à Champéry, un à Massongé.

13. S'il nie d'avoir jamais écrit à son frère de Massongé ? — R. : négative.

14. S'il n'a jamais entendu parler d'un certain M. Castelar, et quoi ? — R. : affirmative ; *ad secundum*, qu'il était à Paris et rien autre.

15. Sommé et exhorté encore une fois de déclarer ce qu'il aurait à dire contre les dépositions des témoins ? — R. : de la même manière comme dessus.

(N° 78, pp. 9-10.)

### *Annexe*

*Troistorrents, 22 septembre 1790.  
Lettre de l'abbé Claude-Joseph Durier à Pierre Rey.*

De par M. Devantery et l'assemblée, nous vous prions de vouloir bien descendre [après-] demain vendredi, à Monthey, chez Devantery pour produire vos griefs. Passez chez moi, nous descendrons ensemble, et je serai bien aise de vous parler d'affaires. Adieu.

(N° 41.)

**Monthey, 6 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Maurice Rey.**

Par-devant la haute commission fut constitué d'office et interrogé Jean-Maurice Rey comme suit :

1. Interrogé comme il s'appelle ? — R. : Jean-Maurice Rey.
2. Sommé de dire s'il sait la raison pourquoi il est constitué devant Messieurs ? — R. : que non.
3. S'il a des frères et lesquels ? — R. : affirmative, qu'ils sont à cinq : Jean-Joseph, Antoine, lui enquis, Emmanuel et Pierre.
4. Où sont ses frères ? — R. : que quelques-uns doivent se trouver ici.
5. De qui il [l']a entendu ? — R. : qu'il les a entendus parler de ses propres oreilles.
6. S'il sait lire ou écrire ? — R. : qu'il sait quelque peu.
7. S'il tient des livres ? — R. : qu'il tient des *Heures, Instructions de la jeunesse*.
8. S'il n'a jamais lu d'autres livres que les susnommés ? — R. : que si.
9. S'il connaît quelqu'un qui tient de mauvais livres ou qui en débite ? — R. : négative.
10. S'il n'a jamais reçu des lettres de ses frères de la Val-d'Illicz ? — R. : négative.
11. S'il ne s'est jamais trouvé dans aucune occasion où l'on ait lu de mauvais livres ? — R. : négative.
12. S'il ne connaît personne qui tienne de mauvais livres, soit gens du pays, soit Bernois, soit étrangers ? — R. : qu'il en avait vu un qui traitait des affaires de Genève, ayant eu ce même livre chez lui à la maison.
13. A qui appartenait ce livre ? — R. : à un Bernois demeurant dans les montagnes de Bez.
14. Quand il a eu ce livre ? — R. : ce dernier hiver, croyant que c'était avant Pâques.
15. S'il n'a pas des connaissances du côté de Bez, étant batelier à Massonger ? — R. : qu'il en connaît plusieurs, savoir le châtelain [Fajon], M. Nicoleret, et autres, au nombre près de quarante.
16. Si, dans sa maison, il n'aurait jamais entendu parler contre le souverain ou des seigneurs d'Etat ? — R. : négative.
17. S'il n'a jamais entendu parler d'un complot contre l'Abbaye ?

— R. : qu'il en a entendu parler après que tout s'était passé, par un bruit commun, savoir qu'on avait voulu assassiner des seigneurs d'État, sans se souvenir de qui ; que c'était à Massongé le lendemain ; que le complot devait avoir été tramé d'une troupe de bandits, ne sachant leurs noms ni de quel pays.

18. S'il sait avoir des ennemis et qui et par quelle raison ? — R. : qu'il ne fait tort à personne ; néanmoins il ne manquerait d'en avoir.

Lecture faite des dépositions à sa charge, de Jean-Maurice Bérode, 13<sup>e</sup> interrogat [voir n° 2, p. 18]. — R. : de n'avoir jamais reçu de billet de ses frères, ni d'avoir eu quelque commission semblable.

Lecture faite de l'interrogat 15<sup>e</sup> du même témoin [voir *ibidem*],  
— R. : l'enquis comme ci-dessus, persistant dans sa négative.

Lecture du même témoin, au 22<sup>e</sup> interrogat [voir n° 2, p. 18] ;  
— R. : négative.

Après lecture faite du 8<sup>e</sup> interrogat de *Joannis-Mauritii* [erreur : Pierre-Maurice] Rey[-Bellet], *testis secundi* [voir n° 1, p. 15], — R. : le délinquant persiste à nier.

19. S'il sait quelqu'un qui pourrait donner des indices sur ces affaires ?  
— R. : qu'il n'en a parlé à personne et n'en sait rien.

20. S'il nie d'avoir eu aucune correspondance avec des gens de Bex ?  
— R. : qu'oui, qu'il le nie.

21. S'il sait qui habite la première maison à Bex en entrant depuis S.-Maurice ? — R. : qu'il croit qu'elle appartient à un Fribourgeois.

22. S'il ne connaît personne à Bex du nom Paillard ou Bovard ?  
— R. : qu'il a connu un Paillard, tanneur, mais point de Bovard.

23. S'il sait que son frère l'officier ait quelque connaissance à Bex et quelle ?  
— R. : qu'il ne manquera pas d'en avoir, mais que lui enquis ne sait pas quelle.

(N° 17, pp. 1-2.)

**Monthey, 6 octobre 1791. — Interrogatoire d'Emmanuel Rey.**

Par-devant la commission souveraine fut constitué d'office Emmanuel Rey-Borrazon, lequel, soupçonné d'un complot séditieux, fut interrogé comme suit :

*Ad* 1, interrogé comme le précédent, — R. : Emmanuel Rey.

Ad 6. Quel est son état ? — R. : qu'il est marié.

Ad 7. Comment s'appelle sa femme ? — R. : Cécile Chappeley.

Ad 12. — R. : ignorative.

Ad 16. Quelles sociétés il fréquente ? — R. : personne que sa famille, qu'il n'est pas venu à Monthey depuis ce printemps.

17. S'il sait où sont ses frères ? — R. : qu'il y en avait un en Savoye [Jean-Joseph], un en Val d'Illiez [Antoine], et que l'officier lui a dit que l'un était détenu ici en bas [Pierre].

18. S'il sait pourquoi son frère est ici ? — R. : négative.

19. Quel officier le lui a dit et quand ? — R. : l'officier de la Vald'Illiez [Dominique Gex-Collet], et qu'il s'est informé de l'officier d'ici [Pierre Guillot] qui le lui a dit aussi.

20. Qu'est-ce que l'officier lui a dit de plus ? — R. : pas grand-chose, excepté qu'il était un peu chagrin.

21. S'il sait lire ou écrire ? — R. : qu'il sait lire l'imprimé, mais pas l'écriture.

22. S'il tient des livres ? — R. : qu'il en a du R. père [Jean-Evangéliste] Pignat.

23. S'il n'a jamais lu d'autres livres que ceux du père Pignat ? — R. : qu'il avait bien lu des livres de prières, mais jamais d'autres.

24. S'il n'a jamais entendu lire d'autres livres ? — R. : négative, mais bien des lettres.

25. S'il sait que ses frères tiennent des livres ? — R. : négative.

26. S'il ne sait pas que quelqu'un de sa paroisse tienne de mauvais livres ? — R. : qu'il n'en sait d'autres que Jean-Louis Grenon, de Champéry.

Exhorté à dire la vérité, qu'à ce défaut lecture lui sera faite des dépositions à sa charge.

27. S'il croit avoir des ennemis chez lui ? — R. : qu'il n'a fait tort à personne et ne croit pas d'en avoir.

Ensuite lecture lui a été faite *de interrogato tertio* [erreur : *primo*] *facto Petro-Mauritio Bellet* [voir n° 1, p. 15], — sur quoi l'enquis répond qu'il ne se rappelle aucunement d'y avoir été.

*Facta lectura de interrogato octavo* [voir n° 1, p. 15], — R. : que jamais il n'avait aperçu ce projet, mais qu'il a bien entendu dire à la Vald'Illiez qu'on avait fait un complot pour aller à St-Maurice et qu'il devait s'y trouver aussi des Bernois, ne sachant pas leurs noms et qui l'a dit.

28. Quand il a entendu dire et chez qui ? — R. : ce printemps, ne se rappelant pas chez qui.



29. Si ceux qui ont parlé de ce complot lui auraient recommandé le secret ? — R. : négative.

30. S'il l'a entendu dire de ses frères ? — R. : qu'il l'a entendu dire plusieurs fois, lui étant impossible de dire par qui.

*Facta lectura de 10<sup>o</sup> interrogato, testis secundi Joannis-Mauritii Bérød* [voir n<sup>o</sup> 2, p. 17], — R. : qu'il ignore tout cela.

*Facta lectura de interrogato 23<sup>o</sup> ejusdem secundi testis* [voir n<sup>o</sup> 2, p. 19], — R. : comme auparavant.

*Facta lectura adhuc tertii testis Joannis Marcley de quarto interrogato* [voir n<sup>o</sup> 4, p. 21], — R. : comme ci-dessus, n'ayant jamais été de ce sentiment.

31. S'il nie d'avoir jamais été dans aucune société et aucun lieu où l'on ait parlé de ce complot ? — R. : jamais.

32. S'il a quelque plainte à faire contre ses supérieurs ? — R. : négative.

33. S'il sait ce qui pourrait avoir donné occasion aux désordres de l'année passée ? — R. : qu'il a entendu dire quelque chose du seigneur gouverneur [Hildebrand Schiner], à qui l'on imputait la cause.

(N<sup>o</sup> 54, pp. 1-2.)

## 17

### Monthey, 6 octobre 1791. — Premier interrogatoire de Barthélemy Tormaz.

Par-devant le préfet seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux] a comparu Barthélemy Tormaz, de Colombey, dûment cité et sermenté, lequel a déposé comme suit :

1. S'il n'a pas connaissance d'un certain complot qu'on a tramé dans la maison de l'officier [Jean] Martin ? — R. : qu'un mercredi [29 juin 1791], qui était un jour de fête (il croit que c'est le jour qu'on a tiré pour le prix du souverain), le nommé Jean Vitte, cordonnier habitant ci-devant à Colombey, rassembla Louis Robriquet fils, Jean-Claude Tormaz ; Jean-Louis Borrat, de la Vald'Illies, s'y trouva aussi, ainsi que Jean-Joseph Durier et le déposant ; que ledit Jean Vitte [les] avait fait descendre dans l'étage d'en bas dudit officier Martin ; le même Vitte leur dit que l'abbé Durier, qui était un bon citoyen qui avait bien défendu l'endroit, était en prison à Sion, où l'on pourrait peut-être lui infliger quelque peine ; qu'il faudrait faire en sorte et prendre tous les moyens pour l'en sortir ; qu'on était bien en état de le faire, \* si on était au moins un cent hommes \* ; qu'il y avait assez de monde par ici.

A quoi ledit Jean-Joseph Durier a le premier répondu qu'il prenait trop de peine, que cela pourrait peut-être plus faire de mal que de bien, qu'il ne fallait pas s'y prendre ainsi, qu'il valait mieux se servir d'une autre voie, disant l'avoir assez recommandé ; il nomma plusieurs seigneurs dont il croyait avoir la protection ; qu'il était monté avec Son Excellence baillivale [Sigristen], qui lui avait promis de faire son possible, et parla d'autres, dont le déposant ne se souvient pas des noms. Il dit aussi que M. de Cheignon se donnerait toutes les peines pour l'en tirer.

Jean Vitte répliqua : « Si ton frère ne revient pas dans quelque temps, il faudra s'entrepayer et ramasser une troupe pour l'en sortir » ; puis s'adressant à Borrat, il lui dit : « Toi, tu parleras à ceux de la Vald'Illiés, moi je ferai mon possible de mon côté. » Jean-Louis Borrat lui répondit : « Il n'est pas nécessaire de faire des affaires comme cela. » Son frère (c'est-à-dire de l'abbé [Jean-Joseph] Durier) lui répéta qu'il n'avait pas la bonne route. Les autres ne firent qu'écouter, et il ne s'en parla plus.

2. S'il n'a pas aussi été question du château et du seigneur gouverneur ?  
— R. : qu'en présence du déposant, il n'en a point été question, qu'il n'en a point entendu parler.

3. S'il n'était pas question de s'armer pour aller à Sion ? — R. : qu'oui, que Jean Vitte disait qu'il fallait aller armé comme il faut ; on n'a point donné consentement à tout cela.

4. Si Jean-Joseph Durier n'a pas eu tenu des propos incendiaires et de sédition ? — R. : que le mardi de la Pentecôte, 14<sup>e</sup> juin, il s'est tenu un autre complot où [Jean-Joseph] Durier se trouva. Le déposant trouva, le jour ci-dessus, Jean Vitte et Claude[-Louis] Delerse sur la place des quilles, à Colombey, qui l'invitèrent et le firent monter au cabaret, où il ne fut question de rien, sinon qu'ils engagèrent le déposant à monter avec eux ; en chemin, ils lui dirent qu'on voulait préparer un bal ce soir ou au plus vite, s'il voulait se joindre avec eux. Celui-ci leur demanda ce que c'était que ce bal. A quoi ils répondirent que Messieurs les charge-ayants, tant de Monthey que de Colombey et Muraz, ne faisaient qu'avoir des procès ensemble, qu'ils les mangeaient tous, qu'il fallait tout cela purger, qu'il fallait les chasser ou les tuer. Le déposant leur dit que quant aux leurs, ils n'étaient pas si mauvais qu'ils en avaient le nom. « Oui, répliquèrent-ils, les vôtres qui vous louent vos montagnes, qui font la défense de sortir le bois ! Ils sont encore les plus mauvais, il faut tout cela purger aussi. » Le déposant leur dit encore que c'était le curé de Muraz [Jean-Pierre Turin] qui faisait tout cela faire. Jean Vitte répondit : « C'est qu'ils sont tes parents. » L'autre dit qu'oui, que le sang ne pourrait pas mentir. « Eh bien ! nous ferons assez cet office-là sans toi, répliqua Jean Vitte, tu t'aideras à faire les autres. » Le déposant objecta encore qu'on ne pourrait pas entrer dans les maisons. Jean Vitte dit aussitôt que l'on prendrait les outils de la forge de [Claude-Louis] Delerse, qui répondit que ses outils étaient à leur service. Ayant ensuite rencontré du monde, on n'en parla plus en montant. Etant à Monthey, Jean-Joseph Durier se trouva au coin de la place, chez Voisin ; Jean Vitte l'ayant invité à boire, il accepta. Ils allèrent tous quatre chez Jean Martin, où Jean

Vitte recommença à parler de cela et dit qu'il en voudrait encore voir quelques-uns, à qui il en avait déjà parlé (sans les nommer). Jean-Didier Jeandet étant survenu, le déposant se mit à boire avec M. le capitaine Duruptet et Jean Dommengen, n'ayant plus entendu de longtemps leur discours. Antoine Rouiller, dit le Petit-Rouiller, entra, salua le syndic [Joson] Parvés, qui venait de la foire de Martigni, lui porta à boire et lui dit qu'il bâtissait bien une belle maison, mais qu'il bâtissait sur le vieux, que quelqu'un pourrait bien la lui mettre à bas, si on s'assemblait, sans nommer personne ; que cela. Delerse s'approcha de Rouiller et Joson Parvés, qui parlaient ensemble à basse voix ; le même Delerse dit après : « Nous sommes vendus, notre jeu ne pourra pas réussir. Le Petit-Rouiller a dit à Joson Parvés qu'on voulait aller les massacrer, lui et le châtelain, à Muraz, qu'il ne fallait pas rester chez eux, qu'il y avait un complot fait pour cela » (dans ce moment Jean-Joseph Durier était sorti). Jean-Didier Jeandet n'entendit rien de ce complot jusqu'alors, quoiqu'il fût dans la chambre, autant que le déposant sait. Le déposant dit que si Rouiller leur mettait des affaires comme cela dessus, qu'ils n'avaient point l'idée de faire, que c'était un vaurien qui mériterait un soufflet, jusqu'à ce qu'il fit la culbute. Jean Vitte répondit qu'il fallait le mettre à bas le premier. Delerse répliqua qu'il serait bon de mettre à bas lui et le Petit-Pont, à qui ces Messieurs donnaient à chacun six louis pour faire les espions et vendre les autres. Le déposant sortit et revint de nuit chez Jean Martin, où il les trouva qu'ils sortaient ; Durier y était avec eux, mais pas le Petit-Rouiller ni Delerse. Jean Vite avait un fusil de guerre, qu'il dit que Delerse lui avait donné avec dix-sept à dix-huit cartouches. Le déposant répliqua que Delerse devait s'en servir lui-même. Jean Vitte répondit qu'il n'avait pas osé venir à cause de sa femme. Auparavant le déposant avait dit audit Vitte, ce qu'il voulait faire de cela ? Il répondit : « *Je veux mettre à bas quelqu'un.* » Robriquet fils se trouva aussi là et reprocha à Vitte que, puisqu'il voulait faire de pareilles affaires, il n'avait pas besoin de le faire sortir du bal où il était. Ils descendirent tous ensemble jusqu'au coin de la maison à Voisin. Jean Vitte chargea son fusil en leur présence ; on lui demanda ce qu'il voulait faire. Il répondit qu'il voulait tirer à celui de là-haut (voulant parler de M. Galley). Robriquet lui dit que c'était inutile, qu'il était absent. L'autre répliqua qu'il voulait également tirer aux fenêtres. Tous ceux qui étaient là firent leur possible pour l'en détourner, disant qu'ils ne voulaient pas intéresser leur conscience ni leur honneur ; ils allèrent jusqu'à le menacer de le faire sortir de Colombey ; enfin, ils l'en empêchèrent. Robriquet retourna au bal et tous les autres descendirent. Etant près de M. le capitaine Devantery, Jean Vitte voulut tirer contre ses fenêtres, mais quoiqu'il eût détendu son fusil, le coup ne partit pas ; alors eux trois lui tinrent son fusil et lui dirent qu'ils le lui casseraient sur le dos s'il s'en voulait encore servir de cette façon. De là ils s'en allèrent et il ne fut plus question de rien depuis ce temps-là.

5. S'il n'a jamais été question de mettre à mort ou faire du mal à Joson Parvez ? — R. : qu'il n'a point été question en sa présence de Joson Parvez, sinon ce qui se voit dans [la] réponse ci-dessus.

[6]. S'il n'a jamais été question du château ou du gouverneur ? — R. : que

le même jour Jean Vitte dit qu'il fallait aussi épouvanter le gouverneur. A quoi Claude[-Louis] Delerse et Jean-Joseph Durier répondirent que non, que le seigneur gouverneur était un honnête homme, qu'on n'avait pas entendu qu'il eût châtié quelqu'un. Le déposant ajoute qu'il n'a jamais rien entendu du seigneur gouverneur que cela, ne sachant point de plainte contre lui.

Relu et confirmé.

(N<sup>o</sup> 36, pp. 5-14.)

18

**Monthey, 6 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre-Maurice Mottier, de Claude Longeat et de Jean-Pierre Revet.**

*I. Pierre-Maurice Mottier.*

*Eodem die*, par-devant le préfet seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux], a comparu hon. Pierre-Maurice Mottier, de Massonger, dûment sermenté, qui a déposé comme suit :

1. S'il n'est pas batelier de Massonger ? — R. : qu'oui.
2. S'il connaît un certain Boward, qui loge en entrant à Bex, qui a une grange neuve ? — R. : qu'oui.
3. S'il n'a pas passé plusieurs fois ledit Bovard sur son bateau ? — R. : que non, ne sachant si les consorts l'ont passé ; du moins, il ne s'en rappelle pas.
4. S'il n'a pas eu vu entrer ledit Bovard dans la maison de Jean-Maurice Rey ? ou d'autres Bernois ? — R. : que non, pas ledit Bovard, mais qu'il y a vu aller des Bernois et d'autres, parce qu'il vendait du vin.
5. S'il ne s'est pas aperçu qu'il se tenait des complots chez ledit Jean-Maurice Rey ? — R. : que non, qu'il ne fréquentait plus cette maison depuis la mort du père de la femme.
6. S'il n'a pas vu souvent chez ledit Jean-Maurice Rey son frère Pierre Rey, de la Vald'Illies ? — R. : qu'il l'y a vu aller quelques fois.
7. S'il ne sait pas que ledit officier Pierre Rey et Jean-Maurice ont formé des projets ou des complots, qui auraient pu déranger la sûreté publique, ou contre certaines personnes ? — R. : que de cela il n'en sait rien.
8. S'il ne sait rien contre la conduite de Jean-Maurice Rey ? — R. : que non.
9. S'il ne sait plus rien là-dessus ? — R. : que non.

Relu et confirmé.

## II. Claude Longeat.

*Eodem die* a encore comparu Claude Longeat, de Massonger, lequel, après avoir prêté le serment, a déposé comme suit :

Interrogé comme le précédent [voir n° 18, p. 45],

*Ad* 1. — R. : qu'oui.

*Ad* 2. — R. : qu'oui.

*Ad* 3. — R. : qu'il ne l'a jamais passé de ce côté ici, mais qu'il l'a passé deux fois l'année passée, \* c'est-à-dire tandis qu'on pouvait encore traverser à bateau \*, vers l'autre bord ; il lui demanda une fois d'où il venait ; il répondit : « Du côté de la Vald'Illier » ; c'était ce printemps, entre le mois de mars ou d'avril.

*Ad* 4. — R. : que non, mais qu'il a vu ledit Bovard qui parlait avec ledit Jean-Maurice Rey dans le grand chemin. Une autre fois, quand il le voulait passer, le même Bovard demanda au déposant s'il n'avait point vu Jean-Maurice Rey ?

*Ad* 5. — R. : que Jean-Maurice Rey envoya par un petit garçon au déposant un petit livre imprimé [*L'Aristocratie*], comme un catéchisme, \* un peu plus grand \*, qui avait sur le frontispice deux épées en croix, \* à ce qu'il lui paraît \*, qui était déjà un peu chiffonné, pour le lui faire lire, dont le déposant ayant en effet lu quelque chose, il dit à celui qui le lui avait apporté de le rendre où il l'avait pris. Ledit garçon lui avait dit que c'était un Bernois qui l'avait apporté, ne sachant si c'est Bovard ou un autre. Ledit Rey vint aussi sous ses fenêtres, une nuit, et lui demanda à lui déposant s'ils allaient coucher. Celui-ci répondit qu'oui ; ledit Rey dit qu'il venait pour lui montrer de ces papiers ; à quoi le déposant répliqua qu'il ne se souciait pas d'en voir davantage.

*Ad* 6. — R. : qu'il l'y a vu au moins trois fois, cette année passée. Ajoutant qu'il a passé deux fois, à bateau, Pierre Rey et son frère le maréchal, \* qu'il croit s'appeler Joseph-Antoine \*, qui allaient à Bex ; une des deux fois Jean-Maurice était aussi avec eux.

*Ad* 7. — R. : qu'il a bien entendu des gens qui faisaient du tapage chez lui, ne sachant qui c'était ; qu'on y veillait des fois un peu tard ; que depuis qu'il n'a pas voulu lire ses papiers, ledit Jean-Maurice Rey lui a porté la mine, quoiqu'ils se parlassent toujours.

*Ad* 8. — [R.] : qu'il a assez pensé exciter leur paroisse contre leur juge ; qu'il n'y en avait pas un plus rebelle chez eux ; qu'il disait qu'il fallait se défendre ; qu'il a entendu dire à plusieurs personnes qu'il leur avait dit qu'il ne voulait pas payer la dîme de l'évêché, \* sans voir le droit ou titre \*, en pommes de terre ; qu'il l'a encore entendu répéter, ce soir passé, depuis qu'il est arrêté.

*Ad* 9. — R. : qu'il ne sait plus rien.

Relu et confirmé.

[10]. Interrogé de plus s'il n'y a pas vu (à savoir chez ledit Jean-Maurice Rey) son frère Emmanuel Rey, avec des Bernois ? — R. : qu'il l'a vu quelques fois chez son frère, environ deux ou trois fois \* l'année passée \*, mais qu'il était tout seul ; il l'y a vu venir une fois proche du soir.

De tout quoi lecture lui a été faite.

### III. Jean-Pierre Revet.

*Eodem contextu* a aussi comparu Jean-Pierre Revet, de Massonger, lequel ayant prêté serment a déposé comme suit :

Interrogé comme les précédents [voir n° 18, p. 45],

*Ad* 1. — R. : qu'oui, qu'il l'a été une année.

*Ad* 2. — R. : qu'oui.

*Ad* 3. — R. : qu'il l'a passé deux fois, venant de ce côté ; une fois il ne repassa pas, au bateau.

*Ad* 4. — [R.] : qu'il ne l'a pas vu ; qu'une fois qu'il l'a passé en deçà, ce printemps passé, il a dit au déposant qu'il allait du côté de la Vald'Illier ; \* le déposant lui demanda s'il repasserait bientôt ; il répondit que non, pas de longtemps, qu'il allait du côté de la Vald'Illier \*.

*Ad* 5. — R. : qu'il n'en a rien aperçu.

*Ad* 6. — R. : qu'oui, qu'il l'y a assez vu de fois.

*Ad* 7. — R. : qu'il n'a pas ouï parler de cela.

S'il n'a point vu parler ledit Bovard avec Jean-Maurice Rey ?

— R. : que non, jamais.

*Ad* 8. — R. : qu'il a entendu dire une fois audit Jean-Maurice Rey qu'il ne voulait pas payer la dîme des pommes de terre cette année, qu'elle n'était pas depuis longtemps ; du reste ledit Rey avait alors bu un coup.

*Ad* 9. — R. : qu'il ne sait plus rien.

[10]. Sur le dernier interrogat du précédent,

— R. : qu'il a vu ledit Emmanuel Rey chez son frère Jean-Maurice Rey, environ deux ou trois fois, mais pas avec des Bernois.

[11]. S'il n'a pas connu que ce Bovard aurait voulu soulever le monde ?

— R. : que non, mais qu'il a ouï dire chez eux (à savoir à Massonger) que les Bernois faisaient un petit complot, ne sachant si c'était contre leur souverain ou contre leurs Messieurs.

Relu et confirmé.

**Vouvry, 6 octobre 1791. — Dépôts du châtelain Emmanuel Cornut.**

En date du 6<sup>e</sup> d'octobre 1791, le sieur châtelain Cornu, de Vouvry, a déposé que, peu de temps après le 8<sup>e</sup> de septembre 1790, s'étant trouvé dans un conseil du gouvernement, le déposant louait les souverains seigneurs. Alors l'officier [Pierre] Guillot, de Monthey, lui répondait : « Diable ! les trouvez-vous tant bons pour les louer ? » ... Que le même officier Guillot, après l'arrivée de la lettre de LL. EE. de Berne, voulait, dans un conseil du gouvernement, qu'on envoie des députés à Berne pour répondre à ladite lettre et pour demander des protections.

En même date, le même sieur Cornut a déposé que [Jean-Joseph] Durier, de Monthey, était venu chez lui, à minuit, la veille de la foire de la Saint-Michel 1790 [28 septembre], et lui avait dit qu'il était un traître pour avoir opiné dans le conseil du gouvernement qu'on ne se joint pas avec ceux de la Val d'Illiet, qu'il fallait laisser ceux qui ont fait la sottise, que Joseph Voidin et François-Louis Pignat y avaient été présents.

En même date, le même a encore déposé « qu'à l'occasion du code, au conseil du gouvernement, chez M. le capitaine [Jean] de Vanthery, le nommé Guillaume Voullioud, syndic moderne de Collombey, trouvait encore à redire pour les peines pécuniaires qui y sont dictées et [ne] demandait que des peines corporelles et des prisons. Qu'alors lui (déposant) répondait que le gouverneur aurait trop de frais, eu égard à ses revenus, s'il fallait pour chaque faute nourrir les mauvais sujets en prison ; que là-dessus, ledit Voullioud répondait : « Portez tout, si vous êtes si généreux ! »

(N<sup>o</sup> 34, pièce 4.)

**Vouvry, 6 octobre 1791. — Autre déposition du châtelain Emmanuel Cornut.**

Le sieur châtelain Cornut a déposé en date du 6<sup>e</sup> d'octobre 1791 : Quand la lettre de Son Excellence était arrivée pour remettre les armes et les coupables, lui (déposant) passait à Vionnaz et conseillait qu'on devait obéir. Le syndic de ce temps-là, Pierre Vaney, répondait en présence du métral [Jean] Delzet et du châtelain [Michel] Pignat, de Vouvry : « Comment nous défendre si nous remettons les armes ? Est-ce qu'ils sont à eux ? »

(N<sup>o</sup> 88, p. 1. — Le procès-verbal de cette déposition ne figure pas dans le dossier.)



## 7 octobre 1791. — « Notanda » de l'abbé Jean-Maurice Clément

1. S'il y a quelqu'un qui mérite encore d'être saisi dans les circonstances présentes, c'est sûrement le Borgne [Jean-Joseph] Durier, de Place, comme membre très dangereux des complots tenus, etc., de même que Jean-Joseph Gex-Collet, du Vald'Illiez, frère de l'officier moderne [Dominique] dudit lieu. MM. le prieur [Briguet] et châtelain [Dognier] et syndic [Jean Marclay] dudit lieu en peuvent rendre raison.

2. L'on sait même que ledit Jean-Joseph Gex (avec deux autres) fut de nuit assaillir à *grands coups* de pierres la maison du vicaire Clément, le 7 de mai [erreur : mars] dernier : *duo examinati testes*, à carnaval, et qu'il a fréquemment été dans les assemblées suspectes et dangereuses que tenait Pierre Rey au Vald'Illiez.

3. Il est bon de savoir encore que le samedi 26 de mai [erreur : mars] dernier, le susdit Borgne Durier et Jean-Maurice Rey, qu'on vient de saisir à Massonger, montèrent de nuit exprès jusqu'au Vald'Illiez (pour s'y joindre à plusieurs autres, selon le projet qu'ils en avaient tenu à Monthey, le mercredi devant 23 dudit), pour aller assaillir chez lui ledit vicaire Clément à coups de fusil, ledit Rey s'étant vanté qu'il avait dans cette occasion 23 à 24 coups à tirer (projet qui échoua uniquement par la désertion de trois des associés). Qu'on interroge ledit Rey sur cette affaire ! Il ne peut nier ce projet abominable. On lui demandera combien ils étaient d'associés pour cette attaque nocturne du vicaire, quels sont leurs noms, si quelqu'un l'avait invité à cela et qui, si quelqu'un ne lui avait point écrit à ce sujet ; qui et quoi ? (On ignore s'il est vrai, mais il a dit à quelqu'un lui-même, à C[écile] de J[ean-]C[laude] D[éfago], que c'était l'abbé Durier qui lui avait écrit à quelle heure il fallait partir, etc., pour cette expédition.) On pourra faire au Borgne Durier à peu près les mêmes interrog[ations]. On leur demandera à tous deux (de même qu'à Pierre Rey, ci-devant officier, et à ses frères Emmanuel et maître Antoine, le maréchal) lesquels étaient de ce complot, dans quelle maison se tint leur rendez-vous ledit soir qu'ils allaient attaquer le vicaire, combien ils avaient de vin et qui l'a payé ou promis de le payer. Emmanuel Rey a dit à quelqu'un que c'était l'abbé Durier qui avait payé ou promis de payer ledit vin pour cette belle expédition.

A propos de cet abbé Durier, si dangereux dans l'Etat aussi bien que dans le sacerdoce, rétabli dans son poste à la honte du pays, etc., que l'on oblige tous les détenus (*nisi propinqui aut amici illius sint*), [à avouer] si ledit abbé n'a pas été dans leurs complots, et dans quels, et si même il n'a pas été du vilain complot formé contre l'Abbaye de St-Maurice, comme plusieurs l'ont dit (quoiqu'il soit révoltant à croire). [Claude-]Joseph Avantey, *vulgo* à la *Grenova*, du Vald'Illiez, était aussi un zélé membre du complot contre l'Abbaye de St-Maurice. Emmanuel Bovard, de Pravit dudit



lieu, doit aussi avoir été demandé chez lui, vers minuit, le 6 ou 7 de février dernier, et invité dans le complot dressé contre l'Abbaye de St-Maurice ; *qu'on l'examine.*

Doit-on laisser impunies les menaces téméraires et criminelles qu'a osé faire le Borgne Durier contre le seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux], même à son frère M. le chan[oine Xavier] à Sion, etc., pour obtenir par force et contre le droit l'élargissement de son frère l'abbé Durier, corrupteur le plus dangereux de la jeunesse et l'un de ceux qui [a] le plus excité les esprits dans la révolte, au départ du gouverneur Schiner, etc. ? L'honneur du souverain et de l'évêque [Blatter] et le repos public, sans parler de l'avantage des mœurs, qui exigeraient que cet abbé fût exilé (*sed hoc notum neminis mortem quaerit*).

Qu'on demande à Pierre Rey s'il sait qui a cassé les fenêtres chez le vicaire du Vald'Illiez, le 1<sup>er</sup> de février dernier, jour de la foire de Monthey, à l'entrée de la nuit, et pourquoi ? etc.

L'an 1586, les cantons catholiques écrivirent à l'évêque de Vallais [Hildebrand de Riedmatten] de ne pas donner la prêture à des hommes débauchés, etc. (voir page 139 des *Libertés de l'Eglise helvétique*, [par J. A. F. von Balthazar]). Ceci cadre bien avec le pardon accordé si légèrement au fameux abbé Durier, au scandale des protestants même, nos voisins.

*Copie :* Je certifie... que mercredi, le 27 avril 1791, un quelqu'un N... [Jean Maurice Bérodt], qui a été du conseil exécrationnel formé et conclu contre l'Abbaye de St-Maurice, dans une assemblée de sept hommes (que je puis nommer), tenue la nuit du dimanche, le 6 février dernier, [a révélé] que ledit projet d'aller assaillir l'Abbaye, etc., était des plus réels et très sérieux, non pas pour le lundi, comme le bruit s'en était d'abord répandu, mais pour la nuit du mardi, 8<sup>e</sup> de février, de telle sorte que, sans l'avis charitable et périlleux, mais des plus importants, de celui qui avertit l'Abbaye dudit complot, il aurait été exécuté, ou tout au moins il y aurait eu un massacre d'hommes, de relig[ieux], peut-être des seigneurs d'Etat, car la seule cause directe qui arrêta cette exécution abominable fut la nouvelle qu'un aiguiser [Molard] apporta au Vald'Illiez, ledit jour 8<sup>e</sup> février, qu'on était alarmé et armé à St-Maurice sur le bruit en question, sur quoi le chef du complot [Pierre Rey] expédia bien vite un exprès avec une lettre à son frère [Jean-Maurice] à Massonger pour contremander ceux du voisinage du canton de Berne, qui en étaient déjà prévenus. Chacun des sept du complot était chargé de trouver cinq associés ; on avait déjà la parole de trente ; on devait partir de nuit du Vald'Illiez, se rendre tous à Massonger, de là monter par Vérossa avec les Bernois, descendre à St-Maurice, où, en arrivant, on aurait d'abord gardé les approches de St-Sigismond pour empêcher d'aller sonner le tocsin. On voulait tuer et passer au fil de l'épée tous ceux qui se seraient opposés à l'enlèvement du trésor, prêtres et autres. Si la capture n'eût pas été suffisante, ou qu'elle n'eût pu s'exécuter, on voulait aller en faire autant chez M. le lieutenant [Hyacinthe] Darbelley, à Monthey, ensuite chez M. le capitaine [Jean] Devantery et finalement au couvent de Colombay. Voilà, en gros, quel était le véritable dessein et projet bien conclu, et qui aurait eu lieu infailliblement sans l'avis charitable de celui qui, en place d'une honnête

récompense qui aurait eu lieu dans tout autre pays, en a été la triste victime, avec une perte notable et réelle, avec menaces de la vie, etc.

Tout cela est admirable pour engager quelqu'un de rendre service à son prochain... Où est, je ne dirai pas la reconnaissance, mais le simple usage de la raison ? En voyant tout ceci, il y en a plusieurs qui verraient tous les meurtres et les incendies sans daigner en aviser des personnes, non seulement ingrates, mais les uns d'une indiscretion impardonnable, en divulguant un secret donné de la plus grande importance, au grand préjudice de celui qui s'est sacrifié ou exposé pour leur rendre service, et auquel on croit que, selon toutes les règles de la morale et de la conscience, ils sont obligés à restitution.

Vous me rendrez cet écrit.

(N° 68, pp. 1-3.)

## 22

### **Monthey, 7 octobre 1791. — Déclaration de Barthélemy Galley.**

En diète de décembre dernièrement passé, j'ai été obligé de faire ma déclaration sur la révolution du 8 septembre 1790. Cette déclaration a été peu étendue sur les faits arrivés depuis ce jour fatal, \* à cause de mon absence à Bex, d'où je suis parti pour Sion \*. Cependant, dans la première assemblée générale qui s'est tenue dans l'hôpital de Montey après ladite diète, l'officier [Pierre] Guillot m'a reproché, d'un air fier et insolent, que je l'avais noirci devant le souverain. J'étais encore pour lors châtelain, et sur les démentis que je lui donnai sur ses fausses imputations, il m'a répliqué publiquement par trois démentis sécutifs, ce qui m'a été bien sensible et un surcroît à tous mes malheurs précédents, de quoi je n'ai osé me plaindre jusqu'à présent. Cela prouve combien il est dangereux de faire des déclarations dans ce temps critique, si le tout ne demeure enseveli par un secret inviolable.

Depuis ce temps-là, je n'ai encore cessé de vivre dans la crainte, ainsi que bien d'autres. Guillot avait une continuelle fréquentation avec les Robriquet, Tormaz et autres personnes suspectes ; ceux-ci en avaient avec d'autres. Guillot et [Jean-Claude] Tormaz craignaient beaucoup que je fusse continué dans la charge de châtelain : le premier par haine qu'il avait contre moi, malgré les bons offices que je lui avais rendus toute ma vie, ce qui est de notoriété publique ; le second, en partie aussi par haine, à cause d'une déclaration que le conseil avait donnée sur nos franchises à la suite des mauvais traitements qu'il avait exercés envers sa femme et sa servante, et en partie par intérêt, parce qu'il espérait du nouveau châtelain la charge d'officier, étant bien assuré qu'il ne l'aurait pas reçue de moi. Aux approches

de la Chandeleur [2 février 1791], la servante du sieur procureur Hubert Franc a entendu, depuis la maison de son maître, un pourparler entre Guillot et [Jean-Claude] Tormaz. Tormaz a aussi fait des menaces contre moi et d'autres chez Jean-Claude Favre-Boy, \* grand ami de Guillot et Tormaz \*, en présence de Maurice Donnet fils et d'autres, ce qui indique la preuve des avants-mis ; et immédiatement après mes fenêtres ont été cassées deux nuits de suite, une seule intermédiaire, sans doute pour effectuer leurs intentions, ce dont je ne doute pas puisque Tormaz m'avait déjà déclaré à l'oreille, en diète à Sion, qu'il ne me fallait plus être châtelain, sentiment qu'il a confirmé en pleine assemblée, à l'hôpital, le jour qu'on a fait, contre l'ancien ordre, l'élection du châtelain, en me donnant verbalement mes invalides. Mais il s'est trompé en ce qu'il n'a pas été nommé officier du nouveau châtelain, malgré ses menaces et mes fenêtres cassées.

Le défaut actuel de ma mémoire (sur mille circonstances épouvantables qui m'ont mis dans le cas de me tenir toujours armé chez moi, des gardes secrètes, et même de changer de lit et de maison, dont l'oubli serait la seule consolation s'il n'y avait plus rien à craindre) doit faire place ici pour ce qui peut intéresser principalement la justice de la souveraine session.

Voici le premier fait. Le sieur Narcisse Pignat m'a déclaré, pour autant que ma mémoire fournit, qu'un mercredi de ce printemps, il s'est rencontré à boire avec le Petit-Borrat, qui vient de partir pour Sion (à ce qu'il me paraît au logis de la Maison jaune), lequel lui a déclaré qu'il venait du côté d'Ollon, qu'il avait traversé le Rhône avec sa jument, qu'il était encore mouillé et qu'il avait le secret de se rendre dur, c'est-à-dire invulnérable ; qu'il était d'un complot de cent cinquante personnes, tant de ce côté que de l'autre, qu'il ne pouvait pas lui en dire davantage, mais qu'il l'avertissait sérieusement en ami que lorsqu'il entendra du bruit pendant la nuit à Monthey, il se tiendra tranquille chez lui et prendra bien garde de ne pas sortir, et qu'il le chargea en même temps d'en avertir le châtelain [Jean] Claret, pour qu'il en fît de même, ce que ledit Pignat m'a dit avoir exécuté.

Second fait. Etant châtelain, conjointement avec le conseil avons reçu pour habitant un nommé Jean Vite, habile maître cordonnier savoyard, moyennant qu'il produise de bonnes lettres, qu'il m'a ensuite exhibées. Malgré l'envie de quelques-uns de nos cordonniers, j'ai continué à le tolérer jusqu'à mon départ pour Bex, mais pendant mon séjour dans cet endroit, il est allé habiter à Collumbey, où on lui avait loué la maison de commune, d'où il est parti au mois d'août dernier. Ce Jean Vite, reconnaissant envers moi pour ce prétendu service, alla chez le sieur syndic Pierre-François Domengeoz (pour qui il travaillait, à ce que je crois, en qualité de cordonnier), la seconde fête de la dernière Pentecôte [14 juin], et lui déclara le complot ci-après et le chargea de m'en faire participant, lequel exigea dudit Jean Vite de m'en faire part lui-même, de sorte que ledit sieur Domengeoz vint chez moi avec ledit Vite, lequel nous déclara que le complot était formé pour en pendre ou tuer plusieurs, savoir, à Muraz, le syndic Joseph Parvex ; à Collumbey, le lieutenant [Pierre-Didier] Fay, Maurice Vullioud et, autant que j'ai compris, [Pierre-Maurice Fay], le frère du lieutenant Fay, beau-père de Barthélemy Tormaz, frère de celui de Monthey [Jean-Claude

Thormaz] ; à Monthey, le capitaine Devanteri, le lieutenant Darbellay, le lieutenant [Emmanuel] Franc, son frère Hubert Franc, Narcisse Pignat, Bouvier de la Maison jaune, beau-frère de Jean-Claude Tormaz de Monthey, et moi. Il nous dit qu'il y avait des associés à la Valdilliez, à Troistorrens, ès Neires, à Montey, à Collumbey, à Vionnaz et quelques[-uns] à Vouvri, à ce qu'il me paraît. Il a dit qu'il y en avait beaucoup à la Valdilliez, sans les nommer, mais qu'il y en avait, autant qu'il me paraît, quarante-cinq. A Troistorrens, il n'a nommé que le cabaretier Premand ; aux Neires, quelques-uns sans les nommer, mais on présume que ce sont les deux frères Fornageoz [Jean-Claude et Pierre-Louis], fils de feu Louis, parce qu'ils sont souvent les ouvriers de Guillot et ses bons amis, qui se laissent facilement mener par le vin. Il me paraît avoir ouï dire qu'ils ont eu des fréquentations du côté de Bex. Jean-Michel Planches, des Neires, qui n'était certainement pas du complot, pourrait peut-être en avoir eu la confiance et donner des connaissances à ce sujet. On croit lesdits frères Fornageoz absents ou cachés. A Monthey, il a nommé [Pierre] Guillot, Jean-Claude Tormaz, Robriquet et, à ce qu'il me paraît, Jean-Joseph Durier, Valdillien habitant à Monthey, lequel et Jean-Claude Tormaz sont les seuls de Monthey qui sont entrés chez moi à la poursuite du seigneur gouverneur Schiner. A Collumbey, il a nommé pour chef de bande Barthélemy Tormaz, frère de Jean-Claude, et a dit que la bande y était nombreuse ; et à Vionnaz de même, \* et qu'un certain caporal nommé, à ce que je crois, Barthélemy Dufour en était le chef\*. Quand Domengeoz et moi eûmes entendu que Guillot était du complot pour tuer M. Devanteri, nous avons tous deux dit à Jean Vite que cela n'était pas croyable, parce que M. Devanteri et les Guillot paraissaient ne faire qu'un par leurs continuelles fréquentations ; mais il nous confirma que la chose était tellement arrangée que Guillot, comme prétendu ami de M. Devanteri, devait l'aller appeler pour le faire sortir et que dans ce moment il aurait été tué et qu'on aurait fait main basse sur sa maison.

N. B. Touchant M. Devanteri, il me paraît que le sieur Dommengoz m'a déclaré en après que Jean Vite lui avait dit que le curial [Barthélemy] Guillot voulait exclure ledit M. Devanteri du nombre de ceux qui devaient être tués. Si cela est vrai, c'est une preuve que ledit Guillot fils était complice avec son père [Pierre]. Le sieur Demengeoz a revu Jean Vite plusieurs fois séparément et moi aussi ; il peut par conséquent avoir ouï d'autres choses de lui ; quant à moi, je l'ai revu chez moi plusieurs fois, de nuit, où il venait secrètement. La seconde fois que je lui ai parlé, je lui demandai si le complot avait toujours lieu. Il m'a répondu qu'oui et que l'expédition était renvoyée à un autre temps, dont il ne manquerait pas de m'avertir à temps, soit par lui soit par sa femme [Antonia Flautet]. Je lui demandai si personnellement il avait de l'animosité contre quelqu'un en particulier ; il me répondit que non. Sur quoi je lui dis qu'il devait donc quitter cette mauvaise société ; sur quoi il me répondit qu'il n'oserait pas, crainte d'être tué lui-même. En ce cas, je le priai de m'être fidèle et lui ai dit que je m'en reconnaîtrais s'il m'avertissait à temps pour en pouvoir avertir mes consorts, ce qu'il me promit par serment en mettant la main sur sa poitrine. La

troisième fois que je le revis chez moi, je lui ai donné huit écus petits pour continuer de m'être fidèle et m'informer de tout ce qui se passerait. Il me dit le même jour qu'ayant été à la Valdilliez, il avait appris que le Petit-Borrat était cité pour paraître au château et que je pouvais avertir le seigneur gouverneur Preux qu'en ce cas il y avait une trame contre lui ; et pour preuve qu'il me disait vrai, il me dit de m'aller cacher le jour de la comparaisance dans une maison voisine du château, que de là je verrais disposer autour du château [Pierre] Guillot, [Jean-Claude] Tormaz et plusieurs autres, pour remplir leur intention à ce sujet. J'en avertis le seigneur gouverneur, qui me dit que le mandat n'était pas encore intimé, de sorte que le projet a manqué par là. Un autre jour que je vis Jean Vite, il me dit que c'était Tormaz qui avait cassé mes fenêtres, et qu'il lui dit qu'il m'avait vu un jour à la chasse, sur le chemin neuf, au-delà du pont (ce qui était bien vrai) et que, s'il n'avait pas été chargé, il m'aurait sauté dessus pour me désarmer et me tuer avec mon propre fusil. Sur quoi je lui dis que, s'il n'avait pas été chargé comme il [l']était d'une « brantée » de cerises, j'aurais bien pris mes précautions pour me préserver de ses cruautés, dont j'avais été menacé depuis longtemps. Un autre jour que je vis ledit Jean Vite, il me dit que Guillot lui avait offert huit ou dix louis pour tuer le lieutenant [Emmanuel] Franc. Du depuis, avant son départ de Collumbey, je ne l'ai revu qu'une fois et [il] me dit que l'expédition était renvoyée après la récolte. Il m'avait dit précédemment qu'il était en état de déclarer par serment tout ce qu'il m'avait dit en présence de Son Excellence le grand bailli [Sigristen] pour lors à St-Maurice, ce qui aurait été effectué si Son Excellence n'était pas partie alors. Il m'avait encore dit, je crois même en présence du sieur Domengeoz, que le jour qui serait fixé pour faire le carnage prémédité, on s'assemblerait tous dans les forêts, en chemise, avec une marque noire, afin de se reconnaître tous entre eux. Il m'avait encore dit qu'il devait y avoir, le jeudi suivant, une grande assemblée dans les îles de Bex pour y former un complot et qu'il était question d'aller jusqu'aux portes de Sion. Il m'avait encore dit que j'avais deux terribles ennemis en [Pierre] Guillot et [Jean-Claude] Tormaz. *Item* le même Vite m'a dit que Barthélemy Tormaz a tiré \* dernièrement des pierres, de nuit, contre les balcons et jalousies du lieutenant Franc et que Jean-Joseph Durier y était présent \*. Claude[-Louis] Delerse, maréchal à Monthey, ayant été invité pour cette terrible exécution, en a averti tout de suite le syndic Joseph Parvex, s'étant trouvé pour lors chez Jean Martin, cabaretier et officier bourgeoisial, qui pourrait bien savoir des affaires, parce que les comploteurs allaient souvent boire chez lui. Ledit Parvex me l'a dit lui-même, et Delerse m'en a averti d'abord après et m'a confirmé le projet fait de tuer tous les ci-devant nommés par Jean Vite, excepté celui de la Maison jaune, à ce qu'il me paraît, mais en place il a dit que le curé de Muraz [Jean-Pierre Turin] était du nombre.

Louis Robriquet m'a déclaré la même chose, à Bex, dans le mois passé de septembre, et me l'a confirmé en après à Monthey, sauf le curé de Muraz. Il m'a dit qu'il en avait prévenu dès le commencement M. Darbellay et que j'aurais certainement été averti du jour du carnage, ce que M. Darbellay m'avait déjà dit il y a environ un mois chez M. le châtelain [Nicolas] Quarteri. J'ai demandé audit Robriquet le sujet pourquoi Guillot m'en voulait

tant ; il m'a répondu que dans un temps il paraissait être revenu, parce qu'on lui avait dit plusieurs raisons en ma faveur, mais que depuis quelque temps sa colère l'avait repris plus que jamais et qu'il avait promis à Jean Vite en sa présence dix louis d'or neufs pour me tuer ; il me paraît qu'il a désigné le lieu de cette promesse devant ou au coin de la maison de l'officier [Jean-Joseph] Defonte.

N. B. L'on voit par là que quand Guillot en veut à quelqu'un, il lui en veut jusqu'à lui enlever la vie.

[1<sup>o</sup>] Pour prouver son habitude de volonté à cet effet, il faudrait faire déposer Pierre-Maurice Revet, Maurice Donnet le père et, à ce que je crois, Jean-Michel Franc, qui doivent avoir entendu de sa propre bouche de pareils projets contre son propre seigneur gouverneur.

2<sup>o</sup> Jean-Claude Barlatay, procureur d'église, voisin de Guillot, a pu souvent entendre de ses propos. Pierre Franc, cordonnier, [à Monthey], de même. Le syndic [Jean-Joseph] Boveri pourrait bien avoir eu quelques confidences de [Jean-Claude] Tormaz.

On croit le jeune Foretay de la bande ; il doit avoir tenu des propos touchant le complot en Morgen. M. le lieutenant Darbellay en donnera ses indications, à ce que je crois. Il était chez Jean Martin, cabaretier et officier bourgeoisial, et a chanté, à ce que l'on m'a dit, le premier avec Jeandet de Collumbey, la chanson *Cela ira*, pour narguer le seigneur gouverneur, étant venu devant la boutique d'Hubert Franc après avoir reçu au château les insultes de l'« abbé » [Joson] Carraux. Jean-Claude Tormaz était aussi chez Jean Martin, mais il est sorti par derrière et remonté par-dessus la place pour dissimuler d'avoir été chez ledit Martin avec les autres. Ce cabaret était la retraite ordinaire des Collumbériens.

N. B. Il serait peut-être à propos d'exiger la déclaration sans serment des deux familles Robriquet, père et fils, qui vraisemblablement voudront excuser l'absent sur d'autres. Guillaume Robriquet, un des fils et méchant garnement, ne manque pas d'être du complot. Maître Joseph Grivel, tourneur fribourgeois, lié avec Tormaz et Jean-Claude Favre-Boy fils et je crois avec Durier, pourrait bien dire des choses s'il voulait parler, à ce que je pense.

Le soir de [la] St-Barthelemi, 24 du mois d'août dernier, on a cassé deux vitres de la chambre que M. le recteur Greva occupe dans ma maison. Il faut examiner Jean-Joseph Torrent qui, en ce moment, a rencontré deux de Collumbey qui jetaient des pierres, dont un l'a pris par le collet. L'officier Defonte en doit savoir quelque chose. Il faut examiner Théodore Franc, marchand à Collumbey, chez qui les Collumbériens se sont retirés ce même soir.

(N<sup>o</sup> 34, pièce 1. — Placée à cette date d'après l'indication, donnée en première page, du transfert de Borrat à Sion, lequel s'est fait ce 7 octobre 1791.)



### *Nota bene*

Le père [Pierre] Guillot a toujours, du moins depuis longtemps, eu des liaisons avec la veuve de Joseph Martin, née [Madeleine] Franc, avec celle [Louise Delenvers] du feu fiscal [Jacques-François] Preux et celle de feu officier Joseph Franc. Ces veuves, en vertu de leur serment, pourraient peut-être déposer des faits importants.

Les frères Fornageoz ont un procès ; le curial [Barthélemy] Guillot était leur avocat. Ils étaient parfois les ouvriers de la maison ; jeunes gens, ils peuvent avoir été faciles à se laisser séduire par les raisons ci-dessus et par le vin et condescendre aux sollicitations des Guillot [père et fils]. J'ai entendu dire qu'ils ont uniquement déclaré avoir été sollicités une fois par [Jean-Claude] Tormaz pour le complot et en même temps on m'a dit que la servante de [Pierre] Guillot [Anne-Marie Daves], qui y est actuellement, doit avoir dit qu'on les avait sollicités plus de dix fois. Peut-être que la force du serment fera dire la vérité par cette fille, si on l'examine.

André Mercier, cafetier, a pu avoir souvent des pourparlers avec le curial Guillot, qui est fils du père, lorsqu'il allait chez lui lire la gazette. J'ai ouï dire que ledit Guillot est entièrement partisan de l'anarchie ou nouvelle constitution française, et qu'il doit avoir tenu certains propos audit Mercier contre les prétendus aristocrates de ce lieu, ou autrement.

Il faut préalablement bien assurer un chacun du profond secret.

J'ai indiqué dans ma déclaration qu'il me paraissait que le sieur syndic Pierre-François Domengeoz m'avait dit que Jean Vite lui avait dit que le curial Guillot voulait faire sortir M. Devanteri du nombre de ceux qui étaient menacés de mort, ce qui le prouverait complice. Si le sieur Domengeoz ne l'a pas déclaré, il paraît qu'il serait à propos de l'en faire remémorer.

Jean-Joseph Favre, maréchal, locataire de [Pierre] Guillot, paraît devoir savoir bien des choses, s'il voulait parler. Le même a été soupçonné d'avoir cassé mes fenêtres avec Jean-Claude Favre-Boy le fils, et [Jean-Claude] Tormaz.

(N<sup>o</sup> 34, pièce 5.)

### 23

**Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Louis Vanay, de Jean Parvex, de Jean-Michel Moche et de Jean-Michel Planche.**

#### *I. Louis Vanay.*

Par-devant la haute commission est comparu Ludovicus Vanay, syndic de Murat, dûment sermenté ; [il] a déposé :

[1]. Interrogé s'il n'a pas quelque connaissance de quelque désordre à Columbey ? — R. : qu'il avait entendu par son fils que ceux de Columbey avaient fait du « cherivery » et qu'on avait fait grand bruit, et qu'on avait tiré des coups de fusil, et qu'on avait mis en bas un grenier dans le Grand Columbey, appartenant à Pierre-Maurice Dufay.

[2]. S'il est point arrivé du malheur ? — R. : que non.

[3]. S'il savait point nommer de ceux qui en étaient ? — R. : que non.

[4]. S'il connaissait personne qui pourrait savoir qui en était ? — R. : que non.

[5]. S'il n'a pas entendu qu'une bataille était arrivée ici le jour de St-Bartélemy [24 août 1791] ? — R. : qu'il avait bien entendu parler d'une bataille, sans avoir connaissance.

[6]. S'il sait qui a été présent dans cette bataille ? — R. : qu'il n'en savait point, mais qu'il a entendu qu'on avait tiré deux coups de fusil contre ceux de Columbey et qu'on avait touché après les « chambres » [= jambes] le quatrième garçon de Pierre Franc [de Collombey], et qu'il avait entendu que Jacques-Humbert Gueraty était allé au-devant de ceux de Columbey pour leur demander les raisons qu'ils avaient contre ceux de Montey.

[7]. S'il savait pourquoi qu'ils étaient montés contre ceux de Montay ? — R. : que non.

[8]. S'il n'a point d'autre connaissance d'un autre complot ? — R. : que non, sinon de l'affaire de [Joseph] Carrot avec le seigneur gouverneur [Preux], mais que le seigneur gouverneur lui avait pardonné.

[9]. S'il savait le nom de ce Carrot ? — R. : que non, que c'était le frère du domestique des religieuses de Columbey.

[10]. En quoi consistait ce complot ? — R. : que le gouverneur l'avait demandé pour avoir chanté une chanson de venir au château, et que ce Carrot lui avait demandé la journée de sept baches et que le seigneur gouverneur les avait payés.

[11]. S'il [ne] connaissait point de mauvais sujet qui troublait le repos public ? — R. : que non.

[12]. S'il savait qui a donné lieu à cet acte de confédération ? — R. : qu'il n'en savait rien, sinon que M. Devanteri les avait demandés pour s'assembler et qu'il les avait avertis de veiller sur le bon ordre.

[13]. S'il n'a aucune plainte à faire contre quelqu'un ? — R. : que non.

Après lui avoir prélu tout, a confirmé le tout.

## II. « Second témoin : Jean Parvey, de Murat. »

[1]. Interrogé comme le premier s'il n'a pas...,  
— R. : que non.



[2]. S'il n'a pas entendu qu'une bataille était arrivée le jour de St-Bartholome ? — R. : que non, qu'il avait été malade alors.

[3]. Interrogé comme le premier, — R. : qu'il n'en savait rien.

[4]. S'il n'a point de plaintes contre quelqu'un ? — R. : que non, qu'il était content de la justice et de son gracieux souverain.

Prélu et confirmé.

### III. « Troisième témoin : Jean-Michel Moche. »

[1]. Interrogé comme le premier [voir n° 23, p. 57], — R. : qu'il avait bien entendu, sans savoir qui c'était ; qu'il avait entendu d'un « cheriverie », qu'on avait fait un bruit à épouvanter les bêtes.

[2]. Si on a causé quelque dommage ? — R. : qu'on avait mis en bas un grenier appartenant à un Dufay qui s'était marié, nommé Pierre-Maurice Fay, qui leur avait pas assez donné à boire.

[3]. S'il savait qui en était ? — R. : que non, mais qu'il savait que Antoine Roullé était entré dans la maison de Pierre-Didier Dufay, lieutenant cette année, avec un couteau à la main, disant qu'il voulait l'avoir pour lui faire son reste.

[4]. De qui il tenait cela ? — R. : de la femme de ce lieutenant [Catherine Borgeaud] et de la servante savoyarde, ne sachant pas son nom.

[5]. S'il n'a pas connaissance d'une bataille entre ceux de Colombey et de ceux de Monthey ? — R. : que non, qu'il n'en savait rien, mais qu'il savait que plusieurs de Colombey et de Montay s'étaient assemblés chez M. [Pierre] Gillot.

[6]. Qui c'était ? — R. : que [c'était] le maréchal [Claude-Louis] Delerse et deux frères Carrot, Pierre et Jean-Didier, et Barthélemy Torma.

[7]. S'il les avait vus lui-même ? — R. : que oui, qu'il les avait vus lui-même dans le poêle, à la droite en entrant ; que l'officier [Pierre] Gillot n'[y] était pas ; qu'il est venu quand on a battu [Claude-Louis] Delerse pour mettre le holà, mais qu'il n'avait pas vu la bataille.

[8]. S'il ne savait pas autre chose ? — R. : qu'il savait qu'on avait battu la servante de Maurice Moche, son frère ; il dit que son frère avait été battu aussi, et que Barthélemy Torma avait battu la servante, et son frère était battu par Joseph Carrot.

[9]. Pourquoi ? — R. : que le seigneur gouverneur [Preux] avait connaissance de cette affaire.

[10]. S'il avait quelque plainte contre la justice ? — R. : que non, qu'il est très content de ses supérieurs.

Prélu et confirmé.

IV. « *Quatrième témoin : Jean-Michel Planche, de Neyre.* »

[1]. Comme le premier [voir n° 23, p. 57], — R. : que non, qu'il n'était pas de cet endroit-là.

[2]. S'il a point entendu parler d'une bataille ? — R. : qu'il a bien entendu parler, mais qu'il savait pas qu'il en était.

[3]. Ce que c'est qu'il avait entendu ? — R. : qu'ils avaient fait du bruit, que ceux de Monthey les avaient chassés en bas.

[4]. S'ils savait la raison de cette bataille ? — R. : que non, ni de qui il le tenait, ni qui pourrait avoir des connaissances.

[5]. S'il savait qu'il était arrivé quelque malheur ? — R. : qu'il n'avait point entendu qu'il y eut des blessés.

[6]. S'il avait point entendu parler d'un complot ? — R. : qu'il avait entendu parler qu'on en voulait pendre des chefs.

[7]. De qui il tenait cela ? — R. : de M. le châtelain Galley.

[8]. S'il connaissait point de mauvais sujets ? — R. : que non.

[9]. S'il savait la raison pourquoi on a fait une confédération ? — R. : que c'était par [r]apport [à] un certain [Joseph] Carrot, de Colombey, contre lequel le seigneur gouverneur s'était plaint.

[10]. S'il a aucune plainte contre quelqu'un, ou contre la justice, ou contre son souverain ? — R. : que non.

Prélu et confirmé.

(N° 26, et 27, p. 1.)

24

**Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Guillaume Vuilloud,  
de Christian Riondet père et de Guillaume Jeandet.**

I. *Guillaume Vuilloud.*

Par-devant la haute et souveraine commission assemblée au château de Monthey a comparu discret Guillaume Vouillu, syndic moderne de Colombay et Mura, lequel, après avoir prêté serment entre les mains du Magnifique seigneur président, a déposé comme suit :

1. Interrogé s'il sait ce qui a donné occasion à cet acte de confédération fait dernièrement [24 août 1791] dans le gouvernement de Monthey ? — R. : que

l'automne passé, environ une trentaine ou plus de personnes avaient fait beaucoup de bruit et de tumulte dans « une » charivari tenue au Colombay-le-Grand, dont Barthélemy Torma était le chef, à ce que déposant a ouï dire, lequel Torma avait quelque chose contre son beau-père [Pierre-Maurice Du Fay]. La même troupe de gens aurait aussi renversé un grenier. Qu'il ne croit pas cependant que cela ait donné lieu à l'acte de fédération, n'en sachant positivement la raison ; que pour des gens mal intentionnés, il s'en trouvait assez au Colombay d'En Haut.

2. Qui sont donc ces mal intentionnés ? — R. : qu'il ne les sait pas.
3. S'il n'a rien entendu parler contre le souverain ou d'autres Messieurs ? — R. : qu'il a bien ouï parler d'un complot, sans savoir cependant en dire les complices.
4. De quel complot il aurait donc entendu parler ? — R. : qu'il a entendu dire qu'on voulait enlever des têtes et qu'il y avait des personnes qui ont trop fait.
5. S'il sait qu'on ait fait des démarches à cet égard ? — R. : qu'il a ouï dire qu'on ait cassé des fenêtres à quelques-uns de Monthey, sans savoir qui. Ajoute que, suivant ce qu'on lui a dit, les Carron [Jean-Didier et Jean-Pierre] doivent en avoir été, mais pas le domestique des religieuses [Joson Carraux] ; *item* encore Jean-Claude Charvan et Jean-Pierre Jeandet ; que cela était le bruit commun.
6. S'il sait qu'on ait formé quelque complot contre le seigneur gouverneur ? — R. : ignorative.

Relu et confirmé.

N. B. : Le susdit déposant est venu ajouter sous le même serment, quelques moments après, ce qui suit :

Qu'il se souvient encore qu'un certain Petit-Rouiller, de Colombay, alla cet automne passé, pendant la nuit, chez le lieutenant [Pierre-Didier] Fay, le cherchant partout, et qu'ensuite il est venu chez le déposant, le couteau ouvert à la main.

*Item*, que Louis Parvet avait tenu le poing devant le nez du déposant, syndic en office, pour raison de certain bois ; ce fut au printemps passé, vers le Rhône.

## II. Christian Riondet père.

*Eodem die ut supra* [voir n° 24, p. 59] a comparu hon. Chrétien Riondet, officier et juré de Colombay-dessus, lequel, dûment cité, a déposé en vertu de son serment comme suit :

*Ad* 1. — R. : qu'il a entendu dire à Jean Vuid, cordonnier savoyard, qu'il s'était tramé un complot, et que le même Savoyard aurait dit au déposant : « C'est dommage que tu es officier, parce que tu es honnête homme, mais tu ne

le resteras pas longtemps, ni M. le gouverneur [Pierre-Antoine Preux] ne régnera longtemps. » Déposant dit en outre que Barthélemy Torma lui a raconté que, les dernières fêtes de Pentecôte [juin 1791], Claude[-Louis] Delerse serait descendu à Colombay, qu'il y aurait invité ledit Barthélemy Thorma et Jean Vuid d'aller à Monthey avec lui, ce qu'ils auraient fait ; qu'étant ensuite allés boire ensemble chez Jean Martin, Delerse leur aurait proposé que les charge-ayants les gênaient, qu'il fallait les tuer tous ; sur quoi Torma aurait répliqué que les leurs n'étaient pas si mauvais, mais que le curé de Mura [Jean-Pierre Turin] renversait tout ; qu'après cela Delerse serait allé prendre un fusil chez lui avec des cartouches, et que l'ayant donné à Jean Vuid, les autres quatre, excepté lui, seraient descendus ensemble vers Colombay, savoir Barthélemy Torma, Jean Vuid, Jean-Didier Jeandet et Jean-Joseph Durier de Blasse ; quand ils furent au fond de la place, Jean Vuid chargea le fusil pour tirer contre les fenêtres de M. le châtelain Galley, mais que les autres l'en auraient empêché par de sérieuses exhortations et même des menaces. Arrivé devant la maison de M. le capitaine Devantery, ledit Vuid aurait mis en joue contre la fenêtre de ladite maison où l'on voyait une lumière, mais le coup n'étant pas parti, les autres l'auraient fait marcher devant eux jusqu'à Colombay ; que la sœur de Delerse [Catherine] était allée, \* après la St-Barth[é]my \* [24 août 1791], prendre le fusil chez Jean Vuid et l'aurait remis à la sœur de Claude[-Louis] Delerse, veuve de Joseph Perreya [Véronique].

2. S'il n'a pas connaissance que ceux de Colombay seraient venus armés contre les gens de Monthey ? — R. : négative, sinon que le conseil leur avait dit qu'il y avait des gens de Colombay qui voulaient mettre le feu aux quatre coins de la ville \* et de les massacrer \*, sur quoi ceux de Colombay, entre lesquels étaient Pierre Franc, syndic de l'année passée, lui déposant et Jean-Didier Riondet, procureur du village, demandèrent à savoir les personnes, disant qu'ils ne prétendaient point de soutenir les canailles ni les crimes ; que ce fut le dimanche après la St-Barth[é]my, 28 août 1791 et qu'ils sont convenus ensemble de faire des recherches de part et d'autre pour découvrir ces mal-intentionnés, sans avoir pu les découvrir.

3. S'il sait pourquoi on aurait battu la générale à la nuit de la foire du 8 septembre proche passé ? — R. : qu'il aurait ouï dire que des gens de Neyre et de Troistorrents avaient dansé devant la maison ou la boutique de Hubert Franc, et que M. le châtelain de Monthey [Nicolas de Quartéry] ayant voulu les faire retirer mais inutilement, il aurait là-dessus fait battre la générale.

4. S'il aurait jamais entendu parler contre le souverain ou quelques Messieurs ? — R. : ignorative, sinon que l'année passée, \* après le temps de M. le gouverneur Schiner, *sede vacante*\*, un veuf [Pierre-Maurice Du Fay] s'étant marié et ayant refusé de donner à boire, il aurait occasionné un grand tapage, soit dit charivari. Ajoute encore qu'un nommé Antoine Rouillet allant chez le lieutenant [Pierre-Didier] Fay à Colombay-le-Grand, le couteau à la main pour le tuer, \* mais ne l'ayant pas trouvé chez lui, car il s'était caché \*, il serait ensuite retourné au Colombay-dessus pour en faire autant à Maurice Vouillouz, sous prétexte que celui-ci n'avait pas bien partagé les communs,

chez lequel il a trouvé la porte fermée et s'est en allé ensuite. Tout ceci par un bruit public.

Relu et confirmé.

### III. *Guillaume Jeandet.*

*Eodem contextu* [voir n° 24, p. 59] a comparu hon. Guillaume Jeandet, conseiller du Colombay d'En Haut, lequel, dûment cité et sermenté, a déposé comme suit :

*Ad* 1. — R. : ignorative.

2. S'il n'a pas entendu parler de quelque complot séditieux ou tendant contre le repos public ? — R. : qu'il a entendu dire d'un complot pour aller voler l'Abbaye, les dames religieuses et M. Devantery, sans savoir qui en était et comment.

3. Qui lui a raconté cela ? — R. : ignorative, qu'il se tient tranquille chez lui et n'apprend rien de cela.

4. S'il n'a point de connaissance de quelque complot contre ceux de Monthey ? — R. : qu'il a ouï dire que ceux de Monthey se plaindrent qu'on avait comploté de mettre le feu à la ville, et que sur cela le procureur [Jean-Didier Riondet] et l'officier de Colombay [Christian Riondet père] s'étaient transportés au conseil de Monthey pour en savoir les auteurs ou s'il y en avait de leurs gens, mais qu'ils n'en ont point pu découvrir.

5. S'il ne connaît point de perturbateur du repos public chez lui ? — R. : qu'on lui aurait bien parlé d'un certain Joseph Carron, qui devait avoir pris le seigneur gouverneur par le bras, mais rien autre.

Relu et confirmé.

(N° 31, pp. 1-4.)

## 25

### **Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Joseph Franc et de Claude-Louis Delherse (1<sup>er</sup>).**

#### *I. Joseph Franc.*

Du 7<sup>e</sup> octobre 1791 a comparu Joseph, fils de Jean Franc, bourgeois de Monthey, lequel ayant prêté serment a déposé comme suit :

1. Interrogé s'il n'a pas connaissance d'un certain complot qu'on a fait dans la maison de l'officier [Jean] Martin ? — R. : qu'il ne sait pas quel complot.

2. S'il n'a pas connaissance qu'il a été question de mettre bas M. le châtelain Galley et d'autres Messieurs de Monthey ? — R. : qu'il n'a jamais rien entendu de pareil chez Jean Martin, mais qu'un soir, s'étant trouvé chez Jean-Joseph Durier, ledit Durier dit, en parlant du châtelain Galley, *qu'il faudrait une nuit lui faire une « éveillée »*. Une autre fois il a ouï dire à Jean-Claude Tormaz : « *Si ce matin-là était à bas, nous serions en paix.* »

3. S'il n'a pas connaissance d'une affaire où Claude[-Louis] Delerse doit avoir donné un fusil à Jean Vitte ? — R. : qu'il en a entendu parler à Delerse lui-même. Le déposant lui ayant demandé pourquoi il avait remis ce fusil, il répondit : « Pour me tenir ami d'eux et pour qu'ils ne se méfiassent pas de moi, je lui ai dit qu'oui, mais je ne le lui ai pas donné, il l'a pris lui-même en mon absence. » Le déposant ajoute que le jour que Jean-Claude Tormaz lui fit voiturier son foin, il lui dit, en parlant du complot en question, que si Delerse ne les avait pas trahis, tout allait bien, qu'il aurait fourni les outils de sa boutique pour enfoncer les portes, mais qu'il les avait vendus. Dit de plus le même déposant qu'il s'agissait dans ce complot de faire *sauter* des têtes de Vou-vry, de Vionnaz, de Muraz, de Monthey et de St-Maurice.

4. S'il n'a pas connaissance d'un complot qui était de fâcher le seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux], au point de se faire mettre en prison et puis que les autres sauteraient après sur le château ? — R. : que de cela il n'en a pas connaissance, mais que le jour que le déposant fut appelé au château pour la *chanson*, les deux frères Fornageos [Jean-Claude et Pierre-Louis] étant ensemble, l'un d'eux lui dit de parler seulement au seigneur gouverneur hardiment, et que si on le mettait en prison, il n'y resterait pas longtemps ; l'autre disait aussi qu'oui. Que Joson Carraux, dit „l'abbé”, le jour qu'il faucha avec le déposant, lui dit que le gouverneur l'avait voulu faire sortir du château, et qu'il lui avait répondu : « *Ce n'est pas à ton tour de me faire sortir du château, tu as les jambes trop minces.* » Que le gouverneur lui avait dit : « Si vous ne voulez pas sortir, vous resterez ici », et que lui avait répliqué : « *Je suis aussi maître que toi d'y rester.* » Que quand il lui a dit cela, c'était un peu tard, à la fin des foins.

5. S'il ne sait rien sur le compte de l'officier [Pierre] Guillot ? — R. : qu'il a ouï dire au monde qu'il était toujours contre Monthey, mais il n'a pas entendu qu'il ait fait aucun mal.

6. S'il ne sait pas que ledit Guillot ait dit qu'il ne faudrait pas faire tant de bruit, mais tout uniment empoisonner ou tuer le gouverneur ? — R. : qu'il n'a jamais entendu parler de cela.

7. S'il ne sait plus rien ? — R. : que non.

Relu et confirmé.

## II. Claude-Louis Delherse.

*Eodem die* a comparu Claude[-Louis] Delerse, bourgeois de Monthey, lequel ayant été sermenté a déposé comme suit :

1. Interrogé s'il n'a pas connaissance d'un certain complot qui a été fait dans la maison de l'officier [Jean] Martin ? — R. : que Jean Vitte et Barthélemy Tormaz lui en ont parlé le mardi de la Pentecôte [14 juin 1791], au soir ; ils lui ont dit qu'on en voulait tuer six à Monthey, deux à Colombey et un à Muraz, à savoir Joson Parvés, le lieutenant Pierre-Didier Fay, Maurice Vullioud ; à Monthey, le châtelain Galley, M. d'Arbelley, Joseph-Hubert Franc, le lieutenant Emmanuel Franc, M. Devantery, M. Narcisse Pignat. \* Jean Vitte lui a encore dit qu'on prendrait l'argent qu'on trouverait\* ; qu'ils devaient être une grande société. Barthélemy Tormaz demandait après un de la Vald'Illiez et un de Vionnaz pour savoir s'ils étaient arrivés (sachant que celui de Vionnaz doit être un [Barthélemy] Dufour, qui est venu de France depuis peu, une année ou deux ; on appelait son père le sergent Dufour ; l'autre doit être un Borrat qui est charpentier ; du reste, il les connaît tous deux de figure). Il leur a demandé si le Petit-Rouiller en était. On lui a répondu que non. Auparavant Jean Vitte lui a nommé ceux qui étaient du complot. Il devait y avoir deux Carreaux, \*ne sachant lesquels des trois frères\* ; les deux Jeandet, Jean-Didier et Jean-Pierre ; les deux Chervaz, Jean-Michel et Jean-Claude ; François Tormaz. De Monthey, il y avait le sergent Jean-Claude Tormaz, les deux fils Robriquet, Louis et Guillaume, Jean-Joseph Durier, Vivaret. Il y en avait du Vald'Illiés et de Vionnaz, mais il ne sait pas leurs noms et on ne lui en a pas parlé non plus.

Sur la demande et la réponse négative à l'égard de [Antoine] Rouiller, il leur a dit que Rouiller savait le complot et qu'il avait averti Joson Parvés (cela n'était pas vrai, mais c'était pour rompre leurs mesures) ; le déposant mena Joson Parvés au poêle dernier et l'avertit en ce moment de ce que l'on tramait. \*Ledit Parvés pria le déposant de tâcher de découvrir pourquoi ils voulaient faire cela.\* Et la première fois qu'il vit le châtelain Galley, il l'avertit aussi. (Il a oublié de dire qu'avant que de parler du complot, Jean Vitte lui a demandé un fusil à emprunter.) Et quand il leur eût dit que le Petit-Rouiller savait le complot, ils s'entreparlèrent et dirent qu'il fallait laisser cela pour une autre fois. Quand Jean Vitte est parti, il alla prendre le fusil du déposant chez lui en son absence.

Le dimanche d'après la St-Pierre [3 juillet], ayant trouvé le sergent Jean-Claude Tormaz, n'entendant plus parler de rien, le déposant lui demanda si tout était arrêté. Il a dit qu'oui, pour le présent, qu'il n'y avait plus rien à faire ; que le jour en question ci-dessus, il y avait un *beau complot bien conditionné et qu'il avait manqué par quelqu'un qui les avait trahis* ; \*qu'il ne savait plus qu'un moyen pour réussir, sans s'expliquer davantage\*. Un autre jour, un peu après, Jean Vitte lui a dit que le complot continuait, qu'ils s'entreparlaient et que le sergent Guillot en était ; qu'il y en avait dix qu'on devait tuer à Monthey, sans nommer personne.

2. Si dans ce complot ou dans d'autres il n'a point été question du seigneur gouverneur ou du château, et s'il n'a jamais rien entendu là-dessus ?

— R. : que non.

3. S'il n'a pas connaissance d'autres complots que celui-là ? — R. : que non.

4. S'il ne sait plus rien sur cette affaire ou de semblables ? — R. : que non, pas qu'il se rappelle.

Sommé ensuite de déclarer comment ledit Jean Vitte lui emprunta son fusil et pourquoi ? — R. : que quand Jean Vitte le lui a demandé, il ne lui a pas dit pourquoi, mais le déposant s'est bien pensé que c'était pour le complot. Il lui a permis de le prendre afin d'être ami avec eux, pour pouvoir savoir leurs desseins et avertir ceux qui étaient menacés ; ils menaçaient de tuer le premier qui parlerait de ce complot, et s'il ne l'eût pas prêté, on se serait méfié de lui et on lui aurait fait un mauvais coup.

5. S'il ne sait pas que l'officier [Pierre] Guillot a fait des menaces contre les gouverneurs, s'il n'a pas parlé de les tuer ou de les empoisonner ? — R. : que non, qu'il n'en sait rien.

6. Si ledit Guillot n'a pas aussi été du complot sur lequel il vient de déposer, ou dans d'autres projets de cette façon, et s'il n'a pas été complice dans de pareilles trames ? — R. : que Jean Vitte lui a dit qu'il en était, comme dans sa première réponse.

7. S'il ne sait rien sur les mœurs dudit Guillot et sur ses démarches contre les gouverneurs ou l'Etat ou les Messieurs de Monthey ? — R. : que le déposant lui a entendu dire assez de fois, en parlant des Messieurs de Monthey, qu'il serait bon de les tuer tous, qu'il les a assez traités tous de *coquins*, ne se rappelant de rien autre.

Relu et confirmé.

(N° 36, pp. 21-31.)

## 26

### Charges contre Claude-Louis Delherse et décision de la haute commission.

Du protocole gouvernal, page 10<sup>e</sup> [voir n° 17, p. 44], témoin Barthélemy Torma : Delerse s'approcha de [Antoine] Roullier et Joson Parvex qui parlaient ensemble à basse voix ; le même Delerse dit après : « Nous sommes vendus, notre jeu ne pourra pas réussir. »

*Ibidem*, p. 11<sup>e</sup> [*ibidem*, p. 44] : Delerse répliqua qu'il serait bon de mettre à bas lui et le Petit-Pont, à qui ces Messieurs donnaient à chacun six louis pour faire les espions et vendre les autres. Jean Vitte avait un fusil de guerre qu'il dit que Delerse lui avait donné, avec dix-sept à dix-huit cartouches.

*Ibidem*, page 22 [voir n° 25, p. 63], témoin Joseph, fils de Jean Franc : Sur la demande s'il avait donné un fusil à Jean Vite, répond qu'il en a entendu parler à Delerse lui-même. Le déposant lui ayant demandé pourquoi il avait remis ce fusil, il répondit : « Pour me tenir ami d'eux et pour qu'ils ne se



méfiassent pas de moi, je lui ai dit qu'oui, mais je ne le lui ai pas donné, il l'a pris lui-même en mon absence. »

Page 29 [voir n° 25, p. 65] : Claude[-Louis] Delerze lui-même dit que quand Jean Vite [le] lui a demandé, il ne lui a pas dit pourquoi, mais le déposant s'est bien pensé que c'était pour le complot ; il lui a permis de le prendre afin d'être ami avec eux, pour pouvoir savoir leur dessein et avertir ceux qui étaient menacés. Ils menaçaient de tuer le premier qui parlerait de ce complot, et s'il ne l'eût pas prêté, ils se seraient méfiés de lui et on lui aurait fait un mauvais coup.

Page 2<sup>e</sup> du 7<sup>e</sup> octobre [voir n° 24, p. 61] : Témoin Chrétien Riondet [père], officier de Collombay, dit que Barthélemy Torma lui aurait raconté que, les dernières fêtes de Pentecôte [juin 1791], Claude[-Louis] Delairsse serait descendu à Collombay, qu'il y aurait invité ledit Barth[élemy] Torma et Jean Vite d'aller à Monthay avec lui, ce qu'il aurait fait ; qu'étant ensuite allés boire ensemble chez Jean Martin, Delairsse leur aurait proposé que les charge-ayants les gênaient, qu'il fallait les tuer tous. Sur quoi Torma aurait répliqué que les leurs n'étaient pas si mauvais, mais que le curé de Mura [Jean-Pierre Turin] renversait tout. Qu'après cela Delairsse serait allé prendre un fusil chez lui avec des cartouches et que, l'ayant donné à Jean Vite, les autres quatre, excepté lui, seraient descendus ensemble vers Collombay, savoir Barthélemy Torma, Jean Vite, Jean-Didier Jeandet et Jean-Joseph Durier, de Place ; quand ils furent au fond de la place, Jean Vite chargea le fusil pour tirer contre les fenêtres de M. le châtelain Galley, mais que les autres l'auraient empêché par des sérieuses exhortations, même par des menaces. Arrivé devant la maison de M. le capitaine Devantery, le même Vite aurait mis en joue contre la fenêtre de ladite maison, où l'on voyait une lumière ; mais le coup n'étant pas parti, les autres l'auraient fait marcher devant eux jusqu'à Collombay. Que la sœur de Delairsse [Catherine] était allée, après la St-Barthélemy [24 août], prendre le fusil chez Jean Vite et l'aurait remis à la sœur de Claude Delairsse, veuve de Joseph Perreya [Véronique].

*Weilen diser gleichfahls als ein Mitglied des mörderischen Complots suspect, aber dessen nicht überwisen ist, so ist seine Gefangen Nehmung bis nach dem Proces aufgeschoben.*

(N° 92.)

## 27

### **Charges contre Jean-Didier et Jean-Pierre Jeandet, et décision de la haute commission.**

Du protocole gouvernal, page 26 [voir n° 25, p. 64], témoin Claude [-Louis] Delerze : Jean Vite lui a nommé être du complot les deux Jeandet, Jean-Didier et Jean-Pierre.

Page 1 [voir n° 24, p. 60], témoin Guillaume Vouillu, syndic de Colombey, dit qu'il a ouï dire qu'on ait cassé des fenêtres à quelqu'un de Monthey, sans savoir qui. Ajoute que, suivant ce qu'on lui a dit, Jean-Pierre Jeandet doit avoir été, que cela était le bruit commun.

Page 2 du protocole de la commission [voir n° 24, p. 61], témoin Chrétien Riondet [père] dit que Barthélemy Torma lui a raconté que, les dernières fêtes de Pentecôte, Claude[-Louis] Delerse serait descendu à Colombey, qu'il y aurait invité ledit Barth[élemy] Torma et Jean Vuid d'aller à Monthey avec lui, d'aller boire ensemble chez Jean Martin, etc., et qu'ensuite ils seraient descendus ensemble vers Colombey, savoir Barth[élemy] Torma, Jean Vuide, Jean-Didier Jeandet et Jean-Joseph Durier, de Place ; quand ils furent au fond de la place, Jean Vuid chargea le fusil pour tirer contre les fenêtres de M. le châtelain Galley, mais que les autres l'en auraient empêché par de sérieuses exhortations.

*Diser ist auch suspect doch nicht überwisen ein Mitglied der formierten tödtlichen massacrierenden Complotten gewesen zu seyn. Hiemit zurückgelassen, bis die Ausführung der in Sitten zu machenden Processen denselben schuldig oder unschuldig erklären wird.*

(N° 87.)

**Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Catherine Delherse.**

*Eodem die* a comparu Catherine Delerse, femme de Joseph Franc, de Monthey, laquelle, ayant été dûment sermentée, a déposé comme suit :

Interrogée comme son mari [voir n° 25, pp. 62-63],

*Ad 1.* — R. : qu'elle ne sait point qu'on y fait de complot, sinon celui qu'on a fait pour aller battre son frère, \* Claude[-Louis] Delerse \*, chez l'officier [Pierre] Guillot ; qu'elle a entendu dire à beaucoup de personnes que Barthélemy Tormaz disait qu'il le voulait tuer ; que la sœur de la déposante, Véronique Delerse, lui a raconté que Pierre Carraux (autant qu'il lui paraît) lui avait raconté que Barthélemy Tormaz lui avait dit, à lui et à son frère, il n'y a pas bien longtemps, que c'était dommage qu'ils ne l'eussent pas pu tuer.

*Ad 2.* — [R. :] qu'elle a ouï dire plusieurs fois à Jean-Joseph Durier *que les chapeaux seraient bientôt à bon marché, qu'il se manqueraient plusieurs têtes* à Monthey, qu'il lui parlait à demi-mot sans s'expliquer clairement ; qu'un de ces jours il lui a dit que c'était ces Messieurs de Monthey *qui avaient fait venir les troupes, mais que, quand elles seraient loin, que les chapeaux seraient à bon marché* (ce qui doit s'entendre que leurs têtes sauteraient, parce qu'il ne parle jamais qu'ambiguement) ; que le même Durier est toujours à faire des juréments affreux contre ces Messieurs de Monthey, surtout contre M. d'Arbel-

ley, M. Galley, les deux MM. [Joseph-Emmanuel et Joseph-Hubert] Franc, M. Narcisse Pignat ; que cela ne finit point ; il dit toujours *qu'on les veut tuer* (sans dire à qui on veut faire cela). Que le lendemain qu'on eut jeté des pierres à M. le lieutenant [Joseph-Emmanuel] Franc, il a dit pendant le jour à la déposante qu'on avait bien jeté des pierres à M. Franc, qu'elles frappaient bien par les volets, qu'il criait assez : « *Attendez, je vais vous tirer un coup de fusil* », mais qu'il n'avait pas osé sortir. Il gronde contre tous les Messieurs en général, excepté contre MM. [Nicolas] de Quartéry et Devantéry ; qu'il met toujours le seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux] avec les autres ; et dit à présent que s'ils n'avaient pas eu peur, ils n'auraient pas fait venir les troupes. Il dit encore beaucoup plus que ce qu'elle a déposé, mais qu'il en dit tant qu'elle ne peut s'en rappeler. Quand son frère fut de retour de Sion, on ne pouvait parler avec lui qu'il ne grondât contre les Haut-Valaisans, \* voulant parler des seigneurs qui s'en étaient mêlé \*, qu'il appelait « *taccos* ».

3. Si elle ne sait pas qu'il y ait eu un complot, le mardi de Pentecôte [14 juin 1791], dont Jean Vitte devait être ? — R. : qu'elle n'en a rien su, sinon depuis que son frère [Claude-Louis] a été battu ; elle en a entendu parler à son frère qui, ayant été battu, lui demanda ce que disait Jean-Claude Durier. La déposante dit qu'il tenait le parti de Barthélemy Tormaz. Je sais bien pourquoi, reprit Claude[-Louis] Delerse, c'est parce qu'il était du complot. Durier a aussi parlé du complot, sans jamais nommer personne, sinon qu'il savait toujours *qu'on voulait mettre à bas les têtes*. Elle a ouï dire, sans savoir à qui, qu'il y avait dans ce complot les deux frères Carraux, les deux frères Jeandet [Jean-Didier et Jean-Pierre] \* et Barthélemy Tormaz \*. *A Monthey*, elle a entendu dire que Louis Robriquet fils était le chef de la bande de Monthey et qu'on en voulait tuer quatre, tant à Colombey qu'à Muraz, à savoir le curé de Muraz [Jean-Pierre Turin], Joson Parvés, Pierre-Didier Fay, Maurice Vullioud. *A Monthey*, elle n'a pas entendu nommer les personnes, mais on disait des fois sept, des fois neuf.

*Ad 4.* — R. : qu'elle a ouï dire à beaucoup de personnes, particulièrement le même jour, que Joson Carraux dit « *l'abbé* » vint au château, que si on mettait quelqu'un en prison, notamment ledit Joson Carraux, qu'il n'y passerait pas deux nuits, mais que la première on attaquerait le château, que le seigneur gouverneur s'en irait le premier et qu'ensuite on ferait sortir le détenu ; que cela était si public qu'on le disait communément. Elle a entendu dire à Joson Carraux lui-même, après qu'il eut été au château, qu'il y irait quand il voudrait, *qu'il se foutait du gouverneur*, ajoutant : « Qu'il m'y mette seulement en prison, je n'y resterai pas longtemps. »

4<sup>[bis]</sup>. Si elle sait qui sont ceux qui voulaient faire sortir ledit Carraux de prison ? — R. : que non.

Interrogée comme le dernier [voir n° 25, p. 65] sur l'officier [Pierre] Guillot,

*Ad 5.* — R. : que non.

*Ad 6.* — R. : qu'elle a entendu dire à beaucoup de monde qu'il était de la société pour tuer ces Messieurs de Monthey.

*Ad* 7. — [R. :] qu'elle ne sait rien du tout.

[8]. Sommée de déclarer tout ce qu'elle peut savoir des complots qui se seraient tenus, — R. : qu'elle ne se ressouvient plus de rien, qu'elle ne parle guère qu'avec Durier.

Relu et confirmé.

(N° 36, pp. 31-36.)

## 29

### Charges contre Jean-Claude Durier et décision de la haute commission.

Protocole du château, page 34 [voir n° 28, p. 68], témoin Catherine Delairsse, sur la demande si elle ne sait pas qu'il y ait eu un complot ?

— R. : qu'elle n'en a rien su, sinon depuis que son frère [Claude-Louis] a été battu. Elle en a entendu parler à son frère qui, ayant été battu, lui demanda ce que disait Jean-Claude Durier. La déposante dit qu'il tenait le parti de Barthélemy Torma. « Je sais bien pourquoi, répond Claude[-Louis] Delairsse, c'est parce qu'il était du complot. Durier a aussi parlé du complot, sans jamais nommer personne, sinon qu'il savait toujours qu'on voulait mettre à bas les têtes. »

*Dieweilen diser nur durch ein Weib angeklagt ist, und folglich nicht überwisen, so hat man bis nach geendigtem Proces für einmahl in anschaww seiner nichts statuiren können.*

(N° 32, p. 3.)

## 30

### Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Louise Delherse, de Laurent Chapelay, de Marie-Christine Bovard et de Marie-Louise Marclay.

#### I. Louise Delherse.

*Eodem contextu* a comparu Louise Delerse, de Colombey, laquelle ayant été dûment sermentée a fait la déposition suivante :

Interrogée comme la précédente [voir n° 28, pp. 67-69],

*Ad* 1. — R. : que non, qu'elle n'en sait rien.

*Ad 2.* — R. : qu'elle a entendu dire à Barthélemy Tormaz, de Colombey, \* plusieurs fois \*, *que les chapeaux étaient trop chers, qu'on voulait beaucoup mettre à bas de têtes pour les faire venir à bon marché* ; il n'a du reste pas dit si c'était lui ou d'autres qui voulaient faire cela.

*Ad 4.* — R. : que non, qu'elle n'a point aperçu de cela.

5. Si elle n'a jamais ouï dire, soit à Barthélemy Tormaz, soit à d'autres, des choses contre l'Etat ou le seigneur gouverneur ou les Messieurs de Monthey ou d'autres ? — R. : que non, qu'elle n'y faisait jamais attention.

Interrogée comme les précédents sur l'officier [Pierre] Guillot,

*Ad 5.* — R. : qu'elle n'en a jamais entendu parler.

*Ad 7.* — R. : que non.

[8]. Qu'elle ait à dire tout ce qu'elle peut savoir sur de pareils projets ?  
— R. : qu'elle ne sait du tout rien.

[9]. Si elle n'a jamais entendu tenir des propos à Joson Carraux, dit « l'abbé », contre le seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux] ? — R. : que quelques jours après avoir été au château, il s'est vanté (en la présence de la déposante, de son père Claude Delerse, de Colombey, de Joson Franc et de sa sœur Véronique Delerse), qu'il avait été trois fois au château, sans que le seigneur gouverneur l'eût payé ; c'est pourquoi il y serait venu un jour, de bon matin, pour lui demander ses journées ; à quoi le seigneur gouverneur aurait répondu qu'il ne lui devait rien. Lui ayant insisté, le seigneur gouverneur lui aurait ordonné de sortir, qu'il était ivre. Il aurait répliqué qu'il était maître aussi bien que le seigneur gouverneur. Alors le préfet seigneur gouverneur l'ayant pris par la main pour le faire sortir, il l'a pris par le bras et repoussé en arrière ; ensuite, comme ledit seigneur gouverneur fut allé dans une chambre, où il y avait trois hommes, il se promena quelque temps et, ne sachant que faire tout seul, il serait sorti et aurait fermé la porte si fort qu'il crut l'avoir cassée ; que le seigneur gouverneur avait commandé à ces trois hommes de le mettre en prison et que lui (Joson Carraux) lui avait dit qu'il y irait assez de lui-même, mais que ce ne serait pas le seigneur gouverneur qui l'en sortirait, que ce serait des autres et que peut-être le seigneur gouverneur sortirait avant lui.

[10]. Si elle ne sait plus rien ? — R. : que non.

Relu et confirmé.

## II. *Laurent Chapelay.*

Au château de Monthey, par-devant le Magnifique seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux], fut constitué et assermenté Laurent Chapellet, de la Vald'Illiez, et puis interrogé :

1. S'il a connaissance du vol fait avant quelque temps, dans la boutique de [Pierre] Medico ? — R. : qu'il sait bien que le vol a été fait.

2. Combien de temps environ qu'il a été commis ? — R. : environ dix ans.
3. S'il sait la valeur à peu près ? — R. : qu'il a ouï dire qu'il valait encore beaucoup.
4. S'il sait qui peut être l'auteur ? — R. : qu'il n'en sait que par ouï-dire, qu'une personne lui a dit quelque chose, une fois, sans lui nommer la personne, que c'était un Savoyard de Chatillon qui lui dit qu'il était de la paroisse du déposant, que c'était lui qui donnait connaître par les habillements et physionomies des personnes, la grandeur, la face, qu'on avait déjà du soupçon, que c'était donc Pierre et Emmanuel Rey, que c'était un bruit presque général chez eux.
5. S'il a remarqué des infidélités semblables sur les frères Borrachon, avant ou après ? — R. : que celui de Massonger, Jean-Maurice [Rey], il l'avait retiré chez lui et laissé dans la maison ; quand il revint, [il] ne trouva plus rien de ses denrées ; qu'il y avait pourtant une moitié de lard salé et plusieurs petites bagatelles, dont il ne se rappelle pas ; qu'il y a environ dix-sept ans de cela.
6. Interrogé sur les autres frères ? — R. : qu'il a bien entendu dire qu'ils ne valaient pas grand-chose.
7. S'il n'a point de connaissance sur certain complot que Pierre Rey doit avoir tramé cet hiver dernier ? — R. : négative.
8. S'il ne s'est pas aperçu que les frères Rey avaient correspondance avec des Bernois de Bex ? — R. : négative.
9. S'il ne sait autre chose sur leur compte et à leur charge ? — R. : qu'il ne sait rien, sinon des chicanes.

Relu et confirmé.

### III. *Marie-Christine Bovard.*

Par-devant le seigneur gouverneur Pierre Preux est comparue mod. Marie-Christine Bovard ; dûment citée et sermentée, [elle] a répondu comme suit :

- [1]. Interrogée si elle n'a rien dit aux Gonet d'un complot de Pierre Rey ? — R. : qu'elle a entendu dire qu'on avait fait un complot.
2. En quoi consiste ce complot ? — R. : que ce complot consistait que Pierre Rey, officier, avait invité son beau-frère Maurice-Jean Béront à se joindre aux autres du complot pour faire du fracas et rupture à l'Abbaye, comme elle a entendu dire.
3. De qui elle a entendu cela ? — R. : de Anne-Marie Rey-Mermet.
4. Lesquels ont été du complot ? — R. : les frères Rey-Borrachon, Pierre et Emmanuel Rey, sans savoir si les autres frères en étaient ; que Jean-Maurice Béront n'a pas voulu s'y joindre, préférant d'être pauvre que voleur.

5. Pourquoi le complot n'a pas été exécuté ? — R. : ignorative.
6. Si elle ne sait rien autre contre Pierre Rey et ses frères ? — R. : que non.
7. Si sur le vol de la boutique de [Pierre] Medico elle ne sait rien ?  
— R. : on a soupçonné les Rey-Borrachon.
- [8]. Si elle ne sait rien autre sur les deux cas ? — R. : que non.

#### IV. Marie-Louise Marclay.

*Eodem die* a comparu Marie-Louise Marclay, citée et sermentée, qui a été interrogée comme suit :

1. Si elle ne se souvient pas qu'on a fait un vol considérable à feu Pierre Medico, son mari, dans une boutique près de la place d'Illier ? — R. : qu'oui.
2. Si elle se rappelle combien d'années il y a, ou du moins qui était gouverneur alors à Monthey ? — R. : qu'elle ne se souvient pas positivement.
3. A combien à peu près se montait ce vol, et en quoi il consistait ?  
— R. : à peu près à deux mille florins, comme son mari a compté, consistant en diverses marchandises : mouchoirs de poche et de soie, fin drap, bleu et rouge, et écarlate la plus fine, deux ballots de toile blanche pas entamée, indienne, pour des tabliers, et du fin drap *minime*.
4. Elle déclarera tout ce qu'elle sait touchant les auteurs dudit vol, et à qui on pourrait encore s'adresser pour avoir de plus fortes preuves ?  
— R. : qu'Emmanuel Borrachon a menacé son mari, parce qu'il l'avait obligé de donner une caution devant le seigneur gouverneur, *qu'il ne la lui porterait pas en enfer*. Peu après on a rompu leur boutique et l'on soupçonna les deux frères Pierre et Emmanuel Rey-Borrachon. Son mari alla pour faire des recherches en Savoie et il découvrit que le fils d'une cabaretière, à Chatillon, en avait acheté une partie ; il la reconnut bien et a raconté à la déposante que ladite cabaretière lui a dit qu'ils l'avaient achetée de Vald'Illiens. La dernière fois que son mari est allé pour cela à Chatillon, il avait avec lui le syndic Jean-Joseph Blanc-Donnet, de Troistorrens.
- [5]. Interrogée de plus si elle n'a pas connaissance de quelque complot ?  
— R. : qu'Emmanuel Bovard a dit, en veillant chez elle, qu'on était venu un soir le demander, vers la minuit, pour être du complot, sans s'expliquer davantage.

Relu et confirmé.

**Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean Donnet, de Claude Borgeaud, d'Emmanuel Turin, de Pierre Chervaz et de Pierre Moche.**

*I. Jean Donnet.*

Par-devant la haute commission fut constitué et assermenté h. Jean Donnet, châtelain de Collombay et Mura.

1. Interrogé s'il n'a point de connaissance de quelque désordre survenu dans le gouvernement ? — R. : qu'il sait que des jeunes gens faisaient tapage par ici.
2. Quel tapage ? — R. : jeter des pierres, de nuit ; qu'il ne sait comment ; qu'on faisait du bruit, qu'il ne l'a pas vu, qu'il a ouï dire.
3. S'il a connaissance de ce qui est arrivé le jour de S. Barthélemy [24 août] ? — R. : négative, qu'il a ouï dire qu'on a pris de ceux de Collombay chez Jean Martin où ils buvaient et qu'on les a fait passer en bas en Place.
4. S'il n'a connaissance de quelque complot ? — R. : négative, qu'il ne se mêle guère que de son ménage.
5. S'il ne connaît point de perturbateurs du repos public ? — R. : que dans sa paroisse, il n'en a point connu ; qu'à Collombay il y a eu des extravagances de jeunes gens qui ont bu un coup et faisaient du tapage, qu'il croit que cela provient un peu de leur partage, que Collombay disait ne pouvoir rester comme cela.
6. Qu'il dise s'il sait encore quelque chose. — R. : qu'il ne sait que cela.
7. Pourquoi on aurait fait l'acte de confédération ? — R. : à raison des menaces faites aux honnêtes gens ; qu'Antoine Rouiller a menacé le lieutenant [Pierre-Didier] Fay, de nuit ou entre jour et nuit, avant un an environ.
8. S'il a entendu qu'on était obligé de battre la générale à Monthey ? — R. : qu'il en a entendu qu'il y avait des gens qui buvaient et se faisaient craindre, qu'il y en avait de Troistorrens et par-ci, par-là.

Relu et confirmé.

*II. Claude Borgeaud.*

Claude Borgeaux, d'Illarse, lieutenant du châtelain de Mura, interrogé comme le précédent,

*Ad 1.* — [R. :] négative, sauf celui de l'an passé.

*Ad 3.* — [R. :] négative, qu'il n'était pas ici, qu'on a bien entendu dire que ceux de Collombay et Monthay étaient allés en bas, qu'il ne sait pourquoi.



*Ad 4.* — [R. :] négative, qu'on est tranquille dans son village.

*Ad 5.* — [R. :] qu'il n'en saurait pas dire.

*Ad 6.* — [R. :] qu'on a bien dit qu'il y avait une douzaine de Collombay, dont deux des Torma, François et Ami (que François le lui a dit lui-même), Joseph Carro, surnommé « l'abbé », les Franc, savoir Pierre et son fils Maurice, un des fils de Christian Riondet, nommément Christian ; que le fils de Riondet a reçu un coup de poudre à son chapeau et Pierre Franc [*erreur* : Maurice], un coup de fusil à la jambe, que [Barthélemy] Torma le lui a dit le lendemain.

*Ad 8.* — [R. :] qu'il l'a entendu dire, mais qu'il n'en sait pas la raison, n'ayant pas été ici.

*Ad 7.* — [R. :] qu'il n'en sait rien, qu'il n'y a pas été. Après meilleure information, il dit qu'il y était, que c'était pour mettre le bon ordre. Il ajoute qu'il voudrait que le partage des communs reste à faire, qu'Illarse n'a jamais donné procure à cet effet, que lui déposant s'est défendu autant qu'il a pu d'accepter la lieutenance, qu'il y a bien les trois quarts du peuple qui désiraient d'être ensemble, tant pour les communs que pour la châtellenie.

Relu et confirmé.

### III. *Emmanuel Turin.*

Emmanuel Turin, conseiller à Mura, interrogé comme les précédents [voir n° 31, pp. 73-74], a déposé :

*Ad 1.* — [R. :] par entendu dire, que le jour de S. Barthélemy [24 août 1791], il y a eu bacchanal ici entre ceux de Collombay et Monthay, qu'on a dit qu'ils s'étaient chassés, qu'on lui a dit qu'il y avait douze à treize de Collombay, nommément Barthélemy Torma, Pierre Franc, son fils Maurice, Claude Franc, Pierre Carro, son frère Joseph surnommé « l'abbé », François Torma, un petit à Christian Riondet, savoir son fils Christian ; qu'il n'en sait pas plus pour le présent, qu'il ne le sait que par ouï-dire, qu'il n'y a pas été.

*Ad 2.* — [R. :] qu'il croit que c'est par animosité entre eux, qu'il ne sait pas qui a commencé, qu'il a entendu dire qu'il y avait des fusils ou des triques, qu'on doit avoir eu tiré un fusil ou deux et qu'on doit avoir blessé le fils de Pierre Franc à la jambe, et qu'un autre aurait reçu un coup à son chapeau, mais qu'il ne le sait que par entendre dire. *Addit* qu'il fait pas bon dire quelque chose, qu'il y a tant de mauvaises gens, qu'on dit que les Carreau sont des mauvais sujets, qu'il y en a des mauvais en Collombay d'En Haut, sauf celui au-dessus des religieuses [Josen], qui était meilleur.

*Ad 4.* — [R. :] négative.

*Ad 5.* — [R. :] non, qu'il ne saurait pas le dire.

*Ad 7.* — [R. :] pour prendre ceux qui interrompaient le repos public.

*Ad 8.* — [R. :] affirmative, qu'il l'a entendu dire, qu'on craignait quelque alerte.

[9]. Qu'est-ce qu'il dit du partage ? — R. : qu'il en est très content.

Relu et confirmé.

#### IV. *Pierre Chervaz.*

Pierre Zerva, charge-ayant du syndic de Collombay, interrogé comme les précédents [voir n° 31, pp. 73-74], dépose :

*Ad 1.* — [R. :] négative, qu'il aurait entendu dire que son neveu Joseph Carro avait insulté le seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux], que lui était puis venu se prosterner et excuser par-devant le seigneur gouverneur, lequel lui avait dit qu'il ne lui avait point fait de tort ; que le gouverneur l'a fait demander pardon au conseil ; qu'il ne sait pas autre chose ; que le même s'était battu avec un autre, qu'il a puis été cité, qu'ensuite il est venu demander au seigneur gouverneur ses journées.

*Ad 3.* — [R. :] négative, sauf qu'il a entendu dire par leur métral qu'on était venu trouver le conseil de Monthay qui les avait demandés pour savoir si c'était le leur qui avait menacé Monthay, oui ou non.

*Ad 4.* — [R. :] non, que jamais il en a entendu dire.

*Ad 5.* — R. : non, qu'il n'en connaît point.

*Ad 7.* — [R. :] pour mettre le bon ordre ; qu'il croit que c'est par la raison du tapage à la S. Barthélemy, qu'il n'y a pas été ; qu'il a entendu dire qu'il y avait Pierre Franc [de Collombey], son fils [Maurice], Joseph Carro, Pierre Carro, qu'il ne sait pas les autres, qu'on disait qu'il y en avait une douzaine ; qu'on dit qu'ils ont tiré un coup de fusil sur la place, que c'était comme un signal, mais qu'il ne l'a [su] que par entendu dire.

*Ad 8.* — [R. :] qu'il a entendu dire qu'on l'avait battue pour faire en aller ceux de Neyres, qui buvaient sur la place.

[9]. S'il est content des partages ? — R. : pas beaucoup, n'ayant pas leur convenance, qu'il serait content de rejoindre.

[10]. Pourquoi Monthay et Collombay ne seraient pas d'accord ?

— R. : qu'il n'a pas perçu qu'ils aient eu des disputes.

Relu et confirmé.

#### V. *Pierre Moche.*

Pierre Mosche, conseiller et ancien syndic de Collombay-le-Grand, *interrogatus ut precedentes, deposuit* :

*Ad 1.* — [R. :] négative.

*Ad 3.* — [R. :] négative, qu'il s'y est pas trouvé, qu'il menait ce jour la dîme du curé.

*Ad 4.* — [R. :] négative.

*Ad 5.* — [R. :] qu'il a entendu [dire] qu'on a maltraité un maréchal [Claude-Louis Delherse] ici cet été, chez l'officier [Pierre] Guillot, que c'était des gens de Collombay, que c'était des Carro [Jean-Didier et Pierre], des Torma, qu'il n'a pas entendu fixer les noms, étant à plusieurs frères.

*Ad 7.* — [R. :] ignorative.

*Ad 8.* — [R. :] qu'il a entendu par des femmes et enfants qu'on voulait faire un carnage à Monthay.

[9]. S'il est content des partages ? — R. : pas trop, qu'il lui a fallu quitter sa montagne, qu'il aurait donné quelque chose pour ne pas changer.

Relu et confirmé.

(N<sup>o</sup> 34, pièce 8, pp. 1-4.)

## 32

### **Vouvry, 7 octobre 1791. — Déposition du châtelain Jean-Nicolas-Evangéliste Baruchet.**

En date du 7 d'octobre 1791, le sieur châtelain Baruchés a déposé que son frère Joseph-Antoine Baruchés avait confié à lui déposant qu'on lui avait offert vingt-cinq louis d'or pour venir depuis Milan assassiner feu le seigneur gouverneur Theiller au moment qu'il signerait un mandat qui aurait dû lui être présenté à ce dessein, mais que son dit frère ne lui avait jamais confié qui et comment on lui avait fait ledit offre horrible.

(N<sup>o</sup> 29, p. 3. — Le procès-verbal de cette déposition ne figure pas dans le dossier.)

## 33

### **Vouvry, 7 octobre 1791. — Déposition d'Elisabeth de Nucé.**

En date du 7 d'octobre 1791, madame Elisabeth de Nucé, née Pignat, a déposé qu'elle se rappelait encore que l'abbé [Claude-Joseph] Durier, qui était chez [Jean-Joseph] de Fonté à Monthey avec des autres Valdilliens, avait dit, une vingtaine de jours après la révolte « qu'avant de nous soumettre

aux Allemands, nous voulons tous nous faire couper en morceaux ; les mères font trop d'enfants, il y a trop de monde. »

(N<sup>o</sup> 34, pièce 4, p. 3. — Le procès-verbal de cette déposition ne figure pas dans le dossier.)

### 34

**Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Barlatey, de Maurice Donnet, de Pierre-Maurice Revet, de Jean-Michel Franc, d'Anne Grillet, de Joseph-Hubert Franc (2<sup>e</sup>) et de Jean-Claude Barlatey.**

#### I. *Pierre Barlatey.*

Par-devant le préfet seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux] a comparu Pierre Barlatay, de Monthey, dûment cité, lequel, ayant prêté serment, a fait la déposition suivante :

1. Si, le jour de la St-Michel [29 septembre 1791], il n'a pas entendu quelqu'un [Pierre Premand] de Troistorrens qui a mal parlé du seigneur gouverneur et du syndic [Jean] Barlatay ? — R. : qu'il est un peu sourd, qu'il pourrait peut-être se tromper sur quelques paroles, mais qu'il dira ce qu'il a entendu. Qu'étant au cabaret, à Troistorrens, chez Pierre Premand, le jour de la St-Michel, trois personnes se mirent à lui raconter la rixe qu'ils avaient eue avec le syndic Barlatay ; ensuite un d'iceux, nommé [Antoine] Rouiller, qui a servi dans la compagnie de M. Maier, lui dit, \* en l'embrassant \* : « *Tu diras à ton frère [Jean] le syndic et au gouverneur que nous nous en foutons.* » Il ajouta : « *On dit que les Monnay, mes parents, sont appelés, mais si cela est nous nous trouverons.* » Il y avait là Pierre Premand, un Donnet, frère de Baptiste, et un autre dont il ne sait pas le nom.

2. S'il n'a pas connaissance d'un certain complot, qui s'est fait ici à Monthey ? — R. : négative.

3. S'il ne s'est pas aperçu que l'officier [Pierre] Guillot était contre la bourgeoisie ? — R. : qu'il parlait souvent avec Jean-Claude Tormaz ; du reste il n'en sait rien.

4. S'il n'a pas entendu d'autres choses ? — R. : que non.

Relu et confirmé.

#### II. *Maurice Donnet.*

*Eodem die* a comparu Maurice Donnet, de Monthey, lequel a été sermenté et a fait la déposition suivante :

1. Interrogé s'il n'a pas été une fois à la foire de Martigni avec l'officier [Pierre] Guillot ? — R. : qu'il n'y a jamais été à la foire avec lui ; qu'une

fois seulement, ils descendirent ensemble et burent à la Barme, il y a plus de dix ans.

2. Si l'officier Guillot ne lui a jamais parlé de tuer ou d'empoisonner des gouverneurs ? — R. : qu'il lui a uniquement dit, sans se ressouvenir du temps, au jeu de quilles, qu'il aurait mieux valu tuer le gouverneur (en parlant de M. Schiner), parce qu'il n'aurait pas tant travaillé d'où il était.

3. En quel temps c'était ? — R. : que véritablement il ne sait pas, mais qu'il lui paraît que c'est avant que les Vald'Illiens eussent été pardonnés.

4. S'il ne s'est pas aperçu que le même Guillot ait tenu des propos contre les gouverneurs ? — R. : qu'après la *Bagarre* [ 8 septembre 1790 ], on se récriait beaucoup contre les gouverneurs, ainsi que l'officier Guillot.

5. S'il ne s'est pas aperçu que Guillot était contre la bourgeoisie ? — R. : que ç'a toujours été un bruit public que l'officier Guillot était contre la bourgeoisie.

6. S'il pourrait donner des éclaircissements sur d'autres choses ?

— R. : que non.

Relu et confirmé.

### III. *Pierre-Maurice Revet.*

*Eodem die* a comparu Pierre-Maurice Revet, bourgeois de Monthey, lequel fut sermenté et déposa comme suit :

Interrogé comme le précédent,

*Ad* 1. — R. : qu'il y a été deux fois.

*Ad* 2. — R. : qu'une fois, du temps du seigneur gouverneur Theiler [1789], comme ils allaient ensemble à la foire de Martigni, ledit officier [Pierre] Guillot se mit à parler du préfet seigneur gouverneur (c'était au printemps) et dit que « *des b[ougres] comme cela, il les faudrait tuer \* ou empoisonner \** ». Le déposant lui objecta que cela n'était pas facile ; à quoi il répondit que cela était fait dans un rien, qu'on le faisait faire par un étranger. « Mais, répliqua le déposant, oseriez-vous parler de pareilles choses à un étranger ? » — « On lui fait parler par un troisième, lui dit Guillot, et cela va de l'un à l'autre. »

2. Si du depuis, il ne lui a jamais parlé de choses semblables ? — R. : que s'étant encore trouvé l'année suivante avec ledit Guillot, allant aussi à la foire de Martigni, ledit Guillot parla de nouveau de M. Theiler et dit : « *Le diable l'a pris à Sion ; également il ne pouvait pas rester longtemps par ici : un B[ougre] comme ça, qui châtiât tout le monde à droite et à gauche, il le fallait à bas. On devrait se nettoyer de tous ces vauriens ; nous en avons par ici deux ou trois ; on devrait tout ça mettre à bas.* » — « Il n'est pas si aisé, lui dit encore cette fois le déposant, on se mettrait dans le cas de se faire pincer et on risquerait son bien et sa vie. » — « *On parle, dit Guillot, à des vagabonds, qui en connaissent chez eux qui font cela ; qu'il n'en coûte pas tant ; ces Italiens se*

*parlent les uns aux autres, et comme cela on ne risque jamais rien. On se moque bien de l'argent, pourvu qu'on se puisse débarrasser de ces vauriens. »*

3. Si depuis le nouvel an dernier il n'a point entendu des propos semblables de l'officier Guillot ? — R. : que non, qu'il ne se trouve guère avec lui.

4. S'il ne s'est pas aperçu que ledit Guillot est contre la bourgeoisie et qu'il tient plutôt pour ceux du dehors ? — R. : qu'oui, bien cela. Que d'abord après la révolte, le déposant a entendu crier audit Guillot (quand on eut cassé les fenêtres de M. le châtelain Galley), sur la place publique : « *Ils font bien, des b[ougres] comme ça mériteraient d'être lapidés sur la place.* »

5. S'il n'a pas entendu des propos semblables depuis le nouvel an ? — R. : que non, pas qu'il se souviennne.

Relu et confirmé.

#### IV. Jean-Michel Franc.

*Eodem die* a comparu M. Jean-Michel Franc, bourgeois de Monthey, lequel, après avoir prêté serment, a été interrogé et a fait les réponses suivantes :

1. S'il ne se souvient pas que l'officier [Pierre] Guillot ait parlé de tuer ou d'empoisonner des gouverneurs ? — R. : qu'il a ouï dire que le même Guillot a dit à Maurice Donnet le père qu'il avait formé un projet pour faire assassiner un gouverneur, ne sachant lequel. \* Il a entendu dire que \* c'est sur le jeu de quilles que ledit Guillot avait dit cela à Maurice Donnet.

2. En quel temps cela est arrivé ? — R. : qu'il croit que c'est après la Bagarre, que M. Joseph-Hubert Franc pourrait mieux savoir cela.

3. S'il n'a pas remarqué une grande liaison entre ledit Guillot et Jean-Claude Tormaz ? — R. : qu'oui, qu'ils ont toujours été intimes amis.

4. S'il ne sait point de complot où Guillot le père ait été immiscé ? — R. : que le syndic [Jean] Barlatay lui a dit que, le jour de la dernière foire de Monthey, quand on maltraitait ledit syndic, le même Guillot en riait. Qu'après la Bagarre de M. Schiner, avant l'amnistie, ledit Guillot raconta au déposant, devant la boutique du châtelain [Jean] Claret, que M. Theiler n'aurait pas subsisté ; qu'on avait écrit une lettre au neveu dudit Guillot [Baruchet], horloger en Piémont, pour faire venir des Piémontois.

5. Si, depuis le nouvel an, il ne sait rien sur le compte dudit Guillot ? — R. : qu'il ne l'a plus fréquenté.

Relu et confirmé.

Le déposant ajoute que, revenant de la diète [de] Noël avec Claude Delset, celui-ci lui dit avoir été témoin d'un complot, dans la cave de l'officier [Jean-Joseph] Defonté, sans s'expliquer davantage.

Relu et confirmé.

## V. Anne Grillet.

*Eodem die* a comparu Anne Grillet, demeurant à Monthey, laquelle a déposé comme suit, après avoir prêté le serment :

1. Interrogée si elle n'a pas connaissance d'un complot entre Jean-Claude Tormaz et l'officier [Pierre] Guillot ? — R. : qu'elle a entendu, ce printemps, que l'officier Guillot disait à Tormaz qu'il faudrait demander à l'Etat de connaître ceux qui vont accuser. Tormaz répondit que c'était ce qu'il avait déjà dit lui-même. Le même Guillot parlait de ce qu'il avait dit à ces seigneurs à la diète.

2. Si elle ne connaît pas d'autres complots ? — R. : que le soir de ladite foire de Monthey, elle entendit, de leur fenêtre, un quelqu'un \* qui disait \* que c'était l'anniversaire de ce que l'on avait chassé le gouverneur, et qu'il voulait offrir, mais que ce n'est pas Guillot qui l'a dit, ne sachant qui c'est. Que la même nuit ledit officier Guillot vint avec les deux Louis Robriquet, père et fils, et Louis Rey-Mouroz devant la boutique de Defago, où Jean-Claude Tormaz leur fit boire de l'eau-de-vie. C'était passé une heure après minuit, après qu'on eût battu la générale.

3. Si elle ne sait pas autre chose ? — R. : que non.

Relu et confirmé.

## VI. Joseph-Hubert Franc.

*Eodem die* a comparu M. Joseph-Hubert Franc, bourgeois de Monthey, lequel a prêté serment et fut interrogé comme suit :

1. Interrogé s'il n'a pas connaissance que l'officier [Pierre] Guillot ait parlé de tuer des gouverneurs ou de les empoisonner ? — R. : que M. Jean-Michel Franc lui a dit que dit Guillot avait parlé qu'on pourrait faire venir des Piémontois pour tuer des gouverneurs, ou quelque chose de semblable ; Maurice Donnet en a aussi parlé au déposant, à peu près de même. Cela doit être depuis la Bagarre, l'année passée.

2. S'il n'a pas connaissance que ce même Guillot s'est trouvé dans des complots cette année ? — R. : qu'il l'a eu vu venir chez Jean-Claude Tormaz et on disait qu'il était souvent chez [Louis] Robriquet fils ; il parlait encore avant-hier avec [Louis-Marie] Robriquet père, et ayant aperçu le déposant il s'est écarté.

3. S'il ne sait rien dudit Robriquet [fils], le jour de la dernière foire ? — R. : que, vers minuit, ledit officier Guillot vint sur la place en furieux, avec une épée en écharpe, et vint en criant reprocher à M. le châtelain [Nicolas de Quartéry] pourquoi il faisait battre la générale. A quoi M. le châtelain répondit : « *C'est de ton ouvrage.* »

4. S'il a connaissance qu'il ait été dans d'autres complots ? — R. : que la servante du déposant, comme il croit, lui a dit qu'ensuite de cela les deux Robriquet, Jean-Claude Tormaz, Louis Rey-Mouroz et le même Guillot

étaient allés dans la boutique dessous Fragnieres, où ils doivent avoir bu l'eau-de-vie.

5. S'il n'a pas connaissance que Guillot doit avoir dit que si quelqu'un mettait à bas le châtelain Galley on trouverait bien dix louis ? — R. : qu'il l'a ouï dire ou M. le châtelain Galley ou M. le lieutenant [Joseph-Emmanuel] Franc.

6. S'il ne s'est pas aperçu que ledit Guillot a toujours été contre la bourgeoisie avec ceux du dehors ? — R. : qu'il a toujours été contre, s'étant même disputé avec lui à ce sujet plusieurs fois ; qu'on l'a chassé une fois hors de l'hôpital, d'une assemblée générale, parce qu'il venait avec une cabale et commençait à injurier M. le châtelain Galley.

7. S'il ne sait rien sur le compte de son fils [Barthélemy] le curial ? — R. : qu'il a aussi toujours été contre la bourgeoisie. Que \* le déposant \* lui dit, pendant le procès des quartiers, que ce lui était une honte d'écrire contre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie, à quoi il répondit : « *Je suis secrétaire, j'écris ce que l'on m'ordonne, pour de l'argent.* » Qu'il lui a dit une fois, au café, quelque chose sur le code, se réservant de le dire quand il s'en ressouviendra. Machard a dit au déposant *au Glarier* qu'il s'était vanté *audit Machard d'avoir toujours fait perdre cent louis à M. [Jean-Joseph] Jost.*

## VII. Jean-Claude Barlatay.

*Eodem die* a comparu le sieur Jean-Claude Barlatay, dûment sermenté, lequel a déposé comme suit :

1. Interrogé s'il n'a pas connaissance que l'officier [Pierre] Guillot ait parlé de tuer ou d'empoisonner les gouverneurs ? — R. : que non, pas cela ; mais qu'il lui a assez entendu dire qu'on était des poltrons qui ne savaient pas se soutenir, depuis que le seigneur gouverneur [Preux] est ici.

2. S'il ne sait pas que ledit Guillot ait été dans quelque complot ? — R. : qu'on a dit que le même Guillot avait payé à boire aux Fornageos pour faire battre le syndic [Jean] Barlatay, à la dernière foire, et que, le déposant lui ayant parlé comme procureur de dizain, ledit Guillot l'a nié, qu'il ne s'en était point mêlé.

3. S'il n'a pas connaissance que le père Guillot a dit qu'il faudrait pendre les aristocrates ? — R. : que non.

4. S'il n'a pas ouï dire que Guillot a dit qu'il se trouverait bien dix louis si on mettait à bas le châtelain Galley ? — R. : qu'il l'a ouï dire, sans se ressouvenir à qui. Du reste, il sait bien que le même Guillot en a toujours voulu à M. Galley, que même depuis l'arrivée des troupes [3 octobre 1791], il a dit que c'étaient ces partages qui étaient cause de tout cela.

5. S'il ne s'est pas aperçu que ledit Guillot était toujours pour ceux du dehors contre la bourgeoisie ? — R. : qu'ils en voient toutes les marques, qu'il soutient encore toujours ceux du dehors.



6. S'il ne sait rien sur la conduite du fils [Barthélemy Guillot] ?

— R. : qu'il a meilleure façon que le père.

7. Si Guillot le père n'a pas convoqué des assemblées sans l'ordre de M. le châtelain [Nicolas de Quartéry] ? — R. : qu'il y en a bien eu une du général, où cependant il croit qu'il n'est pas allé grand monde, vers le mois d'avril, sans ordre du préfet châtelain, ne sachant qui l'a convoquée.

8. S'il ne sait rien autre sur leur compte ? — R. : que non.

Il se ressouvient encore de ce qui suit : le curial [Barthélemy] Guillot doit avoir limité de son chef, \* ce printemps ou cet été \* (peut-être avec les charge-ayants des Quartiers d'En bas), entre les biens communs et particuliers, ce qui n'appartenait qu'à la bourgeoisie, qui en a obtenu le droit du seigneur gouverneur Schiner. Le déposant le lui reprocha vivement, dans une assemblée de dizain, ce que le curial Guillot nia ; mais se voyant pressé encore là-dessus par d'autres, il dit qu'il voulait se justifier et vint en effet le lendemain chez le déposant avec un plan, qui prouvait plutôt la vérité du fait qu'il n'était en sa faveur. Alors il dit que s'il l'avait fait, c'était par ignorance.

9. S'il ne s'est pas aperçu que l'officier Guillot était lié avec Louis Robriquet fils et Jean-Claude Tormaz ? — R. : qu'il l'a assez été, que c'était les seules compagnies qu'il suivait.

Relu et confirmé.

(N<sup>o</sup> 36, pp. 47-61.)

### 35

**Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de Jacques-Hubert Guerraty (2<sup>e</sup>), de Pierre-Maurice Donnet (1<sup>er</sup>) et de Jean-Joseph Torrent.**

#### I. Jacques-Hubert Guerraty.

Par-devant la souveraine commission fut dûment cité et assermenté Jacques-Hubert Guerraty, sergent de Monthey, lequel a été interrogé comme suit :

1. Interrogé s'il n'a point de connaissance de quelque complot séditieux ? — R. : qu'il n'en a point, n'étant pas du parti des malintentionnés, qu'il a été employé pour garde par ordre de MM. le capitaine Devantery et le châtelain [Nicolas] de Quartery, pendant trois jours.

2. S'il s'est trouvé ici le jour de St-Barthélemy [24 août 1791], et ce qui serait arrivé ? — R. : *Ad primum*, affirmative ; *ad secundum*, qu'on avait cassé les fenêtres dans la maison de M. le châtelain Galley, ne sachant si c'était les fenêtres d'en haut où reste M. le recteur Greva, ou en bas, ni qui.

3. Si ceux de Colombay ont cherché quelque dispute ? — R. : qu'il n'avait rien entendu.

4. Si ceux de Colombay étaient sortis tranquillement hors de Monthey ? — R. : qu'on avait dit que ceux de Monthey aient voulu les battre, sur quoi les autres s'étaient retirés chez eux ; qu'on a entendu tirer un coup de fusil, sans savoir qui.

5. Si le jour de la dernière [foire] on n'a point battu la générale, et pourquoi ? — R. : affirmative, que déposant se trouvait sur la place et M. Guer-raty de même, voyant des gens qui buvaient, auxquels M. le châtelain a ordonné de s'en retirer, et, s'étant refusés, il a fait battre la générale.

6. S'il n'a pas entendu parler de l'anniversaire ? et par qui ? — R. : affirmative, par ouï-dire.

7. S'il ne sait point de mauvais sujets ou de sociétés suspectes ? — R. : que [Jean-Claude] Torma et Robriquet [Louis, fils] se trouvaient souvent ensemble, lesquels étaient soupçonnés de menées secrètes et suspectes.

Relu et confirmé.

## II. *Pierre-Maurice Donnet.*

*Eodem die ut supra* [voir n° 35, p. 82] fut dûment constitué et sermenté Pierre-Maurice Donnet fils, bourgeois de Monthey, lequel a déposé comme suit :

1. Interrogé s'il n'a point de connaissance de certains complots tenus à Monthey ? — R. : ignorative.

2. S'il ne s'est point trouvé dans des assemblées où l'on parlait contre M. le châtelain Galley ? — R. : qu'il s'est trouvé dans une pinte, chez Jean-Claude Favre-Bois, où Jean-Claude Torma lui avait dit qu'ils étaient quelques familles, savoir celles des Barlathey, des Rossier-Petit, et celle du déposant, qui faisaient bien les fiers, soutenant M. le châtelain Galley, mais qu'ils pourraient bien avoir des habits percés. Déposant lui répliqua qu'il devait seulement faire ses efforts avec tout son parti, qu'il ne tiendrait jamais avec eux. Ajoute qu'il a entendu dire d'un complot fait dans l'île de Bez, sans en savoir le fond. Touchant le premier discours, il est allé en avertir M. le châtelain Galley.

3. Si Torma avait bu avec le déposant ou avec qui ? — R. : avec Jean Vuid.

4. S'il ne connaît point de personnes dangereuses ? — R. : point d'autres, sinon que Torma et Jean Vuid tenaient souvent des conférences avec l'officier [Pierre] Guillot, qu'ils étaient bons amis, et furent tout cet été ensemble, et du temps du désordre.

5. S'il ne sait point qu'on ait jeté des pierres la nuit de la St-Barth[élemy] [24 août 1791] ? — R. : affirmative, qu'il sait pour sûr que l'on a cassé

les fenêtres où reste M. le recteur Greva, et le même soir que déposant a disputé avec le susdit Torma, on a aussi cassé les fenêtres de M. Galley, ne sachant qui.

*Facta lectura perstitit.*

### III. Jean-Joseph Torrent.

*Eodem contextu* [voir n° 35, p. 82] a comparu h. Jean-Joseph Torrent, de Monthey, lequel, interrogé comme le précédent, a déposé après serment prêté comme suit :

*Ad 1.* — R. : qu'il a ouï dire au fils [Louis] de maître Louis[-Marie] Robriquet que c'était bien fait qu'on eût battu [Claude-Louis] Delerse, à cause qu'il les avait trahis par le complot, que Delerse y devait être dans le complot, mais qu'il les a tous vendus et qu'il méritait bien qu'on l'ait maltraité, qu'il aurait mérité la mort et que cela n'était pas fini comme cela ; que c'est dans la maison de Robriquet que cela s'est dit.

*Ad 2.* — [R. :] qu'il a été dans une assemblée, un soir, dans le cabaret de Jean-Claude Bois-Favre, que Jean-Claude Torma y dit qu'il n'y avait que les trois familles des Donnet qui soutenaient le châtelain Gallay et aussi les Barlattay ; que peut-être avant longtemps on pourrait bien percer au châtelain Gallay ses habits, s'il restait encore châtelain. Que le jour de S. Barthélemy [24 août 1791], en passant seul derrière Jean Martin, arrivé devant Voisin, on jetait des pierres et qu'on lui a tombé dessus, que si ce fut un autre que lui qu'il pourrait bien avoir la sienne ; que ce fut [Maurice] le fils de Pierre Franc, de Collombay, qui le prit par le collet, qu'ils se sont puis retirés.

*Ad 3.* — [R. :] affirmative, qu'il a bu avec lui déposant et [Pierre-Maurice] le fils de Maurice Donnet et Jean Vit, le cordonnier.

*Ad 4.* — [R. :] qu'il n'en sait guère que [Jean-Claude] Torma et Robriquet [Louis, fils], qui étaient les plus dangereux ; que Torma fréquentait beaucoup l'officier [Pierre] Guillot, qu'ils étaient bons amis ; que Torma a dit à lui déposant que l'officier Guillot lui donnait de l'argent, et le soutenait, et le faisait manger chez lui, qu'il lui a donné quatre louis pour monter à Sion contre M. Schinner ; qu'il voyait Jean-Claude Torma et Robriquet avec ceux de Collombay et ce Petit-Borra qu'on a amené ; qu'il les a vus boire ensemble quelquefois, une fois chez Jean-Claude Barlattay et sur la place.

*Ad 5.* — [R. :] qu'il a entendu le bruit des pierres, qu'il ne sait pas qui les a jetées, mais qu'il a ouï hurler [Maurice] le fils de Pierre Franc avec [Christian] le fils de Christian Riondet, autant qu'il lui a paru, qu'on jetait ces pierres en bas par la rue, que lui a entendu depuis derrière Jean Martin en arrivant sur la rue, et qu'on lui a dit que c'était dans ce moment qu'on avait cassé les fenêtres du châtelain Gallay ; que Jean-Claude Torma a dit à lui déposant, en présence de Jacques-Hubert Guerratty, que, sans la foire de Martigny, il y aurait eu cinquante têtes du Bas-Valais en bas ; qu'il le leur a dit ici chez Joseph Blanc. Qu'il a dit que ce devait être des premiers, qu'ils n'étaient que des aristocrates ; que ledit Torma et Robriquet lui ont dit de

plus qu'ils voulaient aller forcer les portes de la ville de Sion, si on ne voulait pas délivrer [l'abbé] Durier amicalement ; que Torma l'a dit à l'allée de Jean Martin et Robriquet chez lui, autant qu'il croit. Que ce complot devait s'exécuter le jour de la foire de Martigny, s'il n'avait pas été foire ; que des Torma de Collombay et les Carraux devaient être de ce complot ; que c'est Louis Robriquet qui le lui a dit, en disant que c'étaient des bons lurons. Que Robriquet lui a encore dit que « l'abbé » [Joson] Carraux avait été un bon luron d'avoir osé attaquer le gouverneur.

Relu et confirmé.

(N° 84, pp. 1-4.)

### 36

#### Charges contre François Tormaz et décision de la haute commission.

Du protocole gouvernal, page 26 [voir n° 25, p. 64], témoin Claude [-Louis] Delerse : Jean Vite lui a nommé être du complot François Torma.

Du 8 octobre [voir n° 35, p. 85], témoin Jean-Joseph Torrent, de Monthay : Louis Robriquet lui a dit que des Torma, de Collombay, et les Carraux, dudit lieu, devaient être de ce complot, en disant que c'était de bons « lieurons ».

*Weilen diser nicht überwisen ist, sondern die Kundschaften solches nur haben gehört sagen von Leuthen die abwesend seynd und folglich nicht haben können examiniert werden, so hat man erachtet seine Gefangennehmung aufzuschieben, bis die Sache durch den Proces der auf Sitten geschickten wird entdeckt worden seyn.*

(N° 40.)

### 37

#### Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de Nicolas de Quartéry.

Par-devant la haute commission fut dûment cité M. le châtelain Nicolas de Quartery, de Monthey, qui, en vertu de son serment, a déposé comme suit :

1. Interrogé pourquoi il a fait battre la générale le jour de la dernière foire [7/8 septembre 1791] ? — R. : que des gens qui dansaient sur la place et qui firent beaucoup de tapage la même nuit sur la place l'avaient obligé à

cela, puisque, après plusieurs exhortations et même des prières, ils ne voulurent point se retirer, disant que la place était à eux, malgré que M. le déposant leur avait donné deux quarterons de vin dans cette intention-là, l'un d'entre eux lui avait répondu qu'ils voulaient célébrer « l'anniversalle » [l'anniversaire].

2. Qui était celui qui fit cette réponse ? — R. : [Pierre-Louis] l'aîné des fils de Louis Fornage, de Neyre.

3. Si les autres se sont retirés après la générale ? — R. : que déposant s'étant retiré, ne sait si les autres se seraient retirés aussi, mais qu'on n'avait battu la générale qu'une fois.

4. S'il sait les noms de ceux qui se trouvaient là ? — R. : qu'il y avait un des frères dudit Fornage, mais il ne disait rien, et d'autres, environ huit, dont il ne sait pas les noms, \* sinon les frères Planche, Joseph et Benjamin ; Jean-Michel tâchait de les emmener \*. Ils étaient de Troitorrents et de Neyre ; *item*, un certain [Jean-Joseph] Bellon, de Troitorrents.

5. S'il n'y aurait pas quelqu'un qui les aurait connus et s'il y avait établi des gardes ? — R. : le sergent [Jean-Joseph] Donnet et le marguillier d'ici étaient là établis pour gardes, qui pourraient les avoir connus.

6. Par quelle raison le gouvernement aurait fait l'acte de fédération [24 août 1791] ? — R. : pour empêcher toute sorte de scandale dans le gouvernement et pour connaître les mauvais sujets et pour se donner du secours les uns aux autres en cas de besoin.

7. S'il se trouvait ici le jour de St-Barth[élemy] [24 août 1791] ? — R. : qu'oui.

8. Si on n'a point fait de bruit ce soir-là ? — R. : qu'on lui a raconté le lendemain qu'environ septante personnes de Month[ey] avaient chassé ceux de Colombay jusqu'au fond de Place, ignorant les noms des uns et des autres.

9. S'il n'a pas connaissance de quelque complot suspect et illicite ? — R. : ignorative.

10. S'il ne connaît point de mauvais sujets du gouvernement ? — R. : ignorative, excepté ce qu'il a déposé l'autre jour au seigneur gouverneur concernant [Jean-Claude] Thorma.

11. Requis de le répéter ? — R. : que Torma battant son grain aurait dit au déposant que si on avait cinq cents hommes, etc., soit rapport au protocole.

*Facta lectura perstitit.*

### Charges contre Pierre-Louis Fornage et décision de la haute commission.

*Testis Dominus castellanus* [Nicolas de] *Quartery deposuit* [voir n° 37, pp. 85-86] : que [Pierre-Louis], l'aîné des fils de Louis Fornage, de Neyre, avait dit, le soir qu'il fit battre la générale, qu'ils voulaient célébrer « l'anniversel ».

Témoin Laurent Chappellet, de la Val d'Illies, dit [voir n° 30, p. 71] que celui de Massongé, Jean-Maurice [Rey], il avait retiré chez lui et laissé dans la maison ; quand il revint, ne trouva plus rien de ses denrées ; qu'il y avait pourtant une moitié de lard salé et plusieurs petites bagatelles, dont il ne se rappelle pas, qu'il y a environ dix-sept ans.

Du protocole gouvernal, page 23 [voir n° 25, p. 63], témoin Joseph, fils de Jean Franc : le déposant dit que le jour où il fut appelé au château pour la chanson, les deux frères Fornageoz étant ensemble, l'un d'eux lui dit de parler seulement au seigneur gouverneur [Preux] hardiment et que si on le mettait en prison, il n'y resterait pas longtemps ; l'autre disait aussi qu'oui.

[Pierre-]Louis Fornage soll während der Execution mit einer Ruthen in der Hand knyend erscheinen, und dass damit ihm nicht mehr in Sinn kohme von anniversariis zu reden. In betreff der auf die zwey Brüder gehenden Suspicion aber wegen Theilnehmung in denen Complotten seynd sie indessen bis auf bessere Erläuterung zurückgewiesen.

(N° 42.)

### Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Joseph Donnet.

*Eodem contextu* a comparu h. Jean-Joseph Donnet, sergent et marguillier à Montey, lequel fut assermenté et interrogé comme suit :

1. Interrogé s'il a été de la garde le jour de la dernière foire et s'il n'a point vu de désordre le même soir ? — R. : qu'il y avait un homme qui jouait du violon, d'autres qui dansaient, sur quoi le déposant fut averti que M. le châtelain [Nicolas de Quartéry] était allé faire cesser le joueur et [les] danseurs, leur ayant ordonné de se retirer, ne sachant autre chose.

2. Qui étaient ceux qui ont dansé là ? — R. : Louis Rey, dit Mourre, fut le premier à danser, avec environ neuf autres, savoir, de Neyre, Jean-Michel Planche, Jean[-Joseph] son frère, et Benjamin leur frère aussi, *item* Jean-Claude Fornage, l'aîné [Pierre-]Louis Fornage frère et encore un troisième frère, dont il ignore le nom ; \* de Troitorrents \*, le sergent Jean-Joseph Bellon, Jean Martinet, Joseph Rouillet-Monney et son frère [Pierre], dont il ne sait le nom.

3. S'ils avaient obéi au châtelain leur disant de se retirer ? — R. : que non ; ils répondirent qu'ils voulaient bien s'en aller, mais pas qu'on les fasse aller par force.
4. S'ils ont bu là sur la place ? — R. : qu'oui, que M. le châtelain leur avait donné deux quarterons de vin ; pour le troisième, déposant ne sait s'ils l'ont payé.
5. S'il n'a point entendu de discours séditieux ce même soir ? — R. : qu'il a entendu raconter par d'autres et par M. le châtelain qu'on avait parlé de célébrer l'anniversaire.
6. S'ils ont resté encore longtemps après l'avertissement de M. le châtelain ? — R. : jusqu'à deux heures du matin.
7. Si l'on n'a point donné d'autres ordres ? — R. : que M. le châtelain avait fait battre la générale, mais que ces gens ne s'en étaient pas allés pour cela.
8. S'il a été ici le jour de St-Barth[élemy] [24 août 1791] ? — R. : négative.
9. Qui pourrait donner les meilleurs indices de ce qui s'est passé le soir de St-Barthelemy ? — R. : M. Narcisse Pignat et le sergent [Jacques-Hubert] Gueratty.
10. S'il n'a pas connaissance de quelque complot séditieux ? — R. : qu'il a entendu par ouï-dire que si l'on réintégrait M. le châtelain Galley dans sa charge, il y aurait des habits percés ; qu'il n'y avait plus que deux familles qui soutenaient le parti de Galley, à savoir celles de Donnet et Barlatey, lesquelles ne pourraient y tenir la contrepartie, étant composée de plus de quarante personnes ; que Jean-Claude Torma avait dit cela au neveu du déposant, Pierre-Maur[ice] Donnet, en présence de Jean-Joseph Torrent ; *item* le père et fils Jean-Claude Favre-Bois, que c'était dans leur maison, et de maître Joseph Grivel, Fribourgeois. Ajoute par ouï-dire qu'ils allaient quelques fois chez l'officier [Pierre] Guillot et que [Jean-Claude] Torma, Robriquet et l'officier Guillot étaient bons amis et souvent ensemble, après la messe, après les vêpres, comme s'ils se sentaient, et presque tous les jours.
11. S'il n'a point de plainte à faire contre le souverain ou quelques Messieurs ? — R. : négative.

Relu et confirmé.

(N° 62, pp. 3-4.)

**Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de Joseph Blanc et de Narcisse Pignat (1<sup>er</sup>).**

*I. Joseph Blanc.*

Par-devant la haute commission fut dûment constitué hon. Joseph Blanc, de Monthey, lequel, en vertu de son serment prêté, a déposé comme suit :

1. Interrogé s'il n'a point de connaissance de certains complots séditieux ou contre des Messieurs en particulier ? — R. : qu'il ne se mêle de rien et n'a rien entendu de semblable.
2. S'il n'a rien entendu d'un projet pour mettre cinquante têtes en bas ? — R. : qu'il en a entendu parler, que cela devait arriver à la foire de Martigny, sans savoir par qui et comment.
3. Qui a tenu ce discours ? — R. : ignorative.
4. S'il connaît quelques mauvais sujets par ici qui cherchent à troubler le repos public ? — R. : que non.

Relu et confirmé.

*II. Narcisse Pignat.*

*Eodem contextu* a comparu hon. Jean-Narcisse Pignat, bourgeois de Monthey, sermenté et interrogé comme suit :

1. Interrogé comme le précédent, — R. : avoir entendu raconter d'un complot fait par Claude Torma, qui l'a raconté à M. le châtelain [Nicolas] de Quartery en battant du blé, que, moyennant cinq cents hommes prêts pour la Toussaint d'aller contre les cinq dizains d'En Haut de concert avec ceux de Sion et de Sierre pour soutenir les deux dizains nommés, on viendrait à bout de participer aux charges et qu'on serait aussi compté pour dizain en récompense.
2. Qui devait donc être de cette partie ? — R. : ignorative, mais que le même Torma doit l'avoir dit aussi à Hubert Franc.
3. S'il sait encore quelque chose d'un projet ou complot ? — R. : que dit Torma doit aussi avoir conté à Joson Franc et à Jacques-Hubert Gueratty, beau-frère du déposant, qu'ils étaient environ une soixantaine intentionnés de mettre à bas quelques têtes, mais que le projet avait manqué et trahi par Claude[-Louis] Delerse qui l'avait divulgué, que sans cela tout était prêt, jusqu'aux maréchaux pour enfoncer les portes. Ajoute qu'il a aussi ouï parler d'un complot fait en bas des tuileries de Bez.
4. Qui sont les amis de Torma ? — R. : que Jean-Claude Bois-Favre le fils est son intime, qu'il fréquentait le plus souvent la maison de Guillot,



lequel doit lui avoir prêté dix louis pour son procès contre M. Schiner, à ce que Torma doit avoir dit à Hubert Franc.

5. S'il a connaissance de ce qui s'est passé à la St-Barthélemy [24 août 1791] ? — R. : qu'il sait bien que ceux de Colombay étaient tous venus à Monthey, ne sachant à quel dessein ; qu'alors ceux de Monthey s'étaient rassemblés au nombre de soixante contre eux en cas d'une attaque de l'autre part, mais que les autres sont descendus tranquillement chez eux. Ajoute que M. le châtelain Galley a été averti par Jean Vuid et Claude[-Louis] Delerse, ainsi que de maître Louis Robriquet fils et des frères Fornage ou du moins d'un, du complot prédit formé contre quelques têtes, lesquels derniers doivent avoir confié le secret à Jean-Michel Planche, et celui-ci alla le rapporter au susdit M. Galley.

6. S'il n'a pas entendu ce que Torma aurait dit en Savoye pour raison de son évasion ? — R. : que maître Louis Robriquet doit avoir dit à [François] Moran (et celui-ci à Jean-Michel Franc), à la foire de L'Abbaye, en Abondance, que M. Devantery était la cause de tout son malheur, à ce que Moran a laissé insinuer au déposant. Ajoute aussi que le sergent Jean-Joseph Donnet lui a dit que Barth[élemy] Torma s'était aussi trouvé aux assemblées de Bez.

7. S'il ne connaît pas de mauvais sujets par ici qui troublent le repos public ? — R. : point d'autres que [Jean-Claude] Torma et sa société, dont étaient soupçonnés les frères Fornage, Guillot père et fils, [Jean-Claude] Favre-Bois, qui regardaient et traitaient leurs adversaires d'aristocrates.

8. Quelle raison il a de soupçonner les Guillot pour de mauvais sujets ? — R. : parce qu'il les a toujours vus travailler contre la bourgeoisie, les ayant traités tous d'aristocrates et canailles, et que le père a dit au procureur de l'église, Jean-Claude Barlathey : « *Les aristocrates, on les pendra* », à l'occasion de la conduite contre ceux de Colombay, cette année-ci, et que le lendemain il doit avoir dit à André Rey qu'on mettrait à la raison ces canailles, recrutant contre la bourgeoisie pour contrebalancer leur parti.

9. S'il n'a pas d'autres sujets de plaintes contre dit Guillot depuis l'amnistie ? — R. : point d'autres que ceux qu'il vient de dire.

[9<sup>bis</sup>]. S'il sait qui était présent lorsque [Claude-Louis] Delerse fut battu en la maison de Guillot ? — R. : qu'il y avait encore, outre son beau-frère [Jacques-Hubert] Gueratty, Christian Riondet [père], comme il a ouï dire.

10. S'il n'a pas entendu parler du code pénal ? et quoi ? — R. : que Jean-Joseph Durier a dit au sujet du code que cela n'était rien, qu'on aurait mieux fait de les laisser comme ils étaient. Déposant ajoute encore que lorsqu'on a battu le syndic [Jean] Barlathey chez Claudine Pont, Louis Robriquet avait dit à [Jean-Pierre] Guerin, de Vionna, qui était de la garde et voulut les séparer : « Laissez-les seulement faire » ; Guillot le père y était aussi présent, le tout suivant ce que Guerin a dit à lui déposant. Ajoute que [Jean-]Louis Borraz lui ait dit, avant la diète de mai passé, au sujet du complot prémentionné, que, si déposant entendait du bruit pendant la nuit, il ne devait point sortir et qu'il en devait avertir M. le châtelain [Jean] Claret d'en faire

de même. Déposant ajoute que le syndic [Pierre-François] Dominjo, de Month[ey], devait avoir été averti du complot par un qui en était.

11. S'il a quelque sujet de plainte contre ses supérieurs ? — R. : que non.  
Relu et confirmé.

(N° 34, pièce 8, fol. 3-4.)

41

**Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de François Morand,  
de Joseph-Hubert Franc (3°) et d'André Rey.**

*I. François Morand.*

Par-devant la souveraine commission assemblée au château de Monthey a comparu hon. François Moran, chapelier habitant à Monthey, lequel fut dûment sermenté et interrogé comme suit :

1. Interrogé où il a été avant-hier ? — R. : chez lui.
2. S'il sait quand était la foire à L'Abbaye d'Abondance ? — R. : mardi passé [4 octobre], qu'il y a été et en est revenu jeudi.
3. S'il y a trouvé quelqu'un de ce pays ? — R. : qu'il a rencontré [Guillaume] le fils de maître Louis[-Marie] Robriquet jeudi à Morgin et qu'il a vu l'aîné [Louis] à la foire.
4. S'il lui a parlé et quoi ? — R. : qu'oui, qu'il allait trouver son frère et rien autre.
5. S'il ne se souvient pas d'avoir raconté à quelqu'un d'ici ce que ledit Robriquet lui a dit à la foire ? — R. : qu'il a bien conté à Hubert Franc dans sa boutique d'avoir rencontré le tailleur [Louis] Robriquet à la foire et l'autre frère à Morgin, mais pas autre chose, autant qu'il peut s'en souvenir.

*II. Joseph-Hubert Franc.*

Le témoin ayant été renvoyé pour le moment, fut ensuite dûment cité M. Hubert Franc pour s'expliquer sur certains points au sujet de la déclaration du prédit témoin, lequel a été interrogé en vertu de son serment comme suit :

1. Interrogé s'il connaît maîtres Louis Robriquet père et fils ? — R. : qu'oui.
2. S'il sait où ils pourraient se trouver ? — R. : qu'il a entendu dire que [Louis] l'aîné des fils était allé à la foire d'Abondance avec sa sœur [Marie-

Madeleine] et que le second fils, Guillaume, doit être revenu hier, à ce que sa mère [Marie-Maurisa Bernard-Avocat-Rouge] a dit au déposant.

3. Par qui il sait que Robriquet ait été à cette foire ? — R. : par plusieurs et entre autres par le chapelier Moran, qui disait lui avoir parlé.

4. S'il sait ce que Robriquet a dit à Moran ? — R. : que André Rey étant venu devant la boutique du déposant lui avait dit d'avoir entendu que Robriquet donnait toute la cause de son malheur à M. Devantery et que le déposant ayant demandé audit Rey de qui il tenait cela, celui-ci lui a répondu qu'il le tenait du chapelier Moran [voir *Annexe* ci-après], qui vint après lui-même chez le déposant vers sa boutique, et déposant lui demanda s'il avait été à la foire ; il dit qu'oui. Déposant poursuivant lui demanda s'il avait vu Robriquet sur la foire ; l'autre répliqua qu'oui. « Et que vous a-t-il dit ? » continua le déposant. — Il m'a dit quelque chose. — Et quoi ? demanda le déposant, se plaint-il de quelqu'un ? » Sur quoi l'autre lui répondit qu'il se plaignait plus contre M. Devantery que contre M. [Pierre] Guillot, sans avoir dit de quoi.

5. Si cet André Rey était un brave homme ? — R. : que c'est un des plus jolis hommes qu'il y ait ici parmi les habitants.

6. S'il sait encore quelque autre chose ? — R. : qu'une fois, ayant demandé [à] [Jean-Claude] Torma pourquoi il lui boudait toujours depuis longtemps, celui-ci répondit : « Parce qu'on avait remis le billet à M. le gouverneur Schiner » ; et en continuant le discours, il dit au déposant : « Pourquoi n'aimerais-je pas M. Guillot, puisqu'il m'a rendu des services et m'a prêté une fois cinq louis et encore deux fois quelque argent », dont le déposant ne se souvient plus combien.

Relu et confirmé.

Après la confrontation faite entre les deux témoins André Rey et le chapelier Moran, celui-ci avoua qu'il se souvient que Louis Robriquet s'était plaint de quelqu'un, parlant avec lui à la foire d'Abondance, mais qu'il ne peut se rappeler de qui.

#### *Annexe.*

##### *Extrait des charges contre Jean Devantery.*

Le chapelier [François] Morand a dit à d'autres, selon les informations prises, que [Louis] Robriquet lui a dit, à la foire d'Abondance, que M. Devantery était cause de tout son malheur, ce que ledit chapelier a cependant nié devant la commission, de façon qu'on ne peut savoir si le chapelier l'a véritablement entendu par Robriquet ou s'il l'a inventé lui-même.

### III. *André Rey.*

*Eodem contextu* a comparu h. André Rey, dûment sermenté et interrogé comme suit :

1. Interrogé s'il connaît Louis Robriquet père et fils ? — R. : qu'oui, qu'ils sont presque voisins.
2. S'il sait où le fils se tient à présent ? — R. : qu'il l'a vu mardi [4 octobre] à la foire d'Abondance.
3. S'il a parlé avec lui et de quoi ? — R. : pas grand-chose, sinon qu'il a demandé ce qu'il faisait là ; qu'il lui répondit qu'il venait un peu voir sur la foire.
4. S'il sait quelqu'un autre de Monthey qui lui eût parlé ? — R. : que le chapelier [François] Moran lui a dit avoir parlé audit Robriquet.
5. Si le chapelier Moran lui a dit ce que l'autre avait parlé avec lui ? — R. : qu'oui, que Robriquet avait dit au même Moran qu'il s'était fié à M. Devantery.
6. S'il sait qu'il était question ici de vouloir pendre les aristocrates ? — R. : qu'il s'en était bien parlé l'année passée, ne se rappelant plus qui l'a dit ; qu'on l'avait aussi menacé lui-même et qu'un certain François Torrenté lui a dit, le jour qu'on a battu la générale [7/8 septembre 1791], qu'on avait dit : « Les premiers qu'on tuera, ce sera vous autres. »
7. S'il ne se souvient point que M. [Pierre] Guillot ait parlé de cela ? — R. : ignorative.

(N<sup>o</sup> 27, pp. 2-4.)

### **Vouvry, 8 octobre 1791. — Dépôts de Jean Delseth.**

En date du 8<sup>e</sup> d'octobre 1791, le sieur métral [Jean] Delzet a déposé que, le lendemain [9 septembre 1790] de la Bagarre à Monthey, le plus petit des Borra [Jean-Louis], un des trois chefs de la Bagarre, était venu au conseil avec une gibecière et qu'il était même descendu de la vallée d'Illiet à cheval, ayant un fusil et une gibecière et tirant des coups de fusil.

Le même a encore déposé que monsieur le curé de Mura [l'abbé Turin] avait dit à lui (déposant) qu'il s'était fait un complot, dans lequel il devait y avoir des gens de Vionnaz, qu'on voulait faire étrangler sept ou huit, parmi lesquels devaient être ledit M. le curé, M. le châtelain Galey et lui déposant ;

qu'un certain Jean Vuit, étranger et parti à présent, devait avoir déclaré quelque chose là-dessus.

Le même a encore déposé que le déposant avait été un jour de marché, ce printemps, à Monthey, chez Jean Martin, à peu près avant midi, où Louis Rey le lui avait reproché, disant qu'il était assez vrai que le déposant avait trahi en traitant avec le souverain ; et que, sans le Gros-Bellet et l'officier de Collombey [Christian Riondet père], il aurait été très mal traité ; qu'il y avait Joseph La Roche et Jean-Pierre Marieaux.

(N° 34, pièce 4, pp. 3-4.)

#### 43

#### **Vouvry, 8 octobre 1791. — Déposition de Jean Delseth contre Michel Rouiller.**

En date du 8<sup>e</sup> d'octobre 1791, à Vouvry, le sieur Jean Delzet, ancien métral, a déposé au moment de la lecture faite de sa précédente déposition que Michel Roullier, de Martigny, lui avait dit que le premier sergent de Sion se chargeait de recevoir [recevoir] les griefs et de les faire passer dans les dizains pour brouiller les paysans avec les Messieurs, qu'il attendait une grosse révolte, que les paysans étaient brouillés avec les Messieurs ; que ledit Roullier avait dit cela au déposant dans le courant du mois d'août dernier (à ce qu'il croit), chez lui, à Vionnaz, ne sachant qui y était présent.

(N° 63. — Le procès-verbal de cette déposition ne figure pas dans le dossier.)

#### 44

#### **Vouvry, 8 octobre 1791. — Déposition du châtelain Michel Pignat.**

En date du 8<sup>e</sup> d'octobre [1791], le sieur châtelain [Michel] Pignat a déposé qu'à St-Maurice, chez le sieur [Jean-Michel] Pot, aubergiste à l'Ecu du Vallais (son oncle), il avait vu, aux fêtes de St-Maurice, un almanach de Bâl, dans lequel était contenu un morceau dangereux sur le droit de l'homme en société.

(N° 29, p. 3.)

**Monthey, 9 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre-François Domenjoz, de Pierre Franc (1<sup>er</sup>), de Monthey, de Joseph Grivet, de Jean-Joseph Défonté (1<sup>er</sup>) et de Louis Robiquet père.**

*I. Pierre-François Domenjoz.*

Du 9<sup>e</sup> octobre 1791, au château de Monthay, par-devant la commission souveraine, fut constitué et assermenté le syndic Pierre-François Domingeo, qui sur les interrogats suivants a répondu comme suit :

1. Interrogé : « Connaissez-vous le nommé Jean Vite, cordonnier ? »  
— R. : affirmative.
2. S'il a travaillé pour lui déposant ? — R. : négative.
3. S'il se rappelle d'avoir parlé au même Jean Vite la seconde fête de la dernière Pentecôte [14 juin 1791] ? — R. : qu'il ne saurait se rappeler, ayant été plusieurs fois chez lui.
4. S'il se rappelle des discours qu'il lui a tenus ? — R. : affirmative, toujours l'essentiel. Qu'il est venu une fois chez lui déposant pour lui dire, comme étant ami à M. le châtelain Gallay, savoir s'il voudrait aller lui dire que peut-être un tel soir ils entreraient une bande chez lui pour aller l'égorger ; que le déposant a répondu qu'il irait avec plaisir si lui Jean Vite voulait aller avec, en le remerciant et faisant boire bouteille ; qu'ils descendirent ensemble pour aller chez le châtelain Gallay ; n'y étant pas, ils furent le trouver au café, qu'ils [sont] sortis du café tous les trois ensemble et [sont] allés boire un coup chez le châtelain Gallay dans la chambre d'en bas ; qu'alors Vite lui dit que lui ayant rendu service, il le préverait qu'un tel soir (dont le déposant ne peut se rappeler, mais que Vite avait déterminé), on viendrait l'égorger chez lui ; que M. le châtelain le remercia beaucoup et lui déposant aussi, que de plus il conseilla à M. le châtelain de s'en aller promener à Bex.
5. S'il se rappelle des personnes qui devaient être tuées par ces comploteurs ? — R. : affirmative, que Vit leur a nommé le lieutenant [Emmanuel Franc] et Hubert Franc, Narcisse Pignat, qu'il leur a dit qu'il y en avait encore des environs, mais sans les nommer ; qu'il lui paraît qu'il a nommé [Joson] Parvex, neveu du curé de Mura [Jean-Pierre Turin].
6. Rappelez-vous si M. le capitaine Devantery était désigné aussi pour être tué ? — R. : affirmative, que M. Devantery en était.
7. Et les Guillot ? — R. : non, qu'il n'en a point parlé.
8. Vous êtes point informé par qui se devait commettre ce carnage ?  
— R. : non, qu'il disait qu'il y avait des tueurs de toutes les paroisses jusqu'à Martigny et même dans l'Entremont.

9. S'il sait comment, de quelle manière se devait commettre cet attentat ? — R. : qu'il a dit qu'il y aura un rendez-vous, qu'il y aura un endroit marqué pour s'assembler et que le coup devait se faire dans toutes les paroisses à la même heure autant que possible.

10. S'il sait la place de l'assemblée ? — R. : non, qu'il ne l'a pas dit, au moins ne s'en rappelle pas.

11. Savez-vous de qui Jean Vite tenait cette horrible nouvelle ? — R. : non, parce qu'il avait dit qu'ils étaient cinquante à soixante, qu'il [ne] les a pas nommés.

12. Savez-vous si Jean Vite était lui-même dans ce complot ? — R. : qu'il le lui a dit qu'il était du nombre, en présence du châtelain Gallay, la même fois qu'ils ont été l'avertir. *Addit* que quelque temps après, il lui a dit qu'il ne voulait plus être du complot ; pour une révolution, à la bonne heure.

13. Savez-vous ce qui peut avoir donné occasion à ce complot ? — R. : ignorative, sinon qu'on disait par-ci par-là que c'étaient des gens qui voulaient gouverner et tenaient trop rudement le peuple.

14. Savez-vous qui pourrait avoir été l'auteur de ce complot ? — R. : qu'il doute en ce que Jean Vite lui a dit que de temps en temps on tenait des assemblées chez [Pierre] Guillot, une troupe d'amis ; qu'un soir lui déposant étant sur l'escalier, Vite lui avait dit qu'ils allaient chez l'ami Guillot, qu'ils étaient beaucoup de monde assemblé et qu'ils parlaient d'affaires, mais qu'il ne lui a point dit que Guillot en était. Il ajoute que [Jean-Claude] Torma et Jean Vite étaient amis et beaucoup ensemble.

15. Jean Vite vous paraissait-il être un homme suspect et capable d'exécuter ce terrible projet ? — R. : qu'il avait un air assez déluré, que pour lui qu'il ne lui aurait osé refuser aucun service.

16. N'avez-vous aucune connaissance d'une assemblée qui devait se tenir aux îles de Bex ? — R. : négative, qu'il n'en a jamais entendu parler.

17. N'avez-vous aucune connaissance de quelque autre complot ci à Montthey ? — R. : négative.

18. Savez-vous qui a cassé les fenêtres à M. le châtelain Gallay ? — R. : négative.

19. Connaissez-vous aucune personne suspecte dans ce gouvernement ? — R. : non, sinon ceux qu'on a déjà envoyés là-haut, qu'il s'est dit publiquement que Jean-Claude Torma était de la bande ; qu'on disait aussi par ici que ceux qu'on a envoyés là-haut devaient être du nombre.

20. N'avez-vous jamais entendu parler d'un complot contre l'Abbaye de S.-Maurice ? — R. : qu'il en a entendu parler à S.-Maurice chez M. Hyacinthe de Quartery le lendemain ; de ce, ces seigneurs ont été avertis.

21. S'il sait quelques complices de ce complot ? — R. : négative.

22. Savez-vous si les comploteurs allaient boire chez Jean Martin, officier bourgeoisial ? — R. : ignorative.

23. Qu'il déclare naïvement toute personne qui lui paraît suspecte à troubler le bon ordre ou le repos public, — R. : qu'il a dit tout ce qu'il savait. *Addit ultra* qu'il s'est assez dit par ici que Guillot le père devait être de la partie, que lui ne le sait pas.

24. S'il sait quelque personne qui pourrait donner des renseignements sur ces sortes de perturbateurs du bon ordre ? — R. : que Jean Vite dirait le tout et peut-être Torma, qu'il n'en connaît pas d'autre.

Relu et confirmé.

## II. *Pierre Franc, de Monthey.*

L'an, jour et lieu que dessus fut constitué Pierre Franc, cordonnier à Monthay, assermenté et interrogé comme suit :

1. Interrogé où il demeure ? — R. : proche de l'officier [Pierre] Guillot.

2. N'avez-vous jamais vu entrer et sortir Jean Vite de chez ledit officier Guillot ? — R. : qu'il l'a vu entrer du temps que l'officier Guillot vendait du vin, et une fois seulement, autant qu'il s'en rappelle, qu'il n'y aura pas encore un an.

3. Savez-vous si l'officier Guillot était lié avec Jean Vite ? — R. : ignorative.

4. N'avez-vous jamais remarqué quelque complot tramé chez l'officier Guillot ? — R. : négative.

5. Savez-vous si Guillot était ami de Jean Vite ? — R. : ignorative.

6. S'il a vu entrer et sortir Jean-Claude Torma chez l'officier Guillot ? — R. : qu'il l'a vu plusieurs fois, parce qu'il travaillait chez lui à faucher, à ramasser du blé et du foin.

7. Savez-vous si Torma doit à l'officier Guillot ? — R. : ignorative.

8. Ne connaissez-vous point de personnes suspectes à troubler le bon ordre dans ce gouvernement ? — R. : qu'il n'en a point connu que Jean Vite.

9. Quel désordre connaissez-vous en Jean Vite ? — R. : qu'il restait trop longtemps dans les cabarets et n'avoir rien ici.

10. Connaissiez-vous si Jean Vite avait des compagnons « buverons » ? — R. : qu'il avait tantôt l'un tantôt l'autre.

11. N'avez-vous jamais entendu parler de certain complot contre l'Abbaye de S.-Maurice ? — R. : qu'il n'en a entendu que lors de l'arrivée de la troupe, où l'officier Guillot lui a dit, sur le chemin, qu'il avait entendu dire des complots contre l'Abbaye.



12. N'avez-vous jamais entendu que Guillot ait tenu des mauvais propos ?  
— R. : ignorative.

13. N'avez-vous jamais ouï parler que Guillot avait des ennemis ?  
— R. : qu'il [a] entendu parler, depuis le partage des communs, qu'ils faisaient préjudice dans les communes ; que Guillot avait mal gré, dans ce partage, contre le châtelain Gallay, que Guillot le lui avait dit lui-même.

14. S'il lui est connu où Jean Vite domicile ? — R. : négative.  
Relu et confirmé.

### III. *Joseph Grivet.*

L'an, jour, lieu que dessus fut constitué maître Joseph Grivet, tourneur fribourgeois.

1. Interrogé : « Connaissez-vous particulièrement Jean-Claude Torma ? »  
— R. : oui, qu'il a entendu parler que Jean-Claude Torma était de société avec ceux de la Valdilliez quand ils ont fait décamper le seigneur gouverneur, que cela se parlait communément par Monthay.

2. S'il sait où se trouve Jean-Claude Torma ? — R. : négative.

3. S'il n'a jamais été boire avec lui ? — R. : pas depuis la révolte.

4. Torma ne vous a-t-il jamais parlé d'aucun complot ? — R. : jamais.

5. N'avez-vous jamais ouï parler d'un complot de personne ? — R. : non, qu'il ne converse avec personne.

6. Torma ne vous a-t-il jamais fait aucune confidence ? — R. : jamais.

7. Puisque vous avez appris que Torma était de la société de ceux qui ont fait décamper le seigneur gouverneur, ne lui en avez-vous jamais parlé ?  
— R. : non, jamais.

8. N'avez-vous jamais aperçu aucun mauvais propos de la part de Torma ?  
— R. : négative. Il a déclaré que Théodore Franc, de Collombay, chez lequel il travaillait, lui avait dit que Jean Vite était à Versoie.

Relu et confirmé.

### IV. *Jean-Joseph Défonté.*

*Eodem contextu* fut constitué et assermenté l'officier gouvernal Jean-Joseph Defonte, interrogé comme suit :

1. Savez-vous ce qui s'est passé le 24 du mois d'août dernier ici à Monthay ?  
— R. : que ce jour il était question de rincer Monthay, comme il l'aurait appris de Jean-Michel Torrente et puis publiquement par le bruit répandu en Monthay.

2. Savez-vous qui était celui ou ceux qui voulaient rincer Monthay ?

— R. : qu'on ne l'a jamais pu savoir, que l'on a dit que cela venait de Collombay.

3. Comment pouvait-on savoir qu'on voulait rincer Monthay ce jour-là ?

— R. : ignorative.

4. Savez-vous qu'on a cassé des vitres à cette occasion ? — R. : que ce soir il s'est cassé des vitres à M. le recteur [Greva], pendant que la plus grande quantité de leurs gens étaient là-bas.

5. Savez-vous qui ? — R. : négative, mais qu'il a du soupçon sur [Christian] le fils de l'officier de Collombay [Christian Riondet] et sur Maurice Franc du même lieu, parce qu'on les a vus ; que c'est un certain Jean-Joseph Torrent d'ici qui les a vus et qu'il l'a dit à lui déposant même, qu'il a vu qu'ils ont joint leurs gens qu'après et que Torrent lui a dit que l'un d'eux l'avait serré.

6. S'il saurait quelque autre qui les aurait vus ? — R. : pas dans ce moment.

7. Pourquoi il croit qu'on ait jeté ces pierres ? — R. : parce qu'on voulait les tirer à M. Gallay.

8. Pourquoi on aurait voulu tirer des pierres à M. Gallay ? — R. : qu'il n'en sait rien.

9. Ne connaissez-vous point de personnes suspectes ? — R. : qu'il a entendu parler de Jean-Claude Torma, qu'il travaillait pour distraire le monde ; et aussi Robriquet, le fils Louis, qu'il était de complot ; aussi de Jean-Joseph Durier.

10. De quel complot ? — R. : ignorative. Il ajoute que le même soir, après les pierres jetées, il s'est tiré un coup de fusil depuis les fenêtres du châtelain Gallay ; alors Maurice Franc dit avoir été blessé à une jambe, mais qu'il l'a nié.

Relu et confirmé.

#### V. Louis Robriquet père.

*Eodem contextu* fut constitué maître Louis Robriquet sans serment, examiné comme suit :

1. Interrogé s'il sait où est son fils Louis ? — R. : non, qu'on lui a dit qu'il était en Savoie, qu'un Savoyard venant de la Savoie lui avait dit ce matin que son fils allait du côté de S.-Garin.

2. Déclarez naïvement pourquoi votre fils s'est absenté, — R. : qu'il n'en sait rien, qu'il ne lui a pas dit un mot.

3. N'avez-vous jamais ouï parler de complot ? — R. : non, jamais.

4. N'avez-vous jamais su que votre fils Louis allait à Bex, en septembre 1790 ? — R. : négative.

5. Votre fils connaissait-il Jean Vite ? — R. : qu'ils ont bu ensemble quelquefois.
6. Comment le savez-vous ? — R. : qu'il les a vus chez l'officier [Pierre] Guillot une fois, cet été, qu'il était plein le poêle.
7. Savez-vous où est Jean Vite ? — R. : négative.
8. N'avez-vous jamais rien appris de répréhensible sur Jean Vite ? — R. : rien, sinon que c'était un homme qui aimait boire.
9. Votre fils Guillaume, où est-il ? — R. : à la montagne.
10. S'il est satisfait de la conduite de Louis ? — R. : s'il était satisfait, il serait ami avec lui ; qu'il n'a rien aperçu, sauf qu'il aime boire.

(N° 32, pp. 11-17.)

## 46

### **Monthey, 9 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean Martin et de Jean-Joseph Bovéry.**

#### *I. Jean Martin.*

Par-devant la haute commission assemblée à Monthey, au château gouvernal, a comparu honor. Jean Martin, officier de la bourgeoisie et cabaretier de Monthey, lequel, dûment cité et sermenté, fut interrogé comme suit :

1. S'il a connaissance de quelque complot envers le souverain ou son représentant ou d'autres particuliers ? — R. : qu'étant souvent occupé aux travaux de dehors, il ne peut apprendre grand-chose, mais que [Jean-]Claude Torma raconta un jour, dans la maison du déposant, qu'ils étaient intentionnés de venir chez lui pour s'entretenir de quelque chose, qu'ils avaient envie de percer des habits ; sur quoi Jean Vuid, qui fut venu avec Thorma, lui répliqua qu'il fallait avoir du plomb, en des termes un peu cachés, sans le nommer proprement. Déposant ajoute qu'ils se méfièrent de lui et ne parlaient pas beaucoup en sa présence, touchant leurs desseins.
2. En quel temps cela est-il passé ? — R. : qu'il ne se rappelle pas du temps proprement, sinon que ce fut au printemps passé, que c'était du temps que Jean-Claude Bois vendait du vin, à qui il a tenu les mêmes propos, comme déposant a ouï dire.
3. S'il sait combien étaient de ce complot et lesquels ? — R. : qu'il ne les sait point, Torma ne lui ayant rien voulu dire, mais bien qu'il craignait d'être trahi, et qu'ils étaient à quarante.

4. Si Torma lui a dit à qui on en voulait ? — R. : qu'il ne lui a nommé d'autres que M. le châtelain Galley.

5. S'il sait qui étaient les amis de Torma et quelles sociétés il fréquentait ? — R. : que Jean Vuid était toujours avec lui ; pour du reste, il allait tantôt chez l'un tantôt chez l'autre, chez le déposant, chez sa tante et aussi chez Guillot.

6. S'il ne sait pas si Guillot était aussi de la partie ? — R. : qu'on était trop discret en sa présence pour qu'il ait pu comprendre ou découvrir quelque chose d'eux.

7. S'il sait si le jour de la St-Barth[élemy] [24 août 1791] a passé tranquillement ou s'il y a eu quelque bagarre ? — R. : ignorative.

8. S'il n'a point d'autre connaissance relative à cela ? — R. : que non, sinon qu'il a entendu chanter plusieurs fois des chansons, comme ... *à la lanterne*, etc., *qu'on pendra*, etc.

9. S'il a quelque plainte contre le souverain ou contre ses représentants ? — R. : qu'il a toujours été très content et satisfait d'eux.

Relu et confirmé.

## II. Jean-Joseph Boverý.

*Eodem contextu* a comparu discret Jean-Joseph Boverý, ancien syndic de Monthey, lequel, interrogé comme le précédent, a déposé en vertu de son serment comme suit :

*Ad 1.* — R. : que par ouï-dire il sait, mais fort indirectement, qu'il s'était fait quelque complot, sans savoir de qui et comment ; qu'il avait été souvent à la chasse avec [Jean-Claude] Torma, celui[-ci] ne lui aurait rien confié.

*Ad 5.* — R. : qu'il a entendu dire, sans l'avoir vu lui-même, que Torma fréquentait souvent l'officier [Pierre] Guillot et Robriquet et [il] les a vus parler ensemble sur la place.

Interrogé s'il n'a pas connaissance de quelques mauvais sujets ou perturbateurs du repos public ? — R. : pas en particulier ; qu'il a bien ouï parler de quelques batteries ou bagarres, du côté de Colombay et par là-haut du côté de Val d'Illiez en général.

*Ad 9.* — R. : que non, en aucune façon.

Relu et confirmé.

**Monthey, 9 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Claude Favre-Bois, de Théodore Franc, de Joseph Parvex et de Jean-Pierre Fragnière.**

*I. Jean-Claude Favre-Bois.*

*Eodem die et loco ut supra* [voir n° 46, p. 100] a comparu h. Jean-Claude Favre-Bois, bourgeois de Monthey, lequel, après avoir prêté serment, a été interrogé comme suit :

*Ad 1.* — R. : qu'il a entendu dire, après le départ de Jean Vuid, d'un certain complot, sans savoir pourquoi c'était ; que [c'était] Louis Robriquet qui lui en parla le premier et ensuite d'autres. Ce même Robriquet lui a dit qu'on avait battu [Claude-Louis] Delerse parce qu'il avait trahi ceux du complot et que Delerse voulait du mal à lui Robriquet, sans savoir la raison ni contre qui ce complot devait être dirigé.

2. S'il sait si Jean-Claude Torma voulait du bien à M. Galley ou du mal ? — R. : qu'il a ouï que Torma avait fait la paix avec dit M. le châtelain Galley après la diète de Noël proche passé.

3. S'il n'a jamais entendu qu'on ait menacé quelqu'un par ici cette année ? — R. : que non, sinon que Jean [erreur : Claude-Louis] Delerse avait prêté un fusil à Jean Vuid, ne sachant pourquoi.

[4]. S'il sait quelle maison ou sociétés étaient le plus fréquentées par Torma ? — R. : qu'il l'a vu plusieurs fois parler sur la place à l'officier [Pierre] Guillot et Louis Robriquet fils.

*Facta lectura confirmavit.*

*II. Théodore Franc.*

*Eodem contextu* a comparu h. Théodore Franc, bourgeois de Monthey, dûment cité et sermenté, qui a été interrogé comme suit :

*Ad 1.* — R. : qu'il en a entendu, la première fois allant un jour à Bex, vers la mi-août, d'un soldat bernois, d'un complot formé contre l'Abbaye de St-Maurice, lequel lui a dit que si cela réussissait qu'il ne serait pas si mauvais, que leur argent ne servait de rien sans cela ; sur quoi déposant lui avait répliqué que ce serait volé ; l'autre répondait que non.

2. S'il n'a pas d'autre connaissance de quelques menaces, complots ou de quelques mauvais sujets par ce gouvernement ? — R. : qu'il a entendu parler à des gens de Colombay, chez lui, en discourant, des menaces entre ceux de Monthey et Colombay, que ce n'était pas juste que ceux de Monthey mangent ceux de Colombay, qu'ils trouveraient bien du secours.

3. S'il connaît Jean-Claude Torma et s'il ne sait rien sur son compte ?

— R. : qu'il le connaît et en a entendu parler différemment sur son compte, les uns disant qu'il était bon pour faire des complots et commencer des disputes, ainsi que Jean Vuid.

4. S'il a connaissance qu'on ait commis quelque hostilité envers M. le châtelain Galley? — R. : qu'oui, que le même soir où les gens de Monthey chassèrent, on s'était rassemblé pour donner la chasse à ceux de Monthey. Il a été averti par une fille [Marie-Péronne] de Jean Martin, officier, qu'il devait se passer un bruit ce soir-là, lui déposant se trouvant ici à Monthey pour vendre de la marchandise, et que le lendemain il apprit qu'on avait cassé les fenêtres audit M. le châtelain Galley.

Relu et confirmé.

### III. *Joseph Parvex.*

*Eodem contextu comparuit hon. Joseph Parvey, olim syndicus Montheoli, qui legitime citatus vigore juramenti praestiti deposuit in modum sequentem :*

1. Interrogé s'il a quelque connaissance de quelque complot contre le souverain ou quelques particuliers? — R. : qu'il en a assez ouï dire de part et d'autre, et entre autres par [Claude-Louis] Delerse [voir *Annexe*], \* qui dit au déposant, un jour \*, en revenant de la foire de Martigny, au mois de juin passé, et buvant chez Jean-Carl [Martin] ici, qu'il devait être sur ses gardes ce même soir et prendre garde de ne pas descendre à Muraz, qu'il lui pourrait arriver quelque mal, qu'on avait formé quelque mauvais dessein ; que déposant lui avait répondu qu'il descendrait tout de même, mais qu'il s'armerait et que le premier qui s'aviserait de l'attaquer, il se défendrait comme il pourrait, n'ayant fait du tort à personne.

2. Si ledit Delerse ne s'est pas expliqué plus loin? — R. : pas pour ce moment ; mais l'ayant interrogé une autre fois sur ce complot, il lui dit qu'il y en avait une grande troupe, et déposant lui ayant fait prendre des informations si et pourquoi on lui en voulait, l'autre lui dit après qu'il ne savait pas positivement quel motif ils avaient, qu'ils en voulaient un peu dans différents villages, sans qu'il lui ait dit les noms ni leur dessein.

3. S'il ne sait pas autre chose relativement à ces complots? — R. : que non.

Relu et confirmé.

### *Annexe.*

*Muraz, 4 décembre 1790. — Déclaration du curé Jean-Pierre Turin sur Claude-Louis Delherse.*

J'atteste et fais foi que honnête Claude[-Louis] Delerse, de la paroisse de Monthey, a averti mon neveu Joseph Parvé, les fêtes de Pentecôte, qu'on devait nous venir égorger et que nous devions nous tenir sur nos gardes. Enfin,

nous avons pris nos mesures en conséquence ensuite de cela et a eu la bonté de me dire chez moi de la manière qu'on s'en voulait prendre pour m'attaquer, desquels avertissements je l'ai remercié.

(N° 34, pièce 2.)

#### IV. Jean-Pierre Fragnière.

*Eodem contextu comparuit* Jean-Pierre Franier, habitant à Monthey, dûment cité et sermenté, devant la haute commission, au château gouvernal, le 10 octobre 1791.

Interrogé s'il savait rien des certains complots contre le souverain ou ses supérieurs ou autres ? — R. : qu'il n'en savait rien, sinon que Jean-Claude Torma, il y a cinq ou six semaines, lui avait dit qu'il devait se tenir une assemblée vers les Pentecôtes et que pour lui il ne voulait pas en être.

Relu et confirmé.

(N° 85, pp. 1-3.)

#### Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Barthélemy Dognier.

*Examen sumptum in castellanum* N. [Barthélemy] Dognier de la Vall-dilié, du 10<sup>e</sup> octobre 1791, au château de Monthey.

[1]. Demandé qu'il devait dire tout ce qu'il pourra savoir au sujet de complots ou toute autre chose, — R. : il dit qu'il avait entendu dire que Jean-Joseph Get-Collé, d'Illié, était dans une assemblée dans le canton [de] Berne, dans une cave, avec l'officier [Pierre] Rey, ne sachant pas ce qu'ils avaient fait en agir, mais qu'Antoine Defago pourrait avoir connaissance.

Il dit aussi qu'il avait entendu dire qu'il s'est tenu une assemblée dans la Valldilié, dans laquelle se trouvaient Jean-Claude Defago et Claude-Joseph Avantey, Jean-Maurice Berrot ; le dernier a déjà été examiné [voir n° 2, pp. 17-19], mais pas touchant le prémentionné complot. Que, touchant les affaires de l'automne passé, l'abbé Durier paraissait un peu turbulent et qu'il paraissait être du sentiment à ne vouloir plus de gouverneurs ; qu'ensuite, dans une assemblée tenue à la Vald'Illiez, M. Durier dit qu'on pouvait bien avoir des gouverneurs, mais qu'il fallait leur lier bras et jambes.

Ajoute qu'il a entendu aussi des propos un peu libres tendant à inspirer de la révolte dans une autre assemblée ; que M. Devanterey en pourrait donner des indices, ainsi que MM. le châtelain [Joseph] Rabot et le lieutenant [Hyacinthe] du Bosson.

[2]. Interrogé s'il a quelque connaissance de l'insulte arrivée au vicaire de

Val d'Illiez [l'abbé Clément] ? — R. : qu'il a entendu dire que Jean-Joseph Gex-Collet, frère de l'officier [Dominique], y était, de même que Jean-Maurice Rey et Pierre Rey, l'officier.

Il dit que Emmanuel Bovard, de Vald'Illiez, et Jérôme Geneivre et Jean-Baptiste Meilleret, de Champéry, ont été invités à une assemblée par l'officier Pierre Rey, à ce que déposant a ouï dire.

Dit Jérôme Geneivre pourrait avoir des connaissances sur le vol fait à N. [Pierre] Medico.

Dit encore déposant qu'étant allé une fois à une foire de Vevey et se trouvant à Ville Neuve, il trouva un Savoyard qui vendait de la terraille, qui lui dit qu'il avait une fois déposé ici dans un endroit à Monthey un paquet de mouchoirs de soie, lesquels ayant laissé un peu de temps là, il s'en alla ailleurs ; étant revenu, il ne trouva plus son paquet. Pierre Medico lui dit après que Pierre Rey-Borrachon les avait pris. La femme du susdit Savoyard s'étant transportée chez ce Pierre Rey demandait feignant de vouloir acheter des mouchoirs ; sur quoi la femme de Pierre Rey répondit que son mari en avait un paquet, et, les ayant fait voir, l'autre femme reconnut que c'était les mêmes mouchoirs que son mari avait perdus à Monthey.

Relu et confirmé.

(N° 12, pp. 1-2.)

#### 49

#### Val-d'Illiez, 10 octobre 1791. — Déclaration de Barthélemy Dognier.

Je soussigné déclare, en vertu du serment de mon office, que dans une conférence entre un nombre de personnes, tenue à Troistorrens d'abord après la Bagarre pour pacifier les choses, Pierre Rey-Borrachon blâma et reprit M. le capitaine Devantery d'avoir écrit dans le Haut-Vallais à l'insu du gouvernement et lui dit entre autres d'un ton impérieux : « Nous ne voulons plus absolument que vous écriviez par là-haut sans en faire part aux préposés » ; et lui dit d'aller peser la munition au Vald'Illiez ; à quoi M. Devantery répondit que la lettre qu'il avait écrite ne regardait que les affaires de M. Chiner et ne voulut pas aller peser la munition, lui disant qu'il n'était ni ne serait jamais chef de révolte ; et cela en présence de M. le surveillant [l'abbé Bruttin], du châtelain [Joseph] Raboud, du lieutenant [Hyacinthe] du Bosson et de plusieurs charge-ayants de Troistorrens et de quelques personnes du Vald'Illiez. Que, dans une assemblée des chefs de familles à la Vallée d'Illiez, il proposa d'ordonner que chacun eut cent coups à tirer et de faire peser la munition le dimanche suivant et que, quoique l'assemblée n'en fût pas restée d'accord, il l'ordonna de son chef dans les publications ordinaires. De plus, il ne voulait pas qu'on envoyât des députés auprès du souverain, disant qu'on y était déjà trop allé, que c'était à son tour de venir et qu'il fallait que quelques seigneurs



vinssent à St-Maurice ; et tenait d'autres propos séditieux, dont beaucoup de personnes pourraient se rappeler et entre autres Jean-Joseph Es-Borrat, Joseph-Antoine et Claude Durier, Jean-Louis et Claude-Antoine Marietan, Claude-Antoine Calliet-Boy, tous du Vald'Illiez ; Pierre-Maurice Avantay, Joseph-Antoine Fert, Jean-Louis à feu Barthélemy Grenon, etc., de Champéry.

Finalement, je déclare que Jean-Joseph et Antoine Rey-Borrachon m'ont paru avoir des propos tendant à la révolte, mais ne me ressouvenant pas assez de leurs expressions. Les ci-dessus nommés pourraient être examinés là-dessus ou du moins quelques-uns d'eux, de même que sur ce qui concerne l'abbé Durier, excepté Joseph-Antoine et Claude Durier, car ils en sauront plus que M. Devantery, qui ne n'est pas trouvé aux assemblées du Vald'Illiez.

N. B. Si la souveraine commission avait besoin de plus amples preuves touchant le vol fait à Pierre Medico, elle pourrait faire faire déposer la vérité à madame Culoz, de Morillon et la veuve de François Besson, de Chatillon, qui ont acheté de la marchandise dudit vol, et Pierre-Maurice Rey-Rapas, de Champéry, demeurant à Samoins, qui les a vus passer avec un cheval rouge portant la marchandise. Pierre-Maurice Fert saura quelque chose de l'attaque à la maison de M. le vicaire [Clément].

Si la haute commission avait besoin d'ultérieures preuves touchant ce que Pierre Rey-Borrachon proposait de faire dans ses projets, elle pourrait examiner Antoine Defagoz, du Vald'Illiez ; et touchant le vol de la boutique de feu Pierre Medico, Jérôme Geneivroz, de Champéry, qui saurait encore quelque chose sur les complots, ayant été invité par Manuel Rey-Borrachon.

Il faut que les prisonniers qui sont à Sion soient bien gardés, etc., car ledit Pierre Rey proposait, il y a quelque temps, [de délivrer] un prêtre [l'abbé Durier] qui était détenu à Sion de vive force, et d'autres pourraient former le même dessein.

M. le châtelain de la Val d'Illiez [Barthélemy Dognier] doit encore examiner Emmanuel Bovard, qui a dit à Marie-Louise Marclay, en veillant chez elle, qu'on était venu un soir le demander vers la minuit pour être du complot.

(N° 91. — Daté d'après les interrogatoires de Marie-Louise Marclay, n° 30, IV, et de Pierre-Maurice Fert, n° 58, V.)

#### **Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Marie-Péronne Martin.**

*Eodem contextu* [voir n° 48, p. 104] a comparu Marie-Péronne, fille de Jean Martin, cabaretier et officier à Monthey, laquelle, en vertu de son serment, a déposé comme suit :

1. Interrogée si elle a quelque connaissance qu'on ait cassé les fenêtres de M. le châtelain Galley, et par qui ? — R. : qu'elle le sait par ouï-dire, qu'on croyait que c'était [Maurice] le fils de Pierre Franc, de Colombay, et [Christian] le fils de Christian Riondet, du même lieu.

2. Si elle n'a pas entendu autre chose relatif à cela ? — R. : que non.

3. Si elle n'a jamais entendu parler d'un complot ? — R. : que non.

4. Si elle connaît Jean-Claude Torma et s'il ne fréquentait pas leur maison ? — R. : qu'oui, et qu'il ne venait pas bien souvent, et ne sachant pas avec qui.

5. Si elle connaît maître Louis Robriquet le fils, et s'il fréquentait leur auberge ? — R. : *ad primum* qu'oui, *ad secundum* pas souvent.

Relu et confirmé.

(N° 12, p. 2.)

## 51

### Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Claude-Joseph Avanthey.

*Eodem contextu* fut constitué Claude-Joseph Avantey, de Vald'Illiez, qui sans serment fut interrogé comme suit :

1. Interrogé s'il a des ennemis connus ? — R. : négative, à ce qu'il croit.

2. S'il a quelque connaissance de quelque désordre arrivé cette année ? — R. : quelque peu, pas grand-chose.

3. Et lesquels ? — R. : qu'il a été dans les compagnies de l'officier [Pierre] Rey, qui l'avait invité déjà l'année passée, vers la Chandeleur, de venir entendre lire des livres, où il s'est trouvé avec Claude Thoma et Jean-Claude Defago et son beau-frère Caspar Thoma demeurant à Verossa et d'autres, mais qu'il n'en a pas compris grand-chose par la lecture de ce livre faite par l'officier Pierre Rey, disant qu'il venait de la France et que Jean-Joseph Rey son frère avait dit : « Cela ne vaut rien », parlant du livre ; que cette entrevue n'avait pas duré longtemps.

4. S'il n'a point de connaissance de quelques personnes suspectes ou dangereuses ? — R. : ignorative.

5. S'il n'a connaissance du complot contre M. le vicaire Clement ? — R. : qu'il sait bien que ce complot est réel et qu'il s'en est fait un, mais qu'il n'en a point été et qu'il ne sait pas qui en était, mais que Jean-Claude Avantey pourrait savoir quelque chose, puisque les comploteurs avaient bu chez lui, comme il a dit au déposant, comme il croyait qu'ils étaient les mêmes.

Relu et confirmé.

(N° 5.)

**Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Joseph Durier.**

Par-devant la commission souveraine, à Monthey, fut constitué criminellement Jean-Joseph Durier, dit le Borgne, qui a été interrogé comme suit, lequel a d'abord déclaré son nom ci-dessus marqué :

1. Interrogé s'il sait pourquoi il est constitué ici ? — R. : ignorative.
2. S'il a des ennemis à Monthey ? — R. : qu'il ne manquera pas d'en avoir, puisque tout le monde en a, mais qu'il croit s'être attiré la haine du sieur Narcisse Pignat, au sujet d'un procès eu avec lui, et aussi il craint le châtelain Galley et les deux frères [Emmanuel et Joseph-Hubert] Franc, à cause que lui enquis était un peu fier, et qu'il a entendu dire que le syndic [Jean] Barlatey s'était plaint que lui enquis devait lui avoir donné un coup avec un pot ; qu'il ne croit pas avoir d'autres ennemis que ceux-là.
3. Où il était le [8 septembre 1790], jour de l'expulsion de M. le gouverneur Schiner ? — R. : ici, à Monthey, qu'il a vu passer dit M. le gouverneur sur la place, devant la maison \* de l'officier \* gouvernal [Jean-Joseph] Defonté, où lui se trouvait.
4. S'il a resté là tout le long ? — R. : qu'il est allé après une grande foule de monde chez M. le châtelain Galley et qu'il y est entré pour voir ce qu'on allait faire et y a vu le Gros-Bellet dans la chambre de madame la châtelaine [Marie-Pétronille] Galley qui la prit par un bras et que lui enquis l'a averti de laisser cette dame, disant : « Ce n'est pas à elle que tu en veux, je crois » ; l'autre répondit : « Tu as raison », et la laissa du coup. Que pour lui, il n'y a rien fait et est sorti après cela le dernier, laissant dans la chambre madame la châtelaine, M. [Pierre-François] Dominso et Narcisse Pignat, qui tenait madame assise et pleurante.
5. Si ce même jour il n'a pas vu Jean-Claude Torma ? — R. : négative. Il dit que, dans la chambre de M. le châtelain Galley, il a vu Rey-Bellet et Louis Rey.
6. S'il a connaissance du nouveau code et s'il n'en a jamais parlé ? — R. : négative.
7. S'il sait qu'on ait cassé des fenêtres ici à Monthey ? — R. : qu'il sait qu'on a cassé les fenêtres à M. Galley par deux fois, et deux ou trois fois à M. [Joseph-Emmanuel] Franc dit l'Américain, sans savoir qui et quel jour.
8. S'il connaît Joseph, fils de Jean Franc, de Colombey ? — R. : qu'oui, qu'il est son voisin et le voit presque tous les jours.
9. S'ils n'ont jamais tenu des discours ensemble sur le châtelain Galley ? — R. : ignorative.
10. Depuis quand il connaît Jean-Claude Torma ? — R. : depuis qu'il a

été au régiment, qui est environ vingt-deux ou vingt-trois ans, et qu'il a été même au régiment Decourten avec lui.

11. S'il connaît le mot « taquot » ? — R. : qu'on appelle par ici de ce nom le Pays d'Enhaut.

12. Quels sont les sociétés ou amis qu'il fréquente le plus ? — R. : ses voisins communément, et que les jours de fêtes et dimanches, il va ordinairement au jeu de quilles, où il gage sans jouer. Ses voisins sont Joseph Franc, Michel Vanney, Nicolas Collet, et Joseph-Antoine Jeandet et Guillaume Crepin.

13. S'il n'a jamais eu d'animosité contre M. Galley ? — R. : que non, ni bien ni mal.

14. S'il n'a jamais ni su ni entendu dire qu'on ait voulu faire du tort à M. le vicaire Clement ? — R. : qu'il a entendu dire qu'on voulut lui faire peur et l'avertir qu'il se tienne tranquille et qu'il ne cherche à perdre les Rey, sans qu'on lui ait voulu faire du mal.

15. Quelles gens étaient donc ces Rey, qu'est-ce qu'ils pouvaient avoir contre M. Clement ? — R. : qu'il ne sait pas ce qu'ils pouvaient avoir contre lui ou lui contre eux.

16. S'il les a fréquentés, ces Rey ? — R. : qu'oui, mais pas souvent. Il avoue aussi avoir été à la compagnie de ceux qui voulurent faire peur au susdit vicaire, ayant été sollicité par Pierre Rey ici à Monthey, au printemps dernier, l'invitant à aller boire et lui racontant que M. le vicaire travaillait toujours contre lui, et qu'ils voulaient s'assembler une dizaine qui voudraient le chasser, \* parlant même de prendre des armes \* ; sur quoi enquis avait répondu qu'il ne fallait pas s'y prendre de cette façon. Que Jean-Louis Durier, son frère, y était aussi lorsqu'en buvant ensemble on fit la proposition ; que de la place, ils sont allés boire dans la Maison jaune, à ce qu'il croit, ou chez l'officier Defonté ; que les trois, savoir Pierre Rey, lui enquis et son frère Jean-Louis, sont entrés seuls ; puis sont survenus l'abbé Durier son frère, Jean-Claude Defago, et il doute si Emmanuel Rey, frère de l'officier, y est aussi venu ; qu'ils y ont bu deux ou un pot.

17. Quels propos s'y sont tenus ? — R. : qu'on y a parlé d'aller faire peur au vicaire Clement ; que les Rey avaient voulu le chasser du vicariat, mais que les trois frères Durier ont dit qu'il ne fallait point lui faire du tort, mais seulement un avertissement, mais qu'il ne fallait pas être connu. Sur cela on était tous contents de l'aller avertir, ce qui fut la conclusion, savoir de lui dire \* de se tenir tranquille \*, étant convenus d'y aller du soir lui dire comme a été dit ci-dessus.

[17<sup>bis</sup>]. Si on lui a fait cet avertissement ? — R. : qu'étant convenus du soir où l'on devait y aller, lui enquis aurait trouvé son frère Jean-Louis dans une vigne et lui aurait demandé s'il voulait y aller ; l'autre répondit que non ; lui enquis aurait dit : « Pour moi, je veux y aller. » Que l'ayant quitté, il aurait continué son chemin et serait allé en Bouzeliéula vers le pont, où il entra chez Jean-Claude Defago, y a attendu un moment, parce que c'était

encore trop tôt, qu'ils étaient convenus pour huit heures. Ensuite, ils montèrent en haut tous les deux ; arrivés là, ils y rencontrèrent, derrière l'église, Ant[oine] et Emmanuel Rey, frères de l'officier, et encore un certain [Jean-Louis] Borra, qu'il croit être le fils de Jean-Claude Borrat, auxquels ils auraient demandé où était Pierre. Alors déposant et Jean-Claude \* Defago \* seraient allés voir à sa maison où, n'ayant trouvé que sa femme [Anne-Marie Thomas], celle-ci leur dit qu'il se trouvait déjà à la maison du rendez-vous, qui est une vieille maison derrière l'église, point habitée alors ; qu'ils l'ont trouvé là avec Jean-Claude Avantey, devant la porte de la grange, qui avaient une bouteille d'environ sept à huit pots pleine de vin ; qu'ils auraient demandé où étaient donc les autres Rey. Et après avoir attendu là une heure, Jean-Maurice Rey était venu, et une demi-heure après, deux enfants (un garçon [Joseph-Antoine] et une fille [Cécile]) de Jean-Claude Defago vinrent aussi à cette maison. Ayant attendu encore un moment et voyant que les deux frères Ant[oine] et Emman[uel] Rey, ainsi que cet autre Borra, ne voulaient point venir, ils se dirent entre eux : « Parions qu'ils nous vont trahir » ; Pierre Rey disait : « Ils nous ont vendus, pour sûr, allons-nous-en seulement. » De là ils sont allés à la maison de Jean-Claude Avantey, où ils ont bu le susdit vin que Pierre Rey tenait dans une bouteille, et y ont joué aux cartes presque jusqu'au jour. Qu'après le déposant ayant payé sa part pour le vin, ainsi que Jean-Maurice Rey et Jean-Claude Defago, ils se retirèrent chacun chez soi ; que lui enquis est descendu avec Jean-Maurice Rey jusqu'à Monthey. Du depuis, ils ne se seraient jamais plus reparlé.

18. S'il ne s'est jamais trouvé dans d'autres occasions avec les Rey ?

— R. : ignorative, qu'il ne se souvient absolument pas.

19. S'il n'a pas connaissance qu'on ait cassé ici d'autres fenêtres que celles de M. le châtelain Galley, et en quel temps ? — R. : qu'il a entendu dire qu'on avait aussi cassé celles d'Hubert Franc, qu'il croit que ce fut cet été dernier et qu'il croit avoir raconté à Joseph Franc, son voisin, qu'on disait cela, le lendemain.

Il se rappelle qu'un soir allant à la maison, il fut rattrapé par le cordonnier Jean Vuidt et Barth[élemy] Torma qui s'en allaient riant, et Jean Vuidt dit : \* « Ah ! foutre (c'est la propre parole) » ; j'ai fait crier le lieutenant [Emmanuel] Franc qui disait : « Attends, jean-fout[re], je m'en vais te tirer » un coup de fusil ! »

20. D'où il venait ce soir ? — R. : qu'il avait été avec eux chez l'officier [Jean] Martin, où ils avaient bu ensemble, s'y étant rencontré là, d'où il s'en alla à la maison avant eux, les ayant quittés là.

21. Où il aurait été dans l'intervalle, après qu'il les a quittés et jusqu'à ce qu'ils l'ont rejoint ? et combien de temps cela aurait été ? — R. : ignorative, qu'il les a quittés entre jour et nuit.

22. De qui il aurait été vu quand il les a quittés ? — R. : ignorative.

23. S'il sait où est Jean Vuidt actuellement ? — R. : que non.

24. S'il n'a jamais tenu des propos sur l'arrivée des troupes du Haut-Vallais ?

— R. : qu'il ne s'en rappelle pas ; qu'il peut bien avoir dit, et à ce qu'il croit à Joseph-Ant[oine] Jeandet : « A présent, il faut pourtant croire qu'ils viennent », lorsqu'ils étaient déjà arrivés, puisque la plupart de monde ne croyaient pas qu'ils descendraient.

25. S'il a été à Sion et quand ? — R. : qu'oui, cet automne ; qu'il a été chez monseigneur l'évêque [Blatter] et chez M. le chanoine [Xavier] Preux et chez M. le recteur [Innocent] Chapelet et chez les cap[ucins].

Sommé de dire pourquoi et ce qu'il y aurait parlé ? — R. : qu'il n'avait parlé que trop, s'étant servi de faussetés et de mensonges, auprès de M. le chanoine Preux, lui disant que tout était en désordre par là, qu'on voulait avoir son frère [l'abbé Durier], du déposant, par force, quoi qu'il en coûte, qu'il y avait un complot de cent soixante personnes qui voulaient l'aller prendre, et qu'il s'était servi de ce mensonge à cause que Monseigneur lui avait dit que ni or ni argent ne servirait de rien, qu'il ne reverrait son frère jamais plus, et qu'il avait fait cela uniquement pour tirer de l'embarras son frère, afin qu'il ne fît point de déshonneur à la famille, disant qu'il serait prêt à tout payer et tout sacrifier à cause de son état. Il ajoute qu'il n'aurait trouvé que deux hommes prêts à aller avec lui pour sauver son frère, savoir Jean Vuid et Louis Robriquet fils, qui lui dirent de laisser faire son frère, qu'ils l'en tireraient assez, mais que lui les aurait dissuadés de cela.

26. S'il n'a point aussi parlé auprès de Sa Grandeur Illustrissime et M. le chanoine Preux contre M. le gouverneur [Pierre-Antoine] Preux ?

— R. : qu'il a dit, à ce qu'il croit, à M. le chanoine Preux et à Monseigneur, que le seigneur gouverneur de Monthey, le surveillant de Troitorrents [l'abbé Bruttin] périraient les premiers, si on faisait quelque chose à son frère ; que le seigneur gouverneur était là-bas et son frère l'abbé là-haut, mais qu'il ne serait rien arrivé au seigneur gouverneur pour cela, qu'il n'avait dit cela que pour sauver son frère.

27. Si à son retour du Haut-Vallais, il n'aurait point tenu des discours indécents contre ledit Haut-Vallais et quels ? — R. : avoir dit qu'il a délivré son frère, s'étant servi de tels raisons et propos à pouvoir le délivrer, qu'il l'a dit à M. le curé d'ici [Pierre Landry].

[28]. Qui étaient avec lui en montant là-haut ? et combien de fois il est monté ? — R. : qu'il est monté trois ou quatre fois, et que la première son frère [erreur : cousin] Jean-Claude est monté avec lui ; les trois autres fois il est monté seul, qu'il était seul lorsqu'il a tenu ces propos aux prédits illustres seigneurs, que c'était la troisième fois, à ce qu'il croit.

**Charges contre l'abbé Claude-Joseph Durier et  
décision de la haute commission.**

Du 10<sup>e</sup> octobre 1791, *pagina prima* [voir n° 48, p. 104], témoin le châtelain Dognier dit que, touchant les affaires de l'automne passé, l'abbé Durier paraissait un peu turbulent et qu'il paraissait d'être du sentiment à ne vouloir plus des gouverneurs. Qu'ensuite, dans une assemblée tenue à la Vallée d'Illies, M. Durier dit qu'on pouvait bien avoir des gouverneurs, mais qu'il fallait leur lier bras et jambes.

Du 10<sup>e</sup> octobre, Jean-Joseph Durier, dans son premier constitut criminel [voir n° 52, p. 109], dit *spon*te que son frère l'abbé s'est aussi trouvé dans une assemblée tenue à Monthey, dans la Maison jaune ou chez l'officier Defonté, environ entre six, dans laquelle il fut proposé d'aller faire un avertissement (*comme déposant s'est énoncé*) au vicaire Clement, de la Valdilliez, ou de lui faire peur incognito, et qu'il fut aussi de cet avis.

*Dieweilen diser ein geistlicher ist, so hat man denselben zur gebührenden Straff, oder Correction zu ziehen Ihro hochfürstlich Gnaden [Blatter] wollen überlassen haben.*

(N° 39, p. 1.)

**Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean Claret et de  
Jean-Joseph Gex-Collet.**

*I. Jean Claret.*

Du 10<sup>e</sup> octobre 1791, au château de Monthay, par-devant la commission souveraine, a été cité et assermenté spectacle Jean Claret, châtelain de Choëx, interrogé comme suit :

1. Interrogé quelle connaissance il pourrait avoir des désordres arrivés depuis un an céans ? — R. : qu'il a entendu et vu des fenêtres cassées de leurs Messieurs. Qu'il a entendu par un de Collombay que Jean Vite aurait dit en partant : « Nous sommes au nombre 68 », autant qu'il se rappelle, « je m'en fous, je pars », et qu'il est parti du coup.

2. Quelles fenêtres avez-vous vues cassées ? — R. : celles de son voisin [Joseph-Hubert] Franc, celles du frère [Emmanuel] d'icelui, le lieut[enant], et celles du châ[elain] Gallay, à lui et au recteur [Greva] ; que celles des frères Franc et châ[elain] Gallay ont été cassées par réitération.



3. S'il a quelque connaissance des auteurs de ces faits ? — R. : négative, sauf qu'on soupçonnait, comme il a ouï dire, que Hubert Franc pour ses fenêtres soupçonnait les frères Jean-Claude, Benjamin, Jean-Michel Planche, des Neyres, qu'il ne le sait que par ouï-dire des autres, et qu'il croit que le châ[elain] Gallay soupçonnait Jean-Claude Torma.

4. S'il n'a ouï parler d'un complot contre l'Abbaye de S.-Maurice ? — R. : oui, mais vaguement, qu'il y a longtemps qu'on a dit qu'on voulait aller à l'Abbaye et en plusieurs maisons voler, piller il ne sait quoi.

5. Connaissez-vous point de personnes dangereuses au repos public de ce gouvernement ? — R. : qu'on a bien crié contre Jean-Claude Torma comme d'un sujet dangereux et plusieurs autres sans les nommer. Qu'il n'a su de certain complot qu'aujourd'hui, qu'il a appris aujourd'hui dans son verger de sa fille disant que c'était la nièce de M. le curé de Choex [Nicolas Tronchet] ; qu'il y avait un cahier de plus de deux cents inscrits, que l'officier Pierre Rey l'avait porté pour le faire signer chez l'officier de Verraussaz, qu'on l'avait porté à l'Abbaye et que ces Messieurs de l'Abbaye l'avaient fait voir au curé de Choex, et que l'officier [Jean-Joseph] de Fonte lui a aussi dit à présent que quand il est allé pour citer, l'officier Pierre Rey aurait dit : « Je suis perdu. » Qu'on dit bien qu'il y a des gens de Collombay qui font tapage. Déclare qu'il ne connaît point de personnes dangereuses au repos public.

6. S'il sait quelle compagnie fréquente Jean-Claude Torma ? — R. : l'officier [Pierre] Guillot, qu'il parle souvent avec lui ; on disait encore avec maître Louis Robriquet, tailleur.

7. Qu'il déclare le sujet qui l'a menacé ? — R. : que c'est un des ressortissants de l'Abbaye, qu'il l'a fait paraître et qu'il l'a pardonné. Déclare finalement que c'est Jean-Michel Chappex, de Choex, mais que du depuis il ne lui a plus rien dit.

Vu l'ignorance du déposant et l'indifférence de sa déposition aux intentions de la haute commission, lecture ne lui a pas été faite, mais on lui a enjoint de s'informer de l'évasion de Jean-Claude Torma.

## II. Jean-Joseph Gex-Collet.

*Eodem contextu* fut constitué Jean-Joseph Gex-Collet, d'Illicz, interrogé sans serment comme suit :

1. Interrogé : « Avez-vous des ennemis connus dans votre paroisse ? »

— R. : négative.

2. S'il n'a connaissance d'aucun désordre arrivé en Valdilliez cette année ?

— R. : négative.

3. N'avez-vous rien su ou appris qu'on ait chagriné M. [l'abbé] Clement ?

— R. : qu'il a ouï dire, sur la place d'Illicz, qu'on avait dû faire tapage chez M. le vicaire Clement, qu'on avait été chez lui pour épouvanter la servante, lui étant alors à Sion, qu'on avait crié à M. Clement de sortir, qu'on avait frappé à sa porte, que personne n'ayant répondu on avait crié au bas des fenêtres ;



que ce devaient être l'officier Pierre et son frère Antoine Rey, qu'on a dû dire que lui déposant avait été avec eux, mais que cela était faux, qu'ils l'ont invité d'aller veiller chez eux, qu'il a été après ; qu'il était à peu près onze heures quand il s'est retiré à la maison.

4. Savez-vous pourquoi on voulait faire ce tapage à M. Clement ?

— R. : qu'il n'en sait rien.

5. S'il connaît particulièrement Pierre Rey ? — R. : qu'il a soigné son procès et fait quelques petites pièces, qu'il l'avait invité cet automne plus de quinze fois, qu'il lui a dit d'inviter ces Messieurs de Monthay de monter chez lui.

6. S'il ne lui a point communiqué de projet ? — R. : qu'il l'a appelé chez lui, en disant que tout le monde cherchait à l'écraser, qu'il fallait inviter ces Messieurs de Monthay, qu'il donnait un prix de miel.

7. Où il a passé le carnaval ? — R. : dans sa maison tous les jours du carnaval, que Maurice Gex était aussi avec lui.

8. Avez-vous des connaissances du côté de Bex ? — R. : négative, sauf le fondeur des boucles et l'armurier Parlier qui lui avait fait un fusil et monté une chasse, et maître Cherrit.

9. Quand il y avait été la dernière fois ? — R. : les fêtes d'août, avec Jean-Baptiste Vieux et Jean-Louis Caillet.

10. Ne connaissez-vous point de personnes dangereuses au repos public dans votre paroisse ? — R. : qu'il a appris seulement samedi que ceux qui sont pris voulaient faire le complot de tout tuer.

11. Ceux qui sont pris, les croyez-vous capables de pareil complot ?

— R. : qu'il croit bien qu'ils sont assez bons pour cela.

12. Par quel sujet ? — R. : que Jean Vite lui a dit dans le cabaret de Val-d'Illiez, ainsi que Louis Robriquet le fils, d'aller goûter avec eux chez Jean-Louis Borrat, qu'il avait du vin et tout ce qu'il fallait, qu'il y avait peu de bons cœurs par ici, qu'ils étaient meilleurs par là-bas ; qu'ils venaient de Champéry et disaient : « Si tous étaient comme Borrat, on ferait assez » ; que s'il voulait venir, ils lui parleraient ; mais le déposant n'ayant voulu aller, ils n'avaient plus rien dit et se disaient entre eux de ne plus rien parler en sa présence. Que Jean Vite avertissait l'autre en chantant de ne plus rien dire en présence du déposant ; celui-ci disait : « Non, il n'en a pas besoin. » Qu'alors Robriquet dit à Vite que le déposant avait compris sa chanson et qu'ils sont partis dans le moment.

13. Savez-vous si lesdits Vite et Rey avaient des associés et lesquels ?

— R. : ignorative. *Addit* qu'il a ouï parler d'un complot contre l'Abbaye de S.-Maurice, qu'on nommait les Rey et de ceux du côté de Bex.

*Cum juramentum non presterit sine lectura fuit dimissus.*

**Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Premand.**

Par-devant le très illustre et très magnifique seigneur gouverneur Pierre-Ant[oine] Preux a comparu h. Pierre Premand, de Troistorrents, lequel, dûment cité et assermenté, fut interrogé comme suit :

1. Interrogé si le dernier jour de la St-Michel [29 septembre 1791], il n'a pas eu chez lui un certain [Antoine] Rouillez, qui a servi dans la compagnie de Mayr et un Pierre Barlathey ? — R. : qu'il ne se rappelle pas dudit Rouillet, mais bien de l'autre ; d'avoir été à une fête ou dimanche chez lui déposant.

2. S'il ne se rappelle pas qu'on ait tenu des propos dans sa maison contre le seigneur gouverneur ? — R. : qu'il a entendu que ledit Rouillet disait : « Nous nous foutons du syndic [Jean] Barlatey », mais qu'il ne croit pas avoir entendu de semblables propos contre le seigneur gouverneur. Il croit que Jean-Jos[eph] Mettiaz, qui était plus proche, pourrait mieux l'avoir entendu.

Relu et confirmé.

(N° 36, p. 62.)

**Charges contre Antoine Rouiller et décision de la haute commission.**

Roulier, qui a servi dans la compagnie de M. Meyer. Page 47 [voir n° 34, p. 77], témoin Pierre Barlatey, de Monthey, dit qu'étant au cabaret à Trois Torrents, chez Pierre Premont, le jour de la St-Michel, etc., un nommé Rouillier, qui a servi dans la compagnie de M. Meyer, lui dit en l'embrassant : « Tu diras à ton frère [Jean] le syndic et au gouverneur que nous nous en foutons. » Il ajouta : « On dit que les Monney, mes parents, sont appelés, mais si cela est, nous nous trouverons. » Il y avait là Pierre Premont, un Donnet, frère de Baptiste, et un autre dont il ne sait pas le nom.

*Vide* page 62 [voir n° 55 ci-dessus], où on dépose le contraire.

*Dises ist nicht probiert, dieweilen Pierre Premant so da gegenwärtig gewesen, das widerspihl sagt.*

(N° 82.)

**Vouvry, 10 octobre 1791. — Autre déposition de Jean Delseth  
contre Michel Rouillier.**

En date du 10<sup>e</sup> d'octobre 1791, il [Jean Delzet] a ajouté que le prédit [Michel] Rouillier [voir n° 43, p. 94], en temps et lieux, comme il avait déjà dit, avait encore ajouté à son discours ci-dessus allégué : « Qu'on est des fous, on devrait s'entreparder tous, et lorsque toutes ces perruques sont assemblées en diète à Sion, on devrait leur couper la tête à tous » ; que l'épouse du déposant avait été présente lorsque ledit Rouillier prononçait lesdits propos.

(N° 63.)

**Monthey, 11 octobre 1791. — Interrogatoire d'Antoine Défago,  
de Jérôme Geneivroz, de Jean-Baptiste Meilleret, d'Emmanuel Bovard,  
de Pierre-Maurice Fert, de Pierre Du Fay, de Hyacinthe Dubosson,  
de François Lange, de Jean-Claude Bollut (1<sup>er</sup>), de Jean-Baptiste Donnet  
et de Jean-Claude Berrut.**

*I. Antoine Défago.*

Le 11<sup>e</sup> octobre 1791, au château de Monthay, par-devant la commission souveraine, fut cité, constitué, assermenté et interrogé Antoine Defago, d'Illiez.

1. Interrogé : « Connaissez-vous Pierre Rey-Borrachon ? » — R. : affirmative.
2. Etes-vous lié d'amitié avec lui ? — R. : oui, qu'ils étaient bien amis, qu'ils n'ont jamais été fâchés ensemble.
3. N'avez-vous jamais aperçu qu'il tramait quelque complot ? — R. : non, sauf une fois, qu'il lui en avait parlé qu'ils avaient fait un complot, qu'ils s'étaient assemblés dans une cave à Bex. Que lui déposant l'ayant interrogé quel complot, qu'il aurait répondu qu'ils avaient envie de détruire le châtelain, de mettre bas la tête. Que lui déposant entendait par là [Barthélemy Dognier] le châtelain de la Valdilliez et qu'il a dit qu'il n'y a pas un qui soit mécontent du châtelain de la Valdilliez. Que Pierre Rey lui a répondu qu'il n'en savait rien, n'ayant pas été audit complot.
4. Quand et où Rey aurait dit cela ? — R. : dans sa maison (de Rey), environ quatre à cinq jours avant la foire du 27 septembre tenable en Vald'Illiez.

5. Que vous a-t-il dit de plus ? — R. : plus rien. Ajoute qu'il lui avait encore dit : « Ils diront peut-être bien que j'ai commencé cette affaire, mais je n'y étais pas. »

6. S'il croit Pierre Rey capable à faire des complots pareils ? — R. : qu'il ne peut le dire, qu'on ne connaît pas le monde.

7. S'il sait quelque autre personne qui pourrait avoir connaissance du même complot ? — R. : ignorative, sauf ceux qui sont cités et descendus avec lui, qui lui en avaient parlé quelque peu.

8. Qu'est-ce qu'ils lui auraient dit ? — R. : qu'ils lui ont dit que Pierre Rey, Emmanuel et Antoine avaient envie de faire un complot.

9. N'avez-vous jamais aperçu que des gens de Bex allaient voir ledit Pierre Rey ? — R. : négative.

10. S'il n'a jamais aperçu qu'on tenait des assemblées chez Pierre Rey ? — R. : négative.

11. Savez-vous si l'on est fâché en la Valdilliez de ce que Pierre Rey est aux arrêts ? — R. : qu'on dit que bonne justice soit faite, mais qu'il n'a pas parlé avec beaucoup de monde.

12. S'il sait dans quelle cave on a tenu cette assemblée à Bex et qui y était ? — R. : qu'il lui a dit qu'il y en avait de toutes les paroisses.

13. Connaissez-vous quelque personne suspecte ou dangereuse au repos public ? — R. : qu'il n'en connaît point.

14. Connaissez-vous l'affront arrivé à M. le vicaire Clement ? — R. : négative.

Ayant fait lecture au déposant, il se déclare, sur sa réponse au troisième interrogat, que Pierre Rey lui a dit qu'ils avaient envie de détruire les châ[elains] ; et que quant à l'expression *mettre bas la tête*, il ne peut l'assurer sous serment.

Plus interrogé s'il a connaissance d'un vol fait dans la boutique de feu Pierre Medico ? — R. : négative.

*Facta diligenti lectura perstitit et confirmavit.*

## II. Jérôme Geneivroz.

*Eodem contextu* fut constitué Jérôme Geneivraz, de Champéry, assermenté, puis interrogé comme suit :

1. Connaissez-vous Emmanuel Rey-Borrachon ? — R. : oui, qu'ils sont du même village.

2. Etes-vous lié d'amitié avec lui ? — R. : négative.

3. N'avez-vous jamais aperçu qu'il tramait quelque complot ? — R. : oui, qu'une fois lui déposant étant au bureau, il le demandait en particulier et

qu'il lui a dit s'il voulait aller chez son frère Pierre boire un coup, qu'il lui fera plaisir, qu'il y avait là une troupe de bons enfants qui avaient quelque chose à lui communiquer. Que lui déposant a répondu : « Du vin, nous avons encore ici, [Jean-Baptiste] Meilleret (avec lequel il buvait) et moi ; je verrai comme je ferai quand nous aurons achevé notre vin. » Que lui déposant craignant que ce serait rien qui vaille, il s'était esquivé tant vite qu'il a pu et rentré dans sa maison. Que quelques jours après on s'est aperçu que l'on avait tenu un tel complot d'aller à S.-Maurice contre des hommes qui étaient venus de là-haut et s'emparer du trésor de l'Abbaye, comme il croit ; il croit que c'est quelques jours avant la Chandeleur qu'Emmanuel Rey lui a dit cela au bureau.

4. Savez-vous les personnes qui étaient assemblées chez Pierre Rey ?

— R. : qu'il a entendu peu après qu'il devait y avoir Jean-Maurice, fils de Pierre-Maurice Berrod, de la Valdilliez, qui doit avoir accusé et développé le complot, à ce que l'on dit, l'ayant déclaré à sa femme ; qu'on disait encore que tous les frères Rey-Borrachon en étaient ; qu'il y avait encore un certain Defago, nommé Jean-Claude, de la Valdilliez. Que quelque temps après, le déposant a fait sentir au même Jean-Claude Defago de ce qu'il a été dans cette assemblée et que celui-ci aurait répondu qu'on [peut] bien être invité à une mauvaise chose, pourvu ne pas consentir, il ne croyait pas avoir péché.

5. Si Pierre Rey ne lui a jamais parlé de complot ? — R. : non, qu'ils n'étaient pas bien amis.

6. N'avez-vous jamais aperçu que des gens de Bex cherchaient après Pierre Rey ou ses frères ? — R. : non, sauf par entendu dire, qu'ils devaient être associés quelques canailles du côté de Bex pour aller voler à S.-Maurice, s'emparer du trésor ; qu'on disait que Pierre Rey en était le capitaine ; que c'est Jean-Maurice Berrod qui l'a dit à lui déposant ; que le même Berrod lui a dit que tous les frères Rey en étaient ; qu'il y a longtemps que les frères Rey sont suspects chez eux, sauf Jean-Joseph, avec lequel il aurait eu affaire et l'avait toujours trouvé honnête homme.

7. De quoi ils étaient suspects ? — R. : qu'il y a une couple d'années qu'on les soupçonnait d'avoir volé une boutique chez eux, mais que lui déposant ne l'a pas vu ; que c'était la boutique d'un Italien établi chez eux, nommé Pierre Medico, dont le fils [Pierre-Julien] serait encore par ici.

8. S'il a quelque connaissance du vol de cette boutique ? — R. : qu'un marchand, qu'il croit être un des Coste, lui a dit : « La marchandise volée chez vous s'est vendue sur Chattillon, et que c'était pourtant des Vallaisans qui l'ont volée. » Lui déposant demandant s'il les savait, il lui a répondu que c'était un jeune homme qui avait les cheveux coupés un peu courts, et un autre un peu âgé, les cheveux blondins ; que celui-ci était bon enfant pour donner à bon marché ; qu'ils avaient une belle jument rouge ; qu'on avait passé à Samoien avec cette jugement [jument] peu de temps après la vente de la marchandise ; qu'on a dû faire garder cette jument pendant un mois ou trois semaines sur les montagnes de la Savoie. Que le paysan qui la gardait l'a dit lui-même au déposant et qu'il lui a dit de plus que c'était Emmanuel Rey qui la lui avait

donné à garder, et que par là il a douté du vol. Que ledit paysan vit encore, qu'il est établi à Samoien et s'appelle Pierre-Maurice Rey. Que Jean-Pierre Biod, en son vivant cabaretier dans le bourg de Samoien, avait raconté à lui déposant qu'Emmanuel Rey était passé chez lui et [avait] demandé à boire et manger, disant qu'il retournerait dans un moment, qu'il allait chercher ses camarades, qu'ils avaient du sel à débiter et qu'ils retourneraient, mais qu'il ne les a plus perçus.

9. Connaissez-vous point d'autres personnes suspectes ? — R. : qu'il se doute de Jean-Louis, fils de Maurice Grenon, de Champéry, qu'il était bon ami avec Emmanuel Rey et que, de sa souvenance, on l'a toujours soupçonné.

10. S'il a connaissance de l'affront arrivé à M. le vicaire Clement ? — R. : qu'il a entendu dire que M. Clement devait être descendu ici à Monthay, pour développer le complot contre l'Abbaye, et qu'après cela on était allé jeter des pierres par ses vitres ; que le monde se doutait que c'était les Rey-Borrachon.

11. Est-on fâché en la Vald'Illiez de l'arrestation des Rey ? — R. : que non ; que même Jean-Maurice Marclay, leur premier cousin, avait dit à lui déposant : « Ce n'est rien dommage, on est au moins en sûreté. » Qu'il lui a dit de plus qu'il a été menacé de la mort par Emmanuel Rey.

12. N'avez-vous jamais ouï parler d'un complot à détruire les châtelains ou autres supérieurs ? — R. : qu'oui ; que dimanche passé, ici chez Jean-Baptiste Vieux, lui-même Jean-Baptiste Vieux, en parlant de l'arrestation des Rey, avait dit : « S'il est vrai, il n'est pas dommage », disant « s'il est vrai qu'ils ont commencé de comploter d'aller tuer ma belle-mère [Marie-Françoise Granger], et puis Pierre-Maurice Avantey, M. [Pierre-Maurice] Meilleret, et ma mère [Marie-Catherine Rey], André Avantey et [Barthélemy Dognier] le châtelain de la Valdilliez » ; qu'il se dit publiquement que les Rey-Borrachon avaient tenu ce langage de vouloir massacrer les personnes prédites. Que pour cela il faudra interroger Jean-Claude Defago et Jean-Maurice, fils de Pierre Berrod.

13. S'il sait quelque autre chose sur le compte des Borrachon ? — R. : négative, que personne les plaint, qu'on ose pas leur demander ce qu'ils devaient, crainte d'être battus.

Relu et confirmé.

### III. *Jean-Baptiste Meilleret.*

Témoin Jean-Baptiste Millerey, de Champeri, dûment cité et sermenté, a déposé comme suit :

[1]. S'il a connaissance des frères Rey-Borazon ? — R. : que oui, qu'il les connaissait tous également.

[2]. Si ces frères lui avaient point fait des propositions ? — R. : qu'Emmanuel l'avait invité d'aller boire chez son frère Pierre quelques jours avant la Chandeleur ; que Jérôme Genevre était là, mais qu'il avait pris à côté.

[3]. Ce qu'il avait répondu ? — R. : qu'il n'avait pas le temps, qu'il était en condition ; que c'était au bureau de La Valldelié, à la cuisine. Dit que l'autre alors s'en était allé, et lui avait resté encore un peu, et que du depuis il lui avait plus parlé.

[4]. S'il lui est connu qu'on ait fait un affront à M. le vicaire [Clément] de La Valldelie ? — R. : qu'il avait entendu parler, mais seulement par ouï-dire, sans nommer personne.

[5]. S'il savait point d'un autre complot ? — R. : que non.

[6]. S'il connaissait point des personnes suspectes qui troublent le repos public ? — R. : que non.

Relu et confirmé.

#### IV. Emmanuel Bovard.

*Eodem contextu comparuit ut supra* [voir n° 58, p. 119] Emmanuel Bovard, de Pravit, cité et sermenté.

[1]. Interrogé s'il connaissait les frères Rey-Borazon ? — R. : que oui.

[2]. S'ils avaient point lui fait des propositions ou invitations ? — R. : que non, excepté que Pierre Rey lui avait dit une fois qu'il faudrait s'assembler une troupe, sans lui avoir dit la raison pourquoi, et qu'il avait été seul, excepté une fille, Madeleine Volant était présente, mais qu'il doutait qu'elle ait entendu la proposition.

[3]. S'il avait point connaissance d'un autre complot ? ou des personnes suspectes ? et de l'affront qu'on voulait faire au vicaire Clement ? — R. : que non ; qu'il avait entendu parler, sans savoir qui en était.

Prélu et confirmé.

#### V. Pierre-Maurice Fert.

*Eodem contextu comparuit* Pierre-Maurice Fert, de La Valldelier ; dûment cité et sermenté, a déposé comme suit devant la haute commission :

[1]. Interrogé s'il connaissait les frères Rey-Borazon ? — R. : qu'il connaissait le plus que c'était l'officier [Pierre], par rapport qu'il était officier.

[2]. S'il avait fait des propositions ou invitations ? — R. : qu'il lui avait fait sentir quelque chose du complot de St-Maurice, sans lui expliquer davantage, et qu'il lui avait fait sentir le regret de ce qu'on lui a ôté la charge de l'officier.

[3]. Si tout se passait tranquillement les derniers carnivals dans la vallée ? — R. : qu'il n'en savait rien, excepté d'une affaire envers le vicaire Clement. En retournant de Monthey, qu'il avait entendu devant la maison de ce vicaire du bruit qu'on jetait des pierres et qu'il avait rencontré trois personnes sans les connaître, mais qu'ils avaient cessé alors. Et tout de suite après eux est

sorti Pierre-Maurice Durier et il s'était arrêté dessous la maison d'Antoine Rey pour savoir qui c'étaient, mais qu'il les avait pas connus, mais par la voix il croyait que c'était Jean-Joseph Gecoles, frère de [Dominique] l'officier, Pierre et Antoine Rey-Borazon, et un moment après ils étaient entrés chez Antoine Rey, sans entendre leurs discours.

[4]. Où il était allé alors ? — R. : chez lui, mais l'autre était rentré chez le vicaire. Il dit aussi que Pierre-Maurice Durier était du temps qu'on faisait ce tapage dans la maison du vicaire.

[5]. Si ces frères Rey étaient aimés ? — R. : que non, parce qu'il passait un bruit sur leur conduite qui n'était pas agréable.

[6]. S'il connaissait point des personnes suspectes ? — R. : négative, sinon par des dit-on.

[7]. Si l'autre Pierre-Maurice [Durier] croyait aussi que c'étaient les mêmes ? — R. : qu'il le croyait.

Prélu et confirmé.

## VI. Pierre Du Fay.

*Eodem contextu comparuit Pierre Fay anno elapso vice castellanus Columbery citatus et juratus.*

Interrogé s'il avait connaissance de quelques désordres, ou de quelques complots, ou de quelque autre chose qui pourrait regarder le souverain ou ses supérieurs, etc. ? — R. : qu'il n'en savait rien, sinon par des oui-dire ; qu'il avait bien entendu parler d'un complot, sans pouvoir dire de positif ; s'il savait quelque chose, qu'il voudrait volontiers le dire.

*Haec non plura.*

## VII. Hyacinthe Dubosson.

*Eodem contextu comparuit Hyacynthus Du Bosson, lieutenant de Troistorrent, citatus et juratus.*

Interrogé s'il avait quelque connaissance de quelque désordre, de quelque complot ou des perturbateurs du repos public, etc. ? — R. : déclare que Jean Martinet fils, du même lieu, aurait trouvé le déposant l'année passée, quelque temps après la fuite du seigneur gouverneur [8 septembre 1790], lui disant qu'il devait plus fréquenter M. Devanteri, qu'il le trahirait, qu'on avait formé un complot pour faire du tort à M. Devantery, et que le même était le chef dans l'affaire contre l'officier [Jean] Roullié. Le même l'a averti que s'il sortira de son endroit et irait en Savoye ou de nuit, qu'on lui casserait bras et jambes jusqu'à ce que la mort s'ensuit, et qu'il devait être sur ses gardes. Il ajoute encore que le prédit Jean Martinet était un homme turbulent et ivrogne et qu'il ne se soumettait aucunement aux exhortations de leur pasteur.



*Vide* les articles que le même déposant a ajoutés, le lendemain, par écrit [voir n° 70, pp. 134-135].

Prélu et confirmé.

#### VIII. *François Lange.*

*Eodem contextu*, Jean-François Lange, procureur de Troistorrents, *citatus et juratus*.

Interrogé s'il connaissait point des perturbateurs, complots ou autre désordre ? — R. : qu'il y en avait bien, puisqu'on en était menacé, et il connaissait pour [un] Jean Martinet, que c'était lui qui faisait le plus grand bruit le jour de St-Jacques, le jour où la cabale a commencé. Il dit qu'ils étaient menacés [par] Jean Donnet, du Crettè, Joseph Roullié, de Tachoneirez, Jean-Claude Berrut, de Coleyre ; qu'ils avaient dit que s'ils voulaient pas faire à leur fantaisie qu'ils [le] feraient assez bien faire, et cela en plein conseil assemblé sur la place.

Confirmé.

#### IX. *Jean-Claude Bollut.*

Jean-Claude Bollut, conseiller de Troistorrents, comme les autres [voir n° 58, p. 121].

Interrogé comme les autres, — R. : qu'il s'était formé une bande contre l'officier [Jean Rouiller], que l'auteur était Jean Martinet, qu'il avait engagé du monde contre l'officier. Qu'il avait entendu de Thérèse Raboux, la veuve de Jérôme Donnet, que si on mettait les brebis de l'autre côté qu'il y aurait des gens tués. Camarades de Jean Martinet étaient Jos[eph] Roullié, Claude Berut, Jean Berrut de Corretta, et son frère Jean-Joseph Martinet.

*Haec et non plura.*

#### X. *Jean-Baptiste Donnet.*

*Eodem contextu comparuit* Jean-Baptiste Donnet, conseiller de Troistorrents, *citatus et juratus*.

[1]. Interrogé *uti prius* [voir n° 58, p. 121], — R. : qu'il n'en savait rien que par un bruit volant, qu'il était retiré dans un coin, excepté le désordre d'aujourd'hui, qu'on était allé demander chez un conseiller, la nuit, s'il avait consenti à cette publication, et par oui-dire qu'il avait entendu dire que le chef était Jean Martinet.

[2]. S'il connaissait ses camarades ? — R. : Jean Berrut c'était le premier entré en conseil, Jean Donnet, de Cretty.

Confirmé.

## XI. Jean-Claude Berrut.

*Eodem contextu*, Jean-Claude Berrut, conseiller du même lieu.

Interrogé comme les premiers [voir n° 58, p. 121], — R. : Jean Martinet, selon qu'il a entendu dire, doit être un, et Pierre et Joseph Roullier frères, de Tachoneyre, Claude Berrut et Jean Berrut, de Collere, qu'on voulait frapper et chasser le conseil.

Prélu et confirmé et *non plura*.

(N° 19, pp. 4-12.)

## 59

### Monthey, 11 octobre 1791. — Déclaration des membres du conseil de Troistorrens, au château.

#### I. Joseph Raboud.

Par-devant la haute commission fut dûment constitué M. le châtelain Joseph Raboud, mod[erne] châ[elain] de Troistorrens, lequel, en vertu de son serment, a déposé comme suit :

1. Interrogé s'il a quelque connaissance des personnes suspectes et dangereuses dans ce gouvernement ? — R. : qu'il en a ouï dire par un bruit public, entre autres de Pierre Premand, aubergiste à Troistorrens, lequel était soupçonné avoir été participant au complot tramé du côté de Bex, mais qu'il ne sait rien de positif à cet égard ; et d'un nommé Jean-Claude Torma, et d'un certain [Louis] Robriquet fils, le marié ici à Monthey, lesquels passaient aussi pour des personnes suspectes.
2. S'il n'a rien entendu parler de quelque complot ou clubs ? et où ? — R. : qu'oui, qu'ils s'en étaient tenus à Bex, et une fois ici à Monthey, par ouï dire, ne sachant ni où ni par qui.
3. S'il a quelque connaissance du bacchanal fait à la Val-d'Illiez, relativement à M. le vicaire Clement ? — R. : en avoir ouï dire fort vaguement, ne sachant par qui.
4. S'il n'a rien entendu parler d'un complot qui doit s'être fait contre l'Abbaye de St-Maur[ice] et autres maisons particulières ? — R. : qu'oui, qu'il s'en était fait un à la Val d'Illiez, à ce qu'il a ouï dire, mais il ignore par qui, sauf qu'il a entendu qu'il [y] en avaient de la Vald'Illiez et des Bernois.
5. S'il sait pourquoi ce projet n'a pas eu son effet ? — R. : que non.
6. Demandé de déclarer tout ce qu'il pourrait savoir vis-à-vis de quelque désordre ou de mauvaises mœurs, etc. ? — R. : qu'il sait qu'un certain Jean

Martinet le fils avait le plus contribué à la désunion de la paroisse de Troistorrents, à l'occasion de la suspension de charge de l'officier [Jean] Rouillet, que tout le conseil avait été menacé dans cette affaire, que ledit Martinet était l'auteur de tout ce complot et vacarme, mais qu'il y en avait encore plusieurs chez lui qui troublaient le repos public, dont Claude et Jean Berud frères étaient comptés, et Pierre Grangé, lequel doit aussi être un des plus méchants.

Relu et confirmé.

## II. Hubert Monay.

*Eodem contextu comparuit h. Hubertus Monet, syndicus modernus Triumtorrentium, qui legitime citatus et juratus, deposuit ut sequitur :*

*Ad 1.* — R. : ignorative.

*Ad 2 et 3.* — [R. :] ignorative.

*Ad 4.* — [R. :] *pariter*.

## III. François Dubosson.

*Eodem contextu a comparu hon. François du Bosson, ancien syndic de Troistorrents, lequel, dûment cité et sermenté, a déposé comme suit :*

*Ad 1.* — R. : ignorative.

*Ad 2.* — [R. :] qu'il en a entendu parler depuis l'arrivée des troupes ; qu'on avait voulu s'assembler comme la troupe de Mandrin.

*Ad 3.* — [R. :] ignorative.

*Ad 4.* — R. : qu'il a entendu dire qu'on voulait aller piller et voler l'Abbaye, que c'était ceux de la Vald'Illiez qui formèrent ce projet, sans savoir lesquels.

*Ad 5.* — [R. :] ignorative.

[6]. Interrogé s'il est content de ses officiers ? — R. : qu'oui.

Relu et confirmé.

## IV. Jean-Joseph Donnet, ancien syndic.

A comparu hon. Jean-Joseph Donet, ancien syndic et conseiller de Troistorrents, à qui ont été faites les mêmes questions que dessus, et [qui] a déposé comme suit :

*Ad 1.* — R. : qu'oui, savoir un nommé Pierre Granget, Jean Martinet fils, Joseph Rouillet et son frère Pierre, Claude Berud et son frère Jean, Joseph Fornage et François son frère, tous de sa paroisse, et qu'il ne saurait pas distinguer lequel [d']entre eux serait le plus mauvais.

*Ad 2, 3 et 4. — R. : ignorative.*

[5]. S'il est content de l'officier [Jean] Rouillet ? — R. : pas trop, parce qu'il s'érige trop en supérieur et que dans leur cour il fait l'avocat, ce qui lui paraît qu'il ne convient pas.

[6]. S'il ne sait pas que les susdits mauvais sujets soient dirigés par quelque autre ? — R. : ignorative, qu'il croit qu'ils font tout par eux-mêmes.

*V. Jean-Joseph Donnet, conseiller.*

*Eodem contextu* a comparu hon. Jean-Joseph Donnet, du Giesot, conseiller de Troistorrents, lequel, interrogé comme les précédents, a répondu et déclaré comme suit, en vertu de son serment :

*Ad 1. — R. : point d'autres que ceux qui criaient contre l'officier Rouillet et principalement Jean Martinet fils, mais uniquement touchant l'affaire de l'officier.*

*Ad 2. — R. : qu'il a entendu, depuis l'arrivée des troupes, qu'il s'était fait des complots pour aller dans les maisons pour les aller visiter, sans s'expliquer plus loin.*

*Ad 3. — [R. :] ignorative.*

*Ad 4. — [R. :] ignorative.*

[5]. S'il est content de l'officier Rouillet ? — R. : qu'oui, qu'il n'a point voulu agir contre lui, sinon qu'il désapprouve sa conduite en publiant un mandat sans le consentement et préavis du conseil.

Relu et confirmé.

(N° 32, 2 fol. insérés.)

**Monthey, 11 octobre 1791. — Interrogatoire de Marie-Cécile Défago.**

Du 11<sup>e</sup> octobre 1791, au château de Monthey, par-devant la haute commission fut dûment citée Marie-Cécile, fille de Jean-Claude Defago, de la Vald'Illiez, qui, en vertu de son serment, a déposé comme suit :

1. Interrogée si elle sait qu'on ait fait du mal à M. le vicaire Clement ?  
— R. : ignorative.

2. Si elle n'a pas connaissance d'un complot pour lui faire du mal ou pour l'épouvanter ? — R. : qu'oui.

3. Quelle connaissance elle en a ? — R. : qu'ils ont disposé d'aller chez lui, qu'on s'est assemblé dans une maison pour cela ; qu'il y avait Pierre Rey, Jean-Maurice son frère demeurant à Massonger, elle-même déposante, Jean-Claude Avantey dit Bocard, et Emmanuel Rey, à ce qu'elle croit, \* et encore d'autres, qu'elle dit n'être pas obligée de nommer \*. Qu'elle en a entendu parler aussi à Monthey, vers la fête de la Ste-Vierge, au mois de mars [25], sur la place. Qu'on devait aller un soir chez le susdit vic[aire] pour le chasser de la maison ou lui faire peur, n'étant pas obligée de dire qui le lui a dit ici, parce que c'est un de ses proches parents.

4. Si elle ne s'est pas trouvée, ou si les autres ne sont pas allés dans une maison ici à Monthey la même fois ? — R. : qu'elle ne l'a entendu que sur la place et n'est point allée avec les autres, ne sachant où ils allèrent.

5. Si elle n'a pas été sollicitée d'être de la partie ? — R. : qu'oui, et qu'elle n'a pas osé le refuser, craignant qu'on l'aurait soupçonnée de les avoir trahis, et qu'elle n'est pas obligée de dire par qui elle fut sollicitée.

6. Si Jean-Maurice Rey ne lui a point tenu de discours vis-à-vis cette affaire ? — R. : que non.

7. Si ledit Rey ne lui a pas dit qu'il avait plusieurs coups de fusil à tirer sur M. le vicaire ? — R. : affirmative, mais qu'elle ne se rappelle pas combien il a dit.

8. Si ledit Rey ne lui a pas dit qu'on lui ait écrit touchant l'attaque projetée et qui lui avait écrit ? — R. : qu'elle ne se souvient pas de cela.

9. Quel lieu fut assigné pour le rendez-vous de cette attaque ? — R. : qu'ils ont été dans deux endroits que le rendez-vous était donné, savoir, le premier, dans la grange de Fontaney, à un quart d'heure environ de la maison de M. Clement, et le second dans la maison de Jean-Claude Avantey-Bocard, à Illiez ; que tous les deux rendez-vous devaient se tenir la même nuit.

10. Si on a bu là ? — R. : qu'oui, sans savoir qui a payé le vin.

11. Qu'a-t-on conclu dans cette assemblée ? — R. : que n'ayant pas vu du feu chez M. Clement, on a présumé qu'il n'était pas à la maison, et pour cela le projet a resté sans exécution. Qu'on a résolu enfin d'aller tirer quelques coups de pierre et de fusil, ayant eu un fusil avec eux, disant n'être derechef pas obligée de dire qui l'avait. Ajoute qu'Ant[oine] Rey, le maréchal, et Emmanuel Rey devaient aussi être de la partie, mais ne sont pas venus au lieu du rendez-vous.

12. Si elle sait pourquoi on voulait du mal à M. le vicaire ? — R. : qu'elle croit que c'était parce qu'il était allé à St-Maurice et qu'il serait allé déclarer le complot fait contre l'Abbaye de St-Maurice, voulant se venger contre lui pour cela.

13. Si l'on a parlé à cette assemblée de se venger ? — R. : qu'on a dit qu'il avait trop pris de peine pour aller à St-Maur[ice], ne se rappelant pas qui l'a dit.

14. Si elle sait qui était du complot d'aller à St-Maurice ? — R. : que par ouï dire, fort vaguement, qu'on voulait aller dans l'Abbaye de St-Maurice, disant n'être pas obligée de dire de qui elle le tient.

15. Si elle n'a point de frère ? — R. : qu'oui, un [Joseph-Antoine].

16. Si elle n'a connaissance d'aucun autre complot contre le souv[erain] ou contre des particuliers ? — R. : ignorative.

17. Si Jean-Jos[eph] Durier lui est proche parent ? et s'il a aussi été dans cette assemblée contre le vicaire ? — R. : qu'il ne lui est pas proche parent, et qu'il était aussi du complot, s'étant aussi trouvé dans la maison du rendez-vous susdite.

18. Si l'abbé Durier en était aussi ? — R. : qu'il n'était pas dans l'assemblée, ignorant s'il était du complot aussi, mais qu'elle sait qu'il en a parlé à une personne, laquelle elle n'est pas obligée de nommer, et ne sachant pas ce qu'il a dit.

Relu et confirmé.

(N° 13, pp. 1-2.)

## 61

### Charges contre Jean-Claude Avanthey et décision de la haute commission.

*Jean-Claude Avantey est chargé.* Cécile Defago dit [voir n° 60, p. 126] qu'ils se sont disposés d'aller chez le vicaire, qu'on s'est assemblé dans une maison pour cela ; il y avait Pierre Rey, Jean-Maurice son frère, de Mass[on-gex], elle-même déposante, Jean-Claude Avantey dit Boccard et Emmanuel Rey, à ce qu'elle croit.

*Ein Weibsbild hat deponiert, hiemit absolviert.*

(N° 8.)

## 62

### Monthey, 11 octobre 1791. — Interrogatoire de Claude Delseth.

*Eodem contextu* fut dûment constitué et assermenté h. Claude Delset, de Vionna, qui, sur les interrogats à lui faits, a déposé comme suit :

1. Interrogé s'il n'a connaissance de quelque complot ou conspiration contre le souverain ou des particuliers ? — R. : que non, mais que lui et bien d'autres étaient toujours menacés et regardés pour des traîtres.

2. S'il ne s'est pas trouvé dans une assemblée tenue dans la cave de l'officier [Jean-Joseph] Defonté ? — R. : qu'oui, qu'ils y étaient à trois, savoir l'officier Defonté, Jean-Claude Torma et lui déposant ; que ce fut un jour de vendange, l'année passée.

3. Qu'est-ce qu'on y a parlé ? — R. : qu'il y était question de quelque chose contre M. Galley ; Torma disait qu'on ferait très bien de saccager ledit M. Galley, comme un homme qui leur faisait manger tout leur bien et cherchait toujours des procès, qu'il mériterait qu'on lui fît son reste.

4. L'officier Defonté n'a-t-il rien dit là-dessus ? — R. : qu'il a dit : « Nous sommes pas bien, on est mal gouverné » ; que la bourgeoisie était pauvre, qu'elle avait été mangée par des procès.

5. S'il ne s'est pas trouvé dans d'autres assemblées, ou s'il n'a connaissance de quelques mauvais sujets ? — R. : que non, mais qu'il est aussi un de ceux à qui on a cassé les fenêtres ; et seulement depuis hier qu'il est venu aux ordres de Messeigneurs à Monthey, étant de retour, on lui avait fait tomber à coups de pierres un pilier de sa grange ; qu'une femme d'un certain cordonnier Jean-Pierre l'avait vu et avait encore disputé avec eux. Qu'il y avait environ une quinzaine chez lui qui s'assemblaient dans les cabarets et allaient jeter des pierres, tantôt aux fenêtres tantôt aux portes de divers particuliers.

6. Quels sont ceux-là qui lui ont fait ce tort ? — R. : Jean-Louis Vanney, de Beyfeu, et Michel-Joseph Guerron, et que la femme du susdit Jean-Pierre, cordonnier allemand, les a vus renverser ce pilier ou soutien de la grange, que Joson Mailloud l'a ensuite rapporté au lieu et l'a jeté près de la grange.

7. Quels sont les plus mauvais sujets de son endroit ? — R. : ceux de la montagne, et surtout les frères Marioud et Jacques, fils de Pierre Vanney, et le beau-fils de Joseph Delset, nommé Joseph Guerin, et les deux susdits Jean-Louis Vaney et Michel-Jos[eph] Guerron. Que le susdit Jacques, fils de Pierre Vanney, a brisé une porte de jardin au déposant il n'y a que trois semaines ; que les charge-ayants et juge de l'endroit le savent assez ; qu'ils font toujours du bacchanal, mais que personne n'osait rien dire ; que pour M. [Michel] Dufour, qui se trouve souvent à Monthey, il ne pouvait pas tout savoir.

Il ajoute qu'Amé Bersoud, de Vionna en Torgond, pourrait encore donner des indices, lequel a dit au déposant, l'année passée, en allant à la foire de L'Abbaye, qu'on voulait partager les intérêts et les biens du seigneur colonel de Riedmatten, qu'on était bien fou de payer les lauds, etc., mais que c'est des gens de la montagne qui doivent l'avoir dit au même Bersoud.

Relu et confirmé.

**Charges contre Jean-Louis Vanay et décision de la haute commission.**

Témoin Claude Delset déclare [voir n° 62, pp. 127-128] que seulement depuis hier qu'il est venu aux ordres de Messeigneurs à Monthey, étant de retour, on lui avait fait tomber à coups de pierres un pilier de sa grange ; que c'était Jean-Louis Vaney, de Beyfeu, et Michel-Joseph Gueron.

*Sollen beide vor hoher Commission erscheinen und nebst einer Bindigen Correction entlassen werden.*

(N° 46.)

**Charges contre Michel-Joseph Guéron et décision de la haute commission.**

11 octobre, témoin Claude Delcet dit [voir n° 62, pp. 127-128] que seulement depuis hier qu'il est venu aux ordres de Messeigneurs à Monthey, étant de retour, on lui avait fait tomber à coups de pierres un pilier de sa grange ; que c'était Jean-Louis Vanney, de Beyfais, et Michel-Joseph Guerron.

*Diser soll vor der hohen Commission erscheinen und eine reife Correction empfangen.*

(N° 97.)

**Vouvry, 11 octobre 1791. — Déposition de Jean Delseth  
contre Barthélemy Guillot.**

En date du 11<sup>e</sup> d'octobre 1791, le sieur métral [Jean] Delzet a déposé que le sieur curial [Barthélemy] Guillot lui avait dit, d'abord après la Bagarre du 8<sup>e</sup> septembre 1790, qu'on avait prêté un serment entre quelques personnes, peu de temps après ladite Bagarre, de tuer le premier gouverneur qui viendrait. Qu'il paraissait au déposant que Narcisse Pignat devait ou avoir été du complot ou pouvoir en donner des indices.

(N° 29, pp. 2-3, et n° 63. — Le procès-verbal de cette déposition ne figure pas dans le dossier.)



**Vouvry, 11 octobre 1791. — Dépôts contre Pierre Vanay.**

[1]. Le sieur châtelain [Michel] Pignat a déposé, en date du 11<sup>e</sup> d'octobre 1791, qu'en montant à Sierre pour ladite diète, ledit Pierre Vaney avait dit à Vionnaz, dans la maison de M. Barberin, présent le châtelain [Emmanuel] Cornut, qu'il ne voulait pas rendre les armes au souverain, que lui voulait s'en servir, les garder pour se défendre.

2. En même date a déposé le même sieur châtelain Cornut qu'en allant à la diète à Sierre, après la Bagarre [8 septembre 1790], Pierre Vaney à feu Jean, avait tenu à Martigny des propos dont il ne se rappelle pas, mais qui laissaient entrevoir des menaces contre le métral [Jean] Delzet. Qu'il se rappelle dans ce moment des propos que ledit Vaney avait dit : « Nous avons à Vionnaz des têtes chaudes ; avant que nous descendons, il arrivera à Vionna peut-être quelque chose » ; et qu'il se plaignait contre ledit métral, qu'il était la cause qu'il avait été châtié de quelques louis d'or, qu'il fallait qu'ils reviennent à présent ces louis ; que les députés de Vouvry et de Vionnaz y avaient été présents, savoir le châtelain Cornut et Joseph Veutay.

3. Ledit Pierre Vaney étant dénoncé pour avoir été l'auteur de ce qu'on a cassé les fenêtres dans la maison de monsieur Barberin, à Vionnaz, dans le courant de février dernier, a été interrogé le 11<sup>e</sup> d'octobre courant et a dit que depuis qu'il a été envoyé à Sierre il n'a jamais resté tard à Vionna (Interr. 10). Qu'au mois de février, il ne s'est pas trouvé un peu tard à Vionnaz (Interr. 12). Qu'il sait de n'avoir jamais été avec eux (c'étaient Louis Frachiboud et Pierre Bressoud) au cabaret dans ledit mois (c'est-à-dire de février) (Interr. 15...).

(N<sup>o</sup> 88, pp. 1-3. — Le procès-verbal de ces trois dépositions ne figure pas dans le dossier.)

**Monthey, 12 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre-Maurice Durier et de Jean-Joseph Avanthey.**

*I. Pierre-Maurice Durier.*

Du 12<sup>e</sup> octobre 1791, au château de Monthay, par-devant la haute commission, fut constitué, assermenté et interrogé Pierre-Maurice Durier, de la Valdilliez.

1. Interrogé : « Avez-vous connaissance de quelque personne suspecte dans le gouvernement ? » — R. : Je n'en crois pas ; pour des complots, non.

2. S'il n'a jamais rien entendu d'aucun complot ? — R. : négative.
3. Et de ce qu'on a voulu faire à M. [l'abbé] Clement ? — R. : qu'il était à la maison du vicariat lorsqu'on y est venu faire du bruit, avec la servante ; que c'était de nuit ; que M. le vicaire était à Sion dans ce temps ; que le vicaire est son premier cousin ; qu'on est venu crier, jeter des pierres aux portes, la pierre même d'un soupirail du fourneau, étant toute noire ; qu'il avait peur et prit une pioche pour se défendre ; que la première porte de la maison était ouverte, que la seconde était fermée, que la servante l'a fermée pendant qu'on faisait du bruit de devant ; que cela a duré à peu près un demi quart d'heure ; qu'on le demandait par son nom ; qu'il croit que c'était un jour de fête ou dimanche, mais ne le sait pas positivement.
4. S'ils se sont retirés de leur propre mouvement ? — R. : ignorative, qu'il est sorti par la porte derrière.
5. S'il les a vus et s'il sait combien il y avait de personnes ? — R. : qu'il croit qu'il y en avait trois.
6. S'il les a connus ? — R. : qu'il les connaît assez ; qu'il a trouvé un camarade en sortant qui lui avait nommé les personnes, savoir l'officier [Pierre] Rey, son frère Antoine et Jean-Joseph Gex-Collet, frère de l'officier [Dominique] ; que c'est Pierre-Maurice Fer qui les lui a nommés, qui les avait rencontrés en chemin et leur avait parlé.
7. S'il sait que ces trois se soient retirés ? — R. : qu'ils se sont retirés chez Antoine Rey.
8. S'il ne sait rien autre touchant cette affaire ? — R. : non.
9. S'il a ouï parler d'un complot contre l'Abbaye de S.-Maurice ? — R. : affirmative, mais pas par les comploteurs mêmes ; qu'il a assez entendu parler qu'il s'était formé un complot, qu'on voulait voler l'Abbaye.
10. S'il aurait connaissance d'un vol fait à Pierre Medico ? — R. : négative.
11. S'il connaît des personnes suspectes ? — R. : Pierre Rey ; qu'il avait été veiller chez lui ; que Pierre Rey lui a fait voir et lu un livre imprimé, disant qu'il faudrait être une dizaine ou douzaine pour en faire venir, que chacun devait mettre un écu neuf ; qu'il y avait Jean-Joseph et Antoine, ses frères, et Jean-Claude de Fago, Maurice Gex ; que lui déposant les en a dégoûtés ; qu'il y était dit qu'il fallait abolir les fiefs, etc.

A la lecture de sa déposition au premier interrogat, il se déclare qu'il a bien entendu dire d'une personne qui aurait pris une montre dans la poche d'un autre, que c'est Jean Mariettan qui doit l'avoir prise à un certain Belley de Troistorrens, mais il croit qu'elle est rendue.

Relu et confirmé.

## II. Jean-Joseph Avanthey.

*Eodem contextu* Jean-Joseph Avantey, d'Illiez, assermenté et interrogé comme suit :

1. Interrogé s'il a connaissance de quelque personne suspecte ? — R. : qu'il a aperçu quelque chose, une nuit que l'officier Pierre Rey est venu emprunter chez lui déposant une fiole de vin contenant à peu près six pots, disant qu'il voulait aller boire un coup et demanda si lui déposant voulait venir avec lui en sa maison ; que le déposant a répondu qu'il irait bien boire un coup pour passer le temps ; qu'arrivé chez lui quand il était nuit, Pierre Rey dit qu'il y avait du monde chez lui, qu'ils ne voulaient pas boire là, qu'ils voulaient aller boire à La Fontanella, qui est une maison seule ; que là ils n'ont trouvé personne ; que Rey l'engageait d'attendre, qu'il en viendrait ; qu'il y a bien attendu une heure seul avec lui ; qu'il a porté du vin et du pain ; qu'il est puis venu son frère Jean-Maurice, Jean-Joseph Durier le Borgne et Jean-Claude de Fago, qu'il y avait encore une fille et un garçon de Jean-Claude de Fago ; que les autres se sont puis écartés de lui déposant et ont témoigné du mécontentement de ce que les autres ne venaient pas ; qu'ils sont tous venus avec lui déposant au village vers l'église en portant le vin avec eux, disant qu'ils voulaient aller boire au chaud avec lui, s'il voulait permettre ; qu'il a consenti, qu'ils ont bu là et puis partis ; qu'ils parlaient entre eux et qu'il lui paraît que c'était pour faire peur au vicaire [Clément], mais qu'ils ne lui en ont rien expliqué, qu'ils ont resté ensemble presque toute la nuit.
2. S'il sait les noms des enfants de Jean-Claude Defago ? — R. : le garçon s'appelle Joseph-Antoine et la fille Cécile.
3. Dans quel temps cela serait arrivé ? — R. : l'automne passé.

Relu et confirmé.

(N° 14, pp. 1-3.)

### **Charges contre Jean-Claude Défago et décision de la haute commission.**

Témoin Jérôme Geneivro, de Champéry, dit [voir n° 58, pp. 117-119], sur la demande qui étaient assemblés chez Pierre Rey pour le complot contre l'Abbaye, qu'il a entendu par après qu'il devait y avoir Jean-Maurice, fils de Pierre-Maurice Berod, de la Valdilier, qui doit avoir accusé et développé le complot, à ce que l'on dit, l'ayant déclaré à sa femme. Qu'on disait encore que tous les frères Rey en étaient ; qu'il y avait encore un certain Defago nommé Jean-Claude, de la Valdilier ; que quelque temps après, le déposant a fait sentir au même Jean-Claude Defago de ce qu'il a été dans cette assem-

blée et que celui-ci aurait répondu qu'on peut bien être invité à une mauvaise chose pourvu ne pas consentir ; il ne croyait pas avoir péché.

Du 12 octobre, témoin Pierre-Maurice Durier dit [voir n° 67, p. 131] qu'il avait été veiller chez Pierre Rey ; que ledit Pierre lui a fait voir et lu un livre imprimé, disant qu'il faudrait être une dix ou douzaine pour en faire venir, que chacun devait mettre un écu neuf ; il y avait Jean-Joseph et Antoine, ses frères, et Jean-Claude Defagoz, Maurice Gex ; que lui déposant les en a dégoûtés ; qu'il y était dit qu'il fallait abolir les fiefs.

Témoin Jean-Joseph Avanthey dit [voir n° 67, p. 132] que l'officier Pierre Rey est venu emprunter chez lui une fiole de vin contenant à peu près six pots, disant qu'il voulait aller boire un coup, et demanda si lui déposant voulait venir avec lui dans sa maison ; que le déposant a répondu qu'il irait bien boire un coup pour passer le temps ; qu'arrivé chez lui quand il était nuit, Pierre Rey lui dit qu'il y avait du monde chez lui, qu'il ne voulait pas boire là, qu'il voulait aller boire à La Fontanella, qui est une maison seule ; que là ils ont trouvé personne, que Rey l'engagea d'attendre, qu'ils s'en viendraient d'autres ; qu'il y a bien attendu une heure seul avec lui, qu'il a apporté du vin et du pain ; qu'il est puis venu son frère Jean-Maurice, Jean-Jos[eph] Durier le Borgne, Jean-Claude Defago ; que les autres se sont fuis et écartés de lui déposant et ont témoigné du mécontentement de ce que les autres ne venaient pas ; qu'ils sont tous venus avec lui déposant au village vers l'église, en portant le vin avec eux, disant qu'ils voulaient aller boire au chaud avec lui s'il voulait permettre ; qu'il a consenti, qu'ils ont bu là et puis partis ; qu'ils parlaient entre eux et qu'à lui paraît que c'était pour faire peur au vicaire [Jean-Maurice Clément], mais qu'ils lui en ont rien expliqué ; qu'ils sont restés ensemble presque toute la nuit.

*Diser ist suspect, ein Mitglied der formierten Complotten gewesen zu seyn, doch gahr nicht überwisen, sollte er durch die Procesforme in Sitten dessen überführt werden, so könnte es ihm hernacher nicht wohl gehen, derothalben hat man ihm indessen keine Straff dictieren können, sondern dessen gefangen Nehmung annoch aufschieben müssen.*

(N° 70.)

**Monthey, 12 octobre 1791. — Deuxième interrogatoire  
de Jean-Claude Bollut.**

Le 12 octobre, par-devant la haute commission, s'est représenté volontairement Jean-Claude Bollut, de Troistorrens, disant avoir encore quelque chose à ajouter à sa déposition de hier. Se déclarant comme suit : Que [Thérèse Raboud] la veuve de Jérôme Donnet lui a dit qu'elle avait trouvé

un homme qui lui avait conseillé de mettre ses brebis pâturer en Savoie, que tout de même il se tuera des hommes avant l'automne. Plus que le dimanche avant qu'on avait chassé le vice-métral, le syndic a publié par voie des cries qu'il voulait tirer les voix pour savoir si on voulait démettre de sa charge le vice-métral ; que le dimanche qu'on l'a chassé, le châtelain [Joseph Raboud] lui avait dit : « Nous voulons tenir conseil » ; que lui déposant a entendu que le châtelain a dit que s'il y avait quelqu'un qui voulait aller au conseil qu'il pourra venir ; qu'au conseil, le châtelain a dit qu'il fallait savoir comment on voulait s'y prendre et qu'il fallait rechercher les droits de M. Dufay ; sur quoi Claude Berrut aurait dit qu'il n'y avait pas besoin de tant de façon, que lui le fouetterait bien ; qu'alors un autre a dit : « Si vous voulez, [vous] les charge-ayants, vous le tirerez bien dehors, parce que c'est un homme qui dérange la paroisse ; nous connaissons assez les charge-ayants qui ne le voudront pas tirer dehors, vous n'avez qu'à dire à l'officier que tout le monde ne le veut pas » ; qu'après la grand-messe les charge-ayants ont publié que le vice-métral ait à se trouver avec le conseil, qu'il s'y est trouvé avec une partie du conseil, que le syndic est venu appeler le déposant qui n'a pas voulu y aller, que les parents de l'officier se sont assemblés, qu'ils sont puis venus trouver le seigneur gouverneur.

Relu et confirmé.

(N° 19, p. 12.)

## 70

### **S. l. n. d. — Lettre de Joachim Dubosson au gouverneur Pierre-Antoine Preux.**

1. J'ai appris, en me retirant aujourd'hui de Montay, d'un particulier, que Claude Berru, de Colaire, avait tenu un propos en présence de Jean-Clément Nantermod et de sa femme avec les garçons de [Anne-]Marie Ray-Mermet, que si les brebis allaient pâturer en Morgens, il fallait aller tuer le berger et l'encrotter sur le lieu et puis aller tuer le châtelain [Joseph Raboud] chez lui, car c'est de lui que la menace de me tuer m'a été faite ; il est un des chefs de la bande de nos vauriens.

2. J'ai oublié dans ma déposition [voir n° 58, p. 121] que, l'année passée d'après la Bagarre [8 septembre 1790], Pierre Granger, comme un des chefs de la bande et de toutes les chicanes, a voulu tuer notre cher châtelain [Joseph Raboud] avec un fusil chargé, en présence de témoins et même il a tenu des discours diffamatoires contre la justice et les préposés de la commune, disant que le conseil est composé tous de larrons, que à présent le gouverneur n'ose plus rien faire ni dire ; un très mauvais sujet qu'il est.

3. Joseph, fils de Claude Rouiller-Monay, a tenu aussi des discours diffamatoires contre le conseil du lieu dans la paroisse et même dans la paroisse de la vallée d'Illes, et qu'ils étaient dix-huit d'une bande, qu'ils avaient chassé et déposé l'officier [Jean Rouiller], que le gouverneur ne les châtierait pas tous, que si le gouverneur trouvait à redire, lui en ferait autant.

4. Jean Martinet le fils est un des chefs de la bataille qui s'est faite avec ceux de la Valdille à Montay, l'année dernière, 8<sup>e</sup> septembre.

Le même a tenu un autre propos avec notre syndic, comme l'a été jusqu'à présent, que le jour de notre foire du 2<sup>e</sup> mai, le syndic donne à dîner au curial du gouverneur et à son officier ; ledit Martinet a dit au syndic que s'il allait à la Croix d'Or faire ces frais qu'il était une bande de complot pour faire du bruit et du carillon. Tous ceux-ci ont bien besoin d'une correction exemplaire.

. . . . .

beaucoup d'autres.

Auquel on se recommande très humblement et très respectueusement. Si cela continue, les braves gens seront désolés, l'on ne respectera plus ni la justice temporelle ni spirituelle. Que Dieu nous préserve de tels fléaux !

(N<sup>o</sup> 89.)

### Charges contre Claude Berrut et décision de la haute commission.

Témoin Joachim du Bosson dit dans son billet [voir n<sup>o</sup> 70, p. 134] qu'il avait appris en se retirant de Monthey d'un particulier que Claude Berud, de Collaire, avait tenu un propos en présence de Jean-Clément Nontermant et la femme, avec les garçons de [Anne-]Marie Rey-Mermet, que si les brebis allaient pâturer à Morgennes, il fallait aller tuer le berger et l'encrotter sur le lieu et puis aller tuer le châtelain [Joseph Raboud] chez lui, car c'est de lui que la menace de me tuer a été faite ; qu'il est un chef de la bande de nos vauriens.

*Obiger Claude Beroud, als ein anstifter, der in Troistorrents erfolgter Aufruhr, und jemand zu morden throhenden austruken, solle selber mit eben jener dem Jean Martinet dictirten Straf belegt werden.*

*Dessen Bruder Jean aber sollte mit dem Claude und Jean Martinet an einem Sontag under dem ambt in der Kirch ein brennende kerzen halten und hier der ausstrichung des Bruders gegenwertig sein.*

*Dieser soll neben dem Halseisen mit einer ruthen knien, bis am Samstag abends in dem Schloss im arrest sitzen auf eignen kösten, mit brodt und wasser leben, am Sontag aber auf den drei stafflen knien mit brennender Fakel in der*

*Hand. Tit. H. Landvogt und dem Rath abbitten. Herr Pfarherr ist ermahnt dem Volk eine ermahnung zu thun.*

*Sein Bruder Jean soll bei dieser bezichtigung stehend gegenwärtig sein, abbitten und am künftigen Sontag ebenfalls die kerzen tragen.*

(N° 64.)

72

**Charges contre Pierre Granger et décision de la haute commission.**

Témoin Joachim du Bosson dit [voir n° 70, 134] que l'année passée, après la Bagarre, Pierre Granger, comme un des chefs de la bande et de toutes les chicanes, a voulu tuer leur cher châtelain [Joseph Raboud] avec un fusil chargé, en présence des témoins, et même qu'il a tenu des discours diffamatoires contre la justice et les préposés de la commune, disant que le conseil est composé tous des larrons, qu'à présent le gouverneur n'ose plus rien faire ni dire ; qu'il est un très mauvais sujet.

*Da diser zwar einen groben Fehler soll begangen haben, dessen aber nicht des gänzlichen überzeugt ist, aber diser Fehler schohn vor einem Jahr vor der allgemeinen begnadigung geschehen, so hat man disfahls nichts mehr vornehmen können.*

(N° 96.)

73

**Charges contre Joseph Rouiller-Monay et décision de la haute commission.**

Témoin Joachim du Bosson dit [voir n° 70, p. 135] que Joseph, fils de Claude Rouiller-Monney, a tenu des discours diffamatoires contre le conseil du lieu dans la paroisse, et même dans la paroisse de la vallée d'Illiez, et qu'ils étaient dix-huit d'une bande, qu'ils allaient chasser et déposer l'officier [Jean Rouiller], que le gouverneur ne les châtierait pas tous, que si le gouverneur trouvait à redire, on lui en ferait autant.

*Obschohn diser nur durch einen einfachen Zeug angeklagt ist, dass er in unterscheidlichen orthen schändliche schmachwörter wider den Rath ausgestossen, auch sich solle gerühmt haben, dass sie eine Bande von 18 Per-sonnen seien um den Weibel abzusetzen und zu verjagen, dass sie der landvogt*

*nicht alle Straffen werde, wann er ihnen aber etwas danwider reden wollte, sie ihm eben auch so thun würden. So sieht man doch disen als ein grossen Fehler an, welcher nicht ungestraft bleiben kann, um desto mehr da der testis omni exceptione major und Lieutenant in officio ist. Derowegen hat man für guth erachtet demselben zwanzig Prügel streich auf die Packen geben zulassen mit befelch, dass er nach disem also gleich dem H. Landvogt zuvor und nachmahlen dem Rath von Trois Torrents öffentliche kniefällige abbitte thun solle.*

*Dieser soll stehend gegenwärtig sein, da Jean Martinet und Claude Berud kniend ihr Correction empfangen werden, und am künftigen Sontag in der Kirche unter dem hochambt auf den 3 Stafflen knien mit brennender Fakel in der hand. Dem H. Landvogt und dem Rath abbith thun.*

(N<sup>o</sup> 65.)

74

**Monthey, 12 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre-Joseph Dubosson, de Jean-Joseph Donnet (2<sup>e</sup>) et de Jean-Claude Morisod.**

*I. Pierre-Joseph Dubosson.*

Par-devant la haute commission souveraine fut dûment cité et assermenté honor. Pierre-Joseph Dubosson, conseiller de Troistorrents, lequel a déposé comme suit :

1. Interrogé de déclarer sommairement ce dont il pourrait avoir connaissance, soit vis-à-vis de quelque complot ou autre désordre dans ce gouvernement ? — R. : que tout ce qu'il sait n'est que relativement à l'officier [Jean] Rouillet, qu'il n'a connaissance d'aucun autre complot ou désordre ; que le peuple avait été aigri chez lui contre ledit officier de ce qu'il avait publié de son chef et sans consentement du conseil au sujet du pâturage des brebis, les ayant voulu faire paître et « remuer » vers la St-Jacques dans un endroit où jusqu'à cette année elles n'ont jamais été.

2. Qui était donc le chef dans cette bagarre contre l'officier Rouillet ? — R. : qu'il ne sait pas positivement, mais qu'on lui avait donné commission un jour d'aller trouver le châtelain [Joseph Raboud] pour lui dire qu'ils étaient à quarante qui ne voulaient plus cet officier ; que c'étaient les deux Rouillet, Pierre et Joseph, qui lui donnèrent cette commission.

3. S'il sait si Jean Martinet s'en est aussi mêlé ? — R. : qu'il sait par ouï-dire qu'il était aussi un de ceux qui ne le voulurent plus pour officier ; que du reste il ne sait rien d'aucun complot ni menace, etc.

Relu et confirmé.



## II. Jean-Joseph Donnet.

*Eodem contextu* a comparu honor. Jean-Joseph Donet, conseiller de Troistorrents, lequel, en vertu de son serment, a déposé aux mêmes questions [voir n° 74, p. 137] comme suit :

*Ad primum*, — R. : que chez lui il s'est fait un complot : que [...] voulait faire le maître par force et qu'on n'osait pas seulement dire son sentiment ; que ce complot concernait l'officier Jean Rouillet : on voulait le déposer de sa charge.

*Ad secundum*, — R. : que suivant ce qu'il lui paraissait, c'était Claude Berud et Jean Martinet, lesquels doivent avoir commencé et fait le plus de bruit, ne sachant point d'autre complot.

Relu et confirmé.

## III. Jean-Claude Morisod.

*Eodem contextu* a comparu honor. Jean-Claude Maurisod, ancien syndic de Monthey, dûment cité et sermenté, qui a été interrogé comme suit :

Interrogé comme les précédents [voir n° 74, pp. 137-138],

*Ad 1.* — R. : qu'il n'en a point entendu contre le souverain ; étant du vieux conseil il n'aurait guère appris ayant été menacé lui-même ; qu'il a ouï dire de deux personnes, sans savoir leurs noms, que l'officier [Pierre] Guillot avait offert dix louis à celui qui tuerait cinq ou six personnes de Month[ey], sans qu'on lui ait nommé les personnes et qu'il a entendu par un message que Maur[ice] Martinet lui a fait d'avertir Guérin Cottet que celui-ci avait été menacé à mort par Jean[-Pierre] Planche, de Neyre.

2. S'il a connaissance que Jean-Claude Torma ait un jour pris la fuite en chemise et comment ? — R. : qu'il ne l'a pas vu, mais une fois étant allé avec quelques autres visiter la nuit la maison où Torma restait, ils n'auraient point trouvé dit Torma, mais un Savoyard qui s'est ensuite réfugié à Colombay, croyant qu'il s'appelle Jean Vidt, lequel ils auraient averti de se mieux comporter qu'il n'a fait du passé ; que ce Savoyard et Torma étaient toujours craints par ici, qu'ils avaient beaucoup de commerce avec Robriquet et Guillot le père et étaient bien souvent ensemble.

3. S'il a vu Jean Vuidt le lendemain ? — R. : qu'oui, qu'il a bu chez Jean Martin avec le syndic [Jean] Barlatey, Jean Vuilloud et il croit que [Claude-Louis] Delerse y était aussi avec encore d'autres dont il ne se rappelle pas des noms et lui-même déposant.

4. Si Jean Vuidt n'y a rien parlé de ses intrigues ? — R. : négative.

Relu et confirmé.

(N° 34, pièce 6, pp. 1-2.)

### Charges contre Jean-Pierre Planche et décision de la haute commission.

Témoin Jean-Claude Maurisod dit [voir n° 74, p. 138] qu'il a entendu par un message que Maurice Martinet lui a fait avertir Guérin Cottet, que celui-ci avait été menacé à mort par Jean[-Pierre] Planche, de Neyre.

*Wider disen ist nur ein einzige kuntschaft, welche auch nur von hören Reden saget, hiemit hierüber nichts kann geurtheilt werden.*

(N° 58.)

### Charges contre Jean Martinet et décision de la haute commission.

Témoin Hyacinthe Dubosson déclare [voir n° 58, p. 121] que Jean Martinet fils, de Trois Torrents, aurait trouvé le déposant l'année passée après la fuite du seigneur gouverneur [8 septembre 1790], lui disant qu'il ne devait plus fréquenter M. Devanteri, qu'il les trahirait, qu'on avait fait un complot pour faire du tort à M. Devanteri, et que le même était le chef dans l'affaire de l'officier [Jean] Roullier ; que le même aurait aussi averti le déposant que s'il sortirait de son endroit de nuit, et irait en Savoye, qu'on lui casserait bras et jambe jusqu'à ce que la mort s'ensuive, et qu'il devait être sur ses gardes. Déposant ajoute encore que le prédit Jean Martinet était un homme turbulent et ivrogne et qu'il ne se soumettait aucunement aux exhortations de leur pasteur.

Du 10<sup>e</sup> [erreur : du 11<sup>e</sup>] octobre, témoin François Lange, procureur de Tres Torrents, sur la demande s'il connaissait des perturbateurs du repos public, dit [voir n° 58, p. 122] que Jean Martinet faisait le plus grand bruit le jour de S.-Jacques, le jour où la cabale a commencé ; il dit qu'ils étaient menacés [par] Jean Donet de Crettet, Joseph Roullier de Tassoneyre, Jean-Claude Berud de Collaire ; qu'ils avaient dit que s'ils ne voulaient pas faire à leur fantaisie, ils se feraient assez bien faire, et cela en plein conseil assemblé sur la place.

Claude Bollud, conseiller [voir n° 58, p. 122] : qu'il s'était fait une bande contre l'officier [Jean Rouiller], que l'auteur était Jean Martinet, qui avait engagé du monde contre l'officier ; camarades de Jean Martinet étaient Joseph Roullier, Claude Berud, Jean Berud de Corettaz et son frère Jean-Joseph Martinet.

Hyacinthe Dubosson ajoute [voir n° 70, p. 135] que Jean Martinet le fils était un des chefs de la bataille qui s'est faite avec ceux de la Val di-

lier à Monthey, l'année dernière, 8<sup>e</sup> septembre ; que le même a tenu un autre propos avec le syndic de Tres Torrents : comme il était de coutume jusqu'à présent, que le jour de la foire de Très Torrents du second mai, le syndic donne à dîner au curial du gouverneur et à son officier, que ledit Martinet a dit au syndic que s'il allait à la Croix d'Or faire ces frais, qu'ils étaient une bande de complot pour faire du bruit et du carillon.

Témoin Jean-Joseph Donnet, conseiller de Troistorrents, dit [voir n° 74, p. 138] que chez lui il s'est fait un complot, qu'il voulait faire le maître par force et qu'on n'osait pas seulement dire son sentiment ; que ce complot concernait l'officier Jean Rouiller : on voulait le déposer de sa charge ; que, suivant ce qu'il lui paraissait, c'était Claude Berut et Jean Martinet, lesquels doivent avoir commencé et fait le plus de bruit.

Du 11 octobre, témoin châtelain Joseph Raboud, de Troistorrents, dit [voir n° 59, p. 123] qu'il sait qu'un certain Jean Martinet le fils avait le plus contribué à la désunion de la paroisse de Trois Torrents, à l'occasion de la suspension de la charge de l'officier [Jean] Roullier, que tous les conseillers avaient été menacés dans cette affaire, que ledit Martinet était l'auteur de tout ce complot et vacarme.

*Diser ist ein versoffener und lauth jedermans aussag unruhiger Kopf, überdas sattsam überweisen, dass er der anstifter und urheber des wider den weibel Roullier von Trois Torrents formierten Complots gewesen, auch durch eine kundschaft, so omni exceptione major ist, überzeugt, dass er von einem Complot sowohl dem Joachim du Bosson, wann er in Savoye gehen würde, oder bei nacht aussert dem haus gienge, als auch dem H. Devantery nach dem Leben zu streben, bekanschaft gehabt habe, hiemit glaublich ein Mitglid desselben Complot müsse gewesen sein ; wie auch dass er sich der allten übung, welche der syndic von Trois Torrents verbindet am Tag des Mercks dem curial und weibel des schlosses zu mittag zu geben, mit gewalt zu widersezen gedrohet, auch schohn an der vor einem Jahr den 8. Septembris verübten Landwogts verjagung theil genohmen habe. Derowegen ist ihm zur straff auferlegt worden, dass er allhier die spitz Ruthen laufen solle, fahls aber die soldaten solcher execution sich weigeren sollten, ihme die stärckeste Dosis von Bastonade solle ertheilt werden. Nachmahlen am ersten sontag in Trois Torrents während dem Gottesdienst in der kirchen zum beispühl der anderen mit einer brinnenden kerzen in der Hand kniend erscheinen solle, worbei H. supervigilans [Maurice Bruttin] ihme von der Canzel eine öffentliche Exhortation zu geben ersuchet wird.*

*Dieser soll neben den Halseisen mit einer ruthen knien, bis am Samstag abend im arrest sein im schloss, mit Wasser und Brodt in seinen unkosten, am Sontag unter dem hochambt mit einer brennenden Fakel auf den 3 Stafflen knien, Tit. Herrn Landvogt und dem Rath abbitten.*

*Item François Morand, chapelier, pour avoir prêté faux serment à la haute commission, quoiqu'il ait satisfait le seigneur gouverneur, ayant manqué à la haute session, elle a droit de punir l'injure à lui faite.*

**Monthey, 12 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Pierre Barlathey,  
de Jean-Claude Avanthey et de Marie-Claudine Vanay.**

*I. Jean-Pierre Barlathey.*

*Eodem contextu* [voir n° 74, p. 137] fut dûment constitué hon. Jean-Pierre Barlathey, ancien syndic, lequel, sur les interrogats faits comme aux précédents, a déposé, en vertu de son serment prêté, comme suit :

*Ad 1.* — R. : qu'il lui paraît avoir entendu dire à Jean-Claude Barlathey que [Pierre] Guillot, lors du tumulte dans Monthey, aurait dit : « Que t'importe-t-il quand on tuerait bien quatre ou cinq personnes ou six ? » et que Claude[-Louis] Delerse a dit au déposant qu'il y avait un complot environ de soixante-trois personnes, qui avaient dessein de tuer et piller environ six de Month[ey], nommément MM. Devantery, Darbeley, les deux Franc [Emmanuel et Hubert] et Galley ; qu'ils voulaient commencer chez M. Devantery, qu'ils se masqueraient et auraient une manche noire à un bras pour se connaître entre eux et tous habillés en blanc ; que de Troitorrens devaient être de ce complot Pierre Premand, Jean-Joseph Durier, \* demeurant à Month[ey], en Place\* ; de Colombay, Barth[élemy] Torma, qui devait avoir un secret de se faire dur et l'avait enseigné aux autres, consistant dans un billet écrit qu'on devait mâcher et avaler, que par ce moyen les balles ne feraient rien, le tout suivant ce que Delerse a dit au déposant.

Ajoute le déposant qu'il croit avoir entendu dire à Claude Torma que les deux dizains de Sierre et de Sion se joindraient avec eux dans une affaire de révolte. Il croit que dit Delerse lui avait encore nommé les deux Carron de Colombay, touchant le susdit complot, et que lui Delerse n'avait pas pu savoir tous ceux qui en étaient. Il paraît encore au déposant qu'il lui ait aussi nommé Jean-Claude Torma et Jean Vidt.

Il a aussi entendu parler, à ce qu'il croit au même Delerse, d'un complot fait en delà du Rhone, du côté de Berne, dans des îles proches d'Olon.

Il croit que Joson Franc pourrait savoir pourquoi Delerse a été battu.

2. Quelle compagnie Claude Torma fréquentait ordinairement ?

— R. : principalement Jean Vidt, Guillot le père chez qui il était presque toujours à la maison lui travaillant ; *item* Louis Robriquet. Et que le jour qu'on a battu la générale, Torma était venu demander Guillot et Louis Robriquet et Louis Rey-Mourre pour aller boire, comme déposant croit, les ayant vus boire de l'eau-de-vie devant la maison de Joson Blanc. Et que Guillot avait un couteau de chasse en écharpe, criant par là et faisant un grand bruit ; que déposant ne sait pas pourquoi, mais il croit que c'était contre les gens de Month[ey], puisqu'il avait toujours le nom d'être contre eux.

[3]. S'il a connaissance que Claude Torma s'est sauvé un soir en chemise ?

— R. : qu'il s'y est trouvé un soir étant de la garde pour aller visiter la maison de Torma, qu'on y était allé deux fois : la première fois Torma y était ; la

seconde fois il n'y fut plus ; qu'on croit qu'il s'était sauvé par derrière, comme le précédent.

Relu et confirmé.

## II. Jean-Claude Avanthey.

*Eodem contextu* [voir n° 74, p. 137] fut dûment constitué et assermenté Jean-Claude Avanthey, du village Martinois, en Vald'Illiez, qui, sur les interrogats précédents, a déposé comme suit :

*Ad* 1. — R. : ignorative.

2. S'il ne s'est jamais trouvé dans des assemblées où l'on ait parlé de quelque complot ou de menace ? — R. : que non.

3. S'il n'a jamais entendu parler qu'on ait voulu voler l'Abbaye de St-Maurice ? — R. : qu'on le disait dans des discours communs, mais qu'on ne pouvait pas le croire.

4. S'il sait qu'on a fait ou voulu faire du mal au vicaire Clement ? — R. : que l'on disait bien le lendemain qu'on avait jeté des pierres contre sa maison, sans savoir qui, etc.

5. S'il a connaissance du vol fait à Pierre Medico ? — R. : ignorative.

Relu et confirmé.

## III. Marie-Claudine Vanay.

*Eodem contextu* [voir n° 74, p. 137] a comparu modeste Marie-Claudine Vanney, veuve de Pierre-Ant[oine] Pont, qui, en vertu de son serment, a été interrogée comme suit :

1. Interrogée si elle ne s'est jamais trouvée dans un jardin où elle a entendu quelque discours sur les troubles actuels ? — R. : qu'oui. Qu'étant un jour devant la foire de septembre passé dans son jardin, elle entendit un homme qu'il lui paraissait être de Colombay parlant avec M. Devanthery \* dans le jardin à côté \* ; elle comprit par leurs discours que cet homme demandait des avis de M. Devanthery, lequel lui aurait répondu : « Vous autres de Colombay, vous êtes des soûlons, vous faites des tapages, vous ne faites pas les choses en secret. Avez-vous été chez le curial [Barthélemy] Guillot ? et l'officier [Pierre Guillot] tient-il toujours bon ? » Que sur cela l'autre donnait des marques que celui-ci était bon luron, \* et qu'ils faisaient de grands ris. M. Devantery disait encore : « Il fait mal de se mêler des choses à présent, tout est complice : bourgeois, habitants et communiers\*. » Qu'ensuite M. le curé de Troistorrents [Maurice Bruttin] était survenu et qu'ils se sont séparés alors. Que c'est tout ce qu'elle avait entendu.

2. Si elle n'a point entendu parler de quelque complot ? — R. : ignorative.

Relu et confirmé.

(N° 34, pièce 6, pp. 2-4, et n° 32, p. 1.)

**Monthey, 12 octobre 1791. — Interrogatoire de Maurice Vuilloud.**

L'an, jour et lieu que dessus [voir n° 74, p. 137] fut dûment constitué h. Maurice Vuilloud, de Colomb[ey], lequel, après avoir prêté serment, a déposé comme suit :

Interrogé comme les précédents,

*Ad 1.* — R. : qu'il n'en sait point contre le souv[erain], mais qu'il a entendu quelque chose contre des particuliers ; que le Petit-Rouillet, nommé Ant[oine], avait menacé l'automne passé le déposant lui-même de lui faire rendre compte \* et qu'il ne viendrait pas seul \* ; étant ensuite venu de la nuit, il l'avait réveillé, mais le déposant s'étant levé et ayant pris une fourche pour se défendre en tout cas, l'autre disparut.

Qu'il [a] aussi entendu qu'on en ait voulu à d'autres, mais fort vaguement.

[2]. S'il connaît Jean Vidt ? — R. : qu'oui, qu'il devait être présentement à Cheselle ou à la première ville de la France, comme il a appris d'un homme, \* dont il croit que sa femme [Marianne Tormaz] sait le nom \*, qui travaille à St-Maurice, qui l'a vu là.

[3]. S'il ne sait rien autre chose ? — R. : ignorative.

Relu et confirmé.

(N° 32, p. 1.)

**Charges contre Antoine Rouiller, dit le Petit,  
et décision de la haute commission.**

Du protocole gouvernal, page 10<sup>e</sup> [voir n° 17, p. 44], témoin Barthélemy Torma : Il salua le syndic [Joson] Parvex, qui venait de la foire de Martigny, lui porta à boire et lui dit qu'il bâtissait bien une belle maison, mais qu'il bâtissait sur le vieux, que quelqu'un pourrait bien la lui mettre à bas, si on assemblait, sans nommer personne.

*Ibidem* : Le Petit-Rouillier a dit à Joson Parvex qu'on voulait aller les massacrer, lui et le châtelain, à Mura, qu'ils ne fallaient pas rester chez eux, qu'il y avait un complot fait pour cela.

*Ibidem*, page 27 [voir n° 25, p. 64] : que Petit-Rouillier savait le complot.

Fol. 2 : Témoin Guillaume Vouillu, syndic de Colombey, dit [voir n° 24, p. 60] qu'il se souvient encore qu'un certain Petit-Rouiller, de Colombey, alla cet automne passé, pendant la nuit, chez le lieutenant [Pierre-Didier] Fay, le cherchant partout, et qu'ensuite il est venu chez le déposant, le couteau ouvert à la main.

Fol. 3, du 7 octobre : Témoin Chrétien Riondet [père], officier et juré de Colombey, dit [voir n° 24, p. 61] que l'année passée, après le temps de M. Shiner, *sede vacante*, un veuf [Pierre-Maurice Du Fay] s'étant marié et ayant refusé de donner à boire, il aurait occasionné un grand tapage, soit dit charivari.

Ajoute encore qu'un nommé Antoine Rouillier allant chez le lieut[enant] Fay à Colombey le grand, le couteau à la main pour le tuer, mais ne l'ayant pas trouvé chez lui, car il s'était caché, il serait ensuite retourné au Colombey dessus pour en faire autant à Maurice Vouilloz, sous prétexte que celui-ci n'avait pas bien partagé les communs, chez lequel il a trouvé la porte fermée, et s'est en allé ensuite.

Tout ceci par un bruit public.

Du 12 octobre : Témoin Maurice Vouilloz, de Colombey, dit [voir n° 78, p. 143] que le Petit-Rouiller, nommé Antoine, avait l'automne passé menacé le déposant lui-même de lui faire rendre compte et qu'il ne viendrait pas seul ; étant ensuite venu dans la nuit, il avait réveillé, mais le déposant s'étant levé et ayant pris une fourche pour se défendre en tout cas, l'autre disparut.

*Der Fehler, wessen diser durch die kundschaftten angeklagt und überwiesen ist, ist schohn vor einem Jahr begangen worden, der angeklagte ist destwegen schohn vormahlen vor H. Landvogt erschienen und abgestraft worden, hiemit hat er abbezahlt.*

(N° 4, pp. 1-2.)

### Vouvry, 12 octobre 1791. — Déposition de Joseph de Laroche.

Joseph de La Roche a déposé, en date du 12 d'octobre 1791, que ce printemps, un jour de marché, à Monthey, dans la maison de Jean-Carle [Martin], Louis Rey, de la vallée d'Illiet, un grand homme, avait reproché au métral [Jean] Delzet qu'il avait vendu le pays, qu'il était un traître, sans dire pourquoi ni d'où il tenait cela [voir n° 42, p. 94] ; que sans [Pierre-Maurice] Rey-Bellet, qui disait qu'il fallait le laisser, et Christian Riondet [père], de Collombey, on l'aurait peut-être maltraité ; que lui (déposant) et Jean-Pierre Marieaux y avaient été présents.

(N° 29, pp. 3-4. — Le procès-verbal de cette déposition ne figure pas dans le dossier.)

**Vouvry, 12 octobre 1791. — Griefs contre Pierre Vanay  
et Louis Frachiboud et décision de la haute commission.**

Cependant, en date du 12 d'octobre 1791, Joseph de La Roche, qui était dans la maison lorsqu'on jetait des pierres, a déposé qu'à la voix de ceux qui étaient dehors de la maison, il a reconnu la voix : celle de Pierre Vaney, du mayen Isabé, qui criait : « Bougre ! » (interr. 3).

En même date, Jean-Pierre Guerin déposait (interr. 2) qu'il s'était aperçu qu'on tirait des pierres à la grosse maison [de M. Barberin] à Vionnaz... ; qu'il a connu un seul, Louis Frachiboud... ; qu'il avait vu monter plusieurs avec ledit Louis Frachiboud vers chez eux, et ont passé ladite maison, et un moment après les pierres venaient du même côté d'en haut, où Louis Frachiboud et compagnie allaient.

Interr. 3 : qu'il croyait que c'était la voix de Pierre Vaney, fils de Jean... ; qu'il jurait (interr. 4).

En même date, Louis Frachiboud, inquisitoirement interrogé, a répondu qu'il s'est trouvé tard avec Pierre Bressoud, fils à Nicolas, avec Jean Frachiboud, Pierre Vaney, alors syndic... ; que Pierre Vaney y était venu aussi (*das ist zu dem Johan-Joseph Fracibouz ein Weinausschäncker*).

Jean Frachiboud, inquisitoirement interrogé, a répondu en même date, qu'un soir, un peu tard, demi-heure de nuit, cette année, en hiver, étant chez Jean-Joseph Frachiboud, Pierre Vaney, syndic, y était venu dire qu'on lui avait jeté une pierre, vers la grosse maison, qui lui avait passé près de la tête, et qu'il fallait monter ensemble.

*Er (der Petrus Vaney) ist also überführt, die Untersuchende delegations kommission zu Vouvry in seinem Constitut belogen zu haben ; oder geirrt zu haben.*

(N° 88, pp. 3-4. — Le procès-verbal de ces dépositions ne figure pas dans le dossier.)

**Monthey, 13 octobre 1791. — Interrogatoire d'Antoine Rey  
et de Jean Devantéry.**

*I. Antoine Rey.*

Par-devant la commission souveraine fut constitué Antoine Rey, maréchal de la Vald'Illiez, lequel a été interrogé sans serment et déclaré comme suit :



1. Interrogé s'il sait pourquoi son frère l'officier est arrêté ? — R. : qu'on lui avait dit que c'était pour des complots.
2. Quel complot ? — R. : pour un complot pour se défendre contre les seigneurs.
3. S'il sait où l'on tenait ce complot ? — R. : chez son frère [Pierre] l'officier, qui avait un livre, lequel il lui a lu.
4. Qu'est-ce que ce livre contenait ? — R. : qu'il parlait des vaillances faites en France ou à Geneve, et des révoltes.
5. Qui est-ce qui était présent à cette lecture ? — R. : son frère Jean-Joseph, qui est en Savoye : il y tient un bien ; [Claude-]Joseph Avantey, de la Valdilliez, ne se rappelant d'autres, et lui-même déposant ; que lui déposant et l'autre frère Jean-Joseph avaient dit alors à l'officier que puisqu'il avait de braves enfants et une brave femme, avec peu de bien, qu'il devait leur laisser au moins l'honneur.
6. Quel discours a-t-il tenu, l'officier ? — R. : ayant vu que sa lecture ne leur faisait pas plaisir, il a jeté le livre sur son lit et les autres se sont en allés ; déposant ajoute que ledit frère Pierre l'officier l'avait invité cette fois-là de venir chez lui.
7. Si dans cette occasion il n'a point parlé de certain complot ? — R. : qu'il n'a pas dit davantage que si l'on trouvait bon ce qu'il venait de leur dire, mais que les autres auraient dit que cela ne valait pas grand-chose et qu'il n'a pas dit de plus en sa présence.
8. Combien ils sont de frères ? — R. : qu'ils sont à cinq, savoir Jean-Joseph, Jean-Maurice, lui Antoine, Emmanuel et Pierre.
9. S'il y a longtemps qu'il n'a plus parlé avec Jean-Maurice qui reste à Massonger ? — R. : qu'il y a environ dix jours, étant allé dimanche passé huit jours à St-Gotthard, et y ayant couché chez lui en montant.
10. S'il sait d'où son frère Pierre tenait ce livre ? — R. : ignorative, qu'il ne lui en a jamais parlé.
11. S'il n'a point de connaissance dans le canton de Berne ou du côté de Bex ? — R. : point d'autre, sauf celle de M. Ricoud ; qu'une fois, allant à Vevey pour y acheter du fer, il y aurait trouvé un M. François, qui lui demanda son nom et d'où il était, et, le lui ayant déclaré, l'autre lui aurait dit de le suivre à quatre ou cinq pas, ce qu'il fit ; et étant entré avec lui dans une maison, il lui aurait remis un écrit, disant qu'il devait le communiquer à ses gens, mais bien avoir soin de le retirer toujours. Quand il fut venu jusqu'à Monthey, sur la place, il y aurait vu vers la chapelle quelques Messieurs, entre lesquels se trouva aussi M. Devantery ; ces Messieurs, à ce qu'il croit, voulaient monter à Sion ou à St-M[auri]ce ; que ce dernier lui ayant aperçu ce papier, il l'aurait demandé et, après l'avoir lu, aurait dit : « *Cela est bon* » ; que le déposant le lui aurait redemandé ensuite, disant qu'il n'osait abandonner ce papier, mais que monsieur pouvait en prendre copie s'il voulait, mais qu'il le

lui avait rendu sur-le-champ. Arrivé chez lui, le déposant l'aurait montré à tous ceux qui le voulaient lire, ainsi qu'à Monthey sur la place, n'ayant rien caché.

\* Déposant dit aussi que M. le vicaire de Vald'Illiez [l'abbé Clément] l'avait aussi demandé, le billet, et l'ayant reçu du déposant ne le lui avait rendu que le lendemain. \*

Au bout de quelque temps, environ deux mois, il fut demandé par une lettre écrite de M. Ricoud de se rendre aussitôt à Bez, et, y étant allé, il se serait adressé chez M. le général Fischer, lequel lui aurait demandé s'il avait encore ce papier qu'un M. François lui avait donné, et sur la réponse qu'oui, il le lui aurait demandé, mais voulu rendre aussitôt après l'avoir lu, mais que déposant ne l'avait pas voulu reprendre et l'aurait laissé entre ses mains. Ledit M. Fischer lui aurait ensuite donné un louis d'or pour ses peines et son voyage.

12. Si M. le vicaire Clement est aimé à la Vald'Illiez et si on l'a jamais menacé ? — R. : qu'oui, à ce qu'il croit ; que lui déposant ayant une fois en passant eu une baguette de haricot, en avait frappé contre la galerie de bois de dit M. Clement.

13. Pourquoi et à quelle occasion il avait fait cela ? — R. : qu'il a été engagé à cela par son frère Pierre et Jean-Jos[eph] Gex-Collet, mais que son frère était l'auteur de ce qu'ils ont été là et qu'ils n'ont rien fait d'autre et qu'il n'y avait ce soir personne autre qu'eux trois, s'étant auparavant assemblés dans la maison du déposant où son frère l'était venu trouver à cette fin et qu'ils n'ont trouvé chez M. Clement que sa servante.

14. S'il pourrait affirmer par serment que Jean-Jos[eph] Collet était avec eux ce même soir ? — R. : qu'oui.

15. S'il n'a point entendu parler d'un certain complot contre l'Abbaye de St-Maurice ? — R. : ignorative, que par un bruit public.

16. S'il est allé seul à Bez lorsqu'il fut demandé par M. Ricoud ? — R. : qu'une fois son frère Pierre l'y avait accompagné, à cause d'un procès touchant l'usufruit des biens de sa femme du déposant, et encore une fois, ayant été demandé par M. Fischer, qui avait fait demander le déposant s'il avait des griefs pour les lui apporter, et qu'il lui avait répondu qu'il menait son frère avec lui pour savoir si lui aurait quelque chose ; que Pierre n'avait point de griefs, sinon quelques mandats dans son portefeuille.

*Addidit* qu'il croit que son frère Pierre l'avait encore sollicité pour aller faire peur à M. Clement une seconde fois ; qu'un certain Jean-Joseph Durier devait aussi en être, qui demeure à Monthay, comme aussi Jean-Claude Defago le père, à ce que Pierre lui a dit.

*Item* son frère Emmanuel était aussi invité, mais n'est pas allé, non plus que Jean-Louis Borra et lui-même déposant quoique aussi invités, lesquels trois derniers seraient restés ensemble chez le déposant ; que les autres devaient se rassembler dans une maison écartée en Fontanella ; qu'on lui a dit longtemps après que les mêmes associés du dernier complot seraient allés boire ensuite, le même soir, chez Jean-Claude Avanthey.

Ajoute que dans le complot du livre il y avait encore un certain Caspar Toma et que, le même soir qu'on lisait ce livre, son frère Pierre avait parlé du complot d'aller piller l'Abbaye de St-Maurice et que, sur cela, les autres frères lui auraient tenu la morale ci-dessus.

17. Pourquoi il a nié auparavant qu'on avait parlé d'un complot lorsqu'on lisait ce livre ? — R. : qu'il l'avait nié pour conserver son honneur et celui de ses frères.

[18]. Demandé pourquoi son honneur y aurait donc été intéressé et comment ? — [R. :] que s'il arrivait un déshonneur ou malheur à ses frères, disant si l'on pend mes frères que son honneur y serait aussi intéressé.

*Serio admonitus ad declarandam veritatem*, dit qu'il ne sait rien autre que comme il a dit, sinon que son frère avait bien fait la proposition, le même soir, à ceux qui y étaient d'aller piller l'Abbaye et de massacrer les Messieurs qui y étaient.

## II. Jean Devantéry.

L'an, jour et lieu que dessus a comparu M. le capitaine Devantery, lequel, après avoir prêté serment, a déposé comme suit :

1. Interrogé de déclarer tout ce dont il pourrait avoir connaissance relativement au désordre et trouble passés, — R. : qu'il s'était trouvé dans une situation fâcheuse depuis un an ; qu'il a appris qu'il s'était fait des complots sur sa personne ; que le seigneur gouverneur [Pierre-Antoine Preux] l'ayant consulté au sujet de l'affront qui lui arriva ensuite par le nommé « abbé » [Joson] Carrot, il avait fait assister le châtelain de la Vald'Illicz [Barthélemy Dognier] et celui de Troistorrents [Joseph Raboud] en cour ; que dans un conseil, à Month[ey], il fut question de déclarer les mauvais sujets de part et d'autre, lorsqu'on débitait que les Colombairiens voulaient attaquer ceux de Monthey ; qu'il avait lui-même proposé, mais sans effet, qu'on devrait les citer et vérifier la chose devant le seigneur gouv[erneur], \* et d'autres mesures \*, pour arrêter ces désordres...

2. Si personne de Colombay n'est venu le consulter dans son jardin ? — R. : ignorative, qu'il ne croit pas avoir vu des gens de Colombay chez lui depuis quelque temps, sinon un certain Christian Riondet [père], le lieutenant [Pierre-Didier] Fay, et un certain N, qui seraient venus à cause des procès, étant d'ailleurs brouillé avec ceux de Colombay.

3. Si un homme de la Vald'Illicz ne lui a point montré un papier venant d'un monsieur de France ? — R. : qu'oui, une fois se trouvant près de la chapelle avec quelques messieurs pour aller à Sion, mais qu'il ne l'a pas lu sur la place, n'ayant pas voulu sortir là ses lunettes, lequel homme lui avait raconté quelques circonstances sur ce papier, mais qu'il le lui avait rendu sur sa demande.

4. S'il n'a connaissance de quelque complot contre l'Abbaye de St-Maur[ice] ? — R. : qu'il en a été averti par la même voix de qui les seigneurs ont été prévenus.

5. S'il connaît quelques personnes suspectes et dangereuses dans ce gouvernement ? — R. : pas particulièrement, les ayant toujours évitées tant qu'il pouvait, que [Jean-Claude] Torma et ceux qui se sont évadés lui paraissent assez de mauvais sujets.

Que, touchant les complots, un artisan, maître Louis [Robiquet] fils, \* que M. déposant fit venir chez lui \*, lui avait dit que si on avait mis le Petit-Borra en prison, quelqu'un l'en aurait tiré, ce qu'une femme lui dit aussi ; que là-dessus M. le déposant serait allé trouver le curial de Troistorrents [Jean-Joseph Donnet] pour s'informer de la chose, qu'il y avait beaucoup de présomption sur la réalité de ce complot, d'après les informations prises.

(N<sup>o</sup> 14, pp. 4-8.)

### 83

#### St-Maurice, 13 octobre 1791. — Séance d'une délégation de la haute commission.

Den 13<sup>den</sup> octobris 1791 zu S.-Moritzen in der Behausung des wohl edlen HH. Castlans und Ritter [Jacques de] Quartery haben sich versammelt Vermäg dem hohen Auftrag der bevollmächtigten Commission in Monthay die hochwohl und edelgebohrne Caspar Stokalper, Obrist der Manschaft deren 7 LL. Zehnden : Johan-Frantz Taffener, alt Landwogt und Lieut[nant] der L. Compagnie Goms, Alexis Allet, alt Meyer von Leuk, Jacob Preux, haubtman der Compagnie des L. Zehnden Syders, auf den Vortrag, wie und was vor die hand zunehmen, ist erörteret worden, dass vorzüglich der Burgerschaft oder vielmehr dem Rath solle angedeutet werden, die uhrsach, so den hohen Stand dise hohe Commission und truppen abzuordnen vermögen, nemlichen die herstellung der Ruhe und Gerechtigkeit, einfolglichen sie anzuhalten alle gefährliche verdächtige persohnen zu declariren, demnach H. Castlan unverzüglich berufen und dem selben aufgetragen worden, den Rath also bald zu versammeln : dann ist der versamlete Rath \* in 8 persohnen \* vor der hohen Session erschienen und derselben die obige Intention der hohen Commission erkläret und zu entdeckung aller der allgemeinen Ordnung, dem freyen Lauf der Gerechtigkeit gefährlichen schädlichen persohnen angehalten worden : der Rath erwiederte, er bitte nur in seinen alten gebräuchen beybehalten zu werden, andurch werden auch schuldige entdeket werden, wie hier auf der Seite in Frantzösisch.

Antwort des H. Castlans. *MM. du conseil demandent à être réintégrés dans ses [leurs] droits, ne voulant aucunement participer à tous les inconvénients et malheurs qui pourraient résulter d'un arrangement contraire, nous sommes tous décidés à nous démettre de nos places où nous n'aurions que le regret d'avoir part à des abus sans possibilité de faire du bien.*

Nach der anderten Sommatation, ihm schuldige oder gefährliche zu erklären, stellte sich abermahl der Rath und declarirte: H. Castlan der erste klagte wieder den Syndic Jean-François Vuillioz der hiesigen Stadt, dass er seinen weibel öfters gedrohet und seine Mandat nachgeahmet, dass ist seinen nahmen beygesetzt — wieder den Regent \* Jos.-Ant. \* Franc endlich aber preferierten sie, solche schriftlich einzugeben, nemlich die nähmen und die uhrsach der klagde eins jeden geklagten. Indessen ist eine Citation an den H. Tavernier abgegeben worden wegen jenen zu S.-Peter von dem H. [Michel] Mudry ausgestossene Reden.

Weil man vernehmend H. Commissarius [Isaac] Derivaz allhier befindlich, hat die hohe Commission gutt erachten, selben zu beruffen und zu vernehmen, wo die Grossen von Valdilliez wären?

H. Derivaz ist erschienen und geantwortet: die Grossen von Valdilliez wären nit geschriben, weilen die Gemeind nit den kosten ertragen wollen, die Minuten aber wären beym H. [Hyacinthe] Darbellay, alte Grossen hätte er noch einige, die werde er nächsten Weinacht Land Rath auf Sitten bringen — er hoffe aus denen alten Grossen werde keiner abgehn, das Inventarium zwar werde er nit erkennen weilen die Grossen auf Befehl des Tit. HH. Landvogts [Jean-Joseph] Jost hinterzogen worden in seiner Abwesenheit.

Darauf haben die Räth der Stadt S.-Moritzen ihre declarationen eröffnet und schriftlichen eingelegt.

Worauf erörteret worden, dass unter denen geklagten diejenige so als *fractae pacis rei*, als *Innovatores*, *Seductores* der gutten ordnung oder ausübung der Gerechtigkeit schädliche gefährliche hieher zu citiren, die sind folgende:

Jean-François Vulliod zwe[i]ter Sindic das erste *gravamen* und das 7<sup>de</sup> als fehlbare angemerket worden.

*Joseph-Antoine Franc Regent pour être le moteur et principal perturbateur de la Bourgeoisie, le 2<sup>me</sup> motif, le 3<sup>me</sup> motif* angenommen.

*Les autres Députés au nombre de 6.*

*Michel Mudry pour avoir menacé M. le châ. de lui tirer un coup de fusil.*

*Les gens de Salvan qui ont menacé de reprendre à main armée une montagne, etc.*

*Ceux de Verrossa N. Delez et Pierre-Joseph Maurisod pour avoir menacé de revenir à main armée.*

Disen abend vermäg geschechner vor Ihre hochwürdigkeit HH. Abbt erhaltener Citations erlaubnis ist vor der hohen Session erschienen der ehrwürdige Caspar-Joseph Esquis, Procurator der königlichen Abbtay, welcher nach abgelegtem pristerlichen Eyd sich erkläret wie folget und in *pagina testium* zu ersehen.

Dann ist constituirt worden Jean-François Voullioud, zweyter syndic, welchem die *Gravamina* der Burgerschafft abgelesen worden, er aber sich verthätiget wie folget:

*Ad 1, er leugnet, das er ihme das mandat aus denen händen gerissen, er habe nur gesagt, er solle das Mandat ohne sein Vissenait publiciren, sonst visse er nit, ob ihm etwas geschehen möchte.*

*Ad 2, qu'ils ne se sont opposés que quant à la formalité...*

*Ad 3, que M. le châtelain en a été avisé, qu'il ne tenait qu'à lui de renvoyer le conseil, qu'il n'y a donc aucun grief là-dessus.*

*Ad 4, que lui et M. Franc étaient menacés, qu'ils n'avaient point été avertis la veille, et qu'ils voulaient savoir s'il y avait contre eux des plaintes des père et mère.*

*Ad 5, n'avoir point barré et seulement fait suspendre...*

*Ad 6, qu'il voulait attendre un conseil pour confirmer tout ce qui était vieux..., cela regardant les syndics comme M. le châtelain.*

*Ad 7, point d'assemblée nocturne, les autres rien que pour le bon ordre.*

*Ad 8, qu'ils n'y a point de troubles, qu'on observe les règlements de 1700, de 1400 et celui d'aujourd'hui.*

*Puis, par ordre de la haute Commission, il a été interrogé comme suit :*

*1. S'il connaît quelque personne suspecte ou dangereuse au repos public ? — R. : ignorative.*

*2. S'il sait la source ou la cause de la discorde entre le conseil et la bourgeoisie ? — R. : que l'on n'observe pas le règlement de 1700.*

Dann hat sich vor der hohen Session gestellt Joseph-Antoine Franc, regent, dann sein *gravamina* abgelesen antwortend :

*Ad 1, qu'il en demande copie.*

*Ad 2, nie d'avoir dit cela.*

(N° 60, pp. 1-5.)

**St-Maurice, 13 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre-François Tavernier et du chanoine Joseph-Gaspard Exquis (1<sup>er</sup>).**

**I. Pierre-François Tavernier.**

Le 13<sup>e</sup> octobre 1791, à S.-Maurice, dans la demeure de M. le châtelain [Jacques] de Quartery, par-devant la haute commission déléguée, fut cité,

assermenté et interrogé Pierre-François Tavernier, bourgeois et voiturier en cette ville.

1. Interrogé : « Connaissez-vous Michel Mudry, bourgeois de cette ville ? »  
— R. : affirmative.
2. Ne vous êtes-vous jamais rencontrés ensemble à S.-Pierre-de-Clages ?  
— R. : qu'ils se sont rencontrés avec leurs chariots.
3. Quel discours y avez-vous tenu ? — R. : ignorative.
4. N'avez-vous jamais entendu que ledit Mudry ait proféré des discours contre le bon ordre ou le souverain ? — R. : ignorative, qu'il ne peut s'en rappeler.
5. Connaissez-vous quelque personne suspecte ou dangereuse à la tranquillité publique dans cette châtellenie ? — R. : ignorative, que pour des sottises, Mudry en dit assez concernant les filles.
6. N'avez-vous aucune connaissance de quelque mauvais complot ?  
— R. : ignorative.
7. S'il a des ennemis dans cette ville ? — R. : ignorative.

Vu son ignorance, lecture ne lui a pas été faite de sa déposition.

## II. Chanoine Joseph-Gaspard Exquis.

*Eodem contextu* fut constitué, assermenté sous foi sacerdotale et interrogé R<sup>d</sup> Gaspard-Joseph Esquix, *Procurator der königlichen Abbey*.

1. Interrogé : « N'avez-vous la connaissance d'aucun complot contre votre Abbaye ? » — R. : que cet hiver, ils eurent quelque avertissement de la part d'un prêtre, savoir de M. [Jean-Maurice] Clement, vicaire de la Valdilliez, fait à Sa Révérence M. l'abbé [Georges Schiner] ; que la première fois, lorsque ces seigneurs étaient encore à l'Abbaye, il serait venu lui-même dans la chambre de Sa Révérence l'abbé pour déclarer qu'il y avait un complot formé pour venir voler l'Abbaye et assassiner ces seigneurs qui étaient alors, disant que c'était un homme de Valdilliez digne de foi qui était venu l'avertir, qu'on avait sollicité pour être du complot ; que lui n'avait osé dire que non, de crainte des menaces qu'on lui avait faites ; qu'il a dit vaguement qu'ils étaient nombreux, qu'il y en avait de Chattel et des Bernois et une troupe de la Valdilliez et différentes paroisses, tous de mauvais sujets qui n'avaient rien à perdre ; qu'ils devaient venir le même soir ou le lendemain au soir.
2. N'avez-vous vu aucun cahier contenant des noms de certains comploteurs de Monthay et d'ailleurs ? [— R. : - - -].
3. A-t-il déclaré et savez-vous ceux qui étaient de ce complot horrible ?  
— R. : qu'il n'en a aucune connaissance, en ce que M. Clement ne lui l'aurait pas dit.



4. N'avez-vous suspecté personne et laquelle ? — R. : qu'il a ouï dire que chez [Jean-Maurice] Rey-Borrachon, marié à Massonger, il se tenait des assemblées nocturnes entre ceux de Bex, et qu'il a suspecté le même Rey être le fauteur de ce complot.

5. S'il sait pourquoi ce complot abominable n'aurait été exécuté ? — R. : qu'il a entendu plusieurs choses, mais que la plus vraisemblable était qu'une grande partie des comploteurs avaient dit que la proie n'était pas suffisante pour « vuidier » le projet.

6. Puisque vous avez ouï dire qu'il s'est tenu des complots chez Rey, à Massonger, connaissez-vous quelqu'un qui aurait eu connaissance de ces sortes d'entrevues ? — R. : qu'il a entendu nommer deux de Bex : un certain Bovard et un certain Paillard et qu'on a dit qu'il y en avait un [Gaspard Thomas] de la juridiction de M. l'abbé, rière Verrossaz.

7. S'il connaît quelque personne suspecte au repos public en ce gouvernement ? — R. : ignorative.

8. S'il n'a jamais entendu aucun propos séditieux ? — R. : ignorative.

9. S'il sait la cause et les auteurs des troubles élevés dans cette châtellenie ? — R. : qu'il croit que [Jean-François] Vouilloz et [Joseph-Antoine] Franc sont les auteurs de la division entre le conseil et la bourgeoisie et que sans eux les autres n'oseraient rien faire.

10. Pourquoi croyez-vous que Vouilloz et Franc soient les auteurs de cette discorde intestine ? — R. : que ce sont des personnages qui ont beaucoup d'ambition et qu'ils ont dit que le conseil n'avait pas rendu des comptes exacts.

11. Qu'il déclare tout ce qu'il sait relativement au désordre qui s'est élevé en cette châtellenie.

— R. : [- - -]

12. S'il connaît l'officier [Pierre] Guillot ? — R. : affirmative.

13. S'il connaît sa conduite envers le souverain et ses supérieurs, surtout depuis le désordre éclaté à Monthay ? — R. : qu'il a eu une entrevue avec lui, cet été, à Morgen, où l'officier Guillot se trouvait aussi ; qu'il a dit à plusieurs paysans, à l'occasion de l'arrivée de la troupe de Berne : « A présent, il faut boire un coup, il est arrivé 25.000 Français dans le Pays de Vaud, desquels il y avait 400 à Bex » ; que le lendemain, il a dit : « Dieu donne force à la France, toutes ces troupes ne sont rien. »

14. S'il n'a jamais entendu aucun autre propos dangereux de la part de l'officier Guillot ? — R. : négative.

15. Sommé à déclarer naïvement tout ce qu'il pourrait avoir à dire sur les troubles du Bas-Vallais ? — R. : qu'il y fera attention pour demain matin.

Relu et confirmé.



**Monthey, 13 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Joseph Donnet,  
de Nicolas Meythiaz et de Pierre-Julien Médico.**

Par-devant le préfet seigneur g[ouver]neur ont comparu M. [Jean-Joseph] Donnet, curial de Troistorrens, et les hon. Nicolas Methyaz et Pierre-Julien Médico de dite paroisse, lesquels, ayant prêté serment, ont fait les dépositions suivantes :

*I. « M. le curial Donnet. »*

1. Interrogé s'il connaît beaucoup Pierre Premand et s'il n'est pas de leur paroisse ? — R. : qu'il le connaît, qu'il est natif de Vald'Illicz, et habitant perpétuel à Troistorrens ; qu'il est présentement son voisin.
2. S'il n'a jamais entendu dudit Pierre Premand des discours séditieux et dangereux ? — R. : qu'il ne lui a jamais entendu dire, sinon qu'une fois qu'ils allaient ensemble à St-Maurice, ledit Premand se mit à dire : pourquoi on payait des dîmes et des lauds ? qu'il n'en connaissait pas l'origine ; à quoi le déposant répondit qu'il serait difficile d'en revenir, que l'origine en était fort ancienne.
3. S'il ne connaît pas audit Premand un caractère fier et rénitent aux ordonnances de la police et autres ? — R. : que c'est un homme assez fier et, comme il croit, pas trop volontairement soumis aux ordonnances, ne sachant du reste de lui, sinon qu'il a contrarié une fois le conseil de Troistorrens en tenant son bétail sur le commun, et tenant son ménage lui-même, quoique cela soit défendu aux habitants et qu'on le lui eût expressément défendu à lui-même.
4. Si, par ses rénitences et contradictions, il n'a pas dérangé la paroisse ? — R. : que non, qu'il n'y a causé aucun dérangement, autant que le déposant s'est aperçu.
5. S'il sait quelque machination ou complot dans lequel ledit Premand ait été complice ? ou envers le souverain, ou envers les gouverneurs, ou envers des généralités, ou particuliers ? — R. : qu'il n'en connaît aucune.
6. S'il ne sait rien autre relativement à ses interrogats ? — R. : que non.  
Relu et confirmé.

*II. « Nicolas Methyas. »*

Interrogé comme le précédent,

- Ad* 1. — R. : qu'il le connaît assez, qu'il est cabaretier au village.  
*Ad* 2. — R. : qu'il ne pourrait pas le dire.

*Ad 3.* — R. : qu'il est assez fier.

*Ad 4.* — R. : qu'il a bien entendu dire par d'autres, sans savoir par qui, qu'on ne l'aimait pas bien dans la paroisse.

*Ad 5.* — R. : qu'il n'en a jamais entendu parler.

*Ad 6.* — R. : que non, qu'il ne le fréquente pas beaucoup. Il lui semble cependant qu'il lui a entendu dire quelque chose de la justice, mais il ne le sait pas pour sûr ; il lui a dit, quand M. l'abbé Durier était à Sion, qu'il faudrait envoyer une lettre où l'on écrirait *qu'il faut le renvoyer, ou qu'on l'ira retirer*, ou quelque chose de semblable, que l'abbé Durier ne lui était rien, mais qu'il aimait son frère.

Relu et confirmé.

### III. « *Pierre-Julien Medico.* »

Interrogé comme les précédents,

*Ad 1.* — [R. :] qu'il est de la Vald'Illier et qu'il est habitant à Troistorrens.

*Ad 2.* — R. : que non, à ce qu'il croit.

*Ad 3.* — R. : qu'il ne connaît en lui de mal, sinon qu'il est de ceux qui aiment un peu parler.

*Ad 4.* — R. : qu'il ne sait pas, qu'il n'y a pas fait attention.

*Ad 5.* — R. : que non.

*Ad 6.* — R. : que non, qu'il n'a rien fait attention à sa conduite, sinon qu'il est un peu fier et qu'il aime assez à discourir.

Relu et confirmé.

Il ajoute qu'on trouve assez à redire après lui, qu'il dérange la paroisse, mais qu'il ne sait pas sa conduite.

(N° 36, pp. 63-66.)

### **Charges contre Pierre Premand et décision de la haute commission.**

Pierre Premant, de Troistorrens, est accusé [voir n° 77, p. 141] d'être un très mauvais sujet et dénoncé par [Claude-Louis] Delerse à Jean-Pierre Barlathey d'être du complot à tuer les Messieurs de Monthey.

Pages 63 et 64, témoin le curial [Jean-Joseph] Donnet dit [voir n° 85, p. 154] qu'une fois qu'ils allaient à St-Maurice ensemble, ledit Premand se

mit à dire : Pourquoi on payait des dîmes et des lauts ? qu'il n'en connaissait pas l'origine. A quoi le déposant répondit : « Il serait difficile d'en revenir » ; que l'origine en était fort ancienne. Déposant ajoute que le prédit Premant est un homme assez fier et, comme il croit, pas trop volontairement soumis aux ordonnances.

Page 65, témoin Nicolas Methiaz déclare [voir n° 85, p. 155] que, du temps que M. l'abbé Durier était à Sion, Premant avait dit qu'il faudrait envoyer une lettre où l'on écrirait qu'il faut le renvoyer ou qu'on l'ira retirer, ou quelque chose de semblable ; que l'abbé Durier ne lui était rien, mais qu'il aimait son frère.

Témoin Pierre-Julien Medico dit [voir n° 85, p. 155] qu'il ne connaît de mal en Premant, sinon qu'il est de ceux qui aiment un peu parler et qu'il est un peu fier.

Renvoyé faute de conviction suffisante et vu qu'il est suspect d'être complice dans les autres complots.

(N° 44/45.)

## 87

### **Vouvry, 13 octobre 1791. — Déposition contre Michel Rouiller.**

En date du 13<sup>e</sup> d'octobre 1791, madame Delzet a déposé qu'un nommé Michel Roullier, de Martigny, receveur des sels de la ville de Sion, lorsqu'elle avait demandé audit Roullier si de son côté tout était tranquille, qu'il n'était pas content ; qu'on leur avait beaucoup promis, qu'on ne leur tenait rien ; « vous allez voir qu'il va se faire une grosse révolte ; on n'est que des fous ; on devrait tous s'entrepayer, et quand ces Messieurs d'en haut seront assemblés à Sion, il faudrait monter tous et leur dire : « Nous le voulons comme » cela et comme cela », et s'ils ne veulent pas accorder ce que nous voulons, il faudrait leur mettre bas la tête de ces perruques. » Qu'il lui avait dit cela le 14 d'août dernier, à Vionnaz, dans leur maison morative.

(N° 47. — Le procès-verbal de cette déposition ne figure pas dans le dossier.)

**St-Maurice, 14 octobre 1791. — Interrogatoire  
du chanoine Joseph-Gaspard Exquis (2°), de Jeanne-Marie-Denise Morisod  
et de Joseph-Alphonse de Nucé.**

*I. Chanoine Joseph-Gaspard Exquis.*

Le lendemain 14<sup>e</sup>, le préfet [Joseph-Gaspard Exquis] Rd procureur ajouta à sa déposition faite hier ce et comme suit :

[1]. Qu'après le départ de Messeigneurs, Sa Révérence M. l'abbé [Schiner] aurait encore reçu une lettre de M. [l'abbé] Clement, vicaire de la Valdilliez, contenant des avertissements qu'il devait prendre des précautions afin de n'être pas surpris de nuit ; que lui déposant l'a lue et qu'ensuite Sa Révérence M. l'abbé l'a brûlée ; que dans cette lettre il était dit qu'on voulait non seulement massacrer l'Abbaye, mais qu'on se croyait assez nombreux pour attaquer encore quelques principales maisons de la ville ; que lui déposant a aussitôt pris des précautions pour la défense. M. Clement marquait dans cette lettre qu'il savait de main sûre que le complot continuait encore.

[2]. Interrogé sur qui il aurait des soupçons d'avoir été compris dans ce complot ? — R. : point d'autre que celui qu'il a déclaré hier, et ajoute qu'il n'a point vu de cahier ni libelle contenant des noms des comploteurs.

[3]. Interrogé s'il connaît la personne de Verraussa qui se trouvait dans les complots chez [Jean-Maurice] Rey-Borrachon à Massonger ? — R. : qu'on a conjecturé que ce serait Gaspard Thomas, puisque, du temps de ce complot, il avait manqué plusieurs jours à Verrossaz, s'étant transporté à la Valdilliez.

[4]. Sommé à déclarer tout ce qu'il pourrait savoir de manière quelconque touchant ce complot et toute autre personne dangereuse au repos public, soit dans la ville soit dehors ? — R. : que pour de ce complot il n'en sait pas davantage ; que du reste, dans le temps que ceux de Verrossaz étaient venus ici, il avait entendu dire que Jean Chasse était l'auteur de cette Bagarre ; que lui Jean Chasse avec quelques autres mauvais sujets avaient forcé les autres de venir avec eux ; qu'il y avait de ceux dont on a cassé les portes, parce qu'ils s'y refusaient ; que quant aux forains, ils se plaignaient contre ces Messieurs de la ville sur plusieurs choses.

[5]. Interrogé de qui il aurait entendu dire que Jean Chasse était l'auteur ? — R. : vaguement de gens de Verraussaz, ne pouvant se rappeler des noms.

[6]. Interrogé s'il sait qui sont les autres mauvais sujets associés à Jean Chasse ? — R. : qu'il a ouï dire à des gens de Verraussa que c'étaient les Roulet, sans savoir si tous les Roulet y sont compris, étant à plusieurs familles.

Relu et confirmé.

## II. *Jeanne-Marie-Denise Morisod.*

*Eodem contextu* fut constituée, par-devant la haute commission déléguée, la veuve Maurisod Jeanne-Marie-Denise, assermentée et interrogée comme suit :

1. Interrogée : « Avez-vous quelque connaissance de quelque trouble ou désordre arrivé ici depuis un an ou environ ? » — R. : non, sinon que Claude Mudry a fait le bacchanal et cassé des vitres à la maison de la déposante ; qu'il y a de cela un an passé.
2. Si elle sait quelque autre plainte contre ledit Mudry ? — R. : négative.
3. Si personne ne l'a voulu forcer à donner du vin ? — R. : négative.

Vu son ignorance, elle a été renvoyée sans lecture de sa déposition.

## III. *Joseph-Alphonse de Nucé.*

Messeigneurs ayant pris en considération la lettre de M. Denucé, sous le 4<sup>e</sup> septembre, adressée à M. le châ[elain] Fumey, ledit Denucé fut mandé par-devant la haute commission déléguée pour être interrogé sur la teneur de la lettre précédente et sur tout ce qu'il pourrait savoir relativement au désordre éclaté dans divers lieux du Bas-Vallais, sous sa foi d'ancien curial, etc., etc.

1. Interrogé s'il a quelque connaissance de quelque personne suspecte ou dangereuse au repos public de manière quelconque ? — R. : que le mémoire produit hier de par le conseil de cette ville contenait à peu près tout ce qu'il savait. Qu'il soupçonne ici un particulier d'entretenir un peu les principes de la Révolution française, ayant souvent des conférences avec les gens de la ville, c'est-à-dire qu'il va souvent chez M. le régent [Joseph-Antoine] Franc et celui-ci chez lui, que c'est Fiffine, cuisinier à la Croix-Blanche.
2. N'avez-vous aucune connaissance d'un complot formé contre l'Abbaye ? — R. : qu'il n'a aucune connaissance, sinon qu'en sortant de l'Abbaye, il l'aurait appris ici chez M. le châ[elain] Jacques de Quartéry].
3. S'il n'a aucune connaissance de quelque désordre, de quelque défaut dans la sécurité publique, dans le libre cours de la justice ? — R. : qu'il sait que dans des cas de jugement, les officiers n'osent pas les exécuter ; qu'il y a déjà quelques années que cela existe et qu'il est arrivé à lui déposant dans les montagnes de Vyonna, qu'il craindrait en général tous les gens de Verrossaz.
4. Savez-vous que la sécurité publique ait souffert de manière quelconque ? — R. : qu'on lui a coupé du foin dans un pré aux Cornes et aux Savarys, qu'il soupçonne Michel Mudry de l'avoir coupé. Que François Preymat, de qui lui déposant admodiait ce pré, pourrait en donner des renseignements plus positifs, qu'il lui a nommé Baptiste Flandrin, autant qu'il lui paraît, lequel Flandrin aurait vu couper le foin ; qu'il lui en a nommé encore un autre dont il ne peut se rappeler ; qu'il croit ledit Mudry un homme dangereux à la sûreté publique.

5. Saurez-vous qu'on ait volé du foin dans des granges ? — R. : positivement pas, mais qu'il doute du même Mudry ; que l'hiver passé on a tenté de voler à lui déposant, à la Prise, que le voisin l'a fait avertir, qu'il en soupçonne les Jordan d'Evionna.

6. Sommé à déclarer naïvement tout ce qu'il pourrait connaître de personnes dangereuses au repos public, — R. : que dans ce moment il ne se souvient pas d'autre ; que si, dans le courant de la journée, il se souviendrait de quelque autre chose, qu'il le déclarera. Ajoute que Jean-Jos[eph] Cassignol dit à M. Deloges : « Tu es un f[outu] [a]ristocrate » ; que ledit Cassignol est un mauvais sujet quand il a bu.

Relu et confirmé.

(N° 18, pp. 4-7. — La lettre de J.-A. de Nucé ne figure pas dans le dossier.)

## 89

**St-Maurice, 14 octobre 1791. — Interrogatoire du Dr Chrétien Desloges (1<sup>er</sup>), de Michel Chapelle, de Gaspard Martin et de Jean Chasse (1<sup>er</sup>).**

### I. Dr Chrétien Desloges.

Du 14<sup>e</sup> octobre 1791, à St-Maurice, dans la maison de M. le chevalier et châtelain [Jacques] de Quartery, par-devant la haute commission déléguée, fut dûment constitué et assermenté M. le docteur Deloges, lequel a été interrogé comme suit :

1. Interrogé s'il connaît un certain Cassignol ? — R. : qu'oui, qu'il l'a rencontré deux ou trois fois et que, la troisième fois, dit Cassignol l'ayant vu passer devant l'Ecu de Vallais, il l'arrêta, le prenant par le collet, et lui demanda s'il n'était pas M. [Joseph-Alphonse] Denuce. Déposant s'étant fait connaître, l'autre lui dit : « *Foutu bougre de coquin* », persistant toujours qu'il était M. Denuce. M. le déposant lui aurait dit de prendre une chandelle s'il ne voulait le croire ; qu'après cela Cassignol aurait empoigné son épée, disant : « Voilà ma chandelle », et s'avança un peu avec un paysan qui était à côté de lui, et le déposant tira son chemin et alla pour avertir M. Denuce qui n'y était pas. Que le dimanche après, le même Cassignol l'ayant rencontré, il dit au déposant : « Bonjour, compère, etc. » ; le déposant le saluant aussi lui dit : « L'autre jour, vous m'avez voulu faire passer pour M. Denuce, etc. »

2. S'il n'a point de connaissance de quelque complot ? — R. : que par un bruit public.

3. S'il ne connaît aucune personne suspecte ou dangereuse pour troubler le bon ordre ? — R. : pas pour ce moment, qu'il ne s'en rappelle d'aucun.

Relu et confirmé.

## II. Michel Chapelle et Gaspard Martin.

*Eodem contextu comparuere coram sessione delegata hon. Michel Chapelle et Gaspard Martin, \* de valle Annivisy\* qui vigore juramentorum prestitorum declaraverunt ut sequitur :*

*Primus testis : Casparus Martin.*

1. Interrogé s'il connaît un certain Jean Chasse de Verrossaz ? — R. : qu'il ne le connaît pas par son nom, mais qu'il connaît un homme qui est ici en bas, disant que c'est le même.

2. Comment il aurait fait connaissance avec lui ? — R. : qu'étant avec d'autres soldats à l'Ecu de Valais, cet homme serait venu chez eux, qu'ils lui auraient demandé de quelle paroisse il était, l'autre leur répondit : « Du village ici en haut, là-haut nous sommes tous des coquins, on nous va tous prendre, et pourquoi est-ce que vous ne me prenez-vous pas ? »

[3]. Si pendant son séjour ici il n'a pas entendu quelques discours contre le souverain ou s'il n'a pas connu quelques personnes suspectes ?

— R. : négative.

Relu et confirmé.

*Eodem contextu deposuit secundus testis Michael Chapelle.*

Interrogé comme le précédent,

*Ad 1. — R. : sicut primus testis.*

*Ad 2. — [R. :] pariter sicut prior.*

*Ad 3. — [R. :] ignorative.*

## III. Jean Chasse.

*Eodem contextu fut constitué par-devant la haute commission déléguée Jean Chasse, de Verrossa, qui a été interrogé sans serment comme suit :*

1. Interrogé si, depuis l'arrivée des troupes, il n'a parlé avec personne du Haut-Valais et où ? — R. : qu'oui, qu'il a parlé avec des soldats qui restent en garnison ici à St-Maurice, à l'Ecu de Valais, y ayant bu \* avec des gens de Verrossaz \*, sans savoir se rappeler de ce qu'il leur aurait dit ; qu'il pourrait avoir parlé à peu près comme suit : Qu'il avait voulu soutenir le peuple, qu'on voulait le faire pendre, qu'on lui voulait du mal ou quelque chose de semblable.

Sommé de bien réfléchir ce qu'il aurait dit à ces soldats et quels propos il leur a tenus, il ajoute qu'il lui paraît avoir dit à un des soldats qui fut proche de lui que les gouverneurs, s'il venait des bons, ils deviendraient mauvais, parce qu'il y avait encore bien de mauvaises gens ici.

*Facta lectura in parte qua depositionis testium.* Il n'a point voulu se

souvenir d'avoir tenu ces mêmes propos, mais bien qu'on le traitait pour un vaurien et coquin et qu'il était haï.

2. Si pendant son voyage dans le Haut-Valais il n'a pas tenu des discours touchant les affaires du Bas-Vallais ? — R. : qu'oui, qu'il en a parlé à Sion, chez M. Bruttin, et à Varone, au bas du village, à un seigneur d'Etat, mais ne se rappelle plus des discours qu'il a tenus ; qu'il a aussi parlé de ces choses aux Bains, chez M. Loretang, autant qu'il croit ; qu'il croit avoir dit : « Je ne crois pas que les troupes descendent. »

(N° 53, pp. 1-2.)

90

**St-Maurice, 14 octobre 1791. — Interrogatoires divers  
par la haute commission : chanoine Joseph-Gaspard Exquis (3°),  
Jean Chasse (2°) et Dr Chrétien Desloges (2°).**

Den 14<sup>den</sup> in der Frühe hat sich wiederum vor der hohen Commission gestellt der obvermelte H. Procurator Esquis und seiner gestrigen Deposition noch etwas beygesetzt, nach ihm ist die Wittib [de Maurice] Maurisod, noch ihr H. [Joseph-Alphonse] Denucé examinirt worden wie in Minutis Testium zu erschen.

Auf dieses ist der Jean Chasse mit ohrts arrest zu belegen verordnet worden, bis auf den abend sich nicht von St-Maurizen zu entfernen.

Nach diesem ist Hr Doctor Deloges, nach Ihme Michel Chappelle und Caspar Martin, examinirt worden und dan auch Jean Chasse wie ex Minutis testium erhöhlet.

Leztlichen ist abermahl der Rath der adelichen Burgerschaft \* von St-Maurizen \* vor einer Hohen Comission erschienen, welchem der schluss über die schriftlich ihrer seits eingegebne *gravamina* vorgelesen und angezeigt worden, \* hauptsechlich darin bestehend, indeme alle ihre klägede und beschwernüsse nicht sofort die allgemeine ruhe und handhabung der gerechtigkeit abzielten, als vielmehr ihre eigne innerliche unruhen so seind sie zu einem freundlichen vergleich unter ihnen ernstlich angemachet worden, widrigenfalls aber hat man sie zu dem richterstuhl des Herrn Landvogts *uti viam juris ordinariam* gewiesen \*, und da aus denen selben wie auch aus denen gemachten Inquisitionen sich erhebet, dass ein gewieser [Michel] Mudry und Jean Chasse mit zimlichen Inzichten beladen, als Suspecte persohnen wären selbe handvest gemacht worden, wenn nicht wohlvermelter rath von St-Morizen die genaueste wachsamkeit und alle mögliche sicherheit für gedachte 2 persohnen einer hohen Comission versprochen auch selbe (so oft er hiezue aufgefordert wurde) S. T. Herrn Landvogten zu überliffern.



Nach eingebrachten bericht von Seyten des ermelten Raths, dass einige Bürger, Hr Regent [Joseph-Antoine] Franc und andere mehr, die Cocarden tragen, \* um sie zu truppen, wie sie vermuthen \* seynd dieselbe annoch vor ihrer abreise in das haus des Herrn Castlan [Jacques] De Quartery beruffen worden und befragt, aus was ursach solches geschehen ? Hr Franc in nahmen aller übrigen verantwortete sich, sie haben die Cocarde ihres gnädig und gütigen Souverain getragen und demselben zu Ehren in keiner bösen absicht.

(N° 60, pp. 5-6.)

## 91

**Monthey, 14 octobre 1791. — Interrogatoire de Claude-Louis Delherse (2°), de Louise Delenvers, de Barthélemy Tormaz (2°), de Marie-Ginette Besson, de Jean-Claude et de Pierre-Louis Fornage, et de Joseph Carraux, dit « l'abbé ».**

### I. *Claude-Louis Delherse.*

Du 14 octobre 1791, au château de Monthay, par-devant la commission souveraine, fut reconstitué Claude[-Louis] Delerse, bourgeois de Monthay, qui, en meilleure explication de sa déposition minutée ci-devant page 25<sup>e</sup> [voir n° 25, p. 64], sous le même serment, exhorté à se déclarer mieux pour autant que concerne toute autre personne, a répondu comme suit : Que Jean Vitte et Barthélemy Torma, au mardi [14 juin 1791] de Pentecôte, lui auraient dit en propres termes : « Nous voulons tuer », au lieu qu'à la page susdite 25<sup>e</sup>, il est marqué qu'on en voulait tuer, etc.

Il ajoute encore que Barthélemy Torma a demandé après ce Borrat qui devait être à la Maison jaune, qu'on y est allé le demander, qu'il est venu chez l'officier Jean Martin, qu'alors ils ont parlé ensemble, savoir Torma, Vit et [Jean-Louis] Borrat, et qu'un moment après Torma a dit qu'il allait bien, qu'ils étaient prêts ; que Torma a puis encore demandé après celui de Vionna, qui était un [Barthélemy] Dufour venu de France ; qu'étant arrivé, Torma est sorti pour aller lui parler.

[1]. Interrogé si le fusil était chargé, — R. : négative.

Ajoute encore que lui déposant a été battu avec un demi-pot sur la tête, qu'il a reçu deux coups qui étaient encore marqués, que c'est M. Riccoud qui l'a pansé, que ce fut Barthélemy Torma qui l'a touché avec le pot, et que Jean-Didier et Pierre Carreau le tenaient par le cou ; ayant reçu le coup, il terrassa ; que Barthélemy Torma l'a menacé de le tuer ; que lui déposant se pense qu'on le frappait parce que les comploteurs croyaient qu'il avait divulgué.

[2]. Interrogé qui étaient présents ? — R. : Jean-Pierre et Jean-Didier

Jeandet, de Collombay, Jean-Claude et Jean-Michel Zervas, de Collombay, l'officier [Christian] Riondet, son fils [Christian] et son frère [Jean-Didier], le fils de Guillaume Jeandet, savoir Emmanuel, Antoine Martin, Jean Rossier-Petit, d'Outrevièze, Claude Raboud, Jean-Michel Chappex, de Choex ; Joson Parvex y était dans le commencement, Jean-Michel Carroni, Jacques-Hubert Guerratty, de Monthay, qui a relevé le déposant. Qu'on lui a dit que ce fut Pierre-Hubert Turin, neveu du curé [Jean-Pierre Turin], qui est allé chercher ceux de Collombay de chez Jean Martin.

Il ajoute encore que l'année passée, en automne, au mois d'octobre environ, le sergent [Pierre] Guillot avait demandé à lui déposant s'il avait de la munition ; qu'il avait répondu qu'il n'en avait pas, mais qu'il irait prendre chez ceux pour lesquels il sert, et que Guillot a dit qu'il en fallait vingt-quatre chacun chargé à balle et à poudre ; qu'il l'a dit devant la maison de Bovery et qu'une fois il l'avait demandé à lui déposant en la forge ; qu'il l'a encore dit à Pierre Franc, [de Monthey], et à un autre ; qu'il y avait d'ailleurs beaucoup de monde présent quand il le disait ; que Pierre Franc a dit qu'il les préparerait, etc. ; que Guillot avait encore dit qu'il en avait fait lui-même vingt-quatre, et qu'il fallait les faire pour en avoir en cas de besoin.

Relu et confirmé.

## II. *Louise Delenvers.*

Du 14<sup>e</sup> octobre 1791, au château de Monthay, par-devant la commission souveraine, fut constituée, assermentée et interrogée Louise Delanvers, veuve de feu le fiscal [Jacques-François] Preux, à Monthay.

1. Interrogée : « Connaissez-vous le sergent Guillot ? » — R. : oui, qu'il y a longtemps qu'elle le connaît, ayant toujours demeuré dans le Bourg-des-Favres.
2. Allait-il chez vous ou veniez-vous chez lui ? — R. : qu'il venait souvent à la maison de la déposante du temps de son mari, étant son officier.
3. N'a-t-il jamais tenu des discours sur l'Etat ou sur les gouverneurs ? — R. : négative.

Vu l'ignorance de la déposante, elle fut renvoyée.

## III. *Barthélemy Tormaz.*

Du 14<sup>e</sup> octobre, au château de Monthay, par-devant la haute commission, fut constitué Barthélemy Tormaz, de Collombey. Sommé sur sa parole d'honneur de déclarer la vérité sur les interrogats suivants, a répondu sur

- [1]. Interrogat 1<sup>er</sup> : S'il a encore quelque chose à ajouter à sa déclaration faite au seigneur gouverneur ? — R. : que non, qu'il y persiste entièrement.
- [2]. Interrogat 2<sup>e</sup> : S'il sait où est son frère [Jean-]Claude ? — R. : que non.
- [3]. Interrogat 3<sup>e</sup> : S'il sait pourquoi il s'est absenté ? — R. : que non, qu'il n'a rien appris de lui, sinon qu'il lui avait envoyé un billet, lequel il aurait remis au seigneur gouverneur ; que ce billet contenait une commission de sa

part de lui vendre sa vendange et de la livrer à sa tante Françoise, à compte de ce qu'il lui devait.

#### IV. *Marie-Ginette Besson.*

Marie-Quenette Besson, du bailliage de Salin, comté de Besançon, sermentée, a répondu à

[1]. Interrogat 1<sup>er</sup> : Si elle connaît Barthélemy Tormaz ? — R. : que non.

[2]. Interrogat 2<sup>e</sup> : Si elle ne s'est point trouvée, environ le jour de St-Barthélemy [24 août 1791], à l'allée de la Maison jaune ? — R. : qu'elle s'était trouvée cet été, un jour, ne sachant pas précisément vers quel temps, mais toujours dans le temps des cerises, à la Maison jaune ; qu'elle y était à table \* où un soldat de Vouvry ou d'Evionaz, dont elle ne sait pas le nom, lui payait à boire \* ; qu'il s'y trouvait aussi Claude Tormaz, Jean Vite et [Jean-Joseph] Durier qui est ici au château ; que Jean Vite et Tormaz chantaient la chanson *Ça ira* ; que Tormaz frappait sur la table avec le poing, grondant contre les gouverneurs et contre Monthey ; qu'elle ne se souvient pas de tous les propos, mais qu'elle a assez compris qu'il était question de quelque complot. Ajoute encore qu'elle se souvient encore que Claude Tormaz a dit, en frappant sur la table : « Nous ne valons rien si nous n'abolissons pas Monthey. »

Prélu et confirmé.

#### V. *Jean-Claude Fornage.*

*Eodem contextu* fut constitué Jean-Claude Fornage, de Neyre, qui, exhorté de dire la vérité, a été interrogé :

1. S'il a connaissance de quelques désordres arrivés dans le gouvernement ? — R. : pas grand-chose ; que Jean-Claude Tormaz a dit une fois à lui déposant et à son frère Pierre-Louis, lorsqu'ils ont fauché, qu'il y avait un complot, et qu'il les avait invités et demandé s'ils voulaient être de la compagnie, mais qu'ils ne lui avaient rien répondu et que par après ils s'étaient entre-parlés entre eux frères, et dit : « Non, nous n'en voulons pas être. »

2. En quoi consistait ce complot ? — R. : qu'il disait qu'on voulait expédier le châtelain Galley, [Narcisse] Pignat le tanneur, et les deux Franc [Emmanuel et Hubert].

3. S'il leur a nommé les associés ? — R. : que non, qu'il ne s'est pas expliqué davantage, voyant qu'ils n'en voulaient pas être.

4. S'il sait pourquoi on a battu la générale [le 8 septembre 1791] ?

— R. : que non ; qu'ils étaient à boire là avec le lieutenant Gueraty, qu'on y dansait, et qu'alors on avait battu la générale. Qu'il y avait là lui, son frère, les trois frères Planche, savoir Jean-Michel, Benjamin et Jean[-Pierre] ; qu'il y avait encore quatre de Troistorrent, savoir Jean Martinet et les autres des Belon dont il ne sait pas le nom, excepté d'un qu'il croit s'appeler Joseph.

5. S'il n'y était pas question d'« anniversel » ? — R. : que si on l'a dit, on s'en souvient pas, qu'on avait du vin, mais qu'on pensait point à aucun mal.

## VI. Pierre-Louis Fornage.

Pierre-Louis Fornage, interrogé de même [voir n° 91, p. 164] sur sa parole d'honneur, a répondu :

*Ad 1.* — R. : que non.

*Ad 2, 3 et 4.* — R. : *quoad substantiam uti prior.*

*Ad 5.* — R. : que c'est peut-être lui-même qui a proposé l'« anniversel », ne se souvenant cependant pas, parce qu'ils étaient tous souls à ne pouvoir se tenir sur les jambes.

*Haec et non plura, etc.*

## VII. Joseph Carreaux, dit « l'abbé ».

Du 14 octobre 1791, au château de Monthey, par-devant la haute commission, fut constitué et interrogé Joseph Carreaux, dit « l'abbé », de Collobay, etc.

1. Qu'il raconte comme la chose est passée ? — R. : le demain de la S. Jacques dernier, leur curé [Pierre Joris] avait donné permission de se réjouir ; qu'ils se sont divertis entre eux garçons ; que Claude Chervat, oncle du déposant, l'a envoyé à Monthey pour chercher son fils qui s'y voulait engager, et s'il le trouvait pas à Monthey de le chercher à S. Maurice ; qu'il a monté et l'a trouvé chez Jean Martin, où il était avec Joseph Borrat, de la Valdilliez, et N. Forettay, de Vyonna ; que ce Joseph Borrat est un petit homme, le même qui a servi trois ans chez Marie-Jeanne Vullioz et chez Pierre-Didier Fay de domestique ; qu'il y avait encore le Petit-Pont l'organiste ; qu'en arrivant, lui déposant a dit : « Je suis bien aise de vous trouver ici » ; qu'il n'est pas descendu, mais venu ici chez le seigneur gouverneur [Preux], auquel il avait dit de lui payer une journée parce qu'il l'avait cité comme témoin ; que le seigneur gouverneur lui répondit qu'il ne lui devait rien, qu'il pouvait demander à [Maurice] Mosche ; que lui déposant avait expliqué que ce n'est pas Mosche qui l'a cité ; que le seigneur gouverneur lui dit de sortir du château, sur quoi le déposant aurait dit : « Je n'ai point fait de mal, et le château n'est pas à vous », qu'il ne se rappelle pas si le seigneur gouverneur lui a dit : « Couche ici ou reste ici » ; que lui déposant a dit : « Si vous ne voulez pas me payer, mettez-moi en prison » ; qu'ensuite, le lendemain, il était repentant et le dimanche après il l'avoua à son oncle. Ce soir, ils vinrent tous deux auprès du seigneur gouverneur et lui demandèrent pardon à genoux, en disant qu'il l'avait fait dans le vin ; qu'il ne s'en est vanté que chez Jean Martin, où il est retourné pour trouver ses compagnons ; qu'en sortant, il a fermé et n'a pas tiré la porte doucement ; qu'il s'en est vanté à Joson [Franc] et Louise Delerse et la veuve [Véronique] Pereya.

[2]. S'il n'a jamais de la vie entendu parler de complot ? — R. : que Jean Vite lui avait dit, étant en son lit : « Si tu veux faire un complot, etc. » ; que le déposant ayant refusé, il l'aurait quitté.

Ensuite le déposant fut mis en état d'arrestation.

**Monthey, 14 octobre 1791. — Interrogatoire d'Anne-Marie Dave.**

A Monthey, le 14 octobre 1791, Anne-Marie Dave, de Chatel en Abondance, interrogée :

1. Où elle servait ? — R. : chez l'officier [Pierre] Guillot depuis Notre-Dame du mars passé [25 mars].
2. Quelles personnes ont le plus souvent fréquenté sa maison ? — R. : des ouvriers et entre ceux Jean-Claude Torma le plus souvent.
3. Si elle a entendu des discours entre son maître et ledit Torma ? — R. : négative, puisqu'elle n'était pas dans la même chambre, et quand Torma allait au travail, elle l'accompagnait, mais qu'il ne lui parlait jamais des affaires.
4. Si elle connaissait un certain cordonnier habitant à Monthey, qui ensuite est descendu à Collombey ? — R. : qu'oui, ce maître [Jean] Vitte qui venait quelques fois boire chez son maître, en disant que celui-ci n'était pas de bonne grâce et que son maître ne le voyait pas volontiers.
5. Si elle sait pourquoi on l'avait mis aux arrêts, à savoir son maître ? — R. : qu'elle a entendu dire à cause qu'il fréquentait Jean-Claude Torma et [Louis] Robriquet.
6. Si celui-ci venait souvent à la maison de son maître ? — R. : rien qu'une fois, pour autant qu'elle peut se ressouvenir.
7. Quels sont ses meilleurs amis ? — R. : Monsieur Devanthery.

Relu et confirmé.

(N° 28.)

**Vouvry, 14 octobre 1791. — Dépositions de Jean-Pierre Broyères et de Jean-Pierre Cheseaux.**

En date du 14 octobre 1791, Jean-Pierre Broyères, de France, établi à Saillon, a déposé que lorsqu'il était descendu ici à Vouvry, il a vu à Fully Jean-Pierre Pont arriver à grands pas, et alors le déposant lui avait demandé où il allait comme cela ; qu'il lui avait répondu qu'il allait à Monthey pour avertir ses parents... ; qu'il a vu effectivement ledit Pont à Monthey près du pont en entrant et sur la place.

En même date, et sur le même sujet, Jean-Pierre Cheseaux a déposé qu'il a vu à Fully, lors de sa marche pour venir ici, passer Jean-Pierre Pont, de Leutron, et un quelqu'un (sans se rappeler qui c'était) lui ayant demandé où il allait, il avait répondu qu'il allait à Monthey avertir ses parents... ; qu'il l'a vu ensuite vers le pont de la Viesche à Monthey.

(N° 29, p. 1. — Le procès-verbal de ces deux dépositions ne figure pas dans le dossier.)

94

**Monthey, 15 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Guillot,  
de Jean-Pantaléon Marguerettaz et de Barthélemy Guillot.**

*I. Pierre Guillot.*

L'an 1791, le 15 octobre, au château de Monthay, par-devant la commission souveraine, fut à sa propre requête constitué le sergent Pierre Guillot, lequel a déclaré comme suit :

Il demande la grâce qu'on lui dise la raison pourquoi il a été saisi et mis aux arrêts, disant qu'il ne croit pas avoir fait du tort contre le souverain.

Et sur l'explication qui fut faite de la part de la haute commission qu'il se serait rendu suspect depuis l'amnistie générale par des fréquentations dangereuses avec des personnes suspectes et des liaisons particulières avec des [ - - - ] de mauvaise renommée, il demanda pardon s'il devait avoir fait quelque chose, mais qu'il a été noirci par le Haut-Valais, et qu'il a cherché à se venger et découvrir les personnes qui lui voulaient du mal. Qu'il est rempli d'ennemis dans Monthey, qui cherchent à le faire périr, mais qu'il ne croit pas d'avoir manqué à son devoir, qu'il a été trente-six ans dans le service militaire et vingt ans officier à Monthey, et ne croit pas avoir jamais manqué à son devoir. Qu'il est bien vrai qu'il a fréquenté des personnes suspectes, nommément maître [Louis] Robriquet et Claude Torma, lequel, comme son parent, avait souvent mangé chez le déposant comme ouvrier, mais qu'il n'aurait jamais consenti quand Torma disait ou faisait quelque chose de répréhensible.

1. Interrogé s'il n'a jamais aperçu, par la fréquentation de Torma et Robriquet, qu'ils aient eu de mauvaises intentions ? — R. : que non, sauf que Torma lui a dit qu'il avait des connaissances à Bex qui lui disaient ce qu'il se passait et qui savaient quelque chose, mais que Robriquet ne lui a jamais rien communiqué.

2. S'il n'a pas aussi connu d'autres personnes suspectes ? — R. : qu'il a aussi une familiarité avec Jean Vit, un Français.

3. Si ce Jean Vit ne lui a jamais communiqué des intentions sinistres ?

— R. : que lui déposant lui a dit une fois, sur la place à Monthey, qu'il voudrait volontiers savoir les personnes qui le décréditent dans le Haut-Valais et qu'il donnerait volontiers dix louis à celui qui lui déclarerait qui le décrédite et lui impute des faussetés dans le Haut-Valais ; et que Jean Vit lui avait répondu : « Mais ne pourriez-vous le savoir, il faut demander après » ; et que lui déposant lui aurait dit ensuite que s'il le savait il pourrait bien faire quelque excès de vengeance.

[3<sup>bis</sup>]. S'il n'a jamais cherché à se venger ? — R. : non, qu'il n'avait pas eu les forces.

4. S'il n'a pas des obligations, puisqu'il passe pour un homme bien moyenné dans le public et où il les aurait ? — R. : qu'on peut le voir, puisqu'on avait les clefs en main, qu'il avait quelque argent dans la garde-robe ; celui qui tirait quelque argent chez lui le gardait, et celui qui achetait payait sans rendre compte. Il dit qu'il n'a point d'obligations. Il ajoute à la fin qu'il souhaiterait voir les témoignages donnés contre lui, en se recommandant à la grâce de Messeigneurs.

## II. Jean-Pantaléon Marguerettaz.

L'an, jour et lieu que dessus fut constitué par-devant la commission souveraine Jean-Pantaléon Margueretta, de la cité d'Aoste, demeurant à St-Maurice et tantôt à Verrossa, qui a été interrogé comme suit : Interrogé s'il connaît un certain Jean Vit et s'il sait où il est ? — R. : qu'il le connaît et l'a vu, il y a environ un mois, à Versoie, lui déposant étant revenu de Lion.

## III. Barthélemy Guillot.

*Eodem contextu* a comparu et fut constitué à sa propre requête M. le curial Barthélemy Guillot, fils du prédit sergent Pierre Guillot, lequel a déclaré ce qui suit :

Qu'il a voulu intercéder pour son pauvre père, qui est un vieillard, qui la plupart du temps ne sait ce qu'il dit par la faiblesse de son âge ; qui a beaucoup d'ennemis, puisqu'il a fait quelque épargne et est retiré, ne fréquentant ni jeux ni cabaret, etc., et que par là on était aigri contre lui jusqu'à vouloir lui faire perdre sa fortune et chercher sa destruction. D'ailleurs qu'il avait, *parlant toujours de son père*, eu le malheur de fréquenter des gens suspects. Déposant ne croit pas que son père ait fait quelque mal ; que peut-être bien il aurait dit quelque chose, demandant très humblement pardon pour lui.

Il dit aussi qu'à l'arrivée des troupes quelqu'un avait dit que cela sentait bien le despotisme, en présence du déposant ; qu'il croit qu'on l'ait dit pour le faire parler à ce sujet, ce qui prouvait bien la mauvaise idée de certaines personnes envers lui et son père.

[1]. Interrogé s'il sait pourquoi Jean-Claude Torma et Robriquet sont loin ? — R. : ignorative.

[2]. S'il fait ménage commun avec son père ? — R. : qu'il gagne quelque chose pour son particulier.

[3]. Si son père pouvait avoir des obligations ou crédits et quels ? — R. : Qu'il en a quelques-unes, qu'il tient ses livres de raison et les obligations dans sa chambre dans un buffet.

[4]. S'il sait que son père ait de l'argent comptant ? — R. : ignorative.

[5]. Si ses intérêts sont distingués de ceux de son père ? — R. : qu'oui, que les noms sont marqués.

Il ajoute que son père avait fait connaissance avec Torma par un cautionnement du temps de M. Schiner, et que depuis lors il serait souvent venu chez eux travailler ; qu'avant ce cautionnement il n'aurait point fréquenté ledit Torma.

(N° 14, pp. 8-11.)

## 95

**Monthey, 15 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Franc (2°), de Monthey, et de Christian-Antoine von Siebenthal.**

### *I. Pierre Franc, de Monthey.*

1791, le 15 octobre, au château de Monthay, par-devant la haute commission, fut constitué honnête Pierre Franc, de Monthey, lequel, sous le serment déjà prêté lors de sa déposition antérieure [voir n° 45, p. 97], fut admonesté de dire encore la vérité sur la question suivante, c'est-à-dire : Interrogé si personne ne lui a ordonné de s'armer et de préparer des cartouches ? — R. : que non, qu'il ne se rappelle pas d'avoir reçu d'ordre semblable, ni du sergent [Pierre] Gillot ni de quelque autre, non plus d'avoir entendu qu'un pareil ordre ait été donné à quelqu'un.

Prélu et confirmé.

### *II. Christian-Antoine von Siebenthal.*

Du 15<sup>e</sup> octobre 1791, par-devant la commission souveraine, fut dûment cité et constitué Christian-Antoine Vonsibenthal, de Sanen, \* demeurant à Colombay \*, qui, sérieusement exhorté à dire la vérité, a été interrogé comme suit :

Interrogé s'il a connaissance de quelque complot séditieux, soit contre le souverain soit contre des particuliers ? — R. : qu'il n'en a point entendu parler.

(N° 36, p. 78. — La suite de l'interrogatoire n'a pas été transcrite au protocole.)



**Monthey, 15 octobre 1791. — Charges contre  
Joseph Carreaux, dit « l'abbé », et décision de la haute commission.**

*Pagina 35*, témoin Catherine Delerse dit [voir n° 28, p. 68] qu'elle a entendu dire à Joseph Carreaux lui-même, après qu'il eût été au château, qu'il irait quand il voudrait, qu'il se foutait du gouverneur, ajoutant : « Qu'il m'y mette seulement en prison, je n'y resterai pas longtemps. »

*Pagina 38*, témoin Louise Delerse dit [voir n° 30, p. 70] que quelques jours après que Joseph Carreaux avait été au château, il s'est vanté, en présence de la déposante, de son père Claude Delerse de Collombey, de Jean [erreur : Joson] Franc et de sa sœur Véronique Delerse, qu'il avait été trois fois au château sans que le seigneur gouverneur l'eût payé ; c'est pourquoi il y serait venu un jour de bon matin pour lui demander ses journées, à quoi le seigneur gouverneur aurait répondu qu'il ne lui devait rien ; lui ayant insisté, le seigneur gouverneur lui aurait ordonné de sortir, qu'il était ivre ; il aurait répliqué qu'il était maître aussi bien que le seigneur gouverneur ; alors le préfet seigneur gouverneur l'ayant pris par la main pour le faire sortir, il l'a pris par le bras et repoussé en arrière ; ensuite, comme ledit seigneur gouverneur fut allé dans une chambre où il [y] avait trois hommes, il se promena quelque temps et, ne sachant que faire tout seul, il serait sorti et aurait fermé la porte si fort qu'il crut l'avoir cassée ; que le seigneur gouverneur avait commandé à ces trois hommes de le mettre en prison et que lui, Joson Carreaux, lui avait dit qu'il irait assez de lui-même, mais que ce ne serait pas le seigneur gouverneur qui l'en sortirait, que ce seraient des autres, et que peut-être le seigneur gouverneur sortirait avant lui.

*Pagina 23*, Joseph, fils de Jean Franc, dit [voir n° 25, p. 63] que Joson Carreaux, dit « l'abbé », le jour qu'il faucha avec le déposant lui dit que le gouverneur l'avait voulu faire sortir du château, et qu'il lui avait répondu : « Ce n'est pas à ton tour de me faire sortir du château, tu as les jambes trop minces » ; que le gouverneur lui avait dit : « Si vous ne voulez pas sortir, vous resterez ici » ; et que lui avait répliqué : « Je suis aussi maître que toi d'y rester » ; et quand il lui a dit cela, c'était un peu tard, à la fin des foins.

Témoin Jean-Joseph Torrent dit [voir n° 35, p. 85] que [Louis] Robriquet lui a dit que les Tormaz de Collombey et les Carreaux devaient être du complot d'aller forcer les portes de la ville de Sion, si on ne voulait pas délivrer [l'abbé] Durier amicalement ; que c'étaient des bons lurons.

Du protocole gouvernal, page 26 [voir n° 25, p. 64], témoin Claude [-Louis] Delerse : Jean Vit a nommé ceux qui étaient du complot ; devaient y avoir deux Carreaux, ne sachant lesquels des trois frères.

Du 8<sup>e</sup> octobre, témoin Jean-Jos[eph] Torrent, de Monthay [voir n° 35, p. 85] : Louis Robriquet lui a dit que des Torma et les Carreaux de Collombay devaient être de ce complot, en disant que c'étaient de bons « lieurons ». Louis Robriquet lui [a] encore dit que l'« abbé » [Joson] Carrau avait été un bon « lieuron » d'avoir osé attaquer le gouverneur.

Devant la haute commission, page 1<sup>re</sup> du 7<sup>e</sup> octobre, témoin Guillaume Vuilloud, syndic de Collombay, dit [voir n° 24, p. 60] qu'il a ouï dire qu'on a cassé des fenêtres à quelques-uns de Monthay, sans savoir qui. Ajoute que, suivant ce qu'on lui a dit, les Carraux doivent en avoir été, mais pas le domestique des religieuses.

Du 12 octobre, témoin Jean-Pierre Barlatey, ancien syndic, dit [voir n° 77, p. 141] que Claude[-Louis] Delerses a dit au déposant qu'il y avait un complot environ de soixante-sept personnes, qui avaient un dessein de tuer et piller environ six de Monthey, nommément MM. Devantery, d'Arbelley, les deux Franc [Emmanuel et Hubert] et Galley ; qu'ils voulaient commencer chez M. Devantery ; qu'ils se masqueraient et auraient une manche noire à un bras pour se connaître entre eux et tous s'habiller en blanc ; que ceux de Troistorrents devaient être de ce complot Pierre Premand, Jean-Joseph Durier demeurant à Monthey en Place ; de Colombey, Barthélemy Torma, qui devait avoir un secret de se faire dur et l'avait enseigné aux autres, consistant dans un billet écrit qu'on devait manger et « envaller », que par ce moyen les balles ne feraient rien, le tout suivant ce que Delerses a dit au déposant ; il croit que ledit Delerses lui a encore nommé les deux Carron de Colombey touchant le susdit complot et que Delerses n'avait pas pu savoir tous ceux qui en étaient ; il paraît encore au déposant qu'il lui a aussi nommé Jean-Claude Torma et Jean Vite.

Page 70, témoin Claude[-Louis] Delerses [voir n° 91, p. 162] : Déposant dit d'avoir été battu avec un demi-pot sur la tête et que Jean-Didier et Pierre Carraux le tenaient par le cou ; ayant reçu les coups, il le terrassa.

Le soussigné [Pierre-Antoine Preux] déclare que le [- -] du mois [- -] proche passé, Joseph Carraux, autrement dit « l'abbé » [Joson] Carro, est monté au château et entré dans ma chambre après les deux heures du soir, où il m'a impérieusement et impétueusement demandé les paiements de deux comparaisances que je ne lui devais pas, et sur ce que je lui disais de me laisser tranquille et de s'en aller, il répondit brusquement : « *Ou payez-moi ou mettez-moi en prison* », ce qu'il répéta plusieurs fois et enfin ajouta : « *Car je n'y serai pas longtemps, quelqu'un m'en tirera*, etc. » A son départ, il tira la porte de la chambre avec véhémence et étant sorti après lui pour l'en réprimander verbalement, comme effectivement j'ai fait, il leva le poing contre moi, étant éloigné de moi à peu près de quatre toises, me disant, pour autant que je m'en souviens : « *Nous nous verrons* » ; ensuite il est parti.

Le dimanche après, il est venu au château et m'y a demandé pardon, ce qu'il répéta la semaine après, en présence de trois châtelains et de plusieurs membres du conseil du gouvernement, toutes les deux fois à genoux. Je lui ai pleinement pardonné et le recommande de mon mieux à la clémence de Messieurs, d'autant plus que c'est d'ailleurs un garçon paisible et qu'il a fait cette démarche inconsidérée dans le vin.

*Der Joson dit « l'abbé » Carreau soll auf Sitten überschickt, deren anderen verhaftnehmung aber bis nach der durch den Proces gemachten Entdeckung aufgeschoben werden.*

**Vouvry, 15 octobre 1791. — Déposition de Michel-Joseph Pignat  
contre Hyacinthe Coppez.**

En date du 15 d'octobre 1791 : que Hyacinthe Coppez et le garde Voidin et lui (déposant) sont sortis de chez le sieur châtelain [Emmanuel] Cornut, l'année passée, le lendemain de la foire de la St-Michel [1<sup>er</sup> octobre 1790], vers minuit, et l'ont engagé tous les deux (surtout Hyacinthe Coppez) d'aller avec eux jusqu'à la Porte du Saix ; et après avoir passé l'eau sous Fosseau sans avoir eu la moindre dispute ensemble, ledit Coppez l'a attaqué, battu et jeté par terre, au point que lui (déposant) a perdu connaissance et eut le nez cassé (sans doute que le garde Voidin a tâché de mettre le bien, sans cependant le sauver). Etant un peu revenu à lui, ledit Coppez l'a chassé de s'en retourner à Vouvry, où il a tâché d'aller en chancelant ; et venant à ladite eau, il s'est lavé ; c'est ce qui l'a fait un peu mieux revenir à lui ; et s'est aussitôt aperçu que l'argent qu'il avait eu en poche lui manquait, et est retourné sur la place où il a été maltraité pour le chercher, et de même le lendemain à l'aube du jour, et n'a rien trouvé, de sorte que l'argent lui a manqué entre les mains dudit Coppez... ; qu'il a eu quatre écus neufs et une vingtaine de baches... ; que ledit Coppez a bien pu entendre sonner l'argent dans sa poche... ; qu'il a entendu dire de son père que ledit Coppez avait pris de force et menaces du beurre à Pierre Coppez, il n'y a pas longtemps.

(N<sup>o</sup> 29, pp. 1-2. — Le procès-verbal de cette déposition ne figure pas dans le dossier.)

**Martigny, 17 octobre 1791. — Interrogatoire de Michel Rouiller.**

Par-devant la haute commission, \* le seigneur [L.] de Sepibus manquant \*, à Martigny, ce 17 d'octobre 1791, a comparu Michel Roullier, dudit Martigny, officiellement cité, lequel, après avoir été exhorté de dire la vérité, a été inquisitoirement interrogé comme suit :

1. Quel âge il a ? — R. : soixante-cinq ans.
2. S'il sait pourquoi il a été cité ? — R. : que non.
3. S'il va quelquefois dans le gouvernement de Monthey ? — R. : qu'il n'y a plus été depuis qu'il a été parler au terrier du seigneur grand banderet Barberin, dans le courant du mois d'août dernier.
4. Comment s'appelle ce terrier ? — R. : que c'est le terrier qui tient le sel.

5. S'il n'a pas parlé des affaires du souverain ou contre les seigneurs d'Etat ?  
— R. : si on a dit quelque chose contre lui, c'est bien mal à propos.

6. S'il y a eu des gens dans le moment où il a parlé audit terrier ?  
— R. : qu'il ne se rappelle pas, mais qu'il y avait madame un petit moment ; qu'il ne croit pas qu'il y ait eu d'autre.

7. S'il y a bu ? — R. : une « quartete ».

8. Quel discours il a tenu ? — R. : qu'il ne se rappelle pas.

Sur quoi la haute commission a jugé d'ouvrir sans nom les dépositions des témoins du 8<sup>e</sup> [voir n° 43, p. 94] et 13<sup>e</sup> d'octobre courant [voir n° 87, p. 156] ; et après lecture à lui faite, il a répondu sur le premier point que le premier sergent de Sion doit avoir dit cela à d'autres ; que lui (répondant) tient cela de son beau-fils Germier Balet. Et ayant ouï la déposition concernant le deuxième article, il a tout nié.

9. Interrogé s'il a des ennemis dans le gouvernement de Monthey qu'il croirait capables de faire un faux serment pour lui nuire ? — R. : qu'à cause d'une « pache » pour des vaches, il a le boucher ennemi.

10. Quelle raison de justification il a à donner d'avoir ainsi parlé (selon les témoins cotémoins) ? — R. : en niant ; qu'il ne se rappelle pas d'autre chose ; qu'on lui en veut.

Sur quoi la haute commission, en se réservant ce qui est de droit, lui a fait annoncer en attendant les arrêts chez lui.

(N° 30, pp. 1-3.)

**Monthey, 17 octobre 1791. — Charges contre Jean-Joseph Gex-Collet  
et décision de la haute commission.**

Témoignage contre Jean[-Joseph] Gex-Collet, du 17 octobre, par-devant la haute commission. Témoin Pierre-Maurice Durier.

Interrogé ce que l'on a voulu faire à M. [l'abbé] Clement, a répondu qu'il était à la maison du vicariat avec la servante lorsque l'on y [est] venu faire du bruit ; que c'était de nuit ; que le vicaire était à Sion à ce temps ; que le vicaire est son premier cousin ; que l'on est venu crier, jeter des pierres aux portes, la pierre même d'un soupirail de fourneau toute noire ; qu'il avait peur et il prit une pioche pour se défendre ; que la première porte était ouverte, la seconde porte de maison fermée, la servante l'ayant fermée devant ; que cela a duré à peu près demi quart d'heure ; qu'on le demandait, savoir le vicaire, par son nom ; qu'il croit que c'était une fête ou dimanche ;

qu'il croit qu'il y avait trois, qu'il les connaît assez, qu'il a trouvé un camarade en sortant qui lui a nommé les personnes, savoir l'officier [Pierre] Rey, son frère Ant[oine] et Jean[-Joseph] Gex-Collet, frère de l'officier [Dominique] ; que Pierre-Maurice Fer qui les lui [a] nommés, qui les avait rencontrés en chemin et parlé avec eux, et qu'ils se sont retirés chez An[toine] Rey.

*Diser ist sambt deme, was Antoine Rey in seinem constituto wider ihn sagt, überwisen, dass er in dem complot wider den H. Caplan Clement eingebegriffen gewesen, also dass er destwegen wohl eine Straf verdient hätte, da er aber zugleich suspect ist, ein Mitglied des mörderischen Complots gewesen zu seyn, so vermeint mann, demselben indessen bis durch Fortsetzung der Processen die Sache klärer wird an Tag kohmen, keine Straf aufzulegen, damit die nachgehndere Straf destwegen nicht müsste gemildert werden, dieweilen lauth Rechten niemand nit zwey Straffen soll belegt werden, und wann die grössere Straf Plaz findet, die kleinere nicht kann dictiert werden.*

(N° 90, pp. 1-2.)

## 100

### Sion, 19 octobre 1791. — Première séance de la haute commission.

Die hohe Commission des hohen Stands der Republique Wallis hat angefangen, den 19. Octobris 1791 abends, zu Sitten im wirtshaus des goldenen Löwen unter dem Vorstand des schaubaren Grossmächtigen H. Landshauptman Sigristen, und beystand der S. T. HH. Landschreiber [Hildbrand] Rothen, Landseckelmeister Julier, bannerherr Barberin, Zehndenhaub[tman] [Theodul] De Torrente, Zehndenh[aubtman] [Franz Josef] Andenmatten, Zehndenh[aubtman] Leopold] De Sepibus, Landvogt Jost, Landv[ogt] Wegener, Grosscastlan De Lovina, nach der Rukkunft von dem undren wallis der hohen alda abgeordneten Comission und der oberwalliser Truppen, in betreff und anschau der undersuchungen, Meynungen und schlüssen über die fehlbare, haubtsächlich über die neun Detentirte, so von gedachten Truppen bis in die gefängnisse der stadt Sitten synd geführt worden.

(N° 38, p. 1.)

**Sion, 20 octobre 1791. — Délibérations de la haute commission.**

Den 20. die gesagte hohe Comission hat als Examiner der H. Curial und Commissaire [P.-Jos.] de Chastonay als Sekret[är] der unterschribne stadtschreiber [Libérat de Courten] erwählt, etc.

*Vortrag* von unsern H. T. Landshaubtman [Sigristen].

1. Wie die Verpflegung des alten [Pierre] Guiliod von Monthey vorzunehmen, welcher ein alter, betagter Mann ist, da er von der hohen Commission von Monthey hoffnung einer linderen Verpflegung auf ein anhalten erlangt? — *Antwort*: Dass der Guiliod im Arrestkammer verlegt worden, wo er seyn kann, dass er nicht erfrüre, mit gestattung seiner eigenen, mit ihm auf dem wagen von Monthey hergebrachten Madrazen.

2. Wie die 9 Detentierte persohnen sollen ernährt werden, weilen man verstanden, dass der wirth selbe nicht um 66 batzen ernähren könne, massen er bis dahin durch mahlzeit gegeben die suppen, zwei portionen fleisch, brod und  $\frac{1}{4}$  wein an fleischtäg, und an magren die suppen, zwei blaten gemüss, brod und wein? — [*Antwort*:] Solle den gefangenen ein portion fleisch und suppen, brod genug und ein viertel wein gegeben werden.

Dan seynd ferner zur hohen beschäftigung M.G.H. einige seit dem 29. Septembris bis 18. Octobris eingelassene wichtigern briefschaften zur Deliberation vorgelegt worden. Endlich die frag von S.T.H. President gemacht worden, wie die sach vorzunehmen? Ist beschlossen worden, alle tag um acht uhr morgens nach genommenem frühstück anzufangen und um 4 uhr abends das mittagessen zu nehmen, indessen aber anheut bis der H. Comissar De Chastonay als bestelter Examiner wird angekommen seyn, die zu Monthey von der hohen Comission vorgenommenen Examina abzulesen und darüber zu erörtern.

Da tit. Hr Landvogt von Monthey [P.-A. Preux] sich erklärt hat, dass er bald von hier nacher Sidders abreisen wolle, ist derselbe befragt worden, ob er den Hyacinthe Coppex von Vouvyr loosgelassen habe? Hat selber H. Landvogt geantwortet, dass er ihn bis am sonntag in gefangenschaft zu Monthey behalten und vor der abreise nach Sidders von S. T. H. Landshaubtman seine *ordres* vernehmen werde. Worauf Ihr schaub[are] Grossmächtigkeit die Herren Glider der hohen Commission angefragt hat, was für befelche dem S. Landvogt wegen disem Coppex, so ein sehr gefährlich unruhiger und mit mehreren lasteren beladener mann ist, vor dessen abreise jetzt zu geben seyen? Ist dem S. T. H. Landvogt angezeigt worden, den Hyacinthe Coppex in der gefangnus zu Monthey wohl bewahrt auf zu behalten, bis auf weiteren befelch.

**Sion, 21 octobre 1791. — Délibération de la haute commission  
au sujet des enquêtes faites à Monthey.**

Den 21. Octobris vor hochgemeldter hohen Souverainischen stands=Commission ist fortgesetzt worden die gester unterbrochene ablesung der zu Monthey aufgenommenen kundschaften und undersuchungen.

Nach abgehörten kundschaften und aufforschungen ist man zur Constatuten der gefangenen geschritten.

Den obgetitleten H. Glidern der hohen Commission seynd zugekommen S.T.H.H. Pannerherr [Anton] Rothen von Leuck.

(N<sup>o</sup> 38, p. 3.)

**Sion, 21 octobre 1791. — Premier interrogatoire de Jean-Louis Borrad  
et de Gaspard Thomas.**

*I. Jean-Louis Borrad.*

Jean-Louis Borrad, par-devant Son Excellence baillivale M. Sigristen et MM. le grand banneret [Hildebrand] Rothen, secrétaire d'Etat, capitaine du dizain Julier, trésorier, grand banneret [Antoine] Rothen, capitaine du dizain [Théodule] De Torrente, capitaine du dizain Andenmatten, capitaine du dizain [Léopold] De Sepibus, grand châ[elain] De Lovina, gouverneur Jost, gouverneur Weguener, secrétaire [Libérat] De Courten, à Sion, le 21 octobre 1791, fut constitué personnellement et, après avoir été sérieusement exhorté à dire la vérité, interrogé :

- [1]. Comment il s'appelle ? — R. : Jean-Louis Borrad.
- [2]. D'où il est ? — R. : de la Val d'Illicz.
- [3]. De quel village ? — R. : de Bouchereulaz.
- [4]. Comment s'appelle son père ? — R. : Jean-Claude Borrad.
- [5]. Comment la mère ? — R. : Marguerite [erreur : Andrée] Werno.
- [6]. S'ils sont en vie ? — R. : non.
- [7]. Quel âge il a ? — R. : vingt-quatre à vingt-cinq ans.
- [8]. Quel est son état ? — R. : il est marié.

- [9]. S'il a des enfants ? — R. : non.
- [10]. Comment s'appelle sa femme ? — R. : Anne-Marie Ecœur.
- [11]. Quels sont ses moyens ? — R. : pas grands : une pièce de biens à la Val d'Illicz, savoir un pré et maison.
- [12]. Comment ce bien peut valoir ? — R. : que son père l'avait acheté pour 1500 florins.
- [13]. S'il a des meubles ? — R. : qu'oui, entre autres un cheval qui n'est pas payé, acheté de Maurice Borrad-Besson pour sept louis, c'est-à-dire ledit Maurice Borrad en est payé, mais qu'il a emprunté l'argent : de Jean-Claude Borrad son oncle cinq louis, et de la confrérie vingt écus.
- [14]. S'il a d'autres dettes ? — R. : qu'il doit et qu'on lui doit par-ci par-là.
- [15]. S'il tient un livre de comptes ? — R. : qu'oui, d'une partie, et non pas des tous.
- [16]. Qui lui doivent ? — R. : sa sœur Marie-Christine Borrad lui doit dix écus, qui appartiennent à sa pupille Cécile Borrad-Sannoté, qui sont marqués payés quoiqu'ils sont encore dus ; et les parents de Claude-Peterman Ecœur doivent six écus, qui sont aussi marqués payés quoique encore dus.
- [17]. Pourquoi il a marqué reçu quoiqu'il ne l'est pas ? — R. : parce qu'on lui avait promis de payer le dimanche, il a marqué le reçu en avant.
- [18]. Si on peut du reste compter sur son livre de comptes ? — R. : il croit qu'oui.
- [19]. S'il a du bétail ? — R. : sa femme a quatre vaches, c'est-à-dire entre sa femme et sa belle-sœur.
- [20]. Si sa femme a d'autres biens ? — R. : sa femme a aussi deux pièces de biens, dont l'une en Tschiesez et l'autre en Cassinauz.
- [21]. Quelle est sa profession ? — R. : laboureur de terre, et qu'il travaille au bois.
- [22]. Quelle compagnie il fréquente ? — R. : presque personne, parce que dans le même village demeurent peu de personnes.
- [23]. S'il sait pourquoi il est constitué par-devant Messieurs ? — R. : négative.
- [24]. S'il ne s'imagine pas pourquoi ? — R. : parce qu'il s'est mal entendu avec le seigneur gouverneur [Preux], qui lui avait défendu de coucher à Monthey, ce qu'il n'a pas fait ; mais le seigneur gouverneur doit lui avoir défendu de ne jamais passer le château venant de Valdilliez sans sa permission, ce que n'ayant pas compris il a transgressé.



[25]. Si c'est la première fois qu'il comparaît par-devant Messeigneurs ? — R. : déjà l'année passée, ayant été présent à l'expulsion du seigneur gouverneur [Hildebrand Schiner].

[26]. Quelle peine il a subi pour cette faute ? — R. : de demander pardon au seigneur gouverneur et de ne pas venir à Monthey sans la permission du gouverneur, et il [y] est venu du depuis quatre fois sans permission, parce que, comme il a dit ci-dessus, il a entendu que le gouverneur n'ait pas défendu de venir à Monthey, mais bien d'y coucher, ce qu'il n'a pas fait.

[27]. S'il n'a pas sorti de Monthey depuis cette défense ? — R. : une fois à Martigny et une fois à Bex.

[28]. Qui vous a intimé cette peine ? — R. : les Messieurs qui ont été dans la maison de ville à la Diète.

[29]. En quel terme Son Excellence [Sigristen] l'a intimé ? — R. : ignorative ; il lui paraît d'avoir une verge à la main et de ne pas sortir du gouvernement ou de Monthey, les uns pendant deux ans, et lui déposant pendant un an.

[30]. Quand il a été à Martigny ? — R. : ce printemps, à la foire.

[31]. S'il a été seul pour aller à Martigny ? — R. : avec Jean-Claude Defago dès St-Maurice, pour acheter une vache.

[32]. S'il est descendu seul ? — R. : avec une troupe de la val d'Illicz, il y avait huit à neuf ; il les a rencontrés à la Batiaz, disputant avec la garde pour payer le droit, et finalement ils ont payé et se sont en allés.

[33]. Quels sont ces huit ? — R. : Jean-Louis Marietan, Jean-Fr[ançois] Defago, Jean-Jos[eph] Volland, Mathias Calliébois, Jean-François Bois, Jean-Louis Durier, qui a marié [Marie-Christine Dognier] la nièce du châ-t[elain], maître Jean Bois, Joseph-Antoine Perret, [Pierre-François] Tavernier, voiturier de St-Maurice.

[34]. Où ils sont allés coucher ? — R. : à Ijenaz, dans le cabaret au milieu du village, avec Jean-Louis Durier, dans le même lit. Le lendemain, après avoir entendu la messe chez les capucins de St-Maurice, ils sont allés boire chez Depraz.

[35]. S'il persiste que le seigneur gouverneur ait seulement défendu de coucher à Monthey ? — R. : qu'oui, en ajoutant que le seigneur gouverneur ait dit sous peine d'être mis aux arrêts.

[36]. Quand il a été à Bex ? — R. : deux fois ce printemps avant la Madeleine [22 juillet], et une autre fois chez celui qui fait le sel, dans l'intervalle de huit jours.

[37]. Par où il a passé ? — R. : par Massonger, à cheval, en passant le bateau ; c'était le fils de l'officier [Claude] Lonjean qui était le batelier.

[38]. S'il a fait la pluie ? — R. : qu'il croit qu'il faisait beau temps.

[39]. Si on peut traverser le Rhone avec le cheval ? — R. : que non.

[40]. S'il a des connaissances à Bex ? — R. : François Michaux et ses fils, le salier de Bex, le lieut[enant] Richez, Abraham Nicolera, « horloger », le boucher et son frère nommés Jaquod, et les Dure, tanneurs, maître Chery, armurier auparavant à Monthey.

[41]. S'il a aperçu du mouvement à Bex ? — R. : négative.

[42]. S'il connaît des personnes qui savent le secret de se faire dur ?  
— R. : négative.

[43]. S'il a des ennemis ? — R. : ceux avec qui il a eu procès l'année passée, savoir Antoine Marclay et sa femme [Marie-Antoinette Chapelay], et Jean Premant, le défenseur de Marclay.

[44]. S'il connaît le châ[elain] Jean Claret ? — R. : affirmative.

[45]. S'il est son ami ? — R. : que ledit Claret ne lui a jamais fait du mal, et c'est pourquoi le déposant serait fâché s'il lui arrivait du mal.

[46]. Si le châ[elain] Claret est en danger ? — R. : que ledit Claret a été menacé en sa présence dans la maison de Jean Martin par un Savoyard [Jean Vitte] demeurant à Collombey, cordonnier de profession, de qui il avait été invité à boire, qui avait menacé de faire quelque « charivarie » à [Jean] Claret et [Narcisse] Pignat, et que lui déposant est allé avertir Pignat, et lui dit d'en avertir aussi Claret de ces menaces, qu'ils devaient descendre plusieurs de la val d'Illiez pour faire « cette charivarie ». Un tailleur [Louis Robiquet] dont le père [Louis-Marie] est aussi tailleur à Monthey a dit à ce Savoyard de se taire ; le même tailleur demeure à la droite du magasin du sel à Monthey, et son père un peu en bas ; et qu'il avait averti après avoir été revenu de Bex.

[47]. S'il a été cité par-devant le seigneur gouverneur ? — R. : affirmative, à cause d'un mandat, pour payer les frais à la femme de [Antoine] Marclay, et si le seigneur gouverneur l'avait forcé de payer, il les aurait payés, mais le seigneur gouverneur l'avait dit de s'arranger, et il ne les a pas payés.

[48]. Si le Savoyard a eu connaissance de ce mandat ? — R. : ignorative.

[49]. Où le Savoyard et le tailleur se sont arrêtés à la Vald'Illiez ?  
— R. : au bureau, où il a bu avec eux.

[50]. Si ces deux sont des braves gens ? — R. : qu'il ne sait rien contre eux, et qu'il a été une autre fois avec eux chez l'officier [Jean-Joseph] Defonté, où se trouvait Jean-Claude Tormaz, de façon qu'il a vu le cordonnier trois fois.

[51]. S'il a des plaintes contre le seigneur gouverneur ? — R. : négative.

[52]. S'il a déclaré la pure vérité ? — R. : affirmative.

Il a été ordonné de retourner aux arrêts et de s'en mieux souvenir une autre fois.

## II. *Gaspard Thomas.*

*Primum constit[utus fuit]* Gaspard Thomas par-devant L. E. MM. le grand bailli Sigristen, secrét[aire] d'Etat [Hildebrand] Rothen, trésorier d'Etat Jullier, grand banneret [Antoine] Rothen, capitaines du dizain [Théodule] De Torrente, Andenmatten et [Léopold] De Sepibus, grand châ[elain] De Lovina, gouverneurs Jost et Weguener, examinateur [Pierre-Joseph] De Chastonay, et secrét[aire Libérat] de Courten, à Sion, ce 21 octobre 1791, fut constitué et, après sérieuse exhortation tendant à faire dire la vérité, interrogé :

[1]. Comment il s'appelle ? — R. : Jean-Gaspard Thomaz.

[2]. Qui ses père et mère ? — R. : Jean-Louis Thomaz et Angélique Charrat, de La Salle.

[3]. Quel âge ? — R. : 1756, 4 juillet baptisé.

[4]. S'il est marié ? — R. : affirmative, avec Elisabeth Richar, de Mex, à St-Maurice.

[5]. S'il a des frères et sœurs ? — R. : oui, Jean-Baptiste Thomaz, Anne-Marie Thomaz, femme de l'officier Pierre Rey, Marie-Josèphe Thomaz, femme de Jean-Maurice Berut.

[6]. S'il a quelque profession ? — R. : que non, qu'il travaille la terre.

[7]. S'il sait pourquoi il est constitué ? — R. : négative.

[8]. S'il sait lire et écrire ? — R. : affirmative.

[9]. Si son beau-frère Pierre Rey sait lire et écrire ? — R. : affirmative.

[10]. S'il tient des livres ? — R. : des livres de prières.

[11]. S'il sait quels livres son dit beau-frère tient ? — R. : négative, sinon un qu'il a porté de Valdilliez à Varossaz pour donner à Jean Chasse, et qu'il ne l'a pas donné.

[12]. Quel livre ? — R. : *Aristocratie dévoilée*.

[13]. S'il a lu dans ce livre ? — R. : négative.

[14]. Quand son beau-frère lui a donné ce livre ? — R. : dans l'hiver, avant Pâques.

[15]. Où ? — R. : que la femme de son dit beau-frère le lui avait remis dans sa maison.

[16]. Qu'est-ce que la femme lui a dit en remettant ce livre ? — R. : de [le] donner à Jean Chasse, comme Pierre Rey lui avait dit.

[17]. Qu'est-ce que Pierre Rey lui a dit en parlant de ce livre ?  
— R. : qu'il a été à Vald'Illicz pour faire faire l'habit qu'il porte et une paire de culottes et pour un accord de sa partie d'une maison, etc. ; et ensuite ledit Pierre Rey lui a dit de porter ce livre (que lui déposant ne savait pas quel livre c'était) à Jean Chasse, mais ne l'ayant pas trouvé, il l'avait donné le lendemain à l'officier de Veraussaz.

[18]. Quand il a vu ce livre la première fois ? — R. : quand il me l'a donné.

[19]. S'il sait ce que contient ce livre ? — R. : qu'il parlait de la France et de Geneve, comment on y a traité les Messieurs et le peuple, et comment on s'y est arrangé.

[20]. Qui ont lu ce livre ? — R. : Jean-Maurice Motiez, et il croit Jacques-Joseph Mettan.

[21]. S'il était présent lorsqu'ils l'ont vu ? — R. : que non.

[22]. Qui ont été assemblés là lorsqu'ils l'ont lu ? — R. : l'officier Maurice Gex, Jacques-Jos[eph] Mettan, Jean Chasse, Pierre-Maurice Mourissod, et d'autres qu'il ne sait pas nommer, au nombre de douze.

[23]. S'il [y] avait des images dans ce livre ? — R. : n'avoir pas vu.

[24]. Ce que Maurice Gex lui a dit en recevant ce livre ? — R. : qu'il voulait le donner à Jean Chasse.

[25]. A qui appartenait ce livre ? — R. : il croit à l'officier Rey, qui le lui avait remis.

[26]. S'il sait où est à présent son dit beau-frère l'officier Rey ? — R. : au château.

[27]. Pourquoi est-il là ? — R. : qu'il ne le sait pas.

[28]. Quand il lui a parlé la dernière fois ? — R. : le jour de la foire de Vald'Illicz.

[29]. Quelle résolution l'assemblée de Veraussaz avait prise après avoir lu ce livre ? — R. : ignorative.

[30]. Où on a lu ce livre ? — R. : à St-Maurice, chez la veuve de Maurice Mourissod, surnommée la veuve Denise, et non pas à Veraussaz.

[31]. Qui a invité ces gens pour le livre ? — R. : ignorative.

[32]. Si l'officier et Jean Chasse sont bons amis ensemble ? — R. : qu'il lui paraît qu'oui.

[33]. Depuis quand avait-il connaissance de ce livre ? — R. : depuis que son beau-frère [Pierre Rey] lui en a parlé pour le porter à Jean Chasse.

[34]. S'il n'avait jamais entendu lire ce livre avant de l'avoir porté à Veraussaz ? — R. : avant, non ; mais après, oui.

- [35]. Dans quelle intention l'officier Rey le lui avait donné ?  
— R. : ignorative.
- [36]. Qui a encore lu ce livre ? — R. : l'officier Rey a lu le commencement de ce livre, en le reprenant.
- [37]. Si l'officier Rey a recommandé le secret de ce livre ? — R. : négative.
- [38]. S'il sait quel effet ce livre a fait à ces gens de Veraussaz ?  
— R. : ignorative.
- [39]. Qu'a dit l'officier Rey en reprenant le livre ? — R. : rien.
- [40]. Qui étaient présents alors ? — R. : Jean-Maurice Berrut, Antoine et Jean-Jos[eph] Rey.
- [41]. Qu'ont-ils dit ? — R. : « Ça est bon. »
- [42]. Pourquoi s'était-il laissé engager de porter ce livre à Veraussaz ?  
— R. : parce qu'il ne savait pas ce qu'il contenait, et il ne savait pas pourquoi son beau-frère le communiquait à d'autres, ni de qui il l'avait.
- [43]. Quand ? — R. : après les fêtes de Noël.
- [44]. Où est à présent ce livre ? — R. : ignorative.
- [45]. S'il sait quelque autre qui a connaissance de ce livre ? — R. : ignorative, mais bien que ce livre a été lu à St-Maurice.
- [46]. S'il sait si beau-frère l'a lu en entier ? — R. : il le croit, parce qu'il l'avait gardé.
- [47]. S'il sait si l'officier Rey l'a communiqué à d'autres ? — R. : ignorative.
- [48]. S'il ne sait si l'officier Rey l'a lu à d'autres ? — R. : qu'il ne sait que lorsqu'il [l']a repris.
- [49]. S'il y avait encore d'autres lorsque l'officier Rey a repris le livre et qu'il a lu ? — R. : outre les trois prédits, Jean-Claude Defago et [Claude-] Joseph Avanthey.
- [50]. Qu'est-ce que l'officier Rey a dit avant la lecture en reprenant le livre ?  
— R. : il a demandé au déposant si on lui a rien dit lorsqu'on a pris le livre des mains du déposant, il a dit que non.
- [51]. S'il sait qui a remis ce livre à l'officier Pierre Rey ? — R. : ignorative.
- [52]. Si ces gens assemblés chez l'officier Rey ont parlé de tenir le secret ?  
— R. : négative.
- [53]. S'il n'a jamais été invité de se trouver à Massonger ?  
— R. : négative.
- [54]. S'il a entendu parler sur le code pénal ? — R. : négative.

[55]. Qu'est-ce qui peut avoir donné occasion aux troubles élevés à Veraus-saz ? — R. : ignorative.

[56]. S'il croit avoir des ennemis déclarés, ouverts ou connus ? — R. : affirmative, entre autres le Gros-Belley, ne sachant pourquoi, que du dire des autres.

[57]. S'il [y] avait des seigneurs d'Etat à St-Maurice, l'hiver passé ? — R. : qu'oui.

[58]. S'il ne sait [rien] des complots tenus alors ? — R. : négative.

[59]. Si dans cette assemblée il ne s'est point parlé d'autres choses ? — R. : que l'officier a dit qu'il serait bon d'avoir de l'argent, et les autres ont dit qu'oui. Et on a dit du seigneur gouverneur qu'il en a, et d'autres ont dit que non, mais bien l'Abbaye, et M. Darbelay en a, et on a badiné et ri sur cela.

[60]. Si on a parlé des cloches et du clocher [de] l'Abbaye, et comment il faut s'y prendre pour avoir l'argent de l'Abbaye ? — R. : on a dit qu'il fallait être une bonne couple de monde pour entrer à l'Abbaye.

[61]. S'il sait qu'on est allé à l'Abbaye ? — R. : que non, qu'il croit personne n'y avoir été, parce qu'on avait pas la volonté.

[62]. Si on a parlé du temps quand il fallait aller à l'Abbaye ? — R. : négative.

[63]. Qui était l'auteur du projet d'aller à l'Abbaye chercher de l'argent ? — R. : ignorative. Il croit l'officier, et qu'ils étaient d'accord de retourner [le] lendemain chez ledit officier qui les a invités, mais que lui déposant n'est point retourné et ne sait si les autres y sont retournés. On devait se retourner pour cet argent de l'Abbaye, et que chacun devait amener des hommes, autant que chacun aurait pu trouver.

[64]. Chez qui il avait couché ce même soir ? — R. : chez son beau-frère, et que c'était onze heures passées quand on allait coucher. Il dit que la femme de l'officier était présente.

[65]. Si on a dit le nombre qu'il fallait être pour aller à l'Abbaye ? — R. : il semble que l'officier a dit qu'il fallait cent hommes.

[66]. S'il a cherché des hommes ? — R. : négative, qu'il est allé trouver le bon matin sa femme, et son beau-frère Berrut n'en a point cherché.

[67]. De quelles manières et par quel chemin on devait aller à l'Abbaye ? — R. : on [n']en a point parlé.

[68]. S'il a du bien, et son beau-frère l'officier ? — R. : ni lui ni son beau-frère n'ont rien.

[69]. S'il a des bestiaux ? — R. : une génisse et trois chèvres sur des biens qu'il admodie de Louis Noel fils.

[70]. Si le livre parle des manières à acquérir de l'argent ? — R. : négative.

[71]. S'il sait quelle personne ait aussi ce livre ? — R. : ignorative.

[72]. Si l'Abbaye avait su ce projet ? — R. : affirmative.

[73]. De qui il a entendu que l'Abbaye le sût ? — R. : de l'enfant de Joseph Veaufrey, qui a dit à sa mère [Anne-Marie] qu'on venait à quatre lieues loin pour assommer l'Abbaye ; et la mère lui a dit : « Tais-toi, mon enfant » ; et lui déposant ou enquis était présent, et aussi il a entendu dire que l'Abbaye le savait par une lettre du vicaire de la Vald'Illiez, M. Clement.

[74]. Comment le vicaire l'a su ? — R. : ignorative.

Il a été renvoyé aux arrêts avec avertissement accoutumé.

(N° 38, pp. 27-30 et 13-17.)

## 104

### **Sion, 22 octobre 1791. — Délibération de la haute commission.**

Den 22. Octobris hat man die Constituten fortgesetzt.

(N° 38, p. 3.)

## 105

### **Sion, 22 octobre 1791. — Premier interrogatoire de Pierre Rey et de Barthélemy Tormaz.**

#### *I. Pierre Rey.*

Par-devant L.E.MM. le grand bailli Sigristen, secrét[aire] d'Etat [Hildebrand] Rothen, trésorier d'Etat Julier, grand banneret [Antoine] Rothen, capitaines des dizains [Théodule] De Torrente, Andenmatten et De Sepibus, grand châ[elain] De Lovina, gouverneurs Jost et Weguener, examinateur [P.-Jos.] De Chastonay, et secrét[aire] Libérat] De Courten, à Sion, ce 22 octobre 1791, fut constitué, après les exhortations usitées, reçu et enquis Pierre Rey, ancien officier de la Vald'Illiez.

[1]. Interrogé quelles réflexions il a faites depuis la dernière comparaisance à Monthey ? — R. : aucunes.

[2]. S'il n'a rien à ajouter à ses dépositions ? — R. : qu'il ne se rappelle pas ce qu'il a été interrogé et ce qu'il a répondu.

[3]. S'il a quelque chose à opposer aux témoignages lus à Monthey ?  
— R. : qu'il ne sait pas.

[4]. Quels ennemis il a ? — R. : ceux qui ont été châtiés des gouverneurs et contre lesquels il aurait fait rapport comme officier.

[5]. Qu'il nomme ses ennemis. — R. : le Gros-Belley.

[6]. Depuis quand il est ennemi ? — R. : depuis un procès qu'il a avec lui pour un marché de foin.

[7]. Quels autres ennemis ? — R. : Jean-Maurice Bovard pour un témoignage que l'enquis a rendu contre lui.

[8]. Quels autres ? — R. : Maurice, fils d'Antoine Gex, qui a été châtié ; [Claude-] Joseph Avantay pour avoir été châtié ; Jérôme Geneivroz, de Champéry, par la même raison, du temps de M. Augustinis ; Jean-Claude Durier pour avoir traité de vaurien dans l'assemblée générale.

[9]. Si ce Jérôme Geneivroz lui a marqué son inimitié, ainsi que les autres ?  
— R. : ignorative.

[10]. Si M. le prieur [Sébastien Briguet] est son ennemi ? et le curial ? et le châtelain [Barthélemy Dognier] ? et le syndic [Jean Marclay] ?  
— R. : il ne le croit pas ; quant au châtelain, il ne le connaît pas tant.

[11]. Où est devenu le livre qu'il avait eu entre ses mains, dont il était interrogé à Monthay ? — R. : avoir laissé entre les mains du confesseur.

[12.] Qu'il nomme les personnes qui l'ont vu ou lu ? — R. : Pierre-Maurice Durier, Joseph-Antoine Durier, ses frères Jean-Joseph et Antoine Rey, Jean-Claude Defago.

[13]. Qui a invité ces personnes pour assister à la lecture ? — R. : J'en ai parlé au syndic Jos[eph]-Ant[oine] Durier, lui disant qu'il [y] avait quelque chose de nouveau, et puis il a lu.

[14]. S'il a toujours eu ce livre entre ses mains ? — R. : qu'il [l']a fait voir à l'abbé Durier qui l'a eu quelques jours ; et puis l'enquis le reprenant, l'abbé Durier l'a prié de le lui remettre ; que l'abbé Durier l'a fait voir au surveillant [Maurice Bruttin], qui a dit qu'il y a des bons articles, qu'on pourrait s'en servir pour le code.

[15]. Dans quelle intention il a montré ce livre ? — R. : avoir aperçu de l'abbé Durier qui publiait un plan qu'on avait formé dans les assemblées du gouvernement dans le commencement de ces bagarres, tendant d'avoir des juges dans les villages à l'alternatif, de n'avoir plus des gouverneurs et des juges du Haut-Vallais, de l'abolition des laods et des fiefs, de châtiments applicables aux communautés et aux pauvres, d'avoir le sel au même prix que le Haut-Vallais, et que le Haut-Vallais n'aurait plus que le militaire.



Que l'abbé Durier a publié ce plan à Valdilliez, en public, où les chefs de famille étaient rassemblés. Que ce livre parlait de ce plan, mais pas tant comme le plan même.

[16]. Si l'abbé Durier avait ce livre, ou lui-même, quand on a formé ce plan ? — R. : quant à lui, négative ; quant à l'abbé Durier, ignorative, parce qu'il ne sait pas que personne n'ait eu connaissance de ce livre, lorsqu'on formait ce plan.

[17]. Qu'est-ce que l'abbé Durier a dit en rendant ce livre à l'enquis ? — R. : qu'il a prié de le lui donner, l'ayant montré au surveillant, comme ci-dessus est dit.

[18]. S'il a communiqué ce livre à quelqu'un ? — R. : n'avoir pas communiqué à personne, mais laissé sur la table ; de là c'est son beau-frère [Gaspard] Thomaz qui l'a eu une quinzaine [de] jours, ne sachant comment son dit beau-frère l'ait pris ; ledit Thomaz l'a rendu lui-même, ne sachant pas bien ce que son beau-frère lui a dit en [le] rendant.

[19]. S'il a eu d'autres livres ou brochures de Berne ? — R. : un papier du *Droit de l'homme* ; qu'il l'a laissé sur la table, sans avoir fait attention là-dessus.

[20]. Dans combien d'assemblées on a fait lecture du livre ? — R. : une ou deux fois ; la dernière assemblée était en hiver, il croit après Noël. C'est dans la même assemblée que son beau-frère Gaspard Thomas l'avait ; il ne se rappelle pas que quelqu'un ait commandé le secret.

[21]. Comment on voulait parvenir à ce plan, etc. ? — R. : comme il était dans le plan, on faisait voir un parchemin où il était dit que les seigneurs les voulaient maintenir dans leurs privilèges. Si les seigneurs auraient refusé d'accorder ces privilèges, les sentiments étaient différents, sans qu'il se rappelle ce qu'on avait dit. L'enquis avoue d'avoir été comme les autres, croyant que l'Etat faisait du tort. Dans l'assemblée chez M. De Vantery, il n'était point question de ce plan. Ce livre parlait aussi des moyens pour exécuter ce plan ; c'est pourquoi il s'était empressé de le communiquer au syndic, qui l'a vu et lu le premier chez l'enquis, qui a appelé le syndic pour le lire, ne sachant expliquer les manières qui y étaient contenues pour effectuer le plan. Qu'il a dit à un Bernois que les affaires de son côté n'allaient pas bien, c'est-à-dire qu'on leur faisait tort. Ce livre lui a fait naître des mauvaises idées pour se jeter au mal, à des assassinats et aux vols, seulement contre les gens qui avaient des fiefs, les croyant injustes ; il a révoqué le mot des assassinats. Dans l'assemblée où on parlait du plan, les uns disaient que c'est bon, c'est dommage qu'on ne peut pas retirer l'argent qu'on a tiré, et qu'on leur avait assez volé. Il est pauvre et sans argent et on a tant de peine d'avoir de l'argent ; et d'ailleurs il n'avait aucune intention de venir au fait ni de partir pour avoir la bourse de quelqu'un, c'est-à-dire des riches, notamment Devantery, Darbelay et l'Abbaye ; il ne sait qui a nommé ces riches. Il craignait d'avoir été accusé d'être du complot de soixante hommes ; c'est Jean-Jos[eph] Eborrad, ancien syndic, qui lui a dit de ce complot, cet au-

tomne dernier ; le même Eborrad doit avoir dit qu'il y avait deux de Valdilliez ; et il doit y avoir été question de chasser ou tuer Devantery, Darbelay, et de bouleverser le conseil ; ledit Eborrad ne lui a pas dit d'avoir été présent à ce complot et a dit qu'on lui avait parlé de ce complot ; ledit Eborrad a raconté cela à l'enquis, sans que celui-ci lui ait demandé. Il ne sait d'autres personnes dangereuses au repos public que le Bernois qui lui a donné le livre, le papier du *Droit de l'homme* et une *Représentation* qu'il n'entendait pas. L'abbé Durier n'a vu ni le papier ni la *Représentation*. Il ne se rappelle pas d'avoir écrit à son frère [Jean-Maurice] à Massonger ni d'avoir cherché à s'associer des compagnons. Il ne sait rien contre les témoignages quoiqu'ils seraient injustes ; qu'il n'a jamais eu mauvaise intention à faire du mal, et tout ce qu'on disait des fiefs, des torts et des argents n'était qu'en badinant, et que le badinage et la pauvreté se mettaient ensemble. Il prétend n'avoir pas dit tant des cloches, du clocher et des seigneurs de l'Abbaye, comme les témoins ont déposé. Son frère Jean-Maurice lui a dit, lorsqu'il passa à Massonger, qu'un homme de Bex a beaucoup des connaissances et des papiers, et qu'il voulait aller le trouver, et sont allés ensemble ; que le Bernois a fait signe d'entrer et demanda qui il était ; il lui répondit que c'est son frère ; le Bernois leur a montré le *Droit de l'homme* et la *Représentation de Geneve*, disant que ces affaires venaient de M. Grenuz de Geneve, qui a été par les cantons et avait des associés partout ; qu'il faudrait faire une petite bourse pour avoir ces papiers et pour en semer assez ; que les affaires iront bien et qu'on partagerait le butin de ces Messieurs qui ont assez volé ; pour ce jour-là l'enquis et son frère s'en allèrent. Environ quatorze jours ou trois semaines après, le Bernois le fit demander par son frère Jean-Maurice, et ils allaient ensemble depuis Massonger à Bex, et le Bernois lui a remis *L'Aristocratie*, en disant qu'il fallait travailler ensemble et l'enquis répondit qu'il le prenait à cette intention. L'enquis le porta chez lui, le garda quelques jours et invita le syndic Jos[eph]-Ant[oine] Durier, ne sachant s'il a invité les autres ou si ceux-ci sont venus par hasard ; ensuite de la lecture, tout le monde fut transporté, désirant qu'il fût tel comme le livre parlait. Il y avait là Jos[eph]-Ant[oine] Durier, Pierre-Maurice Durier, Jean-Jos[eph] Defago, Claude-Jos[eph] Avantey et il croit ses deux frères Antoine et Jean-Jos[eph] Rey et son beau-frère Thomas, et on en resta là pour ce soir. Deux ou trois nuits après, Jean-Claude Defago et Claude-Jos[eph] Avantay et il croit ses dits deux frères et Jean-Maurice Berrut sont revenus, lui demandant de lire encore une fois ce livre ; il leur dit : « Avec plaisir ! » Ils parlèrent qu'on avait châtié et tiré des laods qui n'étaient pas justes, et dirent qu'il n'était pas mal de se rattraper, et qu'on était bien mal et misérable et qu'il ne serait pas dommage de s'en prendre où il y a des bonnes bourses, comme chez M. Devantery, Darbelay et l'Abbaye ; et [ils] ont dit qu'il y a des seigneurs d'Etat dans l'Abbaye, il faut leur faire peur ; qu'on [n']avait rien accordé ; il ferait du bien de faire une bourse d'une vingtaine [de] mille florins. L'enquis dit : « Il faudrait 200 hommes pour réussir, où les trouverons-nous ? avons-nous pas tous des amis ? » Et ils disaient tous qu'oui ; et ne sachant comment faire, la chose resta là. On se dit alors qu'on se reverra peut-être demain au soir, et ils revinrent les mêmes et Claude Thomas ; ils dirent : « Nous voulons faire bonne capture ce soir » ; on dit encore qu'il

faudrait faire savoir à Jean-Maurice à Massonger pour que lui le fasse savoir au Bernois. Gaspard Thomas descendit chez Jean-Maurice le lendemain, lui disant ce qu'on avait fait le soir auparavant. Jean-Maurice répondit : « Vous êtes bien fous de faire de[s] badinage[s] comme cela. » Au bout d'environ trois ou quatre semaines après, il fut encore à Bex avec son frère pour consulter à raison d'un procès qu'il avait, et le Bernois dit que les Bernois iront néanmoins ravager l'Abbaye, il serait plus juste qu'eux l'avaient leur argent. Quelque temps après leur veillée, l'enquis a fait voir ce livre à l'abbé Durier, et après il a pensé qu'il ne vaudra rien, il s'est confessé et réconcilié avec Dieu. Dans ladite seconde veillée, on a dit : « Il faudra se masquer, s'armer et s'emparer du clocher, etc. », ce qu'il a été dissuadé ; et au reste, il est faux que sans l'aiguiseur [Molard] la chose aurait eu lieu. Ledit Bernois a eu connaissance de cette chose et disait que l'Abbaye avait assez tiré des fiefs, que cela est injuste. Ils ont parlé qu'il fallait s'assembler à Veraussaz pour aller à l'Abbaye, mais que ce n'était que badinage et que personne d'eux n'a cherché des associés ; il nie d'avoir parlé de brûler. Il avoue qu'il avait écrit à son frère de se trouver à la Val-d'Illiez. Il ne sait que le jour était fixé d'aller à l'Abbaye et ne sait que sa femme était présente à la lecture de ce livre. On était fâché que le vicaire de Val-d'Illiez [l'abbé Clément] a apporté cette nouvelle à l'Abbaye, crainte que ça causerait des frais à l'Abbaye pour veiller avec des troupes. Que l'abbé Durier, un mercredi après que ces seigneurs étaient à l'Abbaye, avait demandé l'enquis, Jean-Claude Defago et Jean-Jos[eph] Durier à la Maison jaune à Monthey, en leur insinuant de chasser le vicaire Clement ; et si on ne le chassait pas, qu'il arriverait de gros malheurs parce que ce Clement était un homme préjudiciable à l'endroit, puisqu'il avait découvert le complot ; qu'ils ont répondu qu'oui et qu'on était content de le chasser. Après cette insinuation, en absence de M. le vicaire, après avoir bu auparavant ou chez son frère ou au cabaret, ils étaient d'accord de faire peur à la servante du vicaire, lui enquis, son frère Antoine et Jean-Jos[eph] Gex-Collet. Après l'angélus, [ils] sont allés frapper avec du bois contre la galerie de la maison du vicaire, sans avoir jeté des pierres. Il en a puis fait rapport à l'abbé Durier, qui en était content, mais non pas satisfait de ce qu'on ne [l']avait pas chassé, et il a insinué d'y retourner et lui dire tout uniment de s'en aller, puisqu'il lui arriverait également du tort. Jean-Jos[eph] Durier faisait tapage, disant que rien n'avait donné plus d'affaire en dernière diète que l'affaire de Clement et [il] a dit à deux frères de l'enquis de se sauver.

[22]. Interrogé s'il sait qu'on est allé faire du mouvement pour délivrer l'abbé Durier ? — R. : Le Gros-Belley, un lundi en le rencontrant en bas de l'église de Valdilliez, l'ayant demandé s'il a vu l'abbé Durier, répondit à l'enquis que non, et dit qu'il fallait se prendre d'une autre façon pour le faire retourner, et marquait qu'il fallait le prendre par force si on ne voulait pas le lâcher de bonne grâce. L'enquis lui dit qu'il fallait laisser faire les parents, et Gros-Belley était content de laisser cela comme ça. Ensuite le frère Borgne [Jean-Joseph Durier] et la sœur de l'abbé Durier sont venus à Sion pour le délivrer ; l'enquis a entendu dire que le Borgne Durier avait fait des menaces pour avoir son frère l'abbé et qu'en conséquence on l'avait lâché par crainte. Que les parents de l'abbé Durier ont parlé même d'aller auprès

de Mgr [Blatter] pour qu'il ne se fasse plus d'examen sur son compte sans qu'il ait un commissaire adjoint de sa part ; que c'était Pierre[-Maurice] Durier qui devait être envoyé, lequel avait prié l'enquis d'aller en sa place et il a dit que non.

[23]. S'il sait d'un complot tenu dans une cave à Bex ? — R. : qu'il n'en sait rien, sinon que Jean-Louis Borrad lui dit un jour si on ne lui avait rien écrit ; l'enquis lui répondit que non, et ledit Borrad n'a dit autre chose.

L'enquis fut ramené aux prisons avec ordre de se bien ressouvenir pour le premier examen à venir.

## II. *Barthélemy Tormaz.*

Par-devant la haute commission souveraine, etc., etc., a comparu Barthélemy Tormaz, âgé d'environ trente-trois ans.

[1]. Interrogé s'il a frères et sœurs ? — R. : cinq garçons et trois filles, savoir Jean-Joseph, Jean-Didier à Collombey, Jean-Claude à Monthey, Claude-François à Collombey, et lui déposant établi à Collombey, Marianne, femme de Maurice Vouillod de Collombey, Marie-Catherine, femme de Claude-Joseph Turin, à Mura, Jeanne-Marie, femme de Jean-François Riondet, à Mura.

[2]. S'il a une profession ? — R. : non, laboureur de terre.

[3]. S'il a des moyens ? — R. : quelque peu, pas grand-chose.

[4]. Comment s'appelle sa femme ? — R. : Marie, fille de Pierre-Maurice Fay, qui n'a pas encore hérité de son père ; elle a quelque peu de chose d'une tante.

[5]. S'il sait pourquoi il est traduit et constitué ? — R. : non.

[6]. Quelles sont les sociétés qu'il fréquente ? — R. : ses voisins et ses parents.

[7]. S'il n'a pas connaissance d'une batterie à maréchal [Claude-Louis] Delerse ? — R. : qu'il en était un, disant que le jour de St-Laurent [10 août] proche passé, dans la maison de l'officier [Pierre] Guiliod, le maréchal Delerse et les deux frères Jean-Didier et Pierre-Maurice Carroz se sont parlé ensemble, mais que l'enquis ne les a pas pu entendre ; et alors Delerse a démenti deux fois Carroz, sur quoi Carroz le prit par le collier ; Delerse a aussitôt pris par les cheveux Pierre-Maurice Carroz, et Jean-Didier Carroz s'était approché pour aider à son frère, et le déposant ayant vu que son camarade avait été pris par les cheveux, il a donné à Delerse sur la tête avec un demi-pot une ou deux fois sans dire des raisons, et le sang coulait par la tête. Alors Delerse, après un petit moment, est sorti pour aller se plaindre chez le seigneur gouverneur [Preux] et, ne l'ayant pas trouvé ni son lieutenant [Darbellay], il est allé chez le châtelain [Nicolas de] Quartery, et le déposant avec les deux Carroz ont resté encore un moment, et sont allés chez Jean Martin, y ont bu une bouteille ensemble et de là sont

descendus ensemble. Le châ[elain de] Quartery est allé faire ses plaintes chez le seigneur gouverneur qui a condamné l'enquis de cinq louis, qu'il a payés. Il a été demandé après [la] St-Barthélemy [24 août] de par le seigneur gouverneur ; il a demandé d'être traité selon le code pénal, et le gouverneur a répondu qu'il n'a pas encore reçu le code pénal, mais qu'il se tienne aux statuts. A la fin du mois de septembre, le gouverneur a envoyé un mandat, par lequel il a été assigné de payer en trois jours, et le quatrième jour était notifié le gagement ; et l'enquis a répondu qu'il était malade, qu'il ne pouvait pas [payer], et l'enquis a menacé de faire plainte à l'Etat si on le gageait étant malade. Le gouverneur a donné le terme jusqu'à [la] St-Michel [29 septembre], sous peine d'être gagé le lendemain, et qu'en payant alors, il le laisserait pour trois louis ; qu'étant allé ce même jour et n'ayant pas trouvé le gouverneur, il a payé le mercredi après les cinq louis, le jour que Messieurs sont descendus.

Il connaît Jean Vite, son voisin, cordonnier de profession ; l'enquis lui a parlé le mardi de Pentecôte dernièrement passée [14 juin], en présence de Claude[-Louis] Delerse, à Monthey ; ledit Delerse et Jean Vite l'ont invité pour aller boire une bouteille chez Théodore Franc et [ils] sont allés et ont bu ensemble ; les deux ensemble lui ont dit qu'ils avaient envie de lui dire quelque chose, qu'il devait monter à Monthey, et sont montés les trois ensemble ; en montant, ils ont commencé de parler ; Jean Vite lui disait qu'on préparait pour un bal ce soir ou au plus vite, si lui voulait en être consort avec eux ; il aurait demandé ce qu'était ce bal ; que ces Messieurs de Monthey voulaient enlever les libertés aux paysans pour les montagnes et pour le bois, que les leurs Messieurs leur en faisaient autant, qu'il fallait tout cela purger ensemble ; il comprenait par là de les chasser ou tuer ; l'enquis leur a dit que quant a[ux] leurs, il n'avait pas de plaintes à faire et qu'il ne les trouvait pas si mauvais. On lui répliqua que les leurs étaient les moindres, ayant ruiné leurs communes pour plaider ; il répondit que c'était le curé de Mura [Jean-Pierre Turin] qui faisait tout cela et les syndics se laissaient conduire par lui, qu'ils étaient ses parents, qu'il ne voulait pas s'en plaindre. On lui dit qu'on fera assez sans lui, qu'il fallait s'aider à faire les autres, nommément ceux de Monthey. Il demanda comme ils entendaient de faire ; ils répondirent qu'ils avaient envie d'entrer dans leurs maisons. Jean Vite dit qu'il prendrait les outils de la forge de Delerse. Il se prit trouver du monde, et [ils] n'ont plus parlé ; c'était du monde de Vionaz ; qu'ils ont repris ce discours à Monthey, chez Jean Martin ; en montant, ils ont trouvé Jean-Joseph Durier sur la place, lui dirent de venir boire une bouteille avec lui, que Jean Vite et Delerse en ont parlé ; Jean Vite dit qu'il fallait épouvanter le seigneur gouverneur ; les autres dirent que non, qu'il n'avait fait tort à personne. Au reste il a confirmé les dépositions faites chez le seigneur gouverneur.

[8]. S'il a des ennemis connus ? — R. : négative.

[9]. S'il vit en bonne harmonie avec son beau-père [Pierre-Maurice Du Fay] ? — R. : affirmative.

[10]. S'il n'a pas connaissance des propos tenus à Monthey, que les cha-

peaux viendront à bon marché, s'ils tomberont tant de têtes ? — R. : affirmative ; que lui-même l'a aussi dit, en s'expliquant en sa faveur.

[11]. Où est son frère Jean-Claude ? — R. : il croit qu'il allait par la Savoye parce qu'il avait peur, mais l'enquis ne sait pas sûr pourquoi ; c'était un homme qui était en désunion avec sa femme et qui chagrinait ses parents.

[12]. S'il connaît des gens dangereux au repos public à Monthey ?  
— R. : négative.

Il fut ordonné de retourner aux arrêts et de se bien ressouvenir pour la première comparaisance.

(N° 38, pp. 47-51 et 31-33.)

## 106

### Sion, 24 octobre 1791. — Délibération de la haute commission.

Den 24. Octobris nach abgehörten justification einlagen von Seiten tit. Hr. Landtvogt von Monthey [Preux] belangendt die geschlossene Transactione mit dem Vatter des zu Monthey noch inhaftierten [Hyacinthe Coppex].

Welchen Handel aber zu entscheiden auf eine andere gelegenheit verschoben worden.

Dan hat man die Constituten fortgesetzt.

*Praesidente prefato Eximio Ballivo [Sigristen], assidentibus tit. D. D. Status secretario Rotten, Magno Castellano Kuentschen, thesaurario Juiller, Castellano Fux, Bandereto Raroniae [erreur : Leucæ, Antonio] Rothen, Protocapitano [Theodulo] De Torrente, Majore Jost, alias Magnis Castellanis De Lovina et [Casimiro] De Sepibus, Castellano Wegener, \* colonello Stockalper \*, Protocapitano [Leopoldo] De Sepibus, Examinatoribus eodem, et Secretario Episcopali [Petro-Josepho] De Chastoney, me Secretario presente Salthero Charvet.*

(N° 38, p. 3.)

## 107

### Sion, 24 octobre 1791. — Suite des délibérations de la haute commission.

*24. Octobris. Praesidente Eximio Domino Ballivo [Sigristen], assidentibus tit. D. D. Secretario Status Rothen, thesaurario Juillier, Magno Castel-*



*lano Sedunensi Kuentschen, Bandereto [Antonio] Rothen, Protocapitano Andenmatten, Protocapitano [Leopoldo] De Sepibus, \* Domino Collonello Stockalper\*, alias magno Castellano De Lovina, Dominis Castellanis Fux et Wegener et [Felice] De Chastoney, majore Jost et Secretario [P.-Jos.] De Chastoney Examinatoribus, presente tit. Domino Gubernatore Montheoli Preux.*

1. Hat seine schaubar Grossmächtigkeit vorgetragen was massen [...]

[2]. Dan hat tit. Herr Landtvogt von Monthey folgende relation der hohe Comission gethan — das, nachdem ihm hinderbracht worden, das der genante Hyacinthe Coppet folgenden Diebstahl bey Herrn Fumey und Baruche [getan habe].

Als habe er vor nothwendig erachtet, den besagten in den arrest zu setzen; nach den Examinibus hat er sich kräncklich gestellet und einen beichtvatter verlangt, dan wäre sein vatter zu ihm getreten und gebetten, das, indeme seine eheweib kindtbettin, man wolle ihn auslassen.

Da nach denen aufgenommenen fehrneren Examinibus nichts mehr neue beschwerde wider selben vorgekommen, habe er Landtvogt der Session gefragt, ob er mit dem vatter, welcher inständigst *pro tertia* angehalten, transigiren könne — und die Hr. Hr. der Session nicht dawider gesagt, habe er vermeinet, nicht zu fehlen, wan er mit dem vatter vermög genugsame bürgschafft vür sicherheit transigieren wurde, wie er vermög 16 *louis d'or pro redimenda infamia* transigieret habe, \* indeme er keine genugsame *materia eundem ad poenam furcarum seu mortem* wider selben erkannt und hier Landts keine schellewercke seyen \*. Bittet demnach, man wolle seine eingebrachte Justification in gnaden ansehen, wan aber solche nicht genugsame erachtet wurde, bittet er, man wolle eine hohe Comission bestellen, um disse sache besser zu erforschen.

(N<sup>o</sup> 38, pp. 33-34.)

## 108

**Sion, 24 octobre 1791. — Interrogatoires divers : Baruchet (1<sup>er</sup>),  
Barthélemy Tormaz (2<sup>e</sup>) et Jean-Louis Durier.**

[1]. Dan ist der Baruche erschinen und befraget, warum er hier seye ?  
— R. : *pour une certaine commission.*

[2]. *Pour quelle commission ?* — R. : *pour parler à Son Excellence bail-livale - et parler à son oncle [Pierre Guillot].*

[3]. Da disser Baruche als ein zimlich suspecter man vorkomet, *quoi il avait*

*à parler à son oncle ? — R. : pour apprendre s'il aurait besoin de quelque chose.*

*Sur quoi on lui a ordonné de se retirer chez lui sans délai, avec sérieuse exhortation de se conduire en fidèle sujet.*

Nachmahlen hat tit. Hr. Landtvogt von Monthey der Session [gesagt], das da der [Barthélemy] Thormaz mit einer pot kante dem... ein finger tieffe wunden in dem kopf verschet, habe er ihme die option oder in den arrest sich zu setzen bis er dry Lib. buss werde bezahlt haben oder 60 Lib. zu zahlen — habe der Thormaz gesagt, er halte sich an den Code poenal, er Landtvogt habe gesagt bis und dan der Code poenal promulgieret, halte er sich an das Landtrecht.

Den [Pierre] Rey-Borasson habe er zwar nicht gesehen, sicher seye aber, dass er den arrest gebrochen, der Rey-Belley habe, um seiner handelschafft nachzukommen, erlaubnuss erhalten, bey tag zu Monthey sich aufzuhalten, doch das er niehmahlen zu Monthey übernachtete.

*Nachmahlen a comparu Jean-Louis Durier, domicilié à Utre Vieges.*

*Interrogé que comme il a demandé à parler à la haute session, de dire ce qu'il a avancé. — R. : qu'il supplie LL. EE. d'avoir pitié de son frère et de son enfant.*

(N° 38, pp. 34-35.)

## 109

### **Sion, 24 octobre 1791. — Premier interrogatoire de Jean-Maurice Rey, de Jean-Joseph Durier, d'Emmanuel Rey et de Pierre Guillot.**

#### *I. Jean-Maurice Rey.*

*Constitutum in turre. Dan ist vor oben tit. Hr. Landtshauptman [Sigristen] und oben genanten tit. Hr. Hr., tit. Hr. Landtsschreiber [Hildebrand Roten] aber nicht gegenwartig, constituerit Joannes-Maurice Rey.*

[1]. Exhorté de dire la vérité, disant : « J'ai menti à Monthé. » [Voir n° 15, pp. 39-40.] — R. : que du complot tenu à la Val d'Illicz il est innocent. « J'ai été appelé le dernier jour ; on m'a demandé, si j'avais des amis, de les [a]mener. J'avoue avoir reçu un billet. Je dis que je ne [me] mêlais point de ces affaires ; j'avais un morceau de pain, j'ai dit que je voulais le manger ; que c'est Gaspard Thomas qui m'a livré le billet.

» Un nommé Bovar de Bex est venu chez moi ; il m'a demandé du vin ou eau-de-vie ; m'a demandé : „Comment les affaires vont-elles chez vous ?” J'ai répondu : „On nous a livré un code pénal qui est entre les mains des officiers”, et il m'a dit que chez eux ils avaient des seigneurs gracieux, et



ensuite il lui a parlé de Geneve ; à ce sujet, il a dit qu'à Geneve était tout en déroute. » Qu'il [Rey] ne croit avoir fait autre mal à l'égard de Messeigneurs que d'avoir reçu ce malheureux livre, « que j'ai apporté chez le curé de Massonger [Bonaventure Franc] » ; qu'il n'a rien à dire autre chose de ce qu'il peut se souvenir ; avoir lu ce livre reçu ; qu'il contenait les prétentions des Genevois ; que Bovar ne lui a montré que ce livre ; que son frère [Pierre] l'officier l'a ensuite porté à la Val d'Illiez. Que son frère l'officier est venu chez lui et lui a dit s'il savait tout lire ce que le billet que Thomas lui a apporté contenait, que s'il avait des amis il devait les [a]mener, qu'on avait un complot contre l'Abbaye, qu'après il [a] entendu qu'il [y] avait un complot de bandits.

[2]. Combien de fois il a été chez Bovar ? — R. : deux fois, allant une fois à la forge ; que ce Bovar faisait toujours le tour par Collombey ; qu'une fois son frère l'officier a été avec eux ; qu'il n'avait aucune mauvaise intention.

[3]. Si Bovar connaissait son frère l'officier ? — R. : négative, qu'il croit que son frère l'officier y a été deux fois avec lui.

[4]. Qui lui a envoyé le billet ? — R. : il croit que c'est son frère l'officier sans signature ; l'avoir reçu travaillant à la mine.

[5]. S'il n'a connaissance d'une feuille qui a pour titre les *Droits de l'homme* ? — R. : ne l'avoir lu.

[6]. Et un livre qui a pour titre *L'Aristocratie suisse* ? — R. : qu'il croit qu'il y était aussi.

[7]. Avez-vous tenu chez vous tous ces livres ? — R. : affirmative, deux jours, et les avoir remis au curé [Bonaventure Franc].

[8]. Avez-vous payé ce livre ? — R. : négative, et ne l'avoir communiqué à personne qu'à son dit frère.

[9]. Quel usage l'officier son frère en a fait ? — R. : ignorative.

[10]. Combien de fois le Bernois a été chez vous ? — [R. :] ignorative, qu'il venait presque toutes les semaines à Monthey.

[11]. Ne vous êtes-vous jamais trouvé [au] lieu-dit à La Fontanelle ? — R. : négative.

[12]. S'il ne s'est jamais trouvé en compagnie à la Valld'Illiez où on buvait du vin chaud ? — R. : négative.

[13]. N'avez[-vous] point connaissance d'un complot tenu contre le vicaire Clemens ? — R. : un soir s'être transporté pour affaires à la Vald'Illiez et avoir trouvé une troupe de personnes derrière la maison du vicaire. Que lui a été chez son frère, qui n'y était pas, et allant les chercher l'avoir rencontré qui venait, à ce qu'il croit, avec d'autres de chez M. Clement ; n'avoir aucune connaissance de coups de fusil tirés. Que Gaspard Thomas lui a dit d'en faire de ces livres ce qu'il en voudrait. Que Jean-Joseph Durier lui a remis

un billet qu'il croit être de la main de Durier l'abbé ; que ce billet disait de monter pour tirer raison de M. le vicaire ; qu'ayant monté chez son frère l'officier et qu'y étant, il n'a été question de rien, qu'on ne lui a rien communiqué, n'avoir aucune autre connaissance, que chez son frère il n[y] avait personne que sa femme et ses enfants. On lui a dit qu'ils étaient des enfants perdus, que le complot était découvert.

[14]. S'il sait à qui son frère a communiqué ces livres ? — R. : ignorative.

[15]. N'avez-vous rien à vous reprocher au sujet de la dîme de pommes de terre ? — R. : qu'il lui a paru que c'était un droit pas juste, avoir eu l'idée de le retirer jusqu'à droit connu, mais qu'il l'a cependant payé.

[16]. Savez-vous d'où venaient les livres reçus de Bovar ? — R. : qu'il croit de Geneves.

[17]. A quelle intention les avez-vous reçus ? — R. : pour s'amuser comme d'une gazette, et les avoir à aucune intention laissés à son frère.

[18]. Lorsque le Bernois vous les a remis, ce qu'il vous a dit ?  
— [R. :] voilà les nouvelles de Geneve.

[19]. N'avez[-vous] aucune connaissance d'un complot de se masquer et de s'emparer du clocher de l'Abbaye ? — R. : négative.

[20]. N'avez[-vous] eu aucune connaissance qu'en dernier hiver des seigneurs d'Etat se trouvaient à l'Abbaye ? — [R. :] qu'il croit que c'était lorsqu'on forma ce complot.

[21]. En quel temps ? — R. : qu'il croit vers le printemps.

[22]. S'il [y] avait un jour fixé pour exécuter ce complot contre l'Abbaye ?  
— R. : qu'il croit que c'était le même soir.

[23]. Quel chemin on devait prendre ? — [R. :] n'avoir aucune connaissance que par le contenu du billet.

[24]. Si ces seigneurs avaient quelque chose à risquer ? — R. : ignorative.

[25]. Savez-vous d'où est venu que ce complot n'a pas été exécuté ?  
— [R. :] qu'il croit que c'est la crainte de Dieu.

[26]. Savez-vous par qui ce complot a été découvert ? — R. : avoir entendu dire que c'est par M. Clemenz.

[27]. Croyez-vous qu'on a formé un complot contre M. Clemenz parce qu'il a découvert le complot ? — [R. : - - -]

[28]. Vous dites que quelqu'un ambitionnait la place de Clemenz, dites qui.  
— [R. :] qu'il croit que c'est l'abbé Durier.

[29]. S'il sait qui a été l'auteur contre M. Clemenz ? — R. : ignorative.

[30]. N'avez-vous aucune connaissance de piller d'autres maisons ?  
— R. : n'avoir aucune connaissance.

[31]. Dans ces assemblées n'a-t-on point recommandé le secret ?  
— [R. :] n'avoir été en aucune assemblée, que comme il a déjà dit d'être monté à la Vald'Illiez ce soir[-là] chez son frère [Pierre].

[32]. Persisterez-vous par-devant votre frère d'avoir reçu ce billet ?  
— R. : je le soutiendrai.

[33]. Vous niez avoir été en aucun complot et on a des indices que vous y avez été et sachez que la v[énération] justice a des moyens de parvenir à la vérité. — R. : n'avoir assisté en aucun complot et je le soutiendrai à mon dernier moment.

[34]. Croyez-vous avoir des ennemis réels ? — R. : affirmative, un nommé Jean-Maurice Berrut.

[35]. Le prieur [Briguet], le châtelain [Dognier], le syndic [Jean Marclay] de la Val d'Illies sont-ils vos ennemis ? — R. : le prieur et le châtelain, non ; le syndic, je ne le sais pas. Que Berrut est un ennemi par rapport [à] un marché de cochon ; que s'il lui avait répondu un peu, il m'aurait sauté dessus.

[36]. Avez-vous d'autres ennemis à la Val d'Illiez ? — [R. :] on en a toujours assez qui [nous] en veulent, qu'il ne les connaît pas.

[37]. De les déclarer ? — [R. :] quelquefois on ne les connaît pas.

[38]. Savez-vous qui était le chef de ce complot ? — [R. :] que tout le monde a dit que son frère était le chef de celui de l'Abbaye ; de celui du vicaire [Clément] n'avoir aucune connaissance.

Puisque vous persistez n'avoir jamais été en aucun complot, on va vous ouvrir les témoignages qui vous chargent à cet égard.

[39]. A la lecture du premier témoin interrogé : Si les frères, l'officier et Jean-Maurice, ont été présents dans ce complot ? — R. : que Jean-Emmanuel n'y était pas. Nie d'avoir menacé aucune personne. Que si un a déposé que lui était aussi du complot de Massonger, [c']est un faux témoin. Nie aussi d'avoir parlé à aucune personne pour l'engager à entrer dans le complot, ni en aucune façon encouragé personne, et que son frère Jean-Emmanuel ne lui en a jamais parlé ni avant ni après.

[40]. Sur l'ouverture du sixième témoin qui parle du complot de La Fontanella, l'enquis a répondu qu'il est vrai que ce soir[-là] il s'y est trouvé, où y étaient son frère l'officier, Jean-Claude Defagoz avec son fils [Joseph-Antoine] et [ses] filles [Anne-Marie et Cécile], le maître de la maison et Jean-Claude Durier ; qu'en sa présence il n'a été question de rien.

[41]. Tantôt vous avez dit avoir été invité par un billet, et maintenant vous déclarez y avoir été présent à La Fontanella. — [R. :] Que le vin on [l']a pris chez Jean-Claude Avanthey. Que quand on lui a parlé aujourd'hui de La Fontanella, il [a] entendu que c'était Les Fontanelles de l'autre côté du Rhone.

[42]. A la lecture du huitième témoin. — [R. :] Nie d'avoir dit qu'il avait plusieurs coups de fusil à tirer contre le vicaire Clemenz, que c'est un faux témoin.

Sur quoi, après les réserves de droit, ledit enquis a été ramené au lieu de sa détention.

## II. Jean-Joseph Durier.

Ledit 24 octobre a [été] constitué Jean-Joseph Durier pour la première fois.

[1]. Quelles réflexions avez-vous faites ? — R. : J'ai oublié de dire et j'ai réfléchi que nous nous étions trouvés avec Durier au cabaret à Monthey et je suis monté exprès à la maison de Pierre Rey, où j'ai trouvé lui et sa femme [Anne-Marié Thomas] et deux autres que je ne me rappelle pas ; après nous nous sommes trouvés ledit P. Rey, mon frère [- - -] et [Jean-Claude] Défagoz et ensuite je suis descendu avec mon frère à Trois torrens et me suis chargé de faire tenir un billet à son frère [Jean-Maurice Rey] à Massonger pour monter à Trois torrens ; que son frère lui a dit que c'est l'abbé Durier qui l'a écrit.

[2]. Ayant des indices ultérieurs qui vous chargent, si vous n'avez rien à ajouter je vous ferai l'ouverture des témoins qui vous chargent.

[3]. Un témoin dit avoir entendu de vous qu'il faudrait faire une veillée au c[abaret]. — R. : ne pouvoir se rappeler d'avoir dit cela.

[4]. Un autre témoin dit avoir entendu de vous enquis dire que les chapeaux viendraient un jour à bon marché, etc., que les têtes voleraient.

— R. : qu'il ne se rappelle point avoir dit cela, ni les autres déclarations faites par le second témoin, et nie platement toutes ces dépositions ; n'avoir jamais été en conseil ; qu'il est que comme habitant à Monthey. Nie aussi les déclarations faites par le quatrième. Déclare ensuite être allé avec J.-J. Avanthey, Jean-Cl. Defagoz, l'officier [Pierre] Rey et son frère Jean-Maurice à cette maison écartée [Fontanella], mais qu'il n'a jamais été dans un complot pour faire du mal à aucune personne.

[5]. Sur quoi on a exhorté l'enquis Durier de dire la vérité et [on] lui a exposé que la v[éné]rable justice avait des moyens pour parvenir à la vérité (\* *territio verbalis* \*) ; c'est à quoi il doit faire réflexion de dire la vérité. — R. : qu'on le charge de faussetés, qu'on se blanchit sur lui ; n'avoir été en aucun complot pour mal faire ; avoir été dans un complot de six hommes qui voulaient venir à Sion : Jean Vuit, Jean-Cl. Thomas, Barth. Thormaz, Robicquet, Jean-Louis Borrat et moi ; qu'il ne sait pas si y étaient Borrat ou... ; qu'il est venu là Jean Vuite ; que Jean-Claude Thomas [- - -] ; que Jean Vite a dit : « Tu ne sais pas, ton frère [l'abbé] est encore à Sion ; veux-tu le laisser là ? si tu savais ce que nous savons, c'est le temps de le tirer ; il y a de l'autre côté des hommes qui s'enrôlent pour la nation ; il faut s'associer trente hommes pour le tirer. » Je me suis opposé ; si J.-L. Borrat veut le dire, il est ici.

[6]. S'ils ont beaucoup insisté pour cela ? — [R. :] C'[est] le malheureux J. Vite qui a bouleversé tout le gouvernement de Monthé ; il voulait se faire capitaine pour venir tirer son frère ; [il] n'[y] a eu que Robicquet et Jean Vite qui aient tenu bon pour tirer son frère. « Je sais que je suis fautif devant Mgr [Blatter] et M. le chanoine [Xavier] Preux ; au reste, on se lave sur moi. J'ai dit à monseigneur qu'il [y] avait un complot de cent soixante hommes pour tirer mon frère, mais il n'[y] a eu que Robicquet et Jean Vite qui ont tenu bon. J'avoue avoir été dans le complot du vicaire [Clément] et point d'autre, et j'ignore l'affaire des pierres contre les fenêtres et balcon du lieutenant [Emmanuel] Franc ; qu'on interroge sur cela Barthélemy Thormaz, il pourra dire la vérité. » Et n'avoir aucune connaissance, hormis qu'il a dit que Jean Vite avait dit que quelques-uns s'en allaient riant et qu'il avait pu faire crier [Emmanuel Franc] « l'Américain » [voir n° 52, p. 110]. Persiste à dire de n'avoir jamais donné sa voix pour faire du mal à une seule personne. Et persiste à dire qu'il ignore toutes les dépositions lues qui le chargent.

[7]. Comme par votre aveu il conste avoir été du complot contre le vicaire, de dire la vérité. — R. : que Pierre Rey avait voulu entrer chez le vicaire ; que son frère le vicaire et lui ont dit que cela n'était pas à faire, que cela n'était pas facile.

[8]. Interrogé qui a été l'auteur de ce complot et pour quel motif ? — R. : que c'est l'officier Rey qui l'a sollicité, disant que le vicaire Clemenz leur en voulait.

[9]. S'il soutiendrait cela en présence de Pierre Rey ? — R. : affirmative, oui, lesdites déclarations.

Comme on n'a reconnu des raisons suffisantes pour procéder à la « terriotion », réelle, ledit enquis, *previis reservationibus de jure*, a été reconduit dans le lieu de sa détention.

### III. Emmanuel Rey.

Premier constitut. *Constitutus* Emmanuel Rey-Borrasson,

[1]. Après lui avoir « remémorié » qu'il a déjà été constitué à Monthey [voir n° 8, pp. 24-26] et l'avoir averti de dire s'il n'a rien à ajouter à ces déclarations de Monthey. — R. : qu'il est innocent en tout ce dont on le charge.

[2]. Si les complices de complots déclaraient en sa présence qu'il est complice, ce qu'il dirait ? — R. : qu'il n'a rien sur sa conscience, qu'il n'a pas compris à Monthey le fond des questions ; que depuis qu'il est ici il s'est rappelé que l'abbé [Claude-Joseph] Durier l'a sollicité ce printemps, \* sur la place à Monthey \*, d'aller faire du bruit chez le vicaire [Jean-Maurice] Clemens, mais je n'ai pas voulu faire cela ; que l'abbé Durier m'a dit ce qu'on disait de M. Clemens, qu'il ne fallait pas le souffrir, qu'il fallait le sortir, que si on l'y laissait on était tous foutus ; il faudrait mettre le feu ;

que son frère Jean-Joseph a dit à sa sœur où il était, et qu'il a dit : « Si je [ne] trouve pas l'un, il faut avoir l'autre. »

[3]. Interrogé ce qu'il entendait par ces mots : « *tous foutus* » ?

— R. : ignorative ; qu'ayant été pour demander grâce pour une femme, étant à Massonger, le curé [Bonaventure Franc] lui a dit qu'ayant été tenu un complot pour aller à l'Abbaye, ces seigneurs étaient décampés.

[4]. Savez-vous qui était du nombre des comploteurs ? — R. : négative.

Un de mes frères, savoir Pierre, lui a dit d'aller boire ensemble pour s'entre-parler, et ce jour-là ne s'étant pas rencontrés ; un autre jour, ayant rencontré son frère Antoine, je lui ai dit ce que notre frère veut faire ; qu'à ce moment le frère Pierre est arrivé, qu'il l'[a] averti de ne pas faire des choses mal faites, de ne pas se mêler de ce complot, qu'eux n'en voulaient rien de cela.

[5]. S'il sait le contenu et les complices de ces complots ? — R. : négative.

[6]. Savez-vous le jour fixé pour mettre à exécution ce dessein ? Que diriez-vous si un des complices vous accusait en face que vous êtes un des complices ? — R. : il ne peut le dire.

[7]. Savez-vous si on n'a pas conspiré d'aller dans d'autres maisons que l'Abbaye ? — R. : négative.

De se rappeler de la lecture des témoins déjà ouverts.

[8]. On le somme de se rappeler si sa conscience ne lui reproche rien de cas d'infidélité. — R. : négative.

[9]. Ensuite on lui a fait lecture de la déposition d'un témoignage qui fait mention d'un vol d'un cheval ; que ce témoin a déclaré que c'était Emmanuel Rey qui le lui avait donné à garder, et qu'ayant bu et mangé il a dit de vouloir chercher ses camarades, mais n'être revenu. — R. : de pouvoir édifier Messeigneurs en tout ; qu'il a été justifié du tout par-devant le seigneur gouverneur, le nom duquel il ne se souvient pas, mais que c'était un bon luron, bien pris par le bas.

[10]. Comment il a été suspecté ? — R. : qu'ayant été le même soir du vol en Savoye, il a été à ce sujet suspecté, mais qu'il a fait faire des papiers en Savoye qui l'ont justifié, qu'on a publiés en trois paroisses, qu'on lui rendait l'honneur.

De faire réflexion que Messeigneurs ont des moyens et sont en droit de découvrir la vérité, et qu'on lui a fait lecture de dépositions pour qu'il puisse se servir des moyens légaux pour sa justification.

*Previis reservationibus de jure, dictus inquisitus ad locum detentorium reconductus fuit.*

#### IV. Pierre Guillot.

*Pro prima [vieve] inde Petrus Guillot constitutus fuit in hospitio aurei leonis.*

- [1]. Votre nom ? — R. : Pierre Guillot.
- [2]. Votre âge ? — R. : à peu près soixante-six ans.
- [3]. Votre état ? — R. : j'ai été aubergiste.
- [4]. Qui a été votre père ? — [R. :] mon père : Ant[oine] Guillot ; ma mère [Ursule] Claret.
- [5]. En quoi consistent à peu près vos moyens ? — R. : une quarantaine de mille florins.
- [6]. Avez-vous des enfants ? — [R. :] un fils [Pierre-Joseph], lieutenant en Espagne, le notaire [Barthélemy] Guillot et une fille [Marguerite] ; ma femme s'appelle Marg[uerite] Ferret [*erreur* : Perrinna].
- [7]. En quoi consistent à peu près ses avoirs ? — [R. :] à peu près 10.000 florins.
- [8]. Où il est né ? — R. : à Monthey.
- [9]. S'il sait pourquoi il est constitué ? — R. : négative.
- [10]. Quelles sociétés il a fréquentées et quels amis ? — [R. :] ces gens de Monthey.
- [11]. S'il a connu Louis Robiquet ? — [R. :] affirmative, qu'il a été souvent chez lui.
- [12]. S'il connaît Jean-Claude Thormaz ? — R. : affirmative.
- [13]. Thormaz et Robicquet lui ont[-ils] des obligations ? — R. : que Robiquet était son terrier et Thormaz son ouvrier.
- [14]. S'il n'a aucune connaissance des personnes suspectes au repos du gouvernement ? — R. : négative, hormis Jean Vite, qui ne vaut rien, en qui il a connu des faussetés et des menteries, à qui il a dit qu'il était « encoluré » de ce qu'on écrivait tant de faussetés contre lui dans le Haut-Vallais ; qu'il avait fait battre le marchand [Jean] Barlatey et qu'il devait être le chef de 60 ; que c'était Zurruffinen qui devait avoir écrit ça sans signature ; qu'à Monthey on le hait à cause du procès qui a été agité à cause des communs.
- [15]. S'il connaît quelques ennemis ouverts ? — R. : négative.
- [16]. S'il est vrai que cet homme [Claude-Louis Delherse] a été battu chez lui ? — R. : affirmative, par un certain [Barthélemy] Thormaz.
- [17]. Quand cela s'est[-il] passé ? — R. : ignorative.
- [18]. Quelles peuvent être les causes qui se sont manifestées à Monthey ? — R. : ignorative.
- [19]. S'il a connaissance d'une certaine affaire entre ceux de Monthey et Collombey ? — R. : ignorative.



[20] S'il a eu connaissance des fenêtres cassées ? — R. : affirmative, par un bruit public.

[21]. S'il a [à] se plaindre contre ses seigneurs ? — R. : négative.

[22]. S'il a connaissance d'un affront arrivé à M. [l'abbé] Clemenz, soit à sa maison ? — R. : négative.

[23]. A qui on a cassé des fenêtres ? — R. : au lieutenant [Emmanuel] Franc et Gallay, qu'il était à ce temps chez lui.

[24]. Pourquoi il croit qu'on ait cassé plutôt à ces Messieurs qu'à d'autres ? — R. : à Franc parce qu'il prend trop d'autorité, et à Gallay par rapport au procès des communs ; que c'est depuis le procès que Gallay est son ennemi.

[25]. S'il a souffert quelques marques d'inimitié ? — R. : ignorative.

[26]. Quand il a vu la dernière fois J.-C. Thormaz ? — R. : le dimanche des vendanges quand la troupe a descendu.

[27]. S'il [l']a vu depuis que la troupe y a été ? — R. : négative.

[28]. Quels discours il a tenus avec Thormaz la dernière fois ? — R. : qu'il ne savait pas pourquoi ils descendaient.

[29]. S'il s'est trouvé dans la dernière assemblée qui s'est tenue après la diète de Noël ? — R. : affirmative.

[30]. Si le châtelain Gallay y a été ? — R. : affirmative.

[31]. Quels discours ils ont tenus ? — [R. :] qu'il avait obtenu en diète un certain rabais.

[32]. Quoi il avait répondu ? — [R. :] que puisqu'il a dit qu'il ne s'était rappelé de rien, comment il aurait pu obtenir ce rabais ?

[33]. S'il n'a connaissance d'un complot contre l'Abbaye ? — R. : négative.

[34]. S'il ne connaît aucune personne qui a été en danger depuis les derniers troubles de Monthey ? — R. : négative.

[35]. Savez-vous pourquoi Jean Vite n'est plus à Monthey ? — [R. :] parce qu'on a inventé des faussetés ; que M. Devanthery lui a dit que Vite avait bandé deux fois le fusil contre lui ; qu'étant allé chez M. Devanthery pour savoir pourquoi on disait tant de faussetés de lui, que M. Devanthery lui a dit : « parce que vous fréquentez certaines personnes suspectes ».

[36]. A ce que M. Devanthery a pu avoir raison de suspecter quelque chose contre lui ? — [R. :] ignorative.

[37]. S'il a été souvent demander conseil chez M. Devanthery ? — R. : que cette seule fois.

[38]. S'il ne se souvient point avoir eu d'aversion soit inimitié grave contre



quelqu'un de Monthey ? — R. : que s'il savait quelqu'un qui lui en voudrait, il [lui] en voudrait aussi.

[39]. S'il doute d'avoir des ennemis et lesquels ? — [R. :] qu'il ne les connaît pas.

[40]. Si M. le curé [Landry], M. le recteur [Greva] lui sont ennemis ? — [R. :] négative.

[41]. Si le syndic [Jean] Barlatey est son ennemi ? — [R. :] que ledit syndic a dû dire que lui a dû payer à boire pour le faire battre, mais qu'il en a eu réparation.

[42]. De déclarer toutes les personnes du gouvernement de Monthey, lesquelles ouvertement lui ont témoigné d'être ses ennemis ? — [R. :] personne ouvertement.

[43]. Les amis, soit personnes qu'il a fréquentées, prenaient aussi en inimitié ses ennemis ? — [R. :] ignorative.

[44]. S'il sait si dans sa maison on trouverait des munitions de guerre ? — R. : un fusil et une vingtaine de cartouches, que l'armurier [Jean-Joseph Favre] qui restait chez lui lui a préparées il [y] a déjà trois ans ; que l'année passée, lorsqu'il a fait sa ronde en automne, il a ordonné de faire des cartouches, entre autres à Jean Pratay, au jardinier, à [Jean-Claude] Barlatay et à ses voisins, et point du depuis ; que l'ordre d'ordinaire se donnait sur les armes.

[45]. Qui a été sergent avant vous ? — R. : un Delfonté.

[46]. S'il allait aussi ordonner la munition par les maisons ? — [R. :] ignorative.

[47]. S'il n'a jamais connu en J.-C. Thormaz quelque chose de répréhensible ? — [R. :] qu'une fois il lui a dit différentes choses des gazettes dans le pays de Vaux.

[48]. Si Thormaz avait des connaissances au pays de Vaux ? — R. : affirmative.

[49]. S'il sait où il est ? — [R. :] ignorative.

[50]. S'il ne lui doit rien ? — [R. :] au contraire, lui être redevable de trois journées.

[51]. S'il a connaissance du procès que [Jean-Claude] Thormaz a eu avec le gouverneur [Hildebrand] Schiner ? — [R. :] qu'il a été caution pour ladite cause.

[52]. S'il sait qui a fourni au même Thormaz l'argent pour venir à Sion ? — [R. :] négative.

[53]. S'il aimait la conversation du même Thormaz ? — R. : affirmative, parce qu'il était gai.

[54]. S'il n'a aucune connaissance de complot tenu à Monthey ? — R. : qu'on lui en a parlé des complots qu'on voulait tenir contre l'Abbaye, mais ne se rappeler qui ; qu'après on a dit que ce n'était rien ; qu'on a dit qu'on s'assemblait à Ollon, qu'il [y] en avait à ce qu'on disait aussi du gouvernement de Monthey.

[55]. S'il a connaissance de batteries arrivées chez lui ? — R. : de celle [Claude-Louis] de Lersez, que son fils [Barthélemy] a été mettre le holà ; que le gouverneur l'aura examinée.

[56]. Qu'il a été contraire aux albergements ? — [R. :] qu'il en a parlé du commencement à M. le banneret, mais qu'il n'a pris aucun parti.

[57]. S'il ne se rappelle point d'avoir tenu quelques propos contre les personnes qui se mêlaient des albergements ? — [R. :] qu'il ne se rappelle point.

[58]. Si on a parlé d'aller peser la munition dans le val d'Illiez ? — [R. :] ignorative.

[59]. S'il connaît l'abbé [Claude-Joseph] Durier ? — [R. :] qu'il est ami comme d'autres.

[60]. S'ils se parlent souvent ? — [R. :] négative.

[61]. S'il sait pourquoi les troupes sont descendues ? — [R. :] qu'on a dit que c'était le canton de Berne [qui] le demandait ; qu'on croyait aussi que Monthey prendrait les armes ; qu'une quinzaine de jours avant l'arrivée des troupes, on a aussi exercé à Monthey.

[62]. Si dans les 40.000 florins de votre substance il y a des crédits ? — R. : que son fils sait tout ça : 1. chez le châtelain [Jean] Claret 1000 florins ; 2. [chez] Baptiste Beer, domicilié [à] Val d'Illiez, 1000 florins.

*Praemissis auditis sub protestationibus de jure solitis ad cameram detentoriam reconductus fuit.*

(N° 38, pp. 35-44.)

**Sion, 25 octobre 1791. — Délibération de la haute commission  
au sujet de Hyacinthe Coppex et sentence contre François Morand.**

Den 25. octobris, *presidente Eximio Domino Ballivo [Sigristen], assistentibus in hesterna Sessione praesentibus ex adverso notatis.*

Hat S. Sch. grossmächtigkeit die hohe Kammer ersuchet, ihre Weise Meinung und endtsprüche walten zu lassen.

I. Belangendt die an gestrigem tage gemachte justification, Vorträge von Seiten tit. Hr. Landtvogt zu Monthey, der mit dem Vatter des Hyacinthe Coppet gemachten transaction. Worauf M. G. H. der hohen Comission sich darüber wie folget endtsprochen dass:

1. Demnach die tit. Hr. Hr., so heitiges tages abwesend, bey ihrer Ruckskunft in Sitten wider gedachte transaction protestieret, \* wie eben heute *noviter* tit. Herr Castlan Wegener in namen seiner zenden *formaliter* protestiert \* und keiner von den an heut gegenwärtigen sich erihneren will, seine Consens darzu ertheilet.

2. Indeme den Untergebenen versprochen worden, das kintfig hin die *poena arbitrariae* \* *abolitio poena obuli* schon in Weinacht Landraht anni 1790 von einem hohen standt guttgeheissen und denen unten versprochen worden\* und transactiones zwischen den Landtvögten und unterthanen abgestosset seyn sollen und dieses in dem *code poenal*, welchen tit. Hr. Landvogt und die untergebene erhalten, eingesezet ist — hiemit, da dise transaction wider das gegebene Wort des hohen standes, folglich wider dessen ihre getrosten, als ist dise transaction als nichtig erklaret, folglich solle Herr Landtvogt wider den gedachten Coppet den Proces *in forma et vigore juris* anfangen und laut Rechten processieren.

[II.] Belangendt die durch gedachten tit. Hr. Landtvogt von Hr. Chappellier Fra[nçois] Morand begangen Eydrüche wider den durch die hohe Comission getragenen Spruche — solle die gesprochene busse von 60 Lib. dem hohen Standt verfallen seyn, der Chappellier die gesprochene offentliche busse aushalten und wegen dem durch selben begangenen ungehorsam solle er vom Lande verwysen seyn.

Der Chappellier François Morand aber solle an kintfigem Sontag mit einer ruthe an der handt nach dem geendigten Gottesdienste laut Setentz sich stellen und dan, laut vor einem jahre von einem hohen Stande getragene spruch, durch zwey fusiliers ausser Lande gefiehret werden.

(N<sup>o</sup> 38, pp. 3-4. — L'avant-dernier paragraphe a été biffé.)

## 111

### Sion, 25 octobre 1791. — Deuxième interrogatoire de Pierre et de Jean-Maurice Rey.

#### I. Pierre Rey.

Le 25<sup>e</sup> octobre 1791, Pierre Rey a été pour la seconde fois constitué par-devant le préfet seigneur juge et assesseurs, à la tour de Sion, ayant devant ses yeux la corde et une des pierres de la torture.

[1]. Interrogé s'il n'a rien à changer ou à ajouter à ce qu'il a déjà déclaré, et spécialement sur la négative qu'il a faite de ne savoir qui a envoyé le billet invitatif ? — R. : C'est moi qui l'ai envoyé à mon frère [Jean-Maurice] à Massonger par Gaspard Thomas, une nuit.

[2]. Ce que ce billet contenait ? — R. : de se trouver chez lui à la Vald'Illiez pour se parler.

[3]. Qui devait s'y trouver ? — R. : Gaspard Thomas, Jean-Claude Defagoz, Claude-Joseph Avanthey, ses deux frères Jean-Joseph et Antoine.

[4]. Ce qu'on devait faire chez lui ? — R. : qu'on n'a rien fait.

[5]. Qu'avez[-vous] dit et fait vous-même dans cette assemblée ? — R. : Nous avons rien parlé ; mon frère Jean-Joseph a dit : « Vous êtes des bêtes de faire ce que nous avons parlé l'autre jour. »

[6]. Si personne autre a été présent cette fois ? — R. : Claude Thomas.

[7]. Si le billet ne parlait point de s'associer d'autres camarades ? — R. : affirmative.

[8]. Dans quelles intentions il a parlé de s'associer d'autres camarades ? — R. : sans aucune intention.

[9]. Comme vous avez déclaré que la lecture du livre [*L'Aristocratie*] vous a porté à de mauvaises idées, déclarez quelles mauvaises idées. — R. : Je n'ai rien à ajouter.

[10]. Faites attention, Pierre Rey, que par vos réponses vagues et votre obstination vous mettez les seigneurs juges dans le cas de se servir des remèdes que les lois prescrivent pour savoir la vérité, et n'exposez pas votre corps à des tourments. — R. : Je crois d'avoir dit la vérité et comme je ne me rappelle pas de tout ce que j'ai déclaré, je prie de me faire la lecture de ma déposition.

[11]. Lecture lui ayant été faite. — [R. :] Il a déclaré : « Mon [beau]-frère [Gaspard] Thomas a aussi lu ce livre, il l'a gardé quelques jours » ; que le premier plan c'est l'abbé [Claude-Joseph] Durier qui l'a publié avant Noël, à ce qu'il croit à la place du prieuré, après la messe. Il a derechef révoqué que la lecture du livre l'ait porté à des idées de commettre des assassinats. Que Eborrad, lorsqu'il lui a parlé du complot de la cave de Bex, il ne lui a parlé que d'un seul de la Vald'Illiez. Qu'il n'a pas été question ni qu'il ait entendu dire de tuer M. Darbelley. Qu'il [est] vrai qu'il a écrit à son frère [Jean-Maurice] à Massonger. Que du commencement ce n'était pas par badinage, que c'était bien d'une certaine façon surtout pour aller à l'Abbaye, si on avait trouvé le moyen de l'effectuer. Que Claude-Joseph Avanthey était le plus échauffé pour le complot de l'Abbaye. Que lui, Jean-Claude Defago, Pierre..., Joseph-Maurice [erreur : Jean-Maurice] Berrut et Gaspard Thomas étaient tous du même sentiment ; que ses deux frères ont marqué qu'ils n'en faisaient pas de cas ; qu'il est prêt de soutenir cela en leur présence. Qu'il croit que c'est lui-même qui les a appelés pour entendre la lec-

ture de *L'Aristocratie*. Qu'à cette lecture, son frère Jean-Joseph n'y était pas, [mais] bien son frère Jean-Claude ; que ce soir Gaspard Thomas n'y était pas.

[12]. Interrogé combien d'assemblées on a tenues chez lui ? — R. : trois ; qu'un de ces soirs, parlant de leur pauvreté, ils ont dit qu'il serait bon d'avoir la bourse de tel et tel riche ; et que comme dans l'Abbaye sont tant de paresseux, que l'Abbaye a tant de richesses, qu'on tire tant de rentes injustes, on a parlé de faire des amis, disant qu'il faudrait deux cents hommes pour aller à l'Abbaye ; que lui a dit : « Il conviendrait de s'emparer des cloches pour empêcher de sonner le tocsin » ; qu'il a dit que, comme ces Messieurs d'État y étaient, il [- - -] ; qu'ensuite, un autre soir, [- - -]. Que c'est M. [l'abbé] Durier, longtemps après, [qui] lui a dit que c'était M. [l'abbé] Clemens qui avait divulgué leur complot.

[13]. Qui est l'auteur du complot contre l'abbé Durier [erreur : Clément] ? — R. : qu'un jour, se trouvant à la Maison rouge [erreur : jaune] avec l'abbé Durier, qui a dit qu'il fallait aller avec des armes, s'associant une vingtaine de personnes, chasser M. Clement, que le frère de l'abbé [Jean-Joseph Durier] a dit qu'il ne fallait pas faire cela. Jean-Maurice et Jean-Joseph ses frères et J.-M. [erreur : Jean-Claude] Defago étant dans une chambre, l'abbé Durier leur a payé un pot de vin, leur a dit comme sus ; que son frère a répondu *ut supra* d'aller dire tête à tête ; qu'alors ils sont tombés d'accord d'aller un soir. Qu'en Fontanella [il y avait] J.-M. son frère, J.-Jos. Durier, Jean-Claude Defago, son fils [Joseph-Antoine] et la fille [Cécile] de Jean-Claude Defago habillée en garçon ; que M. l'abbé Durier a dit de prendre le vin, que lui payerait ; qu'on a dit que M. Clemens ne leur avait fait aucun tort, il ne convenait pas de lui faire du tort ; qu'on est allé boire le vin chez Jean-Joseph Avanthey, que chacun a payé son écot. Qu'une soirée, devant lui, son frère et [- - -] ont fait du tapage.

[14]. Quand J.-Maurice est venu à Val d'Illiez, ce qu'on lui a dit ? — R. : « Vous venez tout seul ? » Qu'ayant répondu qu'oui, nous avons dit : « C'est bon », et nous sommes allés boire.

[15]. Si le soir du tapage, il n[y] a pas eu des pierres tirées ? — R. : négative ; qu'on a seulement frappé à la galerie, qu'il ne sait pas si c'est lui-même ou...

[16]. Si on [a] ensuite fait rapport à l'abbé Durier du tapage fait à M. Clemens ? — R. : affirmativement, lui-même lorsqu'il a été de retour de Sion ; qu'alors l'abbé [Durier] a dit : « C'est bon, si on l'avait su à Sion. »

[17]. S'il n'a donné commission à personne de remettre le livre ? — R. : négative.

[18]. Si personne avant le complot a eu ces livres ? — R. : que comme Jean-Maurice l'a invité d'aller chez le Bernois, que c'est le Bernois qui [le] lui a remis étant ensemble.

[19]. Si Jean-Maurice disait autrement ? — R. : Je dirais toujours la même chose.

[20]. S'il n'a rencontré personne la soirée du tapage de M. Clemens ?

— [R. :] personne, avoir entendu crier.

[21]. Si le même soir il n'a point vu Jean-Maurice ? — R. : négative.

[22]. S'il n'a point connaissance du vol de Medico ? — [R. :] qu'il a eu assez de malheur et de peines, que [Pierre] Medico, sa femme [Marie-Louise Marclay] et ses enfants donnaient de certains indices.

[23]. Quelles marchandises on a volées ? — [R. :] qu'il n'en sait rien, sinon ce que le public en a parlé.

[24]. Combien de temps il y a de ce vol commis ? — R. : [- - -].

[25]. Si quelqu'un a été recherché à ce sujet ? — R. : qu'il a été obligé de faire bien des démarches, obtenir des mandats pour être soutenu en son honneur, que les capucins leur ont rendu l'honneur sur chaire.

[26]. Que comme il se trouve d'autres témoignages pas encore communiqués, s'il en désire la communication ? — R. : [- - -].

[27]. *Inde lectura facta depositionis unius testis eidem nondum communicatae.* — R. : qu'à ce temps il n'était point marié.

[28]. Combien d'années qu'il est marié ? — R. : huit à neuf ans ; qu'il veut que [- - -].

Jean-Jos[eph] Claret de Trois Torrens et son épouse étaient présents lorsqu'il a acheté des mouchoirs de poche, et non de soie, d'un étranger, au nombre de quinze, à ce qu'il croit l'année passée, pour le revendre et gagner dessus ; qu'à cette occasion il était intentionné de lever une boutique. Il croit que le même Claret en acheta aussi, et à la fille de Laurent Calliet de Massonger d'en avoir vendu pour le prix de neuf à dix batz.

[29]. *Ad depositionem alterius testis lectura facta,* — R. : [- - -]

[30]. *Ad lecturam tertii testis* qui dit que l'officier Pierre Rey est l'auteur de tous ces complots, — [R. : - - -]

[31]. *Ad depositionem quarti testis* sur le cas de mettre bas la tête du châtelain de la Vall d'Illicz [Barthélemy Dognier], — R. : qu'il serait possible qu'il en ait parlé.

[32]. *Ad lecturam depositionis* sur le complot de l'Abbaye et des hommes de l'Haut, — R. : qu'il ne sait rien répondre. Qu'il ne croit pas qu'on puisse prouver d'avoir fait aucun tort à personne. Qu'il est vrai qu'étant officier on gagne quelque chose.

[33]. *Ad lecturam testis* qui a déposé avoir entendu qu'on jetait des pierres, — R. : négative ; qu'il est vrai que lorsqu'on a fait du bruit étaient aussi présents Jean-Joseph Gex-Collet et son frère Antoine, qu'il ne croit cependant pas qu'on ait jeté des pierres.

[34]. S'il a des armes chez lui ni munition de guerre ? — R. : négative.

[35]. S'il n'a point connaissance qu'il ait été question de faire la révision des armes à la Val d'Illiez ? — R. : à ce qu'il croit l'année passée.

[36]. S'il n'a point été question de cette révision en présence de M. le surveillant [Maurice Bruttin], le châtelain [Joseph] Raboud et lieutenant [Hyacinthe] Dubosson ? — [R. :] ignorative.

[37]. Si dans l'assemblée de la Val d'Illiez il n'a pas été question de se précautionner ? — [R. :] qu'on criait les uns d'une façon les autres d'une autre de se précautionner et cela au commencement de cette révolution.

[38]. Pourquoi préparer et se précautionner ? — R. : contre le Haut-Vallais, si on était descendu pour faire du mal ; que lui a été du sentiment de préparer des armes.

[39]. Qui fait les « cries » ordinaires chez eux ? — [R. :] l'officier.

[40]. Si personne autre s'est mêlé, en temps des troubles, des publications ? — [R. :] que l'année passée lui-même a publié le [mandat] de Son Excellence [Sigristen]. Que c'est l'abbé Durier qui a publié les plans.

[41]. Si quelqu'un des détenus a fait la même chose ? — [R. :] ignorative.

[42]. *Ad lecturam depositionis testis* que l'enquis a publié aux cries qu'on devait se munir de façon que chacun ait cent coups à tirer. — [R. :] que Jean-Joseph Donet lui a dit qu'il faudrait dire à M. Devantheri qu'il n'écrivît plus au Haut-Vallais sans la participation du conseil ; qu'alors il l'a dit et qu'il pourrait bien être qu'il ait fait ladite publication de se munir, qu'il ne se rappelle point s'il l'a fait ou non.

[43]. S'il persiste d'avoir reçu le livre de la main de E. Bovar ? — R. : affirmative.

[44]. Qui a eu la première connaissance avec E. Bovard ? — R. : mon frère [Jean-Maurice], et lorsque j'ai reçu le livre nous étions ensemble.

[45]. Pourquoi ils choisirent le temps pour voler l'Abbaye dans le temps que des seigneurs d'Etat y étaient ? — R. : pour les épouvanter, et dans ce moment sa véritable intention était de trouver de l'argent, \* et cela dans l'Abbaye ; mais que c'était du commencement, que ce n'était qu'en badinant et que, dans leur discours, un des présents a dit : « Ce serait bien bon d'aller à présent pendant qu'il y a des seigneurs d'Etat pour les épouvanter » \* ; mais ensuite on a vu que cela était impossible à effectuer.

[46]. De quelle façon croyez-vous qu'on les aurait épouvantés ? — [R. :] si on y était allé deux cents hommes, vous pensez bien comme cela serait allé, mais je n'ai jamais parlé de faire du tort à ces seigneurs, et aucun a parlé qui étaient ces seigneurs, que leurs intentions étaient sur l'Abbaye.

*Sub praevis protestationibus dictus inquisitus iterum ad locum detentionis deductus fuit.*



## II. Jean-Maurice Rey.

Jean-Maurice Rey ayant supplié d'être entendu a déclaré qu'un bon matin son frère [Pierre] l'officier et Jean-Claude Defagoz sont venus chez lui lui proposer s'il voulait être du complot pour aller à l'Abbaye, lui disant qu'ils étaient déjà une quarantaine, et lui a promis qu'il fournirait, qu'il engagerait, et lui proposèrent de fournir et d'enrôler du monde ; que comme dernièrement on lui a parlé des cloches, il s'en est rappelé, mais qu'il n'a rien fait ; qu'ayant reçu le billet, il est monté tout seul, qu'on l'a toujours recherché ; que le plus coupable est toujours celui qui commence, que le public dit que c'est son frère l'officier ; qu'on lui a nommé pour complice le syndic [Joseph-Antoine] Durier ; que c'est le mercredi qu'on lui a parlé et que le billet il [l']a reçu le samedi suivant entre douze et une heure.

Que le livre il l'a reçu dans sa maison du Bernois qui est venu le trouver chez lui ; qu'il lui a remis quatre livres dont deux n'ont pas paru ; qu'il les a gardés deux fois vingt-quatre heures ; que son frère étant venu chez lui, les ayant vus les a pris ; qu'il est sûr [de] les avoir reçus avant son frère ; qu'il croit que les premiers deux sont *Les Arrangements de France* ; qu'il est sûr [d']avoir eu *L'Aristocratie* avant que son frère l'officier l'ait eu.

Que lors du complot de l'Abbaye, lui ne savait point qu'il y avait des seigneurs ni lesquels ; que c'est son frère et Defago qui lui ont dit qu'il y avait des seigneurs ; que le billet disait que s'il avait du monde, il devait venir avec des fusils bien armés et que s'il était venu avec du monde, on allait le même soir à l'Abbaye ; que sa femme [Pétronille Biollay] l'ayant avisé de ne pas se mêler de telles affaires, il ne s'[en] est plus mêlé, il n'a point voulu agir ; qu'il ne lui fait tant de la peine de faire affront à ses parents qu'aux braves parents de sa femme ; que ses frères eux-mêmes se font l'affront ; que l'officier est le plus coupable qui a tracassé tout ça ; qu'Emmanuel est le plus simple ; que l'autre, depuis qu'il a été officier, il n'a plus rien fait qui vaille.

Que c'est Gaspard Thomas qui lui a remis le billet, lui disant que ce billet le regardait et qu'alors lui ayant répondu qu'il ne se mêlait point de cela, que Thomas a dit : « Et moi je m'en vais chez moi » ; que de Thomas, il ne sait dire ni bien ni mal.

Que vis-à-vis du complot soit assemblée de La Fontanella, lui n'y a pas été ; qu'il les a rencontrés en chemin y allant pour les trouver ; qu'ils lui ont dit que c'est Jean-Joseph, frère de l'abbé Durier, qui l'a invité par un billet qu'il a reçu de lui.

Que dans le complot contre M. [l'abbé] Clemens, il n'a pas été question ni d'armes ni de les toucher ; que le frère de l'abbé les a avisés de ne pas les toucher, mais seulement les épouvanter. Qu'il ne croit pas que si on était venu à l'Abbaye, leur intention était de faire contribuer ces seigneurs une certaine somme d'argent.

S'ils ont nommé lesquels seigneurs y étaient à l'Abbaye ? — R. : ignorative ; qu'on a tramé cette affaire avant de lui en parler ; qu'il croit avoir reçu les livres environ huit jours avant l'invitation pour le complot au sujet



de l'Abbaye ; que pour aller à l'Abbaye, Thomas a bien dit qu'on devait descendre par Verosa.

*Et inde reconductus fuit ad locum detentorium adhortatus ut circa numerum 40 virorum recolligeret.*

(N<sup>o</sup> 15, fol. 1-4.)

**Sion, 26 octobre 1791. — Délibérations de la haute commission.**

Die 26<sup>te</sup> Octobris ist vor eine hohe Comission tit. Hr. Landtvogt von Monthey [Pierre-Antoine Preux] zuzufolge am gestrigen tage erhaltenen befelche [erschieden] und hat aller undertheinigist vorgetragen und eine hohe Comission inständigst ersuchet, gnadigist zu betrachten, das, indeme er widens, nuhr kinder zu Siders habe, folglich niemandt in stande, alda sein noch gar nicht gefassten wein zu besorgen.

2. Das er nohtwendig in nammen seiner kinder der vertheilung der hinderlassenschaft S. G. Hr. Landtshauptman statthalters [Joseph-Jacob] Preux [beiwohnen müsse].

3. Das demnach zu Siders die panner besatzung auf montag in acht tag festgesetzt, er als zehendenhauptman und vorsteher des zendens sich nohtwendig diser besatzung beywohnen müsse und leztlichen, das man durch den Binder Dubuis vernohmen habe, das bey Monthey ein zimmliches getöss wegen der arrestation des alten [Pierre] Guillod verspiret werde, also er ohne gefar allein ohne hilfe sich auf Monthey sich begeben könne. Bittet demnach inständigst, das ihme die gnaden vergunstiget werden, den noch inhaftierten [Hyacinthe] Coppet alhier bringen zu lassen, um den process wider selben laut rechten zu führen, um desto mehr dass, wan der gedachte alhier solte supplicieret werden, dem Landfolck in dermahlen umständen eine mehrere satisfaction wäre, wan aber eine hohe Comission disses zulässig erachten solten, bittet er wegen angebrachten ursachen wegen wenigist den anfang disses criminal process auf 14 tåg zu verschieben und dan ihme, wie ehemahls den HH. [Joh.-Gaspard] Schnidrig und [Johann] Matter die gnade widerfahren lassen, das er HH. assessores aus den L.L. zenden darzu erhalten könne.

Entlichen nachdeme eine hohe Comission Obvermelten tit. Hr. Landtvogt vorgehalten, das zwar seine vorgebrachte ursachen warhafft betrachtungs würdig, da aber in dermahlen umstanden seine gegenwart sowohl für die nohtwendigen anstalten und befelche um den abbé Durier als den [Jean-Claude] Defago sicher anhier zu überbringen zu Monthey etwan drey täge nohtwendig wären, er tit. Hr. Landtvogt sich erkläret, er verlange einige Hr. aus Lobl. Zenden mit sich, ohne in deren abgang er in so thanen umstän-

den sich um vollziehung obberierten befelchen auf Monthey sich nicht gehe. Indeme er in dermahlen umstanden als vatter seinen kinderen, \* da er zufolge der neuen Constitution durch den Zehenden als Landtvogt dem hohen standt vorgetragen worden \* und als zehendenhauptman dem zenden zugehere, allen und lestlichen sich erkläret daher die Lobl. Zenden von dessen zu berichten auf sich nehmen wollen.

Als habe Schaubar Grossmächtigen HH. Landtshauptman [Sigristen] zufolge der Meinungen der hohen Commission, welche dermahlen diese sache nicht sich aufnehmen wollen, ob tit. Hr. Landtvogt von Monthey überlassen die Lobl. Zäh[n]ten und Gemeinde von Seinem gethanen anbringen zu berichten und deren Verordnung zu erwarten.

(N<sup>o</sup> 38, pp. 4-5.)

### 113

**Sion, 26 octobre 1791. — Interrogatoire de Gaspard Thomas (2<sup>e</sup>),  
de Joseph Carraux, dit « l'abbé » (1<sup>er</sup>), et de Jean-Louis Borrat (2<sup>e</sup>).**

#### I. *Gaspard Thomas.*

26<sup>ta</sup> octobris, presidente et assidentibus prefatis tit. D.D. [voir pp. 191-192] *constitutus in hospitio aurei leonis* Gaspard Thomas, 2<sup>e</sup> constitut.

[1]. S'il n'a rien à ajouter à ce qu'il a déjà déposé ? — R. : négative.

[2]. Alors on lui [a] représenté que la haute justice a des moyens pour, conformément aux lois, parvenir à savoir la vérité. — R. : qu'on lui donne quel serment qu'il soit [- - -].

[3]. De déclarer plus circonstanciélement [le complot] formé contre l'Abbaye, et du complot de Massonger de le répéter. — R. : avoir été à la Val d'Illiez pour se faire travailler l'habit qu'il porte ; que son beau-frère l'officier [Pierre Rey] l'a invité de venir dimanche au soir : « Nous serons tous ensemble. » Qu'étant venu et ayant trouvé la femme de son beau-frère, elle lui a remis le livre que son dit beau-frère lui avait commandé de prendre pour porter à Verossa ; que le dimanche au soir J.-Claude Defago, l'officier, Jean-Maurice et Emmanuel y étaient ; que lui l'autre fois n'est pas revenu ; que le complot s'est tenu le dimanche soir et d'être reparti le lendemain et de n'être plus retourné à la Val d'Illiez ; que le lundi, l'ayant gardé chez lui environ trois heures de temps sans l'avoir ouvert, il l'aurait remis à l'officier de Verossa ; avoir le même lundi fait message à Massonger à son beau-frère [Jean-Maurice Rey], le matin, en lui remettant un billet qu'il a reçu de Pierre Rey ; qu'il était dit dans le billet : « Tu iras dans cette maison trouver cet homme et tu apporteras la réponse ce soir » ; que Jean-Maurice la lut lui-même, et lui déposant, comme son dit beau-frère ne savait

pas tout lire, le lui aurait lu ; que Jean-Maurice a répondu : « J'irai dîner et après j'irai trouver cet homme » ; que dès lors il n'a plus parlé à Jean-Maurice ; que c'était un billet d'une demi-feuille à peu près écrit d'un côté ; qu'il a lu jusqu'à trois lignes avec Jean-Maurice ; que le dimanche soir, ils étaient au nombre de sept, savoir lui enquis, Jean-M. Rey, J.-C. Defago, l'officier Rey [- - -].

Qu'on a parlé que, pour exécuter ce complot, il faudrait être une centaine, que chacun devait faire des amis, savoir chacun trois à quatre ; que lui a répondu qu'il n'en cherchait point ; qu'il croit qu'on a envoyé à Jean-Maurice le billet pour être du complot ; que lors de ce complot, son sentiment était de ne rien se mêler, mais de n'avoir rien dit ; qu'il sait qu'on était d'accord d'aller de nuit à l'Abbaye ; que de ce temps il y avait à l'Abbaye trois ou quatre seigneurs, entre autres Son Excellence [Sigristen] ; qu'il a su le dimanche que ces seigneurs y étaient, les ayant vus à la messe à l'Abbaye, ce qu'il a raconté aux autres à la Val d'Illiez ; que lui a dit : « Il ne ferait pas bon y aller puisque ces seigneurs y étaient » ; que Pierre Rey l'officier a répondu : « Tant mieux. » Que Jean-Joseph Rey a dit : « Il ne faudrait pas faire du tort à ces seigneurs qui n'ont point fait du mal. » Que c'est Pierre Rey qui a commencé la chose vis-à-vis de l'Abbaye, à ce qu'il croit pour avoir de l'argent ; qu'il n'a nommé que Son Excellence à leur assemblée à la Val d'Illiez, n'ayant pas connu les autres seigneurs. Que Jean-Maurice ayant reçu le billet sans que l'homme fût nommé, [il] fallait bien qu'il ait su d'avance quel homme.

[4]. Ce qu'il entend du mot d'aristocrate ? — R. : ignorative ; que c'est après la lecture de ce livre qu'on a parlé d'avoir de l'argent, que ce livre parlait des aristocrates, comment la France et Geneve avaient été, que ce livre parlait que les seigneurs avaient fait les droits, qu'il fallait se joindre ensemble, être d'accord ; que si, suivant le livre, on aurait arrangé les choses, le peuple aurait été mieux ; que ce livre [était] contre les magistrats, que c'étaient les magistrats qui faisaient les nouveaux droits ; que c'est par ordre de l'officier Rey, avant de partir de la Val d'Illiez, [qu']il l'est allé prendre, où il n'y avait que la femme de l'officier [Anne-Marie Thomas] ; qu'en sa présence, ce soir, personne a parlé de la pauvreté, qu'ils ont pour vivre ; qu'à la Val d'Illiez, il n'a parlé à personne de ce livre. Qu'il a entendu dire de Pierre Rey, environ huit jours après, que c'est le vicaire de la Val d'Illiez [l'abbé Clément] qui a apporté une lettre à l'Abbaye, que au dire de Pierre Rey c'était une femme [- - -].

[5]. S'il croit que sans la lettre du vicaire le complot contre l'Abbaye aurait eu lieu ? — R. : ignorative.

[6]. S'il sait ce que l'Abbaye a fait lorsqu'elle a reçu cette nouvelle ? — R. : ignorative ; que c'est Pierre Rey qui a tout commencé.

[7]. S'il sait si la femme de Joseph Vaufrey a eu connaissance de ce projet contre l'Abbaye ? — R. : affirmative, par son fils âgé de dix ans qui a dit à sa mère qu'on devait le même soir aller assassiner l'Abbaye ; que la mère lui a dit : « Tais-toi » ; il a répondu : « Cela est vrai. » Qu'il a rapporté le vendredi soir à la Val d'Illiez de Verossa le livre.

[8]. Si on n'a point parlé quel chemin on devait prendre pour descendre à Verossaz ? — R. : ignorative.

[9]. Combien de jours il a manqué de Verossaz durant ce complot ? — R. : du vendredi soir au lundi matin.

[10]. S'il n'a point de connaissance d'un affront arrivé à M. Clemens ? — R. : ignorative.

[11]. Si personne lui a fait paraître pourquoi ce complot n'a pas eu lieu ? — R. : négative. Que Pierre Rey avait parlé de masque pour se connaître ; qu'Antoine et Jean-Joseph Rey [disaient :] « Cela serait bon. »

[12]. Savez-vous si ces seigneurs étaient à St-Maurice par ordre de l'Etat ? — R. : que l'officier de Verossaz lui avait dit que ces seigneurs étaient à l'Abbaye pour arranger ceux de S.-Maurice avec Verossaz ; qu'en descendant, il lui était venu en l'idée d'aller aviser de ce complot, mais par crainte d'être battu il n'avait pas osé le faire ; qu'il l'a dit à son beau-frère J.-M. Berrut, mais longtemps après qu'il a dit qu'il aurait bien fait.

[13]. Puisque l'idée vous est venue d'aviser, avez-vous cru ce complot dangereux ? — R. : assurément, je l'ai cru.

[14]. *Inde lectura facta diversarum depositionum in eundem factarum*, — R. : nie d'avoir gardé ce livre plus de trois jours ; nie d'avoir été du sentiment comme les autres ; nie avoir remis le billet par un samedi ; nie avoir parlé de descendre par Verossaz ; nie avoir lu le billet en entier ; persiste de n'avoir été que le dimanche soir ; nie avoir manqué de Verossaz que le dimanche et le jour qu'il a rapporté le livre à la Val d'Illicz.

*Sub reservationibus de jure ad locum detentorium reconductus fuit.*

## II. Joseph Carraux, dit « l'abbé ».

*Die 26<sup>ta</sup> octobris, presidente et assidentibus in hesterna sessione nominatis tit. EE. et MMDD.* a été constitué la première fois Joseph Carraux, dit « l'abbé ».

[1]. S'il sait pourquoi il est traduit ici ? — R. : négative, hormis pour avoir [- - -]. Que le jour de la foire de St-Maurice, 25 juin, étant malade, il a été à Monthey chez M. Ricoud, qui lui [a] ordonné de prendre une médecine et ordonna du bouillon ; avoir été chez le boucher [- - -] ; que s'étant [- - -]. Maurice Moche et Barth[élemy] Thormaz avaient chacun une pierre à la main qui [- - -]. Que Maur[ice] Moche a pris un gros bâton et avait une pioche, que lui a dit à Thormaz de venir avec lui, à qui il a dit de prendre un autre chemin et qu'ensuite il a été chez le seigneur gouverneur [Preux] ayant été cité ; qu'y allant, il a rencontré Pierre Thormaz qui lui a dit que le gouverneur était à la Val d'Illicz : il n'a pas été au château ; qu'après il a été chez le gouverneur, qu'il lui a dit [- - -]. Que le jour de la St-Jacques, ayant permission de danser jusqu'à l'Ave Maria, que le lendemain le fils de son oncle et une troupe de vauriens ont bu ensemble où ils ont eu une batte-

rie et qu'ils sont allés à St-Maurice pour s'engager. Que Jean Vit, le Petit-Borrat forestier qui a dit : « Je voudrais avoir toujours une bonne journée, comme l'autre jour que j'ai chanté la chanson » ; que le gouverneur l'a cité et lui a défendu de plus chanter ; que lui, le même jour, est allé au château demandant où était le seigneur gouverneur ; que le gouverneur l'a mené dans une autre chambre, duquel il a demandé le paiement d'une journée. Sur quoi le gouverneur lui a ordonné de sortir du château, ce qu'il a refusé, disant que le château n'était pas à lui ; qu'une fille lui a dit de pas faire tant de bruit ; que le seigneur gouverneur, en présence de trois autres, lui a dit de sortir ou bien qu'on le mettrait en prison ; qu'il a répondu : « *Mettez-moi en prison, je m'en fous de vous.* »

[2]. Si personne l'a incité à agir de la façon ? — R. : négativement. Que si on l'aurait mis en prison, il aurait dormi comme une bête et que le lendemain il aurait demandé pardon et prié de le sortir ; que quelques jours après, il a parlé à Joson Franc et [Claude] de Lersse [père], auxquels il aurait raconté ce qu'il avait fait au château ; qu'ils lui ont dit qu'il n'avait pas bien fait.

[3]. Si en le quittant il n'a point fait d'affront au seigneur gouverneur ? — R. : qu'il croit l'avoir menacé du poing et, s'en allant, il aurait tiré vivement la porte, mais qu'il a fait tout cela dans le vin. Que quelques jours après on disait qu'il aurait tenu le seigneur gouverneur par la boutonnière, ce qui n'était pas vrai, et c'est pour ça qu'il aurait raconté cette affaire à d'autres.

[4]. S'il croit avoir des ennemis rièr le gouvernement de Monthey ? — R. : négativement, qu'il n'en connaît point.

[5]. Sur la lecture de trois témoignages. — [R. :] nie s'être vanté quelques jours après de ses actions faites au château. Il lui semble qu'il peut être vrai d'avoir dit que le seigneur gouverneur avait les jambes trop minces, pour le faire sortir du château. Nie aussi d'avoir été ni parlé du complot d'aller forcer les portes de la ville de Sion pour sortir l'abbé Durier ; et nie d'avoir parlé [à] Robriquet depuis passé une année. Il a aussi nié d'avoir tiré des pierres. Nie aussi d'avoir entendu parler du complot pour tuer MM. Devanthery, Darbelley, les deux [Franc]... et le châtelain Gallay, ni d'avoir été ni sollicité à cela, et que hormis le jour qu'il avait trop bu, il n'a fait tort à aucune personne. Que son oncle [Pierre Chervaz], à sa prière, le dimanche suivant l'a accompagné chez le seigneur gouverneur où il s'est mis à genoux, lequel, après lui avoir fait une forte réprimande, lui a pardonné et encore une seconde fois en présence de huit hommes ; que ce sont les sept batz que forestier avait reçus du seigneur gouverneur [qui] l'ont enhardi d'aller demander les deux journées ; que cette fois il était comme une bête par [r]apport au vin.

[6]. S'il connaît Barth[élemy] Thormaz ? — R. : affirmative.

[7]. S'il sait pourquoi est ici ledit Thormaz ? — R. : négative.

[8]. S'il n'a pas connaissance d'une batterie faite à Thormaz ? — R. : affirmative, par ses frères, mais qu'il ne connaît pas le sujet.

[9]. Si quelqu'un disait qu'il ait été encouragé de faire cette action au seigneur gouverneur ? — R. : négativement, que ce n'a été que le vin qui a été la cause de ça, qu'il avait bu toute la nuit, ayant payé deux bouteilles à d'autres, qui ont aussi payé ; qu'il fait vœu de ne jamais plus boire ni eau-de-vie ni vin ; que comme il souffre grandement du mal des yeux, il supplie de le tirer de cette chambre.

[10]. Si l'année devant on n'avait pas chassé le gouverneur Schiner, s'il aurait aussi fait cela ? — [R. :] également, étant très fort pris de vin, que la chanson l'a un peu enhardi.

*Sub protestationibus solitis ad cameram detentoriam reconductus fuit.*

### III. Jean-Louis Borrat.

*Predicta die, 26<sup>ta</sup> octobris, coram prefatis tit. EE. et MM. DD., pro secundo fuit constitutus Joannes-Ludovicus Borrat.*

[1]. Quelles réflexions il aurait faites depuis la dernière comparaisance ? — R. : de penser que Messeigneurs ne le font pas paraître ici sans légales raisons. Qu'il n'a jamais été à Olon de sa vie, jamais plus.

[2]. S'il n'a aucune connaissance d'un complot ? — R. : qu'un Savoyard, chez Jean Martin, en présence du tailleur [Louis] fils de maître Louis[-Marie Robiquet], dont il ignore le surnom, [demanda] s'il voulait venir un jour avec lui à Collombey. D'avoir paru au château devant M. Schiner, à cause d'une batterie ; que comme M. Schiner lui demandait deux écus neufs, que le médecin ne demandait que vingt batz [- - -]. Que la seconde fois qu'il parut, le seigneur gouverneur leur a conseillé de faire accord, et étant sorti avec Rouillier sont allés boire, et qu'il a donné quatorze jours de terme à Rouillier pour s'aviser.

[3]. Si à cette occasion et comparaisance, il n'a point manqué à l'égard du seigneur gouverneur ? — R. : qu'il ne se rappelle pas.

[4]. Comme l'affaire de « la charrevarie » s'est passée ? — [R. :] qu'un jour ayant trouvé le chamoiseur [Narcisse] Pignat, [il] l'aurait demandé à part pour l'aviser qu'on lui en voulait, sans lui oser dire le nom.

[5]. S'il tient une giberne ? — R. : affirmative, l'avoir portée à Monthey, le lendemain que le seigneur gouverneur est parti, chez Paris pour faire raccommorder son fusil, étant à cheval ; avoir chargé son fusil ; étant en bas de Monthey, avoir déchargé deux ou trois fois ; avoir eu une autre fois la giberne lorsqu'il a paru chez M. Devanthery.

[6]. S'il n'a aucune connaissance d'un complot qui tendait à ôter la dîme ? — R. : l'avoir entendu dire à Jean Gex, qui lui a dit qu'on avait levé des troupes à St-Maurice par [r]apport à ce complot ; et qu'ensuite son beau-frère Jean[-Baptiste] Rey, marguillier de la Vall d'Illicz, entre Noël et Pâques, lui [a] aussi dit que les Borrachon avaient fait un complot ; que ce complot tendait contre Son Excellence et qu'on voulait l'attendre à St-Maurice.

[7]. S'il a été invité à ce complot ? — R. : négative.

[8]. Si les Borrachon sont coupables de telles affaires ? — R. : affirmative, parce qu'ils font manger aux autres les biens mal à propos, comme à lui-même l'officier [Pierre Rey] dans un procès qui ne valait pas 60 batz et il aurait mangé près de 12 louis. Qu'ayant fait blanchir sa chemise, et ayant été perdue, il est allé emprunter de la blanchisseuse un mouchoir pour s'indemniser de la chemise.

[9]. S'il croit avoir des ennemis dans le gouvernement de Monthey ? — R. : qu'il n'en connaît point.

[10]. *Inde facta fuit illi lectura depositionum contra eundem judicialiter factarum*, — R. : nie la déposition avoir été à Ollon ; avoue avoir dit au chamoiseur [Narcisse Pignat] qu'on lui en voulait et au châtelain [Jean] Claret qu'un jour il aurait « une charivarie », que c'est un Savoyard cordonnier [Jean Vitte] qui le lui avait dit.

[11]. A la déposition du second témoin. — [R. :] qu'il ne sait rien répondre là-dessus.

[12]. Sur la troisième déposition, — répond de même.

[13]. Sur le quatrième témoignage, — nie de même.

[14]. Sur le cinquième témoignage. — [R. :] dit qu'il est faux, qu'il peut le prouver par le châtelain de la Vald'Illicz [Barthélemy Dognier], qui était au bureau, qui l'a vu monter à la montagne.

[15]. Sur le sixième témoignage. — [R. :] il avoue être descendu le jour de la Bagarre de Monthey, à cheval, ayant son fusil et [sa] gibecière.

[16]. Sur le septième témoignage. — [R. :] avoue avoir passé le Rhone venant de St-Triphon, mais qu'il est faux d'avoir été en complot à Ollon ; nie aussi d'avoir passé le Rhone à la nage à cheval ; qu'il est possible qu'il ait parlé à quelqu'un d'avoir traversé à la nage ; nie d'avoir parlé qu'il soit d'un complot ni qu'il ait eu connaissance d'un complot de cent cinquante hommes. Qu'il est vrai que le Savoyard l'a invité d'être avec lui et d'autres pour aller trouver M. Claret et le chamoiseur, que si on les rencontrait on leur donnerait une bonne « balade », c'est-à-dire de les bien battre. Il a aussi nié d'en avoir [- - -].

[17]. Si personne lui ait demandé si on lui avait écrit ou si lui-même n'a pas demandé à d'autres si on ne lui avait pas écrit ? — R. : négative.

[18]. Dans quel temps on lui a parlé qu'on voulait aller attendre Son Excellence ? — R. : ignorative.

[19]. Il lui a été exposé que comme Messieurs n'agissent qu'ensuite de diverses informations, comme il vient d'entendre les dépositions, que s'il ne veut dire la vérité, il doit s'imputer à lui-même si Messieurs se trouvent obligés d'user des moyens que les lois permettent. — [R. :] que s'il avait



voulu partir, il serait parti plus tôt, ayant été averti à l'arrivée de la troupe par quatre personnes : par ses deux sœurs et un autre homme Pierre-François Planz qui portait la vendange et un autre homme qu'il ne connaît pas ; qu'une de ses sœurs lui est venue dire l'avoir entendu dire qu'elle avait dit qu'un homme [- - -].

[20]. Qui lui a permis de rester pendant les vendanges à Monthey ?

— R. : qu'il n'y est pas resté.

[21]. S'il n'a pas reçu ordre de rester à la Val d'Illicz ? — R. : que le seigneur gouverneur lui avait permis de venir à Monthey moyennant n'y pas coucher ; qu'il est venu cinq fois à Monthey pour demander permission de venir à Monthey, ce qu'il pourra prouver par la fille et servante du seigneur gouverneur.

[22]. Dans quel temps le seigneur gouverneur vous a défendu de pas coucher à Monthey ? — R. : qu'il croit que c'est la seconde fois qu'il a été pour demander la permission, mais qu'il a cru que moyennant ne pas y coucher il pouvait venir quand il voudrait ; qu'il a été au moins trois fois chez le seigneur gouverneur pour obtenir cette permission.

*Praevius reservationibus ad locum detentorium reductus fuit.*

(N° 15, fol. 4-8.)

## 114

### Sion, 27 octobre 1791. — Délibérations de la haute commission.

27. Octobris eine hohe Comission hat vorleiffig nothwendig erachtet, vermög zulassung S.H.F. gnaden [Blatter] den abbex Durier durch an den Lieutenant gouvernal ertheilte Befelch handtvest und sicher nacher Sitten zu überbringen wie auch den Jean-Claude Defago *le père*.

Hat man in den Constituten fortgefahren.

(N° 38, p. 5.)



**Sion, 27 octobre 1791. — Interrogatoire de Gaspard Thomas (3°),  
de Jean-Maurice Rey (3°), de Pierre Rey (3°), de Gaspard Thomas (4°)  
et de Jean-Maurice Rey (4°).**

I. *Gaspard Thomas.*

*Die 27<sup>a</sup> octobris constitutus Gaspar[us] Thomas* pour la troisième fois.

Dit que c'est un lundi matin [7 février 1791], avoir apporté le billet à J.-M. Rey, présent Michel Jaquier[-Perret], domestique à Jean-Maurice Rey, et il contenait : « Nous avons fait un complot hier au soir, tu iras dans la maison que tu sais et tu rapporteras la réponse ce soir toi-même. » Nie d'avoir gardé le livre quinze jours, et ne l'avoir gardé que du vendredi [4 février 1791] au dimanche au soir. Nie avoir dit qu'on ne pourrait entrer par les portes, on ne pourra entrer que par Verossaz. Qu'il peut témoigner [n']avoir manqué que le vendredi et le dimanche et de n'avoir point été au complot. Que ne sachant pas tout lire, lui enquis a lu le reste ; qu'il était dit : « Nous avons fait hier au soir un complot pour aller à l'Abbaye ; que tu saches me dire la marque qu'ils auront pour que nous puissions les distinguer » ; que le commencement du billet était : « Cher ami de [la] liberté, je te prie d'aller dans la maison que tu sais dire à cet homme que nous avons fait hier au soir un complot pour aller à l'Abbaye. »

[1]. S'il était dit quoi faire à l'Abbaye ? — R. : négative.

[2]. S'il oserait soutenir ce qu'il avance en présence de J.-M. [Rey] ?  
— [R. : - - -].

[3]. Quand il a dit qu'il ne ferait pas bon aller par les portes, que les portes seront fermées, on ne pourra descendre que par Verossaz ? — R. : affirmative.

[4]. S'il soutiendra en présence des autres que Son Excellence [Sigristen] était à St-Maurice ? — R. : affirmative. Que Pierre Rey a commencé de parler du complot ; que l'officier a dit qu'il faudrait avoir de l'argent pour boire, qu'à l'Abbaye il se trouve assez d'argent ; que Joseph Rey a dit : « Il fait bon commencer, à la fin personne veut s'en mêler ; pour moi je m'en mêle point. » Que Pierre [Rey] a dit que chacun devait faire des amis et les amener.

[5]. \* *Territio realis.* \* Après avoir été sérieusement exhorté de dire la vérité, qu'à ce défaut il doit faire réflexion sur sa situation, qu'il peut pas s'évader, qu'il doit regarder la corde où il sera attaché et cette pierre qui sera attachée à ses pieds et en cette manière en l'air. — [R. :] Que lui et Jean-Maurice n'ont rien dit ; que lui s'était déjà proposé de n'en point amener, de ne se point mêler de cette affaire. Qu'il croit qu'entre eux ils en avaient déjà parlé ci-devant, puisque J.-Maurice n'a point été surpris à la réception du billet.

[6]. Pourquoi il a apporté la nouvelle que Son Excellence et ces seigneurs y étaient ? — R. : croyant que leur disant ceci, cela les aurait arrêtés. Que c'est Pierre Rey [qui] lui a dit, le vendredi ou le jeudi, de se trouver à la Val d'Illiez lorsqu'il lui remit le livre, de se trouver le dimanche ; qu'entre le vendredi et le dimanche, il a toujours été à Verossaz. Que quelque temps après, Pierre Rey, en été, est venu à Verossaz lui dire que si on l'interrogeait il fallait tout nier ; qu'ayant dit qu'il dirait la vérité, Pierre [Rey] a dit qu'il lui ferait du tort ; que le tout devait être écrit au château de St-Maurice ; ce qu'il veut soutenir en la présence de Pierre Rey.

[7]. Si Pierre n'a parlé à d'autres personnes qu'à eux six ? — R. : à Louis Avanthey, à Jean-Louis Borrat, mais qu'il n'a pas voulu s'y arrêter, comme Pierre Rey a rapporté à eux assemblés que ces deux ne voulaient pas y venir. Qu'il pense que le billet remis à Jean-Maurice était pour aller de l'autre côté du Rhone pour engager [- -]. Que Pierre Rey lui a dit que Jean-Maurice avait des connaissances de l'autre côté ; il n'avait que d'aller dans une certaine maison, il trouverait tant de monde qu'on voudrait, ce qu'il veut soutenir en présence de Pierre, à sa face. Qu'il a reconnu Pierre bien déterminé ; que Pierre a dit : « Il faut bien que quelqu'un commence » ; que Pierre a dit à l'assemblée qu'il fallait tenir le tout secret. Que ce soir on est resté d'accord de faire des amis autant qu'on pourrait, qu'on devait venir ensemble ; on [est] resté d'accord qu'il fallait avoir des signes, qu'il fallait garder le secret.

*Sub reservationibus reconductus ad cameram detentoriam.*

## II. Jean-Maurice Rey.

*In eadem sessione pro tertia [vice] constitutus Joannes-Maurice Rey,* ayant la corde de la torture et une des pierres devant ses yeux.

Lequel a déclaré que quand [Gaspard] Thomas lui a apporté le billet, il lui a demandé s'ils en étaient beaucoup ; il a nommé ceux qui avaient été, et que lui ayant répondu qu'il était trop tard pour aller assembler du monde ; que sa femme a dit : « Ne te mêle pas de cela » ; d'avoir communiqué un de ces livres à un de ses voisins Claude-Louis Longin.

[1]. De dire le contenu du billet ? — [R. :] Que lui a commencé et Thomas lui lut le restant du contenu ; qu'il ne peut se rappeler comme il commençait ; que le billet disait qu'on irait [- -]. Qu'il croit qu'il était dit dans le billet d'aller chez E. Bovar à Bex pour chercher des hommes pour se joindre à eux ; qu'il lui paraît que le nom de Bovard était marqué ; que par le billet il devait faire des hommes des libertins, mais que sa femme l'ayant dissuadé, il n'a pas été chez Bovard ; qu'il croit qu'on devait s'assembler à Verossaz, le samedi au soir, pour descendre de nuit à l'Abbaye ; qu'on ne lui a jamais parlé d'avoir des marques pour se pouvoir connaître ; qu'il lui paraît que c'est son frère et Jean-Claude Defagoz qui lui ont dit qu'il [y] avait à l'Abbaye des seigneurs d'Etat ; qu'on voulait y aller pour les faire contribuer une certaine somme, à quoi j'ai consenti ; qu'on ne lui a jamais dit de quelle manière on voulait s'y prendre, bien qu'on lui a dit qu'on voulait s'emparer des clochers pour qu'on ne puisse pas sonner le tocsin. Que s'il avait

cherché des hommes à ce sujet, il aurait trouvé tant d'hommes qu'il aurait voulu ; que s'il en avait parlé à son domestique, il aurait été du nombre par d'autres discours ; le domestique s'appelait [Michel Jacquier-]Perrex ; qu'on devait aller avec des armes et descendre par Verossaz ; que Thomas doit avoir engagé des hommes à Verossaz ; qu'il lui paraît que Thomas a dit à lui enquis, lorsqu'il lui remit le billet, qu'il en avait de Verossaz. Que du depuis, Pierre lui a dit : « Heureusement que tu n'es pas venu, autrement nous aurions été mal [reçus], parce qu'on était sur les armes à l'Abbaye. » Que le premier livre, c'est lui qui l'a reçu d'E. Bovard, qui était *Les Arrangements de Geneve*. Qu'un autre jour, ayant été à la forge, passant vers la maison d'E. Bovard, il serait entré chez lui et lui ayant demandé ce qu'il disait du livre reçu, il lui [a] donné le livre de France. Que son frère Pierre étant venu chez lui, il avait vu ces livres et les a pris. Un autre jour, il a été avec son frère Pierre à Bex chez E. Bovard ; qu'alors E. Bovard a remis à son frère Pierre *L'Aristocratie*, lui disant : « C'est celui-ci qui doit bien toucher. »

[2]. Si, lorsqu'on lui a apporté ce billet, il en a été surpris ? — R. : affirmative. Que c'est Thomas qui a lu la plus grande partie ; qu'il croit que dans le commencement était marqué : « Ami de la liberté » ; et il croit qu'on a pris ce titre dans le livre et que, suivant le livre, tous ceux qui étaient du complot étaient amis de la liberté.

[3]. S'il avait eu dîné lorsqu'il a reçu le billet par Thomaz ? — R. : qu'il croit que non ; qu'il ne croit pas qu'il ait dit à Thomas qu'il irait.

[4]. S'il a connaissance qu'il ait été question de se masquer ? — R. : ignorative, qu'il n'a jamais cru [- -].

[5]. S'il n'a point connaissance de complot tenu de l'autre côté du Rhone ? — R. : qu'il a entendu de Bovard qu'on tenait divers complots en différents endroits, à Bex des complots au sujet d'un banc appartenant à la dame Roverea. Qu'il ne se rappelle pas, qu'il est possible qu'il aura dit à Thomas qu'il irait. Que du complot étaient Claude-Jos[eph] Avanthey, Jean-Claude Defago, Jean-Maurice Berrut et trois frères de lui déposant et Gaspard Thomas.

[6]. Si Gaspard Thomas paraissait bien échauffé ? — R. : négative ; qu'il a apporté le billet à lui, apporté à Verossaz *L'Aristocratie* et à ce qu'il croit engagé des hommes à Verossaz, à ce qu'on lui a dit que Thomas avait lu le même livre dans un cabaret à St-Maurice. Qu'il croit que l'intention, comme son frère Pierre et Defago lui ont dit, était d'aller à l'Abbaye parce qu'il y avait ces trois seigneurs d'Etat, lesquels on voulait faire contribuer parce que les seigneurs gouverneurs en avaient assez tiré par des châtimens.

[7]. S'il n'a point de connaissance que ceux de la val d'Illiez étaient déjà en chemin pour exécuter ce complot et dire s'il n'a point recruté ? — [R. :] négative.

[8]. Si le même jour qu'il a reçu le billet il n'a pas sorti de Massonger ? — R. : négative.

[9]. Le même jour à quelle personne il a parlé ? — R. : à sa sœur [Anne-Marie] et à [Michel Jacquier-]Perrex son domestique.

[10]. Que comme il a dit qu'il aurait trouvé assez de monde, de nommer lesquels ? — R. : des libertins, il s'en trouve toujours assez. Que Bovard lui a dit un jour que la chose commence à branler de leur côté, on commence à tenir des complots. Que par la communication de ces livres on croyait qu'il serait porté de bonne volonté pour fournir du monde.

*Sub protestatione reconstituendi dum opus videbitur ad cameram detentoriam reductus fuit.*

### III. Pierre Rey, Gaspard Thomas et Jean-Maurice Rey.

Pour la troisième [fois] constitué de l'officier Pierre Rey.

[1]. S'il n'a rien à changer ni à ajouter aux déclarations déjà faites ? — R. : qu'il ne se rappelle pas.

[2]. Ce qu'il dirait si des témoins ou des complices soutenaient en sa face des choses qu'il a recachées jusqu'à présent ? — [R. :] qu'il peut être, mais de ne pas se rappeler.

[3]. Si on lui soutenait à sa face que, lors du complot, il savait que Son Excellence et d'autres seigneurs d'État étaient à l'Abbaye, qu'il a recommandé le secret, qu'il a parlé à d'autres personnes qu'à celles qu'il a déjà nommées ? — R. : à Gaspard Thomas une fois, et à Jean ... deux fois ; qu'il ne veut rien recacher ; qu'également mourir lui faut, qu'il recommande ses enfants.

[4]. S'il n'a pas été trouvé Jean-Maurice pour lui parler et l'engager au complot ? — R. : négative. Avoue que lorsqu'on serait tous assemblés, on a dit qu'on descendrait par Verossaz, mais qu'il ne se rappelle pas qu'il ait dit avec des armes ; et nie d'avoir dit à Jean-Maurice Rey, en présence de Jean-Claude Defagoz, qu'ils étaient déjà une quarantaine.

[5]. S'il n'a point donné commission à une personne de Verossaz de divulguer ce livre ? — [R : - - -].

[6]. Si après le billet, Jean-Maurice lui a fait réponse ? — R. : que non, que Jean-Maurice lui a dit qu'ils étaient bien des bêtes de se mêler de telles affaires.

*Inde iterum introductus fuit Gasparus Thomas et presente dicto Petro Rey interrogatus :*

[7]. Trouvez-vous ici la personne qui vous a chargé du billet ? — R. : affirmative, en montrant l'officier Rey. Et ayant entendu le rapport du billet tel qu'il avait été rapporté aujourd'hui, [il] l'a derechef déclaré être tel. Que c'est vrai que Pierre Rey a commencé à dire qu'il fallait que quelqu'un commence le complot, qu'il a dit tant mieux qu'il [y] avait ces seigneurs à l'Abbaye, qu'il fallait se masquer. D'avoir reçu de Pierre Rey la commission de remettre le livre à Jean Chasse ; que c'est l'officier Rey [qui]

l'a invité d'aller à ses complots à la Val d'Illiez ; que l'officier avait dit d'avoir aussi invité au complot Louis Avanthey et Jean-Louis Borrat qui n'avaient pas voulu y venir.

[8]. *Inde dictus Pierre Rey monitus* fuit de faire attention sur ce que Gaspard Thomas vient de soutenir en sa face. — R. : qu'il ne se rappelle de l'affaire des choses, qu'il ne se rappelle pas combien longtemps son frère a retenu le livre. Il avoue la teneur du billet tel qu'il a été récité.

[9]. Qui lui a insinué le complot de l'Abbaye ? — R. : c'est le livre ; que quelques-uns disaient : « On nous en a assez fait, ce ne serait pas dommage si on attrapait la bourse de quelques-uns, qu'on en fait quasi des dieux », et après on est tombé sur l'Abbaye ; qu'il peut être [- - -]. Avoue avoir été en été à Verossaz pour avertir Gaspard Thomas de ne pas le découvrir. Avoue d'avoir dit d'avoir des signes pour se connaître. Avoue d'avoir invité Jean-Louis Borrat. Avoue qu'il a été question de descendre par Verossaz avec des armes, qu'il a été question des armes.

Alors Gaspard Thomas, sous les réserves usitées, a été reconduit à la chambre d'arrêts.

P[ierre] Rey a continué de dire que le Bernois lui avait dit que l'Abbaye ne subsisterait pas, qu'on leur ferait assez rendre ce qu'ils avaient tiré de trop des fiefs ; que quand les affaires seraient en train, on arrangerait assez les aristocrates, sur quoi il a témoigné son contentement.

[10]. Dans quelle intention il s'est laissé employer à ce complot ?

— R. : dans l'intention de se procurer de l'argent.

Alors a été introduit Jean-Maurice Rey.

[11]. S'il trouvait dans la chambre la personne qui lui a dit qu'on voulait aller à l'Abbaye ? — R. : affirmative, son frère P[ierre] R[ey].

[12]. S'il soutient aussi qu'il a dit de s'emparer des clochers ?

— R. : affirmative. Qu'il lui paraît qu'il a dit de descendre armé, et par Verossaz. Avoue que lui l'officier [Pierre Rey] et J.-Claude Defagoz sont venus chez lui pour le solliciter au complot. Avoue que le billet commençait par ces mots : « Cher ami de la liberté » ; qu'il ne se rappelle [pas] s'il y était dit [- - -]. Avoue que c'est l'officier qui a commencé ce complot et que ledit frère lui a dit qu'ils étaient déjà une grande quantité, qu'il a pris les livres chez lui, que son frère est le chef du complot de l'Abbaye.

[13]. Jean-Maurice ayant été reconduit à la chambre d'arrêts, Pierre Rey a été demandé s'il nie d'avoir dit qu'ils étaient déjà une quarantaine ?

— R. : qu'il peut être ; qu'il peut être qu'il a pris les livres chez son frère.

[14]. S'il nie d'avoir dit qu'il y avait des seigneurs d'Etat à l'Abbaye ?

— R. : qu'il ne se rappelle pas.

[15]. S'il nie que, lorsqu'on lui a dit qu'il y avait des seigneurs à l'Abbaye, il ait répondu : « Tant mieux » ? — R. : qu'il ne s'en rappelait [pas]. Que le Bernois leur a dit la première fois : « Ô les bougres d'aristocrates, cette fois on va les arranger ! » Et que comme il ne connaissait pas plus qu'un

chat ce que voulaient dire ces mots d'aristocrates, il a appris que ce sont les seigneurs et les magistrats. Qu'à force qu'ils ont lu ces livres, de quoi lui en est la cause les ayant produits, et qu'alors il leur est venu l'idée d'aller à l'Abbaye. Que ces seigneurs n'auraient rien risqué ; qu'on disait qu'il [y] avait assez d'argent à l'Abbaye ; qu'il ne se rappelle pas, mais qu'il nie pas tout ce que son frère a soutenu en sa présence, qu'il a assez fait pour être perdu. Que chez le Bernois il a été deux ou trois fois : la première fois il a reçu *La Cité de Geneve* ; la seconde, *L'Aristocratie* ; et après Pâques, après s'être confessé que toutes ces affaires étaient passées. Qu'il a écrit à J.-Maurice d'aller trouver cet homme en Bex et sans qu'ils aient eu des « entrepailleurs » au sujet de ce complot. Que Jean-Louis Borrat lui a répondu qu'il ne se mêlait point de ça.

*Inde dictus Pierre Rey sub protestationibus solitis ad locum detentionis reductus fuit.*

(N° 15, fol. 9-12.)

## 116

### Sion, 29 octobre 1791. — Délibération de la haute commission.

Den 29. octobris praesidente et assidentibus altifatis tit. E.E. et M.M.D.D. [voir pp. 191-192] Exceptis D.D. Magno Castellano Kuenchen et Capitaneo Desenali [Franz-Josef] Andenmatten, in locum prefati Domini Magni Castellani astitit consul Primarius de Riedmatten qua die *man die Constituten fortgesetzt*.

(N° 38, p. 5.)

## 117

### Sion, 29 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Rey (4°), de Jean-Maurice Rey (5°) et de Gaspard Thomas (5°).

#### I. Pierre Rey.

*Die 29<sup>a</sup> octobris, praesidente et assidentibus altifatis tit. Excellentissimis MM. et Illustribus D. D., excepto tit. Domino ex consule et magno castellano Kuenschen, cujus loco astitit Magnificus D. consul Primarius [Januarius] De Riedmatten, excepto etiam Domino Protocapitano Desenali [Franz Josef] Andenmatten, pour la quatrième [fois] constitutus Pierre Rey.*

[1]. Avisé et sommé de se mieux déclarer sur le cas qu'il est chargé, s'il n'a rien à ajouter ou à changer à ce qu'il a jusqu'ici avancé et déclaré, surtout sur la teneur du billet, quelle maison il entendait ? — R. : celle du Bernois, celui du livre.

[2]. Pourquoi il adressait son frère [Jean-Maurice] auprès de ce Bernois pour ce complot ? — R. : parce qu'il en avait plus de connaissance que moi, parce qu'il avait connu le Bernois avant moi, qu'il n'a point eu connaissance de ce complot avant moi.

[3]. Si on n'a point contremandé et envoyé contrordre lorsque le complot avait échoué, après que l'aiguiseur [Molard] a apporté la nouvelle qu'on se mettait sur la défense ? — R. : négative.

[4]. S'il n'[y] avait point d'autres dans le complot que ceux dont il a déjà nommé ? — R. : de ne se pas rappeler.

[5]. Comme il a dit l'autre jour qu'on tenait des discours, si on n'a point tenu de discours sur d'autres maisons religieuses ? — R. : qu'il ne sait pas si on n'a pas aussi parlé des religieuses de Collombey, contre la maison de Devanthery et Darbelley.

[6]. Si on n'avait pas fixé le jour pour aller à Collombey ? — R. : négative.

[7]. De combien on avait la parole pour ce complot ? — R. : ceux qu'il a déjà nommés.

[8]. Dire de quelle façon on devait former l'attaque contre l'Abbaye, comme il a été question de masques soit marques ? — R. : que quand on serait à St-Maurice, on devait mettre des sentinelles autour des clochers pour ne pas pouvoir sonner le tocsin ; que c'est peut-être moi.

[9]. Si, lorsque vous avez envoyé le billet, était-il marqué de se masquer ? — R. : ignorative.

[10]. Qui a vu écrire ce billet ? — R. : Gaspard Thomas, qu'il sait bien qu'il a fait savoir qu'il en écrirait à Jean-Maurice [Rey].

[11]. Quel secours il attendait du Bernois contre l'Abbaye ? — R. : c'est à raison que le Bernois avait dit qu'on tenait des complots de l'autre côté du Rhone qu'il voulait faire part du leur.

[12]. On lui a derechef représenté que ses réponses ne pouvaient satisfaire Messigneurs ; si Messigneurs procèdent aux remèdes prescrits par les lois, il doit se l'imputer à lui-même. — [R. :] qu'il a adressé J.-Maurice au Bernois par ce billet pour que le Bernois s'y trouvât dans ce complot avec autant de monde qu'il pourra.

[13]. Vous dites que le Bernois vous a séduit, comment ? — [R. :] par le livre de *L'Aristocratie* ; qu'il leur a dit que le « gros bras » viendra un de ces quatre matins, qu'il roulait à Geneve, à Fribourg ou en Suisse, en faisant semblant qu'il était « horlogeur », disant que parce que les « horlogeurs »



avaient plus d'aisance à s'introduire chez différentes personnes. A Geneve, Grenoud, et Ollon où il y avait là des messieurs portés pour les peuples, M. Cussi médecin, lequel aurait désiré de leur parler tous ensemble ; de n'avoir pas été chez M. Cussi ; il croit que Jean-Maurice a été présent à ce discours, que lui enquis a dit qu'il faudrait s'y rendre. Que le Bernois a premièrement demandé deux louis et ensuite cinq, pour faire penser qu'on avait intention d'aller acheter des montres à Geneve ; qu'il fallait semer ces livres. Avoir proposé lui enquis à l'assemblée de contribuer d'argent vingt batz ou un écu neuf par tête, à quoi on avait consenti ; que lui a déclaré qu'il prendrait avec lui Maurice Gex pour le porter à celui qui l'avait demandé ; que ce discours a été tenu la première fois.

Que si on était venu à l'Abbaye, il leur serait peut-être arrivé des malheurs ; qu'on voulait leur faire contribuer de l'argent ; de n'avoir eu d'intention particulière contre ces seigneurs ; de n'avoir point fait d'autre réflexion là-dessus. Qu'il est vrai qu'on devait venir avec des armes contre l'Abbaye, à quoi ils ont tous consenti, hormis que Jean-Joseph et Antoine [Rey] marquaient un certain mécontentement ; qu'il ne se rappelle pas d'avoir dit : « Tant mieux que ces seigneurs y sont. »

Qu'il ignore qu'on ait envoyé des contrordres pour l'exécution du complot ; qu'il doute que ce soit Jean-Maurice Berrut qui a découvert le premier ce complot, mais que cependant sans sa déclaration le complot n'aurait point eu lieu, nonobstant qu'on n'a point contremandé au Bernois. Que le Bernois lui a parlé de ses voyages à Geneve, à Fribourg, etc., chez lui, à Bex, dans une chambre à plain-pied ; qu'on parlait d'un ton bas, que le Bernois les avertissait et regardait si quelqu'un passait.

Les seigneurs juges, quoique ne pouvant être satisfaits sur les réponses vagues sur l'intention d'attaquer ces seigneurs dans l'Abbaye, et à main armée, n'ont pas jugé pouvoir condamner aujourd'hui l'enquis au second degré de la territion réelle, puis[qu']il avait subi les interrogatoires durant l'espace d'une heure.

*Sub protestationibus tamen solitis ad locum detentionis reconductus fuit.*

## II. Jean-Maurice Rey.

[1]. Ledit jour a été constitué Jean-Maurice Rey-Borrasson pour dire ce qu'il a [à] ajouter ou changer à ce qu'il a déjà déclaré. — R. : qu'on [ne] lui a jamais parlé que cette fois qu'on est venu chez lui ; que le Bernois lui a dit qu'on tenait des complots de leur côté au sujet du banc de la dame [Rovéréa] dans le temple de Bex.

[2]. Si après que le complot a été découvert il n'a pas reçu contrordre ? — R. : négative.

[3]. A déclarer pourquoi on a désisté du complot ? — R. : à ce qu'il lui paraît parce que [Gaspard] Thomas n'a pas rapporté sa réponse à la Val-d'Illiez.

[4]. Quelle a été l'intention des associés contre ces seigneurs ?



— R. : autant qu'il sait, de les faire contribuer une certaine somme ; qu'on n'a pas dit si on voulait les assassiner ou ce qu'on voulait leur faire ; que de complot de l'autre côté du Rhone, il n'[y] en avait point de formé ; qu'il croit avoir dit à Thomas qu'il ne voulait pas y aller.

Sur quoi on lui a déclaré que Gaspard Thomas a déposé que lui enquis ayant reçu le billet lui a répondu qu'aussitôt qu'il aurait dîné il partirait chez cet homme ; qu'on devait se servir de fusils, et à ce qu'il croit chargés, parce que, n'étant pas chargés, autant on aurait pu se servir de bâtons.

[5]. S'il n'a connaissance d'autres complots ? — [R. :] qu'il avait reçu un billet de son frère [Pierre] de venir à la Vald'Illiez ; il n'a pas trouvé son frère : qu'ils étaient déjà à La Fontanella ; qu'il n'a pas été dans ce complot qui se formait pour aller faire du bruit chez le vicaire [Clément] ; que le dernier complot s'est tenu chez J.-Claude Avanthey avant son départ pour Massonger.

[6]. Ensuite de quoi on l'a exhorté de dire la vérité : quelle intention on avait d'attaquer l'Abbaye lorsque ces seigneurs s'y trouvaient ?

— R. : qu'on n'a point parlé, hormis pour le faire contribuer de l'argent.

Et [il] lui a été exposé que si par ses réponses pas satisfaisantes il oblige Messeigneurs dans le cas de procéder à ce que les lois prescrivent, c'est-à-dire qu'il va être mis sur la sellette, dépouillé de ses habits, la corde mise à la main.

[7]. Ayant la corde liée aux mains, interrogé qui a lu le billet que Thomas lui a apporté ? — R. : Thomas. \* Avoir reçu un autre billet par le fils du métral Longin de la part d'E. Bovard \*, qui disait qu'il n'avait pas pu avoir l'argent dont il était question, qu'on devait l'aller trouver chez lui à Bex ; qu'on est allé ensuite, lui et son frère ; qu'il ne sait pas d'autres assemblées, sinon par ces montagnes du côté de Grions, comme il a déjà dit, à cause du banc.

[8]. De s'expliquer pourquoi le complot contre l'Abbaye n'a pas eu lieu ? — [R. :] qu'il ne sait dire autre chose.

[9]. S'il [a] connaissance qu'on ait voulu aller dans d'autres maisons des religieux de ce pays ? — R. : Dans aucun complot, mais d'une personne de laquelle il ne se rappelle pas qui a dit qu'on pourrait aussi aller chez les religieuses de Collombey.

[10]. Si d'autres ont de même été invités par le même Bovard ?

— [R. :] ignorative. Qu'il [a] entendu dire que les autres étaient presque tous les jours ensemble chez son frère ; qu'ils ont parlé deux ou trois fois de cette affaire chez son frère Pierre ; que Thomas lui a dit une fois qu'il allait chez [Barthélemy] Thormaz à Collombey, auquel il n'a jamais parlé, mais avoir entendu dire que ce Thormaz était l'année passée fort porté pour la révolte. Que son intention de ce complot était de suivre les autres, mais qu'il n'avait chez lui ni fusil ni baïonnettes ; que dans son cœur il lui aurait été bien dur d'attaquer ces seigneurs sans raisons, puisqu'ils ne lui ont jamais fait du mal.

[11]. S'il connaît des personnes dangereuses au repos public dans le gouvernement de Monthey ? — R. : que ce cordonnier Roullier qui doit être un peu sujet à faire des tapages. Que ce Bernois lui [a] ensuite deux mois après dit que ç'aurait été bien une mauvaise chose d'avoir voulu entreprendre une telle affaire contre l'Abbaye ; que dans le complot tenu à la Val d'Illiez, ils étaient au nombre de sept : trois de ses frères, Jean-Maurice Berrut, Jean-Claude Avanthey [- - -]. Que le Bernois leur a dit qu'il fallait fournir d'argent un écu neuf par un pour acheter des livres, que ces livres viendront de Geneve.

Ayant été délié, sous les dues réserves il a été reconduit dans l'endroit de sa captivité.

### III. *Gaspard Thomas.*

Pour la quatrième fois, ledit jour, fut constitué Gaspard Thomas.

Interrogé s'il n'a rien à ajouter ni à changer ? — R. : que lorsqu'il a dit que ces seigneurs étaient à l'Abbaye, ils ont été d'accord de n'y pas aller ; qu'alors Pierre [Rey] a dit qu'ils n'avaient pas de cœur, qu'on en avait assez tiré du Bas-Vallais, qu'il fallait y aller pour avoir une certaine somme, qu'ils devaient en parler à leurs amis et revenir le lendemain au soir ; qu'on a parlé d'avoir de l'argent de MM. Devanthery et Darbelley ; que Pierre n'a pas écrit le billet en sa présence, qu'il se tenait dehors la porte, qu'il ne l'a ouvert qu'en le remettant à Jean-Maurice. Que Pierre Rey seul a parlé de se masquer ; qu'Antoine Rey avait manifesté son aversion ; que [Jean-] Joseph Rey avait dit qu'il serait bon de se pouvoir connaître ; qu'il croit qu'on a désisté parce qu'ils n'ont pas pu avoir assez de monde pour cette exécution ; que Pierre Rey avait dit qu'il fallait obliger ces seigneurs d'emprunter une certaine somme de l'Abbaye ; que lui a témoigné, le même jour du complot, qu'il n'irait pas ; que le véritable complot devait seulement se concerter le lundi au soir. Que c'est par la seule crainte d'être maltraité parce qu'on a dit qu'il fallait tous être fermes et garder le secret ; si quelqu'un le déclarait, il aurait quelque chose pour lui, qu'on le tiendrait. Qu'il ne sait personne de Verossaz qui ait été engagé à ce complot ; que le billet a été écrit après l'assemblée ; qu'il est vrai qu'il a vu écrire le billet.

*Sub protestatione solita ad locum detentorium reductus fuit.*

(N<sup>o</sup> 15, fol. 12-14.)

### **Sion, 31 octobre 1791. — Délibérations de la haute commission.**

*Den 31. Octobris praesidente Excellenti Illustrissimo ac Magnifico Domino Ballivo [Sigristen], assidentibus E<sup>ti</sup> per Ill<sup>bus</sup> Eximii seu spect. D. D. Status Secretario Rothen, Thesaurario ac Protocapitano Jullier, Consule Primario [Januario] De Riedmatten, Bandereto Desenali [Antonio]*

*Rothen, Castellano Vespiae Fux, Protocapitano [Theodulo] De Torrente, Protocapitano [Leopoldo] De Sepibus Examinatore, Castellano alias Gubernatore Stockalper, Protocapitano Andenmatten, Majore alias Gubernatore Jost, alias Castellano Wegener, alias Magnis Castellanis De Lovina et [Felice] De Chastoney, Secretario et Examinatore [Petro-Josepho] De Chastoney, presente salthero Charvet meque.*

1. Ist eine abschrift eines Briefs des Hr. Montmorin *sub 8<sup>va</sup> cujus*, so Hr. Bacher an Lobl. Vorohrt Zürich abgeschicket, vermög welchen ein hoch Lobl. Eidgnosschafft berichtet wird, das der Herr Graff De Vairac sein Ambt dem König anheim gestellet, indessen Hr. Bacher als *chargé d'affaires de France* bestellet seye.

2. Ein schreiben von Hr. Residenten aus St-Moritzen, durch welches Hr. Resident Helflinger eine hohe Commission ersuchet, den zu Monthey sesshaften vatter [Louis-Marie] des von Monthey flüchtigen [Louis] Robriquet, der sich in den tadelhaften Wandel des Sohns keinen antheil genommen, in gnaden anzusehen, das er unangesehen dem ihme ertheilten Befehl von Seiten des raths von Monthey, das ohrt in 15 tag frist zu meiden, weiters alda sich aufhalten könne.

Also hat eine hohe Commission in ansehung der von seiten hochlobl. Vorohrt Zürich eingekomenen schreiben solcher zu beantworten verordnet und unsere gesinungen hierüber brüderlich zu erklären, das wir jederzeit die ehre allgemeinen besten vor augen haben werden.

Belangendt den Robriquet ratificieret die hohe Commission, was die HHH. der Commission zu Monthey verordnet haben.

Es hat auch eine hohe Commission vor nohtwendig erachtet, das das Saltz Magazin zu Monthey besichtigt werde, damit das Saltz nicht zu grundt gehe.

Dan seynd die Constituten an selben tag mit den officier Guillot fortgesetzt und mit dem Michel Roullier alhier vorgenommen.

(N<sup>o</sup> 38, p. 6.)

**Sion, 31 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Guillot (2<sup>e</sup>) et de Michel Rouiller (1<sup>er</sup>).**

**I. Pierre Guillot.**

*Die 31<sup>a</sup> octobris constitutus Pierre Guillot pro secundo.*

[1]. S'il n'a aucune chose à joindre ou [- - -] ? — [R. : - - -].

[2]. Pourquoi on a fait les exercices environ quinze jours [avant] l'arrivée des troupes] ? — R. : pour voir si elles étaient exercées.

[3]. Qui a commandé cet exercice ? — R. : M. Devanthery sur la place d'armes, vers le pont de la Vieze, où il y a eu environ quarante hommes [voir *Annexe*, pp. 232-233].

[4]. Si on a exercé ailleurs qu'à Monthey ? — R. : ignorative.

[5]. Si, lorsqu'on a fait cet exercice, on savait que celles du Haut-Vallais devaient descendre ? — R. : qu'on en parlait.

[6]. Si les cartouches qu'il a eues l'année passée il les a conservées ? — R. : affirmative. Que la fille de Jean-Claude Forney lui a demandé s'il fallait avoir la munition prête, à laquelle il a répondu ignitivement. *Addidit* que la première fois, l'année passée, c'est lui qui [a] commandé la troupe et la seconde [fois] le sergent Bovery ; qu'il ne lui [est] point connu qu'on ait à cette occasion fait des réparations aux armes ; que lui a commandé à cette occasion tous les trois exercices à l'accoutumée ; qu'on n'a point donné d'ordre après lesdits exercices.

[7]. S'il connaît Louis Robricquet ? — R. : comme son voisin.

[8]. S'il connaît sa conduite et celle de [Jean-Claude] Thormaz ? — R. : négative.

[9]. S'il n'a eu aucune conversation particulière avec Jean Vite ? — R. : négative.

[10]. S'il n'a point tenu de propos répréhensibles contre des Messieurs de Monthey ? — R. : négative.

[11]. S'il n'a jamais prononcé le mot d'aristocrate ? — R. : affirmative, mais de ne se rappeler ni quand, ni où, ni en présence de qui ; que c'est un mot en usage entre les Français, qu'il n'a pas cru de faire mal en disant ce mot.

[12]. S'il n'a point tenu de propos contre M. le gouverneur Theiler ? — [R. :] affirmative, lorsqu'il lui a fait passer la porte.

[13]. Si, allant à la foire de Martigni, il n'a point tenu de [- - -] ? — [R. : - - -].

[14]. Si, devant la boutique de M. Gallay, en présence de Michel il n'a [- - -] ? — [R. : - - -].

[15]. S'il tient une épée ? — R. : un couteau de chasse ; l'avoir sorti sur la place, à la dernière [foire] de septembre ; que M. [Nicolas] De Quarteri ayant fait battre la générale vers les onze heures de la nuit, il a passé chez M. De Quarteri pour savoir la raison, ayant le couteau de chasse autour du col ; que M. De Quarteri lui a dit qu'il lui convenait d'être habillé en uniforme, qu'il lui a dit qu'il était un « goux » [gueux], que lui était la cause de la batterie du syndic, que c'était pour chasser ce monde qu'[il] avait été obligé de faire battre la générale ; qu'il est ensuite, vers minuit, rentré chez lui.

[16]. S'il ne sait point qui a fourni de [l']argent à J.-C. Thormaz pour venir à Sion contre M. le gouverneur Schiner ? — R. : ignorative.

[17]. S'il n'a point connaissance que se soient tenus chez lui des assemblées suspectes et des complots contre la vie de certains Messieurs de Monthey ? — R. : négative.

On lui a représenté que tout ce qu'on lui a proposé, ce n'est qu'ensuite des indices dont il est chargé.

Lecture lui ayant été faite comme suit :

1. Que Thormaz, Robricquet et l'officier [Pierre] Guillot étaient fort bons amis, très souvent.

2. Qu'à l'occasion de la batterie de Collombey, il est venu [- - -].

3. Que Thormaz a dit : « Pourquoi je n'aimerais pas l'officier Guillot ? Il m'a prêté une fois cinq louis et une autre fois d'autres argents. » — R. : négative.

4. Que Jean Vite lui a dit que le complot qui se tramait continuait, que l'officier Guillot en était, que le service qu'il a rendu à Thormaz, qu'il lui est un peu de parent.

5. Un témoin dit que Guillot a dit qu'il serait bon de les tuer tous. — R. : que comme ces Messieurs ont tant dit de mal de lui à la diète, il est possible que, sur la colère, il a pu dire cela contre les mêmes.

6. [Un] sixième témoin a dit que Thormas et Guillot père et fils, [il] les connaissait pour de mauvais sujets ; que le père traitait les autres d'aristocrates ; qu'il a recruté à l'encontre de la bourgeoisie ; qu'il a dit que les aristocrates sont des canailles, on les pendra. — R. : qu'il est possible de l'avoir dit, que cela est dans la chanson qu'on chante communément, ne pas se rappeler ni quand, ni où, ni par qui la dernière fois ; que depuis qu'on chante cette chanson, il ne tient plus auberge ; avoir entendu chanter cette chanson l'automne, l'hiver et l'été dernier.

[7]. Que Thormas, Jean Vite tenaient souvent durant les désordres des conférences. — R. : négative. Qu'il est vrai qu'il a dit qu'il donnerait volontiers dix louis d'or pour découvrir celui qui « spargeait » les faussetés contre lui dans le Haut-Vallais.

[8]. S'il avait découvert celui qui écrivait du mal contre lui, ce qu'il lui aurait fait ? — R. : qu'il n'aurait pu lui vouloir du bien.

9. Qu'un témoin dit avoir entendu que s'il pourrait découvrir celui qui l'a noirci, il faudrait [l']avoir de force. Qu'au jeu de quilles Guillot a dit qu'il aurait mieux valu tuer le gouverneur Schiner. — R. : que peut-être bien il a dit que si on avait tué le gouverneur, on [n']aurait peut-être pas tant eu d'embarras.

10. Qu'une fois, allant ensemble à la foire de Martigny, Guillot a dit qu'il faudrait tuer, \* ou les empoisonner \*, ce[s] b[ou]gres ; cela serait bientôt

fait, il n'en coûte pas tant, ces Italiens se parlent les uns les autres, cela est d'abord fait, on s'en moque de l'argent ; que lorsqu'on a cassé les fenêtres à M. Gallay : « Ils font bien, il faudrait mettre à bas ce bougre, etc. ».

[11]. Sur quoi on le somme à dire la vérité, d'avouer ou de nier.

— R. : ignorative. Qu'il a assez dit de choses durant sa vie, mais n'avoir fait du mal à personne ; qu'il est possible qu'il aurait parlé comme sus, mais de ne pas se rappeler ; mais il nie d'avoir parlé contre M. Gallay ; il convient qu'avec J.-C. Thormas *il a été intime ami*.

12. [Un] témoin dit que Guillot a dit devant la boutique de [- -] qu'on avait écrit à son neveu [Baruchet], « horloger » depuis dix-sept ans en Piedmond, fils à Joseph-Antoine Barchet, de St Gingoulph, pour parler à quelques Piémontais ; que son dit neveu a été ici en automne, il y a deux ans.

— [R. :] que lui n'a jamais écrit ni fait écrire à son neveu.

13. Nie d'avoir dit qu'il faudrait demander à l'Etat ceux qui accusent.

14. Que lorsqu'on a battu la générale, si M. [Nicolas] De Quarteri ne lui a pas dit : « C'est de ton ouvrage » ? — [R. :] que se trouvant malheureusement cette fois avec deux de ses cousins dans le cabaret, dans une chambre à côté, le syndic doit avoir menacé quelques-uns de le faire conduire au château ; alors il aurait été battu.

15. Que Guillot a dit qu'on était là que des poltrons, qu'on ne savait pas se soutenir. — R. : ignorative.

[16]. Qu'il en a toujours voulu à Gallay ; qu'encore depuis l'arrivée des troupes, il a dit que c'était M. Gallay la cause des partages des communs. — R. : qu'il est possible.

[17]. Que depuis qu'il est descendu de la diète, il n'a plus été au conseil et n'a jamais pu obtenir sa démission ; que Thormaz et Robricquet étaient les seules compagnies que Guillot fréquentait. — R. : avoue que lesdits Thormaz et Robricquet étaient ses amis. Avoue que comme ouvrier il lui a donné souvent à manger et boire, mais jamais prêté d'argent ; que Jean Vite n'a jamais bu chez lui qu'une fois lors de la batterie.

[18]. Sur le 18<sup>e</sup> [témoignage], — R. : qu'à l'assemblée de l'hôpital, après la diète tenue pour avoir sa démission, il n'a rien dit, hormis que, à proportion des démentis que le châtelain Gallay lui donnait, il lui rendait.

[19]. Sur [le] 19<sup>e</sup>, — [R. :] que Vite a déclaré que l'affaire était tellement arrangée qu'on devait faire main basse sur la maison de M. le châtelain De Vanthery.

[20]. — [R. :] nie d'avoir été d'aucun complot pour tuer aucune personne. Avoue qu'il a toujours été ami de la maison Devanthery. Nie d'avoir eu aucune connaissance d'un complot qui devait s'exécuter contre le château et le gouverneur Preux. Nie d'avoir offert huit à dix louis à Vite pour tuer le lieutenant [Emmanuel] Franc. Nie aussi d'avoir offert à Vite dix louis pour tuer M. le châtelain Gallay. Avoue que depuis le procès au sujet de la succession de l'officier, il n'a plus été tant ami du châtelain Gallay et non plus depuis les procès au sujet des communs.

- [21]. Sur le 21<sup>e</sup> témoignage, — [R. : - - -].
- [22]. [Sur le] 22<sup>e</sup> témoignage, — [R. :] avoue avoir été souvent avec Thormaz et Robricquet.
- [23]. Sur [le] 23<sup>e</sup>, — [R. :] nie avoir été dans aucun complot.
- [24]. Sur [le] 24<sup>e</sup>, — R. : il [ne] dit pas le contraire.
- [25]. Sur [le] 25<sup>e</sup>, que Guillot a dit qu'il fallait avoir vingt-cinq cartouches prêtes, à poudre et à balles, pour s'en servir lorsque besoin, — R. : avoue d'en avoir préparé vingt lui-même.
- [26]. Sur le 26<sup>e</sup>, — [R. :] nie platement. Avoue avoir dit que moyennant suivre le droit chemin, ils auraient toujours la protection.
- [27]. Sur le 27<sup>e</sup>, — [R. :] nie d'avoir connaissance d'un tel complot.
- [28]. Sur le 28<sup>e</sup>, — [R. :] nie de même.
- [29]. Sur le 29<sup>e</sup>, — [R. :] nie d'avoir tenu [de] tels discours à Morgain et nie d'avoir dit le lendemain que Dieu donne force aux troupes de France. Nie d'avoir été en aucun complot.
- [30]. S'il sait où Robricquet et Thormaz sont maintenant ? — R. : ignorative, qu'on lui a dit qu'ils étaient en Savoye.
- [31]. S'il sait pourquoi ils se sont éloignés, comme on dit qu'ils auraient été avisés par leurs parents de se retirer ? — [R. : - - -].
- [32]. S'il sait quels amis plus particuliers Thormaz et Robricquet avaient ? — R. : que Thormaz lui a dit qu'un homme de Bex lui racontait beaucoup des affaires d'une révolution qui devait avoir lieu du côté de Lausanne ; que Thormaz sait lire.
- [33]. Quelle cause l'aurait pu porter de dire qu'il serait bon de tous tuer ces b[ougres] de Monthey ? — R. : qu'il ne se rappelle pas d'avoir parlé de telle façon.

Ensuite M. l'examineur a exposé que, puisque après lecture faite à l'enquis des dépositions des témoins il persiste à nier des faits dont les témoignages le chargent, il doit savoir qu'il mettra Messeigneurs dans le cas de procéder suivant les devis des lois ; ainsi qu'il tient à lui de déclarer maintenant la vérité, à ce défaut il doit rentrer dans l'endroit de sa détention pour ensuite lorsqu'on jugera nécessaire de le faire reconstituer.

### *Annexe*

#### *Extrait des charges contre Jean Devantery.*

La haute commission ayant reproché à M. Devantery pourquoi, contre l'ordonnance souveraine, dernièrement il aurait fait exercer les troupes,



celui-ci a répondu qu'à la dernière diète Son Excellence baillivale [Sigristen] et le seigneur colonel [Pierre-Hyac.-Valentin de Riedmatten] lui avaient donné permission d'exercer une ou deux fois par an, afin que les troupes ne perdent pas entièrement l'habitude dans les armes.

Sur quoi, le seigneur colonel ayant avoué d'avoir donné ladite permission, la haute commission a cru que M. Devantery s'était pleinement justifié sur ce fait ; [elle] veut néanmoins pas manquer de le mettre sous les yeux des MM. les militaires.

(N<sup>o</sup> 23, p. 1. — Cette déposition ne figure pas dans le dossier.)

## II. Michel Rouillier.

*Prefato die 31<sup>a</sup> octobris. Dan ist der Michel Rouillier von Martinacht constituert worden*, lequel ayant été sérieusement exhorté de déclarer la vérité.

[1]. Son nom ? — R. : Jean-Michel Rouillier.

[2]. Il lui a été exposé qu'ayant été accusé de malversation envers Messieurs de l'Etat, s'il sait pourquoi il est constitué ? — R. : ignorative. On lui a dit qu'il avait mal parlé ; que s'étant trouvé à Ridde descendant de Sion, un soldat lui a dit : « Vous autres de Martigni êtes que des vauriens, vous ne vous êtes pas voulu vous joindre pour arranger ces Messieurs de là-haut, vous êtes que des vauriens. »

[3]. Si c'est la seule cause pour laquelle il croit qu'il est constitué ? — R. : qu'en ayant tenu un discours là-bas, il est possible qu'on a grossi la chose.

[4]. S'il n'a jamais été constitué pour cette raison soit d'autres par-devant Messieurs ? — R. : affirmative, mais qu'il est faux qu'il ait mal parlé, que c'est peut-être un de Champeri, Joseph Clemens, qui lui en veut par rapport à une vache.

[5]. S'il croit avoir d'autres ennemis ? — R. : que trop, entre autres son beau-fils du Bourg-St-Pierre ; que, lorsqu'on a fait l'élection du lieutenant, n'ayant pas été de son côté, peut-être le lieutenant même.

[6]. Si dans le gouvernement de Monthey il en a ? — [R. :] négative.

[7]. De quoi il a été question dans sa constitution à Martigni ? — R. : qu'il doit avoir dit qu'il fallait ranger ces Messieurs, ce qui est mal à propos, ne l'ayant pas dit.

[8]. Si on lui a lu les dépositions et les témoignages ? — R. : affirmative, mais qu'il ne se rappelle pas du tout.

[9]. Lecture des témoignages lui ayant été faite, — R. : que ce n'est pas à lui que le premier sergent de la ville doit avoir parlé de cette affaire, mais que c'est son beau-fils du Bourg-St-Pierre qui a dû dire cela. Et nie d'avoir



parlé qu'on devait couper la tête à ces Messieurs d'En haut. A l'égard du second témoignage avoue d'avoir dit qu'on avait beaucoup promis, mais qu'on n'avait rien tenu, mais qu'il est faux d'avoir dit de couper la tête à ces Messieurs.

Comme l'enquis, nonobstant les témoignages à lui lus, a persisté dans sa négative, on lui a représenté que Messeigneurs se verront dans le cas de se servir des remèdes que les lois prescrivent en pareil cas.

[10]. Où il aurait été durant le mois d'août dernier ? — R. : à Eviona avec M. le banneret.

[11]. S'il n'a jamais été cité par-devant Mgr le révérendissime évêque [Blatter] durant cette année ? — R. : affirmative, par rapport à des livres que son beau-fils avait apportés à la maison à son insu ; que ci-devant, par ordre de Joseph Couttet il a écrit pour avoir des livres.

*Inde sub protestationibus solitis ad cameram detentoriam reconductus fuit.*

*Worauf der würdigste Herr Praesident die hohe Kammer angefraget, was abgehörten aussagen des Jean-Michel Roullier fehrsers vorzunemmen seye.*

*Als hat sich die merheit der hohen Kammer sich dahin entsprochen, gedachter Roullier solle nachmahlen constituiret werden.*

(N° 15, fol. 15-18.)

## 120

### Sion, 2 novembre 1791. — Délibération de la haute commission.

*Die 2<sup>da</sup> novembris, Praesidente et assidentibus altifatis tit. D. D. [voir pp. 227-228] Excepto Domino Protocapitano [Theodulo] De Torrente aegrotante, seynd die Constituten fortgesetzt worden.*

(N° 38, p. 7.)

Sion, 2 novembre 1791. — Interrogatoire de Michel Rouillier (2°), de Pierre Rey (5°), de Jean-Maurice Rey (6°), de Jean-Joseph Durier (2°) et de l'abbé Claude-Joseph Durier.

### I. Michel Rouillier.

Le 2 novembre [1791] a été constitué Michel Rouillier pour la seconde fois.

[1]. S'il n'a rien à changer soit à ajouter aux réponses dernièrement données ? — R. : négative. Avoir souffert grand frais et persiste à sa négative. D'avoir dit qu'il n'était pas de ces affaires, n'étant pas du gouvernement. Que ce sont de faux témoignages. Que cela est venu par [r]apport à la lieutenance.

[2]. Que comme il a déjà été constitué par-devant Mgr le révérendissime évêque et que sa conduite y a été connue, il est tant moins croyable ; que comme il a dit que Messeigneurs avaient tant promis et rien tenu, quoi Messeigneurs ont promis et qui a dit cela ? — R. : avoir entendu sur la rue, qu'il ne se rappelle pas qui.

Que ne voulant avouer la vérité, il doit se l'imputer à lui-même les souffrances qui suivront.

[3]. Si la mémoire lui manque, ce qui s'est passé à son sujet par-devant Mgr [Blatter], d'y avoir nié la vérité ? — R. : que ce qu'il a dit il s'en rappelle, mais n'avoir jamais dit de telles affaires de Messeigneurs.

Sur quoi [il] a été ordonné de lui imposer le « cluts », *teutsch dum eysen* [daumeisen].

[4]. S'il persiste à sa négative ? — R. : de n'avoir jamais parlé de telles choses de Messeigneurs.

Les « cluts » ayant été ouverts, l'enquis a été sommé de répondre et persistant dans le silence, il a été reconduit dans l'endroit de sa détention.

### II. Pierre Rey.

Le 2 novembre, pour la cinquième fois, a été constitué Pierre Rey.

[1]. De déclarer avec vérité les affaires du complot contre le vicaire Clement. — R. : qu'il n'aurait jamais pensé à cela s'il n'aurait pas été ému par l'abbé Durier, qui a dit que si on ne le foutait pas en bas on était tous perdus ; que c'était l'abbé Clemens qui avait découvert le complot à l'Abbaye ; que l'abbé Durier l'a sollicité deux à trois fois à cela, chez lui, dans le poêle, et une fois en présence de sa femme ; qu'une fois il lui a dit qu'il fallait l'attendre quand il ira au marché de Monthey par le bois de Fayoz ou pareil endroit ; que sa femme l'a repris ; que l'abbé Durier a répliqué à peu près qu'on [ne] ferait

pas plus de mal que de tuer un chat. L'abbé a dit de le mettre à bas comme qu'il soit, de lui tirer dessus ; qu'il lui paraît qu'il a donné son consentement ; que l'abbé a dit qu'il fallait le « veiller » et qu'il pense que ce serait plus du bien que du mal.

[2]. S'il sait que l'abbé ait tenu ce propos à d'autres ? — R. : que [- - -].

[3]. Qui a fait ce billet ? — R. : mon fils Pierre-Germain.

[4]. S'il [l']a fait faire de son chef ? — R. : que l'abbé Durier voyant qu'on ne pouvait pas tuer l'abbé Clemens, on devait attacher ce billet à la porte du surveillant [Maurice Bruttin] ; que le billet contenait ÷ ; qu'il fallait qu'[il] fût dit que par l'autorité de M. le surveillant, il fallait ôter cet homme de l'endroit ; que si ensuite on ne pourrait l'obtenir de M. le surveillant ni de Mgr [Blatter], on s'[en] débarrasserait à moins de frais.

[5]. Ce que vous entendiez à moins de frais ? — R. : qu'il entendait par là qu'on le tuerait. Que c'est par commandement de l'abbé Durier qu'il a envoyé attacher ce billet à la porte de M. le surveillant par son frère Antoine [Rey], un grand matin, avant jour. Que l'abbé Durier lui dicta une lettre, que l'abbé Durier s'était chargé de la faire copier par un écolier de Troistorrens, étudiant chez l'abbé Durier en rudiment ; que cette lettre devait paraître par-devant Sa Grandeur, pour ne pas laisser passer le surveillant pour menteur ; qu'il ne sait pas si la lettre avait été envoyée ; qu'il n'a point signé son nom dans cette lettre.

[6]. Ce que l'abbé lui a dit lorsqu'il a retiré sa lettre ? — R. : ignorative. Qu'une fois cet été Jean-Joseph Durier a été dans le clocher pour veiller ceux qui seraient cités pour être interrogés. \* *Negat* \* que ledit Jean-Jos. l'avait averti de ne pas dire ce que l'abbé Durier lui avait dit.

[7]. Quelle aversion l'abbé Durier avait contre l'abbé Clement ? — R. : à ce qu'il croit parce que n'ayant pu avoir le prieuré, il voudrait avoir le vicariat. Qu'il ne croit pas que l'abbé Durier ait eu connaissance du complot contre l'Abbaye, que c'est seulement après qu'il [a] eu connaissance.

[8]. D'expliquer consciencieusement. — [R. :] que l'abbé Durier lui a dit de se trouver un mercredi à Monthey, où il a été ; que l'abbé Durier leur a dit de prendre garde, que M. Clemens était dangereux ; que M. Durier a dit que s'il pouvait sortir la nuit, vous verriez bien s'il ne lèverait pas le « biche ». Qu'ils ont parlé de boire une bouteille ; et ayant bu, l'abbé Durier a dit : « Il est question de parler comme vous ferez, car si vous ne l'ôtez pas, vous êtes perdus ; il faut aller avec des armes ; si vous ne l'ôtez pas, vous êtes perdus. » Et il dit : « J'en trouverai encore des autres » ; et que l'abbé est allé demander Claude Durier, Maurice Gay et quelques autres qui n'ont pas voulu y venir. Que c'est l'abbé Durier qui est l'auteur de tout et la cause contre M. Clemens ; qu'il est sûr que l'abbé Durier lui a dit d'aller avec des armes, au moins environ vingt hommes, de bons lurons ; que Jean-Louis Durier ne voulait pas qu'on y allât avec des armes.

[9]. De dire tout ce qui est connu sur la conduite de l'abbé Durier.

— [R. :] qu'un jour, descendant à Monthey, il trouva à Troistorrents l'abbé Durier ; ledit abbé reçut par un enfant une lettre de M. Castellaz ; \* que M. Castellaz demandait de savoir comme leurs affaires \* [ - - ] ; que l'abbé Durier ayant lu cette lettre a dit que cette lettre venait de bien loin, de Paris, de M. Castellaz, qui s'informait de leurs affaires ; qu'il lui paraît que l'abbé [Durier] lui disait que *M. Castellaz avait connaissance de leurs affaires*, que M. Durier avait été voir M. Castellaz à Tonon et qu'il devait venir le voir à Trois Torrens. Que l'abbé Durier s'insinuait et était le chef partout ; que le nommé Jean-Joseph Bovar, de la Val d'Illiez, lui a dit d'aller trouver le Bernois. Que lorsqu'il a eu ce livre du Bernois, il n'a rien eu de plus empressé que de le faire voir aux Durier et il croit qu'on lui a dit de l'apporter à l'abbé Durier ; qu'il le lui a apporté et que, l'ayant repris, l'abbé lui a dit de [le] lui rendre encore une fois.

[10]. De s'expliquer pourquoi le complot de l'Abbaye n'a pas eu lieu ? Qu'on lui a déjà exposé qu'un témoin, savoir un Mollar, était venu à la Val d'Illiez, qui avait déclaré qu'on faisait à l'Abbaye des préparatifs pour la défense, et que l'enquis a entendu de son frère J[ean]-M[aurice] qui a soutenu en sa présence que lui enquis lui avait dit qu'il avait bien fait de ne pas venir pour l'exécution du complot. — R. : qu'il ne peut dire autrement que comme il a déclaré ; qu'il n'a plus été question de l'exécuter. Que le Bernois lui a parlé de [Maurice] Franc et de [Jean-Claude] Thormaz, qu'ils étaient de bons enfants.

[11]. S'il soutiendrait en présence de l'abbé Durier ce qu'il a avancé contre lui ? — R. : affirmativement, et en présence de tout l'univers ; qu'on doit demander au syndic moderne Jean-Ant.-Gaspard Marcle et Claude-Ant. Callie-Bois s'il n'a pas fait de démarches chez eux pour sortir M. Clemens de la Val d'Illiez. Que le même jour, à Monthey, l'abbé Durier devait écrire à son frère J.-Maurice au sujet de M. Clemens, que son frère Jean-Joseph devait apporter cette lettre et lui a apporté.

*Sub protestatione solita ad locum detentorium reconductus fuit.*

### III. Jean-Maurice Rey.

*Pro 6<sup>a</sup>, Jean-Maurice Rey a été constitué.*

[1]. S'il n'a rien à ajouter ou à changer ? — R. : négative.

[2]. S'il croit pouvoir soutenir, en présence de l'abbé Durier, ce qu'il a dit à sa charge ? — R. : qu'il soutiendra en présence de son frère tout ce qu'il [a] entendu de lui.

*Sub protestatione ad locum detentorium deductus fuit.*

### IV. Jean-Joseph Durier.

*Pro 3<sup>a</sup> [sic] constitutus fuit J.-J. Durier.*

[1]. S'il n'a rien à ajouter à ce qu'il a dit ? — R. : qu'on l'accuse d'avoir dit : « Lorsque les têtes sauteront, les chapeaux viendront à bon marché »,

ce qu'il nie ; que c'est Fragniere qui a dit cela : à l'occasion qu'il a été chez lui, qu'il a dit que Franc était cité, qu'on citait tous, qu'on voulait tout éplucher, parce qu'on a tant dit : « Les têtes sauteront, les chapeaux viendront à bon marché. »

[2]. Avisé de dire la vérité. Qu'il a avoué que son frère l'abbé [Claude-Joseph] avait proposé à la Maison jaune d'aller faire peur incognito à l'abbé Durier [erreur : Clément]. — R. : affirmative, mais sans lui faire du mal ; qu'il est vrai qu'il est monté avec son dit frère.

[3]. S'il a connaissance quelle part son frère l'abbé a prise contre M. Clément ? — R. : que comme M. Clemens cherchait à perdre son frère l'abbé, son dit frère cherchait à le faire sortir de la Val d'Illicz, comme on parlait qu'il irait curé à Outre-Rhone. Qu'on a dit que M. Clemens était la cause que son frère de lui enquis a été devant Monseigneur, qu'il ne peut savoir de quelle façon, qu'il ne peut dire comment ils étaient l'un envers l'autre.

[4]. Si son frère l'abbé s'est trouvé dans les conseils du gouvernement et des chefs de famille ? — R. : chez M. Devanthery quelques fois.

[5]. S'il se rappelle ce qui a été parlé à Monthey à la Maison jaune ? — R. : qu'on devait s'y trouver à la Val d'Illicz à la maison de Pierre Rey, mais comme trois des invités ne s'y sont pas trouvés, que cet avertissement à faire au vicaire Clemens n'a pas eu lieu ; qu'ils seraient restés toute la nuit à boire dans la grange du rendez-vous ; que c'est Pierre Rey qui avait la bouteille ; que lui a payé quatre batz et Pierre Rey autant ; qu'ils étaient à sept.

[6]. Si son frère avait connaissance du vin qu'on y buvait ? — [R. :] ignorative. Qu'ensuite son frère s'est informé comme cette affaire s'était passée ; que son frère l'abbé a répondu : « Tant mieux que cela est passé comme ça » ; qu'il soutiendra en présence de son dit frère ce qu'il a avancé.

[7]. Si dans l'assemblée de la Maison jaune personne s'est offert de payer du vin si on allait faire l'avertissement chez le vicaire Clemens ? — [R. :] ignorative. De se rappeler des discours et des menaces qu'il a tenus chez Monseigneur l'évêque lorsqu'il y a été pour délivrer son frère.

[8]. Quelles personnes auraient été en danger si on ne sortait son frère l'abbé ? — R. : que Jean Vite a dit qu'on devait pas s'embarrasser, qu'il fallait mettre à bas M. le gouverneur [Preux] le premier et ensuite le surveillant [Maurice Bruttin], le prieur de la Val d'Illicz [Sébastien Briguet] et trois du Haut-Vallais.

*Sub protestatione solita ad locum detentorium deductus fuit.*

#### V. Abbé Claude-Joseph Durier.

*Die 2<sup>da</sup> novembris constitutus Claudius-Ludovicus [sic] Durier, domi residentiae Reverendissimi et Illustrissimi Domini episcopi [Blatter].*

[1]. S'il a à changer ou à ajouter à ses dépositions ? — R. : qu'il demande lecture de ses dépositions.

[2]. A la demande s'il connaît le vicaire Clemens, — R. : comme il se trouve écrit qu'il a dit que non, rétracte et dit qu'il connaît le vicaire Clement. Ajouté qu'il faut bien observer que par le serment qu'il a prêté à Monseigneur et la lettre qu'il a écrite à M. Clemens, il a fait tout son possible pour le bien public et qu'il n'a rien fait contre le souverain ; qu'il est vrai qu'il a eu connaissance [- - -] ; que tout le peuple demandait la suppression des gouverneurs si on pouvait l'obtenir.

[3]. A l'interrogat si... ? — [R. :] qu'il faut ajouter que non seulement des ecclésiastiques, mais aussi des séculiers [- - -]. Ajoute qu'il a aussi été envoyé par M. Devantheri à Collombey pour calmer le peuple pour la tranquillité publique.

[4]. A l'interrogat de son opinion sur l'établissement, — [R. :] ajoute que le peuple a eu l'opinion de n'avoir plus de gouverneur du Haut-Vallais, de même que pour les lods, etc. ; que pour lui, [il] n'en a eu aucune à ces sujets. Que ce n'est pas à La Fontanella, que c'est ès Fontaneis que quelques-uns se sont attendus au sujet de l'avertissement à faire à M. Clemens.

*Haec et plura ad lecturam praecedenti constituti.* Ensuite on a jugé nécessaire de lui communiquer les témoignages qui le chargent pour pouvoir se justifier en tant que de droit.

[1]. Au premier témoignage, — [R. :] avoue qu'il fallait lier bras et jambes, c'est-à-dire qu'ils aient des lois aux fins qu'ils ne puissent plus les vexer.

[2]. Au second témoignage, — [R. :] avoue qu'il n'avait qu'[à] aller à Outre-Rhone.

[3]. Le troisième, — [R. :] le nie ; d'avoir parlé chez [Jean-Joseph] Delfonte de la façon que le témoin parle.

[4]. Sur [le] quatrième, savoir Emmanuel Rey, — [R. :] nie.

[5]. Sur le cinquième, savoir sur J.-M. Rey, — [R. :] que c'est Jean-Joseph [Rey] qui [a] pris le billet vis-à-vis de M. Clement.

[6]. Sur [le] sixième, savoir de [Jean-]Joseph Durier, — [R. :] avoue si c'est le billet au sujet de M. Clemens.

[7]. Sur le septième, savoir de Pierre Rey, — [R. :] nie et ajoute qu'il n'a jamais rien agi que ce qui a été représenté au souverain. Nie d'avoir dit de prendre vingt hommes armés pour chasser M. Clemens ; qu'il n'en a jamais parlé de telle façon ; qu'il est possible que ces hommes en ont parlé de cette façon ; qu'il est possible qu'après d'autres il a parlé que c'était M. Clemens qui avait divulgué le complot à l'Abbaye. Nie jusqu'à l'article d'avoir publié le plan à la place du prieuré de la Vald'Illiez, ce qu'il avoue. Mais il nie avoir vu *L'Aristocratie*, bien *Les représentations des environs de Geneve*. Nie d'avoir insinué de la Val d'Illiez comme homme préjudiciable, bien d'avoir été content si on le faisait partir à Troistorrens.

[8]. Sur le même témoin Pierre [Rey] constitué aujourd'hui et sur sa déclaration d'aujourd'hui 2 novembre, *ut supra* [voir n° 121, pp. 235-237], — [R. :] la nie entièrement. Nie d'avoir été voir M. Castella, bien qu'il l'y a vu lorsqu'il y était en pension à Tonon, ayant été ensemble en pension.

A la suite des susdites réponses a été introduit Pierre Rey.

[9]. S'il voit ici celui qu'il a dit, celui qui est l'auteur de toute cette affaire ? — R. : c'est l'abbé Durier que je vois ici ; et ajoute \* que sur son rapport, l'abbé Durier a répondu \* : « Il est bon », que s'il avait su cela, il ne serait pas descendu ; persiste et soutient que l'abbé Durier a dit de prendre des hommes armés pour chasser M. Clemens ; soutient être vrai lui avoir remis *L'Aristocratie* ; soutient tout le restant de ses dépositions précédentes faites à la charge de l'abbé [Durier], de même sa déposition d'aujourd'hui.

[10]. Ledit Pierre Rey averti de ne faire tort à personne, s'il persiste à soutenir ce qu'il vient d'avancer ? — R. : oui, je n'ai dit que la vérité.

[11]. Ensuite Joseph-Claude Durier a été averti de faire attention de dire la vérité et de voir comment il peut se justifier sur les dépositions de Pierre Rey présent. — R. : de n'avoir reçu que le livre concernant les affaires de Geneve. Nie d'être l'auteur de l'affaire arrivée à M. Clements ; nie aussi d'avoir su que du tapage ait été fait chez M. Clemens ; avoue avoir dit que si on le faisait aller à Outre-Rhone qu'il paierait un coup à boire. Avoue avoir publié, à la place du prieuré, les plans que le peuple avait formés, mais toujours à bonne intention pour tranquilliser le peuple. Avoue d'avoir parlé à la Maison jaune et à la Val d'Illiez pour faire sortir M. Clemens et avoir dit que s'il ne sortait pas, il arriverait du mal, mais de n'avoir jamais eu l'intention qu'on lui fît du mal. Avoue d'avoir reçu une lettre de M. Castellaz, de Paris ; avoir été en pension à Tonon. Avoue avoir écrit le billet à Jean-Maurice [Rey]. Nie d'être l'auteur ni du billet posé à la porte de M. le surveillant [Maurice Bruttin], ni d'avoir dicté la lettre à Pierre Rey, disant qu'il nie en grand nombre les accusations de Pierre Rey. Nie d'être l'auteur de l'affaire contre M. Clement.

*Sub protestatione solita dictus Claudius-Ludovicus [sic] Durier ad locum detentorium deductus fuit. Et pariter dictus etiam Petrus Rey.*

(N° 15, fol. 18, et n° 35, fol. 19-22.)

**Sion, 3 novembre 1791. — Délibération de la haute commission.**

*Die 3<sup>a</sup> novembris Praesidente et assidentibus altifatis tit. tit. D. D. [voir pp. 227-228] excepto domino Protocapitano [Theodulo] De Torrente. Es hat tit. Herr Praeses aus guttachten und Willensmeinung der hohen kammer verlangt, was fehrners vorzunemen seye.*



1. Belangendt die gestrige Confrontation des abbex Durier und Pierre Rey-Borrasson.

2. den Jean-Michel Roullier.

3. den officier [Pierre] Guillot.

Als hat eine hohe Comission kammer sich sehr befrembdet, dass, nachdem die beywesende hochwürdige Dumherren selber ansehen, wie sehr der abbex Durier zufolge der eingekomenen zeugnussen und geschehene confrontation beladen seye, gedachte hochwürdige HH. Dumherren gestriges tags deren zwey unterwalliser [- - -] mit vorwendung der besorgenden irregularitet disen abbex Durier einiger massen so protegieret, dass die gestrige confrontation schier fruchtlos ausgefallen, disemnach seyn von einer hohen comission die tit. HH. Stockalper und De Chastoney zu S. H. H. F. gnaden [Blatter] befehlet worden, um hoch selbem vorzutragen, wie dass eine hohe Comission verlange, das der abbex Durier zufolge jenen Lasten, mit welchen er beladen ist, degradieret und damit denen kösten ersparet wurde, der weltlichen obrickheit baldigst übergeben werde, damit es geschehe, was rechten ist, widrigenfalls protestieret eine hoch kammer vür alle wegen disen aufauffenden kösten. Wider den J.-M. Roullier könne die Sententz heute getragen werden.

Nachmahlen solle der J.-C. Defago, wie auch der officier Guillot constituirt werden.

(N<sup>o</sup> 38, p. 7.)

## 123

**Sion, 3 novembre 1791. — Premier interrogatoire de Jean-Claude Défago.**

*Die 3<sup>ta</sup> constitutus J.-Claudius Defago pro prima [vice].*

[1]. D'où il est ? — [R. : - - -].

[2]. Quel âge ? — [R. :] environ quarante-six ans.

[3]. Quel métier ? — [R. :] laboureur.

[4]. S'il est marié ? — [R. :] présentement veuf.

[5]. S'il a des enfants ? — [R. :] trois, deux filles [Anne-Marie et Cécile] et un garçon Pierre-Joseph [*erreur* : Joseph-Antoine], et Pierre-Maurice Berrod.

[6]. Quels sont ses moyens ? — R. : à peu près 2000 florins, mais qu'il a bien des dettes, 5000 florins passés.



[7]. S'il sait pourquoi il est constitué ? — R. : qu'il croit pour la cause de Pierre Rey.

[8]. D'expliquer. — R. : qu'un dimanche, l'officier Rey l'a invité de venir veiller chez lui, que l'officier Rey écrivait, que les autres y étaient déjà ; qu'il lui [a] demandé s'il voulait être ami de la liberté ; que l'officier Rey a écrit son nom lorsqu'il avait répondu que oui ; qu'il croit de venir jouer aux tarots ; qu'il y en avait plusieurs et ils ont joué ; et il ne se rappelle pas si c'est la même nuit ou si c'est un autre soir qu'il lui a dit de revenir ; qu'ayant été derechef un autre soir chez P. Rey, ledit Pierre a dit : « Il y a des Messieurs du Haut à l'Abbaye \* pour arranger les affaires de St-Maurice \* ; nous pourrions nous faire donner une somme. » Que [Jean-]Joseph Rey a dit : « J'ai assez d'autres choses sur ma conscience sans aller voler. » Qu'il n'a pas eu la prudence de faire annuler son nom du billet ; que quelques jours après, il a appris que tout St-Maurice était sur les armes. Que quelque temps après, l'officier Rey lui a dit : « Nous avons bien pris de peine, nous voulons faire sortir le vicaire Clements, mais nous voulons être un gros nombre. » Qu'un soir on s'est trouvé dans une vieille maison où il n'y reste personne ; qu'ensuite on est allé au vicariat où il n'y avait point de feu et [- - -].

[9]. Dans la première assemblée qui étaient présents ? — R. : Pierre Rey, Gaspard Thomas, Ant[oine] Rey ; que dans la première ou seconde aussi Jean-Joseph Avanthey, et de même dans la première ou seconde Emmanuel Rey.

[10]. S'il était question de faire un vol à ces Messieurs ? — R. : qu'il pense qu'on voulait se faire donner une somme ; que si ces Messieurs n'avaient pas d'argent, Pierre Rey disait : « On en fera donner de l'Abbaye. » Que [Jean-]Joseph [Rey] s'est opposé, que lui enquis n'osait pas dire son sentiment.

[11]. S'il a été parlé par quel chemin on irait à l'Abbaye ? — R. : qu'on irait la nuit à Verossaz et qu'on descendrait à St-Maurice.

[12]. Si ces Messieurs de l'Abbaye n'auraient pas voulu donner, qu'aurait-on fait ? — R. : que lorsque Jean-Joseph a dit qu'il n'en voulait rien, tous les autres ont dit de même. Avoir su que la femme de Pierre-Maurice [erreur : Jean-Maurice] Berrod a dû déclarer cette affaire au vicaire Clement, à ce qu'il croit ; que pas longtemps après, Pierre Rey le lui a dit.

[13]. Si dans cette assemblée on n'y a pas lu de livres ? — R. : affirmative. Que Joseph-Antoine Berrod, une fois où il n'était question de rien, le lisait à basse voix et ensuite Pierre Rey le lisait en entier à haute voix, à peu près une heure de temps ; que ce livre disait les seigneurs, les aristocrates, la lésion de pommes de terre ; qu'il parlait de fiefs et de lods ; avoir entendu deux fois lire ce livre ; qu'il ignore d'où Pierre Rey le tenait ; que Pierre Rey disait que l'homme du livre [E. Bovard] n'avait point crainte d'y mettre son nom.

[14]. Lorsque Pierre Rey lui [a] raconté que leur complot était découvert, s'il a témoigné du mécontentement ? — R. : que Pierre lui a dit : « C'est la

femme de Pierre-Maurice [erreur : Jean-Maurice] Berod, on devrait le massacrer. » Que si on était allé à l'Abbaye, peut-être bien que si un grand nombre y était venu, on aurait pu leur faire du mal, leur tirer un coup de fusil ; qu'on n'a point parlé d'avoir des armes.

[15]. S'il sait qui a invité les autres pour cette assemblée ? — R. : qu'il croit le même Pierre Rey, lequel a été assez capable de pareil complot.

[16]. Si dans cette assemblée on a parlé des cloches et des clochers ?  
— R. : négative.

[17]. Si on a parlé comme on s'habillerait ? — R. : ignorative, bien que Pierre Rey [a dit] de faire une distinction pour se connaître ; qu'on devait se trouver à Verossaz la nuit du lendemain du complot ; que ce complot s'est tenu en hiver, à ce qu'il croit après Noël.

[18]. Quel billet Pierre Rey a écrit lorsque lui enquis est venu chez lui ?  
— [R. :] ignorative, mais qu'il croit que Pierre Rey a envoyé ce billet à J.-M. Rey par Gaspard Thomas.

[19]. Si ces Messieurs de là-haut n'avaient pas été à l'Abbaye, on y serait également allé à l'Abbaye ? — R. : qu'il ne le croit pas, parce qu'il était question de faire donner une certaine somme de ces Messieurs.

[20]. Qui a été présent à l'assemblée pour aller vers M. Clement ?  
— R. : que Pierre Rey le lui a dit par dehors, mais lorsqu'ils ont voulu y aller, sa fille Cécile y était aussi. Qu'à la seconde assemblée chez Pierre Rey, [Jean-]Joseph [Rey] y a été et s'est opposé ; qu'à la première Joseph n'y était pas. Que Pierre Rey lui a dit qu'une nuit il a été à cause du vicaire Clement à Trois Torrens ; qu'une autre nuit il avait déjà été jeter des pierres dans la « lot » [galerie] ; qu'il avait déjà pris bien des peines ; que Pierre Rey avait une aversion contre M. Clement parce qu'il avait rapporté le complot. Que lorsqu'on est allé près la maison du vicaire [on ne voulait] pas y faire du mal, parce qu'il n'avait pas du feu ; présents ont été Pierre Rey, sa fille, Jean-Claude Avanthey ; qu'Antoine Rey s'est caché ; qu'ensuite on est allé boire : l'officier avait porté du vin ; qu'Emmanuel s'en est aussi en allé ; que sa fille, pour ne pas être reconnue, a mis un habit de lui enquis ; que leur intention était d'être un grand nombre pour faire comprendre au vicaire qu'on n'était pas content de lui, qu'on voulait qu'il sortît ; mais n'ayant pas vu la lumière et étant un petit nombre, on n'a rien fait.

[21]. S'il connaît J.-Maurice Rey ? — [R. :] il le connaît pour un homme de la Val d'Illiez ; qu'une fois avoir été chez lui à Massonger pour annuler le billet qu'on lui avait écrit que J[ean]-M[aurice] a dit qu'il avait brûlé le billet.

[22]. Si on avait invité J.-Maurice Rey, s'il croit qu'il serait venu ?  
— R. : sa femme. Que Pierre y est resté, et lui est allé au marché de Monthey.

[23]. S'il n'a jamais parlé à personne de ce complot ? — [R. :] ignorative ;

que Pierre Rey lui avait assez donné commission de chercher d'autres pour aller chez le vicaire.

[24]. S'il n'a jamais été examiné sur cette affaire ? — R. : affirmative, mais par crainte de s'accuser et d'accuser Pierre Rey, il avait recaché la vérité au seigneur gouverneur.

[25]. S'il connaît l'abbé Durier ? — R. : affirmative.

[26]. Si l'abbé Durier s'est mêlé de ces affaires et quelle est sa conduite ? — R. : ignorative.

[27]. Quelle conduite ledit abbé a tenue dans les troubles de l'année passée ? — R. : ignorative, qu'il a épousé sa cousine germaine.

Que par les demandes qu'on lui a faites, il peut à peu près penser de ce qu'il est chargé aux fins qu'il puisse, lorsqu'il sera redemandé, déclarer la vérité.

Sur quoi, après les dues protestes, il a été reconduit à la chambre d'arrêts.

(N<sup>o</sup> 35, fol. 22-24.)

## 124

### Sion, 3 novembre 1791. — Sentence contre Michel Rouiller.

Da der gedachte [Michel] Roullier selbst bekänet, das er gesagt : « *Ces Messieurs ont tant promis et rien tenu* », und durch zwey Zeugen erweisen, dass er zu Viona in letsten Augstmonat, also bey gefährlichen Zeiten, gesagt : « *Nous sommes des fous, on devrait tous « s'entreparder » ; lorsque ces Messieurs sont assemblés en diète, on devrait monter là-haut, mettre bas ces per-ruques, leur couper à tous la tête* ». Ist durch merheit gesprochen worden, der gedachte J.-M. [Rouiller] solle am ersten kinfftigen Samstag durch den Scharfrichter in gelindem Gradt mit ruthen ausgehauwen und leben länglich in der Gerichtsparkeit Martinacht den Arrest halten.

Dan hat eine hohe Comission anerkanet, dass der officier [Pierre] Guillot anheute constituirt und mit dem ersten Gradt der territion beleget werden.

(N<sup>o</sup> 35, fol. 25.)

**Sion, 3 novembre 1791. — Troisième interrogatoire de Pierre Guillot.**

*Die predicta* a été constitué Pierre Guillot pour la troisième fois.

[1.] Que déjà à Monthey il a été [constitué] [voir n° 94, p. 167], et ici c'est pour la troisième [fois] qu'il est constitué par-devant Messeigneurs ; qu'on lui a fait lecture et ouverture des témoignages qui le chargent, que ce non-obstant il a tergiversé dans ses réponses. \* *Prima territio realis*. \* C'est pourquoi on a mis la corde de la torture et la pierre de la torture devant ses yeux, et que s'il continue à tergiverser, il doit s'imputer à lui-même les souffrances qui suivront ; ainsi qu'il doit dire la vérité. — R. : qu'il n'a fait du mal à personne, qu'il a dit des paroles, que lorsque quelqu'un lui fait du tort, c'est sa coutume de dire : « Il faut tuer » ; qu'il dit ce mot presque sans cesse, et ainsi des bêtes lorsqu'on ne peut pas l[es] attraper.

Il lui a été ordonné de prendre la corde en main.

[2.] S'il nie avoir été souvent avec J.-C. Thormaz et [Louis] Robiquet ? — R. : affirmative, qu'ils ont été souvent ensemble et être bons amis. Nie d'avoir prêté à Thormaz cinq louis. Nie d'avoir dit qu'il faudrait tous tuer ces Messieurs de Monthay. Avoue d'avoir dit qu'il [y] avait des canailles à Monthey qui disaient des faussetés contre lui.

[3.] Si à Jean-Claude Barlatey, procureur d'église, [il a dit] : « Les aristocrates, on les pendra » ? — R. : que c'est à la chanson qui le dit.

[4.] S'il nie d'avoir dit à Jean-Claude [erreur : André] Rey : « On mettra à la raison ces canailles » ? — R. : qu'il ne se rappelle pas, qu'il est possible de l'avoir dit par coutume.

[5.] Si au jeu de quilles il n'a pas dit qu'il [- - -] ? — R. : J'ai peut-être dit, lorsqu'on parlait de l'affaire de M. Schiner : « Cela va donner un terrible grand embarras ; il aurait peut-être pas tant donné d'embarras si on l'avait tué. »

[6.] Si, allant à la foire de Martigni, il n'a pas dit : « Des bougres comme ça, on devrait les tuer ou les empoisonner », en parlant de M. Theiler ; que cela était fait dans un rien ? — R. : qu'il y a trois ans qu'il n'a pas été à Martigni, qu'il n'a point parlé de telle façon ; qu'il a dit à quelqu'un dont il ne se rappelle pas qu'il [y] avait à la Vald'Oste des hommes qui, en leur donnant quelque argent, tuaient un homme sans grand embarras ; qu'il est possible d'avoir dit de M. Theiler : « [Il] est mort, le diable l'a pris. » Nie d'avoir dit : « Des drôles comme [ça], on devrait tous mettre à bas » ; qu'un homme qui porte, qui vend des cornes de bouquetin [- - -]. Nie d'avoir dit : « On se moque de l'argent, pourvu qu'on puisse se débarrasser des gens comme ça. » Nie d'avoir dit sur M. Gallay : « Ils font bien, des bougres comme ça mériteraient d'être lapidés. » Nie d'avoir dit que M. Theiler n'aurait pas subsisté, qu'on avait écrit au neveu pour faire venir des Piedmontais.

[7]. S'il nie d'avoir dit : « On devrait demander à l'Etat de savoir ceux qui vont accuser » ? — R. : qu'il est possible qu'il a dit de ceux qui ont parlé du mal de lui.

[8]. S'il nie ou s'il se confesse d'avoir dit : « On est des poltrons, on sait pas se soutenir depuis que le gouverneur est ici » ? — R. : négative.

[9]. S'il nie ou s'il avoue d'avoir donné de l'argent à J.-C. Thormaz ?

R. : négative, jamais prêté ni donné, sauf pour [le] travail.

[10]. Si on n'a jamais tenu des assemblées extraordinaires chez lui ?

— R. : qu'il nie pas lorsque le gouvernement [- - -].

[11]. S'il nie avoir été avec J.-C. Thormaz et Robriquet lorsque, avec [Jean-] Joseph Durier, on [a] parlé et qu'il a été question de tuer plusieurs de Monthey ? — R. : négative.

[12]. S'il nie ou s'il confesse que le jour que le Petit-Borrat devait être cité de paraître au château, on ne devait point s'assembler autour du château ?

— R. : négative. Nie d'avoir offert à Robriquet huit à dix louis pour tuer le lieutenant [Emmanuel] Franc.

[13]. S'il nie ou s'il avoue si, après le 7 septembre, d'avoir dit du seigneur gouverneur [Preux] : « Diable, pourquoi le louer tant, le trouvez-vous tant bon ? » Que sur la lettre reçue de LL. EE. de Berne, il a dit qu'on devait leur apporter la réponse, etc. — [R. :] dit qu'en buvant dans sa chambre avec de ceux de Monthey, on parla [- - -].

[14]. S'il nie d'avoir dit à Morgin : « Dieu donne force à la France, toutes ces troupes ne sont rien » ? — R. : négative.

[15]. Que s'il ne veut pas provoquer Messieurs de se servir des moyens que les lois prescrivent pour parvenir à la vérité [- - -] ? — [R. :] dit que Thormaz lui a dit que M. [Nicolas] De Quarterly le ferait son officier ; qu'à cette occasion on veut dire qu'il lui ait donné de l'argent pour un honoraire, mais qu'il n'a rien donné audit Thormaz.

*Sub protestatione solita dictus P. Guillot sub praetacta monitione prae-  
via ad locum detentorium deductus fuit.*

(N° 35, fol. 25-26.)

**Sion, 4 novembre 1791. — Lettre de la haute commission au Chapitre  
pour lui demander de livrer l'abbé Claude-Joseph Durier  
à la justice séculière.**

Demnach die Bevollmächtigten President [Sigristen] und Commissions  
Räthe aller 7 LL. Zehnden nit ohne befrembdung und misvergnügen hoch

Eueren letztlichen abgegebene Rathschluss dem allhier aus Einwilligung Ihr hoch Fürstlichen Gnaden [Blatter] und Verordnung deren hohen Committirten in Verhaftt sitzenden mit gewichtigen Insichten in der Frevelthat der verletzten Mayestät, der Sodomie und *actus proximi* eines *assassinii* nächst kommenden beschwerten Claude-Joseph Durier, gewesnen Caplan von Troistorrent, dem weltlichen Richterstuhl zu rechtförmiger untersuchung und bezüchtigung seines Vergehens noch mancipatorisch zu zuerkennen noch dermahnen auszulieffern jungstens zu vernemmen gehabt: Andurch die in betreff desselben aufgeloffen unkösten unnütze und vereitlete, die bevorstehende Procedur aber seine mithaften, insoweit dessen vorzunehmende Rechtliche verhöre, die entdekung der Wahrheit besonders in dem heuchlen [?]. Fach des hochverraths (: als dessen er laut eingenommene Zeugenschafften sich schuldig gemacht:) in ihrem lauf gehemmte, besonders nachdeme er in einer Recht förmigen Euerseits genehmigeten confrontation mit dem verunglückten Altweibel Johann-Peter Rey zwar gegen einander gestellt, da er aber wirklichen zur Ruhe seines Gewissens ein geständnis eröffnen wollte, unerhörter \* und wiederrechtlicher \* massen darin gehinderet worden. Als befinde die hohe Bevollmächtigte bey so gestalteten sachen Ihrem Beruff, dem Anseher Ihrer hohen Principalen und dem aufmerksamen Publicum schuldig zu seyn und können nit umhin, wieder dises Eueres unerwartetes Betragen Ihre förmliche Protestationen, wie hiemit geschicht, für alle kösten, unkösten und etwann zu erwachsenden misslichen Folgen auszudrukken, sich heitter äusserend, dass sie an disem Unfug sowohl der allgemeinen in- und ausserlandswärtigen, aus denen abendtheurlichen Insichten des unter hoch Euerem schirm ungestrafften Inquisiten sich verbreitenden ärgernis, noch an der dadurch gefahr leidenden öffentlichen Ruhe und Sicherheit keinen Antheil nemmen, sonderen sich die hände waschen und jene allein, die daran uhrsach aller etwann zu erquellenden Folgerungen vor der aufgeklärten Welt verantwortliche machen und lassen indessen aber alles zu ihrer billichen Rechtfertigung denen gegenseitigen L. L. Räth und Gemeinden hinterbringen wollen und ihrer willensmeinungen gewärtigen, wie auch die verkundschaftete untaten des obberührten Caplans Claude-Joseph Durier, als welchen der erdaurungs würdige Johann-Peter Rey zu verschiedenen mahlen als den urheber seines unheils \* in seinen förmlichen verhörungen \* ausgerufen, dem toduhrtel dises unseeligen beyrücken, damit der fromme Landsman von einem so gefährlichen verhöhrer sich zu hütten wisse. Beynebens Protestiren die hohe Committirte hier durch feyrlich und ausdrücklich, dass oft ermelter Inquisit Claude-Joseph Durier als ein öffentlich verleumbdeter, höchstgefährlich und verdächtig und beladener man von aller menschlichen Gesellschaft lebenslänglich von iht [= hit] an abgeschnitten aller freyheit, sich jemand noch mündlich noch schriftlich zu communiciren, des gänzlichen beraubt werde und bleibe, mit Erklärung, dass die hohe Commission demselben wiedrigen falls einer denen gründen der Republic Wallis keinen Aufenthalt jemahls wird gestatten können und dass weder die hohe preis würdigste persohn Ihr hochfürstlichen Gnaden unseres hochwürdigsten Bischoffs [Blatter] weder die Bischöffliche teffel mit dem oft berührten Inquisit einzubeschweren oder zu beladen.

Und um die hochwürdige herren herren des uhralten domstifts in

zukunft bey dergleichen ereignenden Fällen (so Gott verhüten wolle:)  
 \* eines besseren und ihres fürzüglichen billichen hochachtung gegen die hoch  
 zu verehrende geistliche Würde \* zu überführen, so wollen und sollen die  
 hohe Bevollmächtigte nebst denen aus dem berühmten Canonister in dem  
 Römischen Hof selbst vorzüglich geachteten Reifenstuhl angewisene stellen  
 noch anmerken verschiedene \* hier einträgliche \* beyspihle unser benachbar-  
 ten chriſtatholiſchen mit verbündeten als jenes des T. H. Schubinger, Pfarr-  
 herrn von Marbach in L. Catholiſchen Vorohrt Lucern, welcher wegen eini-  
 gen zweydeutigen gegen die hohe Landsobrigkeit ausgestossenen wörtern  
 von denselben ohne anderes des Lands verwisen, auch jenes des ehemaligen  
 Pfarrherren zu Dudingen, N. Schoffer, in L. Canton Friburg, dem wegen  
 einer einzigen unbedachtsamen freyen Reden gegen die hochheit bey jenen  
 gefährlichen empörungszeiten von dem weltlichen Richterstuhl die nemliche  
 Straff der verweisung andictiret worden, so weis auch jederman, dass in  
 ganz Frankreich ohneracht der wohl bekanten Immuniteten des Französ-  
 ischen Cleri alle geringste verbrechen wieder die hochheit, als für nemlich  
 jenes der *contrebande*, ohnmittelbar von der weltlichen Obrigkeit mit galeren  
 Straff zu bezüchtigt zu werden erschlagen.

(Nº 79, pp. 1-4.)

## 127

### Sion, 4 novembre 1791. — Lettre de la haute commission à Mgr Blatter et aux chanoines du Chapitre pour le même objet.

Eine hohe Comission hat die ehre, seinen hoch fürstlichen Gnaden  
 sowohl den Prothocol, worin die beschwerde, mit welchen der abbex Durier  
 beladen, als die noten, deren authoren Carpzovius<sup>1</sup> und Fröhlichsburg<sup>2</sup>, zu  
 überschicken, als hoffet eine hohe Comission, disses werde den erwinschten  
 effect ertreffen, dass zufolge der Rechten gedachter abbex werde durch die  
 hohe Geistlichkeit mancipatorisch erkanet und der weltlichen Obrigkeit über-  
 lifferet, widrigen fahls wird eine hohe Comission gemässigt sich befinden  
 vür sich und seine Justification die erforderliche protestationes zu thun.

(Nº 75.)

<sup>1</sup> Benedictus Carpzovius, *Practica nova... rerum criminalium*, Francofurti ad Moenum, 1758, 3 volumes. — Cité plus loin, dès p. 369 : Carpz.

<sup>2</sup> Joh. Christ. Fröhlichs von Fröhlichsburg, *Commentarius in Kayser Carl des Fünfften, und des H. Röm. Reichs Peinliche Halsgerichts-Ordnung*, Frankfurt und Leipzig, 1759, 2 parties en un volume. — Cité plus loin, dès p. 369 : Fröl.



**Sion, 4 novembre 1791. — Délibérations de la haute commission.**

Den 4<sup>ten</sup> November, *Praesidente et assidentibus altifatis tit. D. D.* [voir pp. 227-228] *excepto Domino Primario Consule [Januario] De Riedmatten, sed iterum adstitit Dominus Protocapitaneus [Theodulus] De Torrente.*

Ersten[s] hat eine Comission durch ein an S. H. F. G. H. Bischoffen und H. W. Dum Capitell überschickten schreiben mit beylag des Protocols und Rechtsgründen anverlanget, das der mit vüllen beschwerden beladene abbex Durier durch eine hohe geistlickeit mancipatorisch erkänet und der weltlichen obrickeit damit, was rechten ist, widerfahre, widrigen fahls werde eine hohe Comission gemässigt sich befinden, die erforderliche protestationes vür seine Rechtsvertigung zu machen.

Dan hat tit. H.H. Praesident der hohen Comission ein schreiben von Lobl. vorohrt Zürich, durch welchen sie unsere[r] Republic das schreiben von Lobl. Canton Friburg, belangendt die vom könig in Franckreich angenommene Constitution, als hat eine hohe Comission vermeinet, man solle sich an der mehrheit der Lobl. Cantonen halten.

Dan seynd Constituta fortgesetzt worden.

(N<sup>o</sup> 38, p. 7.)

**Sion, 4 novembre 1791. — Interrogatoire de Jean-Claude Défago (2<sup>o</sup>), d'Emmanuel Rey (2<sup>o</sup>) et de Pierre Rey (6<sup>o</sup>).**

*I. Jean Claude Défago.*

*Die 4<sup>ta</sup> novembris pro secunda [vice] constitutus fuit J.-C. Defago.*

[1]. Quelles réflexions il aurait faites depuis sa dernière constitution ?

— R. : très peu de chose. Qu'il est vrai avoir été chez J.-M. Rey avec P. Rey après le bruit, mais jamais avant le complot.

[2]. S'il sait qui a proposé à J.-M. Rey s'il voulait être du complot ?

— [R. :] ignorative.

[3]. De mieux s'expliquer touchant le vicaire Clemens. — R. : avoir été avec lui ; son fils [Joseph-Antoine] et le Borgne [Jean-Joseph] Durier ont aussi été avec lui le soir qu'a bu [- - -].

[4]. S'il a des ennemis déclarés ? — R. : qu'il n'en sait point.



[5]. S'il sait si M. Clemens était aimé de tous les prêtres de la vallée ?  
— [R. :] que Pierre Rey lui a dit que le curé [Maurice Bruttin] et le vicaire [l'abbé Durier] de Trois Torrent voulaient qu'on le sortît de la Val d'Illeiez.

[6]. Quelle conduite a tenue l'abbé Durier durant les troubles ?

— [R. :] ignorative.

*Inde facta fuit lectura depositionum in eundem factarum :*

1. Témoignage qui a parlé de ceux qui se sont trouvés chez Pierre Rey.  
— [R. :] avoue y avoir été.

2. [- - -]. — R. : avoue avoir tout entendu lire [le] livre [*L'Aristocratie*] ; que le livre parlait des « [ar]istocrates », que Pierre Rey disait que les « [ar]istocrates » étaient les seigneurs.

[7]. Quels seigneurs ? — [R. :] tant haut tant bas. Qu'il croit que Pierre Rey avait dit qu'il faudrait faire une collecte pour faire venir de ces livres, qu'il ne sait pas combien chacun devait contribuer ; qu'on n'a pas dit de qui on voulait faire venir le livre ; que c'était P. Rey qui s'en chargeait ; qu'il ne se rappelait pas hier que J.-M. Rey était aussi la même nuit qu'on est allé environ la portée d'un fusil loin ; qu'ils ont été assemblés [en une maison] écartée, point habitée ; et ensuite on est allé de côté et [à] une portée de fusil loin ; que Pierre Rey ensuite a reproché à Antoine et à Emmanuel pourquoi ils s'étaient écartés ; que son fils avait un fusil mais point chargé.

[8]. Que cela n'est pas vraisemblable qu'on ait un fusil point chargé.

R. : seulement pour la vue : en cas que M. Clemens les eût vus, il en aurait été épouvanté.

[9]. Si M. Clemens eût été à la maison et qu'il s'en fût opposé, qu'auriez-vous fait ? — R. : qu'il n'en sait rien, que son intention n'était point de lui faire du mal ; que la première fois il n'a pas été. Que lorsque J.-Joseph Rey a dit qu'il avait déjà assez d'autres choses sur son corps, que pour voler il n'en voulait rien, que lui et les autres ont été du même sentiment. Et nie d'avoir été à Massonger chez J.-Maur. Rey avec Pierre Rey pour le solliciter au complot contre l'Abbaye, et il le soutiendra en présence de J.- Maurice Rey.

[10]. Si personne n'a cherché vengeance contre M. Clemens parce qu'il a déclaré le complot contre l'Abbaye ? — R. : peut-être Pierre Rey parce qu'il a cherché des hommes, lequel a dit qu'il n'y avait point de mal, puisque les prêtres s'en mêlaient, savoir le curé de Troistorrens [Maurice Bruttin] et l'abbé Durier.

[11]. Lequel il aimerait mieux pour vicaire : M. Clemens ou M. Durier ?

— R. : ignorative ; que M. Clemens est son très bon ami. Qu'il n'a jamais compris qu'on devait s'assembler à Massonger, monter à Verossa et descendre à la Verolliez, ni les autres conditions du complot dont on vient de lui faire la lecture, hormis qu'on a dit d'assembler une trentaine d'hommes ; qu'il ne se rappelle non plus qu'il y ait été parlé que ces Messieurs les avaient assez volés ; qu'il est possible qu'on ait tenu des complots à côté de lui, auxquels il n'a fait aucune attention ; qu'il n'a pas été que le dernier jour.

[12]. Où il aurait été le jour qu'on a chassé le gouverneur ?

— R. : à Monthey.

[13]. S'il y a vu l'abbé Durier ? — R. : affirmative.

[14]. S'il sait pourquoi l'abbé Durier est ici ? — R. : négative.

[15]. Si, à Monthey, il ne s'est point trouvé à l'auberge avec l'abbé Durier ?  
R. : affirmative, une fois à la Maison jaune, où étaient aussi Pierre Rey, et ses deux frères Jean-Joseph [et] Jean-Louis [Durier].

[16]. Quels discours on y a tenus ? — R. : ignorative.

[17]. Si on y a bu ? — R. : affirmative ; y avoir été invité par Pierre Rey ; que c'est l'abbé Durier qui a payé un demi-pot ou un pot.

[18]. Quels discours on y a tenus ? — R. : pour le vicaire, d'y aller faire ce qu'on y a fait à M. Clemens ; que c'est Pierre Rey et l'abbé Durier, à ce qu'il croit, qui ont commencé à parler.

[19]. L'abbé Durier a donc pris part au complot contre M. Clemens ?

— R. : affirmative.

[20]. Puisque vous avez dit que votre fils avait un fusil, a-t-on parlé à la Maison jaune de prendre des armes ? — R. : négative ; que Pierre Rey a dit de faire des amis tant plus tant mieux.

[21]. Depuis quand il a eu connaissance particulière avec P. Rey ?

— R. : un jour avant que ces Messieurs ont été à l'Abbaye.

[22]. Qui est le chef du complot contre M. Clemens ? — R. : Pierre Rey et ensuite M. l'abbé Durier, puisqu'il s'est trouvé à la Maison jaune.

[23]. Si l'abbé Durier fréquentait la compagnie des Rey-Borrasson ?

— [R. : - - -].

[24]. Si ce jour, à la Maison jaune, ont été tous du même sentiment ?

— R. : qu'oui ; on se fie aux prêtres et ensuite les choses sont comme ça ; que c'est à l'abbé Durier qu'il s'est fié à cela.

[25]. S'il n'a trouvé et connu d'autres choses, dans l'abbé Durier, de répréhensibles ? — R. : je puis dire que non.

[26]. Combien de temps ils ont parlé ensemble à la Maison jaune ?

— R. : environ une heure de temps, et cela proche de Pâques.

[27]. Ce qu'on devait faire à M. Clemens ? — [R. :] d'y aller.

[28]. Qui a payé le vin de La Fontanella ? — [R. :] que c'est Pierre Rey qui l'a apporté.

[29]. Si à l'abbé Durier on [a] ensuite fait rapport ? — R. : peut-être Pierre Rey ou ses frères ; que lui n'a plus parlé à l'abbé Durier.

[30]. Pourquoi l'abbé Durier se mêlait de cette affaire ? — R. : qu'il a toujours cru que c'était pour entrer à la Val d'Ille.

[31]. Si l'abbé Durier s'est mêlé de l'autre complot ? — [R. :] ignorative.

[32]. Si l'abbé Durier n'a point fait de publication du temps de la révolte, devant ou après ? — R. : négative.

[33]. Qu'il est notoire qu'il s'y est tenu des assemblées à la Val d'Illiez, s'il n'y a point eu des prêtres ? — R. : que M. Clemens disait qu'on devait se ranger, qu'également on ne faisait rien ; qu'il n'y a point eu d'autres prêtres.

*Inde sub protestatione solita ad locum detentorium deductus fuit.*

## II. Emmanuel Rey.

*Die 4<sup>ta</sup> novembris constitutus pro secunda [vice] Emmanuel Rey.*

[1]. S'il a fait quelques réflexions sur ses dépositions ? — R. : avoir été à Monthey où on lui a voulu faire boire pour faire ce tapage à M. Clemens ; que J.-Jos. Durier est venu à Massonger pour l'engager à cela, mais ne l'a pas trouvé ; mais qu'après son frère Pierre lui a raconté qu'[on] avait fait ce complot ; que lui a répondu : « On verra ». Que son frère Antoine [Rey] lui a dit : « Nous voulons les laisser faire ». Que, s'étant retiré, il aurait raconté que J.-Jos. Durier montait de Monthey à ce sujet ; que son frère lui a du depuis raconté que s'étant trouvé en trop petit nombre [- -].

[2]. S'il sait qui est l'auteur de cette affaire ? — R. : que c'est l'abbé Durier qui lui a dit à Monthey qu'il faudrait aller chez M. Clemens y faire carnage, casser, briser fenêtres, tout ; que cela, à ce qu'il croit, lui a été dit après Pâques ; qu'il lui a aussi dit qu'avant que de laisser là il faudrait y mettre le feu ; il n'y aurait pas de mal que de le laisser là ; qu'il pense que M. Durier pensait d'avoir la place ; que le temps qu'on devrait y aller n'a pas été fixé ; que l'abbé Durier lui a parlé ça sur la place à Monthey ; que lui-même ne m'a pas invité à cette occasion, mais son frère Pierre, qu'il lui a parlé qu'on boirait, que le frère de M. Durier, Jean-Joseph, viendrait et paierait à boire ; qu'il en viendrait aussi de la plaine ; que Pierre [Rey] lui a dit : « Ce soir, il faut venir chez M. Clemens, M. Durier paye à boire, nous devons aller chez M. Clemens lui dire qu'il se retire dans trois jours, qu'autrement il n'irait pas bien pour lui » ; que c'était son frère J.-Joseph [Durier] qui devait parler, qu'on devait y aller vers les huit heures avant qu'il fût coucher ; qu'on disait que M. Clemens y était le même jour ; que puisque mon frère a dit que M. Durier payerait le vin, il fallait bien que l'abbé Durier était l'auteur.

[3]. De déclarer consciencieusement s'il croit l'abbé Durier capable à cela ? — R. : ignorative, qu'il le connaît un peu plus facile à dire des bêtises que d'autres prêtres ; que s'étant trouvé avec lui par occasion, il [a] entendu de lui une parole plus grossière ; qu'étant écolier, il parlait des filles et des femmes, lui demandait s'il avait eu les plaisirs, s'il avait fait l'action ; que lui enquis n'était pas en état de faire l'action bien comme il faut.

[4]. Si depuis que l'abbé Durier est prêtre il a tenu en sa présence de pareils discours ? — [R. :] affirmative à peu près, et environ trois ou quatre fois ;

avoir entendu dire à d'autres que l'abbé Durier était assez facile à dire des raisons grossières.

[5]. S'il [y] avait un long intervalle depuis que l'abbé et Pierre, frère de lui enquis, lui ont parlé de l'affaire de M. Clemens ? — R. : il croit que c'est le même jour.

[6]. S'il sait comment l'abbé Durier s'est conduit durant la révolte ? — R. : ignorative.

[7]. S'il sait où est l'abbé Durier ? — R. : l'avoir vu au château lorsqu'on l'a sorti de la chambre d'arrêts, qu'il peut être ici pour l'affaire de M. Clemens.

[8]. Si on le regrettera beaucoup ? — [R. :] ignorative.

[9]. S'il sait pourquoi M. [l'abbé] Durier a été ici en été ? — R. : ignorative, qu'il croit que c'est pour l'affaire de M. [l'abbé] Clemens.

[10]. S'il a des connaissances d'un complot contre l'Abbaye de St-Maurice ? — R. : qu'il ne sait rien sinon que son frère a voulu qu'il vienne un soir pour s'entretenir pour aller dans un endroit ; que lui ne voulant pas y être de ce nombre ; un autre soir, ayant été chez son frère Pierre, depuis huit jusque vers neuf heures, il y avait une dizaine qui jouaient, les uns aux tarots, les autres aux cartes.

[11]. Si M. Durier avait quelques vengeances contre M. Clemens ? — [R. :] négative, sauf qu'il voulait le faire sortir de la Val d'Ille.

[12]. Comment il a trouvé le discours de M. Durier ? — R. : que si un autre l'aurait dit il s'en serait confessé, mais comme M. Durier disait que cela n'était rien, qu'il n'y avait point de mal, il n'en a point fait de cas ; que son frère Pierre disait aussi que M. Durier disait qu'il n'y avait point de mal.

[13]. Quel des deux, de M. Clemens ou de M. [Durier], il croit le meilleur ? — R. : que M. Clemens est joli prêtre, qu'il se servirait dans le besoin autant de M. Clemens que de M. Durier.

[14]. \* *Territio verbalis* \* Que comme on lui a fait ouverture des témoins dont il est chargé tant pour pouvoir se servir des moyens pour se justifier, on l'avise de faire des sérieuses réflexions de dire la pure vérité consciencieusement et de ne pas mettre Messieurs dans le cas de se servir des moyens de la torture pour avoir la vérité dans les cas prescrits par la loi et de ne pas [s']exposer aux souffrances. — *Ad lecturam iterate factam depositionum*, — R. : que par ordre de son frère Pierre, il a dit à Jean-François Mellieret de l'aller trouver ; Jean-Claude Defagoz y était aussi et qu'il trouva Jérôme Geneivroz, à qui il dit d'y aller, qu'il y trouverait une troupe de bons enfants ; que c'était pour aller chez M. Clemens ; que Geneivroz lui a dit si lui enquis y irait ? Qu'ayant répondu qu'il n'irait pas, que Geneivroz a dit qu'il n'y irait non plus et qu'il s'est retiré.

[15]. S'il n'a jamais menacé personne ? — [R. :] ignorative, et nie d'avoir menacé ni d'avoir eu d'inimitié.

[16]. Qui il croit le plus coupable dans l'affaire de M. Clemens ?

— R. : celui qui voulait lui faire du mal.

[17]. Si on était allé chez M. Clemens et qu'il y eût fait résistance, ce qu'il croit qu'il en serait arrivé ? — [R. :] ignorative.

[18]. D'où vient qu'il s'est laissé entraîner dans le complot contre M. Clemens ?

— R. : que par ce discours de M. Durier à Monthey ; que M. Durier a dit : « Si nous le laissons là, nous sommes tous foutus là-haut. »

[19]. Ce qu'il entendait par ces mots « tous foutus » ? — [R. :] n'avoir rien compris.

[20]. S'il paraissait fâché contre M. Clemens ? — R. : comme on était sur la place, il n'a pas tant fait de grimaces.

[21]. S'il lui a recommandé le secret ? — [R. :] ignorative.

[22]. Si, lorsqu'il lui parlait de filles et de femmes, il lui a recommandé le secret ? — [R. :] négative.

[23]. De dire les paroles que M. Durier a parlées de filles et femmes depuis qu'il est prêtre. — R. : des paroles grossières, que plusieurs ont dit que M. Durier tient des discours grossiers ; que s'étant trouvé à Champeri avec M. Bois et M. Pignat, au bureau, que M. Durier y était aussi ; M. Durier disait des « raisonnettes », les deux autres paraissaient mal contents de ces discours. Qu'une fois M. Durier, n'étant pas encore prêtre, lui dit : « Quand je ne trouve pas une « grigoise », j'ai du moyen, je m'en décharge assez » ; qu'alors il n'a rien compris, mais, s'étant marié et ayant parlé à d'autres, il a réfléchi ; que cet autre lui a dit qu'il y avait longtemps qu'il savait ces choses.

*Sub protestatione et exhortatione solitis deductus fuit ad cameram detentoriam.*

### III. Pierre Rey.

*Pretacta die 4<sup>ta</sup> novembris, pro 6<sup>ta</sup> [vice] ad ratificationem constitutus Pierre Rey, qui amotis torturae instrumentis libere fassus est ut sequitur.*

Dit que l'abbé Durier lui [a] dit avoir demandé à J.-M. Berrut si c'était lui ou sa femme [qui] avait divulgué le complot de l'Abbaye, et que si c'était sa femme elle devait tout nier, et que Berrut lui avait promis de tout nier ; que c'était un mercredi. Qu'il sait aussi qu'un mercredi M. Durier a parlé à son frère à Monthey. Qu'une fois, descendant par les Neires, l'abbé Durier lui a dit qu'il s'attendait qu'il arriverait bien quelque chose vers la St-André [30 novembre]. Que l'abbé Durier a aussi dit : « Pour le plan, ce n'est pas encore tout ; peut-être [il arrivera] encore banqueroute » ; ayant demandé l'explication, l'abbé a répondu : « J'entends que nous nous approprions encore les biens de « forens » [= forains] en récompense des châtiments que les gouverneurs ont tirés. »

[1]. Vous avez nommé J.-C. Defago pour un de vos associés ; de dire ce qu'il a demandé audit J.-C. Defago, la première fois. — R. : ignorative.

[2]. Si les noms des associés n'étaient nulle part marqués ? — R. : négative.

[3]. S'il persiste fermement à tout ce qu'il a dit dans ses constitutions ?  
— R. : affirmative.

*In repetitione constitutorum*, Pierre avoue que dans le complot ont été le nombre de sept susnommés, mais qu'il ne peut assurer s'il a su que ces seigneurs d'Etat étaient à l'Abbaye. Avoue que le rendez-vous devait se trouver à Verossaz, de descendre du côté de Vorollier et il est vrai qu'on [a] parlé des armes. Avoue avoir envoyé un billet à J.-Maurice pour qu'il se trouvât à la Val d'Illiez ; que si les témoins qui ont été présents le disent, il veut bien que c'est lui qui a commencé de parler du complot. Avoue d'avoir invité des autres pour entendre la lecture des livres, que le complot est venu à la suite de la lecture des livres. Avoue avoir invité au complot Jean-Louis Borrat ; que pour la teneur du billet, il s'est conformé à ce qu'ils ont dit ; que c'est après le complot tenu contre l'Abbaye qu'il a été avec J.-C. Defagoz à Masonger chez son frère [Jean-Maurice].

[4]. Pourquoi l'abbé Durier s'est adressé à lui préférablement à tout autre pour tuer M. Clemens ? — R. : qu'il croit que l'abbé Durier croyait que lui prendrait de [l']intérêt pour cela à raison que Clemens avait divulgué le complot de l'Abbaye.

[5]. Dans le temps de la révolte, qui il lui a paru qui était le plus échauffé ?  
— R. : l'abbé Durier qui se trouvait toujours dans les assemblées.

[6]. Quel usage il voulait faire du livre du Bernois [*L'Aristocratie*] ?  
— R. : que c'était pour détourner le peuple contre le magistrat ; cependant que, hormis dans ces assemblées, cela n'a point eu d'effet, l'ayant retiré.

[7]. S'il n'a jamais été question de munition de guerre à la Vall d'Illiez ?  
— R. : lui paraît comme les autres que les uns disaient qu'il fallait préparer des armes.

*Quae praemissas depositiones hodie illi noviter factas licet illi non fuerint perlectae confirmavit et veritatem dixisse aperit.*

[8]. Si personne [autre] que les sept nommés ont eu part au complot que les déjà nommés ? — R. : négative.

(N° 35, fol. 26-31.)

**Sion, 5 novembre 1791. — Délibération de la haute commission.**

*Die 5<sup>ta</sup> novembris praesidente et assidentibus altifatis tit. Excellentibus et Magnificis D.D. presentibus in hesterna sessione nominatis et praesente*

*etiam Consule Primario [Januario] De Riedmatten*, als ist der Pierre Guillot mit zu belegen anerkannt worden.

(N° 38, p. 8.)

131

**Sion, 5 novembre 1791. — Interrogatoire de Pierre Guillot (4°),  
de Jean-Maurice Rey (7°), de Jean-Claude Défago (3°),  
de Pierre Rey (7°) et de Gaspard Thomas (6°).**

I. *Pierre Guillot.*

*Pro 3<sup>a</sup> [sic], die 5<sup>ta</sup> novembris, fuit constitutus Pierre Guillot.*

*\* 2<sup>dus</sup> torturae gradus fuit adhibitus hoc est adhibita fuit ligatio, das ist die Schnurung. \**

On lui a représenté que si, malgré les témoignages qu'on lui a ouverts, il persiste dans ses tergiversations, le moment est arrivé qu'il doit s'imputer à lui-même les tourments qui suivront. — R. : que s'il y a des preuves, il avoue bien tout ce que les témoins diront. Qu'il est vrai avoir dit qu'il fallait tuer ceux qui disaient du mal de lui, Gallay, [Emmanuel] Franc, et cela plusieurs fois.

[1]. *Inde instante petenti facta iterum fuit apertura depositionum per testes juridice factorum.* — [R. :] Sur quoi Pierre Guillot avoue avoir dit qu'il fallait tuer tous ces Messieurs de Monthey, savoir qu'il fallait tuer tous ceux qui disaient du mal de lui, et cela [l']avoir dit sur la place, plusieurs fois, la dernière fois il y a à peu près un mois et la première fois avant la diète de l'année passée, la première fois en présence d'André Rey.

2. Que les aristocrates on les pendra. — [R. :] avoue l'avoir dit dans la boutique de [Hubert] Franc, en présence de J.-Claude Barlatay et qu'il croit aussi en présence de Franc, il y a à peu près un mois ou deux.

3. [- - -]. — [R. :] avoue avoir dit qu'il aurait mieux valu de tuer M. le gouverneur Schiner, que cela n'aurait pas tant donné d'embarras parce que celui qui l'aurait fait, ayant été pris, il aurait subi la peine il y a un mois en ça.

4. [- - -]. — [R. :] avoue avoir dit, allant à Martigni avec [Pierre-Maurice] Revet demeurant vers le pont de la Vieze allant par le Bois Noir, que des bougres comme ça il faudrait le tuer.

[5. - - -]. — [R. :] qu'il a bien pu dire que de b[ougre] comme ça il faudrait le tuer, empoisonner, que cela c'était fait dans un rien, qu'on le faisait faire par un étranger à qui on faisait parler par un troisième.

6. [- - -]. — [R. :] que lorsqu'on a cassé les fenêtres de M. Gallay [- - -].



Avoue avoir dit en présence de plusieurs personnes : « Des b[ougres] comme ça mériteraient d'être lapidés sur la place. »

7. Que devant la boutique de M. Claret, il avait dit qu'on avait écrit à son neveu pour faire venir des Piedmontais. — R. : qu'il ne se rappelle pas d'avoir dit qu'on avait écrit en Piedmont. Il ignore le temps et l'endroit et les personnes qui l'ont parlé.

8. [- - -]. — [R. :] nie d'avoir donné de l'argent pour venir à Sion.

9. Qu'il [y] avait un complot formé, que Guillot en était. — [R. :] ce qu'il nie.

10. D'avoir offert huit à dix louis pour tuer le lieutenant [Emmanuel] Franc. — [R. :] ce qu'il nie.

[11]. D'avoir dit dans un conseil du gouvernement : « Pourquoi le louez-vous tant ? diable ! le trouvez-vous tant bon ? » — [R. : - - -].

[12]. D'avoir dit à Morgin : « Dieu donne la force à la France, toutes ces troupes ne sont rien. » — [R. :] dit de ne pas se rappeler de ça. Qu'il y avait à Morgin M. Darbelley, le procureur de l'Abbaye [Joseph-Gaspard Exquis] ; que le procureur de l'Abbaye a dit : « On arrange en France les évêques, etc., les religieux, etc. » ; qu'il est vrai qu'il a dit à cette occasion : « Dieu donne *la force à la France*. »

[13]. De dire tout ce qu'il sait à l'occasion de la lettre qui a été écrite au neveu en Piedmont. — R. : qu'il ignore tout ça, qu'il n'a point connaissance qu'on ait écrit en Piedmont à son neveu Berchet pour faire venir des Piedmontois ; qu'il est vrai que son neveu ayant été ici, il y a deux ans, a dit : « Il y a en Piedmont de mauvaises gens, lesquels en les payant font de mauvais coups » ; que lui enquis n'a rien répondu là-dessus ; que c'était dans sa maison que son neveu [- - -]. Avoue d'avoir dit de faire réponse à LL. EE. de Berne et de se recommander à leurs amitiés et protections.

[14]. Interrogé s'il persiste à tout ce qu'il a avoué aujourd'hui, s'il croit avoir dit la pure vérité ? — R. : affirmativement, que du tort il n'a fait à personne.

[15]. Itérativement, s'il n'a rien à changer ni à diminuer à ce qu'il a dit aujourd'hui ? — R. : qu'il n'a rien à changer ni à diminuer.

[16]. Quelle conduite il a tenue du temps de la révolte contre Messeigneurs, du souverain et du depuis ? — R. : qu'il ne croit pas d'avoir manqué.

*Admonitus* : Vous savez les principaux points sur lesquels vous êtes chargé. Messeigneurs veulent bien que vous soyez délié et reconduit à l'endroit de votre détention pour y faire librement et franchement un aveu de la vérité ; à ce défaut vous devez savoir que Messeigneurs procéderont irrémisiblement à ce que les devis des lois prescrivent.

Etant délié, [il] s'est instamment recommandé aux bontés de Messeigneurs.



II. *Jean-Maurice Rey, Jean-Claude Defago, Pierre Rey  
et Gaspard Thomas.*

*Die 5<sup>ta</sup> novembris etiam fuit constitutus J.-M. Rey, presente dicto Petro Rey.*

[1]. Si c'est avant ou après le complot de l'Abbaye que J.-C. Defagoz a été chez lui ? — R. : qu'il croit que c'est un mercredi avant, qu'il se rappelle par rapport qu'il s'était préparé pour aller au marché ; qu'il croit avoir reçu le billet par un samedi.

*Inde dictus Petrus Rey sub reservationibus solitis ad locum detentorium deductus.*

*Inde dictus J.-M. Rey* a déclaré que lorsqu'on a parlé de contribuer chacun un écu neuf pour faire venir de ces livres Bovard de Bex en sa chambre, en présence de son frère Pierre, que ces livres feraient des mouvements parmi le monde, que son frère P[ierre] a dit qu'il [y] en aurait assez de bonne volonté qui mettraient [- - -]. Que le Borgne [Jean-Joseph] Durier est venu deux fois chez lui ; que premièrement [il] lui a proposé d'aller à la Val d'Illiez pour tirer vengeance de M. [l'abbé] Clemens qui les avait déclarés ; que lui n'ayant pas été de ce complot, il ne voulait pas y aller ; que deux jours après, étant revenu, [il] lui a dit de ne rien apporter d'armes.

[2]. S'il a connaissance de l'abbé Durier ? — R. : par ouï-dire, qu'il l'a vu souvent allant et venant de St-Maurice du temps de la révolte.

[3]. Lorsque le Borgne vous a dit la première fois, de quelles armes vous a-t-il parlé ? — R. : ignorative ; qu'il croit que c'est pour avoir la place de [l'abbé] Clement que les Durier étaient ses ennemis.

[4]. S'il n'a rien à changer à ce qu'il a déclaré ? — R. : affirmative, tel que s'il serait à la confession.

[5]. Quel discours son frère Pierre et J.-C. Defagoz ont tenu chez lui ? — R. : qu'ils avaient fait un complot pour aller à l'Abbaye, où il y avait des seigneurs d'Etat, auxquels ils voulaient faire contribuer une somme d'argent ; de s'emparer des cloches ; que lui y a consenti ; qu'on devait y aller avec des fusils ; qu'il ne sait plus qui a commencé de parler des armes ; qu'ayant demandé si Defagoz en était, Defagoz a répondu : « Foutre ! si j'en suis ! » Qu'on a dit d'y aller bien armés ; qu'il ne sait pas pourquoi ce complot n'aurait pas eu lieu ; qu'on n'a pas nommé les seigneurs à l'Abbaye, qu'il les ignore encore maintenant ; qu'il croit qu'on a dit que ces seigneurs y étaient pour arranger ces affaires de Verossaz ; qu'il ne sait pas dire la façon et pourquoi ils voulaient s'emparer des clochers ; qu'on n'a point dit combien on voulait les faire contribuer d'argent. Qu'il ne sait pas où est J.-C. Defagoz ni quand il lui a parlé la dernière fois ; qu'il croit que c'est la première fois que son frère [Pierre] et J.-C. Defagoz qu'ils ont été liés [?] ensemble.

[6]. S'il n'a jamais entendu dire des affaires de l'abbé Durier ? — R. : négative.

[7]. Comment il s'est laissé engager à ce complot, quel avantage il en espérait ? — R. : parce qu'on l'a sollicité ; qu'il n'a jamais pensé à l'intérêt, que pour lui il s'est laissé engager par semblant, que si son frère P[ierre] ne lui avait pas parlé, jamais il aurait [ - - ]. Qu'on doit comprendre la chose, que s'il avait eu intention que le complot s'exécutât, n'ayant point eu de contrordre, il aurait travaillé pour recruter des hommes. Qu'on [n']en voulait point aux religieux, qu'on en voulait à ces seigneurs, puisqu'on voulait y aller lorsque ces seigneurs y étaient ; que si ces seigneurs n'auraient pas eu d'argent, ces seigneurs s'en feraient donner par l'Abbaye. Et qu'il est prêt de soutenir en présence de J.-C. Defagoz ce qu'il avait avancé à sa charge.

*Inde constitutus J.-C. Defagoz pro 3<sup>tia</sup> [vice].*

[8]. S'il voit ici la personne, laquelle avec son frère Pierre [ - - ] ?

— Ayant examiné les présents, R. : affirmative, que c'est J.-Cl. Defagoz.

[9]. [ - - ]. — R. : avant le complot ; que c'est la première fois qu'il a eu connaissance de ce complot, et que c'est avant [d']avoir reçu le billet.

[10]. Interrogé J.-Claude Defago : Ce qu'il a à répliquer à la déclaration de J.-Maurice ? — R. : négative ; qu'il a été chez J[ean]-M[aurice] qu'une fois avec Pierre Rey et seulement après que ces seigneurs ont été partis \* et huit jours après le complot ; avoue que c'était un mercredi matin allant au marché étant revenu du Bios \* ; qu'il y est allé pour redemander le billet que Pierre Rey avait écrit de la Val d'Illiez à J[ean]-M[aurice] ; qu'on ne lui a jamais proposé de contribuer d'argent.

[11]. Interrogé J[ean]-M[aurice Rey] : S'il [est] vrai que J.-C. Defagoz était aussi échauffé que son frère Pierre ? — [R. : - - ].

[12]. Interrogé J[ean]-C[laude Défago] : Ce qu'il a à dire ? — R. : [ - - ].

[13]. Interrogé J[ean]-M[aurice] : Ce qu'il a fait du billet ?

— R. : l'avoir mis dans une mine.

[14]. Interrogé J[ean]-C[laude] : Si c'est avant ou après qu'on a mis des gens sur les armes à St-Maurice qu'il a été chez J[ean]-M[aurice] ?

— R. : après ; qu'on trouvera des preuves, d'autant qu'il a été avec P[ierre] Rey au Bios où il a resté au moins quatre jours ; que si Pierre dit autrement, il le soutiendra toujours de même.

*Ad haec ad detegendam veritatem super praetactam diem adductus fuit iterum Pierre Rey.*

[15]. S'il voit ici la personne qui a été avec lui chez son frère J[ean]-M[aurice] avant ou après le terme fixé pour le complot de l'Abbaye ?

— R. : que c'est J.-C. Defagoz ici présent, mais qu'il ne sait pas si c'est avant ou après, ni pour quelles raisons ils ont été chez J[ean]-M[aurice].

[16]. Si son frère racontait les circonstances, s'il pourrait s'y rappeler ?

— R. : peut-être bien.

[17]. Interrogé J[ean]-Maurice : De raconter les circonstances.

— R. : qu'on avait formé un complot pour aller bien armés à l'Abbaye pour se faire donner une somme d'argent à trois seigneurs d'Etat qu'il y avait ; qu'on devait s'emparer des clochers.

[18]. J.-C. Defagoz soutient y être allé après le départ de ces seigneurs pour demander le billet, dans lequel lui devait être marqué du complot et soutient qu'en entrant Pierre Rey lui a dit s'il voulait être ami de la liberté ; que lorsqu'ils ont été chez J.-M. Rey, J.-Maurice a dit qu'il n'en avait point.

*Post praetactas depositiones iterum dicti Petrus Rey [et] Joannes-Mauritius Rey sub protestatione solita ad cameras detentorias deducti fuerunt.*

[19]. *Tandem Gaspar[us] Thomas, presente dicto J.-C. Defago*, a soutenu que dit J.-C. Defagoz, lorsque lui enquis est venu chez Pierre Rey, J[ean]-C[laude] y était déjà. — R. [de] J.-C. Defago : qu'il prouvera par Claude-Jos. Avanthey et J.-Maurice Berrut.

*Tunc dictus J.-C. Defago ad locum detentorium reductus fuit.*

[20]. *Inde dictus Gasparus* [Thomas] interrogé s'il a dit la vérité ?

— [R. :] qu'il soutient le tout ce qu'il a déposé et approuve le tout tel qu'il l'a déposé.

*Tandem iterum declaravit nosse [?] uti in ultimo suo constituto sub 29<sup>a</sup> octobris declaraverat* et soutient que J.-C. Defago était déjà lorsque lui est arrivé chez P. Rey.

(N<sup>o</sup> 35, fol. 29-30 et 32-33.)

## 132

### Sion, 7 novembre 1791. — Délibérations de la haute commission.

Den 7. November, *presidente et assidentibus in ultima sessione notatis D. D.* [voir pp. 227-228]. Als hat :

1. Seine Sch. G. Herr Landtshauptman [Sigristen] der hohe Session angebracht, was massen S. H. F. gnaden [Blatter] in rucksantwort des an ihn belangendt den abbex Durier erlassen schreiben [voir n<sup>o</sup> 126, p. 246] durch den mundt seines Hr. Secretario [Valleran] vernennen lassen, das die hochwürdige Hr. zufolge aucthoris Reiffenstuel und nach ihren gewissen in entsprechung ihrer Sententz gehandelt hatten, werde aber Seine hochf. gnaden noch heute disse sache fehrners überlegen und weitere antwort der hohe Session ertheilen.

2. Berichtet hochvermelter H. Praeses, das der J.-C. Defago, da er von Wal d'Illiez alhier gebracht wurde, gelegenheit gehabt habe, mit dem Wachtmeister Jaquod zu reden und folgende Wörter auszusprechen *que s'il était dans le cas de rester ici, on sera obligé d'en faire encore venir d'autres.*

3. Wie das gester abendts der H. schreiber Zumoffen sich gestellet und demüthigist eine hohe Session anhalten wollen, das der process mit seinem Schweher Pierre Guillot gnädigist supersedieret, er wäre uhrbietig, in namen der kinderen Guillot, damit ihrer ehre verschonet wurde, eine Sumen Geldt, sowie die Lobl. Räth und Gemeinde aufferlegen wurden, zu verbürgen und dan zu entrichten, auch gemelten Schweher Pierre Guillot lebenslänglich in den Lobl. Zenden Leuck zu versorgen, übrigens wan auch schon sein Schwager, der schreiber Guillot, sich nacher Ferney [?] zu dem Jean Vite verfiaget, erbietig seye, genugsame *attestationes* einzubringen, dass der J. Vite in \* mindisten *ad testimonium* \* zu gunsten des inhaftierten vatter getrachte wäre bestochen worden.

4. Ob es nicht nöthig wäre, jene aufrierische Libells, so durch die Post von aussert Landts an unterschiedliche Personen bosshaftigterweise zugeschicket werden, abzuhalten, alle beste massreglen zu ergreifen.

Als hat sich eine hohe Session sich folgendermassen erklaret :

1. Belangendt den handel des abbex Durier wolle man auf die anheute von seiten S. H. F. gnaden einzukomende entliche resolution erwarten.
2. Was aber angehet die wörter, so der Wachtmeister Jaquod mit dem J.-C. Defago geredet, solle der Wachtmeister Jaquod constituieret werden.
3. Belanget das anbringen des Hr. Zumoffen, wegen seinen Schweher P. Guillot, da die H.H. Richter jene anverlangen des Hr. Zumoffen zu willfahren nicht auf sich nemmen wollen, folglich solle der Proces nach rechts form wider gedachten P. Guillot fortgesetzt, dessen zufolge anheute mit der Tortur, doch nicht langer als *per quadrantem horae*, beleget werden.
4. Damit denen üblen, sothane Incendiarische getruckte büchlein ausbruten kanten, solle dero Empfang, Lesung und Austheilung bey Leib straff und ungnadt verboten werden und demjenigen, welcher die übertretter entdecken wird, eine gebührende belohnung versprechen.

(N<sup>o</sup> 38, pp. 8-9.)

**Sion, 7 novembre 1791. — Interrogatoire du garde Jacquod, de Jean-Claude Défago (4<sup>e</sup>) et de Pierre Guillot (5<sup>e</sup>).**

**I. Le garde Jacquod.**

*Die 7<sup>ma</sup> novembris 1791, praesidente et assidentibus altifatis tit. Excellentibus perillustribus ac M.M. D.D. [voir pp. 227-228] ist der Wachtmeister Jaquod constituiret worden und befraget worden:*

[1]. *Ob er nicht auf der reise da der J.-C. Defago an hier gebracht worden, mit dem J.-C. Defago geredet ?* — R. : qu'il est vrai que les soldats qui ont conduit ici J.-C. Defago lui ont dit que, pour avoir été du complot avec d'autres contre l'Abbaye, dit J.-C. D[éfago] était obligé de venir à Sion. Que le soldat Bovard lui a raconté que dit J.-C. Defagoz lui avait dit que, comme on le faisait monter à Sion, on fera bien encore monter d'autres.

[2]. Que comme une personne l'a chargé que lui enquis Jaquot se serait chargé de recevoir dans le Bas-Vallais les griefs de Basvallaisans pour les faire passer dans les communautés des louables dizains ? — R. : négative.

[3]. Que comme on a dit que lui enquis a dû dire que si [Barthélemy] Thormas emmenait cinq cents hommes, ils suffiraient pour faire ouvrir les portes et qu'alors les L.L. Dizains de Sion et Sierre se joindraient à eux contre les autres L.L. Dizains ? — R. : négative.

## II. Jean-Claude Défago.

*Die 7<sup>ma</sup> novembris* a été constitué J.-C. Defagoz pour la troisième fois [sic].

1. Exhorté à déclarer s'il a à ajouter ou changer ? — R. : ne se pas rappeler.

[2]. Qu'il se rappellera des témoignages qui le chargent ? — R. : qu'on les lui a lus, mais qu'il croit avoir dit la vérité.

[3]. \* *Territio verbalis* \* Averti de faire la vérité entière et volontairement, de faire réflexion dans quel état il est ; que s'il ne se déclare pas volontairement, qu'à ce défaut Messeigneurs se verront obligés d'user des moyens que les lois prescrivent, et qu'ainsi qu'il ne devra s'imputer qu'à lui-même les remèdes que Messeigneurs se verront obligés de se servir ; ainsi de se déclarer s'il a quelque chose à ajouter ou à changer. — R. : qu'il croit avoir dit la vérité, d'avoir tout expliqué.

[4]. De répéter. — R. : qu'il croit être entré le dernier chez P[ierre] Rey ; qu'il lui a dit s'il voulait être un des amis de la liberté ; que P. R[ey] écrivait, qu'il lui a dit qu'il était déjà inscrit dans le billet. Que le jour d'après P. Rey lui a dit de dire à son frère J.-J. Rey, qui a dit ce qu'il voulait ; qu'il lui [a] dit qu'on avait tenu un complot pour aller [à] l'Abbaye où il y avait des seigneurs d'Etat, lesquels on voulait faire donner de l'argent ; que si ces seigneurs n[en] avaient pas, qu'ils s'en feraient donner à l'Abbaye. Que J.-Jos. [Rey] a dit qu'il avait déjà assez de péchés sur son corps sans se mêler d'une telle affaire ; qu'alors on n'a plus rien parlé. Que la chose du vicaire [Clément] est qu'un jour que P. Rey lui a dit de venir chez lui, qu'il y a été, qu'il [y] a trouvé M. l'abbé Durier et ses deux frères, qui lui ont dit d'aller chez M. Clemens pour [- - -] ; qu'il a dit à ses deux enfants de venir avec ; que le soir qu'on était convenu, il a mené ses deux enfants et qu'on est allé un peu loin de la maison du vicariat ; que comme il n'[y] avait point de lumière, on s'est retiré ; on est allé boire chez [Jean-Joseph] Avanthey ;

qu'ensuite il a été au Biot, où il a entendu parler d'un grand complot contre l'Abbaye. Ayant fait réflexion que Pierre Rey l'avait marqué dans un billet, étant de retour il a été avec P. Rey pour redemander ce billet, lequel lui ayant dit que c'était J[ean]-M[aurice] qui l'avait, alors on est allé chez lui.

[5]. Qui lui a dit qu'il [y] avait des seigneurs d'Etat à l'Abbaye ?

— R. : Pierre Rey.

[6]. Que comme il a dit qu'on devait faire venir du monde de delà du Rhone, de Verossaz, etc. ? — [R. :] que c'est Pierre Rey qui lui a parlé de cette façon.

[7]. Ce qu'il a entendu d'être amis de la liberté ? — R. : qu'il croit cela pour un badinage.

[8]. S'il sait d'où P. Rey voulait tirer du secours ? — R. : des Bernois, de Verossaz, que Pierre Rey a dit qu'on parlera de Bernois, de ceux de Verossaz ; qu'il n'a connu personne qui ait été content lorsque J.-J. Rey a témoigné ; qu'il ne voulait pas être de ce nombre.

[9]. S'il se rappelle comment il a parlé de ce complot la dernière fois ?

— [R. : - - -].

[10]. Ce qu'il entendait par ces paroles : « S'il voulait être un des amis de la liberté ? » — R. : qu'il a cru que comme on jouait c'était une affaire de jeu.

[11]. Quand il a parlé la dernière fois avant son arrivée dans la ville de Sion ? — R. : à personne, qu'il ne se rappelle pas.

[12]. De se ressouvenir quels discours il a tenus ? — R. : qu'à ceux qui l'ont arrêté et conduit ici, comme à M. le châtelain de la Val d'Illiez [Barthélemy Dognier] de même, comme il a raconté aujourd'hui à Messeigneurs, et ne se rappelle pas autrement ; de leur avoir dit de prier pour lui.

[13]. Si ceux qui l'ont conduit ici savaient s'il [y] en avaient encore d'autres dans le complot ? — R. : ignorative ; qu'il a déjà dit C.-Jos. Avanthey et [Jean-Joseph] Avanthey y avaient aussi été dans ce complot.

[14]. Il arrive souventes fois que lorsqu'on est pris, quand on a des complices on les nomme, de dire s'il n'en a point nommé ? — R. : sinon qu'il croit avoir dit que comme Claude-Joseph Avanthey y a été le premier jour avec eux ; qu'étant ici à Sion, il a dit qu'on le fera aussi venir.

*Inde iterato* il a été averti de dire la vérité et de ne pas obliger Messeigneurs d'user de remèdes que les lois prescrivent et *sub previa protestatione solita ad locum detentorium deductus fuit*.

### III. Pierre Guillot.

Ledit jour, conformément à la prononciation de Messeigneurs, Pierre Guillot a été constitué pour être attaché à la corde et levé en l'air durant un quart d'heure.

« Prévialement » on lui [a] représenté sa situation, de dire s'il n'a rien à ajouter ou à changer ? — R. : qu'il croit avoir dit qu'il fallait tuer tous ceux qui parlaient du mal de lui ; qu'il demande qu'on lui remémorie et déclare ce qu'il a déclaré dans la crainte ; qu'il n'a jamais donné de l'argent à J. Vite ; qu'il croit d'avoir dit des choses desquelles qu'[- - -]. Qu'il s'est trouvé au mois d'août sur la place à Monthey où il [y] avait Robriquet et [Jean-Claude] Thormaz ; que Robricquet a dit que [Emmanuel] Franc était malade, qu'il ne vivra pas longtemps ; que lui a dit s'il sautait, il ne me ferait pas de la peine ; que Robriquet a dit : « Me donnerez-vous les quatre louis, je le ferai assez sauter » ; que lui a répondu : « Peut-être bien » ; je ne croyais pas que Robricquet disait cela de bon cœur. « Vous m'avez parlé d'un complot du château [- - -]. J'ai avoué ce qui [s'] est passé en allant à Martigni ; voulez-vous que je vous dise d'avoir tué ou volé quelqu'un, j'ai déjà bonnement dit ; condamnez-moi à mort, j'aime mieux mourir [que] d'être mis à la question, j'avouerai tout ce que vous voulez, j'ai dit tout ce que j'ai offensé le souverain. »

On veut bien par une grâce spéciale vous répéter un des articles dont vous êtes chargé : [1<sup>o</sup>] D'avoir dit que M. Theiler n'aurait pas subsisté, qu'on avait écrit à des Piedmontais ? — R. : nie d'avoir dit qu'[il] avait écrit au neveu « horologer » [Baruchet].

2<sup>o</sup> : De dire ce qu'il aurait dit ou fait vis-à-vis de la m[union] ?

— R. : avoir été dans des maisons pour dire qu'on prépare la munition, qu'on ne savait pas ce qu'on pourrait avoir besoin.

*Inde postquam fuit ligatus* : « J'avoue et je veux qu'on marque qu'il a fait préparer la munition pour lorsque ceux du Haut-Vallais viendront. »

*Inde elevatus fuit* : Qu'il ne sait pas dire autrement, qu'il aime mourir, de lui dire ce qu'il faut dire, il le dira.

*Spatio 7 minutarum*, lié, il a été élevé en l'air.

Derechef assis, il a été exhorté de dire la vérité.

\* *Inde pro secunda per spatium octo minutarum elevatus* \*.

— R. : qu'il n'a fait de mal à personne ; de lui dire ce qu'il doit dire, qu'il le dira ; qu'il ne croit rien avoir fait contre le souverain ; que ce qu'il a parlé contre le gouverneur, contre les gouverneurs, qu'il a avoué et se rapporte à ce que le témoin a rapporté du discours qu'il a tenu allant à Martigni au sujet de M. Theiler, mais de n'avoir jamais fait une action contre le gouverneur. Nie d'avoir dit ni entendu dire qu'on ait écrit à son neveu l'« horologer » pour faire venir des Piedmontais. Avoue avoir été en liaison avec [Jean-Claude] Thormaz et [Louis] Robriquet, mais nie d'avoir donné les quatre louis ; s'être trouvé sur la place de Monthey avec Thormaz et Robriquet ; que Thormaz a dit que [Emmanuel] Franc était malade, qu'il était gros et gras, il ne la ferait pas longtemps ; que lui a dit s'il sautait, il ne lui ferait pas de la peine, qu'il lui ferait pas mal de donner quatre louis ; que Robriquet a dit : « Me donneras-tu les quatre louis ? » ; que lui a dit : « Peut-être bien », mais qu'il ne croyait pas que Robriquet disait cela de bon cœur.

*Inde* ayant été descendu et assis, a persisté d'avoir déclaré tout ; que samedi on l'a interrogé [5 novembre 1791, voir n° 131, p. 256], qu'il ne peut



dire autre chose, qu'il lui paraît qu'il en a déjà assez dit ; qu'il est bien vrai avoir dit, allant à Martigni, qu'il fallait tuer le gouverneur, mais que cela n'était qu'en paroles, mais qu'il ne croit pas d'avoir dit quelque chose contre le souverain.

Pierre Guillot a été derechef élevé durant l'espace de demi-quart d'heure et, ayant été redescendu sur la sellette, [il] a persisté qu'il ne sait pas autre [chose].

*Sub protestatione solita ad locum detentorium deductus fuit.*

(N° 35, fol. 33-36.)

## 134

### Sion, 8 novembre 1791. — Délibération de la haute commission.

Den 8. November, *Praesidente et assidentibus in hesterna Sessione nominatis tit. tit. D.D. excepto Primario Consule De Riedmatten in hac Sessione ante meridiem absente.*

Hat seine schaubare Weissheit den bericht eingelegt von der Conferentz, so mit dem hochwirdigsten Bischoffen [Blatter] in beyseyn mehreren H.H.H. Dumherren, belangendt den abbex Durier, gehalten worden, auf welchen eine hohe Session auf die wegen dissem Handel an den hochwürdigsten Dum Capitel erlassene protestatz zu beharren sich entsprochen.

(N° 38, p. 9.)

## 135

### Sion, 8 novembre 1791. — Interrogatoire d'Emmanuel Rey (3°) et de Joseph Carraux, dit « l'abbé » (2°).

#### I. Emmanuel Rey.

*Die 8<sup>a</sup> novembris* a été par-devant la haute session constitué Emmanuel Rey pour la troisième [fois].

[1]. S'il a fait quelques réflexions depuis sa dernière comparaisance ?  
— R. : qu'un jour son frère Pierre lui a fait dire de se trouver chez lui. Qu'un jour étant à la forge avec son frère, [il] lui a dit : « Nous devons y avoir trouvé J.-C. Defago et son frère » ; qu'on leur a dit de trouver quel-



qu'un pour aller chez M. Clemens ; que J.-Claude Defago a dit : « J'ai déjà été trouver un quart d'heure loin » ; qu'ayant été chez son frère J.-Jos[eph], il ne veut pas venir ; que son frère a dit [qu']il a déjà été chez Monseigneur, on l'a trouvé juste devant Monseigneur, il ne faut pas lui faire du tort ; que son frère J.-Jos[eph] n'a point voulu se mêler de ces affaires.

[2]. Vous avez dernièrement parlé d'une brebis ? — R. : que c'est par rapport que je désirais savoir si j'étais obligé de parler par-devant Messieurs contre mes frères, car on dit que contre ses frères on n'est pas obligé de témoigner.

[3]. Vous avez dernièrement déclaré que M. Durier a tenu des propos scandaleux au sujet des femmes. — R. : que son camarade, domestique des religieuses [« l'abbé » Carraux], lui a raconté que M. Durier a dit qu'il avait aussi serré des filles ; que son camarade lui a dit que M. Durier était à peu près comme un de nous autres ; que son camarade lui a raconté que, les vendanges de l'année passée, son camarade étant vers le chariot, M. Durier a dit : « Allons-nous-en boire un verre de vin, tu branleras la tienne et je branlerai la mienne » ; que lui n'a rien voulu faire de tout ça. Que l'abbé Durier avait dit : « As-tu fait ceci ? as-tu fait cela ? moi, je les arrange assez ». Qu'une fois l'abbé Durier était avec [Jean] Mellairet et toujours il voulait le toucher, mais qu'il n'était pas encore prêtre.

[4]. Si Pierre [Rey] ne lui a pas dit ce qu'il faudrait faire à St-Maurice ? — R. : qu'il lui paraît que Pierre lui a dit : « Nous nous parlerons là-bas » ; qu'il est possible qu'il lui a dit quoi, mais qu'il douterait qu'il lui a parlé de l'Abbaye, parce que Pierre a été le trouver chez lui au poêle et lui a parlé que son dit camarade étant deux ou trois ans écolier à Collombey, il lui semble que l'abbé [- - -]. Que son autre frère l'a aussi averti de ne rien faire ce que Pierre voulait faire à St-Maurice. Qu'on disait qu'il y avait à St-Maurice, à l'Abbaye, le grand bailli [Sigristen], M. [Gaspard-Eugène] Stockalper et un certain autre, qu'on voulait y faire du bruit, que ces seigneurs leur donneraient de l'argent ; que son frère Pierre a bien parlé à lui de St-Maurice et de l'Abbaye ; que s'il avait des amis, il devait aussi les amener. Qu'il supplie Monseigneur de lui permettre de faire écrire à sa femme, qu'il se porte Dieu merci encore assez bien, qu'il ne lui manque que la liberté, qu'elle ait soin de son ménage, qu'il espère dans peu de temps de la voir, n'ayant fait du mal à personne.

[5]. Quels discours il tient avec son compagnon ? — R. : [- - -].

[6]. Si son camarade ne lui a pas dit pourquoi il est ici ? — R. : d'avoir mal parlé contre le seigneur gouverneur, que le seigneur gouverneur avait cité un homme, que le seigneur gouverneur avait payé audit homme cité la journée de sa comparaisance, ce qu'ayant appris, comme il avait été aussi cité, il a été pour demander ses deux journées de comparaisance ; que le seigneur gouverneur l'avait pris par le bras pour le faire sortir ; il n'aurait pas voulu obéir ; le seigneur gouverneur l'aurait menacé de le faire mettre en prison ; qu'il aurait répondu qu'il n'avait qu'à l'y mettre.

## II. *Joseph Carraux, dit « l'abbé ».*

*Die 8<sup>a</sup> novembris* [fut] constitué Joseph Carraux, dit « l'abbé ».

[1]. S'il a fait quelques réflexions depuis sa dernière comparaisance ?

— [R. : - - -].

[2]. S'il connaît les prêtres de la Val d'Illicz et Trois Torrens ?

— R. : l'abbé Durier ; que l'année passée il a été pendant toutes les vendanges à Monthey ; que lui était avec les religieuses ; qu'il est venu plus de dix fois ; qu'il l'a demandé d'aller chez [Jean-Joseph] Defonte : « Nous ferons une chose les deux » ; que n'ayant pas voulu y aller, d'aller chez Jean Martin ; qu'il l'a invité plus de dix fois. Qu'il lui a dit qu'ils manieront la verge eux deux, que lui maniera la sienne et lui enquis la sienne ; que n'ayant pas voulu le faire, disant que cela n'était pas une action de prêtre ; qu'il lui a dit que cette semaine il ne disait pas la messe ; qu'ayant été chez J. Martin, [il] le touchait toujours entre les fesses, qu'il l'a pressé bien cinq fois pour cette action dans deux jours ; qu'il lui a dit si c'était le fils de Guillaume Jandet [Emmanuel], il le ferait bien aller ; que son camarade de chambre Emmanuel Borrasson lui a dit qu'il lui a aussi tenu de semblables propos ; que s'il avait consenti, l'abbé Durier aurait fait l'action.

[3]. Si dans ce temps l'abbé Durier avait bu ? — R. : qu'il n'a pas connu qu'il ait eu bu ; que lorsque l'abbé parlait de ces choses et lui tenait tels propos, il le demandait à côté, étant avec Jean-Maurice Vuillot, homme d'affaires des religieuses.

[4]. Quelle affaire avait dans ce temps l'abbé Durier à Monthey ?

— [R. :] que c'était d'abord après la révolte, que l'abbé a été toujours à Monthey durant ces deux jours après la révolte.

[5]. S'il s'en faisait des scrupules de ces affaires ? — R. : pas plus que rien, qu'il voulait lui payer à boire autant que tu voudras s'il voulait venir.

[6]. S'il [y] avait des filles dans le même endroit où il voulait le mener ?

— R. : que l'abbé lui a dit : « Nous en trouverons bien quelqu'une ». Que l'abbé Durier est maintenant ici, l'y ayant vu ; qu'il est prêt de le soutenir en sa présence ; qu'il connaît ledit abbé depuis près de dix ans, ayant été écolier à Collombey ; que l'abbé Durier lui a dit qu'il a aussi été à Monthey pour prendre le Petit-Rouiller ; que lorsqu'il lui a tenu ce discours la première fois à Monthey, sur le banc, sur la place, il ne se gênait point, seulement qu'il l'a demandé à côté pour que l'homme d'affaires des religieuses ne l'entendît pas ; et que l'abbé Durier a mis sa main deux fois entre les jambes de lui enquis ; que le fils de Guillaume Jandet aurait bien pu être en état de faire l'action que l'abbé Durier désirait, parce qu'il est un grand libertin ; que l'abbé Durier lui a dit : « Si tu n'avais pas fait tes pâques, je t'absoudrais bien ; si tu avais tué, « robé », je t'absoudrais bien » ; que ce n'est pas la première fois qu'il lui a tenu les susdits discours, qu'il lui a parlé des pâques ; à quoi il n'a rien répondu.

[7]. Si là-bas c'est la coutume de faire ses pâques aux vendanges ?

— R. : négative, mais que c'est à cette saison qu'il lui a tenu ces discours ; que durant que l'abbé Durier était écolier à Collombey, il était un bon libertin, qu'on ne croyait pas qu'il se ferait prêtre ; que lorsqu'il était écolier, ledit abbé lui a proposé d'aller veiller chez des filles.

[8]. S'il n'a rien trouvé dans ces mets ? — R. : j'ai trouvé un petit « ploton » de fil que j'ai posé de côté.

[9]. Si le monde avait bien de confiance à l'abbé Durier ? — R. : que comme il était libertin, on ne croyait pas qu'il se fît prêtre.

*Sub protestatione solita ad locum detentorium deductus fuit.*

(N° 35, fol. 36-39.)

136

**Sion, 9 novembre 1791. — Délibérations de la haute commission.**

*Den 9. dicti, Praesidente et assidentibus in hesterna Sessione nominatis E. E. perillustribus et Eximiis D. D.* [voir pp. 227-228].

[1]. Als hat eine hohe Session sich dahin entsprochen, das mit dem officier [Pierre] Rey mit der Sententz noch eingehalten werde bis die antwort von seiten eines hochw. Capitel, wie sie mit abbex Durier zu thun gesinet, einkomen seyn werde.

2. der P[ierre] Guillot solle mit weiterer tortur, \* mit einer quassation \*, belegt werden.

3. dass in anschau des Emanuel Rey, [Barthélemy] Thormaz und [Joson] Carraux die Sententz anheute getragen werden.

(N° 38, p. 9.)

137

**Sion, 9 novembre 1791. — Interrogatoire de Barthélemy Tormaz (3°)  
et de Pierre Guillot (6°).**

*I. Barthélemy Tormaz.*

*Die 9<sup>na</sup> novembris* a été constitué pour la seconde fois [*sic*] Barth. Thormaz, auquel a été exposé qu'il a eu le temps de faire réflexion de dire la vérité.

- [1]. Quelles réflexions il aurait faites ? — R. : je n'ai rien à dire.
- [2]. S'il se rappelle ce qu'il a confessé ? — R. : affirmative.
- [3]. S'il se souvient de toutes les demandes ? — R. : qu'il le croit.
- [4]. Ce qu'il aurait répondu sur la demande s'il connaissait des personnes dangereuses dans le gouvernement de Monthey ? — R. : qu'il connaissait Jean Vite et [Claude-Louis] Delersse et pas d'autres.

Ensuite on lui a exposé de bien prendre garde, suivant l'obligation qu'il en a, que les demandes qu'on lui fait, on est fondé de les lui faire, que ces demandes sont faites en conséquence des indices dont il est chargé.

— R. : qu'il n'a rien à dire.

- [5]. S'il a connaissance des indices, desquels il pourrait être chargé ? — R. : négative.
- [6]. S'il a des ennemis déclarés ? — [R. :] ignorative.
- [7]. Si personne lui a donné des marques d'inimitié ? — [R. :] négative.
- [8]. S'il veut qu'on lui fasse lecture des témoignages qui le chargent ? — R. : affirmative.

*Lectura petenti de testium depositione fuit facta.*

[9]. *Ad 1<sup>mi</sup> testis deponentis*, que Barth. Thormaz et [Claude-Louis] Delersse, etc., ont été à la maison de P. Guillot ? — R. : affirmative.

[10]. *Ad [- - -]*, que Barth. Thormaz et Jean Vite ont dit qu'on en voulait tuer six à Monthey ? — R. : négative.

[11]. Et *qu'il aurait dit* : « *Nous voulons tuer* ». — R. : négative.

[12]. Que le même témoin a déposé qu'on voulait tuer deux à Collombey, un à Mura, six à Monthey : M. [Hyacinthe] Darbelley, M. Gallay, le lieutenant [Emmanuel] Franc, J.-H. Franc, M. Devanthery, [Narcisse Pignat]. — R. : que le mardi de Pentecôte [14 juin], étant au jeu de quilles, que Jean Vite l'a fait monter à Monthey, qu'il lui a dit s'il voulait être d'un bal avec eux, qu'on voulait tuer les charge-ayants des communautés : que lui a dit que les leurs n'étaient pas si méchants ; qu'on lui a dit qu'il n'était pas content de tuer ses parents ; que lui a dit qu'il était vrai qu'il ne le voulait pas ; qu'alors on lui a dit de s'aider à tuer les autres ; que Delersse a paru content. Que Joson [Parvex] venant de Martigni, venant de la foire de Martigni, y est entré et a bu un verre de vin, disant : « Vous bâtissez bien une belle maison » ; qu'ils ont dit qu'on la mettra bas ce soir ; que Robricquet est venu avec... ; que Robricquet a chargé un fusil que Delersse lui avait donné, disant qu'il avait dix-huit cartouches à balle ; qu'étant arrivé vers la maison de M. Devanthery, [il] a voulu tirer à la fenêtre ; que son fusil a manqué ; qu'eux quatre qui étaient avec lui l'ont fait partir avec eux ; qu'il n'a jamais été en aucun complot que cette fois-là.

[13]. De dire quelles personnes étaient celles qui ont parlé de tuer.

— R. : qu'ils n'étaient qu'à trois, savoir Robricquet [- -] ; que de Jean-Joseph Durier il n'a point reconnu de mauvaises intentions.

[14]. A la lecture de celui qui [a] déposé que les chapeaux viendront à bon marché, — R. : avoir parlé lui-même l'exposant comme dans sa première comparaisance.

[15]. Sur la déposition que les Thormaz étaient du complot pour aller délivrer l'abbé Durier, — R. : que J. Vite avait dit qu'avec cent hommes on le délivrerait ; que J.-J. Durier avait dit qu'on ne devrait s'en prendre comme ça, qu'ils avaient la protection de Son Excellence et de l'abbé de Chaignon ; que J. Vite avait [dit] qu'il fallait ramasser des hommes par la Val d'Illiez ; que [Jean-Louis] Borrat a dit qu'il n'en ferait rien, sur ce que J.-J. [Durier] a dit que ce n'était pas le bon chemin.

[16]. Sur la déposition que Barth. Thormaz, au dire de J. Vite, était le chef du complot pour tirer le lieutenant [Emmanuel] Franc, le châtelain Galley et Devanthery, — R. : qu'il n'a point tiré de pierres, qu'il n'a point voulu s'en mêler, qu'il n'[y] a point eu de complot à Collombey ni qu'il sache autre part ; que [c'est] J. Vite qui a tiré des pierres contre la maison du lieutenant Franc, que c'était sur la fin du mois de juillet ; que c'est le mardi de Pentecôte que J. Vite a voulu tirer un coup de fusil contre la fenêtre de M. Devanthery, lequel il voulait tuer.

[17]. Sur le sixième [témoin Catherine Delherse], qu'il [a] entendu que Barth. Thormaz disait qu'il voulait tuer son frère et que Barthélemy Thormaz aurait dit que c'était dommage qu'il n'aurait pas pu tuer son frère.  
— R. : qu'il n'a jamais eu dispute avec aucun de ses frères.

[18]. Sur le septième [témoin], que Barth. Thormaz était le chef d'« une charvarie » tenue à Collombey, — R. : qu'il n'a pas été le chef, n'ayant pas été la première fois ; qu'il a bien été à « cette charvarie », et avec lui une trentaine de personnes qui sont tous ses parents, lesquels il n'est pas obligé de déclarer : J.-Joseph Ecœur, de Collombey le Grand, François Moche, J.-Jos. Borrat, de C[ollombey] le G[rand], domestique chez Marie [-Jeanne Vuilloud], Pierre-Hubert Turin, J.-Cl. et J.-Michel Charvaz frères, Jean[-Didier] Carro, P.-Claude Franc, Jean Bourqué, J.-P. Carron, Claude Charvaz, Hyacinthe Sarvaz, J.-P. Riondet, Christian Riondet fils, Joson Carraux, Pierre Carro, Maurice Franc, Pierre Franc, son père ; Joson Franc, de Monthey, [Claude-]Louis Delersse.

[19]. Combien de fois on a fait du bruit ? — R. : c'est depuis les fêtes de la St-Maurice une fois, deux fois la semaine ; avoir été présent lorsqu'on a mis bas le grenier ayant la plus forte portion ; que c'est lui qui a commandé de le mettre bas, disant qu'il payerait un pot ; que c'est la dernière fois qu'on a fait la « charvarie » ; n'avoir été ni la première ni [la] seconde fois.

[20]. Qui l'aurait invité ? — R. : qu'un jour, s'étant rencontré à boire ensemble, on l'a invité ; que son beau-père [Pierre-Maurice Du Fay] s'est marié vers carnaval ; qu'une troupe étant venue trouver son beau-père avec des violons, [ils] lui ont demandé deux écus blancs pour boire ; s'étant

remarié à un âge si avancé et comme après les leur avoir promis il n'a plus voulu les leur donner, que de cette affaire étant ennuyé, il a donné un écu de vingt batz.

[21]. Sur la déposition que la dernière fête de Pentecôte [12 juin - -], — [R. :] Jean [erreur : Claude-Louis] Delersse est venu le demander pour aller à Monthey avec J. Vite, que ce même soir J. Vite a mis en joue le fusil de Delersse après que J. Vite l'aurait chargé, mais que le coup n'a pas parti. Nie d'avoir enseigné de se faire dur ; qu'il demande que ceux qui ont dit de se faire dur paraissent en contradictoire, n'ayant pu enseigner ce qu'il ne savait pas lui-même. Que J. Vite a dit qu'il voulait qu'on lui rendit son livre, que celui qu'on lui rendait n'était pas conforme au sien, que c'était *Le Grand Albert*, qu'il ne l'a gardé que durant un quart d'heure le même jour, qu'il a seulement lu pour savoir si les filles étaient pucelles, si les femmes avaient eu affaire avec d'autres ; que J.-Maurice Donet l'aurait reçu de Delersse qui le tenait de J. Vite ; que le fils de Humbert Franc avait perdu le véritable livre qui contenait, au dire de Vite, bien d'autres secrets ; que Vite a dit que s'il avait son véritable livre, il se tirerait de partout.

[22]. Sur le dire du témoignage qui dit que [Barthélemy] Thormaz est sorti pour parler au soldat nouveau venu [- -], — [R. :] que ce jour-là J.-Jos. Borrat y était, c'était le jour de la St-Laurent [10 août], que Delersse ayant démenti J.-J. Carroz, Carroz l'empoigna, et que comme on est venu un peu près de lui, il aurait donné avec le demi-pot sur la tête qui a saigné. Nie d'avoir parlé ce jour avec Jean Vite. Avoue avoir été avec J. Vite le jour de la St-Pierre [29 juin] et ledit J.-Jos. Borrat chez [- -].

*Territio verbalis.* Il a été avisé que s'il persiste à ne pas déclarer la vérité, il doit s'imputer à lui-même si Messieurs sont obligés de procéder aux devis des lois pour parvenir à la vérité ; ainsi qu'il doit faire les justes réflexions pour dire la vérité lorsqu'il sera constitué.

## II. *Pierre Guillot.*

*Die 9<sup>ma</sup> novembris, pro 4<sup>ta</sup> [sic], constitutus P. Guillot.*

[1]. Exhorté de faire réflexion s'il n'a rien à ajouter ou à changer à ce qu'il a dit ? — R. : qu'il avoue avoir dit, sur la place à Monthey, en présence de plusieurs, qu'il donnerait dix louis pour tuer ceux qui ont parlé mal de lui devant le souverain. Qu'il ne sait plus rien à ajouter, qu'il ne sait point d'avoir donné à Thormaz quatre louis d'or. « J'avoue avoir dit que le premier gouverneur qui viendra, je le tuerai, et l'avoir dit sur la place à Monthey après que M. Schiner est parti » ; c'était un vendredi, en public, qu'il ne se rappelle pas qui y était présent.

[2]. D'où vient qu'il a parlé ces paroles, ça dénote un discours précédent ? — R. : qu'il y avait plusieurs qui tenaient de pareils discours en l'air, en badinant.

*Petenti lectura facta fuit.*

[3]. De se rappeler qu'il a été chargé avoir en particulier correspondance avec J.-C. Thormaz, Robriquet et J. Vite. — R. : avoir été souvent avec Thormaz et Robriquet, qu'ils étaient amis ensemble ; avoir été trois fois avec J. Vite.

[4]. Si l'un ou l'autre de [ - - ] ? — R. : que [Jean-Claude] Thormaz lui a dit qu'avant la foire de Martigni [14 juin 1791], il [y] avait un complot de tuer une vingtaine de personnes, de Martigni à Vouvry, et cela lui avoir raconté chez lui en juin : savoir les châtelains Fumey et [Emmanuel] Cornut ; à Viona, Delset, que ce sera peut-être le métral [Jean] Delset ; à Collombey, l'officier lieutenant [Pierre-Didier] Fay, l'économe Maurice Vuillot ; à Monthey, six : [Narcisse] Pignat le tanneur, le châtelain Gallay, le lieutenant [Emmanuel] Franc, l'officier [Jean-Joseph] Defonté, le capitaine Devanthery ; de St-Maurice, Pyttier, le châtelain [Jacques de] Quarteri ; à Martigni, le lieutenant Voluz. Qu'ayant demandé quel intérêt il y avait, qu'il a répondu qu'il y avait des bourses là ; que cela se devait exécuter le jour de la foire de juin de cette année [14 juin 1791] ; que [Jean-Claude] Thormaz n'a pas voulu déclarer les associés à ce complot, qu'il lui a répondu que cela ne se disait pas ; qu'il lui [a] demandé quel intérêt, *ut supra*.

[5]. Pourquoi le complot n'a pas été exécuté ? — R. : ignorative.

[6]. S'il n'a eu aucune autre fréquentation avec Thormaz ? — R. : que Thormaz lui a dit qu'il fréquentait un de Bex, qu'il lui racontait les affaires de Berne et Geneve.

[7]. S'il a connaissance de ceux qui l'ont accusé devant le souverain ? — R. : négative ; avoir [dit] cela pour épouvanter ceux qui parlaient mal de lui.

[8]. Vous avez dit que vous étiez ami avec M. Devanthery ; quelle part avez-vous prise pour M. Devanthery sur ce que Thormaz vous a parlé qu'il y avait un pro[ - - ] ? — [R. : - - -].

[9]. Quelles réflexions il aurait faites sur ce qu'un témoin a déclaré qu'il avait dit qu'on avait écrit en Piedmont ? — [R. : - - -].

[10]. Que comme il a dit qu'il avait été commander d'avoir la munition prête, quand il a fait ce commandement ? — R. : avoir été en sept à huit maisons pour demander s'ils avaient de la munition de guerre prête.

[11]. Par quelle raison ? — R. : par crainte, comme il se faisait des complots.

[12]. Exhorté de faire attention que Messieurs ne font rien sans raison ; ainsi qu'il doit dire la vérité sur les charges dont il a été chargé ; à ce défaut, on procédera contre lui par degré à la torture. — [R. :] dit qu'on a bien tenu un discours qu'un certain colonel Courte devait descendre avec les Haut-Valaisans pour massacrer les Basvallaisans, qu'on ne laisserait pas pierre sur pierre.

[13]. Ce qu'on a répondu là-bas ? — R. : n'avoir rien répondu, qu'il n'a



aucune connaissance d'aucun complot, sinon ce que [Jean-Claude] Thormaz lui a parlé.

Sur quoi Pierre Guillot, \* à trois heures et cinq minutes \*, a été élevé sans pierre ; *post* huit minutes *usque* à quinze minutes, il a été descendu sur la sellette, a persisté à dire qu'il n'avait rien à ajouter.

[14]. Exhorté de dire la vérité, qu'à ce défaut il sera derechef procédé à la question, — [R. :] qu'on fasse de lui ce qu'on voudra.

A cinquante-six minutes, dit P[ierre] G[uillot] a été élevé ; ayant resté élevé jusqu'à sept minutes après quatre heures, il a été derechef placé sur la sellette, a persisté de n'avoir rien autre à déclarer, qu'il ne sait quoi dire ; qu'il peut bien être qu'il aurait dit qu'on pouvait écrire, mais qu'il ne s'en rappelle point et il ne croit pas l'avoir dit.

[15]. De dire quelle connaissance il pourrait avoir du billet qu'on dit qu'on aurait écrit ? — R. : n'en avoir aucune, que c'est un tort qu'on lui fait.

[16]. Dit P[ierre] G[uillot] ayant été assis jusqu'à trente-deux minutes après les quatre heures, il a derechef été élevé. — [R. :] qu'il peut prouver avoir dit des choses qu'il n'a pas faites, qu'on doit avoir pitié d'un pauvre vieux comme lui.

A quarante-cinq minutes, il a été derechef descendu et placé assis sur la sellette et avec toute précaution délié et ses bras remis en leur place.

[17]. Etant remis de sa faiblesse, on lui a sérieusement représenté de faire réflexion pour qu'à la première constitution il dise la vérité et s'épargne de plus grandes souffrances, auxquelles immanquablement on procédera s'il ne déclare pas la vérité sur les cas dont il est chargé. — R. : qu'il a déjà tant avoué et même plus qu'il n'a fait, qu'il a dit et avoué la pure vérité.

Sur quoi il a été reconduit au lieu de sa détention.

(N° 35, fol. 40, et n° 15, fol. 41-43.)

## 138

### Sion, 10 novembre 1791. — Délibérations de la haute commission.

*Den 10. dicti, Praesidente et assidentibus in hesterna sessione nominatis tit. EE. et Magnificis D.D. [voir pp. 227-228].*

Als hat der würdigste hochvermelte Praeses den anfang gemacht mit dem Vortrag, ob nach denen schon genomen constitutis, erfolgten Confrontationen *et* abgehörten aussagen aller oder einten und anderen deren inhafftierten man mit dem spruch eines endtsurtheil schreiten wolle, oder ob man mit dem Pierre Rey bis die Sach mit dem abbex Durier erörteret seye [- - -].



Als hat sich eine hohe Session nohtwendig erachtet, anheute einzuhalten mit tragung der Sententzen, folglich, da der officier [Pierre] Guillot gestern freywillig von einem ihm durch den [Jean-Claude] Thormaz wider mehrere guttgesinten vorsteheren des Unteren-Wallis in lesten Junio verabredeten Complot bekänet hat, und versprochen anheute mehreres an tag zu legen, auch solle der officier [Pierre] Rey *ad torturam* geleyet, wie auch der J.-J. Durier *realiter* terrieret werden; auch alle Rechtsmittel anwenden, das solche Complot entdeckt werden. Mit der verabredeten protestatz an den H. W. Dum Capitel solle man bis morgens einhalten.

(N<sup>o</sup> 38, p. 9.)

### 139

**Sion, 10 novembre 1791. — Interrogatoire de Pierre Guillot (7<sup>e</sup>), de Jean-Joseph Durier (3<sup>e</sup>), de Pierre Rey (8<sup>e</sup>), de Jean-Louis Borrat (3<sup>e</sup>), de Jean-Joseph Durier (4<sup>e</sup>) et de Pierre Rey (9<sup>e</sup>).**

#### I. *Pierre Guillot.*

*10<sup>ma</sup> novembris 1791* a été constitué amiablement Pierre Guillot.

[1]. Il lui a été représenté que c'est à sa propre demande faite hier à la question et d'hors que Messeigneurs ont bien voulu se transporter ici pour entendre ce qu'il a à dire. — R. : qu'il a tout dit ce qu'il a [à] dire, sauf ce qui s'est passé avant la révolution; que le lendemain de la révolution, M. le major [Isaac] de Rive lui a dit d'aller vite, que ceux de [- - -]; que le château était vide; que lui comme premier sergent a dit de mettre une forte garde; que [le] lendemain on a envoyé son fils [Barthélemy] pour faire la tournée dans le Haut-Vallais; qu'il croit que c'était [Jean] Delset, de Viona; qu'on parlait déjà des cocardes; que [- - -]; qu'étant l[à] haut, il a vu Pignat et [Joseph-Antoine] Franc qui avaient leur chapeau sur la tête avec la cocarde; qu'on [a] pris le chapeau à M. Quarteri et on lui a rapporté le chapeau avec la cocarde. Que lui devait faire un repas pour un limitage de la montagne, où devaient assister les deux gouverneurs; qu'étant allé à St-Maurice chez M. [Jacques de] Quarteri, qu'il lui a répondu qu'il se trouvait obligé d'écrire à M. l'intendant de Tonon [Pescatore]; qu'étant de retour à Monthey, sur la place, il a dit qu'il tuerait le premier gouverneur; qu'on a ensuite assemblé le conseil, en ensuite le gouvernement, qu'on [a] fait la représentation du gouvernement à l'Etat pour la révolution, qu'on est venu chez lui prendre le repas.

[2]. Que Messeigneurs [ont] attendu un récit de tout ce qui a suivi la révolution. — R. : que M. le major de Rivaz était écrivain; que ceux de Monthey sont allés tous à St-Maurice pour faire un accord et une union; que

M. Devanthery a représenté de prendre tous la cocarde ; qu'il est vrai d'avoir dit qu'on devait avoir de la munition pour les nécessités qui pourraient arriver ; que plusieurs disaient qu'il fallait avoir de la munition en cas que ceux du Haut-Vallais venaient ; qu'il entend que, après la révolution, ayant chassé les gouverneurs, qu'on s'entendait de se revenger contre le Haut-Vallais. Que le messenger de Berne est venu chez lui boire ; que les uns ont dit qu'il fallait faire une réponse, les uns d'une façon, les autres d'une autre façon ; que lui a dit de la faire tenir par exprès.

[3]. Si personne n'a passé le Rhone durant la révolution ? Si M. Gallay est le seul qui ait passé à ce temps le Rhone ? — R. : tantôt l'un tantôt l'autre ; que Delmonté a aussi passé et le lieutenant [Emmanuel] Franc ; qu'il ne se rappelle pas des autres.

[4]. Pourquoi son fils préférablement à d'autres il a été député dans le Haut-Vallais ? — R. : qu'il ne se mêlait pas de ça.

[5]. Qui était le plus échauffé à Monthey le jour de la révolution, et le jour que lui enquis est revenu de Monthey s'il y avait sur la place des prêtres ? — R. : qu'il ne se rappelle pas ; que [Jean-Claude] Thormaz a été avec lui à St-Maurice, que Robricquet a été le jour devant à St-Maurice ; que Guillot [*sic*] était aussi avec lui enquis allant à St-Maurice.

[6]. Quelle a été sa voix pour [la] révolution ? — R. : que la sienne était de la révolution, comme les autres, qui étaient contents de la révolution. Sur les réserves déjà énoncées [- - -].

[7]. Quelles réflexions il a faites sur les autres cas dont il est chargé ? De déclarer toute la connaissance qu'il a, tant des lettres que des billets qui ont été écrits. — R. : qu'il n'a pas pu réfléchir davantage, qu'il est déjà assez honteux d'avoir fait ce qu'il a déclaré.

[8]. Que Messeigneurs ne font aucune question sans raison, que les témoignages qu'on a sont tels qu'ils obligent Messeigneurs de se servir de moyens pour parvenir à la vérité. — R. : qu'il peut [y] avoir de faux témoins, que c'est un grand tort qui lui est arrivé, qu'il a bien avoué des choses.

[9]. De faire réflexion que Messeigneurs sont fondés [- - -]. Qu'il y a un témoin digne de foi qui dit que l'enquis a dit qu'on avait écrit [en Piémont] et qu'il y a des circonstances qui sont analogues à ce témoignage.

— R. : que si cela était, il le dirait, que c'est un grand tort qui lui arrive ; que si cela était, il l'avouerait et [ne] s'exposerait pas à des souffrances si terribles ; que Messeigneurs ne savent pas si cela existe.

[10]. Que pour qu'il [ne] puisse aucunement se prétexter d'ignorance, qu'on lui [a] déclaré qu'après le premier témoignage, il y a un autre témoin qui dit que son propre neveu lui a dit qu'on avait écrit à Milan pour faire venir des gens pour tuer M. Theiler. — R. : que si son neveu le dit, il est obligé de l'avouer d'avoir fait écrire, qu'il se rapporte à ce que son neveu dit ; qu'il aime mieux mourir que tant souffrir à la torture ; que s'il y a deux témoins contre lui, il se rapporte à ce qu'ils disent ; que Messeigneurs fassent de lui ce qu'ils jugent à propos.

[11]. Quelles réflexions il a faites sur ce qu'il a dit qu'il {y} avait eu un complot de tuer, en juin dernier, vingt personnes depuis Martigni à Vouvry ? — R. : d'avoir raconté hier tel comme Thormaz le lui avait confié ; que Thormaz n'était pas obligé de lui déclarer les complices ; que Thormaz lui avait dit qu'on lui aurait rapporté qu'il {y} avait eu un complot tel, sur lequel lui enquis n'a d'autre connaissance.

[12]. Que Messieurs attendent toujours une déclaration mieux circonstanciée touchant le complot qu'il a raconté, d'autant qu'il [a] eu l'effronterie de « recacher » bien longtemps des choses qu'il a ensuite avouées et que son complice lui-même, savoir Louis Robricquet lui-même, a dit que lui enquis en était du complot, ce que Jean Vite, son ami, a aussi déposé.

— R. : J. Vite est un fripon coquin et point mon ami ; ce n'est pas un honnête homme puisqu'il a décampé ; n'avoir pas été trois fois avec Jean Vite ; c'est une fausseté qu'on dit de lui ; qu'il [a] beaucoup d'ennemis par rapport des affaires du procès ; qu'on s'informe de tout le gouvernement de Monthey si chacun ne dira pas que Guillot est un honnête homme.

Il lui a été exposé que s'il n'a d'autre chose à dire de se retirer, qu'on l'a fait constituer sur sa demande de hier, qu'il doit faire réflexion que Messieurs se réservent toujours contre tout ce que les devis des lois prescrivent.

*Inde ad carceres reductus fuit.*

## II. Jean-Joseph Durier.

*Die predicta, Jean-Joseph Durier, pro 3<sup>a</sup>, constitutus fuit.*

[1]. De dire quelles réflexions il aurait faites ? — R. : dit avoir menti ; il en demande pardon, car il est que trop vrai avoir été avec Jean Vite et Barth. Thormaz et avoir jeté une pierre contre les fenêtres du lieutenant [Emmanuel] Franc et, l'épouvante l'ayant pris, il s'en est sauvé derrière la maison de M. [Nicolas] de Quarteri ; que les autres en ont jeté plusieurs ; ils ont resté un bon moment ; qu'il croit qu'ils venaient de la Maison jaune ou de la maison de Jean Martin, où ils avaient bu ; qu'il a été de suite chez lui et les deux autres ont passé bas.

[2]. Si les deux autres ont jeté tous les deux ? — R. : que Jean Vite a jeté le premier ; qu'il croit que l'autre a aussi jeté.

[3]. Exhorté de déclarer la vérité, s'il n'a aucune connaissance de complot ? — R. : qu'il n'a aucune. Que Jean Vite est venu le chercher pour le solliciter de se joindre pour aller sortir son frère l'abbé ; qu'une autre fois Jean Vite, le Gros-Belley et Barth. Thormaz déjà devant sont venus le trouver lui \* pour cela ; qu'ensuite on lui a proposé, étant sur la place, savoir J. Vite, Claude [-Louis] Delersse et Barth. Thormaz l'ont invité d'aller boire avec eux chez J. Martin ; que Barth. Thormaz n'a rien dit ; Jean Vit a dit \* de faire un marché avec eux, qu'ils voulaient s'assembler une troupe, qu'on voulait tuer une vingtaine, premièrement le gouverneur [Pierre-Antoine Preux], le châtelain Gallay, etc. ; que dans la chambre il y avait plusieurs, dans la chambre

chez Jean Martin ; que c'était avant le temps de venir chercher son frère, comme il croit avant qu'on a jeté les pierres ; que dans la chambre y étaient le capitaine Derupte et bien d'autres ; que J. Vite a parlé à basse voix ; que Delersse a dit que si le gouverneur ne faisait pas du tort, les autres en faisaient assez ; que l'autre n'a rien dit. Qu'un autre soir, il trouva allant chez J. Martin le Petit-Jeandet [Jean-Didier], l'arrêta et l'obligea de boire un verre de vin et s'arrêta ; que Bartholomé Thormaz est venu et, la chandelle ayant été apportée, que J. Vite et Delersse sont sortis ; que huit hommes étaient à la chambre ; que la femme de Delersse [Julienne Meythiaz] est venue demander son mari, qui est sorti, et eux ayant bu ils sont sortis. Jean Vite est venu ayant le fusil en main ayant huit cartouches, disant qu'il voulait s'en servir, qu'il savait manier un fusil, disant que c'était Delersse qui [le] lui avait prêté ; qu'il croit qu'il avait au moins quinze cartouches ; que s'étant éloigné d'eux, il a chargé le fusil ; que l'intention de J. Vite voulait tirer à la fenêtre du châtelain Galley ; qu'ils ont couru pour lui ôter le fusil ; qu'ensuite il est descendu de vers la maison de M. Deventhery, contre laquelle il mit en joue et que, ayant voulu décocher son fusil, le coup n'était pas parti, et il a armé la seconde fois ; qu'eux sont accourus pour lui ôter le fusil et le lui ont ôté ; qu'il a dit qu'il voulait [- - -].

[4]. Si lui déposant a prévenu le seigneur gouverneur du complot dont il avait entendu ? — R. : je ne sais personne qui l'ait prévenu, et moi non plus.

[5]. S'il sait de quelle manière ils voulaient s'y prendre pour tuer le gouverneur et les autres ? — [R. : - - -].

[6]. S'ils étaient tous du même sentiment ? — R. : que lorsque lui a dit que le gouverneur était un honnête homme, que celui qui tue se tue, personne a plus parlé, hormis que Delersse a dit : « Si le gouverneur ne fait pas du tort, les autres en font assez. »

[7]. S'il croit Claude [-Louis] Delersse capable d'exécuter de tels complots ? — R. : qu'il ne sait rien dire ; que J. Vite disait que les charge-ayants les avaient vendus dans la révolte passée, que pendant que ceux-là seront, il [- - -].

[8]. Que quatre n'auraient pas suffi pour tuer tant de personnes ? — R. : que lui a répondu qu'il ne voulait du mal à personne, que celui qui tue se tue ; que J. Vite a répondu : « Nous sommes déjà trois bons gaillards et vous en ferez un quatrième et nous en chercherons encore d'autres. »

[9]. *Territio realis*. On a ensuite exposé audit enquis de faire réflexion sur sa situation, que les indices dont il est chargé obligent Messieurs de [se] servir des remèdes suivant le devis des lois contre lui pour avoir la vérité de lui, et que s'il ne déclare franchement la vérité, il doit savoir qu'il sera attaché à la corde qu'il a devant les yeux, la pierre qui est à son côté lui sera attachée à ses pieds, ses mains garrottées sur son dos et de cette façon élevé en l'air. — R. : ne s'être trouvé que ces deux fois dans un complot ; que s'il était au moment de la mort, il ne pourrait dire autrement.

[10]. Etant sur la sellette, ayant les mains liées sur son dos, l'enquis a été

exhorté de dire la vérité, que c'est encore le temps de prévenir les suites de la torture. — R. : qu'il lui est impossible de parler et de dire autre chose. Que vis-à-vis des affaires de là-bas, sa conscience ne lui reproche rien autre chose ; qu'il est bien vrai qu'il a manqué à l'égard de Monseigneur l'évêque [Blatter] devant M. le chanoine [Xavier] Preux, par-devant lesquels il a menti, ayant dit qu'il [y] avait un complot de cent soixante hommes, il [y] en avait aucun hormis les cinq qui avaient ce [- - -] : J. Vite, J.-C. Thormaz, Robriquet, Barthélemy Thormaz et J.-Louis Borrat ; que c'est J. Vite qui a fait la première proposition de son chef ; que J. Vite a dit qu'il était fâcheux que, après ce que son frère avait pensé faire pour le public, il fût encore détenu à Sion ; que si son frère l'abbé n'avait pas consenti et ne s'était pas trouvé avec son dit frère à l'assemblée à Monthey, où Pierre Rey l'a invité, si son frère ne l'avait pas précipité, il ne se serait trouvé nulle part ; que c'est son frère qui est la cause de tout ce qu'il souffre ; que du temps de la révolte il se trouvait dans tous les conseils, dans toutes les assemblées ; que son frère voulait tout savoir, il voulait tout arranger, il voulait faire un code.

[11]. Ce que les autres ont répondu à la proposition de J. Vite pour aller sortir son frère à Sion ? — R. : que comme il a répondu qu'il ne fallait pas se prendre de cette façon, ils n'ont plus rien dit ; que les susnommés ne lui ont parlé que cette fois.

Ensuite, l'ayant avisé que, dans l'attente, à la première fois qu'il sera constitué, il fera un aveu sincère de la vérité, Messeigneurs veulent bien ordonner qu'il soit délié et reconduit dans le lieu de sa détention.

[12]. Si tout ce qu'il a déposé aujourd'hui est vrai ? — R. : affirmative, et qu'il est prêt à le soutenir par-devant qui que ce soit.

### III. Pierre Rey.

[1]. *Pro 7<sup>ma</sup> [sic], die 10<sup>ma</sup> novembris*, Pierre Rey a été exhorté de dire la vérité : s'il n'a rien à ajouter, changer ou diminuer à ce qu'il a déjà déposé touchant le complot ? — R. : qu'il ne peut rien ajouter, ayant fait tout son possible pour se « remémorer », quand il faudrait mourir.

[2]. Sur quoi on lui a exposé que les indices dont il est chargé sont de nature à ne pouvoir croire qu'il ait déclaré ce dont il lui est connu sur les questions qui lui ont été faites ; ainsi que Messeigneurs sont obligés de procéder suivant le devis des lois, \* *primus gradus torturae* \*, par conséquent qu'il va être dépouillé de ses habits, assis sur la sellette, ses mains liées et la pierre attachée à ses pieds. — R. : avoir dit la vérité, qu'il n'a rien sur sa conscience que ce qu'il a déjà dit, n'avoir d'autre connaissance que ce qu'il a dit du complot de l'Abbaye et ce que J.-Louis Borrat lui a dit devant la maison de lui enquis, devant la foire de septembre dernier, qu'on devait s'assembler trois cents à la foire de Monthey pour ravager Monthey ; qu'il n'y avait personne présent qu'eux deux.

[3]. De réciter les paroles de J.-Louis Borrat. — [R. :] « T'a-t-on point écrit » ? Ayant dit que non, [il dit :] « Pourtant on te devait écrire. Nous

sommes déjà trois cents qui devons nous assembler dans la fin de Monthey pour ravager Monthey. » *Reliqua ut supra.*

[4]. S'il sait personne qui ait eu connaissance de ce complot ?  
— R. : négative.

[5]. Pourquoi il n'a pas récité ci-devant le discours et propos de J.-L. Borrat tel qu'il l'a raconté aujourd'hui ? — [R. : - - -].

[6]. Pourquoi ce complot n'a pas été exécuté contre l'Abbaye ? — R. : que la première fois on est resté à la proposition et la seconde fois on n'a rien parlé, parce qu'on voyait bien que cela était impossible de l'exécuter ; que la lecture du livre les a portés à croire que les magistrats faisaient tort ; que c'est aussi la lecture du livre qui a porté à projeter contre l'Abbaye.

[7]. Que tant tes aveux que les témoignages font croire que tu as engagé du monde à la Val d'Illiez, dans le gouvernement de Monthey et dans plusieurs endroits, si tu n'as jamais rien offert pour engager ? — R. : négative, je ne le crois pas.

[8]. Peut-on croire qu'ayant adressé ton frère [Jean-Maurice] d'aller chez ce Borrat [erreur : Bovard] de Bex pour l'exécution du complot de l'Abbaye, sans que vous ayez eu d'autres « entreparloirs » plus précis à ce sujet ? — R. : avoir dit la vérité. Que c'est de son frère J[ean]-M[aurice] et du Bernois qu'il a entendu les mots : « Chers amis de la liberté. »

[9]. Pourquoi il a nié le propos de J.-Louis Borrat tel qu'il l'a déclaré aujourd'hui ? — R. : qu'il croyait l'avoir déjà déclaré.

*Sub protestationibus solitis ad carceres reductus fuit.*

#### IV. Jean-Louis Borrat, Jean-Joseph Durier et Pierre Rey.

##### *Die predicta Jean-Louis Borrat.*

[1]. S'[- -] ? — R. : avoir dit un jour s'il n'avait point reçu de lettres ; ayant dit que non, « je suis surpris, pourtant on écrit tous les jours des lettres et on n'a point de nouvelles. » Qu'étant procureur de sa sœur Marie[-Christine] à Conthey, et que comme on ne savait où était devenue sa sœur n'ayant point de nouvelles [- - -]. Que J.-M. Berrut lui a dit qu'il n'ait pas voulu être du complot ; que lui avait été invité par Pierre Rey-Borrasson ; que lui était venu chez P. Rey-Borrasson, qu'il lui a dit qu'ils étaient une grande troupe pour aller le lendemain ; qu'après vêpres, ayant été appelé chez P. Rey-Borrasson, il lui a dit de venir veiller ce soir, que quatre devaient venir de là-bas ; que lui étant obligé d'aller le lendemain à Trois Torrens, il est parti à ce moment. L'« ostant » [Gaspard] Thomas est arrivé à ce moment ; qu'on lui a dit qu'ils avaient un complot pour aller à St-Maurice ; que lui est parti à Trois Torrens, où il a couché chez Nicolas Mettiaz ; qu'il a resté quatre jours ; que le mercredi sont venus quatre qui ont travaillé [- - -].

[2]. S'il sait si ce complot de l'Abbaye a été exécuté ? — R. : négative ; que le samedi suivant il a appris que le mercredi [- - -]. Qu'il croit qu'un



des quatre qui devaient venir de là-bas était Gaspard Thomas ; qu'un jour qu'il a été à Monthey, Jean-Claude Thormaz l'a demandé de venir boire avec eux à Monthey chez [Jean Martin] où était J. Vite ; que J.-C. Thormaz lui a dit : « Nous avons bien fait peur à Son Excellence. »

[3]. En quel temps il a parlé de cette affaire avec P. Rey-Borrasson ? — R. : que c'était un dimanche [6 février 1791] avant le conseil du gouvernement, avant carnaval, la dernière [- - -], que l'officier Guillot lui a dit que ses frais lui seront payés, ayant été obligé de venir deux fois à Monthey.

[4]. S'il sait si [- - -] ? — [R. : - - -].

[5]. S'il a connaissance de d'autres complots ? — R. : que J. Vite lui a dit s'il voulait être du nombre, qu'on voulait faire une « charrivari » ; avoir à ce sujet averti tous deux à [Narcisse] Pignat et à Claret ; avoir vu J. Vite avec [Louis] le fils de maître Louis[-Marie Robiquet] monter à Champéry ; que J. Vite lui [a] parlé de cela au bureau de la Val d'Illeiez, en présence du Petit-Borrat et plusieurs autres.

[6]. S'il a connaissance qu'on ait donné la « ballarde » ? — R. : que dans cette « ballarde » devait être une troupe de la Val d'Illeiez et de là-bas.

[7]. S'il sait pourquoi on voulait donner cette « ballarde » ? — [R. :] ignorative.

[8]. Quand est-ce que Barth. Thormaz lui a raconté ça ? — [R. :] il croit au mois de mai dernier.

[9]. S'il connaît l'abbé Durier ? — R. : affirmative.

[10]. S'il sait où il a passé l'été dernier ? — R. : avoir entendu qu'il a été en prison à Sion.

[11]. S'il n'a aucune connaissance de d'autres complots ? — R. : ignorative ; avoir été à la foire à Bex avec Fr[ançois] Borrat et Cl.-Humb[ert], fils de Claude-Maurice Defago.

[12]. Ensuite on lui a exposé qu'il [est] survenu une nouvelle déclaration qui dit que J.-Louis Borrat était un de ceux qui voulaient être pour délivrer l'abbé Durier. — R. : négative.

[13]. Que J.-Louis Borrat a demandé à l'officier [Pierre] Rey s'il n'avait reçu des nouvelles, etc. ; pourtant on devait lui écrire ; qu'on était déjà trois cents, etc. — R. : négative, que cela est faux, qu'il en demande des preuves.

[14]. Ensuite on lui a exposé qu'il doit imputer à lui-même les remèdes que Messieurs seront obligés de servir. — R. : que si un témoin le dit par serment, il est content.

Sur quoi [on a] introduit J.-Jos. Durier.

[15]. Interrogé s'il voyait ici un de celui qui ait voulu être un de ceux pour venir délivrer à Sion l'abbé Durier ? — R. : que c'est le présent J.-Louis

Borrat ; que cela a été parlé à Monthey chez J. Martin, présents J. Vite, J.-C. et Barth. Thormaz, J. Vite, Robricquet et lui enquis. Qu'il a été à Monthey le jour que J.-J. Durier déclare, mais de ne se rappeler qu'il ait été question de cette délivrance ; avoir été avec eux chez J. Martin ; que c'est le même jour que J. Vite lui a parlé de la « ballarde », ce que cependant J.-Jos. Durier soutient d'être vrai ; qu'il lui paraît que J.-Louis a même dit qu'il n'était pas un des plus peureux.

[16]. Si la [- -] ?

*Tunc introductus [fuit] l'officier Pierre Rey.*

[17]. Interrogé si la personne [est ici] qui lui a dit si on ne lui avait pas écrit, que pourtant on devait lui écrire, qu'on était trois cents hommes pour aller saccager Monthey ? — R. : affirmative, le J.-Louis Borrat.

[18]. P. R[ey] dit que J.-Louis Borrat lui a encore dit qu'il croyait avoir quelque chose à lui montrer et, touchant dans sa poche, disait : « Je ne l'ai pas ici. » — [R. :] J.-Louis persiste n'avoir jamais parlé ainsi, bien qu'il a été question des lettres qui doivent venir touchant les affaires de sa sœur [Marie-Christine].

[19]. *Postmodum*, on l'a prévenu que puisque Pierre Rey, en sa présence, a soutenu que lui enquis a parlé de trois cents hommes, il doit déclarer la vérité, qu'à ce défaut Messeigneurs se trouvent obligés à procéder aux moyens que les lois prescrivent. Et comme il persiste à prétexter son ignorance sur ce cas, alors \* *territio realis* \*, assis sur la sellette, les mains liées sur le dos, la corde devant ses yeux [- -]. — [R. :] qu'un jour « Moman » [= Barthélemy], frère à François Thormaz, de Collombey, chez J. Martin, lui montrait une petite boîte pleine de billets blancs écrits ; [en] ayant pris un, [il] ne l'aurait su lire, que c'était une écriture en latin ; en été dernier, qu'il aurait rendu le billet ; qu'il disait s'il vient à quelque chose, il sèmerait les billets ; que c'était un mercredi, en été, lorsqu'on faisait les foins.

[20]. De déclarer toute la connaissance qu'il a du complot de cent soixante hommes. — R. : n'avoir aucune connaissance.

[21]. Comment Messeigneurs peuvent-ils croire qu'il dit la vérité, puisque lui enquis a avisé lui-même [- -] Franc [erreur : Narcisse Pignat] de ne pas sortir la nuit lorsqu'il entendrait du bruit.

*Inde exhortatus* de faire des réflexions sérieuses et de dire la vérité lorsqu'il sera reconstitué, *sub protestatione solita ad locum detentorium deductus fuit.*



**Sion, 11 novembre 1791. — Délibérations de la haute commission.**

Den 11., *Praesidente et assidentibus in hesterna sessione nominatis D. D.* [voir pp. 227-228] *Excepto Domino Protocapitano [Theodulo] De Torrente*, an welchen Tag die Constituten vorgesetzt worden.

Dan hat tit. Herr Praeses der hohe Session vorgetragen, das der Castlan von Martinacht angezeigt, was massen der Michel Roullier sich ausser Landt begeben wolle und um ein Passeport anhaltet, als eine hohe Session verordnet, dass die obrigkeit von Martinacht ermanet werde, dass die befreüte des gedachten Roullier ein wachtsames aug auf selben haben und auch der Landtshutter zu St-Morizen desswegen ermanet werde.

Dan hat tit. Herr Landtvogt von Monthey [P.-A. Preux] vor eine hohe Session sich gestellet anzeugend, das er würcklich auf seiner rucksreiss nacher Monthey begriffen seye, habe aber einer hohen Comission vor seiner abreise vorzutragen nohtwendig erachtet:

1. Angezeigt, das der Hyacinthe Coppet wehrend seiner abwesenheit von der gefangenschafft entwichen seye, ob disses durch hinlässigkeit oder bosheit des Weibels, wie disses schon zwey mahl geschehen, widerfahren seye, nun ist seine frage, ob wegen dissem der weibel solle von seinem ambt solle entsetzet werden. Da dan wegen der flucht des Copet ein process muss angestellet werden, als erwartet er hierüber [- - -].

2. Das laut dem schreiben des Castlan Plumex (welches *sub data 7<sup>mae</sup> hujus* heute abgelesen worden, wodurch er seine lebensgefah S. grossmächtigkeit Hr. Landtshauptman an tag leget) es das ansehen habe, das dem Hyacinthe Coppet aus der gefangenschafft wäre geholffen worden von übel gesinten, folglich durch ein Complot; erwartet hierüber wie auch was mit dem flichtigen Thormaz und Robricquet.

(N<sup>o</sup> 38, p. 10.)

**Sion, 11 novembre 1791. — Interrogatoire de Pierre Guillot (8<sup>e</sup>),  
de Barthélemy Tormaz (4<sup>e</sup>) et de Jean-Louis Borrat (4<sup>e</sup>).**

*I. Pierre Guillot.*

[1]. Le 11<sup>me</sup> [novembre], dit Pierre Guillot constitué pour la [huitième fois], auquel on a exposé que, suivant les réserves de son avant-dernière et dernière [comparaisance], de faire réflexion [- - -]. — R. : que s'il y a deux témoins

qui ont dit qu'il existe une lettre qui ait été écrite, qu'il prie de les faire venir pour déclarer en sa présence ; qu'il ne sait pas seulement le nom de baptême de son neveu « l'horlogier » [Baruchet], que de sa vie il n'a écrit à cet homme.

[2]. Qu'il est chargé qu'il ait offert vingt-cinq louis. — R. : qu'il ne peut concevoir comme on peut tant dire de choses contre lui, que cela n'est pas, n'ayant jamais offert cette somme ; qu'on examine bien les choses ; qu'il peut [y] avoir des témoins qui ne sont pas suffisants ; qu'à l'égard de ce que [Jean-Claude] Thormaz lui a déclaré sur le complot de tuer vingt personnes, il n'en sait pas plus que ce qu'il a déclaré.

[3]. S'il n'a rien à changer sur les interrogats qui lui ont été faits jusqu'à présent ? — [R. :] qu'il a toujours avoué la vérité ; qu'il demande la grâce de faire écrire à son neveu en Piedmont ; que, dans la question, il avouera tout ce qu'on voudra ; qu'il n'a aucune connaissance du billet dont on lui parle.

\* *Pro 3<sup>a</sup> [vice] ad torturam fuit positus.* A neuf heures et cinquante et une minutes, ses mains ont été liées et la pierre unième a été posée et attachée à ses pieds. \*

Etant assis et dans cette situation, il a persisté à demander qu'on écrivît en Piedmont pour qu'injustice ne lui arrive pas ; qu'à la torture il avouera tout ce qu'on lui demandera, ce qu'on souhaitera, ce qu'on voudra ; qu'il ne peut avouer ce qu'il n'a pas fait ; qu'on le tourmente ce [= sans] qu'il ait fait aucun mal ; que le bon Dieu et la Ste-Vierge lui donnent la grâce de soutenir le martyre ; qu'on écrive en Piedmont à l'égard de cette lettre.

\* A soixante minutes, c'est-à-dire à dix heures précises, il a été élevé avec la première pierre aux [pieds] ; à dix heures, on l'a redescendu ; à douze minutes, il a été assis sur la sellette. \*

[4]. Alors, assis, [il] a été exhorté de dire la vérité. — R. : qu'il croit qu'on ne peut lui refuser la grâce d'écrire en Piedmont à son neveu, que lui enquis n'a jamais écrit ni fait écrire cette lettre, qu'il n'a aucune connaissance de cette lettre.

[5]. Que, suivant les indices dont il est chargé, on a [le] droit de lui demander la déclaration de ce qui lui est connu sur tous les complots qui ont été tenus durant et après la révolution ; qu'à ce défaut on va continuer la question. — R. : qu'il ne peut rien dire autre chose, qu'il ne peut pas dire ce qu'il n'a pas fait, qu'il ne sait rien qu'il n'ait pas avoué, qu'on le soupçonne à tort.

[6]. De dire la vérité. — R. : qu'il ne sait rien dire de plus.

\* A trente et une minutes, la corde a été tendue, et à trente-trois minutes, il a été élevé avec la pierre hors de terre ; à quarante-trois minutes, la pierre a touché terre, et à quarante-quatre, les pieds, et à quarante-quatre et demie, il a été assis. \*

L'enquis étant descendu et assis a persisté de n'avoir aucune connaissance de cette lettre, qu'il prie qu'on écrive à son neveu pour savoir la vérité ; qu'il

n'a jamais été question de faire venir des Piedmontais ; d'avoir déjà dit tant [de] fois ce qui lui était connu ; qu'il n'a d'autre connaissance que ce qu'il a déclaré ; que si Messeigneurs ont des indices, ce sont de faux témoignages ; qu'on a que trop de connaissance que les témoins sont dangereux ; qu'on doit être assuré que s'il savait quelque chose, il le dirait assurément pour s'épargner de si douloureux tourments ; qu'on doit avoir compassion de lui, qu'on l'a déjà assez [fait] souffrir. Avoir déjà avoué qu'on faisait faire cela par des étrangers, que cela était facile : que les uns parlaient à des autres [- -]. Avoir avoué qu'il a parlé de cela à son neveu.

[7]. Comment on est tombé sur ce discours ? — R. : que c'est avant trois ans que son neveu et lui enquis ont tenu ce discours chez lui à Monthey ; qu'il [y] avait en Piedmonts de mauvaises gens, lesquels en payant tuaient un homme ; que c'était au sujet d'un intendant, mais qu'il ne se rappelle pas plus ce qui a précédé ou suivi ce discours.

[8]. Exhorté de dire la vérité. — R. : qu'il supplie qu'on lui pardonne, d'avoir pitié de lui ; et [il] a continué de demander l'assistance [de] Dieu et de la Ste-Vierge.

\* A onze heures et onze minutes, on a commencé à tirer la corde ; à quatorze minutes, la pierre a été hors de terre ; à vingt-quatre minutes, la pierre a touché terre ; et à vingt-cinq minutes, il a été assis derechef sur la sellette et a été délié et les bras derechef [- -]. \*

Alors il a été derechef exhorté de dire la vérité, de réfléchir à quels tourments il s'expose ; qu'il doit savoir que les indices dont il est chargé obligent Messeigneurs à suivre ce que les lois prescrivent ; qu'il doit faire une déclaration circonstanciée et détaillée sur tous les points dont il a été interrogé.

L'enquis n'a rien répondu.

Sur quoi, sous les protestes usitées, il a été reconduit au lieu de sa détention.

## II. Barthélemy Tormaz et Jean-Louis Borrat.

*Die predicta* a été constitué Barthélemy Thormaz.

[1]. Quelles réflexions il aurait faites depuis sa dernière constitution ? S'il n'[- -] ? — R. : qu'il n'a rien sur sa conscience qu'il n'ait pas déjà déposé, qu'il ne peut dire autre chose sans faire tort à sa conscience.

[2]. *Lectura illi fuit facta depositionum ab ultimo constituto.* — R. : qu'il n'en a point jeté, ayant entendu que le lieutenant [Emmanuel] Franc, lorsque J. Vite avait jeté des pierres, le lieutenant [- -].

[3]. Autre déposition qui porte que lui a été présent lorsque Jean Vite et [Claude-Louis] Delersse [- -]. — R. : avoir été présent avec Delersse et J. Vite lorsqu'on a invité J.-Jos. Durier pour aller boire chez J. Martin.

[4]. Sur [le] troisième : sur l'intention de délivrer l'abbé Durier, — R. : n'avoir point donné son consentement pour aller délivrer l'abbé Durier. Avoir été avec J. Vite et Delersse, J. Jos. Durier, Robricquet, J.-Louis Borrat

chez J. Martin ; que J. Vite a tenu le propos de s'assembler une vingtaine ; que lui n'a répondu un seul mot ; que J.-Jos. Durier avait répondu que là n'était pas le bon chemin ; que J.-Louis Borrat a dit qu'il ne voulait point engager de ceux de la Val d'Illicz pour cela ; ils ont dit que l'abbé Durier était un bon citoyen qui avait toujours soutenu le paysan du temps de la révolte et toujours ; qu'il ne sait pas quel c'est, mais que ce doit être un monsieur qui [a] épousé une demoiselle de Sion qui a parlé à l'abbé Durier par une fenêtre lorsqu'il était en prison à Sion. Que l'abbé Durier, à ce qu'il a entendu dire, a été à Collombey lorsqu'on est venu prendre le Petit-Rouillier.

[5]. S'il n'a connaissance d'aucun autre complot ? — R. : négative, sauf avoir entendu dire qu'on avait tenu les portes fermées à St-Maurice et qu'on fait la garde.

[6]. Troisième ouverture : qu'il a ouvert, en été, durant les foins, un mercredi, chez J. Martin, une petite boîte pleine de billets écrits et qu'il a dit que s'il arrivait quelque chose, il en sèmerait ? — R. : négativement.

[7]. Et si une personne soutenait en sa présence avoir vu ladite petite boîte ? — R. : je voudrais la voir ; qu'il en a assez de boîtes pleines de papiers de la maison.

Alors a été constitué J.-Louis Borrat.

[8]. Interrogé si la personne qui lui a montré la petite boîte pleine de billets et qui lui a dit que s'il arrivait quelque chose, il en sèmerait [- -] ? — R. : affirmativement, lui avoir montré une petite boîte de velours pleine de billets ; qu'à l'égard du dire qu'il en sèmerait s'il arrivait quelque chose, il le croit, il lui paraît qu'il a parlé de cette façon.

[9]. L'enquis Thormaz répond avoir été avec J.-Louis Borrat chez J. Martin, en été, lorsqu'on faisait les foins ; qu'il avait des boîtes dans lesquelles il tenait des remèdes pour guérir le bétail, enveloppés dans des billets.

[10]. J.-Louis Borrat ayant été enquis sur la forme des billets a dit que c'était un petit billet un peu long.

[11]. Thormaz a voulu déclarer en présence de J.-Louis Borrat qu'une fois J. Vite est venu à Monthey vers la maison de J. Martin ; [il] leur a dit que le même J. Vite aurait dit que J.-L. Borrat devait descendre chez le seigneur gouverneur ; que ç'a été cette année, en été ; le dimanche avant, lui avoir montré la boîte avec les billets ; que J.-Louis Borrat craignait que le gouverneur le mette en prison ; qu'il avait commission de chercher du secours pour le délivrer en cas qu'on le mît en prison : J.-Pierre Jeandet, de Collombey, etc. ; qu'il croit que J.-Jos. Durier y était aussi à cette occasion chez J. Martin.

[12]. S'il a connaissance quel secours J.-L. Borrat demandait par J. Vite ? — R. : que si le gouverneur le mettait en prison, pour le sortir ; qu'étant à Monthey vers la maison de J. Martin, J. Vite l'a fait monter pour boire un verre de vin ; que c'est le même jour qu'il a vu [- -].

[13]. J.-L. Borrat nie avoir donné commission à J. Vite de chercher du secours pour le délivrer en cas que le gouverneur le mettait en prison. — [R. :] Avoir paru au château, et n'avoir aperçu aucun que les deux qui étaient avec lui ; que dans cette boîte il [y] avait environ trente billets.

J.-L. Borrat ayant été reconduit dans le lieu de sa détention, [fut] interrogé Barth. Thormaz.

[14]. Ce qu'il avait écrit dans ce billet ? — R. : que ceux qui portent le plus pour guérir les bêtes qui sont attaquées du mal du quartier sont écrits ayant les mots : « Commencez à fendre en croix » ; qu'il tient ces billets dans sa garde-robe où il a ses papiers, dans un tiroir ; qu'il ne peut se rappeler s'ils sont dans une boîte ; que les billets sont écrits de sa propre main, en français.

[15]. Comment ces billets se doivent administrer ? — R. : la forme et manière de les fendre l'avoir appris sur le Chomel, auteur ; que Maurice Vieux les aura vendus à J.-M. Torrente ; qu'il donne des remèdes avec les billets ; ne se pas rappeler d'en avoir débité de ces mêmes billets le susdit jour. Que c'est le même jour que J. Vite lui a dit avoir appris, le dimanche, à la Val [d'Illiez] que J.-L. Borrat devait descendre de la Val d'Illiez au château le même jour ; que J.-L. Borrat craignait d'être mis en prison ; que ce même jour, ayant passé chez J. Martin, il y a trouvé J.-L. Borrat et, lui ayant parlé, qu'il lui a dit avoir déjà été au château.

[16]. S'il n'a pas été présent ? — R. : qu'un jour, la troisième fête de Pentecôte dernière [14 juin 1791], J. Vite disait qu'il fallait tuer les premiers de Collombey : le lieutenant [Pierre-Didier] Fay et Maurice Villioud, disant que ceux-là étaient les plus méchants ; que [Claude-Louis] Delersse, J.-Jos. Durier étaient présents ledit jour, que Jean-Louis Jeandet y était ; mais comme on parlait à basse voix, il ne croit pas qu'il ait entendu ce discours chez J. Martin, à la chambre du milieu qu'on a tenu ce discours. Que Claude [-Louis] Delersse était consort avec J. Vite, parce qu'ils l'ont invité d'aller boire un demi-pot avec eux ; qu'ils ont dit que le même soir ou au plus vite on voulait faire un bal, s'il en voulait être ; qu'ils lui ont parlé de ça vers le Cornioleys ; que lui a demandé explication de ce bal ; qu'ayant été chez J. Martin, ils ont derechef tenu le propos [- -] ; qu'un des deux dit : « On dit que pendant que la « charrivary » durerait, il fallait faire ce bal » ; qu'ils ont parlé à basse voix ; qu'il ne sait pas pourquoi le bal n'a pas eu lieu ; que lui a dit que ces deux officiers étaient de braves gens et ses parents, qu'il ne voulait point s'en mêler ; que contre le gouverneur, il n'a point entendu parler, sinon qu'on voulait l'épouvanter, c'est-à-dire lui faire peur.

[17]. *Ad expositionem territionis realis*, posé sur la sellette, ayant les mains liées sur son dos, et la corde et la pierre devant ses yeux, l'enquis a répondu : « Je suis entre vos mains, faites de moi ce que vous jugerez à propos ; je prie de me donner le temps jusqu'à demain pour me réfléchir ; je dirai la vérité. »

[18]. Exhorté de commencer, — R. : que le billet qu'il a montré à J.-Louis Borrat était pour se faire dur ; que c'est à la demande de Jean Vit, qui a dit

que quelqu'un en pourrait avoir besoin, qu'il en voulait donner à J. Vite, à J.-L. Borrat ; que J. Vite savait qu'il avait ce billet des [- - -].

[19]. De dire pourquoi les susnommés viendraient dans le cas de se faire durs ? — [R. :] que le mardi de Pentecôte [14 juin 1791], J. Vite, en présence de Delersse, a dit à lui que J.-L. Borrat devrait être le chef qui devait descendre à cheval de la foire de Martigni ; que le mardi J. [- - -] ; que J.-Louis Durier devait être du nombre ; que Delersse a prêté à J. Vite le fusil ; que personne a eu de fusil que J. Vite ; n'avoir rien entendu parler contre le gouverneur, sinon qu'on voulait lui faire une épouvante.

[20]. S'il en [a] averti le seigneur gouverneur et les autres ? — R. : négative, personne, sinon longtemps après avoir parlé à [Jean-Didier] Jeandet. Que, au dire de Durier, J.-Louis Borrat devait être le chef ; que le mercredi il en a parlé au même J.-Louis Borrat ; qu'on disait qu'il devait être le chef ; que J.-L. Borrat a dit que puisque personne était venu, la chose restait ; qu'il en a aussi parlé à J.-Jos. Durier ; qu'il a répondu qu'il le savait.

[21]. Pourquoi on en voulait à ces Messieurs de Monthey ? — R. : parce qu'ils avaient fait manger l'argent de leur communauté ; que ces billets on devait les manger ; qu'il ne sait pas si J. Vite l'a mangé ; que c'est par ordre de J. Vite qui avait ce secret dans un livre ; que dans ce billet étaient écrits les mots suivants : *Anas Dei sanabit ovem*, avec trois X, ce qu'il a trouvé dans un livret ; que moyennant ça, on restait vingt-quatre heures dur ; que personne en a eu que J. Vite ; les avoir montrés à J.-L. Borrat, à Louis Robricquet, qu'il n'est pas sûr à J.-C. Durier ; qu'on devait commencer cette danse en même [temps] que « la charivarie », mais d'un côté [- - -] ; qu'on devait prendre les outils de la forge de Delersse pour enfoncer les portes ; qu'on devait chasser ou tuer ; que J. Vite a chargé en sa présence, qu'il leur a montré des cartouches à balle ; qu'à Monthey on devait chasser ou tuer les chefs, et à Collombey le lieutenant [Pierre-Didier] Fay, Joson Fay et [Maurice] Villioud ; que le Borgne [Jean-Joseph] Durier, Delersse, J. Vite et Louis Robricquet en avaient connaissance ; n'avoir parlé à d'autres qu'à ceux-là ; qu'entre les chefs il n'a pas compris Devanthery, parce que Devanthery était toujours pour les petits, mais Gallay, les deux Franc [Emmanuel et Hubert] et [Narcisse] Pignat, parce que Devanthery a toujours soutenu les communiens et pas la bourgeoisie. Que sans J.-Louis Borrat, il n'aurait point été question [- - -] ; que ces billets, il [les] aurait donnés à ceux qui les auraient demandés ; que pour lui le croyait « la la », qu'il voulait en faire un assez, que J. Vite avait *Le Grand Albert* ; que la raison qui les a portés à concevoir le projet de tuer ou chasser, c'est le discours que les autres ont tenu, c'est-à-dire parce que les mêmes chefs de Monthey ont été cause que les communautés ont mangé leur argent.

Comme vous avez dit que demain vous direz la vérité, Messeigneurs veulent bien vous faire rentrer dans le lieu de détention, mais en vous avertissant de faire de sérieuses réflexions.

*Sub protestationibus ad locum detentorium detentus [fuit].*

**Sion, 12 novembre 1791. — Délibération de la haute commission.**

Den 12<sup>ten</sup>, *Praesidente et assidentibus in hesterna sessione presentibus D. D.* [voir pp. 227-228] *Excepto Domino Consule [Januario] De Riedmatten*, seynd die Constituta fortgesetzt worden.

(N<sup>o</sup> 38, p. 10.)

**Sion, 12 novembre 1791. — Cinquième interrogatoire de Jean-Louis Borrat, de Jean-Joseph Durier et de Barthélemy Tormaz.**

**I. Jean-Louis Borrat.**

*Die 12<sup>a</sup> dicti, Praesidente et assidentibus E. E. Magnificis D. D. in hesterna sessione nuncupatis D. D., exceptis Domino Primario Consule [Januario] De Riedmatten et Protocapitano [Theodulo] De Torrente absentibus, fuit constitutus Joannes-Ludovicus Borrat*, sérieusement [- - -].

[1]. Comme il lui a été demandé, un jour de dimanche, après [avoir] été à Collombey, il aurait été à Monthey, chez J. Martin ; après avoir été au poêle dessus, est descendu au [- - -] ? — [R. :] avoir été à la boutique par « Moman » [= Barthélemy] Thormaz où était [- - -]. Qu'on [Jean Vite] lui a dit : « Tu es un bon enfant, te faut chercher un certain nombre de bons lurons » ; qu'un dimanche matin, Jean Vite est venu à la Val d'Illiez et lui a dit qu'il allait à Champeri ; que le mercredi, étant venu au marché, il est allé boire chez Joson Blanc où, ayant bu, il est parti jusqu'à Troistorrent où il a bu ; que le dimanche suivant, est descendu à Monthey pour les vendanges ; que le mercredi [5 octobre 1791], un monsieur avec deux soldats l'ont pris et mis aux arrêts ; n'avoir fait du mal à personne ; que le complot s'était fait à la Val d'Illiez ; il n'y a pas été ; que le dimanche [6 février 1791] après les « cries », [Pierre Rey] l'a averti de venir chez lui où il n'a pas été ; que, après vêpres, l'officier [Pierre Rey] l'a derechef demandé et, qu'ayant été chez l'officier Rey et ayant été demandé à part à la cuisine et ayant appris de quoi il était question, il n'a rien voulu. Que là [étaient] J.-C. Durier et J.-J. [Rey], et Emmanuel Rey-Borrasson lui a dit : « Il faut aller boire un coup avant de commencer un complot » ; que J.-Maurice Berrout lui a ensuite raconté pourquoi il n'aurait pas voulu être du complot ; que lui leur a répondu, le dimanche, qu'il ne voulait pas aller [en] bas à St-Maurice sans savoir pourquoi ; que [Jean-]Baptiste Rey lui a dit que comme qu'il soit, il fallait que



M. Clemens [- - -] ; que le dimanche du complot [6 février 1791], l'officier Rey avait tendu sur les fenêtres une couverte ; que c'était vers l'angélus lorsqu'il a été chez l'officier Rey, qu'il lui a dit que [- - -] ; que J.-M. Berrout lui a dit qu'on voulait tuer celui qui dénoncerait le complot ; que ledit J.-M. Berrout lui [a] raconté qu'ayant raconté cela à sa femme [Marie-Josèphe Thomas], elle l'avait déclaré au vicaire [Clément] ; que ce dimanche était avant carnaval, à ce qu'il croit après Noël, qui était le dimanche avant le compte du gouvernement ; qu'il ne sait ni qui est l'auteur, ni qui a invité, ni pourquoi il n'a pas eu lieu ; que c'est la femme de J.-M. Berrout qui [l']a déclaré au vicaire ; et le vicaire, soit qu'il ait écrit, soit qu'il ait dénoncé ce complot [l'a déclaré] à l'Abbaye ; que, au dire de l'officier Rey, on devait descendre à St-Maurice le lendemain ; que le même dimanche, il a couché à Troistorrens chez J.-C. Meittiaz ; J. Bovar, de la Vall d'Illiez, Pierre Borrat, [Jean], le frère de M. [Pierre-Maurice] Meilleiret, quoique les mêmes avaient aussi promis de venir, lui ont dit qu'ils ne pourraient venir jusqu'au mercredi, ce qui lui a fait croire qu'ils avaient aussi été dans le même complot.

[2]. De dire ce qu'il a aperçu des billets qu'il a déclarés hier ? — R. : qu'il n'a pas aperçu pourquoi [Barthélemy] Thormaz montrait ce billet ; que c'était un jour de fête [29 juin 1791].

Exhorté de dire la franche vérité, de savoir que Messeigneurs sont obligés de prendre tous les moyens pour découvrir la vérité ; ainsi que si, en tergiversant, puisque les indices dont il est chargé sont tels qu'on ne peut croire qu'il ne sache autre chose touchant le billet, il doit s'imputer à lui-même ce [que] Messeigneurs se verront obligés d'employer contre lui.

[3]. Ce que Barth. Thormaz voulait faire de ce billet ? — R. : ignorative. Que c'était par un mercredi [29 juin 1791]. Qu'il lui paraît avoir entendu un de ces jours crier Joson Carro et J.-Maurice Borrat ; qu'ils criaient : « Ô mes bras, ô mes jambes ! » ; qu'ils ont nommé les noms de J.-C. Durier, le Gros-Belley, C.-Ant. Bois, Claude Durier, Jos.-Ant. Durier ; qu'il lui a paru à leur voix être de dessus lui.

[4]. S'il sait où il est J.-M. Borrat ? — R. : ignorative, qu'il croit qu'il est ici à la tour.

[5]. Quand « la charavarie » devait-elle se faire à Collombey ? — R. : vers les fêtes de la St-Maurice [22 septembre], à laquelle il a été invité ; que J. Vite a dit que s'il trouvait [Emmanuel] Franc et [Narcisse] Pignat, ils auraient une ballade ; alors il a avisé le tanneur [Narcisse Pignat] de ne pas sortir de nuit ; qu'il lui a payé un pot de vin à la Maison jaune ; que ce sont J. Vite, J.-Claude Thormaz qui ont parlé de cela. Que J. Vite lui a dit qu'ils en seraient une troupe de la Val d'Illiez et de Collombey, mais qu'il n'en connaît que ces trois.

[6]. Ce qu'il entend par « ballade » ? — R. : mettre bas [- - -]. Que chez J. Martin... [- - -] lui a dit que le seigneur gouverneur avait reçu une lettre qui ne regardait pas les affaires de la révolution ; que J. Vite lui a dit : « Tu es un bon enfant » ; qu'il devait engager une troupe de la Val d'Illiez ; que



J.-Jos. Durier lui a dit chez J. Martin de ne pas faire réflexion sur les voix qui étaient là ; que c'était par un jour de fête [mercredi 29 juin 1791] ou de dimanche ; qu'après avoir bu, ils sont descendus en bas vers la boutique ; que J. Vite lui a dit de chercher une troupe ; que c'est le jour de la dernière [foire] d'été de Monthey, Jean[-Pierre] Planche lui a dit : « Ce soir, nous voulons nous assembler pour savoir ce que ces Messieurs de Monthey font. »

[7]. S'il sait ceux qui devaient s'assembler et en quel lieu ? — R. : n'avoir point entendu nommer l'endroit.

[8]. Que comme on sait pour notoriété [- - -] ? — [R. :] en descendant de la foire de Martigni où il a été, avoir couché à la première auberge à Mievilla, déjeuné, de là à St-Maurice chez Depraz. J.-Fr. Defago, Jos.-Ant. Perret, maître J[ean Bois], P[ierre]-J. Marietan, J.-Fr. Bois [y étaient aussi] ; que ceux-là ne l'ont point quitté de Martigni chez lui à la Val d'Illiez.

[9]. De déclarer la charge qui porte, etc. : « Nous nous devons assembler trois cents à la fin de Monthey. » — R. : « Ne savoir déclarer autre chose que comme j'ai déjà déclaré. »

[10]. Quand il a parlé la dernière fois avec l'officier Rey à la Val d'Illiez ? — R. : que c'était un dimanche lorsqu'il lui a demandé des nouvelles des affaires de sa sœur [Marie-Christine] à Conthey, et n'avoir parlé autre chose.

[11]. [De] déclarer le secours qu'il a demandé dans le cas que le gouverneur [Preux] le mettrait en prison ? — R. : n'avoir jamais demandé aucun secours de personne.

[12]. Si le jour avant la comparaisance [- - -] ? — R. : que le mercredi devant ayant été à Monthey, il a trouvé Barth. Thormaz chez J. Martin, qu'il lui a dit que J. Vite lui avait dit de monter ; qu'il a répondu n'avoir point donné commission à J. Vite de faire monter personne.

[13]. Et s'il [y] en avait qui diraient autrement ? — R. : qu'il aime mieux être [traité de] menteur que de mentir ; « si les autres ont subi la torture, je la subirai aussi. »

[14]. Que comme à l'avant-dernière constitution il a avoué avoir eu dans ses mains un billet de « Moman » [= Barthélemy] Thormaz écrit en latin [- - -] ? — [R. : - - -].

[15]. Si quelqu'un en sa face soutenait que sans lui il n'aurait jamais été question de ce billet ? — R. : qu'il sait bien que personne l'avait menacé, qu'il n'avait pas besoin de billet.

[16]. Qu'on lui a demandé l'autre jour s'il n'avait jamais entendu dire qu'on se vantait d'un secret de se faire dur, qu'il a répondu négativement ; ce qu'il dit aujourd'hui ? — R. : que peut-être l'avoir dit lui-même qu'il avait un pareil secret.

[17]. Pour prévenir et le convaincre de meneries, qu'il est chargé avoir été présent lorsqu'il a été question de s'assembler une vingtaine. — R. : qu'il

lui paraît que c'est J.-Jos. Durier qu'il lui en a parlé que peut-être ils feraient plus de mal que de bien.

[18]. Que le mardi de Pentecôte dernier [14 juin] il a été présent lorsqu'on a parlé qu'il fallait tuer les premiers de Collombey et quelques ? — R. : de ne pas se rappeler.

[19]. Qu'il est chargé d'être le chef qui devait descendre [- - -] ?  
— R. : que tous ceux qu'il a nommés étaient déjà à la Bastia, qu'il n'a été en rien le chef, que ceux-là menaient la vache qu'il a achetée ; qu'il [a] payé le demi-batz, ne voulant pas plaider pour un demi-batz.

[20]. Qu'il est chargé d'avoir été le chef de tuer une vingtaine de Martigni à Vouvry et que, puisque personne ne venait, la chose restait ? — R. : négative.

[21]. Qu'il est encore chargé que sans lui il n'aurait jamais été question d'un billet. — [R. : - - -].

De s'expliquer mieux sur ses charges s'il veut prévenir les mesures que les lois prescrivent.

[22]. Qu'on lui a déjà exposé qu'il était chargé d'avoir traversé [- - -].  
— R. : n'avoir jamais traversé le Rhone venant d'Ollon ; n'avoir jamais usé d'aucun secret pour se faire dur. N. B. : Avoue qu'il a bien consenti une fois d'être du nombre pour venir délivrer l'abbé Durier.

[23]. Qui lui [a] donné la permission de venir de la Val d'Illicz à Monthey et à la foire de Martigni ? — R. : que comme le seigneur gouverneur lui a dit que, moyennant pas coucher à Monthey, il pourrait y venir, il a cru qu'il pourrait venir tant qu'il voudrait. Avoir parlé trois fois au château avec le seigneur gouverneur : une fois en présence de J.-Jos. Rey ; une fois en présence de sa servante ; qu'il ne se rappelle pas avoir demandé la permission pour venir la dernière fois.

*Sub protestatione solita ad locum detentorium deductus fuit.*

## II. Jean-Joseph Durier.

*Die predicta [fuit] constitutus Joannes-Jos. Durier.*

[1]. Exhorté de dire la vérité sur les questions qu'ils lui [- - -] ?  
— R. : avoir tout déclaré, ne savoir aucun autre complot.

[2]. Que pour le convaincre on lui [a] déclaré des indices survenus depuis sa [dernière comparaisance] : qu'il est prévenu et chargé avoir été invité et présent lorsqu'on a tenu le propos pour aller délivrer l'abbé Durier.

— R. : avoir été à la chambre en haut, à ce qu'il croit un dimanche, chez J. Martin, à ce qu'il croit avec [- - -] ; que J. Vite est venu et a dit : « On vous a cherché [- - -] » et avoir été à la boutique de J. Martin ; que J.-Louis Borrat, J.-Cl. Thormaz et, à ce qu'il croit, L. Robricquet y étaient ; qu'on lui a fait la proposition à la boutique ; que J. Vite a dit : « Ton frère est à Sion par

rapport aux cocardes, il s'est tant employé pour le bien public ! » Que lui s'est opposé de ne pas penser à cela ; que J.-Louis Borrat a dit que si son frère savait [que] lui enquis ne le veut pas, il ne faut pas aller le prendre par force ; qu'on voulait faire un complot, mais que c'est lui l'enquis qui s'y est opposé ; que J.-L. Borrat a dit : « Ce n'est pas l'embarras de trouver du monde pour faire [- - -] » ; que J.-Claude Thormaz a dit que ce n'est pas l'embarras d'entrer à Sion, qu'on pourrait entrer par une petite porte du côté de Sierre par un petit mur ; que J.-L. Borrat serait assez capable [- - -] ; qu'il [l']a connu un des premiers à la révolte lorsqu'on a chassé M. Schiner ; que J.-Louis Borrat courait à cheval et à pied à cette occasion avec un bruit terrible ; il criait par la rue qu'il fallait tout chasser, qu'il fallait chasser le gouverneur ; que le même jour, lorsque le gouverneur est sorti du château, qu'il a passé sur la place, il y était sur la place.

[3]. S'il n'a pas été le même jour au château ? — [R. :] avoir vu à la porte de la chambre d'en haut chez [Jean-Joseph] Delfonte que [le Gros-] Belley l'a pris et l'a passé bas vers la fenêtre ; qu'il était à ce moment vers la porte ; n'avoir rien fait que regarder ; qu'il a prié un ami de la Val d'Illicz, c'est-à-dire Jérôme Geneivro, qui tenait le page par le [- - -] ; avoir dit au page ce qu'il venait y faire ; que le page a dit qu'il venait pour boire ; avoir répondu qu'il n'avait point de vin pour lui.

[4]. Qu'il est chargé avoir été présent le mardi de Pentecôte [14 juin]. — [R. :] avoue que J. Vite, [Claude-Louis] Delersse et Barth. Thormaz, un jour de fête, lorsqu'on faisait les foin, avaient tenu le propos en sa présence de commencer par tuer le gouverneur et les chefs de Monthey, non de Collombey ; que J. Vite a dit : « Durier, nous faut faire un marché ; nous sommes ici trois bons lurons, et quelques autres se joindront ; pendant [que] ces méchants y seront, nous aurons toujours du mal. »

[5]. S'il a avisé le seigneur gouverneur et les chefs de Collombey ? — R. : n'avoir point avisé ni le seigneur gouverneur ni les chefs de Monthey, parce que J. Vite a dit : « Du moins, si tu ne veux pas être du nombre, tu ne diras au moins rien. » J'ai dit que c'était un mauvais propos, que celui qui tue se tue.

[6]. S'il ne connaît point le secret de se rendre dur et invulnérable ? — R. : que le jour qu'on a tenu le propos pour venir sortir son frère [l'abbé Durier], il y avait un qui a dit avoir quatre-vingts billets, que mangeant un de ces billets, on était invulnérable, lesquels petits billets il aurait vus ; que c'était Barth. Thormaz qui les avait ; que c'était le jour qu'on a tenu le complot à la boutique de J. Martin ; que cela était après la Pentecôte, car son frère était déjà longtemps ici à Sion ; qu'il ne croit pas que J. Martin y fut à ce complot.

[7]. De quelle manière on devait se servir de ces billets ? — R. : qu'il fallait dire quelques paroles et le manger ; que Barth. Thormaz a raconté qu'ayant été une fois en Savoye et ayant le même jour mangé un de ces billets nonobstant [- - -] ; que J. Vite avait dit qu'on voulait tuer ces Mes-

sieurs de Monthey et pour faire ce ravage ils voulaient s'habiller en blanc avec une manche noire.

[8]. Qu'il n'est [- - -] ? — [R. :] qu'à Monthey on v[oulait tuer] Darbelley, les deux Franc [Emmanuel et Hubert], Gallay ; que lui a dit que le seigneur gouverneur était un honnête homme, qu'il ne fallait pas lui faire du mal ; que Delersse a dit : « Si le gouverneur ne fait pas du mal, il [y] en avait assez d'autres qui en faisaient. » Que J. Vite a dit à J.-L. Borrat de recruter à la Val d'Illiez ; que J.-Claude Thormaz a dit qu'il n'était pas facile d'entrer à Sion, que les portes se ferment ; que J. Vite a dit comme sus qu'on pourrait facilement entrer par une petite rivière ; que c'est dans la grande chambre de J. Martin que Barth. Thormaz a montré ce billet ; qu'il ne sait pas si Claude Thormaz y était à ce moment.

Avisé de faire réflexion et de savoir que Messeigneurs procèdent envers lui qu'ensuite des indices dont il est chargé.

*Sub protestatione iterum reconstituendi dum opus erit.*

### III. Barthélemy Tormaz.

[1]. *Die predicta*, Barth. Thormaz, ensuite de sa propre demande, a été aujourd'hui constitué et sérieusement exhorté [- - -]. — R. : qu'il la dira, mais qu'il se fera du tort à lui et à d'autres. Prie de ne pas l'interrompre.

Que le jour de St[-Claude], au printemps, il [a] passé par-devant la maison de J. Vite, qui lui a dit de faire la St-Claude [6 juin] avec lui ; il y alla en buvant avec J. Vite et son compagnon Claude Girod et le frère J.-Claude [Tormaz] ; que J.-Claude Roullier y est aussi venu et a été un moment avec eux et s'en est allé. Alors on a commencé à parler des révoltes de France et que la Savoye se commençait aussi à se révolter, et J. Vite a commencé à dire qu'il s'attendait dans ce pays à quelque chose qui ne ferait guère plaisir. Que J.-Louis Borrat lui avait dit un jour qu'il se passera un jour quelque chose de nouveau ; qu'il devait venir un jour ou une nuit le trouver chez lui avant qu'il fût longtemps et que pour signal il tirerait un coup de fusil ou de pistolet et qu'il donnerait trois coups doubles à sa porte qui feraient six coups ; et qu'il devait sortir de suite ; que J.-Louis [Borrat] devait avoir un fusil et [- - -] ; qu'il aura une compagnie avec lui ; que J. Vite a dit qu'il aurait une grande joie que cela arrivât ; le frère de lui enquis a répondu en avoir entendu parler aussi. J. Vite a dit qu'il voudrait avoir un livre qu'il avait prêté à [Claude-Louis] Delersse ; quelques jours après, [il] est venu le trouver dans sa maison, où il lui fit marquer pour commencer sur son livre de comptes une paire de souliers qu'il avait fait rapiécer, et [il] lui dit qu'on lui avait rendu un livre comme le sien ; qu'il lui leva un billet de telle façon lui avoir levé deux de ces billets qui contenaient ces paroles : *Ana x Dei x sanabit x ovem* ; qu'avec cela il ne craignait ni coups ni balles ; qu'il en leva et ensuite lui remit les livres, et J. Vite s'en alla, et lui à son ouvrage.

Que le mardi de Pentecôte [14 juin], [il] a été au jeu de quilles à Collombey, où il a trouvé ensemble J. Vite et Delersse ; y avoir avec eux

resté un moment, et après être allé avec eux boire ; ayant bu, J. Vite dit qu'on lui avait remis un livre qui n'était pas relié ; l'avoir gardé un quart d'heure, dans lequel il a vu les médecines de femmes ; que là il croit avoir été Maurice Franc ; que l'un d'eux lui a dit de venir à Monthey avec eux ayant dit qu'il voulait voir que sa jument fût soignée ; que sa femme lui ayant appris que la jument était déjà à la campagne, il pressa ses pas et attrapa J. Vite et Delersse avant qu'ils fussent hors du village ; qu'ayant été vers le Corniolley, on commença à lui dire qu'on voulait faire un bal ce soir ; ayant demandé connaissance de ce bal, on lui a dit que c'était de tuer, chasser les chefs des communiers de chez lui l'enquis et de Monthey ; qu'il a répondu que les leurs de Collombey n'étaient pas si mauvais ; qu'ils lui ont répondu [qu'ils] étaient les plus mauvais, qu'ils avaient fait manger l'argent de la communauté et aliéné le bois sans leur consentement, que c'était tout par l'indice du curé de Mura [Jean-Pierre Turin] que cela se faisait ; avoir lui l'enquis répondu qu'il ne voulait pas être contre eux de Collombey, parce que ceux-là étaient ses parents à cause de sa femme et de son beau-frère ; alors on lui a dit : « Eh bien ! à cela nous ferons bien sans toi. »

J'ai dit comme ils entendaient de faire ; qu'ils ont dit qu'ils prendraient les outils de la forge de Delersse pour enfoncer les portes ; qu'on devait jouer ce soir « la charrivari » à Monthey ; lorsque « la charrivari » commencera du [= d'un] côté, on fera le coup de l'autre ; qu'on ne parla pas plus de cette affaire à Monthey ; quand ils ont été en bas de Monthey, avoir rencontré sa servante avec la jument ; il pressa ses pas et les rattrapa ; on a dit qu'en montant il fallait parler [à] J.-Jos. Durier ; qu'on ne [l']a pas trouvé dans sa maison ; ayant été au large de la place, on a trouvé Durier ; après lui avoir parlé un moment, on l'invita à boire avec eux et, étant avec eux, on a commencé à dire si on avait vu que J.-Louis Borrat [- -] ; qu'il ne peut dire ce qu'il a répondu ; on a dit que Borrat devait aller à la foire de Martigni pour savoir le sentiment de ceux de Martigni et de l'Entremont ; qu'on les croyait disposés de faire comme nous autres, et qu'il devait se rendre de bonne heure, le mardi [14 juin], à Monthey, pour rendre réponse ce qu'il sera ; qu'il en devait [y] avoir quelques-uns de la Val d'Illiez avec lui et de Trois Torrents : qu'on nomma Pierre Premant ; quelques-uns devaient y être de Monthey : on nomma son frère J.-Claude, Louis Robricquet, maître « minucier » [= menuisier] Vivaret, un maître tourneur fribourgeois [Joseph Grivel], et Durier qui était présent en était un ; qu'il en devait venir quelqu'un de Viona, qu'on nomma pas pour lors, ayant été là quelques[-uns] ; que J.-Louis Borrat devait être à cheval pour conduire ; on parla des personnes dont on en voulait : les deux Franc [Émanuel et Hubert] et Gallay ; que, à l'égard de [Narcisse] Pignat, il fallait attendre la volonté quand ils seront tous ensemble ; et du capitaine Devanthery on parla aussi : que Durier a dit que M. Devanthery était un homme toujours porté pour mettre la paix et qu'il avait même pas tenu pour la bourgeoisie mais pour les communautés et alors on a dit ni oui ni non, qu'on verra lorsqu'ils seront tous assemblés ; et étant venu un peu de monde là, ils ne pouvaient pas se parler ; l'enquis s'est mis avec le capitaine Derupte et Dumainjo ; ils sont arrivés ceux de la Val d'Illiez venant de la foire de Martigni, un nommé [Joseph-Antoine] Perren qui avait connaissance avec P.[-François] Dumainjo pour lequel il avait travaillé ; J. Vite

leur demanda s'il avait [des nouvelles] de [Jean-Louis] Borrat descendant de la foire de Martigni ; Perren a répondu qu'oui, qu'il croyait être à la Maison jaune ; J. Vite sortit pour l'aller trouver ; après un peu de temps, il est revenu, a dit qu'il n'[y] avait rien de nouveau pour ce soir, que « la charrivary » n'aurait pas lieu, que Mercier avait donné un louis d'or pour boire. Que la même nuit, il y eut grand bal où Vivaret resta ; il ne s'y trouva personne là qui devait être du complot que J. Vite, Delersse, J.-Jos. Durier et lui l'enquis ; Joson Parvé venu de la foire de Martigni avec son domestique est venu là lorsqu'il n'avait pas de nouvelles ; il ne sait si c'est avant ou après l'arrivée de Joson Parvé, J.-Jos. Durier est sorti. Ant[oine] Roullier a dit : « Vous bâtissez bien une belle maison (puisqu'il le savait, il fallait qu'il sût le complot), mais vous bâtissez sur le vieux, on ne sait pas si elle ne tombera rien si on la faisait tomber quelqu'un cette nuit » ; et puis ils ont parlé un peu à basse voix, Delersse s'est approché d'eux ; alors Delersse a dit que Roullier avait dit qu'on voulait assassiner Joson Parvé et le châtelain [Galley].

L'enquis a répondu qu'il a dit à Roullier qu'il était un menteur, qu'il méritait une « paignée » ; J. Vite et Delersse ont dit qu'il ne fallait pas faire comme ça, qu'il fallait le foutre bas le premier, que lui et le Petit-Pont devaient avoir chacun six louis pour boire pour faire les espions, pour savoir ce qu'ils entendaient. On raconta cela à lui l'enquis et à Jean Vite. Que lui est sorti étant bientôt nuit pour aller dans une maison ; J.-Didier [Jean-det] lui dit de le venir appeler pour descendre ensemble ; être revenu un moment après et [il] le rencontra dans l'allée ; qu'il sortait avec J.-Jos. Durier et Louis Robricquet et J. Vite ; alors J. Vite avait le fusil de guerre ; l'enquis lui avoir dit qui lui avait donné le fusil ; [il] répondit que c'était Delersse ; ce qu'il en voulait faire ; qu'il voulait s'en servir ; lui aurait répondu que Delersse aurait dû s'en servir lui-même, qu'il n'aurait pas osé, crainte de sa femme ; il montra des cartouches au nombre de dix-sept à dix-huit, qui avaient la balle au fond ; il était clair de lune ; que quand il fut au bas de la place, il chargea le fusil ; on lui a pas empêché de charger ; lorsqu'il voulait tirer aux fenêtres du châtelain Gallay pour l'épouvanter, à tous eux quatre [l']ont empêché, lui disant de se retirer chez eux, de laisser des affaires comme ça. Louis Robricquet lui dit que le châtelain était parti sur le soir du côté de St-Maurice ; alors Robricquet lui reprocha que s'il voulait faire des affaires comme ça, il ne devait pas le faire sortir du bal ; Robricquet s'en allait au bal et eux quatre, J.-Jos. Durier, J. Vite, J.-Didier Jeandet, sont descendus ; lorsqu'ils ont été vers la maison de M. Devanthery, J. Vite était dernier [et] pensait à tirer contre les fenêtres, [mais] son fusil manqua ; qu'ils ont pensé arracher le fusil de ses mains, et alors J. Vite passa avec eux à Collombey. Durier s'en alla chez lui, J. Vite porta le fusil à sa maison. Quelques jours [après] on tira un prix à Collombey, où il est venu là plusieurs de Vionna ; J. Vite dit : « Tiens, celui (savoir, en montrant Barthélemy Dufour, fils du sergent) devait être ce jour-là avec nous » ; que ce jour, il ne s'en parla rien jusqu'au jour de la St-Pierre [29 juin], à ce qu'il croit, jour qu'on tira le prix de [- -] ; être allé sur le soir avec J.-Jos. Durier chez J. Martin ; J.-Jos. Durier voulait acheter la jument que lui l'enquis avait par commission pour un de la Valliez : lui avoir offert onze louis d'or et demi, lui en voulait seize et demi ; il y avait là présents Cathé Carroux, de Collombey, Jeanne-F[rançoise]



de Claude Sarvaz, Louise Delersse, sa sœur Véronique, Joson Franc et s'il ne sait pas s'il [y] avait la femme dudit Franc [Catherine Delherse]; sur lequel J. Vite vient dire si Thormaz voulait lui prêter un écu neuf; ayant répondu: « Il faudrait l'avoir », il fit signe à lui et à Jos. Durier de sortir; avoir resté là un moment; Durier est sorti devant; lui l'enquis resta un bon moment avec Christian Riondet [père], officier de Coll[ombey], et descendit à l'étage du milieu; [Marie-Josèphe Donnet], la femme de J. Martin lui dit qu'on l'attendait à la boutique, où il trouva J. Vite, J.-Louis Borrat, L. Robriquet, son frère [Guillaume], J.-Cl. Thormaz et J.-Jos. Durier; on a commencé [à parler] de l'affaire du mardi de Pentecôte [14 juin]; que Borrat a dit qu'il n'avait pas de connaissance de ceux de Martigni; qu'alors on a dit qu'il ne fallait plus rien faire pour le présent, qu'il fallait attendre sur la révolte des Bernois et des Savoyards qui étaient aussi sur le pied de se révolter; on a dit que le code était fait, mais qu'on ne l'ouvrait pas, qu'on ne savait pas pourquoi on ne l'ouvrait pas et on ne le publiait pas, mais que si le seigneur gouverneur châtiât quelqu'un, il ne fallait rien lui donner jusqu'à ce que le code soit ouvert; qu'il fallait répondre: « Nous paierons ce qui sera sur le code lorsqu'il sera ouvert » et que s'il voulait le mettre aux arrêts ou en prison, il fallait s'assembler une bonne troupe la première fois qu'on mettrait en prison quelqu'un, enfoncer les portes et sortir le prisonnier; qu'il ne sait pas si c'est [Jean-Louis] Borra ou son frère [Jean-Joseph] qui a fait cette proposition; l'enquis avoue avoir été consentant; que J. Vite a dit: « Il faudrait commencer à sortir l'abbé Durier qui est à Sion, que l'abbé Durier était un bon citoyen, qu'il avait soutenu partout du temps de la révolte »; que J. Vite dit que si on armait cent hommes, on le tirerait sans peine, qu'il faudrait être armé, qu'[on] enfoncerait les portes pour l'avoir; alors J.-Jos. [Durier] a dit qu'il ne fallait pas se prendre comme ça, qu'on ferait plutôt du bien que du mal, qu'il se croyait que son frère descendrait bientôt, qu'il avait été à Sion, qu'il avait trouvé quelques seigneurs d'Etat et M. l'abbé de Chaignon qui l'avaient assuré de leur protection. J. Vite dit à J.-Louis Borrat: « S'il ne descend pas bientôt, te faut chercher une troupe à la Val d'Illiez et je ferai ici ce que je pourrai »; que J.-L. Borrat a dit qu'il ne fallait pas prendre les affaires comme ça; que les autres n'ont dit ni bien ni mal et n'ont rien consenti. Alors on commença à parler si l'abbé était profond dans la prison; que J.-J. Durier a répondu qu'il n'en savait rien, qu'il n'avait pas pu lui parler, que Mgr [Blatter] avait dit que l'abbé dans la prêtrise [- - -]; que l'abbé n'était pas si profond, qu'une demoiselle avait été le jour du Corps de Dieu [23 juin 1791] et avait demandé l'abbé par son nom; que l'abbé lui avait montré son bonnet ou son mouchoir, qu'elle a pu voir; que cette demoiselle lui avait demandé pourquoi il était là-dedans; que l'abbé a répondu qu'il ne savait plus; qu'il avait dit qu'il [- - -]. Alors la femme de Louis Robriquet est venue demander son mari; cette femme resta là un moment et la femme de J. Vite [Antonia Flautet] nouvellement arrivée de la Savoye demanda aussi son mari, et alors être descendu avec J. Vite, sa femme, Christian [père] et Emmanuel Riondet à Collombey.

Le lendemain, la femme de J. Vite accoucha et sa mère resta quelque temps avec pour l'assister; quelque temps après, la mère retourna en Savoye, en juillet; que J. Vite [l'y] accompagna, où il voulait acheter une

jument pour mettre à Champeri ; qu'on parlait beaucoup de mal à Champeri contre l'abbé Durier, le parti duquel il avait bien soutenu ; qu'il croyait que c'étaient les ennemis de Champeri qui étaient la cause de l'emprisonnement de l'abbé Durier.

J. Vite a aussi dit qu'il avait parlé à J.-L. Borra ; que J.-L. Borrat avait dit qu'il devait venir au château mercredi, qu'il craignait que le gouverneur le mît dedans, qu'il fallait se trouver pour voir s'il le mettrait dedans, et que s'il le mettait dedans, il fallait s'assembler pour le sortir le même soir ; que lui enquis a répondu qu'il fallait également qu'il vienne ; que ce même matin il pleuvait beaucoup ; il est également venu ; être allé boire [un] demi-pot avec sa femme chez J. Martin ; que sa femme ayant descendu, J. Vite vient, à qui j'ai dit : « Vous m'avez parlé de telles choses, je suis venu », et J.-Louis Borrat est venu là ; J[ean]-L[ouis] a dit qu'il n'avait pas été au château ; que J. Vite a dit que s'il était mis en prison, il fallait s'assembler comme on s'était promis et c'est alors qu'il lui aurait montré les billets à J.-L. Borrat ; que J.-L. Borrat les a regardés, mais n'en [a] point pris ; là il y avait Pierre Premant et J.-Jos. Durier ; qu'il croit que J.-Jos. Durier a aussi vu les billets ; que lui a dit qu'il n'en fallait donner qu'à J. Vite, et que ceci est la pure vérité ; et avoir dit tout à sa connaissance ; que peut-être les autres le nieront : on a été d'accord de tenir le secret. Que ceux de la Vall d'Illiez que J.-L. Borrat disait être du complot ne lui ont pas été nommés.

[2]. Quelle compagnie son frère fréquentait ? — R. : l'officier Guillot auquel il travaillait souvent.

[3]. Si, dans les assemblées, il a été question de l'officier Guillot ? — R. : négative ; que L. Robriquet [fils] a une fois dit que son frère Guillaume pourrait aussi venir.

[4]. S'il connaît les prêtres de la vallée ? — R. : affirmativement : le surveillant [Maurice Bruttin], le prieur [Sébastien Briguet], M. [Jean-Maurice] Clemens, M. [Pierre-Maurice] Meilleiret. Qu'il ne sait rien de l'abbé Durier, sinon que le jour après qu'on a chassé M. Schiner, lorsqu'on a arrêté le Petit-Roullier, que c'est l'abbé Durier, comme on lui a dit, qui était venu en chef avec de ceux de la Val d'Illiez ; que son frère fréquentait Louis Robriquet et J. Vite ; qu'il a été dit que lorsqu'on ferait la « balade », il fallait être habillés tous égaux pour n'être pas connus.

[5]. S'il a connaissance du complot contre l'Abbaye ? — [R. :] avoir entendu parler l'année passée d'un complot contre l'Abbaye.

[6]. S'il connaît l'officier Pierre Rey-Borrasson ? — [R. :] que c'est un homme qu'on aimait pas là-bas. Que J. Vite a dit qu'on croyait qu'on ferait de même dans tout le Bas Vallais le mardi de la Pentecôte [14 juin] ; que J.-L. Borrat devait aller à la foire de Martigni ; que J.-L. Borrat a avoué lui-même qu'il serait le chef ; qu'on a dit que le premier qui déclarerait les autres, il fallait qu'il lui arrivât comme aux autres. Si le complot avait eu lieu, il aurait descendu vite chez son beau-frère P[ierre]-Mau[rice] Villioud et le lieutenant [Pierre-Didier] Fay, son oncle. Que J.-Louis Borra a dit qu'il



y aurait une troupe de la Val d'Illiez pour exécuter ce complot, et il avait promis d'en amener. Qu'on a parlé le mardi de Pentecôte de ce complot en présence de [- - -] ; que lui l'enquis n'en a parlé à personne des autres de Collombey ; que J.-L. Borrat a dit à lui enquis et J. Vite de parler à des bons lurons de Collombey ; que J. Vite avait dit qu'il avait donné commission du déjà nommé [Barthélemy] Dufour d'en amener de Viona.

[7]. S'il a connaissance que M. le gouverneur [Preux] a reçu un affront ? — R. : qu'il descendait de la foire de St-Maurice ; arrivé vers la maison d'Ignace Franc, il a trouvé Maurice Moché avec une pierre à la main, qui lui reprochait d'avoir sa servante, qu'il fallait l'écraser là ; qu'ils se sont empoignés ; que sont arrivées la Cathé et Margot Franc ; que quelque temps après, Maurice Moche fait sa plainte avoir été blessé aux reins [par Joson Carraux] ; que le jour assigné n'ayant pas été admis, ils auraient comparu un autre jour. Alors Joson Carraux est venu là et a demandé ses journées ; que le seigneur gouverneur lui dit que s'il était innocent, ses journées seraient payées ; qu'un jour, Joson Carraux, après avoir fait la ribote, est monté au château ; que Joson Carraux est venu chez lui et lui a raconté avoir été au château vers le seigneur gouverneur, qu'il ne [se] souvenait pas ce qu'il avait fait, mais qu'il savait bien qu'il l'avait offensé ; que lorsqu'il a été à boire et faisait la ribote, il y avait Pierre Pont, J. Vite, Robriquet.

[8]. Si Joson Carraux avait été mis en prison, ce qu'il en serait arrivé ? — R. : ignorative.

[9]. Si on avait fixé le terme de la révolution du pays de Vaux et de la Savoye ? — R. : négative, que le 6 de juillet [- - -] ; que son frère lui a raconté qu'un certain de Bex était venu chez son frère à Monthey lui dire qu'il y aurait à une réjouissance [- - -] ; que celui de Bex était venu à Monthey le jour de St-Pierre [29 juin] pour l'inviter à se trouver à cette réjouissance ; que son frère aurait dit : « Je n'ai pas d'argent » et l'aurait envoyé chez les Guillot. Que son frère lui a dit que lorsqu'il avait eu des affaires, aucun de ses parents l'aurait soutenu, que [Pierre] Guillot qui l'avait toujours soutenu.

[10]. S'il persiste pleinement et entièrement et fermement à ce qu'il a déclaré aujourd'hui ? — R. : qu'il n'a qu'une âme à sauver, avoir déchargé sa conscience sans faire tort à personne. Que c'est à l'occasion que J.-L. Borrat devait être mis en prison pour le délivrer [- - -]. Déclare qu'il n'a point de billet pour guérir le bétail ; que J.-L. Borrat savait que lui l'enquis [en] avait apporté dans une boîte pour se faire dur, parce que lui l'enquis le lui a dit et montré.

*Praemissis depositis. Sub protestatione solita ad locum detentorium deductus fuit.*

[11]. *Lectura facta constituto*, — [R. :] dit tout ce qu'on a [- - -].

(N° 33, pp. 18-30 et 33-35.)

**Sion, 14 novembre 1791. — Délibération de la haute commission.**

Den 14., *Praesidente et assidentibus in hesterna sessione presentibus nominatis tit. D. D.* [voir pp. 227-228], seynd die Constituta fortgesetzt worden.

(N° 38, p. 10.)

**Sion, 14 novembre 1791. — Interrogatoire de Jean-Joseph Durier (6°),  
de Barthélemy Tormaz (6°), de Jean-Louis Borrat (6°)  
et de Barthélemy Tormaz (7°).**

*I. Jean-Joseph Durier et Barthélemy Tormaz.*

*Die 14<sup>te</sup> novembris* a été constitué J.-Jos. Durier.

[1]. Exhorté de faire réflexion qu'il a été dernièrement dans le cas d'être appliqué à la question, c'est-à-dire à la torture, ainsi de dire la vérité s'il veut prévenir les souffrances qui l'attendent, — R. : qu'il demanderait au nom de Dieu qu'on prouve ce qu'on allègue contre lui, qu'il n'est pas [- - -].

[2]. S'il n'a jamais été dans des complots où il était question [- - -] ? — [R. : - - -].

[3]. Avoir été chez J. Martin avec J. Vite, [Jean-]Claude Thormaz et [Claude-Louis] Delersse ? — R. : s'être trouvé avec ces trois ; qu'ils lui ont fait proposition ; J. Vite a dit qu'il fallait faire un marché : « Nous avons tant de ces diables, qu'ils nous ont tant fait de mal, qu'il fallait expédier premièrement le gouverneur [Preux], les deux Franc [Emmanuel et Hubert] et Gallay » ; que cette fois il n'aurait point consenti, disant que le seigneur gouverneur était un honnête homme, que des autres il n'a rien dit. Que le soir, ayant été derechef demandé, il a été chez J. Martin, où il a trouvé J. Vite, Claude Delersse, Barth. Thormaz, J.-Louis Jeandet et Domainjo. Lorsque Domainjo a été loin, on a derechef proposé la même chose ; revenant du bal chez J. Martin, que Robricquet a dit que le châtelain Gallay était parti pour St-Maurice ; que J. Vite a dit qu'ils feraient avec les autres ; que Robricquet a dit que non, que Gallay ne reviendrait pas, s'apercevant du bruit ; qu'étant sortis, ils ont trouvé J. Vite avec un fusil et personne autre avait des autres [armes] ; que ce soir[-là] à la boutique, ils s'étaient trouvés ensemble lui l'enquis, J. Vite, [Claude-Louis] Delersse, Barth. Thormaz, Robricquet, [Jean-Didier] Jeandet, mais qu'il ne sait pas si Jeandet était du complot ;

qu'il n'a aucune connaissance d'autres complices. Que dans un autre complot, il a été avec J. Vite, Claude[-Louis] Delersse. Qu'au dire de Barth. Thormaz, à Mura, on voulait tuer Joson Parvé, à Collombey, le lieutenant [Pierre-Didier] Fay, et [- -].

[4]. Si le châtelain aurait été à Monthey ce soir[-là], si le complot aurait été exécuté ? — R. : qu'il le croit, que pour lui il n'avait point d'armes.

[5]. S'il [y] a eu un complot pour tirer son frère l'abbé [Claude-Joseph] hors de prison ? — R. : être allé avec Barth. [Thormaz] et qu'il croit avec J.-L. Borrat chez J. Martin au poêle dessus, y avoir bu un pot de vin, être descendu à la grande chambre d'en bas, qu'il ne se rappelle [pas] si Thormaz et Robricquet y étaient ou non ; que vers le soir, ils ont été à la boutique de J. Martin et ensuite sur la place ; que J. Vite a fait la proposition de faire un « ploton » pour aller tirer son frère l'abbé ; que J.-L. Borrat était un homme pas peureux, que J.-L. Borrat a dit qu'il ne serait pas embarrassé de trouver du monde ; que lui l'enquis s'est opposé de ne pas faire cela et ne faire aucun bruit, que son frère sortirait dans peu.

[6]. Si le moyen que l'enquis a imaginé par-devant Mgr [Blatter] n'avait pas réussi, ce qu'il aurait fait ? — R. : qu'il peut bien être qu'il se serait joint aux autres pour venir avec des armes sortir son frère.

[7]. Comme on dit que l'abbé son frère a été regardé d'avoir fait beaucoup durant la révolte pour le bien public, de dire ce qu'il a fait pour le bien public ? — R. : qu'on a dit qu'il avait travaillé pour un code.

[8]. Que comme il a dit que si on lui rafraîchissait la mémoire, il dirait la vérité : S'il n'a été dans un complot où il a été question que si on mettait quelqu'un en prison, on enfoncerait les portes pour le sortir ? — R. : que c'est J. Vite et Barth. Thormaz qui lui ont parlé de cela ; qu'il lui fait de la peine de le perdre, mais que Barth. Thormaz pourrait dire quelque chose de plus ; que le soir du bal Barth. Thormaz voulant descendre de Monthey à Collombey lui a dit : « Le Petit-Roullier est chez J. Martin à boire, nous voulons faire quelque chose, va-t'en chez J. Martin pour « entrevoir » le Petit-Roullier » ; l'ayant rencontré vers la maison de Devanthery et lui ayant dit de remonter chez J. Martin, qu'il lui payerait à boire, que Roullier n'a pas voulu remonter et est parti ; que lui l'enquis était monté chez J. Martin où il a trouvé les quatre qu'il a nommés, et un moment après Barth. Thormaz est arrivé et lui ayant demandé où le Petit-Roullier était, lui ayant répondu pourquoi il ne l'aurait pas fait remonter, qu'ayant répondu qu'il n'aurait voulu y revenir, que Thormaz lui avait après dit que le Petit-Roullier les avait vendus, qu'il avait averti Joson Parvé.

[9]. Ce qu'on en voulait au Petit-Roullier ? — R. : que si le Petit-Roullier était remonté, il aurait été perdu, qu'on l'aurait jeté dans le Rhone, qu'on l'aurait mis bas le premier. Que Barth. Thormaz leur a dit qu'il en avait amené trois de Collombey, mais qu'il ne les [a] ni nommés ni que lui l'enquis les ait vus ; que lui n'avait point été dans ce complot, que Thormaz le lui a raconté, cela le même soir en descendant.

[10]. *Inde inquisito* a été faite la lecture de la déposition de Barth. Thormaz, commençant par dire que J.-J. Durier étant sur la place, on l'aurait invité à boire chez J. Martin [où] on attendait J.-L. Borrat de Martigni, etc. — R. : nie platement de n'avoir jamais entendu parler ni que Vivaret ait été dans un complot ni que J.-Louis Borrat ait été dans un complot avec eux le mardi de Pentecôte [14 juin] ; bien que J.-L. Borrat, avec lui l'enquis, J. Vite et Barth. Thormaz, a été à la boutique, mais qu'il n'a point été question à cette occasion que de délivrer son frère l'abbé ; de n'avoir entendu parler qu'à J. Vite et Barth. Thormaz de s'assembler pour délivrer celui qu'on mettrait en prison ; que lui l'enquis n'a rien répondu.

[11]. Quelle connaissance J. Vite avait-il à St-Maurice ? — R. : n'avoir été avec J. Vite à St-Maurice que le jour qu'il a fait ses pâques. Nie aussi d'avoir entendu parler que J.-L. Borrat devait aller, ni qu'il était au château, ni que, s'il était arrêté, il fallait s'assembler une bonne troupe pour le sortir.

[12]. S'il est bien sûr que Barth. Thormaz lui a dit d'arrêter le Petit-Roullier ; que le même Thormaz lui [a] après dit qu'on voulait jeter le Petit-Roullier au Rhone parce qu'il les avait vendus et était la cause que Joson Parvé était parti, l'ayant averti ? — [R. :] qu'il est prêt de le soutenir par-devant Thormaz et qui que ce soit ; que Barth. Thormaz, le même soir qu'il lui a dit qu'il était dommage qu'il n'avait pas arrêté le Petit-Roullier, ledit Thormaz lui a montré un gros couteau pendu à son habit et lui a dit : « Vois-tu », lui parlant du Petit-Roullier son maître, qu'il l'aurait tué et avec les autres qu'il n'a pas vus l'auraient porté au Rhone.

En présence de J.-Jos. Durier, ensuite a été constitué Barth. Thormaz.

[13]. Interrogé s'il confirme tout ce qu'il a dit à sa dernière comparaisance [voir n° 143, pp. 293-298] ? — R. : affirmative ; que J.-Jos. Durier qui est ici est un de ceux qu'il a chargé et que ce qu'il a parlé de et contre J.-Jos. Durier est tel comme il l'a déposé.

[14]. *Lectura facta suae ultimae depositionis*, assure que J.-Jos. Durier a été présent lorsqu'on attendait J.-L. Borrat de Martigni et lorsqu'on a nommé les personnes qu'on voulait tuer ; que cela a été parlé chez J. Martin, au poêle du milieu, le mardi de Pentecôte [14 juin 1791]. — [R. de] J.-Jos. Durier : soutient que J. Vite a parlé de commencer par le gouverneur le premier ; que lui l'enquis a dit que le gouverneur était un honnête homme ; que, [avec] lui l'enquis, Jean-Jos. Durier est sorti de chez J. Martin, y a laissé ledit Barth. Thormaz, J. Vite et Delersse.

[15]. Bartholomé Thormaz interrogé : s'il soutient que J.-Jos. Durier était présent lorsqu'on a dit que J.-L. Borrat descendrait de Martigni à cheval, qu'il devait être le chef ? — R. : affirmative.

[16]. Soutient aussi Barth. Thormaz que J.-Jos. Durier a été présent la nuit du bal, à la maison de Dellavalaz, dans la boutique, où est venu J.-L. Borrat, lorsqu'on a été d'accord de ne rien faire le même soir, que « la charrivary » n'aurait pas lieu, qu'il fallait attendre jusqu'à la révolte des Bernois et Savoyards, etc. ; qu'ils se sont promis eux six le secret et l'assistance.

— R. [de] Jean-Jos. Durier : que pour le complot de la prison, il ne le nie pas, mais que pour le reste, il ne l'avoue pas ; qu'il se trompe donc bien [- - -].

[17]. Alors Son Excellence baillivale [Sigristen] a demandé à Jean-Jos. Durier si jamais il s'était adressé à elle pour s'intéresser pour sortir son frère et de lui avoir promis sa protection ? — R. : qu'il n'a jamais parlé à Son Excellence, bien qu'il aurait voulu parler à Son Excellence. J.-Jos. Durier dit qu'il ne se rappelle aucunement que, hormis à la boutique, le mardi de Pentecôte, il n'a point été présent aux complots qui ont été tenus avec et en présence de J.-Louis Borrat.

[18]. Bartholomé Thormaz interrogé s'il soutient que parce qu'on avait payé un louis, « la charrivary » n'aurait pas lieu ? — R. : qu'on est resté d'accord que ce soir il n'en serait rien, parce qu'il [y] avait un bal. Avoue Barth. Thormaz avoir donné commission à J.-Jos. Durier d'entretenir le Petit-Roullier ; qu'en revenant de Collombey, il a dit que le Petit-Roullier les avait vendus, qu'on aurait voulu le mettre à bas, parce que le Petit-Roullier avait avisé [Joson] Parvé qu'on voulait le tuer ; que c'est J. Vite et Delersse [qui] avaient commencé à parler de tuer ; que Jean-Jos. Durier avait connaissance comme lui et avoir été présent lorsqu'on a parlé qu'on voulait tuer Parvé.

[19]. J.-Jos. Durier interrogé s'il est vrai ce qu'il a déposé à l'absence de B[arthélemy] Th[ormaz] ? — R. : affirmative, que lorsque Barth. Thormaz est revenu de Collombey, [il] lui aurait demandé s'il n'avait pas pu arrêter le Petit-Roullier, qu'on voulait le mettre à bas et foutre au Rhone.

[20]. Barth. Thorma interrogé s'il avoue que, si J.-Jos. Durier avait arrêté le Petit-Roullier, les choses étaient tellement arrangées qu'on l'aurait tué et de l'avoir dit à J.-Jos. Durier en descendant ? — R. : affirmative, et avoue lui avoir montré un gros couteau.

## II. Jean-Louis Borrat et Barthélemy Tormaz.

Le susdit jour a été constitué J.-Louis Borrat, en présence de Barth. Thormaz.

[1]. Interrogé dit Barth. Thormaz s'il soutient que J. Vite lui a raconté que J.-Louis Borrat lui avait promis d'amener un « ploton » de la Val d'Illicz, etc. ? — R. : affirmative, en présence de J.-Jos. Durier, [Louis Robiquet] et J.-C. Thormaz, le dernier été, un jour de fête ou dimanche.

J.-L. Borrat dit être vrai : que J. Vite lui a dit d'amener vingt hommes de la Val d'Illicz à Collombey, de le venir trouver chez lui, mais n'avoir point été question de fusil ni de coups ; que ce propos s'est tenu un jour de fête ou de dimanche, à Monthey, chez J. Martin.

Barth. Thormaz soutient être vrai que J. Vite, le mardi de la Pentecôte [14 juin], en présence du Borgne [Jean-Joseph] Durier et [Claude-Louis] Delersse, etc. [- - -] ; que J.-L. Borrat était allé à Martigni pour s'informer, etc., et devait descendre le mardi à Monthey de bonne heure, etc., pour rendre réponse de ce qu'il sera. — Ce que Jean-Louis Borrat nie d'avoir eu ni exécuté telle commission.

Barth. Thormaz soutient que J.-L. Borrat devait être à cheval pour conduire et devait être le chef. — Ce que J.-L. Borrat nie.

Et qu'on n'attendait que J.-L. Borrat de Martigni pour l'exécution du complot. — Ce [que] J.-L. Borrat nie.

Jean-Louis Borrat dit qu'il ne se rappelle pas positivement de ce qui s'est passé à la boutique de J. Martin le jour qu'on a tiré le prix du souverain [29 juin 1791], mais qu'il ne se rappelle pas ce qui s'est passé ; que J.-C. Thormaz a parlé des fenêtres et portes qu'on avait cassées en Savoye.

J.-L. Borrat nie avoir dit qu'il n'avait point pu exécuter la commission parce qu'il n'avait pas connaissance à Martigni, ni d'avoir dit qu'il n'y avait point de nouveau ; avoir parlé à Martigni avec ceux de la Vald'Illeiez qui sont venus avec lui, avec un de Charrat, avec un certain Tabin ; qu'il est monté à Martigni dans l'unique intention d'acheter une vache.

[2]. Dans quelle auberge il aurait été à Martigni ? — R. : chez Morand et nulle autre part.

B. Thormaz soutient que le jour de la St-Pierre [29 juin], lorsque J.-L. Borrat a avoué à la boutique de J. Martin, en présence de déjà nommés J.-Jos. Durier, de J. Vite, de Delersse, de lui l'enquis, qu'il devait être à cheval et le chef pour conduire.

[3]. Barth. Thormaz interrogé s'il persiste à tout ce qu'il vient de déclarer ? — R. : qu'il persiste.

Sur quoi, sous les réserves requises, [il] a été conduit dans le lieu de sa détention.

Après quoi dit J.-L. Borrat a été sérieusement exhorté de faire réflexion combien des indices [- - -].

[4]. Que comme par son propre aveu il conste qu'il a été le jour de St-Pierre à la boutique avec les déjà nommés pour le complot d'enfoncer les portes, il doit détailler circonstancielllement ce qui a été parlé à cette occasion. — R. : avoir déjà déclaré.

[5]. Quand il a été la dernière fois à la Grande Maison ? — R. : pas la dernière fois qu'il a été à la foire, mais l'autre devant la dernière, avoir été chez Morand.

[6]. Que comme il a déclaré avoir convenu d'aller chez J. Vite et donner trois coups lorsqu'il irait chez J. Vite pour rendre compte du nombre des personnes qu'il aurait de la Val d'Illeiez [- - -]. — [R. :] Avoue d'avoir eu commission d'amasser une vingtaine, sans savoir pourquoi.

[7]. On lui a exposé que s'il expose son corps à des souffrances, il doit se l'imputer à lui-même.

L'enquis a été assis sur la sellette, ayant la corde dans le bras ; ses mains ont été liées sur son dos à trois heures cinq minutes ; à sept minutes, la corde a été tendue ; à huit minutes, il a été élevé de terre ; à dix-sept minutes, il a été derechef assis sur la sellette. — [R. :] Avoue avoir été incité



d'engager vingt hommes de la Val d'Illiez pour descendre à Monthey pour faire du dégât ; ils voulaient tuer pour la révolte, pour faire du carnage, persistant dans [- - -].

[8]. A trois heures et quarante-huit minutes, la corde a été tendue ; priant de [- - -]. — [R. :] alors avoue avoir été à Monthey chez J. Martin, une fête [29 juin 1791] ; que l'année passée, on l'a demandé par-devant Leurs Excellences ; avoir été recherché par un homme pour le faire aller à la ville de Sion pour aller chez Son Excellence ; être descendu de la Val d'Illiez le jeudi soir ; être parti le vendredi soir, avoir été à Sion. On leur a demandé où ils logeaient : à la Croix-Blanche ; avoir été à la maison de ville à Sion ; qu'ayant demandé pardon à Messieurs, il lui a été ordonné de ne pas sortir du gouvernement ; avoir été chez le seigneur gouverneur pour avoir la permission de venir à Monthey pour vaquer à ses affaires, moyennant pas coucher à Monthey ; avoir été trois fois chez le seigneur gouverneur pour avoir derechef la permission ; avoir été à St-Maurice, de St Maurice avec J.-C. Defagoz à Massonger et avoir été prendre le sel à Bex ; avoir été prendre ses haches au martinet et passé à Monthey ; avoir trouvé [Narcisse] Pignat au coin de la maison, l'avoir averti de ne pas sortir de nuit ; que J. Vite, J.-C. Thormaz et [Louis] le fils de maître Louis [-Marie Robiquet] lui avaient dit qu'il [y] aurait une nuit une « ballade » ; que Pignat l'a sollicité de déclarer les associés. Qu'un autre jour, J.-C. Thormaz lui a dit qu'on avait bien fait peur à Son Excellence. Avoir entendu dire à la Val d'Illiez qu'il fallait boire un coup avant de commencer le complot ; que l'officier [Pierre] Rey est venu l'avertir de le venir trouver, où ayant été, [il] lui a dit qu'ils devaient venir quatre, sans dire pourquoi ; que là est arrivé « l'ostan » [Gaspard] Thomas, qui a dit : « Il n'y a personne » ; qu'il [y] avait deux « couvertes » levées sur les fenêtres ; que le lendemain, on lui a dit qu'il fallait aller bas à St-Maurice, qu'on voulait faire le complot ; avoir rencontré son beau-frère ; avoir été à Trois Torrens chez J.-C. Mettiaz ; y avoir travaillé jusque le mercredi seul ; alors sont venus les quatre déjà nommés ; qu'ils lui ont dit qu'ils n'avaient pas voulu être du complot ; et de là n'avoir [- - -] ; qu'au printemps, Jean-Maurice Berrut lui a dit qu'il n'aurait pas voulu être du complot, et lui non plus ; et dès lors rien aperçu jusqu'en été ; que son beau-frère lui a dit que demain il lui fallait partir, que les chefs de familles ont été invités à se trouver par voie de « cries » au conseil, que les mal contents ne devaient pas y venir.

Le jour que le gouverneur a donné le prix [29 juin 1791], avoir été à Monthey ; après la messe, avoir été boire [un] demi-pot [avec] J. Vite, Barthélemy Thormaz, [Louis] le fils de maître Louis[-Marie Robiquet] au poêle dessus de J. Martin ; ensuite avoir été à la boutique ; que J. Martin aurait [- - -] ; qu'on a commencé de parler de révoltes et ensuite on a parlé qu'on voulait donner une « ballade », de ramasser du monde, de venir le trouver à Collombey ; avoir été tirer pour le prix et avoir prêté son fusil et être parti avec plusieurs de la Val d'Illiez.

Le lendemain, avoir été faucher ; le dimanche après, J. Vite être venu à la Val d'Illiez, où J. Vite l'a trouvé vers le Boimeuroz [?] ; avoir trouvé [Anne-Marie Ecœur] la femme de J.-L. Berrut [erreur : Borrat] ; avoir parlé avec J. Vite, qui a passé à Champéry ; que, après la messe, il est monté à la

montagne ; que quelque temps après on lui a dit qu'il n'aurait pas voulu être du complot. Qu'il a averti [Narcisse] Pignat de ne pas sortir la nuit lorsqu'il entendrait du bruit, qu'il était menacé, que c'est J. Vite qui le lui a dit, que c'était Barth. Thormaz qui voulait donner une « ballade » par Monthey.

[9]. De quelle manière et contre qui on voulait faire des ballades dans le Bas Vallais ? — R. : ignorative. Qu'il est vrai que J. Vite avait proposé, si quelqu'un serait mis en prison, de s'assembler pour sortir celui qui serait arrêté, que les autres n'ont rien répondu.

On l'a avisé que par ses tergiversations, il ne [- - -].

A quatre heures et trente minutes, la corde a été tendue ; à trente et demie, il a été élevé hors de terre ; il a prié de le descendre, qu'il dira tout.

[10]. Alors, lui ayant signifié que s'il ne dit pas franchement le tout [- - -], — [R. :] a déclaré avoir été chez J. Martin ; avoir fait le complot là, étant à six : J.-C. Thormaz, J. Vite, le fils de maître Louis[-Marie Robiquet] et lui ; que J.-Cl. Thomas a dit [que] deux Savoyards lui auraient raconté qu'ils auraient forcé les portes des prisons en Savoye ; que J. Vite a dit que lui était bon enfant, il devait assembler une vingtaine, et ensuite devoir venir le trouver à Collombey ; qu'ils ont parlé qu'ils voulaient faire une « ballade », il ne sait pas pour sûr si c'est à Collombey ou à Monthey, contre Humbert Franc, [Narcisse] Pignat, [Jean-Joseph] Defonte qui avait fait perdre quinze louis ; que de cela il est obligé d'avouer d'être coupable. Qu'il ne peut dire autre chose sans mentir ; que si on le force à dire de plus, ils seront responsables.

Averti de ne pas [- - -].

[11]. A quatre heures et quarante-quatre minutes, la corde a été tirée ; à quarante-cinq, il a été hors de terre, ayant [été] exhorté de dire la vérité. — R. : avoir tout dit.

A cinquante-cinq minutes, lui ayant pris mal, il a été derechef posé sur la sellette, ses mains lui ont été détachées et ses bras ont été remis à leur place ; et étant revenu à lui-même, ledit J.-L. Borrat, sous les réserves de droit, a été reconduit dans l'endroit de sa détention.

(N° 33, pp. 35-43.)

## 146

### Sion, 15 novembre 1791. — Délibération de la haute commission.

*Die 15<sup>a</sup> Praesidente et assidentibus in hesterna Sessione praesentibus tit. D. D. [voir pp. 227-228] presente etiam Consule Primario [Januario] De Riedmatten.*

Hat eine hoche Comission abermahlen sich dahin entsprochen, das, indeme ein hochwürdiges Dum Capitel den process belangendt den abbex



[Durier] noch fortsetzen, noch selben einer hohen Comission überlifferen wollen, solle man bey der schon abgeratete protestatz beharren, dan solle man anheute mit denen constitutis gegen jenen delinquenten, so wegen den complot gegen der abtey oder besser zu sagen gegen die hohe Standts häubter, berichtet seynd.

Der [Claude-Louis] Delersse aber und [Claude-Joseph] Avanthey und Antoine Rey im kinfftigen Landtraht anhier constituiren.

(N<sup>o</sup> 38, p. 10.)

147

**Sion, 15 novembre 1791. — Interrogatoire de Pierre Rey (10<sup>e</sup>),  
de Jean-Maurice Rey (8<sup>e</sup>), de Gaspard Thomas (7<sup>e</sup>),  
de Pierre Guillot (9<sup>e</sup>), d'Emmanuel Rey (4<sup>e</sup>) et de Jean-Claude Défago (5<sup>e</sup>).**

*I. Pierre Rey.*

*Den 15. novembris a été constitué l'off[icier] Pierre Rey.*

[1]. Il lui a été sérieusement représenté qu'après qu'on lui a [rappelé] sommairement le procès et qu'il a ratifié sommairement, on veut qu'il déclare la vérité. — R. : oui, je veux faire mon salut.

[II] déclare qu'il a su que Son Excellence baillivale [Sigristen] et le seigneur baron [Gaspard-Eugène] Stokalper étaient à l'Abbaye (qu'il n'a pas su le troisième [Hildebrand Roten]) lors du complot ; qu'il ne sait pas si c'est lui ou qui a commencé le complot ; que le Bernois lui a dit que l'Abbaye rendrait une fois ce qu'elle avait trop tiré des fiefs. Avoir, cet été, entendu dire qu'on avait fait un feu sur le lac de Geneve ; qu'on avait imploré le secours des peuples voisins. Que comme le seigneur [Hildebrand] Schiner avait condamné son frère [Jean-Joseph] au ban de [vingt-cinq] livres pour avoir battu un autre ; que son frère lui ayant porté lire la copie de l'examen, lui, l'ayant eu lu, aurait dit que ce cas ne portait pas la peine dictée ; qu'on aurait voulu [- - -] ; avoir ensuite conseillé d'aller chez le seigneur gouverneur pour arranger, avoir offert du sien un louis ; que le seigneur gouverneur a dit qu'il relâcherait un louis. Que son frère fit une procure à J.-Cl. Durier qui parut par supplique ; qu'on lui aurait rendu la supplique sans que rien ait été marqué au bas ; qu'ensuite on avait pris un mandat pour avoir connaissance de la décision souveraine sur ce cas ; que c'est le jour de la Bagarre [- - -]. Que son frère est allé chez [Jean-Joseph] de Fonte, où il y était le curial [Joseph-Antoine] Melliat ; que Melliat ne répondit rien, étant avec le châtelain [de Vouvry, Emmanuel] Cornu ; que [Pierre-Maurice Rey-] Beley lui offrit un verre de vin, ce qu'il ne voulut point accepter et Bellay se tenait proche ; que Melliat cria à lui l'enquis : « Voilà comme on va me traiter. » Que lui l'enquis,

sur la colère, le prit par les cheveux et le tira au milieu de la chambre ; d'autres le battirent ; que Melliât s'est transporté chez le seigneur gouverneur ; que le seigneur gouverneur est venu vers la maison de [Jean-Joseph] Defonte ; qu'on l'a avisé de ne pas entrer ; qu'au bout d'un moment, une troupe [d'hommes] sont entrés au château, et dans un moment on vit le seigneur gouverneur et sa dame vint sur la place et entra chez Gallay. Que le lendemain, M. Devanthery écrivit une lettre à la Val d'Illicz et à Trois Torrents ; que soixante de chaque paroisse sont descendus en conseil ; qu'on visita le château. Que la seconde assemblée a été à Troistorrent en présence de M. Devanthery, à ce qu'il croit, circulairement ; que lui, à la demande de..., dit à M. Devanthery de ne pas écrire sans l'aveu du peuple. Que le dimanche ensuite [12 septembre 1790], on voulait envoyer une députation à St-[Maurice]. Qu'ensuite on a parlé de préparer des armes et de la munition ; qu'on l'a presque forcé de publier de tenir les armes prêtes et s'exercer ; que son penchant était de ne pas monter, de préparer des armes et d'attendre qu'on les verra ; que son sentiment était que les Bernois mettraient le holà ; qu'il ne laisserait pas battre ; qu'il voulait abattre les conseils, mais des conseils généraux du peuple ; que s'il y a des témoignages, il s'y conforme.

[2]. S'il n'a plus rien à dire sur le complot de l'Abbaye ? — R. : de ne se pas rappeler. Avoir dit du commencement que si on pourrait faire une capture de... mille florins, cela leur ferait bien du bien ; que son sentiment était que si on avait pu avoir d'assistance des Bernois, cela s'exécuterait, sinon cela resterait ; que son frère devait aller pour cela chez le Bernois et parler à ce sujet au Bernois. Que la lecture du livre reçu du Bernois [*L'Aristocratie*], l'a porté à parler contre les magistrats, de se mettre contre eux ; que comme il croyait qu'on leur avait fait du tort, l'idée lui est venue de se procurer de l'argent ; que c'était les seigneurs de fiefs qui avaient comme l'Abbaye tiré les revenus des fiefs. Que dans le commencement, lorsqu'il a fait la proposition contre l'Abbaye, il ne pensait point à ces seigneurs, qu'il voulait, s'il avait pu avoir assez de force, se faire rembourser les argents livrés.

[3]. S'il n'a aucune connaissance qu'avant le jour de la Bagarre il [y] ait eu quelque complot ou quelques « malcontentements » ? — R. : négative. Que c'est en conséquence de ce que le Bernois lui a dit que l'Abbaye ne subsisterait pas qu'il [a] pensé d'aller pour avoir de l'argent. Avoir eu, à ce qu'il croit, quatre fois entrevue avec le Bernois, avec lequel il [a] parlé des affaires de Fribourg ; qu'on [a] parlé, à ce qu'il lui paraît, que le plan n'était pas encore formé. Que son idée, après la Bagarre, était de préparer des armes, d'attendre qu'on vienne les attaquer ; au reste, il ne savait rien ; que par son imagination était que les Bernois se seraient entremis. Que d'abord qu'on aurait posé le plan, il voulait abolir les conseillers ; il ne croit pas, hormis qu'on aurait crié, qu'il serait arrivé quelque chose aux conseillers. Que lorsqu'on a saisi, à Monthey, J.-L. Borrat, l'idée lui est venue qu'il [- - -].

*Ratification.* Que comme il ne se rappelle pas de certaines choses, il se conforme aux témoignages. Qu'il a dit la vérité de ce qu'il s'est rappelé, qu'il se conforme à ce qu'il a dit, qu'il n'a rien à changer. Qu'ayant été à Massonger, son frère J[ean-]M[aurice] lui avait montré des livres de France et lui

dit qu'il [y] avait à Bex un homme qui avait bien des connaissances, qu'il fallait y aller ; qu'ils [y] ont été et qu'ensuite il reçut un message de son frère de venir le trouver ; alors, y ayant été, lui aurait dit avoir reçu un billet de deux ou trois lignes du Bernois, aux fins de l'aller trouver à Bex ; on [- -].

[4]. Si J.-Maurice a toujours été de compagnie avec l'enquis à Bex ?

— R. : toujours, sauf la dernière fois que lui l'enquis a été seul. Que son frère n'a pris aucun parti dans cette affaire, hormis par le billet que lui l'enquis lui a adressé pour aller chez le Bernois.

*Post iteratam ratificationem iterum ad locum detentorium deductus fuit.*

## II. Jean-Maurice Rey.

Le même jour J.-M. Rey-Borrasson [a été constitué].

[1]. Que comme Messeigneurs lui ont laissé un temps assez long pour pouvoir faire des réflexions sur ce qu'il lui aurait pu être échappé, ainsi de dire la vérité. — R. : qu'il n'a plus rien à ajouter. [A] répété que le Bernois est venu chez lui lui demandant du vin ou « *brandvin* » ; lui a demandé comme leurs affaires allaient ; avoir répondu qu'on aurait un code, qui n'était pas ouvert ; que lui aurait dit que ceux de Geneve n'étaient pas d'accord ; qu'alors le Bernois lui a remis le livre, qu'il a caché. Le Bernois le lui ayant laissé jusqu'à une autre fois, qu'un jour ayant été au martinet à Bex, qu'alors le Bernois l'aurait demandé ; qu'ils ont parlé des affaires de France, etc. ; qu'à cette occasion il aurait encore reçu du Bernois un livre des affaires de France ; qu'ensuite, une autre fois, il lui a nommé le Gros-Beley comme le chef de la révolte ; qu'il lui a parlé de son frère [Pierre] l'officier ; qu'après il a reçu du Bernois un billet pour l'aller trouver avec son frère ; y avoir été, ne l'avoir pas trouvé. Qu'à cette occasion, son frère a reçu le livre de *L'Aristocratie* ; qu'il faudrait se cotiser chacun un demi-écu neuf pour avoir des livres pour les faire lire au peuple. Qu'un mercredi matin, son frère est venu chez lui avec J.-C. Defago lui dire qu'ils avaient fait un complot pour aller à l'Abbaye pour se faire donner une certaine somme ; qu'on devait y aller avec des armes. Que trois jours après, à ce qu'il croit, avoir reçu par Gaspard Thomas un billet qui commençait [ainsi] : « Cher ami de la liberté ! » ; que ce billet marquait d'aller trouver le Bernois, de ramasser du monde ; qu'il est allé dîner et n'alla point chez le Bernois et ne parla point à personne. Que le Bernois a été cinq à six fois à Massonger chez l'enquis ; avoir été trois fois chez le Bernois, deux fois avec son frère l'officier ; que le billet que le Bernois lui marquait, qu'il n'avait pas tout reçu de la personne en question, de venir le trouver avec son frère l'officier, qu'il ne se rappelle pas comme il commençait. Avoir parlé la dernière fois avec ce Bernois en été, en bas du village ; qu'alors le Bernois était malade, qu'il désirait d'aller chez l'enquis, mais que comme il s'était aperçu que le monde parlait au sujet de ce Bernois, il tâchait de s'écarter de lui ; que la dernière fois, ils n'ont point parlé de ces affaires ; que ç'a été par rapport aux livres que le Bernois est venu chez lui ; que depuis que E. Bovard de Bex a eu connaissance avec son frère l'officier et qu'il a vu que l'enquis

ne [- -]. Que les deux premiers livres reçus du Bernois ne lui ont inspiré aucune mauvaise idée ; que *L'Aristocratie*, ne l'avoir pas tenue ; que son frère a dit que ce livre était bon, que ce livre faisait ouvrir les oreilles au peuple ; ne l'avoir jamais lu, l'avoir entendu lire une partie par son frère ; que ce livre disait : « Les aristocrates [- -] ». Que peut-être que non que le complot contre l'Abbaye, si on n'aurait pas reçu ce livre, parce que ce livre découvrait le droit, exposait l'aristocratie, que pour lui il ne l'a pas connu, ne l'ayant pas tenu ; que comme les autres disaient qu'il était bon, il s'en réjouissait ; que ce livre disait que les seigneurs faisaient du tort par des châtimens. Qu'il croit que si on était venu sur une forte révolte, à une guerre, on aurait eu quelques droits et gagné quelques avantages, que par la force représentant aux seigneurs, on serait venu à quelques avantages, à ce que lui s' imagine.

[2]. Que les indices dont il est chargé sont de nature à ne pouvoir croire qu'il ait fait une déclaration totale, de dire de quelle manière on voulait abattre les droits des seigneurs ? — R. : qu'il ne peut donner d'autres explications, qu'il ne cache rien, qu'il dit comme son cœur pense.

[3]. Si E. Bovard lui a parlé de l'Abbaye ? — R. : qu'ils ont parlé qu'il faudrait abattre ces abbayes, ce couvent, qu'ils étaient des gens inutiles.

[4]. Que comme il croit qu'E. Bovard lui marquait : « Cher ami de la liberté », par quelle raison il lui adressait ce titre ? — R. : que parce qu'il avait été tenu un complot contre l'Abbaye, on devait s'appeler ami de la liberté ; qu'il croit que c'est son frère qui a parlé de cette façon, mais seulement après [- -]. Que le Bernois lui a dit qu'il allait à Monthey chez [Jean-Claude] Thomaz à Monthey ; qu'il croit que le Bernois lui a aussi remis un de ces livres ; que depuis que lui l'enquis a communiqué ce livre à M. le curé [Bonaventure Franc], il n'a plus été chez lui. Qu'il n'a été dans aucun complot qu'à celui avec son frère l'officier et J.-Claude Defago et à celui de La Fontanella, et n'avoir entendu parler de d'autres complots que comme le Bernois a parlé qu'ils en tenaient aussi de l'autre côté du Rhone.

[5]. \* *Ratificatio* \*. S'il croit avoir dit la pure vérité ? — R. : qu'il a dit la vérité autant qu'il a pu se rappeler, qu'il ne fait du tort à personne, qu'il a déclaré suivant sa conscience.

*Sub protestationibus solitis iterum ad locum detentorium fuit deductus.*

### III. *Gaspard Thomas.*

Audit jour a été constitué Gaspard Thomaz, lequel a déclaré avoir tout déclaré et dit comme il le dirait à son confesseur à l'heure de la mort, avoir tout dit au sujet du complot de l'Abbaye.

[1]. Si les autres seraient venus pour le complot de l'Abbaye, ce qu'il aurait fait ? — R. : qu'il a toujours cru que ce complot n'aurait pas eu lieu, que lui n'y serait point allé.

[2]. Qu'il sait par les ouvertures qui lui ont été faites et par ses propres aveux avoir été au complot, quelle cause les a pu porter à ne pas aller ?

— R. : ignorative ; que pour lui [il] y a été par hasard, parce que le même soir [il] a été [à] la Vald'Illiez pour se faire faire un habit et culotte et pour arranger sa rate-part de maison.

[3]. Si on y voyait clair à la chambre de Pierre Rey lors du complot ?

— R. : affirmativement, la chandelle y était ; que Pierre Rey a mis des rideaux soit linges blancs pour que le monde de dehors ne voie pas dans la chambre. Qu'on a parlé d'engager cent cinquante hommes pour aller à l'Abbaye. Que c'est Pierre Rey qui lui a dit de l'apporter [le livre de *L'Aristocratie*] à Jean Chasse et, ne l'ayant pas trouvé, l'avoir remis à l'officier ; n'avoir entendu la lecture du livre que cette seule fois à la Val d'Illiez, chez P. Rey ; que c'est lui qui a rapporté le livre, le dimanche, à la Val d'Illiez ; l'avoir reçu derechef des mains de l'officier, qui lui avait promis de le livrer à J. Chasse.

*Sub protestatione solita ad locum detentorium fuit deductus.*

#### IV. Pierre Guillot.

*Die predicta* a été constitué P. Guillot, auquel a été [dit] par le seigneur examinateur que Messieurs, ensuite des indices dont il est chargé, ont bien voulu lui laisser le temps pour se rappeler. — R. : qu'il ne peut se rappeler d'autre chose que ce qu'il a déjà déclaré, qu'il demande la lecture des témoignages qui le chargent, aux fins qu'il puisse se « remémorier » ; qu'ayant tant dit, qu'il ne se rappelle pas de toutes les charges dont ils lui ont été faites ; qu'un pauvre homme comme lui croit avoir droit de pouvoir demander cette grâce et cette charité ; qu'il avouera tout ce dont on voudra ; avoir dit de tuer, massacrer ; qu'il n'est pas en lui même ; qu'il a avoué plus qu'il n'a fait, avoir dit des choses sans savoir que cela portât conséquence.

1°, avoue avoir dit que le premier gouverneur qui viendra, il le tuera ; 2°, avoir dit qu'il donnerait dix louis à celui qui tuera ceux qui l'accusent devant l'Etat ; 3°, qu'il donnera dix louis à celui qui tuera celui qui dit du mal de lui ; 4°, suivant le témoin qui a déposé contre lui au sujet du discours tenu allant à la foire de Martigni, il a dû dire que le diable avait emporté M. Theiler, qu'également il n'aurait pas subsisté ; avoue avoir dit à plusieurs maisons à Monthey d'avoir de la munition prête ; avoir souvent dit dans la chaleur de la colère, en l'air [- - -].

Qu'il est chargé d'avoir dit qu'on avait écrit pour faire venir des Piedmontais. — [R. :] qu'à l'égard de J.-Claude Thormaz, il a déclaré ce qu'il avait entendu et appris de lui après la dernière foire de juin ; avoué avoir dit que si le lieutenant [Emmanuel] Franc sautait, il ne lui ferait pas mal de donner quatre louis ; que J. Vite avait [demandé] s'il les lui donnerait, etc. ; qu'il a répondu : « Peut-être bien. » Avoué avoir entendu de Thormaz J.-Claude que le jour de la dernière foire [- - -] ; qu'à Vouvry, il y avait trois : le châtelain [Emmanuel] Cornu [- - -] ; à Viona, [Jean] Delset ; à Collombey, M[aurice] Vuilloud, le lieutenant [Pierre-Didier] Fay ; à Monthey, six : Gallay, l'officier [Jean-Joseph] Defonte, le marchand [- - -] ; à St-Maurice, le châtelain [Jacques de] Quartery et Pittier ; à Martigni, le lieutenant

Voluz et, à ce qu'il croit, Dalleves ; avoir entendu cela après la dernière foire de juin. Qu'il ignore pourquoi le complot n'a pas été effectué, qu'il ignore si Thormaz était du complot, ni si Thormaz était le [- - -]. Avoué avoir dit, allant à la foire de Martigni, que M. Theiler était mort, que le diable l'avait pris. Avoir dit que s'il y avait des gouverneurs à qui on voulait du mal, il avait des hommes en Piedmont à qui on pourrait écrire, lesquels moyennant une certaine somme tuaient ; avoue avoir dit sur la place à Monthey qu'il avait des hommes comme ça en Piedmont ; que le discours du neveu [Baruchet] lui a fait penser que s'il en avait besoin, il pourrait écrire ; que le discours du neveu au sujet des Piedmontais est venu sur l'histoire de l'intendant qu'a tué [- - -]. Avoué avoir dit à [Jean-Claude] Barlatey et à Franc : « Ils sont des poltrons ; ils m'ont tous animé et me laissent en l'embarras ; on a dit de changer le conseil et à présent on me plante » ; avoir parlé cela la dernière année, en juillet ; avoir eu cette intention à cause des grands Louis [?] que la bourgeoisie a soutenus au sujet du partage des biens communs. Avoir été en députation pour obtenir du souverain un redressement [- - -]. Qu'autrefois on élisait le syndic autrement qu'à sa nomination ; qu'à sa nomination, tous les hommes ont été libres de donner sa voix à qui ils ont voulu et que lui pour la seconde fois il a eu la pluralité. Qu'on a cassé, durant une nuit, au lieutenant [Emmanuel] Franc les fenêtres, qui se plaint qu'il n'y a pas eu la même nuit la patrouille ordinaire. Qu'une fois, étant venu un peu tard au conseil, le châtelain Gallay avait dit qu'il le fallait dehors ; que Franc a dit [qu']il fallait tirer les voix ; que Gallay a dit : « Point de voix » ; que Franc est venu le prendre par l'habit et l'a sorti. Que la cause de son malheur est de ce qu'il a été syndic à cette occasion. Supplie de lui faire lecture des charges ; qu'il ne peut rien dire que ce qu'il a déclaré.

[1]. Comme la mémoire de l'enquis paraît assez vigoureuse, [il] a été prononcé de procéder à le lier et lui poser les grosses pierres aux pieds, sans cependant tirer la corde ; et comme il a persisté à demander de lui faire lecture [- - -], on lui a dit qu'il est chargé [- - -]. — [R. :] Avoué avoir dit qu'il serait bon de tuer tous ces Messieurs de Monthey et les avoir traités de coquins.

2. On lui [a] déclaré, exposé, être chargé et soupçonné qu'il est de la société de [Jean-Claude] Thormaz. — R. : [- - -].

3. Avoué avoir dit : « Les aristocrates, on les pendra. »

4. Avoue avoir été souvent ensemble avec J. Vit et J.-C. Thormaz.

5. Avoue avoir dit aux quilles qu'il aurait mieux valu de tuer M. Schiner, que cela ne leur aurait pas causé tant de frais.

6. Avoue le discours tenu allant à la foire de Martigni, tel que la déposition [a] parlé, tant de l'un que de l'autre voyage.

7. De dire pourquoi il croyait que M. Theiler n'aurait pas subsisté ? — R. : que peut-être, s'il avait continué à faire du mal, quelqu'un l'aurait tué, peut-être aussi bien lui l'enquis qu'un autre, qu'on sait bien qu'on a que trop souvent des vengeances ; qu'il n'a cependant jamais été déterminé ni la façon



ni quand le tuer ; qu'il n'a eu de vengeance contre un gouverneur que contre M. Theiler, parce qu'il lui a fait perdre vingt-quatre « couchées » de chevaux, qu'à moins [de] quatre écus neufs, il n'a pas voulu lui permettre de tenir auberge, qu'il a pris un bâton pour le chasser.

8. Avoue avoir dit, lorsqu'on a cassé les fenêtres à M. Gallay, que des bougres comme ça mériteraient d'être lapidés, tués sur la place, entendant le châtelain Gallay.

9. Avoue avoir été ami de J.-C. Thormaz.

10. Avoue avoir dit qu'on avait écrit en Piedmont pour faire [venir] des Piedmontais, etc., mais avoir dit cela en l'air, pour épouvanter.

11. Avoue être venu à minuit avec son épée en écharpe, demandant pourquoi on battait la générale, mais qu'il est venu [- - -].

12. Qu'il croit avoir dit qu'on était des poltrons, depuis que le gouverneur était venu, qu'on ne savait pas se soutenir. Nie que Robricquet fils et J.-C. Thormaz étaient les seules compagnies [- - -], qu'il fréquentait très souvent [Jean-Claude] Barlatey et d'autres. Nie d'avoir donné à Thormaz d'argent pour venir à Sion, que peut-être son fils [Barthélemy] aura pu donner. Nie avoir tenu chez lui des assemblées pour faire du mal, bien qu'ils ont bu plusieurs [fois] chez lui en compagnie [- - -], qu'avec Thormaz, J. Vite et Robricquet et sa femme [- - -]. Nie de s'être chargé d'aller demander M. Devanthery pour le faire sortir, qu'alors on aurait fait main basse sur sa maison. Nie qu'à l'occasion que le Petit-Roullier a été enfermé [- - -].

13. Avoue avoir dit à J. Vite que peut-être il donnerait quatre louis.

14. Avoue avoir dit qu'il donnerait dix louis si on tuait ceux qui lui font du mal.

15. Avoue ce que Thormaz lui a déclaré touchant le complot de tuer une vingtaine depuis Martigni en bas, mais nie d'avoir été de ce complot, d'aucun autre mauvais [- - -].

16. Avoue avoir dit à [Claude-Louis] Delersse qu'il devait avoir vingt-quatre cartouches chargées à balle ; que Delersse a dit qu'il en avait cent. Avoue avoir dit à Delersse d'en faire pour lorsque le cas l'exigera.

17. Avoue avoir dit : « Diable ! les trouvez[-vous] tant bons ? », lorsqu'on louait [les seigneurs d'Etat. — Voir n° 19, p. 48].

18. Avoue que son intention de faire préparer des munitions était pour lorsque ceux du Haut-Vallais ou du Bas seraient venus, pour les premiers qui viendraient.

19. Avoue avoir été d'avis de se recommander à la protection de LL. EE. de Berne. Nie d'avoir eu connaissance d'un complot soit serment prêté de tuer le premier gouverneur. Qu'il ne croit pas qu'il ait été question qu'on ait écrit à Milan pour faire venir des personnes pour faire assassiner M. Theiler lorsqu'il signerait le premier mandat.

20. Avoué avoir été à Morgin, et après le propos de M. le procureur de



l'Abbaye [Exquis] d'avoir dit : « Dieu donne la force à la France, parce que dans la France il va bien, qu'il y a de l'économie, qu'on arrange les affaires. »

[20 bis]. S'il croit avoir déchargé sa conscience et d'avoir dit la pure vérité ? — R. : affirmative, qu'il n'en voudrait pas avoir [dit] davantage, qu'il en a déjà assez dit. Nie d'avoir dit ni promis dix louis pour tuer le châtelain Gallay, bien pour tuer ceux qui disaient du mal de lui ; qu'il était assez sensé, qu'il entendait Gallay et [Emmanuel] Franc.

21. Avoue avoir dit ça en public, avoir dit cela sans conséquence, pour faire peur, pour arrêter ceux qui disaient du mal de lui ; que s'il avait eu véritablement l'intention de faire tuer Gallay, il aurait promis cela en secret, que Robricquet était présent ; qu'il ne peut pas juger s'il aurait donné les dix louis dans le cas qu'on eût tué Gallay et Franc.

*Sub reservationibus solitis*, il a été délié et reconduit au lieu de sa détention.

#### V. Emmanuel Rey.

*Die predicta* a été constitué Emmanuel Rey-Borrasson.

[1]. D'avoir dit qu'il fallait aller boire avant qu'on commence un complot [voir n° 143, p. 288] ? — R. : qu'il a déjà dit au sautier qu'il avait déjà oublié de dire à Messeigneurs que son frère [Pierre] l'officier est venu le trouver chez lui pour le solliciter à chercher des amis pour l'Abbaye, d'aller jusqu'à Chatell pour faire venir des Savoyards, pour aller casser les fenêtres à M. Devanthery et chez le châtelain de la Val d'Illicz [Barthélemy Dognier] ; qu'il est possible d'avoir dit d'aller boire, mais de ne pas se rappeler. Qu'un soir avoir été chez son frère [Pierre] ; que la femme aurait dit : « Il y a trop de monde ce soir, on ne peut pas se parler. » \* J.-Louis Borrat, J.-Cl. Perrin, J.-Jos. Avanthey, trois à quatre de ses frères, le domestique de sa belle-sœur [Michel Jacquier-Perret] y étaient cette fois ; qu'il croit que les fenêtres avaient des rideaux. \* Qu'une fois M. [l'abbé] Durier [était] chez le prieur de la Val d'Illicz [Briguet], où il y avait deux jeunes enfants ; il y a déjà vingt ans que ces enfants lui ont raconté (l'un d'eux est Jean Mellieret) que l'abbé Durier, alors encore jeune, se faisait tirer sa partie *s[alva] v[enia]* et tirait celles de ces jeunes garçons.

[2]. S'il a dit la pure, sincère vérité, s'il ne fait tort à personne ? — R. : qu'il voudrait que Dieu fît [un] miracle en présence de Messeigneurs et la sienne, avoir dit la vérité et ne pouvoir ni ne savoir autre chose à déclarer, ni qu'il puisse savoir pour le présent. Qu'une fois, [Marie-Christine Défago] la femme de son frère Jean-Joseph lui a dit qu'elle était très fâchée, que son frère d'elle J.-C. Défago était déjà plongé dans l'affaire de l'Abbaye et se plongeait encore à celle de M. Clemens. \* Que lorsque [Marie-Christine] la sœur de J.-Claude lui disait, l'avertissait de ne pas se mêler de telles affaires, J.-Claude a dit : « Il serait pourtant bon de leur faire une peur » ; qu'il a compris à ces séquences qui devaient être à l'Abbaye. \*

Sous les protestes de droit, ledit enquis a été reconduit dans l'endroit de sa détention.

## VI. Jean-Claude Défago.

[1]. *Die predicta* a été constitué Jean-Claude Defagot, auquel, par le seigneur examinateur, a été représenté qu'on lui a laissé un terme pour s'aviser et de dire la vérité. — R. : qu'il a menti à Monthey, en niant d'avoir été du complot de l'Abbaye et de M. Clement, et avoir nié par crainte.

[2]. Qu'il voit par là combien il est croyable, ayant menti à Messeigneurs à Monthey. — R. : avoir été demandé par P. Rey, son beau-frère, d'aller chez lui ; en entrant, P[ierre] R[ey] lui a dit s'il voulait être des amis de la liberté ; qu'il a cru que c'était pour jouer. Qu'une autre fois, y avoir encore été, et comme il y avait plusieurs, il a attendu longtemps ; après qu'ils ont été loin, l'officier lui a proposé qu'on voulait aller à l'Abbaye ; que lui a dit qu'il ne voulait pas y aller pour voler ; que Pierre Rey a dit : « Pas pour voler. » Qu'ayant été à Monthey, on l'a mené à la Maison jaune, où il y avait l'abbé Durier, l'officier Rey et J.-Jos. Durier ; qu'on a dit que le surveillant [l'abbé Bruttin] était content qu'on fît partir M. Clemens ; qu'on lui a dit qu'il fallait faire des amis, avoir mené ses enfants pour ses amis. Que pour aller à l'Abbaye, on parlerait [à] ceux de l'autre côté du Rhone, de Verossaz ; que du commencement, on voulait faire contribuer l'Abbaye ; que l'argent, on se serait partagé ; qu'on a dit que ces seigneurs avaient tant tiré d'argent d'un côté et d'un autre ; qu'apparemment, on voulait faire donner d'argent par crainte.

[3]. « Quel discours as-tu tenu avec la femme de Pierre Rey derrière le fourneau ? » — R. : n'avoir tenu aucun discours.

[4]. Quand il a été la dernière fois à la foire de Martigni ? — R. : à la dernière et avant-dernière.

[5]. S'il a été aussi dans des foires du printemps ? — R. : affirmative, aussi à celle du printemps dernier.

[6]. Si d'autres de la Val d'Illicz y ont été ? — R. : de ne pas se rappeler qui.

[7]. Ce qu'il aurait fait et dans quelle auberge il est entré ? — R. : chez Morand.

[8]. S'il est sûr d'avoir été à la dernière foire du printemps à Martigni ? — R. : qu'il n'est pas sûr.

[9]. De faire réflexion qu'une fois il dit avoir été et d'abord il dit de ne se rappeler : quelle confusion pour lui ! — R. : affirmativement, avoir été.

Sur quoi, on lui a exposé que par ses menteries il provoque Messeigneurs de faire usage de la corde, de laquelle il a déjà approché et qu'il ne pourra imputer qu'à lui-même les souffrances qui l'attendent.

Sur les réserves et protestes de droit, il a été reconduit à l'endroit de sa détention.

**Sion, 16 novembre 1791. — Liste des membres de la haute commission.**

Den 16. tag Wintermonats 1791 zu Sitten bey den Guldenen Löwen waren seshafft der schaubare Grossmächtige wohlgebohrne edelgestrenge Herr Herr Jacob-Valentin Sigristen, Panner Herr des Lobl. Zenden Gombs, würdigster Landts Hauptman der freyen Republic Wallis [Sigristen], Praesident; die schaubare weyse wohlgebohrne, edelgestrenge hochgachtiste Herren Herren Hildeprandus Rothen, Landtsschreiber und Pannerherr des Lobl. Zenden Goms; Januarius De Riedmatten, Regierender Burgermeister der Lobl. Stadt Sitten; Joannes-Josephus Jullier, Landtseckelmeister und Zehenden Hauptman des Lobl. Zenden Leucks; Antonius Rothen, Panner Herr des Lobl. Zenden Leucks; Petrus-Nicolaus Fux, Castlan des Lobl. Zenden Vispachs; Frantz-Joseph Andenmatten, Zendenhauptman gedachten Lobl. Zenden Vispachs; Leopoldus Desepibus, Zendenhauptman des Lobl. Zenden Rarens; Gasparus-Eugenius Stockalper, Baron und Obrister ob der Morsi; Josephus De Lovina, gewesener Grosscastlan des Lobl. Zenden Siders; Mauritius-Joachimus-Ant. Wegener, ehemahlen Landtvogt und Castlan des Lobl. Zenden Brigs; Joannes-Josephus Jost, alt Landtvogt und Richter des Lobl. Zenden Goms; Felix De Chastoney, gewesener Grosscastlan Lobl. Zenden Siders; und Mauritius De Torrente, Nachtcastlan der Lobl. Stadt Sitten.

(N<sup>o</sup> 33, p. 75. — Cette page porte le titre « *Sententiae* ».)

**Sion, 16 novembre 1791. — Délibération de la haute commission.**

*Praesidente et assidentibus in hesterna sessione nominatis* [voir pp. 227-228], *presente etiam Castellano vice Dominatus Seduni [Mauritio] De Torrente, per majora* an dissem tag hat eine hoche Comission sich dahin erkläret, dass man gegen den officier [Pierre] Rey, den J.-M. Rey und [Barthélemy] Thormaz ohne fehrneren proces zu der sententz schreiten, mit dem Pierre Guillot und Thormaz zur Ratification constituieren, den J.-Louis Borratt, da er die ordinari Tortur nicht aushalten kan, mit der Knute torquieret werden, und der Claude Defagoz mit der real territion belegt werden.

Am gedachten tag seynd die Constituta und mehrere confrontationes fortgesetzt worden und entlichen die Sententz wider den ungleichseligen Pierre Rey-Borrasson getragen worden, nemlichen zum Strang.

(N<sup>o</sup> 38, p. 11.)

**Sion, 16 novembre 1791. — Sentences proposées par les juges  
contre quelques-uns des inculpés.**

Tit. S[ecrétaire] d'Etat [Hildebrand Rothen] : sentencier l'officier [Pierre] Rey ; quant à [Barthélemy] Thormaz, la pluralité [- - -].

Trésorier [Jean-Joseph Julier] : sentencier l'officier Rey ; Thormaz *ad territionem*.

Bourgm[estre de Sion, Janvier] D[e] R[iedmatten] : que J[ean-Mau-  
rice] Rey doit être élargi ; Thormaz à la torture et [- - -].

Juge de Viege [Pierre-Nicolas Fux] : J.-C. Defago et J.-L. Borrat, constituer.

Banneret [de Loèche, Antoine] Rothen : sentencier aussi [?] après.

Capitaine [de Rarogne, Léopold] Desepibus : attendre avec la sentence et constituer J.-L. B[orrat] et Defago et attendre la ratification.

Capitaine [de Viège, François-Joseph] Andenmatten : constituer J.-Louis Borrat et J.-Claude Defago ; avec les autres, finir.

[Gaspard-Eugène] Stockalper : finir avec l'officier, constituer J.-L. Borrat ; ratification de Guilliot et Thormaz.

[Joseph] De Lovina : finir avec l'officier ; constituer J[ean-Claude] Defago et J.-L. [Borrat].

[Maurice-Joachim-Antoine] Wegener : constituer à la « territion » J[ean-]M[aurice Rey], Thormaz, J.-C. Defago, J.-L. Borrat ; ratification de Guilliot et Thormaz.

[Jean-Joseph] Jost : finir avec l'officier ; J[ean-]M[aurice Rey] et Thormaz, ratification ; constituer J.-L. Borrat et Defago.

[Félix de] Chastonay : finir avec Rey ; constituer J.-L. Borrat et Defago ; laisser [- - -].

[Maurice] De Torrente : finir avec l'officier ; attendre avec J[ean-]M[aurice Rey] et Thormaz ; constituer J.-L. Borrat et Defago.

Le prés[ident de la commission, Sigristen] : finir avec l'officier, J[ean-]M[aurice Rey] et Thormaz et J.-L. Borrat, sauf pour découvrir Guilliot et Thormaz ; ratification [de] Defagoz *und* [- - -].

[Récapitulation :]

Sentencier l'officier Rey samedi ou lundi, absoudre J[ean-]M[aurice Rey] : 12 [voix].

Thormaz, *ad territionem* : 5.

[Jean-]Maurice Rey, à la torture : 3.

Finir avec J[ean-]M[aurice Rey] et Thormaz : 6.

Constituer J.-L. Borrat et J.-C. Defago : 9.

Sentencier J.-L. Borrat : 2.

Ratification de G[uillot] et Tor[maz] : 7.

J.-Maurice [Rey] jusqu'à la diète : 5.

J.-L. Borrat, admis [- - -] : 8 ; *terrere* [- - -] : 5.

(N° 56, p. 2.)

## 151

**Sion, 16 novembre 1791. — Interrogatoire de Jean-Louis Borrat (7°),  
de Jean-Joseph Durier (7°) et Jean-Louis Borrat (8°),  
de Jean-Claude Défago (6°) et de Pierre Guillot (10°).**

### I. Jean-Louis Borrat.

*Die 16<sup>te</sup> novembris 1791 a été constitué Jean-Louis Borrat.*

[1]. L'examineur lui a exposé que d'une part les indices dont il est chargé et [d'autre part] les tergiversations qu'il affecte obligent Messeigneurs de poursuivre la procédure conformément aux lois, le sommant de dire la vérité. — R. : qu'il a dit à sa dernière constitution dans les douleurs des choses dont il ne sait si elles sont véritables, de lui déclarer ce qu'il a [- - -].

[2]. De déclarer [- - -]. — R. : lui avoir dit dessous le cimetière de la Vall-d'Illiez, l'année passée, s'il voulait être du complot ; avoir été changer ses habits et être allé à la montagne. Avoir été chez J. Martin, où étaient le fils [Louis] de maître Louis[-Marie Robiquet], Thormaz et J. Vite, qui lui a dit qu'il devait assembler à la Val d'Illiez vingt hommes, qu'[- - -].

[3]. Pour quel sujet il voulait faire ce carnage ? — R. : qu'il lui paraît bien que c'était pour faire un carnage à Monthey ; que le fils de maître Louis était en colère ; que Delfonté lui avait fait perdre quinze louis ; qu'il lui paraît qu'on voulait [- - -] ; que J.-Claude Thormaz et Barth. Thormaz et J. Vite [- - -] ; le fils de maître Louis a dit qu'il inviterait : à Monthey, les Favroz, de Sarrallion, le fils de maître J.-Claude Thormaz, J.-C. Thormaz ; es Neires, les Fornagoz, quatre frères et les Planche ; Barth. Thor[maz] et J. Vite, les Carron, les Jeandet [Jean-Didier et Jean-Pierre], à Collombey.

[4]. S'il n'avait rien d'autres qui devaient être invités à Monthey ?  
— R. : ignorative.

[5]. Si le jour était nommé pour descendre ? — R. : négative, qu'il devait venir à Collombey donner trois coups doubles à la porte et dire s'il avait pu engager les vingt hommes ; que premièrement [- - -]. Avoir entendu d'être

ennemi de quelques-uns ; qu'on avait fait longtemps « une charrivarie », qu'ils s'étaient battus.

[6]. Qui là présents étaient lorsqu'on a tenu et parlé de cela ?

— [R. :] J. Vite, Barth. Thormaz, J.-Claude Thormaz, J.-Jos. Durier et le fils de maître Louis [Robiquet] ; qu'il lui paraît que J.-Jos. Durier était un traître, qu'il n'a point dit son sentiment, qu'on a parlé de cela deux heures de temps, qu'on a parlé des affaires de France.

[7]. Par quelle occasion on est tombé sur ce discours ? — R. : que J.-Jos. Durier et J.-Cl. Thormaz sont entrés seuls pour boire un demi-pot, qu'après J. Vite est venu leur dire de monter ; alors ils ont bu les cinq déjà nommés ensemble.

[8]. Pourquoi on l'appelait bon enfant ? — R. : parce qu'il était libéral.

[9]. S'il veut faire un aveu de la vérité sur la charge que trois cents hommes devaient s'assembler à la fin de Monthey ? — R. : que cela lui est inconnu.

[10]. De se rappeler que cela lui a été soutenu à sa face par-devant Monseigneur et de voir qu'il est un imposteur, car il a avoué d'avoir avisé [Jean] Claret de ne pas sortir la nuit et [Narcisse] Pignat, et par là il fait voir quelle imposture [- - -]. — R. : que la dernière fois on n'a pas parlé, mais la première à qui on en voulait ; que la première fois, avoir été chez J. Martin où étaient [- - -] ; s'il voulait venir un soir à Collombey à « une charrivarie » ; qu'entre les deux jours il [y] avait bien un mois, que la première était au mois de [- - -]. Que J.-Claude Thormaz a dit que [Narcisse] Pignat ne valait rien, qu'il était toujours pour soutenir les Messieurs ; qu'il a répondu qu'il n'avait pas le temps, qu'il lui était impossible de venir à « la charrivary ».

[11]. En combien des assemblées il s'est trouvé avec J. Vite et Thormaz et J.-Jos. Durier ? — R. : s'être trouvé trois fois à la Grande-Maison [à Martigny] et une fois chez [Jean-Joseph] Defonté ; que J.-Cl. Thormaz l'a invité deux fois ; que c'est J.-C. Thormaz qui payait le vin, hormis la dernière fois que chacun a payé ; que Barth. Thormaz n'a été que deux fois avec lui ; que c'était un mercredi que Barth. Thormaz est venu lui dire qu'il avait ouï dire à J. Vite que lui l'enquis devait paraître le même jour au château.

[12]. S'il n'a jamais fréquenté d'autres auberges à Monthey ? — R. : avoir été à la Maison jaune de J. Martin, de Jean Barllatey ; qu'il y a aussi la [Claudine] Ponta et l'officier [Pierre] Guillot où la dernière fois il a bu lorsqu'un monsieur du Haut-Vallais devait [- - -].

[13]. S'il n'a jamais entré en discours avec l'officier Guillot ? — R. : chez lui, non ; mais qu'une fois l'officier lui a payé un pot [- - -] ; que lorsqu'il a été pris à la porte de la Maison jaune, Barth. Thormaz, en présence de son frère François Thormaz, lui a dit [- - -]. Que pour aller à Martigni avec lui a été J.-C. Defago qui l'a quitté au-dessus de St-Maurice ; que J.-Claude Defago et lui sont allés prendre le cheval à une heure après minuit.

[14]. Si J.-Claude Defagoz [- -] ? — [R. :] avoir revu J.-C. Defagoz au Bourg et à la Ville ; qu'il ne sait pas s'il a logé chez Morand et quand il a parti de Martigni. Qu'avec lui sont revenus de Martigni maître J. Bois, le châtelain Berrut, J.-Louis Durier, J.-Jos. Vollan, J.-Louis Marietan, Jos.-Ant. Perren, J.-Fr. Bois, Pierre-Jos. Marietan, J.-Fr. [Défago] ; que J.-Claude Defagoz lui a dit qu'il allait pour acheter une vache.

[15]. S'il sait où est J.-Claude Defagoz ? — R. : qu'il est son voisin.

[16]. Quelle conduite il a tenue depuis la Bagarre ? — R. : qu'il est presque toujours loin.

[17]. S'il sait que J.-Cl. Defagoz avait connaissance du complot ? — R. : affirmative ; qu'il lui a dit pourquoi il n'avait pas voulu être du complot de [P. Rey-]Borrasson, et cela en présence de sa femme ; lui avoir répondu qu'il ne voulait point aller à St-Maurice ; que J.-Maurice Berrut venant de Monthey lui a dit la même chose ; qu'il lui paraît que l'officier [Pierre] Rey lui a dit à la cuisine qu'on voulait aller le lendemain à St-Maurice ; que lui l'enquis est parti pour Trois Torrent, où il a travaillé durant quatre jours.

[18]. Si J.-Cl. Defagoz est un homme de bonne mémoire ? — R. : affirmativement, parce qu'il est un homme de commerce. Que le fils de maître Louis[-Marie Robiquet] et J.-Claude Thormaz ont commencé de dire [- -] et que là présents étaient J.-Jos. Durier, [Barthélemy] Thormaz et lui l'enquis dans la boutique de Jean Martin lorsqu'ils se sont assemblés les six ; qu'ils ont dit qu'en Savoye, au dire de deux Savoyards, on avait cassé les prisons et sorti les prisonniers ; qu'un d'eux a dit qu'on devait le faire ici, qu'un a dit : « Cela serait bon » ; que pour lui, n'ayant fait aucun mal à personne, il n'avait rien à craindre d'être mis en prison, ayant cru d'avoir la permission d'y venir à Monthey, moyennant pas y coucher. Que chez J. Martin, J.-Jos. Durier a été deux fois : le jour qu'il devait paraître et le jour du complot ; alors il a dit qu'il demanderait peut-être des enfants.

[19]. Pourquoi il a été à la boutique de J. Martin [- -] ? — R. : parce qu'il a été demandé pour boire ; que la première fois il y avait ceux qu'il a nommés.

[20]. Pourquoi, après qu'il a vu qu'il était question d'un complot, il a encore fréquenté la même compagnie ? — R. : qu'il a été pour boire, sans mal penser.

[21]. Dans quelle intention il a fréquenté ce complot ? — [R. :] qu'en allant à Martigni, il est parti de la Val d'Illiez avec [- -] ; que les susnommés sont partis tous ensemble de la Bastiaz, avoir couché à Jenaz et être arrivés tous ensemble à la Val d'Illiez, sans [- -].

[22]. Si Jos.-Ant. Perren était à cheval venant de Martigni ou à pied ? et s'il est arrivé avec le même Jos.-Ant. Perren à la Val d'Illiez ? — R. : affirmative, qu'il a couché à Yenna dans la même chambre avec Jos.-Ant. Perren.

[23]. Que comme l'enquis a dit que J.-Jos. Durier aurait été trois fois chez



J. Martin, s'il l'osera soutenir ? — R. : qu'il peut soutenir qu'il a été deux fois et la même fois qu'on a parlé à la boutique.

*Sub reservatione solita pro momento extra cameram deductus fuit.*

## II. Jean-Joseph Durier et Jean-Louis Borrat.

A été ledit jour constitué J.-Jos. Durier.

[1]. Exhorté de déclarer que J.-Louis Borrat n'ait eu aucune connaissance du complot meurtrier, — R. : avoir nié le complot que Thormaz a soutenu qu'on voulait tuer et massacrer ; qu'il a nié cette question sans la comprendre, mais que comme Barth. Thormaz a plus de mémoire que lui l'enquis et qu'il a [au]tant déposé contre lui[-même] que contre lui l'enquis, il prend sur lui tout ce que Barth. [Thormaz] a déposé, quoiqu'il ne se rappelle pas du tout.

[2]. Si J.-Louis Borrat a été présent à ce complot ? — R. : ignorative, qu'il ne se rappelle de d'autre chose qui s'est passé le jour de St-Pierre [29 juin] que d'un complot pour délivrer son frère [l'abbé], mais « tout ce qui a été parlé dans ce complot, je suis coupable comme eux. »

[3]. Dit J.-Louis Borrat, reconstitué, a été interrogé s'il persiste à dire que Jean-Jos. Durier a été présent à Monthey à la boutique de maître [Jean] Martin, lors du complot ? — R. : affirmative, et qu'un jour, au bureau, à la Val d'Illiez, J.-Jos. Durier lui a dit que celui qui découvrirait le complot de tuer devait être mis comme l'auteur.

[4]. J.-Jos. Durier confesse avoir été en deux complots : que le premier était pour son frère, que le second complot a été tenu à la grand-chambre de Jean Martin pour tuer les deux Franc [Emmanuel et Hubert], Gallay, etc., mais qu'il ne se rappelle pas d'avoir été présent lorsqu'il a été question [que] J.-Louis Borrat devait aller à Martigni pour s'informer, ni lorsqu'il a été question de faire des amis à la Vald'Illiez, en amener vingt hommes à Col-lombey chez J. Vite. Avoue avoir été à la Val d'Illiez et bu au cabaret avec J.-Louis Borrat, et parlé avec lui du complot de délivrer son frère, et qu'il peut être vrai avoir dit à J.-Louis Borrat que celui qui découvrirait le complot de tuer devait être regardé pour l'auteur de ce complot, et ce quoi il n'ose pas nier, mais qu'il ne se rappelle pas.

[5]. De dire les personnes qu'on voulait tuer ? — R. : le châtelain Gallay, les deux Franc, [Narcisse] Pignat, Darbelley ; que c'est Jean Vite qui a nommé cela, et J. Vite a déclaré pour le premier le gouverneur ; que lui a répondu que le gouverneur était un honnête homme, que celui qui lui ferait du tort était un coquin.

*Sub protestatione solita ad locum detentorium deductus fuit.*

## III. Jean-Claude Défago.

*Die predicta* a été constitué J.-Cl. Defago, auquel a été exposé que les indices dont il est chargé, ses impostures, etc., sont de nature qui obligent

Messeigneurs de lui signifier que c'est le dernier moment qui lui est accordé pour déclarer franchement la vérité ; qu'à ce défaut, Messeigneurs procéderaient à ce que le devis des lois prescrit.

\* *Territio realis*. \* Comme il persiste à dire de ne savoir autre chose, il a été posé sur la sellette, ses mains ont été liées sur son dos et la corde un peu tendue.

[1]. Avec qui il a été à la foire de Martigni en juin dernier ? — R. : ignorative.

[2]. De se rappeler avec qui il est parti de la Vald'Illiez pour aller à Martigni et avec qui et en quel lieu il a passé la nuit partant pour aller [à] Martigni, et s'il est allé à pied ou à cheval ? — R. : ignorative ; avoir couché chez Morand.

[3]. S'il n'a jamais parlé avec J.-L. Borrat en présence de ses enfants ? — R. : ignorative.

[4]. Combien de fois il a vu Emmanuel Rey au complot ? — R. : une fois.

[5]. Où sa camarade l'a quitté ? — R. : ignorative.

[6]. Si J.-Louis Borrat n'a pas fait voyage avec lui ? — R. : qu'il croit qu'oui, mais que comme son cheval allait plus vite, que le sien être resté après.

[7]. Sur quoi il a été posé sur la sellette, et les mains lui ont été liées sur son dos. — [R. :] Persiste à dire d'avoir dit la vérité, ne savoir dire autre chose, avoir dit tout ce qu'il savait et qu'il [est] sûr avoir été longtemps après le complot de l'Abbaye chez J.-Maurice Rey, à Massonger, pour recevoir le billet que Pierre Rey avait écrit à la Vald'Illiez lorsqu'il a [ - - ] ; en personne [?] qu'il croit qu'il y était Emmanuel, Antoine Rey, Thormaz, [Jean-Joseph] Avanthey ; que ce jour-là on n'a point parlé du complot, seulement le soir après que Pierre Rey a proposé, [puis] qu'il y avait ces Messieurs du Haut-Vallais à l'Abbaye, de leur faire donner de l'argent ; qu'on a répondu qu'on ne voulait pas voler dans l'Abbaye ; qu'on a parlé de monter à Verossaz, [puis] descendre à l'Abbaye ; que lorsqu'on serait à l'Abbaye, on aurait obligé ces Messieurs de donner de l'argent ; qu'on aurait fait venir du monde de Verossaz et de plusieurs endroits ; de se préparer à se défendre et se garder.

[8]. Si jamais il a reproché à quelqu'un au sujet du complot ? — R. : négative.

*Post realem territionem sub protestationibus solitis ad locum detentionis reductus fuit.*

#### IV. Pierre Guillot.

[1]. Ledit prédit jour a été constitué Pierre Guillot, auquel a été exposé que, comme hier il a supplié de lui faire la grâce de lui de nouveau communiquer

[- - -], il est derechef constitué pour déclarer s'il a réellement déclaré la vérité, s'il n'a rien à changer à ce [- - -]. — R. : avoir tout dit ce qui lui est connu, hormis qu'il n'a pas dit que, lorsque J. Vite lui a dit s'il donnerait quatre louis s'il tuait [Emmanuel] Franc, il a répondu qu'oui. Avoir dit à André Rey, de Monthey, au mois de septembre, à Monthey, en descendant sur la place, lorsque les troupes y étaient, que ceux qui écrivaient des faussetés, on devrait les tuer. Que pour à présent, il ne sait plus rien, qu'il a tout dit.

[2]. S'il croit n'avoir rien à changer sur tout ce qu'il a déclaré hier ?

— [R. :] qu'avoir dit qu'il donnerait dix louis pour tuer ceux qui diraient du mal de lui ; qu'il croit n'avoir rien à recacher.

[3]. S'il persiste à tout ce qu'il a dit dans ses constitutions, surtout hier, invariablement, et d'avoir dit la vérité sincère devant Dieu ? — R. : affirmativement oui. Qu'il ne se rappelle point d'avoir ni donné ni prêté quatre louis à Thormaz.

Laquelle ratification comme sus ouïe, ledit Pierre Guillot a été reconduit à l'endroit de sa détention.

(N° 33, pp. 57-63.)

## 152

### Sion, 16 novembre 1791. — Sentence proposée par chaque membre de la haute commission contre Pierre Rey.

H. Ambts Burgermeister [Janvier de Riedmatten] : Veilen er über obiges an dem complot vieder H. Clement theil gehabt, er also *lesae majestatis*, und *fractae pacis publicae* und schuldig also, mit gnad zum Strang erkennet.

H. Pannerherr [Anton] Roten : Veilen er durch einföhrung, ausstreuung schlimmer schriften gegen die hocheit sich vergriffen, andere verführet, nächtliche Versammlungen gehalten, andere schriftlich und mündlich dahin umgekert [?], derselben dem Strang, anerkennend seiner haabschaft aber dem Fisco.

H. Zehndenrichter Vispachs [Peter-Niklaus Fux] : Aus obigen gründen als *criminis lesae perduellionis* und *furti reus* keine besserung verspühren und also keine corrigibilitet hoffen lassen, soll durch den Strang zum tod verurteilt seyn, hätte zwar noch mit zangen drei mahl gezwüket werden können, auch confiscation seines vermögens.

H. Zehndenhauptman Vispachs [Franz-Joseph Andenmatten] : Obige uhrsachen, wie auch, dass er eingewilliget, dem H. abbé Durier den [abbé] Clement zu tödten, vielles unglük angestiftet, also durch den Strang von leben zum tod nebst confiscation.

H. Zehndenhauptman Rarens [Leopold de Sepibus] : Nebst obigem, dass er die munition lassen wägen, dass er *incorrigibilis* der uhrheber dises greuels, etc., also *lesae reus*, auch *furti*, durch den vorhabenden diebstahl der Abbtey, durch den Strang hinzurichten, die Infamia aber denen kindern schenken, die confiscation dem Fisco.

H. Obrist [Gaspard-Eugen] Stokalper: *Prehabita Declaratione* aus obigem und als *lesae reum* weil er gantz willig zum Bovar gangen, versamlungen gehalten, das Buch gelesen und andern geschickt, dem Bruder « *ami de la liberté* » geschriben, eine Collecte proponirt, um solche bücher zu kauffen, offentlich gesagt: « *On arrangera les aristocrates* », auch wegen dem complot der Abbtey in folgerung des Buchs: « *Il faut que quelqu'un commence* », auch in etvas *furti reus* in diser gefährlichen Zeit, also durch den Strang zum tod zu bringen *cum confiscatione*.

H. Gross castlan [Joseph] de Lovina: Obige gründe, veil er vielles übel gestiftet, im complot ein Preses gevesen, seinem Bruder commission gegeben, Savoyer zu dingen, also *criminis lesae propter conatum et actum proximum reus*, soll durch den Strang von leben abgeschafft, die Gütter confiscirt werden.

H. Landvogt [Moritz-Joachim-Anton] Weguener: Nebst obigem wider drei grossen laster theilhaftig, ser gefährlich und aufrührisch, ein solcher in der revolution sich gezeuget, das volk aufgeviklet, mit vaffen vehren vollen, den magistrat im ob und underen Wallis umkehren, also *reus lesae*, des complots der Abbtey vegen aufstand, die hoche Häubter allda zugegen, also auch *lesae reus*, tertio auch *fractae pacis*, wegen dem complot des H. Clement, also durch den Strang und abhauung der rechten hand, mit confiscation.

H. Landwogt [Johann-Joseph] Jost: Nebst obigem, dass er sich verfehlt *crimine lesae* durchlassung der *Aristocratie*, so die feuda abmachen, die grosse *fractae pacis*, veilen er publicirt in Vald'Illicz denen in munition und waffen fertig gegen die obern Walliser, 3. *furti*, vegen dem complot der Abbtey, und veil er uhrsach theils anderen grossen kösten, solches erprobet *per [illisible]*, durch den Strang hinzurichten, *cum confiscatione*, venn er etwas anhat, denen kinderen *Infamiam* zu schenken.

H. alt gross Castlan [Felix] de Chastonay: Dass er *criminis lesae* und *fractae pacis* aus obigen uhrsachen *reus* und veilen auch *furtium*, er also zum Strang nebst *confiscationem*.

H. Nachtcastlan von Sitten [Moritz de Torrenté]: Dass er *criminis lesae*, *fractae pacis* und *furti reus*, veilen der *conatus* zugegen, obvohlen der effect nit erfolget, also zu disen gefährlichen Zeiten selben zum Strang zu verurtheilen, nebst confiscation, die kinder aber *de infamia* zu entheben.

H. Weguener sehet bey, die kinder kunten der *infamia* enthebet werden *per supplicationem insinuandam*.

H. Landshauptman [Valentin Sigristen]: Dass er ermelter drei lasteren übervisen, als 1° *criminis lesae*; 2° *perturbator publicae tranquillitatis* und *pacis*, auch 3° *conatus assassinii*, einfolglich zu dem Strang, nebst confiscation, ohne der kinderen zu melden. Soll eingeführt werden, dass er eingevilliget,

20 männer anzuschaffen, auf ansuchen des abbé Durier den Clement auch *in administratione sacramentorum* zu tödten, \* dass der abbé Durier durch seinen Plan die uhrsach seins unheils, in dem diser Plan enthielt, vom obern Wallis nur im militarischen mehr abzuhanen. \*

Archigramat[eus Hildbrand Rothen]: An ihm keine besserung aus eigner bekantnis und kundschaften, überwisen das Buch *Aristocratie*, von velchem er bekent, schlimme Gedanken gefasset zu haben, gelesen, anderen ausgetheilt, seinem bruder einen Zedel geschriben, den complot, auch die Abbtay, bekant, und es nur an mittlen gefehlt, dass er der erste davon geredet, dass er das verliffne Jahr gesagt, man solle die Waffen prepparriren, um gegen ober Wallis zu gehen, den complot vohl formirt, veilen unterredet durch Veraussa zu gehn, die glokenthurm zu umgeben, denen H. H. geld zu fordern, vissend dass, die H. H. da varen, in der revolte der erste den [Joseph-Antoine] Meillat geschlagen, dass er nit wollen representationen machen, sonder unten warten, venn die berner gekommen, väre der complot effectuirt worden, anzusehen als einen vieder die hocheit sich vergreifenden, also des feur vürdigen, jedan noch aus Gnad zum Strang verurtheilet mit confiscation, etc.

Thesaurarius [Johann-Joseph Julier]: Erweget die obige beweguhrsachen und sehet bey, dass er das volk vieder den magistrat aufwiklen wollen, *cher ami de la liberté*, die mithaften genant, der anfänger des complots auch in jenem vieder H. Clement einbegriffen gevesen, fället das obige uhtel.

(Nº 51, pp. 1 et 4.)

## 153

### Sion, 16 novembre 1791. — Considérants et sentence contre Pierre Rey.

#### I. Original allemand.

*Die predicta 16<sup>ta</sup> novembris 1791, Seduni, in hospitio apud Leonem aureum considerare Excellentissimi Illustrissimi prenobiles strenui et magnifici D. D. deputati plenipotentarii omnium septem LL. desenorum, nempe excellentissimus Jacobus-Valentinus Siegristen, patriae ballivus preses, excellentissimus Hildebrandus Roten, archigrammateus, Januarius De Riedmatten, consul in officio almae civitatis Sedunensis, Joannes-Josephus Jullier, Reipublicae thesaurarius, Antonius Roten, archisignifer L. deseni Leucensis, Petrus-Nicolaus Fuchs, judex L. deseni Vespiae, Franciscus-Josephus Andenmatten, protocapitaneus dicti L. deseni Vespiae, Leopoldus Deseipibus, protocapitaneus L. deseni Rarogniensis, Casparus-Eugenius Stokalper, baro, colonellus supra Morgiam, Josephus Delovina, alt magnus castellanus L. deseni Sirri, Mauritius-Joachimus-Antonius Weguener, alias gubernator Agauni, castellanus L*

*deseni Brigae, Joannes-Josephus Jost, antehac gubernator Montheoli et judex L. deseni Gomesiae, Felix De Chastonay, alias magnus castellanus L. deseni Sirrensis, et Mauritius de Torrente, castellanus vice dominatus Seduni, assessores ac deputati ad ferendam sententiam, super processum criminalem Petri Rey, alias officarii vallis Illiacae, detenti et in puncto lesae majestatis gravati, specialiter convocati atque congregati; tenor sententiae substantialis sequitur in haec verba:*

In erwegung, dass der verunglückte Johann-Peter Rey, gewessener Weibel in Valdilliez, so sowohl aus eigner bekantnis als verschiedenen Zeugenschaften leyders überwisen, an dem Greuel der in Monthey unterm 8. septembris 1790 vieder den demahligen H. H. Landvogt ausgebrochene empörung thätigen antheil genommen, seither uneracht der hochheitlichen Huld des ertheilten generalspardon keine besserung von sich gegeben, sondern im gegentheil niemahlen aufgehört, verdächtige aufrührerische Vorschläg im schilde zu führen und anderen zu ausseren, die Brochure, *L'Aristocratie suisse dévoilée* genent, neugirig empfangen, eine geraume Zeit laut eigner Bekentnis bey sich aufgehalten, anderen als nemlichen in Verraussa zum lesen überschiket, selbst in seiner Behausung nächtlicher veil bey verdeckten Pfenstern zu mehrer mahlen anderen vorgelesen, mithafte zu dergleichen Versamlungen mündlich und schriftlichen eingeladen, ohneracht er selbst gestanden, aus lesung dises Buchs schlimme Gedanken gefasset zu haben; ferners einen schwarzen Anschlag vieder die königliche Abbtey in S.-Moritzen oder vielmehr die allda sich befindende hohe Landshäubter als Ihr Schaubaren Grossmächtigkeit, unserem vohlverdientesten regierenden H. Landshaubtman, Ihr Schaubaren Weishait, dem vohl meritistesten H. Staathscantzler, und dem hochedelgebohren H. Obrist und alt Landvogt Stokalper, angezettlet, seinem bruder einen Einladungszedel dahin geschriben, unterredet, dass man durch Verraussa sich auf S.-Moritzen begeben, masquieren, die Glockenthure der Pfarrey und der Abbtey mit bewaffneten männern zu umgeben und also zu verhindern, Sturm zu leiten, \* auch eine Collecte geld zu sammeln, um mehrere denen obigen Brochüren einzukaufen proponieret, \* denn denen hochgedachten Ehren häubteren eine Summen geld abzuzwingen oder gar solche nieder zu machen unter dem abendtheurlichen vorwand, die H. H. Landvögte hätten geld genug bezogen, und disen complot so angeschlagen. Hilfsvölker von mehreren Ohrtschaften aufdingen vollen, dass er nur aus abgang deren verabredeten hilfsmittlen nit in das verk geschet vorden, oder vie ein Zeugen erkläret, veilen diser mörderische anschlag in S.-Moritzen bekant und daher fertige gegenvehr in bereitschaft gehalten und solche veranstaltungen in Valdilliez durch einen schleifer kund gemacht worden. In betrachtung weiters, dass der ervente unseelige Delinquent am tag des 8. septembris 1790 der erste dem landvogtlichen Gerichtsschreiber Anton Meyllat, da diser ihm als Weibel zuredete, varum er ihn lisse schlagen, handangeleget und bey denen haaren zu boden gerissen, auch sein vorhaben und Anordnung vare, der hochheit keine vorstellungen mehr zu machen, sondern die vaffen und Kriegsmunitio in bereitschaft zu halten und also bey ihren Feuerheerden die Ankunft deren Oberwalliseren zu erwarten, er das volk vieder die guttgesinete vorgesätze der Landvogtey aufzuviklen und andere vorgesetzte, dem Pöbel beliebigere, einzusetzen getrachtet, seine mit-



hafte mit dem aufrührerischen titel « *ami de la liberté* » in seinen einladungs-  
 zedlen und in ihren zusammenkünften genennet, etc., vie auch dass er weiters  
 an dem scheusslichen complot vieder den H. Caplan Clement grossen antheil  
 in der that selbst genommen, förmlichen eingevilliget, 20 männer zu ausfüh-  
 rung dises complots und gevaltsäliger Abtreibung des wohlvermelten H.  
 [abbé] Clement anzuschaffen, ja gar auf das anrathen und ansuchen des H.  
 Joseph-Claude Durier, Caplans in Troistorrent, sich eingegeben, dem ermel-  
 ten H. Clement nach dem leben zu streben und selben, solte er auch in vürkli-  
 cher administration denen H. Sacramenten begriffen seyn, mit einem Flin-  
 tenschuss auf der Strass oder anderst zu ermorden, erachtende endlichen,  
 dass er von sich selbstn freyvillig bekant, sich von dem ersten Plan des  
 H. abbé Durier, der da zihlete sich von dem oberen Wallis des gäntzlichen  
 ausser dem militarrischen unabhängig zu machen, in seine unthaten verleiten  
 und also von ermelten H. Durier, velchen er den urheber seines unheils zu  
 seyn ausruffet, sich verführen lassen, einfolglichen oft gedachter Delinquent  
 sich dreyer höchst schweren lasteren schuldig gemacht als nemlichen jenes  
 der verletzten hochheit oder Mayestet, zweitens jenes des gebrochenen öffent-  
 lichen Friedens und sicherheit, dann drittens jenes eines greulichen diebstahls  
 nebst *juramentum conatus und actus proximi ad assassinium*, dannenher bey  
 disen so gefährlichen, empörungsvollen Zeiten denen bösen zum heilsamen  
 schröken denen gutten zur erbauung und dem gemeinen vesen zur Sicherheit  
 den verunglückten alt Weibel Johann-Peter Rey mit einhelligen Stimmen als  
 einen höchst schuldigen und gefährlichsten menschen anerkennt, anbey  
 gesprochen und geurtheilet, dass er von der menschlichen gesellschaft abge-  
 sönderet, dem scharpfrichter übergeben und nächsten Samstag [19. Novem-  
 ber] um die gewöhnliche Stund, die hände auf dem Rücken gebunden, durch  
 den Strang an dem allhiesigen bodentlichen Gerichtsplatz vom leben zum tod  
 solle gerichtet, seine haabschaft aber vie Rechtens dem Fisco nehmen fällig  
 werden, etc.

(N° 33, pp. 63-68.)

## II. *Adaptation française.*

Considérant que le malheureux Pierre Rey, ci-devant officier de la Val  
 d'Illicz, soit par son propre aveu que par nombre de témoignages, est que trop  
 convaincu d'avoir pris part à l'insurrection du 8<sup>e</sup> septembre 1790 contre le  
 gouverneur de ce temps [Hildebrand Schiner] ; et de depuis, nonobstant la  
 haute clémence du pardon général accordé, bien loin d'avoir donné des mar-  
 ques d'une sincère repentance, au contraire [il n'a] pas cessé de concerter de  
 désastreux complots, à solliciter à la même fin nombre d'autres personnes, de  
 recevoir avec avidité la brochure *L'Aristocratie suisse dévoilée*, de la tenir  
 suivant son propre aveu longtemps chez lui, de l'avoir envoyée à Verossaz,  
 de l'avoir lue lui-même dans sa maison plusieurs fois, de nuit, en couvrant les  
 fenêtres, à plusieurs personnes ; d'avoir invité à ce sujet, tant verbalement  
 que par billet, diverses personnes, malgré que, suivant son propre aveu, la lec-  
 ture de ce livre lui avait inspiré de mauvaises idées.



De plus, d'avoir formé un affreux complot contre la royale Abbaye de St-Maurice ou plus contre les chefs de la souveraine République, savoir Son Excellence notre très digne seigneur grand bailli [Sigristen], Son Excellence le seigneur secrétaire d'Etat [Hildebrand Roten] et le seigneur colonel et ancien gouverneur Stockalper ; d'avoir à ce sujet envoyé un billet invitatif à son frère [Jean-Maurice] à Massonger ; d'avoir concerté de descendre à St-Maurice par Verossaz, de se masquer, de se saisir à main armée des clochers de la paroisse et de l'Abbaye et par là empêcher qu'on ne puisse sonner le tocsin ; proposé de faire une collecte pour se procurer une certaine quantité de brochures, de pareils livres, et, par le moyen de ce complot, d'obliger les préfats seigneurs d'Etat de livrer une certaine somme d'argent ou, qui sait, les massacrer sous le noir prétexte que les gouverneurs avaient assez tiré d'argent ; à ce sujet, d'avoir voulu engager nombre de personnes de différents endroits des environs ; et d'avoir concerté cette affaire de façon que son exécution n'a manqué que par le manque des moyens concertés, soit, comme un témoin déclare, parce que ce barbare projet avait été à temps décelé et qu'à St-Maurice on avait pris les précautions nécessaires pour la nécessaire défense en cas d'attaque ; et que, de ces précautions, on avait été avisé à la Val d'Illicz par un Mollard.

Considéré de plus que le malheureux délinquant, le jour du 8<sup>e</sup> septembre 1790, a été le premier à attaquer le curial gouvernal [Joseph-Antoine] Melliat, l'ayant pris par les cheveux, le renversant à terre ; et que son intention et projet était de ne plus présenter de représentations au souverain Etat, au contraire de préparer les armes et se pourvoir de chez les voisins de munition de guerre, et de telle manière d'attendre l'arrivée des Haut-Vallaisans.

Considérant encore qu'il a tâché de soulever le peuple pour faire déposer les préposés bien intentionnés et les remplacer par d'autres agréables au peuple ; d'avoir titulé ses associés, soit dans leurs assemblées, soit dans les billets invitatoires, d'« amis de la liberté ».

Comme aussi que, dans l'affreux complot formé contre [le] révérend M. [l'abbé] Clement, vicaire de la Val d'Illicz, il a eu une très grande part et consenti que, pour l'exécution du projet pour chasser le révérend vicaire très méritant, on devait s'associer une vingtaine d'hommes et même, suivant le noir conseil du nommé Claude-Joseph Durier, pour lors vicaire à Trois Torrent, d'attenter à la vie du préfet révérend vicaire Clement, et tellement qu'à défaut d'autre moyen, de l'attendre en chemin et, même lorsqu'il administrait les saints sacrements, le tuer avec un coup de fusil.

Considérant enfin, ce que le malheureux délinquant avoue de lui-même, que c'est l'abbé Durier qui a publié le premier plan pour se soustraire à la domination du Haut-Vallais, sauf pour le militaire, et que ce sont les mauvais conseils de l'abbé Durier qui l'ont séduit, et que l'abbé Durier est la cause de son malheur [- -].

**Sion, 17 novembre 1791. — Considérants contre Jean-Louis Borrat.**

*I. Original allemand.*

Dan hat eine hohe Comissionskammer, den 17. laufenden Wintermonats, überleget und anerwogen, wie dass der unglückliche Jean-Louis Borrat von Val d'Illiez, sowohl in eignen bekantnissen als verschidenen Zeugnenschaften leyders überwissen, an den Grevel des in Monthey unteren 8<sup>ten</sup> obgedachten Herbstmonats 1790 wider den damahligen H. H. Landvogt [Schiner] ausgebrochene Emperung den schwung gegeben zu haben, seithem uneracht der hocheitlichen Huld der ertheilten algemeinen Vergebung auch keine besserung von sich gegeben, sondern im gegentheil niehmahlen aufgehört, verdächtigen, aufrierischen und mörderischen Vorschlägen beyzuwohnen und andere zu solchen zu ausseren, wie aus selbst eigner bekantnuss erhöllet.

1. Dass er beygewont dem Mäichelmörderischen Vorschlag, welches anzetelt ware, von Martinacht bis zu Vouvry zwanzig der ansehlicheren Vorsteheren zu ermorden und in dissem anzufangen an den jetzmahligen H. H. Landvogt [Preux]; dass eins Lasterhafftes Volfiehrung an dem gestanden, oder dass der abentheurische Vorschlag zu rechter Zeit entdecket, und dass schon lang daurende nächtliche Gerassel, welches zu vollführung eines so lasterhafften beginen dienen sollte, noch zu rechter Zeit durch die aller zehende anordnung \* gottes \* zernichtet worden, oder dass die zahl der mitbefassten zu wenig zahlreich erachtet worden; wessentwegen die volziehung disses mörderischen Vorschlags bis dem aufstandt, zu welchen sich das *Pays de Vaux* und Savoyen geneigt scheinen, einhalten solle.
2. Dass gedachter Jean-Louis Borrat eine bekantschaft hatte von dem wider die Abtey St-Moritzen oder vüllmehr wider die damahlen alda sich aufhaltende würdigste Häubter des Vatterlandes verabredeten raubmörderischen Vorschlags.
3. Wie auch von dem Vorschlag den sogenannten abbex Claude-Joseph Durier mit gewaffneter Handt aus der Gefangenschaft von Sitten zu erledigen.
4. Dass besagter Borrat ein mithafter ware des Vorschlages, dass wan ein mithafter in Verhaft sollte genohmen werden, die Gefängnissen des Schloss Monthey mit Gewalt zu erbrechen, und den eingesperten zu erledigen.

(N<sup>o</sup> 33, pp. 69-70.)

*II. Adaptation française.*

Le 17 de ce mois de novembre, la haute commission souveraine s'étant fait exactement exposer le fil de la procédure formée contre la personne du nommé J.-L. Borrat de la Val d'Illiez], elle a considéré :

1. Que malgré la clémence que le souverain Etat a témoignée envers ledit nommé Jean-Louis, fils à feu [Jean-Claude] Borrat, de la Val d'Illiez, après l'exécrable attentat qu'il a commis, le 8<sup>e</sup> septembre 1790, avec ses complices, envers le représentant du souverain Etat et le branle qu'il a donné à la révolution du gouvernement de Monthey, le déjà nommé J.-L. Borrat, bien loin de mener une meilleure vie, s'est rendu à tous égards le plus indigne du pardon général accordé aux communautés du gouvernement de Monthey, s'étant, en diverses manières, par des faits et attentats exécrables, rendu coupable du crime de diffidation et de lèse-majesté par les faits suivants :

Comme il avoue lui-même qu'il a été du complot avec Jean Vite, Louis Robriquet [fils], Jean-Claude et Barthélemy Thormaz, et Jean-Joseph Durier, où il a été question de tuer et massacrer ; et que, pour l'exécution de ce complot, il devait amener un « ploton » de vingt hommes, de la Val d'Illiez jusqu'à Collombey, vers la maison de J. Vite, où il devait donner trois coups redoublés à la porte pour signe de son arrivée ; et qu'il conste, par la déclaration de ses complices, que dans ce même complot il a été question de tuer vingt des chefs du Bas-Vallais, depuis Martigni à Vouvry, à commencer par le gouverneur moderne de Monthey [Preux] ; et que l'exécution de cet abominable complot (qui était fixé à la nuit du mardi de Pentecôte dernière [14 juin]) n'a manqué, soit parce que ledit J.-L. Borrat n'a pu engager à Martigni (où il avoue avoir été le 14 juin) un nombre suffisant de complices, soit parce que le complot avait transpiré et que « la charrivari » qui avait duré depuis quelque temps à Monthey et Collombey, durant laquelle on s'était proposé d'exécuter l'abominable complot, avait été coupée la même nuit par un bal ; \* qu'alors on est resté d'accord qu'il fallait attendre sur la révolte des Bernois et de la Savoye, qui étaient aussi sur le pied de se révolter\*.

2. Que ledit Borrat avoue qu'il a eu connaissance du complot tramé contre l'Abbaye et les dignes chefs de la République.

3. Que le même Borrat est un des complices qui avaient tramé le complot pour délivrer l'abbé Durier des prisons de Sion à main armée.

4. Que le même J.-L. Borrat devait être le chef, à cheval, pour exécuter un complot contre Monthey, où il était question d'assembler cent cinquante hommes dans la fin de Monthey.

5. Qu'il conste que le déjà dit J.-L. Borrat a été du complot où il a été question de forcer les prisons du château de Monthey pour délivrer un des complices dans le cas qu'il en fût arrêté.

(N<sup>o</sup> 33, pp. 79-80. — Une adjonction marginale au paragraphe n<sup>o</sup> 1, impossible à insérer dans le texte, est ainsi libellée : « et de les avoir cassés, les arrêts, à volonté, au dépit du souverain. »)

**Sion, 17 novembre 1791. — Considérants contre Jean-Joseph Durier.**

*I. Original allemand.*

Fehrnern hat die hochvermelte souverainische Comission an lest gedachten tage gleichermassen anerwogen, was massen der Jean-Joseph Durier von Vald'Illiez, genandt der einaugige, ein der allgemeiner ruhe sehr schädlicher Man seye. Da er sowohl aus eigener bekantnuss als verschidenen Zeugenschaften leyders auch überwisen, an schon gedachten Greuel der in Monthey unteren 8. September 1790 wider den damahligen H. H. Landwogten [Schiner] ausgebrochene Empörung thätigen Antheil genommen, auch seitheme uneracht der hochheitlichen Huld des ertheilten Generalspardon nicht nuhr keine besserung von sich gegeben, sonderen im gegenheil nicht aufgehöret, in verdächtigen, aufrierischen Vorschläge sich einzufinden.

1. In jenen, da der Vorschlag ist geschehen, seinen besagten Bruder, den sogenannten abbex Claude-Joseph Durier, mit gewalthätiger Handt aus der Gefangenschaft zu erledigen, und ob er zwar zu solchen Vorschlag nicht eingewilliget, hat gesagter J.-Joseph Durier gleich darauf auf Sitten sich verfüget, alwo er zufolge seinen gewalthätigen drohungen die erledigung seines besagten, dem gemeinen Wesen sehr schädlichen Bruders zuwegen gebracht.

[2]. Fehrnern dass er zufolge dem rath seines Gottlosen Bruders (welchen er den uhrheber seines unglukes zu seyn ausrufet) an dem abscheichlichen Complot wider den wohlerwürdigen H. Clement, Capelan in Val-d'Illiez, zu dessen Vertreibung grossen antheil in der Zeit selbst ennommen.

[3]. Dan dass er bey dem Meichelmörderischen Complot, in welchem die Verabredung gewesen, zwanzig der bestdänckenden Vorstheren von unterschidlichen Gemeinden des Unteren Wallis zu ermorden.

[4]. Da der kleine Roullier von Collombey seinen freund, den Parvé ermanet hatte, der gefahr und morthat, so auf ihn gerichtet seye, und der gedachte Parvé disser gefahr entronen, als hat der J.-J. Durier auf das ansuchen des Bartholomé Thormaz den besagten Roullier, bis zu der zuruckkunfft des Thormaz, welcher auf Collombey eine mörderische Waffen, so gesagten grossen messer oder stillet, um den Roullier zu ermorden, abzuholen sich verfüget, alle mühe sich gegeben, den gedachten Roullier anzuhalten.

[5]. Dass der in Vald'Illiez zu dem J.-L. Borrat gesagt, dass wer einen complot entdecken werde, ein solcher, als dessen uhrheber angegeben werden solle.

[6]. Fehrnern erwogen und betrachtet, dass disser unglukliche J.-J. Durier, da man die fenster des H. [Emanuel] Franc zu Monthey mit stein werfen eingeschlagen, mit gestanden.

[7]. Entlichen dass er in dem Vorschlag, wan einer von ihnen gefänglich

eingesetzt werden sollte, sich zu versammeln und den Gefangenen mit erbrechung der keichen zu erledigen, mit gestimet.

(N° 33, pp. 70-71.)

## II. *Adaptation française.*

Le prédit jour, 17<sup>e</sup> du courant, la haute commission souveraine s'est de même fait exposer toute la procédure formée contre le nommé J.-Jos. Durier, dit le Borgne, de la Val d'Illiez, domicilié à Monthey.

Elle a pesé et connu que le déjà nommé J.-Jos. Durier est un homme incorrigible et de plus pernicieux au repos public, puisque, après qu'il a été si criminel que de poursuivre, le 8 septembre 1790, le gouverneur Schiner, du château à la maison du châtelain Gallay et de fouiller ladite maison, il a, du depuis, itérativement trempé dans le crime de diffidation et de lèse-majesté par les crimes suivants :

1. Il avoue lui-même qu'il a été dans le complot où il a été question de délivrer son frère à main armée, à la suite duquel il est monté ici à Sion, où, par les plus violentes menaces, il a effectué l'élargissement de son pernicieux frère l'abbé Claude[-Joseph] Durier.
2. Il a été un des complices de ceux qui ont été à la maison du vicariat de la Val d'Illiez pour chasser avec violence M. Clemens.
3. Il avoue avoir été dans le complot dans lequel on a tramé l'exécrable projet d'assassiner une vingtaine de chefs du Bas Vallais et lorsqu'il a été proposé de commencer par le gouverneur moderne de Monthey [Preux].
4. Il confesse que, comme le Petit-Roullier, de Collombey, avait avisé son ami [Joson] Parvé de se retirer de Monthey aux fins de prévenir l'assassinat qui l'attendait, d'avoir, à la réquisition de Barth. Thormaz, tâché d'arrêter ledit Roullier à Monthey jusqu'à[u] retour dudit Thormaz, qui avait été prendre un gros couteau pour assassiner ledit Roullier.
5. J.-Jos. Durier est convaincu d'avoir dit, à la Val d'Illiez, que celui qui découvrirait les complots devait être mis comme l'auteur du complot.
6. Qu'il conste que le même J.-Jos. Durier a été présent dans le complot lorsque son frère l'abbé Claude[-Joseph] Durier a dit que, si on ne pourrait chasser autrement M. Clemens de la Val d'Illiez, il fallait l'attendre en chemin et si, autrement, on ne pourrait pas, de lui tirer [des]sus lorsqu'il irait administrer les saints sacrements ; \* qu'il conste avoir été présent lorsqu'on [a] cassé à coups de pierres les fenêtres de [Emmanuel] Franc. \*
7. Avoir été au complot lorsqu'il a été question que, si un des complices était arrêté, de s'assembler, forcer les prisons et le mettre en liberté.

(N° 33, pp. 81-82. — Le paragraphe n° 6 a été biffé et remplacé par l'adjonction marginale que nous avons reproduite à la suite entre deux astérisques.)

**Sion, 17 novembre 1791. — Considérants contre Barthélemy Tormaz.**

*I. Original allemand.*

An obgesagten tag hat eine hoche souverainische Comission und bitten hocher Richter anerwogen, was gestalten der schon gesagte Bartholomé Thormaz von Collombey, auch einer von denen der algemeine ruhe sehr schädlicher \* ungluklichen \* man ist, da er auch einer von jenen ist, welche den zu Sitten gefanglich verhafteten genanten abbex Claude-Joseph Durier mit gewalthetiger handt \* zu erledigen \* den vorschlag gethan.

Dass er in dem vorschlag, zwanzig der ansenlicheren, guttdäncken vorsteheren aus unterschiedlichen Gemeinden von Martinacht auf Vouvry zu ermorden und durch den jetzmahligen H. Landtvogt anzufangen, mitbegriffen ware und dissen vorhaben nuhr zu sehr \* an tag geleet aus ursach \*, da er, wan der J.-Jos. Durier den obgesagten Roullier von Collombey aufhalten känen, denselben Roullier in der that ermordet hätte. Weilen er den Parvé, welcher unter denen zwanzig zu ermordenden seyn solte, der auf ihn stehenden gefahr ermanet.

Dass er auch einer von jenen ist, welcher den vorschlag gethan, wan einer in verhaft gezogen wurde, sich zu versammeln, und den in verhaft gesetzten mit erbrechung der keichen zu erledigen, wie er in der that, da der Jean-Louis Borrat vor tit. H. H. Landtvogt zu erscheinen getaget ware, und sein lasterhaftes gewissen ihme die sorge eingejaget, er wurde etwan in dem schloss aufgehalten werden, ob es zwar an selben tage sehr stürmisches wetter ware, nacher Monthey, um den gedachten J.-L. Borrat, fahls er eingesperret wurde, zu erledigen sich verfüget.

Dass er auch einer von denen ist, welche die Fenster des hauses des H. [Emanuel] Franc zu Monthey gewalthetig eingeschlagen.

(N<sup>o</sup> 33, p. 72.)

*II. Adaptation française.*

Le prédit jour, 17<sup>e</sup> novembre, la haute commission s'étant de même fait exposer le procès formé contre la personne du nommé Barthélemy Thormaz, de Collombey, a considéré que le déjà nommé Barthélemy Thormaz est aussi un des infortunés qui a trempé dans le crime de lèse-majesté et diffidation par les faits suivants que lui-même avoue :

1. D'avoir été du complot à la suite duquel on devait assassiner une vingtaine de chefs du Bas-Vallais, à commencer par le gouverneur [Preux].
2. Avoue que si J.-Jos. Durier avait pu arrêter le Petit-Roullier, il l'aurait assassiné et jeté dans le Rhone, parce qu'il avait découvert le complot à [Joson] Parvé ; \* que c'est le même soir que J. Vite, ayant reçu un fusil avec

dix-huit cartouches à balle, avait couché en joue le fusil contre une fenêtre de la maison de M. le capitaine Devanthery, où il y avait une lumière, qu'heureusement, le feu avait manqué. \*

3. Il a avoué qu'il a été du complot pour délivrer l'abbé Claude[-Joseph] Durier des prisons de Sion par force et à main armée.

4. Avoue que, non seulement il a été au complot lorsque présents J. Vite, Louis Robricquet, J.-Claude Thormaz et J.-Jos. Durier et J.-Louis Borrat se sont promis que si un d'entre eux serait arrêté de s'assembler, de forcer les prisons et de sortir le détenu, mais qu'en effet, un mercredi, lorsque J.-Louis Borrat était cité à paraître et qu'il craignait qu'il serait arrêté au château, quoiqu'il faisait une forte pluie il est venu à Monthey pour assister J.-L. Borrat au cas qu'il fût arrêté.

5. Il conste aussi que le même Barthélemy Thormaz a été du nombre de ceux qui [ont] cassé à coups de pierres les fenêtres à M. [Emmanuel] Franc.

(N<sup>o</sup> 33, p. 83.)

## 157

### Sion, 17 novembre 1791. — Sentences proposées contre Barthélemy Tormaz, Jean-Joseph Durier et Jean-Louis Borrat.

H. Landschreiber [Hildbrand Rothen]: Vite, Robricquet und J.-Claude Torma waren die verführer, freilich hätte Barthélemy [Tormaz] eingewilliget auch complotiert, dass man wolle aus der *prison* helfen, keine Bussen zahlen bis dem *code pénal* eröffnet, sein grösseres verbrechen aber, dass er den Roullier vollen morden, doch nit erfolget, *also auch die Galeria* den Durier belangend: dass er dem lieutenant [Emanuel] Franc stein ins Fenster geworfen, den Bruder hier aushelfen wollen, *auch die Galeri*, J.-L. Borrat hat zwanzig man versprochen, den arrest gebrochen, *auch aux galères*.

H. Landsekellmeister [Johann-Joseph Julier]: Es waren mehrere Complot: einen in Monthay zu morden, jenen die *prisonniers* mit gewalt zu erledigen, auch den abbé Durier mit gewalt und Vaffen zu nemmen. Der J.-J. Durier auch begriffen im Complot des H. Clement, veilen so vielle leuthe solten angeworben werden, scheint der Complot ser schver, den [Narcisse] Pignat vollen morden, veilen er der hochheit getreu, also nahe am *crimen lesae*, um der allgemeinen sicherheit halben, veilen die Galery auch hart. Barthélemy, veil er den Anschlag gemacht, das messer gehabt, ins vasser werfen vollte den Roullier zu morden, also Torma und Durier zum tod des schwerts, den Borrat, veil er sich nit gebesseret aber zum Strang, auch wieder den Landvogt sich vergreifen wollen.

H. Burgermeister [Janvier de Riedmatten]: Die Redelführer zvar entgangen, doch die drei Delinquenten nit viell minder schuldig ein Greuel von



Martinacht auf Vouvry zwanzig zu morden, also *in effectu et conatu lesae* schuldig, auch in betreff des complots für erledigung des abbé Durier. J.-L. Borrat zu pferd commandiren sollen, Barthélemy [Tormaz] das messer getragen, in dem vorschlag verharret und gefehlt, weilen die *charrivary* nit platz gehabt, auch die abergläubische Zedel. Also Durier der erste, Barthélemy der anderte zum schverd, J.-L. Borrat als anführer zum Strang verurteilend, *cum confiscatione*.

H. Pannerherr [Anton] Roten: Veilen sie die Chefs umbringen vollen, darum varten bis die Berner aufstunden, also noch gefahr wäre, dass es geschehen möchte, also auch Durier der erste, nach ihm Torma zum schverd, J.-L. Borrat aber, veilen er seine vormjährige straff nit ausgestanden vie dem Rey, zum Strang, *cum confiscatione*.

H. Zehndenrichter Vispachs [Peter-Niklaus Fux]: Veilen der Complot gegen den Landvogt und die Chefs von Monthay betrifft, J.-L. Borrat schon Landvogt vertreiben und seine Buss nit ausgehalten, also sein alte Fehler auflebet, sich nit nur nit gebesseret sondern neuerdingen complottirt vider die Chefs, vider den Landvogt und auch Ihr hochfürstlichen Gnaden, den abbé zu erledigen, Torma auch des Complots und mehreres *sortilegii* schuldig, auch *ad actum proximum* den Petit-Roullier [Antoine] zu ermorden gekönnen [?]. Durier auch in denen drei Complotten einbegriffen, Ihr Gnaden betrogen, den Roullier zum ermorden aufgehalten, auch vider den Clement im Complot, also alle drey zum Strang und Barthélemy [Tormaz] der allein zum schverd.

H. Zehndenhauptman Vispachs [Franz-Joseph Andenmatten]: Sihet J.-L. Borrat als den vierten Redelführer an, den Narcisse Pignat attestiret, dass Borrat ihme schon in majo gesagt, er wäre von einem complot von 150 man, sowohl dis- als jenseits des Rhodans, Borrat wäre schon vor einem Jahr empörer, seither sich nit gebessert, die Buss nit aufgehalten. Torma auch vider das Schloss, vider die Chefs complottirt, auch den Roullier morden vollen. Durier auch in der Bagarre gevesen, Ihr Gnaden menacirt, in denen complotten vider das Schloss, die Chefs und den Clement gewesen, ein gantz verderbtes incorrigibles gemüths; also den J.-L. Borrat und J.-J. Durier zum Strang, den Barthélemy Torma, vegen seiner freyvilligen bekentnis zum schverd, *cum confiscatione*, vünschet den Borrat noch einmahl zu constituiren.

H. Zehndenhauptman Rarens [Leopold de Sepibus]: Volte sie auch evige Galeres verweisen, aber 1° zu wissen, wo und wie sie anzubringen, und ob 2° der gemeinen sicherheit vorgesehen? Also der J.-J. Durier scheint mehr schuldiger und gantz *incorrigibilis*, da er im complot, die zu Monthay zu morden, gewesen, auch in jenem des Clement, beym Roullier sich brauchen lassen, den abbé gewalthätiger veis erledigen wollen, weilen er complottirt und gedrohet, unten es einzustreichen, auch dem Borrat gesagt, ver den complot entdeke, als auctor solle angesehen werden, in der revolution den H. Landvogt beym Gallay aufgesucht, das morden in Monthay, *crimen diffidationis*, andurch der gemeine Fried verletzt, einer Orthschaft gefahr bevorstehet, also vegen seinen vielfachen unthaten zum Strang. Der J.-L. Borrat, veil er sollte manschaft suchen, im complot den abbé zu erledigen, auch ein-

begriffen im complot, die *prisonniers* zu erledigen, das vormjährige verbrechen nit gebusset, also auch zum Strang. Den Torma, des Fehlers *Diffidationis* und *conatus assassinii* schuldig, aber glaublich von J.-C. [Défago] und anderen verführet, an der *révolte* vorm Jahr nit theil genommen, also, venn Platz zu finden, auf eine evige Galeres zu condemniren.

H. Obrist [Gaspard-Eugen] Stokalper: Den Torma, im grossen complots wieder die Chefs auch *in conatu proximo* einer mordthat gevesen, es selbst bekent, zum Schverd verfället, dem J.-J. Durier, auch im grossen complot gevesen, niemand ermant, ja gar gemeldet vorden, den Landvogt zu tödten oder abzujagen, also *crimen lesae*, einfolglich *incorrigibilis*, den Schiner beym Gallay verfolget, Ihr Gnaden gedrohet, vieder H. Clement im complot, also auch zum Strang, man volen auf die Berner und Savoyer varten. Den J.-L. Borrat, den arrest gebrochen, allen obigen complotten beygewohnet, zwanzig man aufdingen vollen, der sicherheit zur Steuer zum Strang *cum confiscatione*.

H. Grosscastlan [Joseph] Delovina: Den J.-L. Borrat, veil er den arrest gebrochen, mehreren complotten beygewohnet vie auch der J.-J. Durier, also dise beyde zum Strang, den Torma zum Schverd.

H. alt Landvogt [Moritz-Joachim-Anton] Weguener: Durch ihre eigne bekantnis, dass sie verschiedene versamlungen gehalten, in den complot gewilliget, nit aufgehört, neuerungen vieder die hochheit zu suchen, da auch *conatus fractae pacis morte puniendus*, also alle zum tod, aber erstens den J.-L. Borrat, vegen seiner vormjährigen Frevelthat, die er nit gebüsset, auch *incorrigibilis*, und Führer der complotter, zum Strang, den J.-J. Durier und B. Torma aber zum Schverd und Torma der erste.

H. alt Landvogt [Johann-Joseph] Jost: Den J.-L. Borrat als vormjähriger Landvogtvertreiber, die Buss nit ausgehalten, keinesvegs sich gebesseret, den von Ihr Grossmächtigkeit selbst andictirten arrest mehrmahlen gebrochen, im complot vieder die Chefs und selbst den Landvogt und zwar veilen die Chefs gegen der hochheit vohl gesinnet, also zum Strang. J.-J. Durier Ihr Gnaden angelogen, gedrohet, auch im complot vieder den Clement, auch in dem vieder die Chefs, also auch zum Strang. B. Torma *in conatu proximo* den Roullier zu tödten, auch den Joson Parvex, venn er nit geflohen, umbringen wollen, einfolglichen auch zum Strang *cum confiscatione*.

H. alt Grosscastlan [Felix] De Chastonay: J.-L. Borrat und J.-J. Durier als höchst schuldige, der Borrat schon vormjahr auctor der revolution, nit gebesseret, Durier auch Landvogtsvertreiber, *incorrigibilis*, also beyde zum Strang. B. Torma aber zum Schverd *cum confiscatione*.

H. Nachtcastlan [Moritz de] Torrente: Alle drei *criminis lesae* schuldige, veilen ihre complot nach Freyheit Zihlende. Den J.-L. Borrat, da seine Buss nit ausgehalten, zum Strang. Den J.-J. Durier und B. Torma zum Schverd *cum confiscatione*.

H. Landshaubtman [Valentin Sigristen]: Den J.-L. Borrat zum Strang, vie auch den J.-J. Durier ebenfalls zum Strang, den B. Torma zum Schwerd.

**Sion, 17 novembre 1791. — Récapitulation des sentences  
proposées contre Barthélemy Tormaz,  
Jean-Joseph Durier et Jean-Louis Borrat.**

Secrétaire d'Etat [Hildebrand Roten] : *ad triremes* : Thormaz, J.-Jos. Durier, J.-L. Borrat.

Trésorier [Jean-Joseph Julier] : Durier et Thormaz : *ad gladium* ; Borrat : *ad patibulum*.

Consul [Janvier de] R[iedmatten] : *primum* Durier, *secundum* Thormaz : *ad gladium* ; Thormaz [erreur : Borrat] : *ad patibulum*.

D. Band[eretus] Leuca [Antoine] Rothen : *den* Durier *primum* et Thormaz *secundum* : *ad gladium* ; J.-L. Borrat : *ad patibulum*.

Castellanus Vespiae [Pierre-Nicolas Fux] : *den* Borrat *und* Durier : *ad patibulum* ; *den* Thormaz : *ad gladium*.

Capitaneus Vespiae [François-Joseph Andenmatten] : *den* Borrat *und* Durier : *ad patibulum* ; *den* Borrat [erreur : Tormaz] : *ad gladium*.

D. protocapitaneus Raroniae [Léopold de Sépibus] : J.-Jos. Durier *und* Borrat : *ad patibulum*.

Colonellus [Gaspard-Eugène] Stockalper : *den* Thormaz : *ad gladium* ; *den* Durier : *zum Strang* ; *den* Borrat : *auch zu Strang cum confiscatione*.

[Joseph] de Lovina : *den* Thormaz : *ad gladium* ; *den* Durier[*und*] Borrat : *zum Strang*.

[Maurice-Joachim-Antoine] Wegener : *den* Borrat : *zum Strang* ; *secundum* Durier *und tertium* Thormaz : *zum Schwerdt cum confiscatione*.

[Jean-Joseph] Jost : *den* J.-L. Borrat : *zum Strang* ; *den* Durier : *zum Strang* ; *den* Thormaz : *eben auch* ; [alle drei] : *ad confiscationem*.

[Félix de] Chastonay : Borrat *und* Durier : *ad patibulum* ; *den* Thormaz : *ad gladium* ; [alle drei] : *ad confiscationem*.

[Maurice] de Torrente : *den* Borrat : *ad patibulum* ; Durier *und* Thormaz : *durch Schwerdt cum confiscatione*.

[Récapitulation des votes :]

*Ad triremes* : Barth. Thormaz, *praecipue ob conatum proximum* : 2 [voix] ; J.-Jos. Durier : 1 ; Jean-Louis Borrat : 1 ; Pierre Guillot : 0.

*Ad mortem et ad gladium*, Durier : 6.

Borrat *ad patibulum* : 13.

*den* Rey *vor dem* Borrat : 1.

*den* Thormaz *ad gladium* : 11.

*den* Durier *ad patibulum* : 7.

*den* Thormaz *ad patibulum* : 1.

**Sion, 17 novembre 1791. — Sentences portées contre Jean-Louis Borrat, Jean-Joseph Durier et Barthélemy Tormaz.**

Die 17 novembris 1791, Seduni, in hospitio leonis aurei, iterum considerare supralibati Excellentissimi Illustrissimi prenobiles, strenui D. D. preses et assessores deputati plenipotentarii omnium L. L. desenorum specialiter convocati et congregati [voir p. 315] ad ferendam sententiam super et in puncto processum criminorum aliquorum detentorum, videlicet Bartholomei Torma, Joannis-Josephi Durier, Joannis-Ludovici Borrat et Petri Guillot, vigilis et alias officarii burgensialis Montheoli, ex motivis per Nobilem et Spectabilem Dominum secretarium [P.-Jos.] de Chastoney notatis ex proto[co]lo ejus exscribendis, *ist der Jean-Louis Borrat wie auch der J.-Jos. Durier zum strang und der Bartholome Thormaz zum schwerdt verurtheilet worden, welche Sententz am erst künftigen Samstag [19. November] vollzogen werden soll, also dass der todt angedachten verurtheilten erfolge.*

(N° 33, p. 68.)

**Sion, 17 novembre 1791. — Considérants contre Pierre Guillot.**

*I. Original allemand.*

Entlichen hat obbetitlete souverainische Commission anerwogen und betrachtet, dass der verunglickte 66 jährige Peter Guillot, ehemahls Weybel zu [Monthey], sowohl aus eigner bekantnuss als verschidenen Zeugenschaften leuder überwysen, an den Folgen des greuels, der in Monthey unterm 8. septembris 1790 wider den damahligen H. H. Landwogt [Schiner], thätigen antheil genohmen, seitheme uneracht der hochheitlichen Huld des ertheilten General Pardon keine besserung von sich gegeben, sonderen sehr aufrierische vorschläge in schilde zu führen:

1. Da er auf offener Platz zu Monthey gesagt, er wolle den erst ankomen den Landtvogt um das Leben bringen.
2. Er habe zehn *louis d'or* zu zahlen versprochen demjenigen, welcher jene, so wider ihne übel nachreden, um das Leben bringen wurde.
3. Eben zehn *louis d'or* zu bezahlen sich öffentlich angetragen dem, welcher jene, so ihn vor einen hohen Landtrath angebracht, aus dem Weg raumen wurde.

4. Dass er dem Jean Vite vier *louis d'or* zu bezahlen versprochen, wan er den H. [Emanuel] Franc von Monthey um das Leben bringen werde.
5. Öffentlich geredet, man solle alle Vorsteher von Monthey aus dem Weg raumen, benantlich den Castlan Gallay und Franc.
6. Dass er gesagt, die aristocraten wird man aufhäncken.
7. Er habe gesagt, dass jene, so den Landtvogt von Monthey vertriben, besser gethan hätten, wan sie selben ermordet hätten.
8. Dass er denen berichtigten flüchtigen, dem algemeinen Wesen sehr schädlichen Jean Vite und besondern Jean-Claude Thormaz freundschaft geflogen.

Dass er wehrender Landtvogtey des H. Teiler, da er Pierre Guillot zu frühelings Zeit auf den Martinachter Märcht sich begabe, auf die des H. Landtvogt rede gefahren und gesagt, solche solte man aus dem weg raumen, mit gift vergeben; solches wäre baldt volbracht, solches werde durch frembde volzogen, welchen man durch dritt man reden lasset, und disses gehet von den einten zu den anderen. Dass in dem darauf folgenden Jahre, da der Verunglückte P. Guillot abermahlen auf den martinachter Märckt sich verfügte, gesagt: « Herr Landtvogt Theiler ist dermahlen todt », er hätte doch nicht mehr lang zu Monthey halten können; ein solcher musste wider gemacht werden. Man solte alle solche aus dem Weg raumen; wür haben alhier zwei oder drei solche, man solte solche alle nidermachen. Man redet Landstreicheren, welche bekanschaft haben mit solchen, die disses verrichten. Es kostet nicht so vüll. Solche Italiener reden einander, und auf solche Weise laufet man niehmahlen einer gefahr zu. Man fraget dem Geldt nicht nach, wan man nuhr solche schedliche Leuchte aus dem Weg raumen kan. \* Der P. Guillot, dass ob er zwar noch die ahrt noch die Zeit, den H. Landtvogt Theiler aus dem Weg zu raumen, festgesetzt hatte, wan er mit strafen fortgefahren hätte, man hätte selben aus dem Wege geraumet, vüleicht er selber, der mensch seye öfters nuhr zu sehr rachgierig. Er habe sonsten wider keinen anderen Landtvogt als wider H. Theiler sich rächen wollen. \*

9. Gleich nach dem gewel von 8. September 1790, da dem H. Castlan Gallay seine fenster gewalthätiger Weise eingesprenget wurden, rufte der P. Guillot, sie handeln recht, ein solchen *B[ougre]* solte man auf dem platz versteinigen.
10. Dass er P. Guillot nach widereinstellung des Landtvogts gesagt, er seynd nur zaghafte, man kan sich nicht erhalten.
11. Dass ihme der J.-Claude Thormaz von dem vorschlag, zwanzig vorsteher von Martinacht auf Vouvry zu ermorden, geredet.
12. Dass da nach dem Weinachtlandtrath einige von den Unteren Wallisernen die Hulde des hohen Standt gegen sie preyseten, er gesagt habe: « ein teifel ! wo finden sie die selbe so gutt ? »
13. Dass zur zeit, da er auf dem marcht zu Morgin sich befunden und man

auf die rede gefallen, dass die National versammlung die aufhörung der klösteren und vermindierung der Geistlichen einkünften beschlossen, habe er gesagt: « Gott stärke fränckreich, es gehet alda gutt, alda ist eine gutte Haushaltung, man ordnet die sachen recht gutt an ».

14. Entlichen anerwogen, dass oft gesagter Pierre Guillot zu Monthey in mehr Heuser, unteren anderen zu dem Delersse, sich verfüget, sie zu ermanen, Waffen und kriegs vorath bereidt zu halten; dass er dem [Claude-Louis] Delersse ermanet, 24 Cartusche mit kugel vertig zu halten. Der Delerssez hatte geantwortet, er habe hundert bereitet.

15. Und dass damahlen, da er als erster wachtmeister die Waffen und kriegsvorrat bereidt zu halten ermanet hat, er Pierre Guillot solches zu dem ende gethan, damit man sich wider allen angriff deren oberen und unteren Wallisernen und erst ankomennden vertheitigen könne.

(N<sup>o</sup> 33, pp. 73-74 et 31.)

## II. *Adaptation française.*

Finalement, le susdit jour 17<sup>me</sup> de novembre courant, la haute commission souveraine a examiné en plein le procès et les crimes desquels Pierre Guillot, ci-devant officier à Monthey, se trouve chargé.

En premier lieu, elle a considéré qu'après la grande part qu'il a prise à la révolution du gouvernement de Monthey, par la conduite qu'il a tenue du depuis, c'est un homme incorrigible ; et étant connu par un grand nombre de témoignages et le propre aveu du déjà dit Pierre Guillot qu'il s'est rendu coupable du crime de lèse-majesté et d'assassinats, ainsi qu'il a avoué lui-même avoir dit :

1. Qu'on devrait tuer tous ces Messieurs de Monthey : Gallay, [Emmanuel] Franc, tous ceux qui parlaient mal de lui ; qu'il donnerait dix louis à celui qui tuera ceux qui l'ont accusé devant l'Etat et dix louis à celui qui tuera ceux qui parlent mal de lui.

2. D'avoir dit, sur la place à Monthey, que le premier gouverneur qui viendra il le tuera.

3. D'avoir promis à Jean Vite quatre louis d'or s'il tuait Franc.

4. D'avoir été en quelques maisons à Monthey, et nommément chez [Claude-Louis] Delerssez, les avertir de tenir les armes et la munition prêtes ; d'avoir dit à Delerssez [d'avoir] vingt-quatre cartouches à balle prêtes pour s'en servir en cas de besoin ; que le susdit lui a répondu qu'il en avait cent toutes prêtes.

5. D'avoir dit que les aristocrates, on les pendra.

6. Avoue d'avoir été ami et très souvent avec J.-Claude Thormaz, d'avoir été ami et trois fois avec J. Vite, qui étaient connus à Monthey pour des hommes les plus dangereux.

7. D'avoir dit qu'il aurait mieux valu de tuer M. le gouverneur Schiner que de le chasser, que cela ne leur aurait pas tant causé de frais.

8. D'avoir tenu un discours allant à la foire de Martigni : que M. le gouverneur Theiler était mort, qu'également il n'aurait pas subsisté ; avoue avoir dit que des bougres comme ça [- - -] (*vide* le témoin Pierre-Maurice Revet [= n° 34, pp. 78-79]) ; qu'on avait écrit en Piedmont pour faire venir des Piedmontois pour tuer M. Theiler ; que cela était facile : on leur parle et ceux-là se parlent les uns aux autres ; que la raison pourquoi il a dit que M. Theiler n'aurait pas subsisté était parce que, s'il avait continué à faire du mal, que quelqu'un l'aurait tué, peut-être aussi bien lui qu'un autre ; qu'on a assez souvent que trop de vengeance ; que cependant ni la façon ni le terme de le tuer [n']a jamais été déterminé ; que contre aucun gouverneur il n'a eu de vengeance, hormis contre M. Theiler parce qu'il lui a fait perdre la « couchée » de vingt-quatre chevaux, et qu'à moins de quatre écus neufs il n'a pas voulu lui permettre de tenir auberge, et qu'ensuite il a pris un bâton pour le chasser du château.

9. Dit Pierre Guillot a avoué que lorsqu'on a cassé les fenêtres au châtelain Gallay, avoir dit que des bougres comme ça, entendant le châtelain Gallay, mériteraient d'être lapidés sur la place.

10. D'avoir dit qu'on était des poltrons, qu'on ne savait pas se soutenir.

11. Avoue que J.-Claude Thormaz lui a raconté qu'il [y] avait eu un complot de tuer une vingtaine de chefs du Bas-Vallais, sans lui avoir nommé les complices ni [- - -].

12. Que comme, après la diète de Noël dernière, certaines personnes louaient les seigneurs de l'Etat, il avoue avoir dit : « Diable ! les trouvez-vous tant bons ? »

13. Que lorsqu'il a fait préparer les armes en qualité de premier sergent et la munition, avoue que son intention était pour se défendre si ceux du Haut au Bas-Vallais venaient les attaquer.

14. Avoue que, lors de la réponse qu'on a faite à LL.EE. de Berne, son sentiment a été de se recommander à leur protection.

15. Il a avoué qu'ayant été à la foire de Morgin, ensuite du récit qu'on fit qu'en France la nation s'était emparée des biens des couvents, etc., avoir dit : « Dieu [donne] force à la France, il y va bien, il y a de l'économie, là on arrange les affaires. »

(N° 33, pp. 84-86. — La fin du paragraphe n° 8 (depuis : « parce qu'il lui a fait... ») et le paragraphe n° 14 ont été biffés.)

### III. *Autres considérants contre Pierre Guillot.*

*L'officier* Gillot scheint annoch in folgenden articklen verdächtig zu seyn:



1. Hat er lauth aussag der kundschaften sowohl, als auch seiner eigenen bekantnuss eine sonderbahre gemeinschaft gehabt mit dem Jean-Claude Torma und Robriquet, wie auch zimliche bekanschaft mit dem Jean Vite, welche als mithafte und Redelführer aller unordnungen ihm ohne zweyfel vüles müssten an tag gegeben haben.

2. Bekent Gillot, dem Jean Vite vier *louis d'or* offeriert zu haben, den H. [Emanuel] Franc zu tödten, gleich wie der Jean Vite solches dem H. Galley geoffenbahret. Louis Robriquet scheint dann nicht weniger die wahrheit geredt zu haben, da er dem H. Galley anzeigt, dass Gillot in seiner gegenwarth dem Jean Vite zehn *louis d'or* angetragen, um den Galley zu ermorden, um destomehr, da Gillot selbst bekent hat, der Galley seye sein Feind, welcher ihn vor dem hohen stand angeklagt, und er möchte zehn *louis d'or* geben, um zu wissen, wer ihn angeklagt hatte?

3. Gillot laugnet, dass er jemahls was unterfangen habe wider einen hohen stand, da doch gewiss ist, dass er unter denen ersten die Cocarden auf St-Moritzen getragen, dass die mehreste versamlungen während der Revolution in seinem Hause gehalten worden, und dass er lauth dem *testimonio* des castlan Cornuz gesagt: « *Diable! les trouvez-vous tant bons pour les louer?* », *en parlant des seigneurs d'Etat*. Worbey Jean-Claude Barlatey noch zusezet, dass der Gillot gesagt habe, *qu'on était des poltrons, qu'on ne savait pas se soutenir depuis que le seigneur est ici*.

4. Dass Gillot von dem Complot, mehrere zu tödten, bekanschaft gehabt habe? ist zimlich wahrscheinlich, da Jean Vite dem H. Galley in seiner relation umständlich am tag gibt, was für anstalten seyen getroffen worden, und dass Gillot als ein praetendierter Freund des H. Devantery denselben ausrufen sollte, in welchem augenblick dann er wäre ermordet worden.

5. Scheint Gillot wegen dem in Piemont geschribenen Brief wegen übereinstreffenden umständen, wo nicht selbst mit einbegriffen, wenigstens bekanschaft gehabt zu haben?

(N<sup>o</sup> 37.)

**Sion, 17 novembre 1791. — Sentences proposées contre Pierre Guillot.**

*Uhrteil-Stimmen über den Pierre Guillot.*

H. Staats Cantzler [Hildbrand Roten]: Aus seinen Bekantnussen erhellet, dass er sich geäusseret, er volle tödten den ersten Landvogt der hinunter köme, auch zehn *louis d'or* versprochen jenen, die jenige tödlichen, so ihm verschvertzen, vier *louis d'or*, den [Emanuel] Franc zu tödten, dass er die

gesellschaft des Torma und Robriquet frequentirt, dass er im *Discours* mit seinem nepot gedanken gefasst, im fall eines schlimmen Landvogts piedmon-teser zu brauchen, dass er den Schiner filleicht selbst getödtet hätte, dass er gesagt, man habe in Piedmont geschriben, aber nur in die luft, dass er gesagt: « *Diable ! les trouvez-vous tant bons ?* »; dass er im gedanken gehabt, munition zu bereiten im fall der noth gegen das ober Wallis. Er also einer der gefährlichsten menschen in Monthey, laut Fröhlichsburg wäre ein *assassinium*, ven mit geld bestechende sind, die *assassinatores* mit dem schwerd zu straffen, venn schon *assassinium* oder tod selbst nit erfolgt. Also zum schwerd verfellet.

H. Staatssekellmeister [Johann-Joseph Julier] : Der Delinquent in eracht der bedrohung und bemühung gefährlich, doch aber, veilen er das geld selbst nit gegeben, auch öffentlich ausgeredet, doch fehlbar, dass er dem ihm von Torma comunicirten [?] complot, zwanzig zu tödten nit eröffnet. Also zu einer geldstraf oder Ruthen aushauen, doch könne er in Monthey nit geduldet werden.

H. Ambtsburgermeister [Janvier de Riedmatten]: Delinquent hat vollen waffen vieder den hohen stand brauchen vollen, den greulichen complot nit eröffnet, gefährlich aufrührerische Reden: « *Les aristocrates on les pendra* », von ser zahlreichen Zeugenschaften angegeben, also denselben als *criminis lesae* und *fractae pacis* auch *conatus assassinii* schuldig, zum tod des schwerds zu verfallen *cum confiscatione*.

H. Pannerherr Leuks [Anton Roten]: Weilen er einigen auf das leben getrachtet, zvar kein Geld geliffert, auch solches öffentlich ausgeredet, also zum schwerdstod.

H. Zehndenrichter Vispachs [Peter-Niklaus Fux]: Der Delinquent ein wahrer Rebell, die anarchie einzuführen getrachtet, viell übles angestiftet, verfellend zum schwerd und confiscation.

H. Zehndenhauptman Vispachs [Franz-Joseph Andenmatten]: Delinquent aufrührerische gefährlich, doch zum tod nit genug, also zum Ruthen aushauen, ewiger Gefangenschaft und confiscation verfellet.

H. Zehndenhauptman Rarens [Leopold de Sepibus]: Den Guillot als gefährlichen vie oben ansehend, besonders die Incorrigibilitet betrachtend, den complot, so ihm Torma eröffnet, nit angezeigt, ob zvar, da er ihm angezeigt, die Zeit schon vorüber, aber seine üble Sitten, gewohnheit aufzuviklen, frequentation deren Redelführeren, die er gestand, also zum schwerdestod verurtheilet.

H. Obrist [Gaspard-Eugen] Stokalper: Veilen kein ohr einer sicheren evigen gefangenschaft, besonders aber seine Incorrigibilitet ansehend, vorm Jahr in der revolution grossen antheil genommen, etwas gebüsset, keineswegs gebesseret, also zum tod des schwerdtes condemnirt.

H. Grosscastlan [Joseph] Delovina: Delinquent einmahls gebesseret, da er noch mit munition versehen, den ersten Landvogt tötten wollen, also auch zum schwerd.

H. Landvogt [Moritz-Joachim-Anton] Weguener: *Dies magna et amara valde*: *magna* für das Vatterland, *amara* für die Richter und zu richtende, in

anschau seiner incorrigibilitet zum tod des schverds bey disen betrübten Zeiten *cum confiscatione*.

H. Landvogt [Johann-Joseph] Jost: Der Delinquent *criminis lesae, fractae pacis* und *assassinii* schuldig, auch deme er gesagt: « *On pendra les aristocrates* », sein anerbottens Geld, venn man solche tödtete, *arbor non faciens fructus bonos excindenda*, also zum Strang *sub confiscatione*.

H. Grosscastlan [Felix] De Chastonay: Laut pluralitet und angebrachten gründen zum tod des Schwerds.

H. Nachtcastlan [Moritz] De Torrente: In betracht des general pardons ihm unbewust, ob ihm das vorige pardonniert, in disem fall *ad carceres perpetuos*, wo er aber nit pardonirt *ad gladium*.

H. Landshaubtman [Valentin Sigristen]: Fallet der mehrheit bey, betrifft des general pardons habe Delinquent sich dessen nit zu getrösten, veilen er sich nit gebesseret, im Fehler fortgefahren, also zum tod des schverds verfellet *cum confiscatione*.

(N<sup>o</sup> 52, pp. 3-4.)

**Sion, 16/17 novembre 1791. — Récapitulation des sentences portées contre les cinq principaux coupables.**

*I. Original allemand.*

Und also schliesslichen anerwogen und erkänet, dass gedachte unselige Pierre Rey-Borrasson, gewester Weybel in Vall d'Illicz, Jean-Louis Borrat und Jean-Joseph Durier von Vall d'Illicz, Pierre Guillot, gewesener Weibel zu Monthey, und Bartholomé Thormaz von Collombey; alle fünf zwegen schwehren Lasteren sich schuldig gemacht, als nemlichen jenes der verletzten hoheit oder mayestet; zweytens jenes der gebrochenen öffentlichen Fridens und Sicherheit, nebst *conatus* und *actus proximi ad assassinium* oder mordt, die drei erstere aber eines greulichen Diebstals.

Derowegen bey dissen so gefährlichen, Empörungsvollen Zeiten denen bösen zum heilsamen schröcken, denen gutten zu erbauung und dem gemeinen Wesen zur Sicherheit.

Besagte Peter Rey, Jean-Louis Borrat und J.-Jos. Durier durch den Strang, Pierre Guillot und Bartholomé Thormaz durch das schwerdt als höchst schuldige und gefährliche menschen anerkanet, anbey gesprochen und geurtheilet, dass sie von der menschlichen gesellschaft abgesonderet durch den Scharfrichter am ersten Sambstag um die gewöhnliche Stundt, die Hände auf den Rücken gebunden, in dem alhiesigen ordentlichen Gerichtplatz

vom Leben zum todt sollen gerichtet seyn, ihre Habschaft aber wie rechtens anheimfällig werden.

*Actum die 16 et 17 novembris 1791.*

(N° 33, pp. 31-32.)

## II. *Adaptation française.*

C'est quoi la haute commission souverainement établie, ayant consciencieusement et mûrement tout examiné, pour servir de salulaire exemple aux méchants dans ces tristes temps pleins des plus désastreuses révolutions, pour l'édification des bons et pour la sûreté publique, ladite haute commission vient de condamner, par juste sentence, comme des hommes très nuisibles au repos public, savoir le ci-devant officier Pierre Rey-Borrasson, Jean-Joseph Durier et J.-Louis Borrat, tous trois de la Vall d'Illeiez, à être remis samedi 19<sup>e</sup> à l'exécuteur de la haute justice pour être pendus et étranglés pour que la mort s'ensuive, en la potence de Sion ; et Barthélemy Thormaz et le ci-devant officier [Pierre] Guillot, de Monthey, pour avoir la tête tranchée pour que la mort s'ensuive, dans le prédit endroit ; et tous leurs biens confisqués au profit du fisc de la République.

(N° 33, p. 86.)

### 163

#### **Sion, 17 novembre 1791. — Délibération de la haute commission.**

Den 17. tag, *dicti, praesidente et assidentibus in hesterna sessione nominatis D. D.* [voir p. 315], hat eine hoche Comission die peinliche Sententz wider die unglückseligen J.-Jos. Durier, Jean-Louis Borrat, Bartholomé Thormaz und Pierre Guillot getragen worden, nemlichen zwey erstere seyn zum strang, die zwey lestere aber zum schwerdt veruhrtheilet worden.

(N° 38, p. 11.)

### 164

#### **Sion, 18 novembre 1791. — Sentences portées contre Jean-Maurice Rey et Gaspard Thomas.**

*Die 18 novembris 1791, Joannes-Mauritius Rey et Gasparus Thomas ad perpetuam deportationem ad insulas fuerunt per majora condemnati intuitu,* dass man muthmassen kan, dass der complot gegen der Abbtay und

denen würdigsten Vorsteheren des Standts aus ursach, dass sie zu wenig mit-  
helferen anwerben können, da es zimlich warschenlich ist, dass der Gaspar  
Thomas nicht mehr zu seinen bruderen wehrender selbiger Woche gekomen  
seye.

(N<sup>o</sup> 33, p. 87.)

165

**Sion, 18 novembre 1791. — Décisions de la haute commission  
au sujet d'Emmanuel Rey et de Joseph Carraux, dit « l'abbé ».**

Den 18. *dicti, praesidente et assidentibus in hesterna Sessione nominatis  
D. D.*, in welcher Session ist entschieden worden, dass der Emanuel Rey-Bor-  
rasson und der Joson Carraux vermäg einer dringenden ermanung, nachdeme  
sie mit einer ruhte an der handt eine halbe stundt lang auf der grossen  
brucken gestanden, entlassen werden, doch mit bezahlung der kösten.

(N<sup>o</sup> 38, p. 11.)

166

**Sion, 18 novembre 1791. — Charges, admonestation et sentence  
contre Emmanuel Rey.**

Témoin Jérôme Geneivroz, de Champéry, dit [voir n<sup>o</sup> 58, pp. 117-119]  
qu'une fois, lui déposant étant au bureau, ledit Emmanuel Rey-Borrachon  
l'aurait demandé en particulier et dit que s'il voulait aller chez son frère  
Pierre boire un coup, qu'il lui fera plaisir, qu'il y avait là une troupe de bons  
enfants qui avaient quelque chose à lui communiquer ; que lui déposant a ré-  
pondu : « Du vin, nous [en] avons encore ici, [Jean-Baptiste] Mellieret (avec  
lequel il buvait) et moi, je verrai comme je ferai quand nous aurons achevé  
notre vin. » Que lui déposant, craignant que ce serait rien qui vaille, il s'était  
esquivé tant vite qu'il a pu et rentré dans sa maison ; que quelques jours après,  
on s'est aperçu qu'on avait tenu un tel complot d'aller à St-Maurice contre  
des hommes qui étaient venus de là-haut, et s'emparer du trésor de l'Abbaye,  
comme il croit ; il croit que c'était quelques jours avant la Chandeleur ;  
qu'Emmanuel Rey lui a dit cela au bureau.

Le même témoin dit, à l'occasion d'un vol de boutique fait à un Italien  
établi, surnommé Pierre Medico, qu'un marchand, qu'il croit être un de Coste,  
lui a dit que la marchandise volée chez vous s'est vendue sur Chatillon, et que

c'étaient pourtant des Vallesans qui l'ont volé ; lui déposant, demandant s'il le savait, il lui a répondu que c'était un jeune homme qui avait les cheveux coupés un peu court et un autre un peu âgé, les cheveux blondins, que celui-ci était bon enfant pour donner à bon marché ; qu'ils avaient une belle jument rouge, qu'on avait passé à Samoyen avec cette jument peu de temps après la vente de la marchandise, qu'on a dû faire garder cette jument pendant un mois ou trois semaines sur les montagnes de la Savoye, que le paysan qui l'a gardée l'a dit lui-même au déposant, et qu'il lui a dit de plus que c'était Emmanuel Rey qui la lui avait donné à garder, et que par là il a douté du vol ; que ledit paysan vit encore, qu'il est établi à Samoyen et s'appelle Pierre-Maurice Rey. Que Jean-Pierre Biod, en son vivant cabaretier dans le bourg de Samoyen, avait raconté à lui déposant qu'Emmanuel Rey était passé chez lui et demandait à boire et à manger, disant qu'il retournerait dans un moment, qu'il allait chercher ses camarades, qu'ils avaient du sel à débiter et qu'ils retourneraient, et qu'il ne les a plus aperçus.

Le même témoin dit que, dans la Valdilier, on n'est pas fâché de l'arrestation des Rey, que même Jean-Maurice Marcley, leur premier cousin, avait dit à lui déposant : « Ce n'est rien dommage, on est au moins en sûreté » ; qu'il lui a dit de plus qu'il a été menacé de la mort par Emmanuel Rey.

Le même témoin dit que personne ne plaint les Borrachon, qu'on n'osait pas leur demander ce qu'ils devaient, crainte d'être battu.

[Le] 11 octobre, témoin Cécile Defago dit [voir n° 60, p. 126] qu'ils ont disposé d'aller chez le vicaire [Clément], qu'on s'est assemblé dans une maison pour cela, qu'il y avait Pierre Rey, Jean-Maurice, son frère, demeurant à Massonger, elle-même déposante, Jean-Claude Avantey dit Bocard, et Emmanuel Rey, à ce qu'elle croit.

Continuation pour Emmanuel Rey : *Legat[ur] nota anonima de 7 octobris* par M. Clement [voir n° 21, pp. 49-51].

Vous voyez à quoi vous a réduit la fréquentation de mauvaise société : une détention ignominieuse, des constitutions criminelles en sont le fruit ; si vous n'aviez jamais fréquenté de mauvaise société, vous n'auriez jamais pu vous rendre suspect d'un complot dont vous êtes déclaré coupable par un témoin.

Considérez l'énormité du crime dont vous êtes prévenu d'avoir pris part au complot contre Messeigneurs qui se trouvaient à l'Abbaye, conséquemment portant crime de lèse-majesté, crime que vos malheureux complices expieront demain par une mort ignominieuse ; que leur sort vous serve d'un exemple frappant et vous inspire une terreur salutaire de renoncer et éviter soigneusement toute mauvaise compagnie, tous les discours licencieux et suspects contre votre légitime souverain, qui vous [?] est l'image de Dieu sur terre.

Non seulement ne devez-vous prendre part ni en paroles ni en fait dans ces sortes de discours, ni vous trouver dans aucune assemblée suspecte, mais lorsque pareilles choses viennent à votre connaissance, apprenez que vous êtes indispensablement obligé de les manifester sans aucun délai à vos

supérieurs légitimes, puisque contre le souverain on peut pécher non seulement en commettant, mais aussi en omettant.

*Urgent* [?]. Reconnaissez donc votre faute, dessillez vos yeux. *Urgent* [?]. Voyez combien vous vous êtes exposé d'encourir une punition très sévère en ce que le défaut de fidélité envers le souverain n'est dans aucun cas une faute indifférente ou petite, mais toujours sévèrement proscrire et vengée par les lois.

Messeigneurs, n'écoutez que leur clémence, se promettant une pleine et parfaite résipiscence de votre part, faisant attention que votre faute est l'effet de la séduction, vous dictent, pour correction salutaire et expiation de votre malversation, de vous constituer demain matin au carcan, avec ordre de vous retirer ensuite tranquillement, comment il convient à des pénitents, chez vous, y mener une vie édifiante, paisible et irréprochable, en évitant très soigneusement toute occasion de récidive, dans lequel cas vous serez traité, avec toute la rigueur des lois, comme impénitent et incorrigible.

(N° 80, pp. 1-2.)

## 167

### **Sion, 18 novembre 1791. — Admonestation et sentence contre Joseph Carraux, dit « l'abbé ».**

Vous voyez à quoi vous a réduit la boisson. Vous vous êtes permis un attentat très grief et très insolent dans sa nature, puisque vous avez osé insulter d'une manière outrageante le représentant du souverain État, un attentat qui, à la rigueur des lois, aurait mérité une punition sérieuse, la privation de la vie, celui devant être séparé de la société humaine qui s'attaque à ceux qui, par leur état, sont les images de Dieu sur terre et veillent à la conservation du bon ordre et repos public.

*Urgent* [?]. Messeigneurs, dans un excès de leur bienfaisance, veulent bien croire que c'est le vin qui vous a porté à cet attentat et, envisageant votre repentir prompt et votre soumission faite volontairement au seigneur gouverneur, joints à la peine de la détention qu'avez subie depuis quatre semaines, la prennent pour une partie de l'expiation de vos péchés. Comme néanmoins votre insolence [*mot illisible*] sur l'autorité souveraine offensée dans la personne de son lieutenant, cette insolence doit être réparée ; et pour cette réparation, vous serez demain constitué vers le carcan, levant le poing, dont vous avez menacé le seigneur gouverneur, en l'air, pendant un quart d'heure, et acquittant vos frais. Au moyen, vous pourrez ensuite vous retirer tranquillement chez vous, à Collombay, mais avec avertissement sérieux d'éviter soigneusement la boisson et toutes les occasions qui pourraient vous y séduire, puisqu'en cas de récidive, je dois vous déclarer par ordre de Messeigneurs que



vous serez traité avec toute la rigueur des lois et que des ordres seront donnés pour surveiller soigneusement votre conduite. Que cette procédure, et surtout le sort malheureux des autres coupables, qui subiront demain le supplice de la mort, vous tiennent lieu d'avertissement ; ayez-le continuellement devant vos yeux pour vous pénétrer d'une terreur salutaire, et craignez de vous voir un jour entraîné dans le même malheur déplorable, si vous ne vous corrigez parfaitement et promptement, puisque c'est leur incorrigibilité qui les a rendus indignes de la vie.

(N<sup>o</sup> 50, p. 4.)

168

**Sion, 2 décembre 1791. — Dettes de Barthélemy Tormaz  
(Lettre du père Colombe, capucin, à M. le sénateur Lamon, à Sion).**

Dettes de Barthélemy Thorma, de Colombei, exécuté par ordre de la haute justice ce 19 novembre 1791, dictées par ledit Thorma au père Colombe, de Fribourg, capucin, prédicateur français à St-Théodule, dans la prison, les jours avant sa mort, comme s'ensuit, mot à mot.

Je dois :

1. Quatre écus neufs à Jean-Joseph Durier. N.B. : qui a été pendu le même jour.
2. Deux louis à Jean-Didier Carro, de Colombei.
3. Un louis à mon frère François, à Colombei.
4. Vingt écus à Jean-Joseph Bellei, payables à Noël au plus tard.
5. Deux écus neufs à M. Riccou, de Bex, médecin.
6. Vingt baches à Pierre Franc, à Colombei.
7. 51 baches à Claude Lerset maréchal, père, à Colombei.
8. Sept écus à Pierre-Maurice Vuillou, mon beau-frère, sur quoi il y a quelques journées faites à compte avec mes juments.
9. Quarante baches à la veuve de Jean Vuillou pour un jardin cette année passée.
10. Deux écus blancs à Thomas Donné pour son étalon à deux de mes juments.
- [11. - - -].
12. Un voyage à Notre-Dame des Hermites que je dois depuis longtemps.

13. Une messe à St-Garrin, en Savoye, promise et due depuis longtemps.
14. Une messe au Grand St-Bernard, que je dois aussi.

Mes autres dettes sont assez connues à mon épouse, ou elles sont écrites et les papiers en font foi, mais celles-ci ne sont point toutes connues à mon épouse ; c'est pourquoi je vous prie de les manifester aux très illustres, très hauts et puissants magistrats et seigneurs magnifiques du Vallais, afin que mes créanciers soient satisfaits.

Monsieur le conseiller, etc., etc.

J'ai l'honneur de vous dire, en vous assurant des respects les plus sincères de mon cœur, que je viens de transcrire à la lettre ce que ledit Thorma m'a dicté dans la prison avant sa mort.

En foi de quoi j'ai l'honneur d'être à jamais, avec la plus haute estime et considération la plus parfaite, Monsieur le Sénateur, votre très humble, obéissant et dévoué serviteur.

(N° 72, pp. 1-2.)

## 169

### **Monthey, 5 décembre 1791. — Déclarations faites contre Claude-Louis Delherse par-devant le lieutenant gouvernal Hyacinthe Darbellay.**

#### *I. Jean Barlatay.*

Par-devant spectable Hyacinthe d'Arbelley, lieutenant gouvernal, dans son domicile, à Monthey, a comparu hon. Jean Barlatay, bourgeois de ce lieu, lequel, après avoir prêté serment, a été sommé de déclarer ce qu'il sait sur la conduite de Claude-Louis Delerse dans les divers complots et conspirations de cette année.

Ledit Barlatay a fait la déclaration suivante : Qu'il a entendu, par le bruit public, que Claude[-Louis] Delerse avait été battu chez Guillot par des gens de Colombey, à cause qu'il avait révélé un complot. Du reste, il ne sait point de mal de lui. Le soir qu'on a battu la générale [8 septembre 1791], le déposant est à peu près sûr de l'avoir vu avec ceux de Monthey. Le même Delerse était aussi le jour de la St-Barthélemy [24 août] avec ceux de Monthey pour être en défense contre ceux de Colombey.

Relu et confirmé.

*Eodem contextu* ont encore comparu les hon. Antoine Martin et Pierre-Maurice, fils de Maurice Donnet, tous deux bourgeois de Monthey, dûment cités, lesquels, en vertu de leur serment, ayant été sommés, etc., comme le précédent, firent les réponses ci-après.

## II. Antoine Martin.

Que dans les occasions où le déposant s'est trouvé avec Claude[-Louis] Delerse, il ne l'a connu que pour un honnête homme, porté au bien et à mettre l'ordre. Le soir que le même Delerse fut battu chez l'officier [Pierre] Guillot par les deux Carraux [Jean-Didier et Pierre] et Barthélemy Tormaz, lui répondant était présent et a vu que ledit Tormaz lui donna de toutes ses forces deux coups sur la tête avec une *channe d'un pot*. Le lendemain, le déposant demanda au même Delerse la raison pour laquelle il avait été ainsi maltraité sans dispute. Celui-ci répondit que c'était une affaire entre eux, que les autres lui voulaient du mal, mais qu'ils donnaient à celui qu'il fallait.

Relu et confirmé.

## III. Pierre-Maurice Donnet.

Qu'il a bien ouï dire que ledit Delerse était peut-être du complot. Le déposant lui demanda une fois à lui-même si cela était ; à quoi l'autre répondit : « Crois-tu cela, toi ? » ; celui-ci dit qu'il l'avait ouï dire. — « Je ne veux pas trahir l'endroit », répliqua Delerse. Quelque temps après, le déposant entendit que Claude[-Louis] Delerse avait averti plusieurs personnes, ce qui lui fit penser que, s'il avait fait semblant d'être du complot, c'était pour le déceler.

Du reste, ledit Delerse a toujours été fort porté pour Monthey, autant qu'il en sait ; tous les soirs que le déposant se trouva de patrouille, Delerse en était aussi, excepté une fois.

La nuit de la St-Louis [25 août], le même Delerse vint avertir ceux qui étaient de garde qu'il avait appris que les Robriquet devaient se masquer pour *faire un malheur*, qu'il fallait garder leur maison ; en conséquence, il y eut toute la nuit du monde posté, afin d'observer les maisons des Robriquet et de Guillot ; Delerse lui-même alla avec le déposant mettre un perçoir avec un grand morceau de bois à la porte de dernier, dudit Guillot, pour qu'il ne pût sortir de ce côté-là. Ce fut cette même nuit que ceux de Monthey allèrent chez Jean-Claude Tormaz, où Delerse fit une réprimande à Jean Vyt, ainsi que les autres qui étaient présents.

Relu et confirmé.

## IV. Jean-Joseph Défonté.

Du même jour, par-devant le préfet lieutenant, s'est présenté le sieur officier [Jean-Joseph] Defonte, lequel déclara, toujours en vertu de son serment, qu'il a oublié dans sa déposition sur Claude[-Louis] Delerse du 3<sup>e</sup> courant, qu'étant de garde avec le même Delerse, la dernière nuit, pendant laquelle on fit la patrouille, comme ils craignaient quelque malheureux événement, le déposant dit à Delerse que s'il arrivait quelque chose, les malintentionnés ne manqueraient pas de s'emparer du clocher. Delerse répondit qu'il lui venait une pensée : qu'il allait prendre une corde fort longue avec laquelle il attacherait le battant de la grande cloche, qu'ensuite ils jetteraient le bout

de cette corde dans la vigne de M. [Nicolas] de Quartery et qu'en cas de malheur, ils iraient sonner depuis là. En effet, ils allèrent ensemble attacher cette corde.

Relu et confirmé.

(N° 98, pp. 1-4. — La déposition mentionnée dans le n° IV ne figure pas dans le dossier.)

## 170

### **Monthey, 6 décembre 1791. — Autres déclarations faites contre Claude-Louis Delherse par-devant le lieutenant gouvernal Hyacinthe Darbellay.**

#### *I. Nicolas-Antoine de Quartéry.*

Noble M. [Nicolas-Antoine] de Quartery, châtelain de Monthey, ayant été requis de par M. le lieutenant gouvernal d'Arbelley de donner sa déclaration sur ce qu'il pouvait savoir de la conduite de Claude-Louis Delerse pendant le courant de cette année, le préfet châtelain s'est expliqué de la manière suivante :

Qu'après que Claude[-Louis] Delerse eut été battu chez [Pierre] Guilot, il fit venir chez lui ledit Delerse, Barthélemy Tormaz, Pierre et Jean-Didier Carraux pour tâcher de les remettre bien ensemble ; les ayant exhortés à faire la paix, les deux Carraux témoignèrent se réconcilier avec Delerse, mais Barthélemy Tormaz, après avoir dit qu'il l'avait battu à cause des partages, sembla encore le menacer en sortant. Claude[-Louis] Delerse, qui resta le dernier, dit à M. le déposant que les partages n'avaient point été la cause de ce qu'on lui avait fait, mais qu'il avait été battu parce qu'il avait découvert un complot, sans s'expliquer davantage.

Il ajoute qu'il demanda à Delerse s'il exigeait quelque chose pour les coups qu'il avait reçus. A quoi il répondit qu'il ne demandait rien, qu'il était content pourvu qu'on le laissât tranquille.

Relu et confirmé.

#### *II. Narcisse Pignat.*

Du même jour, par-devant le préfet lieutenant [Hyacinthe Darbellay] a comparu M. Narcisse Pignat, bourgeois de Monthey, lequel, interrogé d'office s'il sait quelque chose sur la conduite de Claude-Louis Delerse à l'égard des complots de cette année, [a] répondu :

Qu'il a appris que Claude[-Louis] Delerse avait été battu pour avoir décelé le complot qui se tramait contre diverses personnes de Monthey et d'autres lieux.

Le jour de la St-Barthélemy [24 août], le même Delerse avertit le déposant qu'on lui avait dit d'être sur ses gardes, que tous ceux de Colombey étaient montés et qu'ils méditaient quelque projet ; qu'il avait déjà averti Jean-Pierre Barlatay. Le répondant ramassa donc du monde, qui surveilla ceux de Colombey pendant tout le jour et une bonne partie de la nuit, etc. Delerse fut toujours avec ceux de Monthey pour les soutenir.

Le dimanche après, Louis Robriquet fils étant allé chez le déposant, lui raconta que Claude[-Louis] Delerse avait fourni un fusil à Jean Vyt pour tuer le Petit-Rouiller ; que lui avait tâché de mettre le bien. Le déposant en ayant parlé à Delerse, il lui répondit que le jour où on l'avait demandé chez Jean Martin pour être du complot, étant allé à la cuisine, il vit Joson Parvés au poêle derrière et le prévint du dessein que l'on avait contre lui ; ensuite, comme il fut rentré, il demanda à Jean Vyt si le Petit-Rouiller en était. L'autre lui dit que non. « Cependant (aurait ajouté le même Delerse pour qu'il ne fût pas soupçonné d'avoir découvert le complot), Rouiller le sait, et en a prévenu Joson Parvés. » Par ce moyen, le complot manqua ce soir-là. Qu'il n'avait point livré de fusil à Jean Vyt, mais ledit Jean Vyt lui demanda s'il en avait un. Et ayant répondu qu'oui, le même Jean Vyt l'alla prendre chez lui pendant qu'il parlait à Joson Parvés. Qu'il avait bien fait semblant d'être d'accord avec eux, mais qu'il n'avait point eu d'animosité contre Rouiller, que ce n'était que pour se sauver soi-même ; et s'il avait vu qu'on eût voulu en venir aux voies de fait avec ledit Rouiller, il aurait bien tâché de trouver le moyen de le garantir.

D'autres personnes, à qui le déposant raconta le fait, lui dirent que ceux du complot faisaient leur possible pour jeter les choses sur Delerse afin de se décharger eux-mêmes.

Depuis la St-Barthélemy, Claude[-Louis] Delerse fut un des plus zélés pour veiller à la sûreté de l'endroit, et avertissait toujours lorsqu'il croyait qu'il y avait du danger. Jamais personne n'a dit au déposant que dit Delerse fût du complot, pas même Louis Robriquet, qui ne parla que du fusil.

Relu et confirmé.

(N° 98, pp. 4-7.)

**Sion, 6 décembre 1791. — Premier interrogatoire de Claude-Louis Delherse.**

*Anno 1791, den 6<sup>ten</sup> Christmonat, zu Sitten im thurn, von denen wohl-  
edelgebohrnen gnädig hochgebiethenden edelgestrengen hochheitlich Abge-  
ordneten Herren Herren Deputirten aller 7 L. L. Zehnden als Theodulus de  
Torrente, President, Zehndenhauptman des L. Zehndens Sitten, Franz-Joseph  
Andenmatten, Zehndenhauptman des L. Zehndens Vispachs, Leopold Deseppi-*

*bus, Zehndenhauptman des L. Zehndens Rarens, Caspar-Eugen, baron de Stokalper, alt Landvogt und alt Richter des L. Zehnden Brig, Joseph Delovina, alt Grosscastlan des L. Zehndens Syder, Johann Matter, alt Landvogt und Meyer des L. Zehnden Leuk, Nicolaus Lagger, alt Meyer und rücklicher Stadthalter des L. Zehnden Goms, Anton-Maria De Augustinis, alt Landvogt und Examiner.*

*Ist der aus befehl der hohen Commission vor zwen tägen allhier gefänglichen eingebrachte Claude-Louis Delerse, schmid und Burger in Monthay, \* mit schweren Insichten an dem in Monthay gemorderten complot beschweret u.s. \*, vorgelassen und in freundlichkeit angefraget vorden vie folget:*

1. Interrogé comment il s'appelle ? — R. : Claude-Louis Delerse.

Exhorté à déclarer à Messeigneurs la pure vérité.

2. Comment s'appellent ses père et mère ? — R. : le père Claude Delerse encore vivant de S.-Jean-d'Aulph ; la mère Cécile Mettyat [*erreur* : Cathérine Berrut]. Qu'il est de religion catholique, maréchal de profession, à Monthay, où il serait depuis onze à douze ans, y étant communier bourgeois et marié avec Julienne Mettiaz, de Monthay, ayant trois enfants mais point de bien, sauf la maison, laquelle ne serait pas payée, l'ayant achetée avec sa femme de M. le banderet [Pierre-Louis] Dufay mais n'avoir rien payé.

3. S'il sait pourquoi il est constitué ici ? — R. : négative, ne pouvant s'imaginer pourquoi il est ici, que c'est le seigneur gouverneur [Preux] qui l'a envoyé ici par des soldats, disant par réitération qu'il ne sait pourquoi il est ici.

[4]. S'il sait où il était l'an passé pendant les fêtes de Noël et celles de Pâques ? — R. : ne pouvoir s'en rappeler, qu'il sait qu'il était à Monthay.

[5]. S'il sait se rappeler où il était les dernières Pentecôtes ? — R. : le lundi [13 juin] à Martigny, le mardi à Monthay.

[6]. Si le mardi il n'est parti de Monthay ? — R. : qu'il a été à Collombey voir du bien qu'il tient de la cure de Monthay ; qu'en montant, il a parlé avec J. Vite et B. Torma.

[7]. Qu'est-ce qu'il a parlé ? — R. : des souliers et pas de grand-chose.

[8]. Autre part ? — R. : qu'ils lui ont parlé d'autres choses d'autre part.

[9]. De quoi ? — R. : qu'ils lui ont parlé qu'il devait [y] avoir un complot qu'on devait tuer six à Monthay, un [à] Collombey, un à Mura ; à Monthay, Devantery, le châtelain Gallay, les deux Franc [Emmanuel et Hubert], Darbellay et M. Pignat ; à Mura, Joson Parvex ; à Collombey, Didier Fay ; que c'est J. Vite et B. Torma qui le lui ont dit chez Jean Martin ; que lui n'a rien répondu dans le même moment ; qu'après il a demandé si le Petit-Roullier en était, qu'il avait tout découvert ; qu'il faisait cela pour empêcher [- -] ; qu'on lui a répondu que le Petit-Roullier n'était pas de la bande ; que lui enquis songeait comment déranger cette affaire ; qu'il a puis inventé cela, savoir

que le Petit-Roullier les avait découverts ; qu'il [ne] se rappelle pas qu'on lui en ait parlé en montant. Que chez Martin il y avait J.-J. Durier, Jean-Didier Jeandet, lesquels ne l'ont pas entendu, ayant été pris à part ; qu'en descendant à Collombey avant [de] les avoir rencontrés, il n'en a encore rien su. Qu'il connaît J. Vite depuis quelque temps, qu'il y a bien passé une année qu'il le connaît, qu'auparavant il ne lui en a jamais parlé ; que lui et B. Torma étaient bons amis et [ont] été nourris ensemble ; qu'il n'a jamais rien donné à J. Vite que du cuir et de l'argent quand il en a gagné ; qu'il a encore eu un fusil qu'il serait allé prendre chez lui enquis ; que la porte n'était pas fermée et lui enquis étant encore chez J. Martin, il aurait été demander à sa femme si lui enquis n'avait pas de fusil et qu'il fut le prendre. Que Jeandet et Durier sont partis ensemble, et B. Torma déjà un moment devant ; que J. Vite, en sortant, ne lui a pas dit ce qu'il allait faire et qu'il n'a rien dit à lui enquis, lui étant avec Joson Parvex au poêle derrière ; que J. Vite ne lui a jamais remis autre chose.

[10]. S'il sait lire ? — R. : un peu.

[11]. Quels livres il aurait ? — R. : catéchisme, et n'avoir pas lu [d']autres.

[12]. Si lui enquis n'aurait parlé à B. Torma de cette affaire ? — R. : que non ; qu'il en a parlé à Joson Parvex dans le moment qu'il allait à la maison, dans le même moment chez Jean Martin ; qu'il a encore parlé au châtelain Gallay, au curé [Landry], à Pignat, à Hubert Franc, ces jours après à Pignat encore plus tard qu'aux autres ; que le même soir il n'a pu le dire parce qu'on l'aurait tué, en ce qu'on devait tuer le premier qui en aurait parlé ; que J. Vite et B. Torma le lui ont dit tous deux, qu'ils l'ont dit à P[ierre] Pont, à Joson Franc et à un autre de Troistorrents qu'il ne connaît pas ; que lui enquis n'en a jamais parlé à B. Torma.

Exhorté encore de dire la vérité, l'enquis répète n'en avoir pas parlé à B. Torma jusqu'à ce que celui-ci lui en avait parlé lui-même chez J. Martin.

[13]. S'ils lui ont confié comment on voulait l'entreprendre ? — R. : que non, que lui ne leur en a pas parlé.

[14]. S'il n'y a vu d'autres personnes ce soir avec eux ? — R. : négative, sauf les prédits.

[15]. Qui devaient être de cette bande ? — R. : qu'on lui a nommé huit à neuf à Collombay et cinq ou six à Monthay, dont J.-C. Torma, J.-J. Durier, Vivaret, les deux Robriquet [Louis et Guillaume] ; de Collombay, B. Torma et François son frère, J[ean-]P[ierre] et J.-Did[ier] Jeandet, deux Carraux frères, J. Vite, deux Cervas, savoir J[ean-]M[ichel] et J[ean-]C[laude].

[16]. Interrogé de nouveau s'il n'en a parlé lui-même aux autres ? — R. : un peu le dimanche après la S.-Pierre [3 juillet 1791], il aurait parlé à J.-C. Torma si l'on ne parle plus de cette affaire, qui lui répondit que non ; que M. Gallay et Joson Parvex l'ont chargé de s'informer ; que J.-C. Torma lui dit que le jour de Pentecôte [12 juin] c'était bien arrangé, mais qu'on les



a vendus ; qu'il a redit au châtelain Gallay ; qu'ils lui ont dit qu'on voulait tuer et prendre de l'argent et entrer dans les maisons.

[17]. Si lui-même n'a point parlé comment on voulait entrer ? — R. : que non, qu'il ne peut dire que ce qu'il sait.

[18]. S'il ne connaît personne de la Valdilliez dans cette bande ? — R. : qu'on lui a dit que du Valdilliez il devait [y] avoir une troupe ; qu'on lui a nommé un Borrat qui s'appelle Jérôme Perret et était ce soir chez J. Martin, lequel était à la Maison jaune.

[19]. Si, lorsqu'il leur a dit que le Petit-Roullier avait tout décelé, il n'y eut point de menaces ? — R. : que non, qu'ils ont seulement dit qu'ils voulaient découvrir qui de la bande l'avait dit à Roullier.

[20]. S'il sait pourquoi cela s'était retardé ? — R. : qu'ils ont dit dans le moment qu'il fallait laisser cela pour un autre jour et qu'il fallait voir qui l'aurait dit à Roullier.

[21]. Si l'on n'a point parlé de révolte ce même soir ? — R. : rien autre, sinon ce qu'il vient de dire.

[22]. Si l'on a pas parlé du seigneur gouverneur, lui ou les autres ? — R. : pas lui-même, sinon qu'il peut avoir dit du bien, mais que ce soir on n'en a pas parlé.

[23]. S'il a dit aux autres que [Pierre] Pont lui ait parlé de cette affaire ? — R. : que non, ne pas s'en rappeler, sinon qu'il pourrait l'avoir dit au châtelain Gallay. Répète qu'il n'a rien su de cette affaire ni bande, jusqu'au jour que B. Torma et J. Vite lui en ont parlé chez J. Martin ; qu'il y persiste, comme aussi de n'avoir jamais parlé à ces gens de Pont ni proféré de menaces contre le Petit-Roullier ; que J. Vite a pris son fusil en son absence ; que lui enquis ne tire pas souvent, des fois à la cible ; qu'il a encore trois ou quatre cartouches ; que l'an passé, en [17]90, au mois [d']octobre, il en avait vingt-quatre ; que l'officier [Pierre] Guillot avait commandé d'en avoir vingt-quatre, sans dire pourquoi.

[24]. Où il les aurait mises ? — R. : dans sa giberne.

[25]. Qu'est-ce qu'il en aurait fait ? — R. : que les enfants lui en ont pris un peu, et qu'il en a tiré à la cible.

[26]. Qu'est-ce qu'il aurait dit à l'officier Guillot ? — R. : rien, sinon qu'il les préparerait et qu'il en irait prendre chez ceux pour lesquels il servait, et qu'il fut les prendre chez la veuve Creppin ; qu'auparavant, il n'en avait pas une.

Exhorté de mieux examiner sa conscience et de déclarer la naïve vérité, sans rien recacher, il fut renvoyé dans le lieu de sa détention, etc.

### Charges contre Claude-Louis Delherse.

[Il] a dit, dans son constitut du 6<sup>e</sup> de décembre [voir n° 171, pp. 352-355]:

1° que Barth. Thorma et Jean Vite lui ont parlé du complot chez Jean Martin ;

2° que Jean Vite est allé prendre un fusil chez lui (Delerse)... ; que Jean Vite, en sortant, ne lui a pas dit ce qu'il allait faire ;

3° qu'il n'a jamais parlé à Barth. Thorma jusqu'à ce que lui lui en ait parlé lui-même chez J. Martin ;

4° que lui n'a pas parlé comment ils pourraient entrer dans les maisons ;

5° qu'il n'a point eu de menaces contre le P[etit]-Roullier ;

6° qu'on n'a pas parlé de révolte ;

7° qu'on n'a pas parlé du seigneur gouverneur ;

8° qu'il n'a jamais proféré des menaces contre les Roullier ni [Pierre] Pont ;

9° qu'il n'a pas dit autre chose à l'officier [Pierre] Guillot, sinon qu'il préparerait les vingt-quatre cartouches ;

10° qu'il n'avait pas lu d'autres livres que le catéchisme et semblables.

Tandis qu'il disait lui-même dans sa déposition :

1° qu'avant de parler du complot, Jean Vite lui a demandé un fusil à emprunter ;

2° qu'un autre jour après, Jean Vite lui a dit que le complot continuait ;

3° que quand Jean Vite lui a demandé le fusil, il ne lui a pas dit pourquoi, mais que Delerse (déposant) s'est bien pensé que c'était pour le complot, et lui a permis de le prendre pour être ami avec eux... S'il n'eût pas prêté le serment de ne rien dire, on lui aurait fait un mauvais coup.

Ensuite *legantur extractus contra illum* [voir n°s 169 et 170, pp. 349-352].

(N° 81.)

**Sion, 6 décembre 1791. — Premier interrogatoire de Claude-Joseph Avanthey et d'Antoine Rey.**

*I. Claude-Joseph Avanthey.*

*Eodem contextu* [voir pp. 352-353] *ohnmittelbar daraus vord vor das hohe Verhör gerufen der am nemlichen tag gefangen eingeliferte Jean-Claude* [erreur : Claude-Joseph] *Avantey, von Valdilliez, mit verschiedenen Insichten an dem Complot wieder die Abbtay beladener ebenfalls in disem ersten Constitut* [voir n° 51, p. 107] *in Freundlichkeit angemahnet und angefraget vie folget:*

1. Interrogé comment il s'appelle ? — R. : Claude-Joseph, fils de J.-J. Avantey et Anne-Marie Grenait, tous deux morts.

2. D'où il serait ? — R. : d'Illiez propre, de religion c[atholique] a[postolique] r[omaine].

[3]. S'il est marié ? — R. : affirmative, avec Victoire, fille du médecin [Louis] Marclai, de Valdilliez, qu'il s'entretient de ses bras.

[4]. S'il a des biens ? — R. : affirmative, de lui et de la femme ; lui-même, pour l'été, d'une dizaine de vaches, pour l'hiver, du bien de sa femme pour quatre à cinq vaches et huit à neuf brebis ; qu'il a environ deux mille florins de dettes et la femme un peu plus, ensemble à peu près cinq mille florins ; que la femme a encore une montagne dont on lui a présenté environ huit mille florins ; lui, sa montagne, environ quatre à cinq mille florins.

[5]. S'il sait pourquoi il est constitué ? — R. : qu'il en doute, qu'il a aperçu quelque chose, qu'il se croit demandé pour dire la vérité sur ces criminels passés.

[6]. Quelle vérité ? — R. : qu'il a déjà été examiné à Monthay ; qu'il a dit avoir été invité par l'officier [Pierre] Rey, où il y avait du monde ; qu'on y a lu un livre ; que son frère Jean-Joseph [Rey] a dit : « Vous ne parlez pas bien » ; qu'on a puis proposé qu'il y avait des seigneurs à l'Abbaye qu'il fallait aller attaquer ; que lui enquis n'en voulait rien entendre ; que l'officier a dit : « Allez vous faire foutre » et s'est jeté sur son lit et on n'en a plus parlé ; qu'il s'est retiré avec Jean-Claude Defago ; qu'il y avait deux frères, Antoine et Jean-Joseph [Rey], Gaspard Thomas, ledit J.-C. Defago et autres ; que l'officier a de plus dit qu'il fallait casser, briser et voler l'Abbaye.

[7]. Qu'est-ce qu'il aurait dit à cela ? — R. : que l'officier parlait bien mal, et qu'il s'est retiré ; que J.-C. Defago ne lui a rien dit ; que lui enquis ne savait pas pourquoi on l'avait appelé.

[8]. Qu'est-ce que les autres auraient dit ? — R. : qu'il ne leur en a pas parlé, qu'on a dit que ces raisons n'étaient pas bonnes, qu'il s'en est allé avec J.-C. Defago, que les autres ont peut-être resté.

[9]. S'il a averti quelqu'un, la proposition lui ayant déplu ? — R. : qu'il a averti Gaspard [Thomas] qui était à côté de lui, disant que son [beau-]frère [Pierre Rey] ne parle pas bien et J.-C. Defago ; qu'il n'a pas pensé d'avertir la justice, sinon en confession pascalle.

[10]. Combien il aurait resté là ? — R. : environ une demi-heure.

[11]. S'il lui en a parlé après ? — R. : négative. *Addit* que si, qu'il lui a parlé à Pâques ; que sa proposition n'était pas bonne ; que lui enquis répondit : « Non, elle n'était pas bonne. »

[12]. Pourquoi il s'en est confessé ? — R. : qu'il a cru avoir fait mal de s'être trouvé dans cette compagnie.

[13]. Doit mieux s'expliquer : Si l'officier Rey ne lui en a parlé avant ni après ? — R. : à peu près à Pâques.

[14]. S'il sait comment on voulait exécuter cela ? — R. : qu'il proposa à tous de l'entreprendre avec lui ; qu'eux n'ayant voulu s'y prêter, il n'en parla plus ; qu'il a dit qu'il fallait aller trouver ces seigneurs à l'Abbaye de St-Maurice pour casser, voler, etc.

[15]. Exhorté à déclarer la proposition, — [R. :] il répète qu'il avait dit à peu près comme ci-dessus, qu'il a bien dit qu'il fallait une troupe, qu'il lui paraît qu'il a dit qu'il fallait être un peu de monde pour faire ce crime-là ; que le curé [Sébastien Briguet] l'a demandé s'il avait été en mauvaise compagnie ; qu'il lui répondit qu'il a été en une pas trop bonne, mais qu'il n'a pas consenti. Ajoute qu'il n'a pas d'enfant, qu'il est âgé d'entre quarante à cinquante ans.

[16]. Exhorté à mieux se recueillir, — [R. :] il ajoute qu'aussitôt qu'on a eu dit que la proposition était mauvaise, on l'a plaqué là.

Averti de s'examiner, il fut reconduit dans sa chambre d'arrestation.

## II. Antoine Rey.

Incontinent fut constitué par-devant la même haute séance le nommé Antoine Rey, prévenu par divers indices d'avoir pris part au complot formé contre l'Abbaye et au livre intitulé *L'Aristocratie suisse, etc.* Traduit en arrestation le 3<sup>e</sup> courant, fut examiné comme suit, ayant déjà été constitué à Monthay.

1. Quel est son nom ? — R. : Antoine Rey.

2. S'il se rappelle de ce qu'il a déjà déposé par-devant la haute commission ? — R. : qu'il a été demandé s'il avait été et vu un livre chez son frère [Pierre] l'officier ; il aurait répondu qu'oui, mais qu'il ne sait d'où il l'a tiré ; que les uns le trouvaient assez joli ; que ce livre disait qu'on s'était révolté contre les seigneurs de la France ; qu'on était attentif à la lecture de ce livre. Qu'une autre fois, il leur a bien dit de l'Abbaye de S.-Maurice de s'en faire une bourse, la saccager et piller ; que les uns ont sorti, mais que la première

fois il n'a fait que lire ; que lui enquis et son frère [Jean-Joseph] ont répondu qu'ils n'en voulaient rien ; que l'officier s'est mis sur le lit, disant qu'ils n'avaient point de courage.

[3]. Qui était là la première fois ? — R. : lui, [Claude-]Jos. Avantey, Gaspard Thomas, J.-M. Berrut, qu'il ne se rappelle pas des autres ; que c'était à peu près une quinzaine de jours plus tôt que le jour de la proposition de l'Abbaye ; que cette seconde fois, il y avait presque tous les mêmes : qu'il y avait J.-C. Defago qui lui paraît aussi avoir été la première fois, *item* J.-M. Berrut, C.-J. Avantey, le même nommé ci-dessus, Gaspard Thomas, son frère Jean-Joseph [Rey].

[4]. Qu'est-ce que les autres auraient dit ? — R. : pas grand-chose, parce qu'eux avaient interdit les premiers ; que c'est J.-C. Defago qui lui paraissait le plus porté de descendre avec son frère en ce qu'il avait fait certaines grimaces ; répète qu'à sa connaissance, il paraissait un petit peu plus disposé que les autres, sans savoir en dire la raison ; qu'il n'a point connu que les autres étaient disposés ; que quand on a dit de ne pas descendre, il a fait certaines « chimagrées ».

[5]. S'il en a parlé du depuis ? — R. : jamais.

[6]. Combien de temps il aurait resté là ? — R. : que dès que cela ne lui plaisait pas, il était sorti, lui enquis et son frère les premiers ; que [Claude-]Joseph Avantey, le lendemain, à sa forge, il lui avait dit qu'il était sorti bien-tôt après lui, que cela ne lui avait pas plu.

[7]. Qui l'aurait demandé ? — R. : que son frère a envoyé un de ses enfants (comme il lui paraît) ; qu'en arrivant, il y avait déjà Gaspard Thomas assis derrière la table, Berrut, mais il ignore s'il était avant lui ; qu'il croit que J.-C. Defago est entré après lui enquis.

[8]. Quelles paroles on lui a tenues ? — R. : que le frère a dit qu'il y avait trois seigneurs d'Etat à S.-Maurice, qu'en leur faisant peur, ils leur livreraient une somme d'argent. Il disait que les Français étaient bien, qu'ils étaient libres.

[9]. Qu'est-ce que lui aurait répondu ? — R. : pas grand-chose ; que les autres trouvaient le livre beau et faisait plaisir ; que son frère Pierre disait : « Si l'on était comme les Français, on serait bien. »

[10]. S'il n'a connaissance de quelque autre assemblée ? — R. : négative, qu'il ne se rappelle que de l'Abbaye et des trois seigneurs d'Etat. Ajoute qu'il a entendu gronder contre M. le vicaire [Clément] : on disait qu'il fallait lui faire peur, le sortir de là ; que c'est son frère qui le lui dit, un soir, chez lui, à peu près dans le même temps, en hiver, environ carnaval ; qu'il y avait J.-C. Defago présent quand son frère lui dit cela, qu'il ne se rappelle pas d'autres qui aient été présents.

[11]. Si cette proposition a plu ? — R. : qu'il y avait lui, son frère Emmanuel et J.-L. Borrat dans sa forge et y ont resté d'accord ; qu'ils furent en

Fontanella, d'où chacun se serait retiré chez soi. Qu'un autre soir auparavant, son frère Pierre lui dit qu'ils voulaient aller faire peur au vicaire, qu'ils sont partis, que lui a frappé d'une baguette et qu'après ils s'en sont retournés ; qu'il a ensuite été demander pardon à M. le vicaire.

Averti à mieux se recueillir, il fut reconduit en sa détention.

(N<sup>o</sup> 74, fol. 3-5.)

174

**Sion, 7 décembre 1791. — Interrogatoire de Jean-Claude Défago (7<sup>e</sup>),  
de Claude-Louis Delherse (2<sup>e</sup>), de Claude-Joseph Avanthey (2<sup>e</sup>)  
et d'Antoine Rey (2<sup>e</sup>).**

*I. Jean-Claude Défago.*

Le 7<sup>e</sup> décembre, dans la tour, et par-devant Messeigneurs les juges que dessus [voir pp. 352-353] fut reconstitué le nommé Jean-Claude Defago, mis en état d'arrestation depuis le second convoi des prisonniers enquis traduits à Sion.

Préliminairement exhorté à déclarer enfin volontairement la pure vérité après le délai plus que suffisant pour se recueillir, etc.

[1]. Interrogé s'il sait ce qu'il a dit au dernier constitut ? — R. : à peu près.

[2]. Qu'est-ce qu'il aurait donc dit ? — R. : j'ai dit que P[ierre] Rey m'a dit : « Veux-tu être des amis de la liberté ? » J'ai répondu oui, croyant que c'était pour jouer aux « tarreaux » [= tarots]. Qu'il a [en] plus dit : « Veux-tu que je te marque ? » J'ai répondu oui. Une autre fois, un dimanche [6 février 1791], il m'a demandé à venir veiller ; j'en ai parlé à Jean-Joseph, nous sommes venus. Il y avait du monde dans la chambre ; il dit : « J'ai trouvé tel, veut-on aller à l'Abbaye trouver ces Messieurs de l'Abbaye pour faire donner de l'argent ? » L'un dit : « Il y a trois Messieurs de Sion. » On répondit : « C'est bon. » Jean-Joseph dit : « On fera venir des gens de Ver-raussa et par là. » Jean-Joseph dit : « J'ai assez péché sans voler » ; presque tous ont dit cela. Puis je me suis retiré vers le fourneau avec la femme qui avait un enfant. Je lui dis : « Que dites-vous de ce trafic ? » Elle répondit : « Je m'en mêle pas. » J'ai dit : « Ces Messieurs ont assez d'argent, on ne fera pas tant de bruit. » Quand j'ai resté un peu, je m'en suis en allé, je n'avais point de sentiment de voler. Que la chose du vicaire [Clément] était proche de Pâques ; que sur un marché à Monthay, il fut invité par P. Rey à la Maison jaune, où il y avait l'abbé Durier et ses deux frères [Jean-Joseph et Jean-Louis]. On proposa de sortir le vicaire : si je voulais y aller ? Je dis que non. L'abbé [Durier] dit qu'on ne ferait rien de mal, qu'il devait prendre de ses amis. J'ai pris mes deux enfants [Joseph-Antoine et Cécile] et fûmes en Fontanella. L'officier [Pierre Rey] fut prendre du vin, que nous avons bu. J.-C.

Avantey, J.-M. Rey et P. Rey et Durier étant devant le vicaire, il n'y avait point de feu. Qu'à la femme de Pierre Rey proche le fourneau, il aurait dit : « Ces Messieurs ont assez d'argent, ils ont loisir en bailler. » Cela, je l'ai dit pour savoir son sentiment.

[3]. S'il a été consentant à la proposition d'aller à l'Abbaye ? — R. : négative, ayant dit : « Nous ne voulons pas voler. »

[4]. Si P. Rey a dit dans ce moment qu'il y avait des seigneurs d'Etat à l'Abbaye ? — R. : que c'est [Gaspard] Thomas qui l'a dit et P. Rey répondit : « C'est tant mieux. » Avoue l'enquis avoir su qu'il y avait des seigneurs d'Etat à l'Abbaye et que P. Rey a répondu : « C'est tant mieux. »

[5]. Avisé qu'il y a un témoin (interrogation 17<sup>e</sup> [Jean-Maurice Bérode. — Voir n° 2, pp. 17-19]) qui déclare qu'ils ont tous consenti finalement ; qu'il dit encore (interrogation 23) que J.-C. Defago était du nombre. — [R. :] Proteste l'enquis n'avoir jamais consenti, qu'il s'est retiré vers la femme [de P. Rey, Anne-Marie Thomas], qu'il frissonnait de ce projet.

[6]. Après lui avoir représenté les circonstances faisantes au fait, — [R. :] l'enquis répond qu'il croyait que c'était pour emprunter et non pour voler de l'argent.

[7]. Avisé qu'un autre témoin déclare qu'ils étaient tous du sentiment d'aller voler à l'Abbaye, — [R. :] répond l'enquis que quand il [y] en aurait vingt, on lui fait tort, qu'il n'a jamais voulu voler.

[8]. Avisé que du commencement, le 13 mai [voir n° 3, pp. 19-20], il aurait nié d'avoir été chez P. Rey. — R. : qu'il était vrai, mais qu'il avait crainte de P. Rey s'il aurait su que lui enquis aurait découvert les deux articles ; qu'il a nié.

[9]. S'il n'aurait point engagé d'autres ? — R. : négative, qu'il n'a cherché personne que Jean-Joseph Rey, qu'il lui a dit, le dimanche, que P. Rey est venu le trouver, qu'il ne lui a pas dit pourquoi.

[10]. S'il n'a pas été hors de la Valdilliez après cette proposition ? — R. : qu'il a été avec P. Rey en Savoie, tous les mercredis à Monthay, mais qu'il n'a parlé à personne, autant qu'il s'en rappelle. Répète ne pas se souvenir d'en avoir parlé à personne.

[11]. Avisé qu'il est chargé d'avoir été chez J.-M. Rey lui proposer s'il voulait être du complot pour aller à l'Abbaye, — R. : qu'il n'a été chez J[ean-]M[aurice Rey] que quand il est allé pour reprendre le billet de P. Rey, avec lui P. Rey, en lui redemandant ce même billet ; que J[ean-]M[aurice] répondit : « Je l'ai brûlé. » Conjurant n'avoir jamais invité J.-M. Rey.

[12]. Pourquoi il aurait été reprendre le billet ? — R. : parce que P. Rey lui avait dit de l'avoir marqué et qu'il ne voulait pas laisser cela.

[13]. Si l'on a fait un billet des comploteurs ? — R. : que Tomas lui a dit d'avoir porté un billet ; que de là lui enquis s'épouvantait d'être pris pour un



voleur. Qu'il n'a rien vu écrire que le premier jour ; qu'il est entré le dernier et qu'en entrant, P. Rey demanda : « Veux-tu être ici ? », écrivant sur la table ; qu'en écrivant, P. Rey a dit : « Voulons-nous pas aller faire un tour à Monthay quelque nuit vers Devantery et Darbellay pour demander de l'argent ? » ; que lui enquis a dit qu'oui, parce qu'il se croyait que c'était pour emprunter non pour voler ; qu'il devait aux créanciers de Rosey.

[14]. S'il n'a connu aucune marque de secret extraordinaire dans la chambre ? — R. : qu'il n'a pas regardé s'il y avait les portes fermées ou les fenêtres, qu'en entrant et sortant la porte était ouverte.

[15]. S'il n'a point dit à J.-M. Rey quelle était l'intention du complot ? — R. : négative.

[16]. Avisé qu'un témoin a déposé que l'enquis aurait proposé à J.-M. Rey d'aller à l'Abbaye, — R. : qu'il n'y a été qu'une seule fois, qu'il ne lui a pas proposé cela. Nie d'avoir dit d'aller à l'Abbaye, qu'il y avait des seigneurs d'Etat et qu'ils avaient assez volé.

[17]. S'il n'a été que cette fois chez P. Rey ? — R. : affirmative, qu'on y jouait aux cartes et lisait un livre qui trouvait à dire aux seigneurs, qu'on en riait et disait : « C'est un livre de fous » ; que J.-Ant. Durier le lisait tout bas.

[18]. Avisé qu'il a été déclaré que ce livre avait plu à tous et que lui y était, — R. : que lui n'a rien dit ni bon ni mauvais.

[19]. Sommé à dire qui était là avant lui, — R. : qu'il se croit C.-J. Avantey, J.-M. Rey, Antoine Rey, qu'il se rappelle pas des autres ; qu'il ne sait s'il est sorti le premier ou dernier.

[20]. Avisé qu'un autre a déclaré avoir été le dernier, — répond l'enquis qu'il croit avoir été le dernier, qu'il ne pourrait pourtant pas en faire serment. Nie de nouveau d'avoir consenti à voler ; avoue avoir imposé au seigneur gouverneur, qu'il ne se rappelait pas alors. Persiste à soutenir de n'avoir eu aucune intention d'aller à l'Abbaye, n'y avoir jamais consenti ; que quant aux autres, il ne faisait pas attention ; que c'est Tomas qui lui a dit par après avoir consenti, ici aux arrêts seulement.

Sur quoi l'enquis fut renvoyé en sa détention, exhorté de rentrer en soi-même et ne pas s'exposer à des rigueurs.

## II. *Claude-Louis Delherse.*

Incontinent ensuite, aux avis de la haute session, fut constitué par-devant icelle Claude-Louis Delherse pour être ouï amiablement en ses moyens de justification, s'il en a, et interrogé ultérieurement.

[1]. Interrogé s'il se rappelle ce qu'il a dit hier [voir n° 171, pp. 352-355] ? — R. : je ne sais pas, peut-être bien.

[2]. Sommé à dire ce dont il se rappelle, — [R. :] il dit avoir dit qu'on en a parlé chez J. Martin, le mardi de Pentecôte [14 juin], que c'est J. Vite et

B. Torma qui en ont parlé ; qu'ils ont raconté qu'on voulait tuer six à Monthay, un à Mura et un à Collombay et prendre en même temps l'argent, s'ils en avaient ; que c'était Devantery, Gallay, deux Franc [Emmanuel et Hubert] et [Narcisse] Pignat à Monthay ; Joson Parvex et [Pierre-Didier] Fay, à Collombay. Qu'un moment après, il aurait demandé si le Petit-Roullier en était ; on dit que non ; que lui enquis dit qu'il avait tout découvert ; qu'on répondit qu'on laissait cela pour un autre jour. Que J. Vite lui demanda son fusil chez Martin ; il lui répondit qu'il le prêterait bien, et qu'il fut le prendre à son insu ; qu'il se pensait que c'était pour cela et qu'il voulait par là savoir ce qu'ils voulaient faire pour avertir les autres. Qu'ensuite il fut à sa maison et sa femme lui dit que J. Vite serait venu prendre le fusil. Que quelque temps après, il a demandé à J.-C. Torma s'il ne se parlait plus de rien, qui lui dit que non, que quelqu'un avait découvert le complot ; qu'il a encore parlé à J. Vite. Affirme que ce qu'il a dit est vrai, soutient qu'on ne lui en a pas parlé jusqu'à ce temps-là, n'en avoir pas parlé plus tôt à B. Torma, n'avoir pas parlé comment entrer dans les maisons, n'avoir point menacé [Antoine] Roullier, n'avoir dit autre chose à l'officier [Pierre] Guillot, etc., etc.

[3]. Avisé qu'un témoin déclare que lui enquis aurait permis à J. Vite d'aller prendre le fusil, — [R. :] il avoue avoir promis de le lui prêter et avoir cru dire tel hier. Nie que J. Vite lui ait prêté un livre. Nie d'avoir dit de tuer les chefs de Monthay et Collombay. Nie qu'on ait parlé en sa présence de prendre les outils de sa forge. Nie d'avoir entendu qu'on ait dit de jouer « la charrivary » et s'attaquer de l'autre côté. Nie avoir été en montant chez J.-J. Durier, etc. Nie qu'en montant on ait parlé de [Jean-Louis] Borrat, mais bien chez J. Martin.

[4]. S'il aurait des ennemis ? — R. : affirmative, puisque B. Torma voulait le tuer le jour de S. Laurent [10 août] chez l'officier Guillot et qu'il l'a menacé de lui faire le même coup ; que l'officier Guillot a dit qu'ils avaient bien fait puisque lui enquis les avait trahis. L'enquis nie d'avoir dit du Petit-Roullier qu'il fallait le « foutre à bas ». Nie d'avoir donné le fusil. N'avoir jamais entendu dire qu'il fallait commencer par le gouverneur ; qu'il n'a pas entendu dire qu'il fallait attendre la révolte des Bernois ; que c'est une fausseté que lui enquis ait commencé de dire qu'il fallait tuer. Nie d'avoir tenu *Le Grand Albert* de Jean Vite. Avoue avoir dit qu'il a plus de cent cartouches, mais que ce n'est pas dans le moment que Guillot lui dit de préparer vingt-quatre, qu'il n'y avait que la balle dedans. Affirme n'avoir jamais parlé du gouverneur, sinon en bien. Nie d'avoir dit à Roullier et Joson Parvex : « Nous sommes vendus, notre jeu ne pourra réussir, etc. » ; que tous ces témoignages sont des faussetés ; qu'il pourrait prouver qu'on a dit de vouloir le charger de tout ce qu'on pourrait ; qu'il prouve par P.-Maurice Donnet que B. Torma a dit cela. Nie d'avoir dit de mettre à bas le Petit-Pont, etc., qu'il n'en a jamais entendu parler, etc. Nie d'avoir entendu parler, moins d'avoir dit que les charge-ayants gênaient, qu'il fallait les mettre bas ; que c'est une fausseté qu'il ait été prendre son fusil et donné à J. Vite.

Exhorté de se recueillir sérieusement et avouer la vérité volontairement, il fut reconduit en sa détention, etc.

### III. Claude-Joseph Avanthey.

Incontinent après fut constitué comme et où dessus Jean-Claude [erreur: Claude-Joseph] Avantey pour être ouï amiablement en ses moyens justificatifs et être examiné ultérieurement comme suit :

1. Interrogé s'il sait ce qu'il a dit à l'audience d'hier [voir n° 173, pp. 357-358] ? — R. : qu'il croit qu'oui.

[2]. De quoi il se rappelle ? — R. : d'avoir été demandé par l'officier [Pierre Rey] d'aller chez lui ; qu'il est allé, qu'il avait un livre, disant qu'il fallait l'écouter ; qu'il en a lu, disant qu'il faudrait être une troupe pour aller à l'Abbaye casser, briser et épouvanter ces seigneurs ; qu'on a répondu que cela ne valait rien ; que P. Rey s'est puis jeté sur le lit. Qu'il n'y était qu'une fois pour parler du livre, sauf qu'il a entendu qu'il [y] avait un complot de mettre chacun un écu neuf pour acheter de ces livres ; qu'il ne sait qui le lui a dit, qu'il croit que c'est un Tomas ou un [Jean-Louis] Mariettan.

[3]. Qui est entré le premier dans la maison ? — R. : ignorative, qu'il [y] en avait déjà beaucoup quand il est entré ; que Defago est parti avec lui un des premiers, autant qu'il se souvient ; qu'on n'y a rien écrit en sa présence.

[4]. Si quelqu'un a consenti à la proposition de P. Rey ? — R. : pas dans ce moment ; que dans un autre il n'en sait rien ; qu'à lui enquis le propos de P. Rey n'a pas plu, que jamais il aurait fait cela, qu'il n'y a point consenti d'aucune façon ; que s'il y a des témoins contraires, ils lui feraient tort.

[5]. A l'ouverture des indices et charges dont l'enquis se trouve prévenu, — [R. :] il déclare n'avoir jamais consenti au complot d'aucune façon, niant que ni lui ni les autres ont consenti en sa présence ; qu'il n'est pas capable d'une semblable action, etc. ; qu'on faisait cela en simples et ne pensait pas d'avertir du monde ; qu'on savait qu'il y avait des seigneurs d'Etat à l'Abbaye, puisque P. Rey l'a avancé en même temps.

[6]. Exhorté de déclarer la vérité sincèrement, — [R. :] il dit n'être pas sûr s'il est sorti le premier, mais qu'il en a resté beaucoup après lui. Que ce même soir c'était un complot, puisqu'il y avait du monde, qu'il l'appela complot pour cela. Persiste à dire que personne n'y a consenti dans ce moment.

[7]. S'il sait quelque autre complot ? — R. : négative. *Addit* qu'il y en a pour faire tort au vicaire [Clément] : d'aller faire peur, peut-être battre ; qu'il l'a entendu dire à plusieurs de la paroisse, que ses belles-sœurs, beaux-frères l'ont dit. Que Jean-Claude Avantey sait les choses, qu'on se retirait chez lui. Que sur ce livre [*L'Aristocratie*], les seigneurs avaient un autre nom ; que ce livre ne parlait pas des fiefs, ensuite convient qu'il parlait des fiefs, ajoutant que le livre ne valait rien dès qu'il faisait voler. Réitère que jamais il a eu idée de voler ni faire tort à personne. Ajoute qu'il croit bien que J.-C. Defago est retourné en arrière puisqu'il a manqué le chemin avec lui, mais qu'il ne le sait pas pour sûr. Nie qu'un seul ait consenti au complot. Nie d'avoir jamais levé la langue pour aller à l'Abbaye. Répète d'avoir sorti des premiers, qu'il peut en avoir sorti avant lui, mais bien peu.

Exhortation de rentrer en soi-même, s'aviser à confesser mieux la vérité et de se retirer en sa détention.

#### IV. *Antoine Rey.*

Incontinent, ledit jour et lieu fut traduit devant la haute cour criminelle Antoine Rey, atteint de divers indices d'avoir pris part au complot contre l'Abbaye de S.-Maurice et les seigneurs d'Etat y présents pour lors, etc., et celui contre [le] vicaire [Clément], pour être ultérieurement mais amicalement interrogé et oui en ses moyens comme suit :

[1]. S'il se rappelle ce qu'il a dit hier [voir n° 173, pp. 358-360] ?

— R. : que son frère Emmanuel étant avec lui à la forge, le frère P[ierre] vint ; ils s'en furent ensemble à sa maison, où il y avait Defago, qu'il y dit que le vicaire avait tout découvert le complot contre l'Abbaye, demandant : « Es-tu bien sûr ? Nous voulons aller tantôt une trentaine [d']hommes lui faire peur » ; que J.-C. Defago dit qu'il mènerait ses enfants. Qu'il retourna à la forge avec son frère Emmanuel et restèrent là ; qu'en sortant ils ont trouvé Durier et qu'ils avaient un dessein de se cacher d'eux.

[2]. S'il sait qui ont comploté contre l'Abbaye ? — R. : qu'il n'y avait personne qui complotait que lui P. Rey, et les autres écoutaient ; qu'il lui semble qu'il était un peu du goût de J.-C. Defago ; qu'il n'y pas autre chose que cela, qu'il se rappelle pas qu'on ait fait autre chose ; que le livre était devant et que personne n'a écrit ce soir.

[3]. S'il fait quelquefois des voyages ? — R. : qu'il a été à S.-Gottard et à Vevay, qu'il a été à Bex et à la foire d'Aigle ; qu'il a été à Bex quand M. Fischer y était, qu'il a passé à Massonger, qu'il a porté à Bex un papier qu'un François lui avait donné à Vevay ; qu'il y avait M. [Pierre-Maurice] Meilleret avec lui enquis à Vevay ; que ce François demandait s'ils étaient en révolte et lui dit de le suivre à quatre pas et lui donna un papier, disant qu'il fallait le donner aux gouverneurs de la révolte ; que lui l'a remis à M. Devantery qui voulait le mettre en poche ; l'enquis le redemanda et porta en la Val-dilliez ; M. Meilleret le lui demanda ; le lendemain, il reçut une lettre de M. Riccoud, avec ordre de porter ce papier à M. Fischer ; que lui enquis le porta le lendemain à Bex à M. Fischer qui lui donna un louis en pièces ; qu'à la chambre dessous il prit le café avec M. Riccoud ; que ce M. Fischer lui demanda encore de lui porter des griefs ; qu'il retourna dimanche, disant qu'ils n'avaient pas des griefs.

[4]. Qu'est-ce que ce papier contenait ? — R. : comment il fallait gouverner la guerre : qu'il fallait se faire gouverner par un ancien soldat qui n'ait pas d'intérêt et aimât pas boire ; qu'il fallait être bien unis et bagatelles comme cela. Qu'il l'a fait voir à tous qui voulaient, qu'il l'a fait voir à M. Devantery le premier, parce que le François lui a dit de le faire voir au gouverneur de la révolte ; qu'on lui a dit à Vouvry que c'était M. Devantery qui était à la tête ; qu'il ne se rappelle pas qui le lui a dit, mais qu'étant à Monthay il savait bien que c'était lui. Que le livre disait que les Français étaient libres et que

P. Rey disait : « Ne serions nous pas mieux comme cela ? » Qu'eux ont répondu : « Peut-être bien », mais qu'ils n'avaient pas de connaissance ; qu'il a proposé qu'il fallait huit écus neufs pour en faire venir ; que lui enquis dit qu'il donnerait assez un écu neuf s'il en manque ; qu'il y avait P[ierre-] M[aurice] et J[oseph-]A[ntoine] Durier, M[aurice] Guex, J.-C. Defago ; que P.-M. Durier voulait que son frère [erreur : cousin] l'abbé [Claude-Joseph] en fût pour l'écu neuf.

[5]. Quelle intention il avait allant chez le vicaire [Clément] ?

— R. : aucune ; que le bâton, il l'a trouvé devant la maison ; qu'ils n'étaient qu'eux trois ; que le frère Pierre a seulement dit d'aller là pour épouvanter, etc.

[6]. Sommé à déclarer si, à sa connaissance, quelqu'un ait consenti au complot de l'Abbaye ? — R. : qu'il n'a point connu qu'aucun ait fait la moindre parole, sinon l'autre ([Jean-Claude] Defago) paraissait plus disposé ; qu'il ne connaît pas son cœur, mais qu'il lui semblait si l'un avait été disposé, c'était Defago.

[7]. A l'ouverture des dépositions à sa charge, — répond l'enquis qu'on ait déposé comme on voudra, qu'il ne peut dire autrement au sujet du consentement au complot contre l'Abbaye ; que ceux qui disent qu'on a consenti se trompent, suivant lui.

Exhorté à se mieux recueillir, fut renvoyé en son arrestation.

(N<sup>o</sup> 74, fol. 5-9.)

**Sion, 9 décembre 1791. — Délibérations de la haute commission  
et considérants contre Jean-Claude Défago et Antoine Rey.**

*Anno 1791, den 9. Christmonat, beym Guldenen Leu, Presidente Vice Ballivo neo electo [Theodulo de Torrenté] et assidentibus queis supra [voir pp. 352-353], ergieng vorzüglich die Anfrage was und wie mit denen hier verhafteten Inquisiten weiters fortzusetzen, wo dann gutt und rathsam befinden vorden, vor allem die wieder den Claude-Louis Delerse waltende Insichten und Beschwerden auch Zeugenschaften der hohen Session abzulesen, um desto füglich mit erneuerten Bekantnis der procedur zu einem Urthel zu schreiten, nach welcher durch den wohlbestellten H. Examinator geschechene Verlesung und Erachtung sowohl aller *aggravantium* als *mitigantium* durch die mehrheit zu ersparrung deren unkösten geschlossen worden, dass von der hohen Landssession noch vier Richter oder Assessoren *ad complementum numeri legitimi* zu begehren und dann noch heute ein Definitif Uhrtel über alle vier verhaifte auszufällen. Dann zufolge S. T. H. H. Zehndenhaubtman*

[Franz-Josef] Andenmatten auf das Rathhaus zu Ihr Grossmächtigkeit sich erhoben, um obigen Rathschluss hoch demselben vorzutragen und zu verzeihen.

Als sind zu denen obigen hochvermelten President und Comissions Räthen zu erfüllung der erforderlichen Anzahl ab seit der hohen Landsversammlung noch abgeordnet und Deputirt worden die hochwohl edelgebohrnen hochgeachten Herren Ambts-Bürgermeister Januar De Riedmatten, Peter Nicolaus Fuchs, Richter des L. Zehnden Vispachs, Moritz Joachim Anton Wegener, neu erwählter Richter des L. Zehnden Brigs, Nicolaus Roten, alt Landvogt und alt Meyer des L. Zehndens Raren, mit Zuzug des lesttit. H. Examiner, alt Landvogt Johan [erreur : Anton] Maria D'Augustinis, und unterzeichneten Secretarius [Peter-Joseph de Chastonay], etc.

Welche hochgedachte HHH. President und Beysassen nach genauer erwegung und erbauring aller vieder die obgenante Inquisiten obschwebende umstände, sowohl milderende als schärpferende, auch Reiffer überlegung aller beschwerden und Zeugenschaften und alles und jedes, was immer hierinfallt laut Rechten zu überlegen kommet, dass verschrihen des manschen Bluts verabscheuende, jedoch der allgemeinen Sicherheit bey disem gefährlichen Zeitwechsel vorsorgende, auch besonders betrachtende, dass in bezug des Jean-Claude Defago, Antoine Rey und Claude-Joseph Avantey, alle drey aus Valdilliez, der ersten, nemlichen Jean-Claude Defago, durch die Zeugenschaft des Johann-Moritz Berrut, vie auch durch die gerichtliche Aussage des verunglückten Weibels Johann-Peter Rey, nebst verschiedenen hier einlaufenden *adminiculis*, hinlänglichen überwisen, sich ein vahren *conatus in crimine laesae mayestatis* schuldig gemachet durch seine theilnemmung an dem greulichen Vorgesetzten complot oder Zusammen Rottung vieder die in der königlichen Abbtay von S.-Moritzen damahlen befindliche hohe Abgeordnete und Landshäubter, auch ein unselicher Verführer seiner eignen Kindern, die er zum complot vieder den H. [abbé] Clement mit vielen und vürklichen thätigen Beyspihl angeleitet geworden, ein viederholter verschwörer, das ist vorzuglicher mithafter obangemerkten zweyfacher complotten, deren verdächtigen nächtlichen zusammenkunften in Ablesung des aufrührerischen Buchs, *L'Aristocratie suisse dévoilée* betitled, beygewohnet, den nahmen eines « *ami de la liberté* » freudig angenommen, sein wohlgefallen an jener *lectur* geausseret, einmahlen kein merkmahl einer Besserung verspüren, sonderen sich nach der *amnistie* vie zuvor in obige höchst gefährliche und sträfliche untaten \* oder Bemühungen \* eingelassen, weit davon, dass er laut enger verbindender schuldigkeit dise gefährlich höchst verdächtige unternemmungen und vorschläge veder seinen rechtmässigen Heren veder denen bestimmten Schlachtopferen ihrer schwartzen Bosheit geöffnet oder denn jemand denselben die bevorstehende lebensgefahr kund zu machen, dann auch den Anton Rey, Schmid in Champéry, eben auch überwisen in obgedachte verschwörung oder abgeredetes mörderisches unterfangen vieder die königliche Abbtay von S.-Moritzen und allda sich einfindende hohe Staaths Ehren Gesandte eingewilliget zu haben, ferners das Buch oder incendiarische libell, so der bekante comte Perrigny ihnen zu Vivis eingegeben, gantz willig angenommen, solches allen und jeden, die nur lesen wollten, villfähig gewisen und zum lesen mit-

getheilet, andurch in so weit den geist der viederspänigkeit fürsetzlich zu verbreiten sich bemühet, sich ebenfalls einen « *ami de la liberté* » ohne einigen viederstand bey disen empörungsvollen zeiten nennen und betiteln lassen, dann auch nach der vormjährigen Begnadigung in seinem unseeligen Vorhaben fortgefahren, einfolglichen sich die Hulde dises general pardons keineswegs zu nutzen gemacht noch machen wollen sondern [- - -].

(N<sup>o</sup> 74, fol. 9-10.)

176

**Sion, 9 décembre 1791. — Vote de la haute commission  
au sujet de la procédure à suivre.**

Andenmatten : morgens relation machen, am dinstag sentenziren.

[Leopold] Desepibus : um ersparung der kösten morgens under dem kleinen Raths sentenziren. Der [Claude-Louis] Delerse aber *ad territionem* zu stellen.

Stokalper : morgens unter dem kleinen Raths über alle sentenziren.

Matter : je ehnder je besser, mit zuzug noch drei *judicum* noch heut zu sentenziren.

Delovina : stimmt wie H. Matter.

Lagger : *idem*.

President [Th. de Torrenté] : *idem*.

(N<sup>o</sup> 55, p. 1.)

177

**Sion, 9 décembre 1791. — Considérants et verdict  
proposé par la haute commission contre Jean-Claude Défago,  
Antoine Rey et Claude-Joseph Avanthey.**

*Les observations de M. l'examineur [Augustini].  
Uhrtel Stimmen.*

H. Ambts-Burgmeister [Janvier de Riedmatten]: Wieder die Mayestet wenigst *per conatus* sich vergriffen, des complots vieder die Abbtay *convicti*, besonders da die mithaften, auch ihre Aussage, gestorben; keine besserung von sich gegeben nach dem complot der Abbtay, jenes des Clement angezettlet,



an dem aufrührerischen Buch antheil genommen, sich wieder die Abbtay wollen bewaffnen, « *ami de la liberté* » sich genenet, keine besserung zu hoffen, seit dem pardon fortgefahren, wenn die hohe session die Galere straff gutt befindet, ansonst er eine schärfere dictiren vird *cum confiscatione*.

H. [Moritz-Joachim-Anton] Weguener: Der Defago der strafmässigere als ein mithaft wieder die Abbtay und H. [abbé] Clement, auch in lesung der *Aristocratie*, daran sein vergnügen bezeuget, da *socio contra socium* zu glauben, seine kinder verführet wieder den Clement, etc., soll morgens an Pranger gestellt, dann vier Jahr exilirt *cum confiscatione*.

Der Antoine Rey und Avantey als mithaft des complots der Abbtay und H. Clement, der Avantey darin hizig, jedoch als minder schuldige dann Defago, sollen morgens neben dem halseisen mit ruthen stehn, dann zu haus drei Sonntag nacheinander in der kirchen stehn, alle ihretwegen aufgeloffen kösten zahlen und eine Buss.

H. [Peter-Niklaus] Fuchs: Der J.-C. Defago, der strafbarere, und [Claude-Joseph] Avantey, der wenigst zu strafende Defago wäre *ad actus proximiores* kommen, die Rebell frequentirt, sich für die Bücher interessirt, der Defago also durch den Henker auszuhauen und unten den arrest zu gehen.

Ant. Rey und Avantey etwann in frembde dienst, vie J.-M. Rey und Thomas, zu verlegen, mit abzahlung deren kösten.

H. [Franz-Joseph] Andenmatten: Den Ant. Rey als strafbarer, veilen er das Buch von Perrigny angenommen und ausgestreuet, dann Defago und Avantey, der dritte in eracht des Beyspihl unser nachbaren, die keinen veder *ad mortem* veder *ad exilium condemnirti*, alle drey zum ruthen aushauen, dann den Avantey für zwei, die andern für sechs Jahr in ihr ohrt einweisen, dann einem jeden quotem an kriegskosten auflegen.

H. [Leopold] Desepibus: Ant. Rey und Defago als schuldigern, der Defago seine kinder verführet, Ant. Rey wegen dem Buch des Perrigny höchst schuldiger *in rigore* vohl mit als straf, jedoch veilen schon beyspihl, als Rey und Defago morgens aushauen und dann lebenslenglichen des Lands verweisen und *ex gratia ad refunctionem expensarum*, etc.; Avantey aber auch aushauen und ein arrest von drei oder vier Jahr im ohrt.

H. [Gaspard-Eugen] Stokalper: Defago als mehr beschverten, dass Ant. Rey das Buch so leicht angenommen, Avantey der unschuldigere.

Also Defago und Rey ein Stund am Pranger, dann sechs Jahr in ihr thalschaft verbannisirt, dann zu haus drei Sonntag aneinander mit ruthe auf denen stafflen stehn, den Avantey drei Jahr einweisen, dann ein jeden zu hundert kleinen thaller, den Avantey zu fünfzig unkösten.

H. [Johann] Matter: Defago wegen verführung der kindern schuldigen, nach ihm den Rey, vegen dem zedel, so er zu Vivis empfangen. Dise zwey morgens eine stund lang an Pranger, dann eine geld Buss, jeder hundert kleine Thaller für unkösten, Avantey nebst dem Pranger mit der Ruthen eine stund stehn, dann die erste vier Jahr, der Avantey zwei Jahr, ins Ohrt eingewisen, alle drei drey Sonntag auf den Stafflen mit Ruthen stehn, der Avantey zahle fünfzig kl. thaller.

H. [Joseph] De Lovina: Rey und Defago als gleich schuldige an Pranger jeden ein halb stund, Avantey mit Ruthe daneben, dann die zwei erste jeder hundert thaller, Avantey fünfzig für unkösten, auch die drei Sonntäg.

H. [Niklaus] Lagger: Alle den *conatum* gezeiget, also allein, veilen man gnädigist zu sprechen in villens, also Defago und Rey an Pranger zu stellen. Avantey mit einer Ruthe daneben, der erste sechs Jahr, der letzte drei Jahr ins Ohrt eingevisen, dann hundert kl. thaller für unkösten, auch die drei Sonntäg.

H. [Niklaus] Roten: lobet des gänzlichen die Meinung des H. H. Obrist Stokalper.

H. Examiner [Augustini]: Defago durch den Borrat und P. Rey genugsam übervisen, einen *Conatum* im sache der verletzten Mayestet ausgeübet zu haben, ein verführer seiner Kinder, ein wiederholter verschwörer, an dem Buch *Aristocratie* theil und gefallen genommen, aus sonderem gnade antriebe den J.-C. Defago ein stund lang an Pranger, für sechs Jahr in sein heimath eingevisen, drei Sonntäg in der kirche auf den stafflen mit einer Ruthe in der hand zuo öffentlichem beyspihl, von seiner haabschaft unter dem ansen der kösten hundert kleiner thaller abtragen.

Den Ant. Rey genugsam überzeuget, in den Complot wieder die Abbtay eingevilliget zu haben, ein « *ami de la liberté* » verbreiten, aufrihrerischer Bücher, das Papier oder Buch von Vivis ausgedennet, noch der *amnistie* noch complottiret, etc., aus obigen gnad motiven zur nemlichen Straff und Buss vie den Defago.

Den Avantey aber als überzeuget seines geschmaks an dem Buch, ein hitziger verschwörere wieder die Abbtay und hohe Haubter, zur nemlich Buss vie H. Obrist Stokalper ihmes andictiret, etc.

H. President [Th. de Torrenté]: Den Defago als mehr schuldigen, den Rey etvas minder, venn er den Zedel nit ausgebreittet, also beyde *pari passu*, also *partem mitiorem* denen vorigen sieben stimmen sich conformiret.

*Secretarius* [Peter-Joseph de Chastonay]: Wie H. Obrist Stokalper.

(N<sup>o</sup> 55, pp. 1-3.)

**Sion, 9 décembre 1791. — « Instruction du procès criminel intenté contre Jean-Claude Défago. »**

*Première enquête : Soll er ein Mitgehilff des schändlichen Complots wieder die Abthey von St-Moritzen gewesen seyn?*

*Preuves :*

1. Jean-Maurice Berod dépose [voir n<sup>o</sup> 2, pp. 17-19] (interrogation 17)

qu'après avoir fait quelques difficultés et représentations sur l'impossibilité de l'exécution, ils auraient finalement consenti, *und [ad] resp. 23 sagt er* que Jean-Claude Defagot s'est trouvé audit complot.

2. Pierre Rey dit dans son second constitut [voir n° 111, p. 205], et l'a confirmé et est mort là-dessus : « Jean-Claude Defagot [- -] étaient tous du même sentiment. »

3. Jean-Maurice [Rey] dit [voir n° 111, pp. 209-210] que Jean-Claude Defagot est allé lui proposer avec Pierre Rey, un bon matin, s'il voulait être du complot pour aller à l'Abbaye... ; que l'intention, comme Pierre Rey et Defagot ont dit, c'était d'aller à l'Abbaye parce qu'il y avait des seigneurs d'Etat, lesquels on voulait faire contribuer, parce que les gouverneurs en avaient assez tiré.

#### *Adminicula :*

1. parce qu'étant convaincu d'y avoir été au moment du complot, et ne l'ayant pas cherché à empêcher, *vide Fröl., P[ars] I, fol. 185.*

2. parce qu'il a assisté à la lecture des livres affreux, et Pierre Rey dit que cette lecture y a engagé, soit débauché.

3. il a nié, dans sa première déposition du 13 mai 1791 [à Monthey : voir n° 3, p. 20], d'avoir été chez Pierre Rey, *vide Fröl., P. I, fol. 185 : Da einer dem Constitut öffentliche unwarheit einmischte, etc., und Carpz., q. 120, n° 75.* — Sans doute, ils sont complices tous, mais voyez Fröl., P. I, fol. 113 : *sohndern in diesen Laster, und defectu* d'autres preuves.

4. parce qu'il a fréquenté ces gens par toutes ces démarches criminelles, *vide Fröl., P. I, fol. 183 : Das vierte wahrscheinliche Indicium ist, wenn einer mit lasterhaften Leuthen bekantschaft und gewonheit hat, etc.*

5. parce qu'on est allé avertir en secret M. le prieur [Briguet]. S'il n'y avait eu qu'une proposition de Pierre Rey, on l'aurait pas craint.

6. la vengeance que les mêmes exerçaient contre M. [l'abbé] Clement ; il faudra lire la déposition de Cécile Defagot [voir n° 60, pp. 125-127].

7. Ant. Rey a dit dans ses constituts du 6 [voir n° 173, pp. 358-360] et 7 [voir n° 174, pp. 365-366] que Jean-Cl. Defago paraissait avoir du goût.

8. avoue, dans son constitut du 7 décembre [voir n° 174, pp. 360-362], d'avoir été demandé : « Veux-tu être ami de la liberté..., veux-tu que je te marque ? » ; qu'il a répondu oui.

9. avoue d'avoir dit à la femme de Pierre Rey [Anne-Marie Thomas] : « Ces Messieurs ont assez d'argent, ils ont le loisir d'en bailler. » Il ne peut donc pas avoir refusé la proposition de P. Rey, sans quoi la femme ne l'aurait plus cru. *Übrigens glaubt mann im laster lesae einem Mithelfer wieder den andern:* Fröl., P. II, fol. 83 ; Carpz., P. I, q. 41.

10. *die kinder verführung.*

*Deuxième enquête : Jean-Claude Defagot soll bey dem Complot wieder den H. Clement verwickelt seyn.*

*Preuves :*

1. Cécile Defagot dépose [voir n° 60, pp. 125-127] qu'on devait aller un soir, etc., chasser M. le vicaire [Clément] de la maison, ou lui faire peur (int. 3) ; qu'elle y a été sollicitée par un qu'elle n'est pas obligée de dire... ; qu'on a eu un fusil... ; qu'elle croit que c'est parce qu'il est allé à St-Maurice, et qu'il serait allé déclarer le complot fait contre l'Abbaye de St-Maurice, voulant se venger (int. 12) ; qu'on a dit à l'assemblée qu'il avait trop pris de peine pour aller à St-Maurice (int. 13).

2. Jean-Joseph Avanthey dépose [voir n° 67, p. 132] que Jean-Claude Defagot, son fils [Joseph-Antoine] et sa fille [Cécile] sont venus boire chez lui... ; qu'il lui paraît que c'était pour faire peur au vicaire (*resp. 1<sup>a</sup>*).

3. Jean-Claude [*erreur* : Jean-Joseph] Durier, etc., etc., dit (*resp. 16* et *18* [voir n° 52, pp. 108-111, rép. 16 et 17 bis]) que Jean-Claude Defagot était à Monthey à la conclusion de l'objet contre M. Clement... et que père, et fils, et fille sont venus au rendez-vous.

4. Pierre Rey, dans son deuxième constitut [voir n° 111, p. 206], [dit] que J.-C. Defagot et ses deux enfants s'y sont rendus au rendez-vous.

5. a avoué d'avoir été avec ses enfants au rendez-vous et d'avoir été avec l'abbé Durier et Pierre Rey à Monthey au cabaret. Voyez son constitut du 7 de décembre [voir n° 174, pp. 360-362].

6. Ant. Rey a dit dans son constitut du 7 [voir n° 174, pp. 365-366] que J.-Claude Defagot disait qu'il mènerait ses enfants, après la proposition d'y aller vingt, à cause que M. Clement avait découvert le complot, etc., etc.

*Troisième enquête : Wegen seiner Societät bey lesung der aufrührerischen Büchern.*

*Preuves :*

1. Pierre-Maurice Durier dépose [voir n° 67, pp. 130-131] que Pierre Rey ayant fait voir un livre imprimé, lu, disant qu'il faudrait être une dizaine ou une douzaine pour en faire venir ; qu'il y avait Jean-Claude Defagot... ; qu'ils y ont resté ensemble presque toute la nuit... ; qu'il était dit dans ce livre qu'il fallait abolir les fiefs.

2. Claude-Joseph Avanthey a dit sans serment [voir n° 51, p. 107] qu'il s'est trouvé l'année passée, vers [la] Chandeleur, où l'officier Rey a lu des livres qui devaient venir de France, où il y avait J.-Claude Defagot.

3. Claude-Joseph Avanthey a aussi dit, dans son constitut du 6 de décembre [voir n° 173, pp. 357-358], du livre lu, en présence de ce Defagot.

4. Antoine Rey dit, dans son constitut du 6 de décembre [voir n° 173, pp. 358-360], que J.-Claude Defagot avait été présent à la lecture du livre la

seconde fois, qu'il lui paraît aussi la première fois... ; qu'on était attentif à la lecture... ; que les autres trouvaient le livre beau et faisait plaisir.

5. Il [Antoine Rey] a avoué, dans son constitut du 6 de décembre, qu'on lisait un livre qui trouvait à dire aux seigneurs.

1. *Beschwehrender Umstand. Weil Pierre Rey in seiner proposition sagte, dass die hohen Häupter in der Abthey waren, also in das Fach der lesae majestatis einschlägt: Fröl., P. II, fol. 77.*

2. *In Betracht dieses Lasters der Conatu, oft mit der ordinarii Straff belegt wird: Fröl., P. II, fol. 83.*

3. *Die weil mann auch zugleich ein sacrilegium violentum im halte.*

4. *Weil durch gefährliche wieder den Fürsten gegebene Rathschläge das crimen lesae begangen wird: Fröl., P. II, fol. 78, a fortiori Ant. Rey durch die Bücher, etc., etc.*

5. *Die Vorsätzlichkeit, weil mann sogar eine Collect machte, um solche wieder die Obere übelrathende aufrührerische Bücher zu verbreiten Ant. Rey.*

6. *Die incorrigibilität nach der Amnistie, und Wiederholung solcher Versammlungen, ja nach wieder den zu verschwehren, und zweymal anzutreten wieder den H. [abbé] Clement, der nur seine Schuldigkeit thun müsste.*

7. *Weil diese Bücher nicht nur die gemeine Ordnung und Ruhe, sondern sogar die Religion stehren.*

8. *Weil es vi publica, et majore geschehen sollte, quam ut ei resisti possit: Carpz., q. 40, n° 2 (P. I).*

9. *Weil propositum et destinata voluntas offendendi precedente consilio, et data opera unterlief. loco cit[ato].*

(N° 83, pp. 1-4.)

## 179

### Sion, 9 décembre 1791. — Instruction du procès criminel contre Claude-Joseph Avanthey.

*Enquête : Soll er bey dem Komplot wieder die Abthey gewesen seyn ?*

*Preuves :*

1. Jean-Maurice Berod dépose [voir n° 2, pp. 17-19] contre lui comme contre Jean-Claude Defagot.

2. Pierre Rey dit, dans son deuxième constitut [voir n° 111, p. 205], que Claude-Joseph Avanthey était le plus échauffé. De plus, voyez les admicules 1<sup>er</sup>, le 2<sup>e</sup>, le 4<sup>e</sup>, le 5<sup>e</sup>, le 8<sup>e</sup>, à cause du nom de « l'ami de la liberté ».

*Contre-preuves* : [- - -].

*Enquête sur le livre* : *Dass er der lectur der verführerischen büchern beygewohnt habe.*

*Preuves* : L'aveu dans le constitut du 7 de décembre [voir n° 174, p. 364] : qu'il parlait des fiefs, que le livre ne valait rien.

(N° 77, p. 1.)

## 180

### Sion, 9 décembre 1791. — Charges contre Antoine Rey.

1. Touchant le livre [*L'Aristocratie*], il a dit, dans son constitut du 6 décembre [voir n° 173, p. 359], que le livre faisait plaisir.

2. Pierre-Maurice Durier dépose [voir n° 67, pp. 130-131] que dans ce livre était dit qu'il fallait abolir les fiefs, qu'Antoine Rey y était quand Pierre Rey a déposé qu'il faudrait être à dix ou douze pour en faire venir.

3. Qu'il a passé deux fois le bateau de Massonger avec [Jean-]Maurice Rey (dépose Claude Longeat [voir n° 18, p. 46]).

4. Touchant M. [l'abbé] Clement, d'y avoir été une fois toucher avec une baguette, l'a avoué.

(N° 77, p. 3.)

## 181

### Sion, 9 décembre 1791. — « Instruction du procès criminel contre Antoine Rey. »

*Première enquête* : *Wegen dem Komplot wieder die Abthey von St-Moritzen.*

*Preuves* :

1. La déposition de Jean-Maurice Berod [voir n° 2, pp. 17-19] : et auraient finalement consenti ; *mann muss diese Deposition lesen, weil nicht alle tit. H. Beysaassen das erste mal da waren.*

2. L'adminicule de la lecture des livres qui les ont séduits, ainsi que Pierre Rey a dit.

3. Parce qu'il a fréquenté avant et après les autres complices et était de la partie contre M. [l'abbé] Clement. *Wenn einer mit lasterhaften Leithen, etc.* : Fröl., P. I, fol. 183.

4. N'a pas avisé ni tâché de les empêcher. *Vide* Fröl., P. I, fol. 185.

5. Qu'on n'aurait pas averti M. le curé [Briguet], si rien avait été conclu.

6. Parce qu'ils [s']appelaient « amis de la liberté ».

7. Parce qu'il était aussi du complot contre M. Clement, et Cécile Defagot [voir n° 60, pp. 125-127] (*vide in Instructione processus* J.-C. Defagot [voir n° 178, p. 372]) qu'on parlait dans l'assemblée de venger, etc., à ce qu'elle croit. *Die Deposition sollte mann lesen.*

#### *Contre-preuves :*

1. Pierre Rey dit que ses deux frères ont marqué, qu'ils n'en faisaient pas du cas (Const. 2<sup>do</sup> [voir n° 111, p. 205]).

2. [Claude-]Joseph Avanthey dit [voir n° 174, p. 364] que personne a consenti dans ce moment-là à la proposition de Pierre Rey (Constit. du 7<sup>e</sup> de décembre 1791) ; à observer à présent : *testis unicus sufficit ad faciendam probationem in defensione rei ; et ad probandam illius innocentiam* : Carpz., P. I, q. 33.

*Deuxième enquête : Dass er sich in dem Complot wieder den H. [abbé] Clement einmal thätig eingefunden.*

#### *Preuves :*

1. Pierre-Maurice Durier dépose, le 12 d'octobre 1791 [voir n° 67, pp. 130-131], qu'on est venu crier, de nuit, et jeter des pierres ; que cela a duré un demi-quart d'heure à peu près... ; qu'un camarade le lui a dit ; qu'Antoine Rey y était ; qu'ils se sont retirés chez Ant. Rey.

2. Il l'a avoué dans son constitut du 6 de décembre [voir n° 173, pp. 358-360] d'avoir été au rendez-vous de Fontanella... et une autre fois auparavant frapper d'une baguette.

3. Dans le constitut du 7 décembre [voir n° 174, p. 366], il a avoué qu'il donnerait assez un écu neuf pour faire venir de ces livres, s'il en manquait.

*Drohung* : [- - -].

*Troisième enquête : Wegen denen aufrührerischen Büchern.*

#### *Preuves :*

1. P. Rey dit, dans son premier constitut [voir n° 105, pp. 184-189],



qu'Antoine a goûté ce livre que Pierre Rey lui a lu une ou deux fois, qui contenait beaucoup des révolutions et abolition des magistrats... ; qu'on l'a lu avant les Pâques dernières.

2. Le même dit, dans le deuxième constitut [voir n° 111, pp. 204-208], qu'il avait aussi montré à ce Rey la grande feuille contenant les *Droits de l'homme*.

3. Il a avoué, dans le constitut du 7 de décembre... [voir n° 174, pp. 365-366], qu'il avait dit qu'il donnerait assez un écu neuf pour faire venir de ces livres, s'il en manquait.

4. Il a avoué, dans le constitut du 7 de décembre, d'avoir introduit un mémoire comme il fallait gouverner la guerre, expressément pour le remettre au gouverneur de la révolte... ; qu'il l'a fait voir à tous qui le voulaient.

*Quatrième [enquête] : Dépose contre lui M. le châtelain Dognier, der zeigen angab* [voir n° 49, p. 106], que, après la Bagarre d'abord, Antoine Rey, dans une assemblée tenue à Troistorrent, a paru tenir des propos tendant à la révolte.

(N° 25, pp. 1-2. — Dans la 2<sup>e</sup> enquête, le paragraphe n° 3 a été biffé.)

## 182

### Sion, 9 décembre 1791. — Instruction du procès criminel contre Claude-Louis Delherse.

*Enquête : Er soll ein Gehilf der Verschwerung gewesen seyn, eine Anzahl zu ermorden von Martinacht bis in Vouvry.*

*Preuves :*

1. *Deponiert* Christian Riondet [père] (Resp. 1<sup>a</sup> [voir n° 24, p. 61]) que Barth. Thorma lui a dit que, les dernières fêtes de Pentecôte [12 juin], Claude [-Louis] Delerse serait descendu à Colombey, qu'il y aurait invité ledit Barth. Thorma et Jean Vuit d'aller à Monthey avec lui et, l'ayant fait, Delerse leur aurait proposé que les charge-ayants les gênaient, qu'il fallait les tuer tous... ; que Delerse serait allé prendre un fusil chez lui avec deux cartouches et, l'ayant donné à Vuit, etc., etc.

2. Barth. Thorma a déposé [voir n° 17, pp. 42-45] : le même Delerse dit après : « Nous sommes vendus, notre jeu ne pourra pas réussir... » Que Delerse répliqua qu'il serait bon de mettre à bas lui et le Petit-Pont, à qui ces Messieurs donnaient à chacun six louis pour faire les espions et vendre les autres. Jean Vit avait un fusil et dit que Delerse le lui avait donné avec dix-sept à dix-huit cartouches.

3. Joseph, fils de Jean Franc, dépose [voir n° 25, p. 63]: sur la demande s'il avait donné un fusil à Jean Vit, répond qu'il a entendu parler à Delerse lui-même. Le déposant lui ayant demandé pourquoi il avait remis ce fusil, il répondit: « Pour me tenir ami d'eux et pour qu'ils ne se méfiassent pas de moi. Je lui ai dit qu'oui, mais je ne le lui ai pas donné, il l'a pris lui-même en mon absence. »

4. Delerse a déposé lui-même [voir n° 25, p. 65] que quand Jean Vite [le] lui a demandé, il n'a pas dit pourquoi, mais que le déposant a bien pensé que c'était pour le complot; il lui a permis de le prendre, afin d'être ami avec eux.

#### *Contre-preuves :*

1. Jos. Pervez dépose [voir n° 47, p. 103] que Delerse l'a avisé de la conspiration (*Vide Resp.* 1 [de] Jos. Parvez).

2. Narcisse Pignat dépose [voir n° 40, p. 89] que [Jean-]Claude Thorma doit avoir conté à Joson Franc et à Jacques-Hubert Guerati que le projet avait manqué et trahi par Claude[-Louis] Delerse, qui l'avait divulgué.

3. Jean-Joseph Torrent dépose [voir n° 35, p. 84] qu'il a ouï dire au fils [Louis] de maître Louis[-Marie] Robriquet que c'était bien fait qu'on ait battu Delerse à cause qu'il les avait trahis par le complot; que Delerse y devait être dans le complot, mais qu'il les a tous vendus, et qu'il méritait bien qu'on l'ait maltraité, qu'il aurait mérité la mort, et que cela n'est pas fini.

4. L'attestation de M. le curé de Monthey [Landry]. A.

5. Les témoignages remis par le seigneur gouverneur [Preux]. B.

6. La lettre de M. Nantermod (*Lit.* C), lettre de M. Galey (*Lit.* D) *welches auch mildernde Umstände sind*: 1° *corrigibilität*; 2° *als zeig gebraucht, conatus reus in possessione, in dubio favendum reo* le bien causé.

#### *Beschwehrende Umstände :*

1. *Sein Umgang mit diesen Lasterhaften.*

2. *Weil der Gegenstand die Vertilgung der Magistraten war, mithin das Crimen laesae seyn mag.*

3. *Weil in dem Laster die Mitgehilfen geglaubt sind.*

4. *Weil auch die depositiones, die Ihme günstig sind, sehen lassen, dass er complix einmal war, und dafür gehalten worden.*

5. *Dass Er die rechtmässige Obrigkeit nicht ermannt, noch begehrt, sich vorstellen zu dürfen.*

6. *Weil Er nur jemand, etwa seine Freunde, gemahnt.*

7. *Weil Er alles und gewisse Sachen laugnet.*

8. Weil Er das Gewehr gelehnt, wenn Er schohn vermuthete, Es sey für den Complot, und leicht hätte ausreden gefunden, oder doch in Behörde mahnen sollen.

9. Weil ein Conatus in dem laster laesae, etc., ordinarii gestraft wird.

10. Er bekennt, das seine Gattin [Julienne Meythiaz] Ihme bey seiner Heimkehr gesagt, dass der Johan Vit das Gewehr gehollt, hat doch nicht gesucht zu hindern, sagt doch, Er habe sich eingebildet, dass Er das gewehr begehre wegen dem Complot.

N. B. *In delictis atrocissimis, puta crimine laesae majestatis, parricidii assassiniique quare crimina haec perpetrata non relevantes a poena arbitraria immunes non sunt* : Carpz., P. III, q. 134, n° 66.

(N° 86, pp. 1-3. — Dans les contre-preuves, les nos 4, 5 et 6 renvoient respectivement à des litt. A, B, C et D qui ne figurent pas dans le dossier.)

## 183

### Sion, 9 décembre 1791. — Jugement de Claude-Louis Delherse.

#### Urtel Stimmen über Claude-Louis Delerse.

H. Ambts Burgmeister [Janvier de Riedmatten]: In Anschau, dass er sich in den Complot eingelassen, auch das gevehr gestattet, vo nit selbst gegeben, und dessen niemand ermahnet, hingegen jedannoch obvohlen zu einer anderen zeit mehrere designirte ermahnet, von den verschwörenden geschlagen worden, veil er den Complot einigen entdeket, also mehr mildrendes als beschwerendes aus ihm und da man gnädig zu uhrtheilen gedenket, ihm eine gutte Correction zu geben und seine Fehler ernsthaft vorzusetzen.

H. [Moritz-Joachim-Anton] Weguener: Der Delerse durch die Aussag des B. Torma beschweret, jedoch in eracht deren entschuldigenden umständen zwar ser gefehlt durch leistung der Flinte, und die Rechtmässige Oberen niemahlens avisirt, also nachdrucklich zu ermahnen und seine kösten abtragen.

H. [Peter-Niklaus] Fuchs: Die leistung des gevehrs und willen die Instrumente dem schmidte zu geben, dem Landwogt nit prevenirt, erachtend auch die *mitigantia* und ein Gnaden Strahl aufgehn lassen vollender, eben auch zur obigen Correction verfellet.

H. [Franz-Joseph] Andenmatten: Veilen scheint durch das vorgegangen, dass Bartholome Torma ein Rachgir getragen, er aber dannoch einmahl der Obrigkeit nichts entdeket: also obige Correction zuerkennet.

H. [Leopold] De Sepibus: Venn sein fehler *crimen lesae*, er dessen durch den B. Torma und J.-J. Durier seltsam übervisen, in betracht, dass jene darauf gestorben und sich selbst mit einbegriffen, also seiner Aussage gleich-

vürdige, dass Delerse an dem tod des Torma schuldig, veilen Delerse gesagt, Roullier habe den Complot andurch, vorauf Torma, ihm nach dem leben gestrebet, den Delerse *ad fustigationem* und einiger Jahren arrest in Monthay erkennet.

H. [Gaspard-Eugen] Stokhalper: Dass Delerse gewiss im Complot eingegriffen aber sich gebesseret, indessen soll er dem halseysen beywohnen, dann zwei Jahre Ohrts arrest, jedoch sich der mehrheit confirmiren vill.

H. [Johann] Matter: Die Aussage des *complicis* müsse an der tortur *presente adversario* geschehen, auch *justificationes* zugelassen müssen werden, wie er durch den P.-M. Donnet es begehrt, auch vollen den kallen der glocken versichern, freylich hätte sollen avisiren, aber im unteren Wallis hätte es damahls wenig genutzt, gefehlt sein Rohr vervilliget zu haben, also zu zwei Jahr ohrts arrest und drei Sonntäg nacheinander beichten und dessen, wegen dem abergleubissen Buch ein *attestatum* bringen, auf Correctur.

H. [Joseph] Delovina: Morgens denen übrigen beywohnen und seine kösten abtragen.

H. [Niklaus] Lagger: Veilen er sich gebesseret, zur Correction, zwei Jahr ohrts arrest.

H. [Niklaus] Roten: Stimmet des gänzlichen bey dem S. T. H. H. Matter.

H. Examiner [Augustini]: In betracht der Aussage des Torma scheine Delerse ser beladen, vie auch durch die Aussage denen die bekennen, ihm von Complot geredet zu haben, hier genugsame *materie extraordinarie* zu straffen, auch übertsen der Flinte vervilliget zu haben, da er doch den Complot gemacht, solche Flinte nit gleich hinterzogen, andurch wohl fehlbar, doch milder und dass er sich gebesseret, einige ermahnet, auch dem J.-M. Berrut kein leid geschehen, also soll hier beym pranger beywohnen, darneben ihm ein belohnung ausgehalten haben oder zwei Jahr ohrts arrest, venn darum das mehr ausmachen sollte, etc., vie auch zu abtrag seiner unkösten.

H. President [Th. de Torrenté]: Veilen er in sich gegangen, um mild auszusprechen, fallet bey der mildesten meinung, etc.

*Zum zwei jährigen arrest:* H. Stokalper, H. Matter, H. Delovina, H. Lagger, H. Roten, H. Examiner.

*Für die einfache Correction:* H. President, Ambtsburgermeister, Wegener, Fuchs, Andenmatten.

**Sion, 9 décembre 1791. — Déclaration de la haute commission  
au sujet de Jean-Claude Défago, Antoine Rey,  
Claude-Joseph Avanthey et Claude-Louis Delherse.**

Nous, le président et assesseurs de la haute commission souveraine composant la chambre criminelle établie par commandement de Leurs Excellences de la L. République du Vallais siégeant à Sion, à l'hôtel du Lion d'Or, etc., etc., etc., savoir faisons à tous et chacun à qui appartiendra qu'ensuite des recherches et enquêtes faites de par la haute commission souveraine dernièrement députée au château de Monthay pour parvenir à la connaissance des causes de tout ce qui s'est passé de préjudiciable à l'autorité des lois, à la sûreté des personnes et des propriétés, ainsi qu'à la souveraineté des Sept Louables Dizains de cette République, \* depuis la journée du 8 septembre 1790 \*, et à l'animadversion de ceux qui se seraient rendus coupables des divers complots et machinations criminelles qui se sont manifestées dans une partie du Bas-Vallais depuis quelque temps, au grand préjudice du repos public et particulier, sans lequel il n'y a aucun bien sur terre, et en conséquence des charges et indices qui ont résulté des aveux formels judiciaires et réitérés des malheureux délinquants suppliciés et mis à mort le 19<sup>e</sup> novembre proche passé et nommément de Barthélemy Torma, nous aurions ordonné le saisissement et prise de corps des nommés Jean-Claude Defago, de la Valdilliez, Antoine Rey, maréchal-ferrant à Champéry, Claude-Joseph, fils à feu Jean-Joseph Avantey, d'Illiez propre, et Claude-Louis Delerse, bourgeois et maréchal-ferrant à Monthay, fils à Claude Delerse encore vivant à S.-Jean-d'Aulph, lesquels ont été traduits en cette ville et mis en état d'arrestation, prévenus d'avoir pris part à des entreprises et conspirations criminelles tramées dans divers lieux dudit gouvernement de Monthay.

Ledit Jean-Claude Defago, ayant subi céans le premier interrogatoire le 3<sup>e</sup> de novembre dernier [voir n° 123, pp. 241-244], déclara être veuf, âgé d'environ cinquante-six ans, et avoua volontairement avoir été veiller chez l'officier Pierre Rey et, sur la demande d'icelui s'il voulait être ami de la liberté, il aurait répondu qu'oui et laissé marquer son nom, et qu'il s'y serait rendu encore une autre soirée après ladite assemblée et assisté à une proposition faite de par le prédit officier Pierre Rey tendant à descendre à l'Abbaye de S.-Maurice pour s'y faire donner une somme d'argent par les seigneurs députés d'Etat qui s'y trouvaient, et qu'on y avait convenu d'aller à cet effet la nuit du lendemain à Verrossaz et de descendre de là à S.-Maurice. Que dans lesdites entrevues nocturnes, Pierre Rey lisait un livre [*L'Aristocratie...*] à haute voix et que lui enquis aurait assisté deux fois à cette lecture ; que ce livre parlait de l'abolition des fiefs et des laods contre les magistrats et les grands, déclarant de plus qu'un autre jour Pierre Rey lui proposa de se mettre en grand nombre pour faire sortir le révérend vicaire Clement et qu'à cette intention on se serait rendu un soir dans une vieille maison isolée [Fontanella] et que de là on s'est porté au vicariat, mais qu'il n'y avait point de feu, etc. Ensuite de laquelle constitution amiable, l'enquis fut reconduit dans le

lieu de sa détention. Le lendemain, ayant derechef été ouï [voir n° 129, pp. 249-252] et exhorté de faire volontairement aveu à la vérité, il répéta d'avoir été du complot arrêté contre M. le vicaire Clement, et qu'ils étaient munis d'un fusil et qu'il avait son fils [Joseph-Antoine Défago] avec lui. En cette audience, les témoignages faisant à sa charge lui furent ouverts ; il fut derechef constitué le 7<sup>e</sup> sécutif [voir n° 133, pp. 262-263] ; et le 15<sup>e</sup> [voir n° 147, p. 314] l'enquis persévérant à nier et à tergiverser, par des réponses vagues, une ignorance affectée et réticence obstinée, la question lui fut présentée et, après une exhortation sérieuse de se recueillir et déclarer volontairement la vérité des faits dont il se trouvait chargé afin de ne pas s'exposer aux souffrances de la torture, il fut renvoyé dans sa détention, sous la réserve usitée de se reconstituer au premier ordre de la haute chambre criminelle, teneur les minutes de cour, auxquelles soit rapport et qu'il serait trop long de rapporter ici en plein.

Puis, le 6<sup>e</sup> courant [voir n° 173, pp. 358-360], a été mandé par-devant la haute séance le susdit Antoine Rey, prévenu d'avoir trempé dans le complot prémentionné contre l'Abbaye de S.-Maurice ou plutôt contre les députés souverains qui s'y trouvaient, \*[aus]si bien que celui contre M. le vicaire Clement \*, et avoir pris part à la lecture du livre intitulé *L'Aristocratie suisse dévoilée*, etc. Interrogé amiablement sur ces faits dont il était indiqué, il avoua d'avoir assisté, chez l'officier Pierre Rey, à la lecture dudit livre, qui parlait de la révolte contre les seigneurs en France, qu'on y était attentif et le trouvait assez joli, suivant sa propre expression ; qu'une autre fois, s'étant rendu chez le même Pierre Rey au même rendez-vous, ledit Rey leur aurait proposé de saccager, piller l'Abbaye et se faire une bourse, ajoutant qu'il y avait trois seigneurs d'État à l'Abbaye ; qu'en leur faisant peur, ils livreraient une somme d'argent, leur insinuant captieusement que les Français étaient bien, qu'ils étaient libres, que l'on serait bien si l'on était comme eux. Qu'une autre fois, il était question de faire peur à M. le vicaire Clement ; que dans sa forge, lui enquis, son frère Emmanuel et Jean-Louis Borrat demeurèrent d'accord et se rendirent dans ce dessein en Fontanella, d'où ils se seraient retirés chez eux. Qu'il est parti une autre fois avec son frère l'officier Jean-Pierre et qu'il a frappé contre la maison dudit vicaire avec une baguette, etc.

Le lendemain, 7<sup>e</sup> du courant, l'enquis a subi le deuxième interrogatoire [voir n° 174, pp. 365-366] et, examiné sur les faits dont il était atteint, il répondit comme est contenu ès minutes de cour, auxquelles soit rapport.

Incontinent après, ledit 6<sup>e</sup> [voir n° 173, pp. 357-358] et 7<sup>e</sup> [voir n° 174, pp. 364-365] courant fut de même constitué par-devant Messieurs les députés le nommé Jean-Claude Avantey [*erreur* : Claude-Joseph], d'Illicz propre, avouant d'abord avoir été présent chez l'officier Pierre Rey à la lecture du prédit livre et à la proposition dudit officier d'aller casser, briser et voler l'Abbaye, et qu'il fallait aller trouver ces seigneurs à l'Abbaye de S.-Maurice pour casser et voler, suivant ses propres expressions ; déclara aussi avoir entendu qu'il y avait un complot de mettre chacun un écu neuf pour acheter de ces livres.

Enfin, on fit à tous les enquis successivement ouverture des charges résultantes à leur encontre des dépositions des témoins, ainsi que des aveux

des suppliciés, \* afin qu'ils puissent apporter leurs moyens de justification, s'ils en eussent \*, teneur les minutes de cette cour criminelle, ici omises, avec leurs réponses, pour raison de brièveté.

Les prédits 6<sup>e</sup> [voir n° 171, pp. 352-355] et 7<sup>e</sup> [voir n° 174, pp. 362-363] du courant fut enfin aussi admis à l'audience et ouï le nommé Claude-Louis Delerse, maréchal-ferrant à Monthay, grièvement prévenu d'avoir donné la main à diverses conspirations abominables et meurtrières ourdies contre la vie d'un nombre considérable de personnes respectables, et principalement au carnage qui devait s'exécuter à Monthay, la dernière fête de Pentecôte [12 juin 1791] de cette année, jour auquel on devait tuer six à Monthay, un à Mura et un à Collombey ; comme aussi du crime de superstition par l'usage d'un livre défendu et superstitieux, savoir *Albert le Grand* ; de même que d'avoir permis [de prendre] son fusil à Jean Vite, prévoyant le mauvais et malheureux usage qu'il en ferait, ainsi qu'est contenu au long es minutes de cour, auxquelles soit toujours rapport ; finalement encore d'avoir donné son assentiment au pillage que les conspirateurs meurtriers se proposaient de commettre sur l'argent de ceux qu'ils auraient privé de la vie, comme aussi d'avoir préparé cent cartouches à l'ordre du déplorable officier [Pierre] Guillot.

Ensuite desquelles constitutions et déclarations, ainsi que des preuves résultant tant des témoignages opérés que des aveux et confessions émanées, nous, les préfets président et assesseurs de la haute commission souveraine siégeant au nombre compétent et voulant procéder à une sentence définitive des prédits quatre enquis et chacun d'iceux, après avoir invoqué le secours divin et imploré le Très-Haut et auteur de toute justice, avons mûrement examiné tout ce que les lois et les mérites de la cause toujours pénible et douloureuse de la vie, de l'honneur et des biens des mortels présentent à examiner.

Et premièrement au sujet et à l'égard de Jean-Claude Defago. Considérant que, tant par le témoignage d'un témoin irréprochable que par la déclaration formelle et judiciaire du malheureux officier Jean-Pierre Rey, joints à des nombreux adminicules et indices, il est rendu dûment atteint de l'attentat au crime énorme de lèse-majesté par sa participation effective et bien méditée au complot tendant à extorquer, par une violence sacrilège, une somme d'argent de Messieurs les députés souverains et chefs de notre République, savoir Son Excellence le grand bailli régnant [Sigristen], Son Excellence le chancelier d'Etat [Hildebrand Roten] et Sa Seigneurie le baron et colonel [Gaspard-Eugène] Stokalper, qui se trouvèrent pour lors à ladite Abbaye ; faisant attention que ledit Jean-Claude Defago est devenu le malheureux séducteur de ses propres enfants, auxquels il devait essentiellement le bon exemple, en les conduisant avec lui contre M. le vicaire Clement pour le faire sortir par voie de fait et violence de son vicariat, autorisant son fils [Joseph-Antoine] de s'armer en ce fait d'un fusil et à sa fille [Cécile] de se travestir en garçon ; vu aussi ses conspirations répétées, tantôt contre l'Abbaye comme sus, tantôt contre M. [l'abbé] Clement ; vu et attendu la part \* et le plaisir \* qu'il a pris à la lecture du livre dit *L'Aristocratie suisse dévoilée*, par les rendez-vous nocturnes auxquels il a assisté chez Pierre Rey, et l'intérêt qu'il a marqué ; considéré qu'il a reçu et adopté avec promptitude le nom d'ami de la liberté, et la facilité avec laquelle il s'est laissé enrôler et marquer son nom



parmi ceux des conspirateurs et complices du prédit livre ; réfléchissant, d'autre part, qu'il n'a jamais donné aucune marque de résipiscence, qu'il n'a point reçu ni fait usage de la grâce souveraine de l'amnistie générale, puisqu'il n'a discontinué ses projets séditeux, mais au contraire, postérieurement à l'amnistie, trempé dans des complots et attentats contre l'auguste et gracieux souverain dans les personnes de ses chefs et représentants députés connus comme tels, en y voulant ajouter encore le crime du sacrilège par le mépris de la sainteté du lieu de leur séjour ; réfléchissant de plus la faute d'omission, de laquelle l'enquis s'est rendu coupable en ne dénonçant pas à ses supérieurs légitimes les complots qui se tramaient, surtout pour le crime de lèse-majesté, lequel chacun a une obligation stricte de rapporter à ses supérieurs sous des peines grièves dictées par les lois pour une seule omission pareille, et qu'en matière des crimes de lèse-majesté le seul attentat, quoique sans effet, est souvent puni de la peine ordinaire ; vu la malice de la collecte proposée pour augmenter le nombre de ces livres destructeurs de l'autorité souveraine et du bon ordre et même pernicioeux à notre sainte religion catholique, apostolique, romaine, jointe à ce que, suivant quelques témoins, on voulait user de force pour parvenir à l'assouvissement à leur dessein infernal contre Messeigneurs les députés, ainsi que contre M. [l'abbé] Clement et contre les chefs destinés au massacre.

Secondement, concernant Antoine Rey, maréchal-ferrant à Champéry, faisant attention qu'il a pareillement trempé dans le complot sacrilège prémentionné contre Messeigneurs résidant à l'Abbaye et convaincu par un témoin y avoir finalement consenti ; qu'il a aussi assisté chez Pierre Rey à la lecture du livre susdit qui les séduit ; conséquemment, à ce double égard, aussi coupable que le prédit Jean-Claude Defago ; vu aussi qu'il a fréquenté avant et après les autres complices, et qu'il s'est aussi mis de la partie pour l'expulsion prédite de M. Clement, qu'il n'a non plus avisé personne ni tâché de les empêcher, conséquemment pas moins comptable d'omission ; vu qu'il est chargé d'avoir tenu des propos de sédition d'abord après la révolte, et qu'il s'est montré incorrigible, parce que, malgré l'amnistie générale et le serment d'obéissance renouvelée envers son gracieux souverain, il n'a désisté d'aucun complot intenté, mais s'est au contraire associé à tous ceux qui se sont présentés, etc. ; \* vu, de plus, qu'il s'est chargé si facilement du libelle incendiaire que lui a remis M. de Perrigny, à Vevey, un jour de marché, et qu'il l'a répandu et communiqué à tous ceux qui désiraient le voir, sans le porter néanmoins à un supérieur légitime. \*

Troisièmement, quant à Jean-Joseph Avantey [erreur : Claude-Joseph], voyant qu'il est de même convaincu par un témoin et par l'aveu de l'officier Jean-Pierre Rey d'avoir pris part au complot contre Messeigneurs à l'Abbaye, et même d'avoir été le plus échauffé, ainsi que de s'être rendu à la lecture du livre en question, sans qu'il ait jamais donné aucune marque de résipiscence ni averti ses supérieurs, etc.

Finalement, Claude-Louis Delerse, bourgeois et maréchal-ferrant à Monthay, étant prévenu d'avoir eu part et été complice du carnage horrible qui devait s'exécuter le mardi de Pentecôte proche passé [14 juin 1791], dans lequel une vingtaine de personnes, de Martigny à Vouvry, devaient être

immolées et étaient déjà désignées ; chargé d'avoir dit à Barthélemy Torma et Jean Vuit que les charge-ayants les gênaient, qu'il fallait les tuer tous ; qu'il serait allé prendre un fusil avec deux cartouches, et qu'il fréquentait assidûment les complices, etc.

Par tant et autres motifs, omis ici par raison de brièveté, étant énoncés au long ès minutes de nos séances, et principalement émus par ce que les nommés Jean-Claude Defago et Antoine Rey sont atteints du crime de lèse-majesté, pour lequel la peine de mort est statuée d'après toutes les lois, laquelle paraît de plus être rendue nécessaire par les temps séditieux qui nous environnent, afin de réprimer ce crime avec vigueur et venger l'autorité des lois foulées ; voulant néanmoins cesser l'effusion du sang humain autant qu'il dépend de nous et pour autant que la sûreté publique l'admettra, ayant trouvé quelques circonstances mitigeantes, soit adoucissantes, dans les égarements des enquis, que nous croyons avoir été séduits et induits par des insinuations dépravées, par grâce spéciale, n'écoutant que la voix de la clémence, avons condamné à la pluralité des voix et jugeons et condamnons lesdits Jean-Claude Defago et Antoine Rey à être ce jourd'hui mis au carcan, chacun une demi-heure de temps, puis à être, pendant trois dimanches consécutifs, agenouillés sur les degrés du chœur de leur église paroissiale pendant tout le temps des offices divins, ayant une verge à la main, et à garder, l'espace de six ans, les arrêts dans leur paroisse, des bornes de laquelle ils ne pourront ni ne devront s'écarter, pour servir ainsi de spectacle au public et réparer, par cette correction modérée, le scandale que leurs écarts auraient pu faire naître.

Jean-Claude Avantey [erreur : Claude-Joseph], comme moins coupable, restera aujourd'hui une demi-heure à côté du carcan, agenouillé, tenant une verge à la main, et gardera les arrêts rièr sa paroisse pendant trois ans. Et, au lieu de la confiscation, que la rigueur des lois a décernée en cas pareil, Jean-Claude Defago et Antoine Rey paieront chacun cent écus petits, et Jean-Claude [erreur : Claude-Joseph] Avantey, la moitié, c'est-à-dire cinquante, à titre des frais par eux occasionnés.

Finalement, Claude-Louis Delerse, ayant donné des marques de résipiscence et constant par divers témoignages qu'il a averti plusieurs de ceux qui devaient être immolés par les conspirateurs ses complices ; s'étant montré zélé pour la défense du bien et du bon ordre et [ayant] amendé sa conduite, est et sera, par grâce spéciale, condamné à garder pendant deux ans les arrêts dans la paroisse de Monthay, de laquelle il ne devra s'éloigner dans cet intervalle, après qu'il aura aujourd'hui été constitué par-devant la haute commission souveraine pour y recevoir une exhortation sérieuse à mériter cette grâce signalée par une conduite édifiante et irréprochable ; il lui est, de plus, enjoint de se tenir ce jourd'hui près du carcan pendant que les autres y seront exposés et, de retour chez lui, il approchera le sacrement de la pénitence pendant trois dimanches consécutifs et en fera parvenir un certificat à Son Excellence grand baillivale [Sigristen] pour réparer le scandale qu'il aura pu occasionner par le livre superstitieux qu'il avait gardé.

Ainsi jugé, prononcé et sentencié, à Sion, à l'hôtel du Lion d'Or, ce 9<sup>e</sup> décembre 1791.

(N<sup>o</sup> 67, pp. 1-15.)

# Index des noms de lieux

**Remarque :** Les graphies du manuscrit sont placées après le nom moderne usuel, entre parenthèses et en italique.

## Abréviations

c.	=	commune	riv.	=	rivière
dép.	=	département	v.	=	voir
fl.	=	fleuve			

## Districts du Valais

B	=	Brigue	Ma	=	Martigny
C	=	Conthey	Mo	=	Monthey
E	=	Entremont	Se	=	Sierre
G	=	Conches (Goms)	Sm	=	Saint-Maurice
L	=	Loèche			

## Cantons suisses

BE	=	Berne	LU	=	Lucerne
FR	=	Fribourg	TI	=	Tessin
GE	=	Genève	VD	=	Vaud

## A

Abbaye, L'— (dép. Haute-Savoie) : 90-91, 128  
 Abondance (dép. Haute Savoie), c. et vallée : 31, 90-93, 166  
 Agaunum, v. St-Maurice  
 Aigle (VD) : 365  
 Anniviers (Se), vallée d'— (*Annivisium*) : 160  
 Aoste, vallée d'— (*Vald'Oste*) : 168, 245

## B

Bains, v. Loèche-les-Bains  
 Bâle (*Bâl*) : 94  
 Balmaz, La — (c. Evionnaz) (*La Barma*) : 78

Bâtiaz, La — (c. Martigny) (*Batiaz, Bastiaz*) : 178, 291, 319  
 Béfeu, hameau (c. Vionnaz) (*Beyfais, Beyfeu*) : 128-129  
 Berne, ville et canton (*Bern*) : 27, 48, 50, 104, 141, 146, 153, 203, 246, 257, 272, 275, 312, 340  
 Besançon (dép. Doubs) : 164  
 Bex (district d'Aigle) (*Bez*) : 16, 18, 24-25, 32, 34-35, 39-40, 45-46, 51-54, 71, 83, 89-90, 95-96, 99, 102, 114, 116-118, 123, 146-147, 153, 167, 178-179, 187-189, 193, 205, 219-220, 223, 225-226, 232, 258, 272, 279-280, 298, 304, 308, 348, 365  
 Beyfais, Beyfeu, v. Béfeu  
 Bez, v. Bex  
 Bios, Biot, Le —, lieu non identifié (c. Val-d'Illiez ?) : 259, 263

Blasse, v. En Place  
 Boimeuroz, lieu non identifié (c. Val-d'Il-  
 liez ?) : 304  
 Bois-Noir (c. St-Maurice) : 256  
 Bona Volta, montagne non identifiée de  
 Haute-Savoie : 23  
 Bonneville (départ. Haute-Savoie) (*La Bonne  
 Ville*) : 24  
 Bouchereulaz, v. Buchelieule  
 Bourg, v. Martigny  
 Bourg-aux-Favres, rue de Monthey : 163  
 Bourg-Saint-Pierre (E) : 233  
 Bouveret (c. Port-Valais, Mo) : 21-22  
 Bouzelieula, v. Buchelieule  
 Brigue (*Brig, Briga*) : 315, 325, 353, 367  
 Buchelieule, hameau (c. Val-d'Illicz) (*Bou-  
 chereulaz, Bouzelieula*) : 109, 176

## C

Cassinaz, lieu non identifié (vallée d'Il-  
 liez ?) : 177  
 Chaisel, v. Chessel  
 Champéry (Mo) (*Champeri, Champéry*) :  
 25-26, 38, 41, 105-106, 114, 117, 119,  
 132, 185, 233, 254, 280, 288, 297, 304,  
 345, 367, 380, 383  
 Charrat (Ma) : 303  
 Châtel (départ. Haute-Savoie) (*Chatell, Chat-  
 tel*) : 152, 166, 313  
 Châtillon (départ. Haute-Savoie) (*Chatillion,  
 Châtillon*) : 23-24, 71-72, 106, 118, 345  
 Chattel, v. Châtel  
 Châtillon, v. Châtel  
 Chessel (district d'Aigle) (*Chaisel, Che-  
 selle*) : 27, 143  
 Choëx (c. Monthey) (*Choex*) : 32, 112, 163  
 Colaïre (c. Troistorrents) (*Coleyre, Col-  
 laïre, Collere, Colleyre*) : 122-123, 134-  
 135, 139  
 Collombey (c. Collombey-Muraz) (*Collom-  
 bay, Collumbey, Colombay, Colombei,  
 Colombey, Columbery, Columbey*) : 27-  
 28, 42-44, 48, 50, 52-55, 57-62, 64, 66-  
 70, 73-76, 83-86, 90, 94, 98-99, 101-102,  
 107-108, 112-113, 121, 138, 141-144, 148,  
 163, 165-166, 169-171, 179, 189, 194,  
 200, 215, 224, 226, 230, 239, 266-270,  
 272, 281, 285-289, 291-296, 298, 300,  
 302, 304-305, 310, 317-318, 320, 329-  
 332, 343, 347-349, 352-354, 363, 376,  
 382  
 Conches (*Gombs, Goms*) : 149, 315, 325,  
 353  
 Conthey (C) : 279, 290  
 Corella (c. Troistorrents) (*Corettaz*) : 139  
 Cornes, Les — (c. Evionnaz) : 158  
 Cornioley (c. Monthey) (*Cornioleys, Cor-  
 niolley*) : 286, 294

Crettè, Crettet, Crettet, lieu non identifié  
 (c. Troistorrents) : 122, 139

## D

Düdingen (FR) : 248

## E

Eggerberg (B) : 27  
 Entremont, vallée : 95, 294  
 Evionnaz (Sm) (*Eviona, Evionnaz, Evionna,  
 Ijenaz, Jenaz, Yenna*) : 159, 164, 178,  
 234, 319

## F

Fayot, riv. (c. Val-d'Illicz et Troistorrents)  
 (*Fayoz*) : 235  
 Fontanay (c. Monthey) (*ès Fontaneis*) : 239  
 Fontanelle, La — (c. Val-d'Illicz) (*Fonta-  
 nella, Les Fontanelles*) : 132-133, 147,  
 194, 196-197, 206, 209, 226, 239, 251,  
 309, 360, 375, 380-381  
 Fort-à-Culet (c. Port-Valais, Mo) : 21-22  
 Fossau, riv. (c. Vouvry) (*Fosseau*) : 172  
 France (*Franckreich, Fränckreich, Frank-  
 reich, Frence*) : 20, 30, 64, 107, 143,  
 146, 148, 153, 162, 166, 181, 209, 212,  
 220, 228, 232, 246, 248-249, 257, 293,  
 307-308, 313, 318, 339-340, 358, 372, 381  
 Fribourg, ville et canton (*Friburg*) : 224-  
 225, 248-249, 307, 348  
 Fully (Ma) : 166-167

## G

Genève, ville et canton (*Geneve, Geneves*) :  
 33, 39, 146, 181, 187, 194-195, 212,  
 220, 223-225, 227, 239, 272, 306, 308  
 Giésot, lieu non identifié (c. Troistorrents) :  
 125  
 Glariers, Les —, quartier de Monthey : 81  
 Gombs, Goms, v. Conches  
 Gryon (district d'Aigle) (*Grions*) : 226

## I

Ijenaz, v. Evionnaz  
 Illarsaz (c. Collombey-Muraz) (*Illarsa, Il-  
 larse*) : 27-28, 73-74  
 Illes, Illié, Illiet, Illiez, v. Val-d'Illicz  
 Isabé, lieu non identifié (c. Vouvry) : 145

## J

Jenaz, v. Evionnaz

## L

Lanche, La — (c. Port-Valais, Mo) : 21-22  
 Lausanne : 232  
 Leuca, Leucensis, Leuck, Leuk, v. Loèche  
 Leytron (Ma) (*Leutron*) : 167  
 Lion, v. Lyon  
 Loèche, c. et dizain (*Leuca, Leucensis, Leuck, Leuk*) : 149 315-316, 324, 336, 342, 353  
 Loèche-les-Bains (L) (*Bains*) : 161  
 Lucerne, canton (*Lucern*) : 248  
 Lyon (départ. Rhône) (*Lion*) : 168

## M

Marbach (LU) : 248  
 Martenoy (c. Val-d'Illiez) (*Martinois*) : 142  
 Martigny, ville et bourg (*Martigni, Marti-nacht*) : 29, 44, 77-78, 84-85, 89, 94-95, 103, 130, 143, 156, 172, 178, 229-230, 233, 244-245, 256, 264-265, 269, 272, 276, 282, 287, 290-291, 294-297, 301-303, 310-312, 314, 318-321, 328-329, 332, 334, 338, 340, 353, 376, 383  
 Martinois, v. Martenoy  
 Massongex (Sm) (*Masonger, Massongé, Massonger*) : 16, 18, 24, 27-28, 35-36, 38-40, 45-47, 49-50, 71, 87, 126-127, 146, 153, 157, 178, 182, 187-188, 194, 196-197, 199, 205, 207, 211, 220, 226, 243, 250, 252, 255, 304, 307-308, 321, 327, 346, 365, 374  
 Mex (Sm) : 180  
 Miéville (c. Vernayaz, Sm) (*Mievilla*) : 290  
 Milan : 76, 275, 312  
 Monthey, commune, ville, bourg : *passim*  
 Morgins (c. Troistorrents) (*Morgain, Morgen, Morgennes, Morgens, Morgin, Morgine*) : 26, 55, 91, 134-135, 153, 232, 246, 257, 312, 338, 340  
 Morillon (départ. Haute-Savoie) : 106  
 Muraz (Mo) (*Mura, Murat*) : 28, 43-44, 52, 54, 56-57, 59, 61, 63-64, 66, 68, 73-74, 93, 103, 143, 189-190, 269, 294, 300, 353, 363, 382

## N

Neyres, Les —, hameau (c. Collombey-Muraz) (*Neyre, Neyrs*) : 53, 59, 61, 75, 86-87, 113, 138-139, 164, 254, 317

## O

Ollon (district d'Aigle) (*Olon*) : 52, 141, 203, 215-216, 225, 291  
 Oste, Vald'—, v. Aoste

Outre-Rhône, paroisse (c. Collonges et Dorénaz, Sm) : 238-240  
 Outrevieze, quartier de Monthey (*Utre Vieges*) : 163, 193

## P

Paris : 23, 38, 237, 240  
 Pays-d'Enhaut (VD) : 109  
 Piémont (*Piedmond, Piedmont, Piedmonts*) : 79, 231, 257, 272, 283-284, 311-312, 340-342  
 Place, En —, quartier de Monthey (*Blasse*) : 61, 66-67, 73, 86, 141, 171  
 Porte-du-Sex (c. Vouvy) (*Porte du Saix*) : 172  
 Prabys, Les —, hameau (c. Val-d'Illiez) (*Pravit*) : 49, 120  
 Prise, La — (c. St-Maurice) : 159

## R

Rarogne, dizain (*Raren, Raronia, Rarogniensis*) : 315-316, 323-324, 334, 336, 342, 353, 367  
 Rhône, fl. (*Rhodan*) : 196, 216, 219-220, 224, 226, 263, 275, 291, 300-302, 314, 332, 334  
 Riddes (Ma) (*Ridde*) : 233

## S

Saanen (BE) (*Sanen*) : 169  
 Saillon (Ma) : 166  
 Saint-Garin, lieu non identifié (Haute-Savoie ?) (*S.-Garin*) : 99  
 Saint-Gingolph (Mo) (*St-Gingoulph*) : 231  
 Saint-Gotthard (TI) (*S.-Gottard*) : 146, 365  
 Saint-Jean-d'Aulph (départ. Haute-Savoie) : 353, 380  
 Saint-Maurice, ville (*Agaunium, S.-Maurice, S. Moritzen, St-Moritzen, St-Moritzen*) : *passim*  
 Saint-Pierre-de-Clages (c. Chamoson, C) (*S. Peter*) : 27, 150, 152  
 Saint-Triphon (c. Ollon, VD) : 216  
 Saix, v. Porte-du-Sex  
 Salins (départ. Doubs) (*Salin*) : 164  
 Sallanches (départ. Haute-Savoie) (*Salanches*) : 21  
 Salle, La —, lieu non identifié (Haute-Savoie ?) : 180  
 Salvan (Sm) : 150  
 Samoëns (départ. Haute-Savoie) (*Samoien, Samoins, Samoyen*) : 23-24, 106, 118-119, 346  
 Sarraillion, lieu non identifié (c. Monthey ?) : 317  
 Savary (c. St-Maurice) (*Savarys*) : 158

Savoie (*Savoie*) : 21, 23, 38, 41, 72, 90, 99, 118, 121, 134, 139-140, 146, 191, 199, 232, 292-293, 296, 298, 303, 305, 319, 328-329, 346, 349, 361  
 Seduni, Sedunensis, v. Sion  
 Sierre, ville et dizain (*Sidders, Siders, Sirrensis, Sirri, Syder*) : 29-30, 89, 130, 141, 149, 175, 210, 262, 292, 315, 324-325, 353  
 Sion, ville et dizain (*Sedunensis, Seduni, Sitten*) : *passim*  
 Sirrensis, Sirri, v. Sierre  
 Sitten, v. Sion  
 Suisse : 224  
 Syder, v. Sierre

## T

Tassonnaire (c. Val-d'Illiez) (*Tachoneirez, Tachoneyre, Tassoneyre*) : 122-123, 139  
 Tchiésey (c. Troistorrents) (*Tschiesez*) : 177  
 Thonon (départ. Haute-Savoie) (*Tonon*) : 237, 240, 274  
 Torgon (c. Vionnaz) (*Torgond*) : 128  
 Tour-de-Peilz, La — (VD) (*Tour de Peils*) : 21-22  
 Troistorrents (c. Mo) (*Trèstorrents, Triumtorrentium, Troitorrents, Troistorrans, Troistorrens, Troistorrent, Trois Torrents...*) : 25, 28, 38, 53, 61, 72-73, 77, 86-87, 105, 111, 115, 121-125, 131, 134-135, 137-142, 148-149, 154-155, 164, 171, 197, 207, 236-237, 239, 243, 247, 250, 267, 279, 288-289, 294, 304, 307, 319, 326-327, 354, 376  
 Tschiesez, v. Tchiésey

## V

Val-d'Illiez, vallée et commune (Mo) : (*Illes, Illié, Illiet, Illiez, Valdilier, Valdille, Val d'Illié, Vald'Illier, Val d'Illies, Val d'Illiet, Valdilliez, Vald'Illiez, Val d'Illiez, Valldelie, Valldelié, Valldelier, vallée d'Illies, vallée d'Illiez, Vall d'Illiez, Vall d'Illiez, Valliez, Vallis Illiacae, Wal d'Illiez*) : *passim*

Vald'Oste, v. Aoste  
 Varone (L) : 161  
 Vaud (*Vaux*) : 153, 202, 298, 328  
 Vérolliez (c. St-Maurice) (*Verolliez, Voroilier*) : 18, 250, 255  
 Vérossaz (c. Sm) (*Veraussaz, Verosa, Verossa, Verossaz, Verraussa, Verraussaz, Verrossa, Verrossaz*) : 16, 18-19, 27, 32, 50, 107, 113, 150, 153, 157, 160, 168, 180-183, 188, 210-213, 218-222, 227, 242-243, 250, 255, 258, 263, 314, 321, 325-327, 380  
 Versoix (GE) (*Versoie*) : 98, 168  
 Vespia, v. Viège  
 Vevey (VD) (*Vevay, Vivis*) : 105, 146, 365, 367, 369-370, 383  
 Viège, c. et district (*Vespia, Vispach*) : 315-316, 322, 324, 334, 336, 342, 352, 367  
 Vièze, riv. (Mo) (*Viesche*) : 167, 229, 256  
 Villeneuve (VD) (*Ville Neuve*) : 105  
 Vionnaz (c. Mo) (*Viona, Vionaz, Vionna, Vionne, Vyonna*) : 48, 53, 63-64, 90, 93-94, 127-128, 130, 145, 156, 158, 162, 165, 190, 244, 272, 274, 294-295, 298, 310  
 Vispach, v. Viège  
 Vivis, v. Vevey  
 Vorollier, v. Vérolliez  
 Vouvry (c. Mo) (*Vouvri*) : 48, 53, 63, 76, 94, 116, 129-130, 144-145, 156, 164, 166, 172, 175, 272, 276, 291, 306, 310, 328-329, 332, 334, 338, 365, 376, 383  
 Vyonna, v. Vionnaz

## W

Wal d'Illiez, v. Val-d'Illiez

## Y

Yenna, v. Evionnaz

## Z

Zurich : 228, 249

# Index des noms de personnes

**Remarque :** Les graphies du manuscrit sont placées après le nom moderne usuel, entre parenthèses et en italique.

## Abréviations

anc. = ancien  
av. = avant  
cap. = capitaine  
chât. = châtelain  
diz. = dizain

franç. = français  
gouv. = gouverneur  
lieut. = lieutenant  
m. = membre  
trad. = traduction

## A

Allet, Alexis (François-) (1744-1814), anc. major de Loèche : 149

Andenmatten, François-Joseph, cap. du diz. de Viège, anc. gouv. de St-Maurice 1784-1786, m. de la commission : 174, 176, 180, 184, 192, 223, 228, 315-316, 322, 324, 334, 336, 342, 352, 367-369, 378-379

Anonyme (N.) : 148

d'Arbelley, v. Darbellay

Augustini (*d'Augustini, d'Augustinis*), Antoine (-Marie) (1742-1823), anc. gouv. de Monthey 1785-1787, secrétaire délégué, parrain de confirmation de Germain Rey, m. et examinateur de la commission : 37, 185, 353, 367-368, 370, 379

Avanthey (*Avantey, Aventey, Aventhey*)

— André (\* 1733), dit « le Riche » : 119

— Anne-Marie (1707-1769), fille de Louis Grenon et de Marie Défago, femme (1730) de Jean-Joseph Avanthey, mère de Claude-Joseph : 357

— Claude-Joseph (\* 1744), fils de Jean-Joseph et d'Anne-Marie Grenon, « vulgo à la Grenona », mari (1769) de Victoire Marclay : 16, 19, 27, 49, 104, 107, 146, 182, 185, 187, 205, 220, 260, 263, 306, 357, 359-360, 362, 364, 367-370, 372-375, 380-381, 383-384

— Jean-Claude (1758-1836), dit Boccard, de Martenoy : 107, 110, 126-127, 141-142, 147, 196, 226-227, 243, 346, 361, 364, 381, 384

— Jean-Joseph (\* 1701), père de Claude-Joseph, mari (1730) d'Anne-Marie Grenon : 357, 380

— Jean-Joseph : 130, 132-133, 197, 206, 242, 262-263, 313, 321, 372

— Louis : 219, 222

— Pierre-Maurice (1747-1829), dit Doron : 106, 119

— Victoire (Marie-) (1747-1837), fille du médecin Louis Marclay et de Madeleine Avanthey, sœur de Marie-Louise, femme (1769) de Claude-Joseph Avanthey : 357

## B

Bacher, Théobald (Jacques-Augustin-) (1748-1813), chargé d'affaires de France à Soleure : 228

Balet, Germier, beau-fils de Michel Rouiller : 173

von Balthazar (*Balthazar*), Joseph-Antoine-Félix (1736-1810), auteur des *Libertés de l'Eglise helvétique* (trad. franç. par B. P. Viend, Lausanne, 1770, 148 p.) : 50

Barberini (*Barberin*), Emmanuel (Joseph-) (1733-1807), banneret de Sion, anc. chât. de Vionnaz-Bouveret 1757-1759, m. de la commission : 130, 145, 172, 174



- Barchet, v. Baruchet
- Barlaley (*Barlatay, Barlattay, Barllatey*)
- famille ou frères : 83-84, 88
  - Jean (-Gabriel) (1749-1828), frère de Pierre, marchand, syndic de Monthey : 77, 79, 81, 90, 108, 115, 138, 200, 202, 318, 349
  - Jean-Claude (1749-1818), procureur d'église et de dizain, voisin de Pierre Guillot : 55, 77, 81, 84, 90, 141, 202, 245, 256, 311-312, 341
  - Jean-Pierre (1751-1830), anc. syndic de Monthey : 141, 155, 171, 352
  - Pierre (-Antoine) (1747-1822), frère de Jean : 77, 115
- Baruchet (*Barchet, Baruche, Baruchés, Bayrischez, Berchet*)
- personnes non identifiées : 30, 192
  - neveu de Pierre Guillot, horloger en Piémont : 79, 231, 257, 264, 283, 311
  - Jean-Evangéliste-Nicolas (1758-1834), notaire, curial et châ. du Bouveret, fils de Joseph-Antoine et frère de Joseph-Antoine : 21-22, 76
  - Joseph-Antoine, père (1730-1794), de St-Gingolph : 22, 231
  - Joseph-Antoine, fils (\* 1756) frère du châtelain : 76
- Beer, v. Berra
- Beley, Bellay, Bellé, Bellei, Bellet, Belley, v. Rey-Bellet
- Bellon (*Belon*), famille : 164
- Jean-Joseph, sergent de Troistorrents : 86-87, 164
- Berchet, v. Baruchet
- Bernard-Avocat-Rouge, Marie-Maurisa, v. Robiquet
- Bérod (*Béront, Beroud, Berrod, Berrou, Berru, Berrut, Berud, Berut*)
- Jean-Maurice (1754-1825), fils de Pierre-Maurice, mari (1781) de Marie-Josèphe Thomas, beau-frère de Gaspard Thomas et de Pierre Rey : 16-17, 27, 39, 42, 50, 71-72, 104, 118-119, 132, 180, 182-183, 187, 196, 205, 213, 220, 225, 227, 242-243, 254, 260, 279, 288-289, 304, 319, 359, 361, 367, 370, 373-374, 379
  - Joseph-Antoine : 242
  - Marie-Josèphe (1754-1830), fille de Jean-Louis Thomas et de Marie-Angélique Charray, sœur d'Anne-Marie, de Gaspard et de Jean-Baptiste Thomas, femme (1781) de Jean-Maurice Bérod : 18, 32, 180, 289
  - Pierre-Maurice (\* 1725), père de Jean-Maurice, de Val-d'Illiez : 118-119, 132, 241-243
- Berra (*Beer*), Baptiste (Jean-) († 1811) : 203
- Berrod, Berroud, Berru, v. Bérod ou Berrut
- Berrut (*Béront, Beroud, Berrod, Berrou, Berru, Berud, Berut*)
- châtelain : 319
  - Catherine, v. Delherse
  - Claude, frère de Jean : 122-124, 134-135, 137-140
  - Jean, de Corella : 122, 139
  - Jean-Claude, de Colaire : 122-124, 135-136, 139
  - Jean-Claude, conseiller de Troistorrents : 116, 123
  - Jean-Louis († 1809), curé de Collombey 1759-1790, aumônier des religieuses 1790-1809 : 36
  - Jean-Maurice, v. Bérod
- Bersoud, v. Bressoud
- Berut, Berut, v. Bérod ou Berrut
- Besson, François, de Châtillon : 106
- Marie-Ginette, de Salins : 162, 164
- Biod, Jean-Pierre, cabaretier à Samoëns : 119, 346
- Biollay, Pétronille, v. Rey
- Blanc, Joseph, de Monthey : 84, 89, 141, 288
- Blanc-Donnet, Jean-Joseph, syndic de Troistorrents : 72
- Blatter, Joseph-Antoine (1740-1807), évêque de Sion 1790-1807 : 50, 111, 189, 198, 217, 234-236, 238, 241, 247-248, 260, 265, 278, 296, 300
- Boccard, v. Jean-Cl. Avanthey, dit —
- Bois, Bois-Favre, Boy, v. Caillet-Bois ou Favre
- Bollut (*Bollud*), Jean-Claude, conseiller de Troistorrents : 116, 122, 133, 139
- Borasson, Borazon, v. Rey
- Borgeaud (*Borjeaux*)
- Catherine, v. Du Fay
  - Claude, lieut. du châ. de Muraz : 73
- Borra, v. Borrat
- Borrachon, Borrasson, v. Rey
- Borrat (*Borra, Borrad, Borrad-Sannoté, Borraz, Petit-Borrat*)
- Andrée (et non Marguerite), née Vernaz, femme (1757) de Jean-Claude Borrat, mère de Jean-Louis : 176
  - Anne-Marie (\* 1743), née Ecœur, femme (1789) de Jean-Louis Borrat : 177, 304
  - Cécile, pupille de Marie-Christine Borrat : 177
  - Fr. [François ?] : 280
  - Jean-Claude († av. 1791), père de Jean-Louis : 110, 176, 329
  - Jean-Claude : 177
  - Jean-Joseph, de Collombey-le-Grand : 35, 165, 270-271, 296
  - Jean-Louis (1764-1791), dit aussi Petit-Borrat, fils de Jean-Claude et d'Andrée Vernaz, mari (1789) d'Anne-Marie Ecœur, pendu à Sion le 19 novembre 1791 : 28, 33, 36, 42-43, 52, 54-55, 64,

84, 90, 93, 110, 114, 147, 149, 162, 176, 189, 197, 211, 214-215, 219, 222-223, 246, 255, 270, 274, 278-282, 284-288, 291-305, 307, 313, 315-317, 320-321, 328-330, 332-337, 343-344, 359, 363, 370, 381

- Jean-Maurice : 28, 289
- Jérôme, dit Perrin (1760-1821) : 355
- Joseph, v. Jean-Joseph
- Marie-Christine (\* 1758), sœur de Jean-Louis : 177, 279, 281, 290
- Pierre (-Claude) (1767-1829) : 289

Borrat-Besson (*Borrad*), Maurice : 177

Borraz, v. Borrat

Borrazon, v. Rey

Bosson, du —, v. Dubosson

Bourqué, Jean : 270

Bouvier : 53

Bovard (*Bovar*, *Boward*),

- frères, de Bex : 24, 40, 45-47, 153, 193-195, 208, 219-221, 226, 242, 258, 279, 308-309, 323
- soldat : 262
- Emmanuel (Antoine-) (1757-1817), des Prabys ; 49, 72, 105-106, 116, 120
- J. : 289
- Jean-Joseph, de Val-d'Illiez : 377
- Jean-Louis (1756-1817) : 27
- Jean-Maurice : 185
- Marie-Christine : 69, 71

Bovéry (*Bovéri*)

- sergent de Monthey : 163, 229
- Jean-Joseph, syndic de Monthey : 55, 100-101

Boward, v. Bovard

Bressoud (*Bersoud*)

- Amé, de Torgon : 128
- Nicolas, père de Pierre : 145
- Pierre : 130, 145

Briguet, Joseph-Sébastien (-Ignace) (1759-1808), prieur de Val-d'Illiez 1790-1808 : 18, 49, 185, 196, 238, 297, 313, 358, 371, 375

Broyères, Jean-Pierre, Français établi à Saillon : 166

Bruttin, de Sion : 161

- Maurice (1745-1804), curé de Troistorrents 1770-1804, surveillant du décanat de Monthey 1781-1804 : 105, 111, 140, 142, 185, 208, 236, 238, 240, 250, 297, 314

## C

Caillet (*Calliet*), Laurent, de Massongex : 207

Caillet-Bois (*Bois*, *Boy*, *Caillet*, *Cailliébois*, *Cailliet-Boy*, *Callie-Bois*)

- personne non identifiée : 254
- Claude-Antoine (1743-1808) : 106, 237, 289

- Jean : 178, 290, 319
- Jean-François : 178, 290, 319
- Jean-Louis : 114
- Mathias (1750-1817) : 178

Carpzov (*Carpzovius*), Benoît (1595-1666), auteur de nombreux ouvrages de droit : 248, 371, 373

Carraux (*Carrau*, *Carreau*, *Carreaux*, *Carro*, *Carron*, *Carroni*, *Carrot*, *Carroz*)

- frères, de Collombey : 64, 68, 74, 85, 141, 170-171, 317, 354
- Catherine (1758-1816) : 295
- Jean-Didier (1760-1809) : 58, 60, 76, 162, 171, 189, 270, 348, 350-351
- Jean-Joseph : 271
- Jean-Michel (1766-1849) : 163
- Jean-Pierre (1763-1834) : 270
- Joseph (Jean-) (\* 1766), dit Joson ou « l'abbé », domestique des religieuses de Collombey : 55, 57-60, 62-63, 68, 70, 74-75, 85, 148, 162, 165, 170-171, 211, 213, 265-268, 270, 289, 298, 345, 347
- Pierre (-Maurice) (1763-1837), frère de Joseph : 58, 60, 67, 74-76, 162, 171, 189, 270, 350-351

Cassignol, Jean-Joseph (1753-1800) : 159

Castella (*Castelar*, *Castellaz*), Jean-Nicolas-André (1739-1807), du Club helvétique de Paris : 15, 38, 237, 240

Cervas, v. Chervaz

Chaignon (*Cheignon*), abbé de — : 43, 270, 296

Chapelay (*Chapelet*, *Chapellet*, *Chappeley*)

- Cécile, v. Rey
- Innocent (Alexis-) († 1844), recteur de l'hôpital de Monthey : 111
- Laurent : 69-70, 87
- Marie-Antoinette, v. Marclay

Chapelle (*Chappelle*), Michel, du val d'Anniviers : 159-161

Chapellet, Chappeley, v. Chapelay

Chappex, Jean-Michel (1764-1816) : 113, 163

Charray (*Charrat*), Angélique, v. Thomas

Charvan, Charvaz, v. Chervaz

Charvet, Hildebrand (Maurice-) († 1833), sautier de la ville de Sion, secrétaire de la commission : 191, 228

Chasse, Jean, de Vérossaz : 157, 159-161, 180-181, 221, 310

de Chastonay (*Chastoney*)

- personne non identifiée : 241
- Félix, anc. grand châ. du diz. de Sierre, m. de la commission : 192, 228, 315-316, 323, 325, 335-336, 342
- Pierre-Joseph (\* 1754), curial, secrétaire et examinateur de la commission : 175, 180, 184, 191-192, 228, 310, 314, 337, 367, 370

Cheignon, v. Chaignon

Cherix (*Cherrit, Chery*), maître armurier à Monthey, puis à Bex : 114, 179

Chervaz (*Charvan, Charvaz, Chervat, Sarvaz, Zerva, Zervas*)

- Claude (-François) (1742-1798), père de Jeanne-Françoise, oncle de Joseph Carraux : 165, 270, 296
- Hyacinthe (Pierre-) (\* 1769) : 270
- Jean-Claude (1755-1829), frère de Jean-Michel : 60, 64, 163, 270, 354
- Jean-Michel (\* 1760) : 64, 163, 270, 354
- Jeanne-Françoise (\* 1768), fille de Claude : 296
- Pierre (-Guillaume) (1737-1797), oncle de Joseph Carraux : 73, 75, 214

Chery, v. Cherix

Cheseaux, Jean-Pierre (1769-1840) : 166-167

Chiner, v. Schiner

Chomel, auteur d'ouvrages de médecine et de botanique : 286

Claret, Jean (1729-1812), chât. de Choëx 1761-1791 : 30, 52, 79, 90, 112, 179, 203, 216, 257, 280, 318

- Jean-Joseph, de Troistorrents : 207
- Ursule, v. Guillot

Clément (*Clemens, Clements, Clemenz*)

- Jean-Maurice (1736-1810), vicaire de Val-d'Illeiez 1781-1810 : *passim*
- Joseph (-Antoine) (1768-1848), de Champéry : 233

Clément-Nantermod, Jean, v. Nantermod, Jean-Clément

Clements, Clemenz, v. Clément

Collet, Nicolas († 1803) : 109

Collet, v. Gex-Collet

Colombe (Jean-Joseph Perroud) (1757-1793), père capucin, assiste Barthélemy Tormaz avant son exécution : 348

Combe (*Combes*)

- Anne-Marie (1739-1793), fille de Jean Rey et de Jeanne-Marie Marclay, sœur de Pierre, femme de Jean Combe : 35, 221
- Jean († 1788), de Massongex : 42

Coppex (*Copet, Coppet, Coppez*)

- Hyacinthe, de Vouvy : 172, 175, 191-192, 203-204, 210, 282
- Pierre : 172

Cornut (*Cornu, Cornuz*), Emmanuel († 1801), chât. de Vouvy : 48, 130, 172, 271, 306, 310, 341

des Costes (*Coste*), v. Delacoste

Cottet, Guérin : 138-139

de Courten (*Courte, Decourten*)

- régiment : 109
- colonel : 272
- Libérat (Joseph-Eugène-) (1751-1832), secrétaire du conseil de la ville de Sion, secrétaire de la commission : 175-176, 180, 184

Couttet, Joseph : 234

Crépin (*Creppin*)

- veuve : 355
- Guillaume (1729-1801), voisin de Pierre Guillot : 30, 109

Culaz (*Culoz*), dame de Morillon : 106

Curdy (*Curdi*), Bernard (1756-1810), officier : 22

Cussi, médecin : 225

## D

Dallèves, de Martigny : 311

Darbellay (*d'Arbelley, Darbelay, Darbelley*), Hyacinthe (1741-1811), lieut. gouverneur de Monthey : 17, 50, 53-55, 64, 68, 141, 150, 171, 183, 186-187, 189, 205, 214, 224, 227, 257, 269, 293, 320, 349, 351, 353, 362

Daves (*Dave*), Anne-Marie, de Châtel, servante chez Pierre Guillot : 56, 166.

Decourten, v. de Courten

Défago (*de Fago, Defagot, Defagoz*)

- personne non identifiée : 80
- Anne-Marie (1773-1834), fille de Jean-Claude, sœur de Cécile et de Joseph-Antoine : 196, 241
- Antoine (1740-1817), de Val-d'Illeiez : 104, 106, 116
- Cécile (Marie-) (1772-1809), fille de Jean-Claude, sœur de Joseph-Antoine : 49, 110, 125, 127, 132, 196, 206, 241, 243, 346, 360, 371-372, 375, 382
- Claude, v. Jean-Claude
- Claude-Hubert (1749-1809), fils de Claude-Maurice, menuisier : 280
- Claude-Maurice (1707-1765) : 280
- Jean-Claude (1736-1816), de Buchelieu-le, laboureur, beau-frère de Pierre Rey, mari (1771) d'Anne-Marie Perrin, cousine germaine de l'abbé Durier, père de Cécile, d'Anne-Marie et de Joseph-Antoine : *passim*
- Jean-François (\* 1740) : 178, 290, 319
- Jean-Joseph : 187
- Joseph-Antoine (\* 1774), fils de Jean-Claude : 110, 127, 132, 196, 206, 241, 249, 360, 372, 381-382
- Marie-Christine, v. Rey

Défonté (*de Fonté, Defonte, Delfonte*)

- sergent de Monthey avant Pierre Guillot : 202
- Jean-Joseph (1746-1820), officier gouverneur, cabaretier : 55, 76, 79, 95, 98, 108-109, 112-113, 128, 179, 239, 267, 272, 292, 305-307, 310, 317-318, 350

Delacoste (*Coste, des Costes*), marchand : 118, 345

Delairsse, v. Delherse

Delanvers, v. Delenvers

- Delavallaz, v. de Lavallaz  
 Delcet, v. Delseth  
 Delenvers (*Delanvers, L'Envers*), Louise, v. Preux  
 Delerse, Delersse, Delerssez, Delerze, v. Delherse  
 Délez, de Vérossaz : 150  
 Delfonte, v. Défonté  
 Delherse (*Delairsse, Delerse, Delersse, Delerssez, Delerze, Lerssez, de Lersse*)  
 — Catherine, née Berrut, femme (1752) de Claude Delherse, mère de Claude-Louis : 353  
 — Catherine, v. Franc  
 — Claude († 1806), forgeron à Collombey, mari (1752) de Catherine Berrut, père de Claude-Louis, de Catherine, de Véronique, de Louise : 70, 170, 214, 348, 353, 380  
 — Claude-Louis (1753-1811), forgeron à Monthey, mari (1779) de Julienne Meythiaz : 29, 43-45, 54, 58, 61, 63, 65-69, 76, 84-85, 89-90, 102-103, 138, 141, 155, 162, 170-171, 189-190, 200, 203, 269-271, 276-277, 284, 286-287, 292-295, 299-303, 306, 312, 339, 349-353, 356, 360, 362, 366, 368, 376-380, 382-384  
 — Julienne (Marie-J'-Victoire) (1756-1830), née Meythiaz, femme de Claude-Louis Delherse : 277, 353, 378  
 — Louise (Marie-Pétronille-) (1770-1831), fille de Claude, sœur de Véronique : 69, 165, 170, 296  
 — Véronique, v. Perrayaz  
 Dellavalaz, v. de Lavallaz  
 Delmonté : 275  
 Deloges, v. Desloges  
 Delovina, v. de Lovina  
 Delseth (*Delcet, Delset, Delzet*)  
 — dame : 156  
 — Claude († 1808), de Vionnaz : 79, 127, 129  
 — Jean, métral de Vionnaz : 48, 93-94, 116, 129-130, 144, 272, 274, 310  
 — Joseph, beau-père de Joseph Guérin : 128  
 Demengeoz, v. Domenjoz  
 Denucé, v. de Nucé  
 Dépraz, cafetier à St-Maurice : 178, 290  
 Derivaz, v. de Rivaz  
 Derupté, Deruptet, v. Durupté  
 Des Costes, v. Delacoste  
 Desepibus, v. de Sépibus  
 Desloges (*Deloges*), Georges-Chrétien (\* 1760), médecin de St-Maurice : 159, 161  
 Devantéry (*Devanteri, Devanthari, Devantheri, Devanthery, Deventhery, de Vantery, de Vanthery*), Jean (-Joseph-Gabriel) (1736-1808), cap. général du gouvernement de Monthey 1764-1792 : 17, 37-38, 44, 48, 50, 53, 56-57, 61-62, 64, 66, 68, 82, 90, 92-93, 95, 104-106, 121, 139-142, 145-146, 148, 166, 171, 186-187, 201, 208, 214-215, 224, 227, 229, 231-233, 238-239, 269-270, 272, 275, 277, 287, 294-295, 300, 307, 312-313, 333, 341, 353, 362-363, 365  
 Dognier, Barthélemy (1720-1809), châ. de Val-d'Illiez 1768-1792 : 21, 27-28, 49, 104-106, 112, 116, 119, 148, 185, 196, 207, 216, 263, 313, 376  
 — Marie-Christine, v. Durier  
 Domenjoz (*Demengeoz, Domainjo, Domengeoz, Domingeo, Dominjo, Dominso, Dommengen, Dommengo, Dumainjo*), Pierre-François (1750-1798), boulanger, syndic de Monthey : 44, 52-54, 56, 91, 95, 108, 294, 299  
 Donnet (*Donet, Donné*)  
 — famille : 84, 88  
 — frère de Baptiste : 77, 115  
 — Baptiste, de Troistorrents : 77, 115  
 — Jean († 1792), châ. de Collombey-Muraz : 73  
 — Jean, de Troistorrents : 122, 139  
 — Jean-Baptiste, conseiller de Troistorrents : 116, 122  
 — Jean-Joseph, sergent et marguillier de Monthey : 30, 86-87, 90, 208  
 — Jean-Joseph, anc. syndic et conseiller de Troistorrents : 124, 137-138, 140  
 — Jean-Joseph, du Giésot, conseiller de Troistorrents : 125  
 — Jean-Joseph (1754-1808), notaire et curial de Troistorrents : 149, 154-155  
 — Jean-Maurice : 271  
 — Jérôme († 1781), mari (1769) de Thérèse Raboud : 122, 133  
 — Marie-Josèphe, v. Martin  
 — Maurice, de Monthey, père de Pierre-Maurice : 52, 55, 77, 79-80, 84, 349-350  
 — Pierre-Maurice, fils de Maurice, neveu du sergent Jean-Joseph : 82-84, 88, 349-350, 363, 379  
 — Thérèse († 1803), née Raboud, femme (1769) de Jérôme Donnet : 122, 133  
 — Thomas : 348  
 Doron, v. Pierre-Maurice Avanthey, dit — Dubosson (*du Bosson*)  
 — François, anc. syndic de Troistorrents : 124  
 — Hyacinthe ou Joachim, major et lieut. de Troistorrents : 104-105, 116, 121, 134-136, 139-140, 208  
 — Pierre-Joseph, conseiller de Troistorrents : 137  
 Dubuis : 210  
 Duc, de Samoëns : 23  
 Ducroix, Marie-Pétronille, v. Galley

Du Fay (*Dufay, Fay*)

- candidat vice-métal de Troistorrents : 134
- Catherine (Anne-) (1729-1810), née Borgeaud, femme (1779) de Pierre-Didier Du Fay : 58
- Joseph, de Collombey, dit Joson : 287
- Marie (-Pétronille), v. Tormaz
- Pierre (-François-Marie-Joseph-Ignace) (1761-1834), vice-chât. de Collombey : 116, 121
- Pierre-Didier (1731-1801), lieut. de Collombey, mari (1779) de Catherine Borgeaud, oncle de Barthélemy Tormaz : 52, 58, 60-61, 64, 68, 73, 144, 148, 165, 272, 286-287, 297, 300, 310, 353, 363
- Pierre-Louis (P'-François-L') (1736-1788), banneret général du gouvernement de Monthey 1776 : 203, 353
- Pierre-Maurice (1726-1797), frère de Pierre-Didier, beau-père de Barthélemy Tormaz : 52, 57-58, 60-61, 144, 189-190, 270

Dufour, père de Barthélemy, sergent de Vionnaz : 64, 295

- Barthélemy, caporal de Vionnaz : 53, 64, 162, 295, 298
- Michel (1768-1843), de Vionnaz, avocat, docteur en droit : 128

Dumainjo, v. Domenjoz

Dure, v. Dürr

- Durier, frères et divers non identifiés : 28, 55, 69, 109, 188, 197, 237, 258, 287, 361, 365
- Claude (1751-1811), frère de Joseph-Antoine : 106, 236, 289
- Claude-Joseph (1756-1833), vicaire de Troistorrents 1789-1791 : *passim*
- Jean-Claude (1753-1819), dit le Gros-Durier : 16, 22, 68-69, 111, 185, 196, 287-289, 306
- Jean-Joseph (1745-1791), frère de Claude-Joseph, dit le Borgne, habite Monthey (En Place), pendu à Sion le 19 novembre 1791 : 42-45, 48-50, 53-54, 61, 63-64, 66-67, 90, 99, 108, 112, 127, 132-133, 141, 147, 164, 171, 188, 190, 193-194, 197, 206, 209, 235-237, 239, 246, 249, 251-252, 258, 270, 273-274, 276, 279-281, 284-288, 290-292, 294-297, 299, 301-303, 314, 317-320, 329-337, 343-344, 348, 354, 360, 363, 372, 378
- Jean-Louis (1743-1815), frère de Claude-Joseph : 109, 236, 319, 360
- Jean-Louis (1749-1822), mari (1791) de Marie-Christine Dognier, nièce de Barthélemy : 178, 192-193, 251, 287, 319
- Joseph-Antoine (1744-1811), syndic de Val-d'Illeliez : 33, 106, 185, 187, 209, 289, 362, 366

- Marie-Christine (1749-1812), née Dognier, nièce de Barthélemy, femme (1791) de Jean-Louis Durier : 178
- Pierre-Maurice (1751-1822), cousin de Claude-Joseph : 23, 33, 121, 130, 133, 173, 185, 187, 189, 366, 372, 374-375
- Dürr (*Dure*), tanneurs à Bex : 179
- Durupté (*Derupté, Deruptet, Duruptet*), cap. de Monthey : 44, 277, 294

## E

Eborrad, v. Es-Borrad

Ecœur, Anne-Marie, v. Borrad

- Claude, officier et métal de Val-d'Illeliez : 23
- Claude-Pétremand : 177
- Jean-Joseph, de Collombey-le-Grand : 270

L'Envers, v. Delenvers

Es-Borrad (*Eborrad*)

- personne non identifiée : 205
- Jean-Joseph, anc. syndic : 106, 186-187
- Exquis (*Esquis, Esquix*), Joseph-Gaspard (1747-1808), chanoine, procureur de l'Abbaye de St-Maurice, abbé 1795-1808 : 150-152, 157, 161, 257, 313

## F

de Fago, v. Défago

Fajon, châ. de Bex : 34, 39

Favre (*Bois, Bois-Favre, Boy, Favre-Bois, Favroz*)

- famille de Monthey : 317
- Jean-Claude, père, bourgeois de Monthey, pintier : 83-84, 88, 100, 102
- Jean-Claude, fils, ami de Pierre Guillot et de Jean-Claude Tormaz : 52, 55-56, 88-90
- Jean-Joseph, maréchal, locataire de Pierre Guillot : 56, 202

Fay, v. Du Fay

Fer, v. Fert

Ferret, Marguerite, v. Perrinnaz

Fert (*Fer*)

- Joseph-Antoine (1752-1836), frère de Pierre-Maurice : 106
- Pierre-Maurice (\* 1748), de Val-d'Illeliez : 106, 116, 120, 131, 174
- Fiffine, cuisinier à la Croix-Blanche, à St-Maurice : 158
- Fischer, Emmanuel-Frédéric (1732-1811), général, plénipotentiaire du gouvernement bernois dans le Pays de Vaud : 25, 28, 147, 365
- Flandrin, Baptiste : 158
- Flautet, Antonia, v. Vitte
- de Fonté, v. Défonté
- Foretay (*Forettay*) : 55, 165

Fornage (*Fornageos, Fornageoz, Fornajeoz*)

- frères : 56, 81, 86-87, 90, 317
- François, frère de Joseph : 124
- Jean-Claude (\* 1767), frère de Pierre-Louis, ouvrier et ami de Pierre Guillot : 53, 63, 87, 162, 164
- Joseph, de Troistorrents : 124
- Louis († 1790), des Neyres, père de Jean-Claude et de Pierre-Louis : 53, 86-87
- Pierre-Louis (1764-1835), ouvrier et ami de Pierre Guillot : 53, 63, 86-87, 162, 164-165

Fornay (*Forney*), Jean-Claude : 229

Fracheboud (*Frachiboud, Fracibouz*)

- Jean : 145
- Jean-Joseph, cabaretier : 145
- Louis : 130, 145

Fragnière (*Fragnières, Franier*)

- personne non identifiée : 81, 238
- Jean-Pierre, de Monthey : 102, 104

Franc, famille et divers non identifiés : 238, 281, 311

- Bonaventure, v. Jean-Bonaventure
- Catherine (1756-1827), fille de Claude Delherse et de Catherine Berrut, femme (1786) de Joseph Franc : 61, 66-67, 69, 170, 270, 296
- Catherine (Marie-) (1760-1836), sœur de Marguerite : 298
- Claude (-François) (1730-1805) : 74, 270
- Emmanuel (Joseph-E'-Marie) (1738-1809), dit « l'Américain », frère d'Hubert, lieut. du châ. de Monthey : 53-54, 64, 68, 81, 95, 108, 110, 112, 141, 164, 171, 198, 201, 214, 231, 246, 256-257, 264, 269-270, 272, 275-276, 284, 287, 289, 293-294, 299, 310-311, 313, 320, 322, 330-333, 338-339, 341, 353, 363
- Hubert, Humbert, v. Joseph-Hubert
- Ignace : 298
- Jean (-Joseph) (1726-1781), père de Joseph, de Monthey : 62, 65, 87, 108, 170, 377
- Jean-Bonaventure (1753-1808), curé de Massongex 1787-1798 : 194, 199, 309
- Jean-Michel (1740-1821), de Monthey : 55, 77, 79-80, 90
- Joseph († av. 1791), officier de Monthey : 56
- Joseph (Jean-) (1760-1807), fils de Jean, mari (1786) de Catherine Delherse, cabaretier à Monthey, voisin de Jean-Joseph Durier : 62, 65, 67, 70, 87, 89, 108-110, 141, 165, 170, 214, 270, 296, 354, 377
- Joseph-Antoine (1741-1804), régent à St-Maurice : 150-151, 153, 158, 162, 274
- Joseph-Hubert (1743-1818), frère d'Emmanuel, procureur à Monthey : 29, 52-

53, 55, 61, 64, 68, 77, 79-80, 89-91, 95, 108, 110, 112-113, 141, 164, 171, 214, 256, 269, 271, 287, 293-294, 299, 305, 320, 353-354, 363

- Madeleine, v. Martin
- Marguerite (Marie-) (\* 1771), sœur de Catherine : 298
- Maurice (Pierre-) (1765-1810), fils de Pierre : 74-75, 84, 99, 107, 237, 270, 294
- Pierre (-Guillaume) (1734-1805), syndic de Collombey : 57, 61, 74-75, 84, 107, 270, 348
- Pierre, cordonnier à Monthey, habite près de Pierre Guillot : 55, 95, 97, 163, 169
- Théodore, bourgeois de Monthey, cabaretier à Collombey : 55, 98, 102, 190

François, v. Marc-François Grenaud

Franier, v. Fragnière

von Frölichsburg, Johann-Christian, auteur de *Commentarius in Kayser Carl des Fünfften, und des H. Röm. Reichs Peinliche Halsgerichts-Ordnung...* : 248, 342, 371, 373, 375

Fuchs, v. Fux

Fumey, Joseph-Antoine († 1792), châ. de Vouvry : 158, 192, 272

Fux (*Fuchs*), Pierre-Nicolas (1743-1824), châ. de Vionnaz-Bouveret 1779-1781, châ. du diz. de Viège, m. de la commission : 191-192, 227, 315-316, 322, 324, 334, 336, 342, 367, 369, 378-379

## G

Galley (*Gallay*)

- Barthélemy (1734-1797), châ. de Monthey, mari (1761) de Marie-Pétronille Ducroix (1740-1797) : 44, 51, 59, 61, 63-64, 66-68, 79, 81-84, 88, 90, 93, 95-96, 98-99, 101-103, 107-110, 112-113, 128, 141, 164, 171, 201, 214, 229, 231, 245, 256, 269-270, 272, 275-277, 287, 293-295, 299, 307, 310-313, 320, 331, 334-335, 338-341, 353-355, 363, 377
- Marie-Pétronille, née Ducroix, femme (1761) de Barthélemy Galley : 108

Gay, Gecoies, v. Gex-Collet

Geneivroz (*Geneivraz, Geneivre, Geneivro*), Jérôme (\* 1744), de Champéry : 105-106, 116-117, 119, 132, 185, 253, 292, 345

Gex-Collet (*Gay, Gecoies, Get-Collé, Gex, Guex*)

- Antoine (\* 1715), père de Maurice : 185
- Dominique (1760-1827), officier de Val-d'Illiez : 41, 49, 105, 121, 131, 174
- Jean : 215

- Jean-Joseph (1761-1807), frère de Dominique : 49, 104-105, 112-113, 121, 131, 147, 173, 188, 207
- Maurice (1763-1843), fils d'Antoine, officier : 114, 131, 133, 181, 185, 225, 236, 366
- Gillot, v. Guillot
- Girod, Claude : 293
- Gonnet (*Gonet*) : 27, 71
- Granger (*Grangé, Granget*)
- Marie-Françoise († 1814), belle-mère de Jean-Baptiste Vieux : 119
- Pierre, de Troistorrents : 124, 134, 136
- Gremu, v. Grenus
- Grenait, v. Grenon
- Grenaud, Marc-François, dit M. François : 146-147, 365
- Grenon (*Grenait*)
- Anne-Marie, v. Avanthey
- Barthélemy (1704-av. oct. 1791) : 106
- Jean-Louis (\* 1754), fils de Barthélemy : 106
- Jean-Louis (\* 1756), fils de Maurice : 41, 119
- Maurice (Jean-) (\* 1724) : 119
- Grenona, v. Claude-Joseph Avanthey, dit —
- Grenus (*Gremu, Grenoud, Grenuz*), Jacques (1751-1817), de Genève, avocat 1773, auteur de l'*Appel à la Nation...* : 33, 187, 225
- Grevat (*Greva*), Hubert (Joseph-) († 1803), recteur de l'hôpital de Monthey : 55, 82, 84, 99, 112, 202
- Grillet, Anne, de Monthey : 77, 80
- Grivet (*Grivel*), Joseph, tourneur fribourgeois : 55, 88, 95, 98, 294
- Gros-Bellet, Gros-Belley, v. Pierre-Maurice Rey-Bellet
- Guérin, Jean-Pierre, garde de Vionnaz : 90, 145
- Joseph, de Vionnaz, beau-fils de Joseph Delseth : 128
- Guéron (*Guerron*), Michel-Joseph († 1845), de Vionnaz : 128-129
- Guerraty (*Guerraty, Guerratty*)
- Jacques-Hubert (1749-1799), sergent de Monthey, beau-frère de Narcisse Pignat : 29, 57, 82-84, 88-90, 163, 377
- Jean-Antoine (1752-1806), lieut. de Monthey : 164
- Marie-Angélique (M'-Pétronille-A') († 1828), née Pignat, femme de Jacques-Hubert Guerraty : 29
- Guerron, v. Guéron
- Guex, v. Gex-Collet
- Guillot (*Gillot, Guiliod*)
- famille : 53, 56, 90, 261, 298
- Antoine (Joseph-A'-Pierre) (1693-1746), mari (1719) d'Ursule Claret, père de Pierre : 200

- Barthélemy (-Antoine) (1757-1834), fils de Pierre, curial, notaire de Monthey : 37, 53, 56, 81-82, 90, 95, 129, 142, 167-168, 200, 203, 230, 261, 274
- Marguerite (Marie-) (1718-1792), née Perrinnaz, femme (1756) de Pierre Guillot : 200
- Marguerite, v. Zumoffen
- Pierre (1727-1791), de Monthey, officier du conseil, 1<sup>er</sup> sergent de la milice, cabaretier, mari (1756) de Marie-Marguerite Perrinnaz, décapité à Sion, le 19 novembre 1791 : *passim*
- Pierre-Joseph (-Sébastien) (\* 1761), fils de Pierre, lieut. en Espagne : 200
- Ursule (Marie-) († 1765), née Claret, femme (1719) d'Antoine Guillot : 200

## H

Helflinger, Jean-Frédéric, résident de France en Valais 1788-1797 : 228

## J

- Jacquier-Perret (*Jaquier, Perren*), Michel, domestique de Jean-Maurice Rey : 218, 220-221, 313
- Jacquod (*Jaquod, Jaquot*)
- garde : 260-262
- frère d'un boucher de Bex : 179
- Jandet, v. Jeandet
- Jaquier, v. Jacquier-Perret
- Jaquod, Jaquot, v. Jacquod
- Jeandet (*Jandet*)
- personne non identifiée de Collombey : 55
- Emmanuel (Jean-Pierre-) (1771-1848), fils de Guillaume, laboureur : 163, 267
- Guillaume (Jean-) (1738-1794), conseiller de Collombey d'En Haut : 59, 62, 163, 267
- Jean-Didier (1756-1834), dit le Petit, de Collombey : 44, 61, 64, 66-68, 163, 277, 287, 295, 299, 317, 354
- Jean-Louis : 286, 299
- Jean-Pierre (1765-entre 1808 et 1810), frère de Jean-Didier : 60, 64, 66-68, 163, 285, 317, 354
- Joseph-Antoine (1741-1824), voisin de Jean-Joseph Durier : 109, 111
- Jean-Pierre, cordonnier allemand, à Vionnaz : 128
- Jordan, d'Evionnaz : 159
- Joris, Pierre (-Boniface) (1759-1813), curé de Collombey 1790-1796 : 165
- Jost, Jean-Joseph (1732-1805), anc. gouv. de Monthey 1787-1789, m. de la commission : 37, 81, 150, 174, 176, 180, 184, 191-192, 228, 315-316, 323, 325, 335-336, 342



Julier (*Jullier*), Jean-Joseph, trésorier d'Etat, m. de la commission : 174, 176, 180, 184, 191, 227, 315-316, 324, 333, 336, 342

## K

Kuntschen (*Kuenchen, Kuentschen*), François-Paul (-Xavier) (1725-1810), châ. de Sion, m. de la commission : 191-192, 223

## L

Lagger, Nicolas, anc. major de Conches, m. de la commission : 353, 368-369, 379  
Lamon, Michel (-François) († 1816), sénateur de Sion : 348  
Landry, Pierre (1743-1799), de Salvan, curé de Monthey 1791-1799 : 111, 202, 354, 377  
Lange, Jean-François (1758-1836), procureur de Troistorrents : 116, 122, 139  
Laroche (*de La Roche*), Joseph, de Vouvré : 94, 144-145  
de Lavallaz (*Delavallaz*) : 301  
de Lerssez, Lersse, v. Delherse  
Longeat (*Longin, Lonjean*)  
— Claude († 1791), métrol de Massongex : 178, 226  
— Claude-Louis, fils de Claude, batelier à Massongex, voisin de Jean-Maurice Rey : 45-46, 178, 219, 226, 374  
Lorétan (*Loretang*), tenancier de bains : 161  
de Lovina (*Delovina, de Lovine*), Joseph, notaire, grand châ. de Sierre, m. de la commission : 174, 176, 180, 184, 191-192, 228, 315-316, 323-324, 335-336, 342, 353, 368-369, 379

## M

Machard : 81  
Maier, v. Meyer  
Maillood, v. Marioud  
Mandrin, Louis (1724-1755), bandit français : 124  
Marclay (*Marclai, Marclé*)  
— Antoine (1750-1812) : 179  
— Jean (\* 1728), syndic de Val-d'Illiez : 20, 42, 49, 185, 196, 237  
— Jean-Gaspard (J'-Antoine-G') (1736-1823) : 237  
— Jean-Maurice (\* 1732) : 119, 346  
— Jeanne, v. Rey  
— Louis (1701-1785), médecin de Val-d'Illiez, père de Marie-Louise et de Victoire : 357

— Marie-Antoinette, femme d'Antoine : 179  
— Marie-Louise, v. Médico  
— Victoire, v. Avanthey  
Marguerettaz (*Margueretta*), Jean-Pantaléon, d'Aoste, mais habitant St-Maurice et Vérossaz : 167-168  
Mariaux (*Marieaux*), Jean-Pierre : 94, 144  
Mariétan (*Mariettan*)  
— Claude-Antoine (1744-1825), de Bucheliule : 106  
— Jean : 131  
— Jean-Louis : 106, 178, 319, 364  
— Pierre-Joseph (1760-1814) : 290, 319  
Marioud (*Maillood*), deux frères, de Vionnaz : 128  
Martel, Joseph, de Sallanches : 21  
Martenet (*Martinet*)  
— Claude (Jean-) (\* 1757), de Troistorrents, frère de Jean et de Jean-Joseph : 135  
— Jean, fils : 87, 121-125, 135, 137-140, 164  
— Jean-Joseph (1755-1823) : 122, 139  
— Maurice : 138-139  
Martin, Antoine (Joseph-) (1752-1821), de Monthey : 163, 349-350  
— Gaspard († 1839), du val d'Anniviers : 159-161  
— Jean (-Jacob-Charles) (1742-1816), cafetier, officier à Monthey, père de Marie-Péronne : 42-44, 54-55, 61-64, 66-67, 73, 84-85, 94, 97, 100, 103, 106, 110, 138, 144, 162-163, 165, 179, 189-190, 215, 267, 276-277, 280-281, 284-286, 288-293, 295-297, 299-305, 317-320, 352-356, 362-363  
— Joseph († av. 1791), mari (1756), de Madeleine Franc : 56  
— Madeleine (Marie-M'-Rose) (1733-1793), née Franc, femme (1756) de Joseph Martin : 56  
— Marie-Josèphe († 1814), née Donnet, femme de Jean Martin : 296  
— Marie-Péronne (M'-Josèphe-Pétronille) (1769-1838), fille de Jean : 103, 106  
Martinet, v. Martenet  
Matter, Jean (-Guillaume) († 1821), anc. bailli et major de Loèche, châ. du diz. de Loèche, gouv. de Monthey 1779-1781, m. de la commission : 23, 210, 353, 368-369, 379  
Maurisod, v. Morisod  
Mayer, Mayr, v. Meyer  
Médico, Marie-Louise (1738-1812), fille de Louis Marclay et de Madeleine Avanthey, femme (1766) de Pierre-Adam Médico : 69, 72, 106, 207  
— Pierre (Jean-P'-Adam) (1739-1788), négociant à Val-d'Illiez, mari (1766) de Marie-Louise Marclay : 23-24, 71-72, 105-106, 117-118, 131, 142, 207, 345

- Pierre-Julien (1767-1827), fils de Pierre, marchand à Troistorrents et à Val-d'Illiez : 118, 154-156
- Meillat (*Melliat, Meyllat*), Joseph-Antoine (1754-1794), curial, greffier du gouv. de Monthey : 306-307, 324-325, 327
- Meilleret (*Meilleiret, Mellairet, Mellieret, Milleret, Millerey*)
  - Jean (1763-1845), frère de Pierre-Maurice : 266, 289, 313
  - Jean-Baptiste, de Champéry : 105, 116, 118-119, 345
  - Jean-François : 253
  - Pierre-Maurice (1750-1818), recteur de Champéry depuis 1781 : 119, 289, 297, 365
- Meittiaz, v. Meythiaz
- Mellairet, Mellieret, v. Meilleret
- Melliat, v. Meillat
- Mercier, personne non identifiée : 29, 295
  - André, cafetier à Monthey : 56
- Methyaz, v. Meythiaz
- Mettan, Jacques-Joseph : 181
- Mettiaz, Mettyat, v. Meythiaz
- Meyer (*Maier, Mayer, Mayr*), cap. de compagnie : 77, 115
- Meyllat, v. Meillat
- Meythiaz (*Meittiaz, Methyaz, Mettiaz, Mettyat*)
  - Catherine, v. Rouiller
  - Cécile : 353
  - Jean-Claude, de Troistorrents : 289, 304
  - Jean-Joseph : 115
  - Julienne, v. Delherse
  - Nicolas (Jean-N'-Guillaume) (1770-1830), de Troistorrents : 154, 156, 279
- Michaux, François, de Bex : 179
- Milleret, Millerey, v. Meilleret
- Mosche (*Moché, Mosche*)
  - François (Pierre-) (1767-1837), laboureur de Collombey-le-Grand : 270
  - Jean-Michel (1733-1797) : 56, 58
  - Maurice (Pierre-) (1737-1817), frère de Jean-Michel : 58, 165, 213, 298
  - Pierre, conseiller et anc. syndic de Collombey-le-Grand : 73, 75
- Molard (*du Molarre, Mollar, Mollard*), aiguiser : 18, 50, 188, 224, 237, 327
- Monay (*Monet, Monnay, Monney*)
  - famille : 77, 115
  - Hubert, syndic de Troistorrents : 124
- Montmorin de Saint-Hérem, Armand-Marc, comte de — (1745-1792), ministre français des Affaires étrangères 1787-1791 : 228
- Morand (*Moran*)
  - François (-Joseph) († 1826), chapelier à Monthey : 30, 90-93, 140, 203-204
  - Joseph (1739-1809), aubergiste à Martigny : 303, 314, 319, 321

- Morisod (*Maurisod*)
  - Jean-Claude (1739-1814), anc. syndic de Monthey : 137-139
- Jeanne-Marie-Denise, veuve de Maurice : 157-158, 161, 181
- Maurice, de St-Maurice : 161, 181
- Pierre-Joseph († 1816), de Vérossaz : 150
- Pierre-Maurice : 181
- Mosche, v. Mosche
- Mottet (*Motiez*), Jean-Maurice († 1811) : 181
- Mottiez (*Mottier*), Pierre-Maurice, batelier à Massongex : 45
- Mouro, Mourre, v. Rey-Mouroz
- Mudry, Claude, de St-Maurice : 158
- Michel († 1809), bourgeois de St-Maurice : 150, 152, 158-159, 161

## N

- Nantermod (*Clément-Nantermod, Nontermant*)
  - personne non identifiée : 377
  - Jean-Clément : 134-135
- Nicollerat (*Nicolera, Nicoleret*), Abraham, horloger à Bex : 39, 179
- Noël, Louis : 183
- Nontermant, v. Nantermod
- de Nucé (*Denucé*)
  - Elisabeth (Marie-) (1740-1795), née Pignat, femme de Hyacinthe de Nucé : 76
  - Joseph-Alphonse (1753-1814), anc. curial : 157-159, 161

## P

- Pailard (*Palliard*), tanneur à Bex : 24-26, 38, 40, 153
- Paris, armurier à Monthey : 215
- Parlier, armurier à Bex : 114
- Parvex (*Parvé, Parvés, Parvet, Parvey, Parvez*)
  - Jean († 1803), officier de Muraz : 56-57
  - Joseph (-Norbert) (1756-1807), neveu de Jean-Pierre Turin, syndic de Monthey : 44, 52, 54, 64-65, 68, 95, 102-103, 143, 163, 269, 295, 300-302, 330-332, 335, 352-354, 363, 377
  - Louis (Pierre-) (1761-1829) : 60
- Perrayaz (*Pereya, Perreya*)
  - Joseph (Jean-) (1752-1788), mari (1784) de Véronique Delherse : 61, 66, 165
  - Véronique (Marie-) (\* 1757), fille de Claude Delherse et de Catherine Berlut, femme (1784) de Joseph Perrayaz : 61, 66-67, 70, 165, 170, 296
- Perren, v. Jacquier-Perret
- Perret, Jérôme et Joseph-Antoine, v. Perrin
- Perret, Michel, v. Jacquier-Perret
- Perreya, v. Perrayaz

Perrigny, Jean-Baptiste-Anne-Charlemagne de Tailleviss, comte de —, fils du marquis Charles-Léon (1730-1795) : 367, 369

Perrin (*Perret*)

— Jean-Claude : 313

— Jérôme, v. Borrat

— Joseph-Antoine (1756-1812) : 178, 290, 294-295, 319

Perrinnaz (*Perrinaz*), Marguerite, v. Guillot

Perroud, Jean-Joseph, v. père Colombe

Pès, Antoine, Italien : 21-22

Pescatore, Antoine-François-Blaise (1751-

1792), intendant de Thonon : 274

Petit-Borrat, v. Jean-Louis Borrat

Petit-Pont, v. Pierre Pont

Petit-Rouiller, v. Antoine Rouiller

Pignat (*Pignaz*)

— personne non identifiée : 254, 274

— Elisabeth, v. de Nucé

— François-Louis : 48

— Jean-Evangéliste (1728-1803), jésuite, auteur d'ouvrages religieux : 41

— Marie-Angélique, v. Guerraty

— Michel (1749-1830), châ. de Vouvry, neveu de Jean-Michel Pot : 48, 94, 130

— Michel-Joseph : 172

— Narcisse (Jean-) (1758-1834), de Monthey, tanneur ou chamoiseur, beau-frère de Jacques-Hubert Guerraty : 52-53, 64, 68, 88-89, 95, 108, 129, 164, 179, 215-216, 269, 272, 280-281, 287, 289, 294, 304-305, 318, 320, 333-334, 351, 353-354, 363, 377

— Xavier, de Vouvry, secrétaire gubernal : 30, 37,

Pittier (*Pyttier*), Louis (Joseph-) (1753-1815), à St-Maurice : 272, 310

Planche (*Planches*, *Planz*)

— frères : 317

— Benjamin (Claude-) (1756-1800), des Neyres, frère de Jean-Claude, de Jean-Michel, de Jean-Pierre et de Joseph : 86-87, 113, 164

— Jean-Claude (1743-1813) : 113

— Jean-Michel (1745-1809) : 53, 56, 59, 86-87, 90, 113, 164

— Jean-Pierre (1740-1810) : 138-139, 164, 290

— Joseph (Jean-) (1753-1813) : 86-87

— Pierre-François (\* 1751) : 217

Plumex, châtelain : 282

Pont, Jean-Pierre, de Leytron : 166-167

— Marie-Claudine († 1802), née Vanay, aubergiste, veuve de Pierre-Antoine Pont, dite « la Ponta » : 90, 141-142, 318

— Pierre (-Antoine) (1768-1838), dit aussi Petit-Pont, laboureur et organiste : 44, 65, 165, 295, 298, 354-356, 363, 376

— Pierre-Antoine († 1780), mari de Marie-Claudine Vanay : 142

Pot, Michel (Jean-) (1710-1794), aubergiste à l'Ecu du Valais, à St-Maurice, oncle de Michel Pignat : 94

Pratay, Jean (-Didier) (1732-1806), armurier : 202

Premend (*Premand*, *Premant*, *Premont*, *Proman*)

— famille : 35

— Jean (1757-1833), laboureur : 179

— Pierre (-Joseph) (1761-1801), cabaretier à Troistorrents : 53, 77, 115, 123, 141, 154-156, 171, 294, 297

de Preux, Jacob, cap. de compagnie du diz. de Sierre : 149

— Jacques-François († 1783), fiscal, mari (1765) de Louise Delenvers : 56, 163

— Joseph-Jacob († 17 août 1791), bannet du diz. de Sierre, vice-grand bailli 1781-1791 : 210

— Louise (Marie-) (1739-1795), née Delenvers, veuve de Jacques-François Preux : 56, 162-163

— Pierre-Antoine (1747-1803), frère de Xavier, anc. châ. de Vionnaz-Bouveret, gouv. de Monthey 1791-1793 : 15, 17, 19-23, 26, 29-30, 42, 45, 50, 54, 57-58, 61, 63, 68, 70-71, 75, 77, 81, 87, 111, 115, 134, 148, 165, 171, 175, 177, 189, 191-192, 210, 213, 231, 238, 246, 276, 282, 289, 298-299, 328-329, 331-332, 353, 377

— Xavier (François-Joseph-) (1740-1817), chanoine 1780, évêque de Sion 1807 : 50, 111, 198, 278

Preymat, François, de St-Maurice : 158

Proman, v. Premend

Pyttier, v. Pittier

## Q

de Quartéry (*Quarteri*)

— personne non identifiée : 274

— Hyacinthe (-Antoine) (\* 1747), de St-Maurice : 96

— Jacques (-François) (1750-1826), châ. de St-Maurice : 28, 149, 151, 158-159, 162, 272, 274, 310

— Nicolas (1708-1792), châ. de Monthey : 29, 54, 61, 68, 80, 82, 85, 87, 89, 189-190, 229, 231, 246, 276, 351

## R

Raboud (*Raboux*)

— Claude (Jean-) (1757-1812), d'Outrevieze : 163

— Joseph (vers 1741-1801), châ. de Troistorrents : 28, 104-105, 123, 134-137, 140, 148, 208

— Thérèse, v. Donnet

- Reiffenstuel, Johann Georg (1641-1703), canoniste et théologien : 248, 260
- Revet, Jean-Pierre, batelier à Massongex : 45, 47
- Pierre-Maurice († 1819), de Monthey : 55, 77-78, 256, 340
- Rey (Borasson, Borazon, Borrasson, Borrazon)
- famille, frères : 16, 19, 71-72, 109-110, 114, 118-121, 132, 148, 215-216, 251, 346
  - André († 1815), de Monthey : 90-93, 245, 256, 322
  - Anne-Marie, v. Combe
  - Anne-Marie (\* 1754), fille de Jean-Louis Thomas et de Marie-Angélique Charray, sœur de Gaspard, femme (1782) de Pierre Rey : 32, 110, 180, 197, 212, 361, 371
  - Antoine (Joseph-) (\* 1743), frère de Pierre, maréchal à Champéry : 15, 17, 20, 27-28, 33-34, 39, 41, 46, 49, 106, 110, 114, 117, 121, 126, 131, 133, 145-146, 174, 182, 185, 187-188, 199, 205, 207, 213, 225, 227, 236, 242-243, 250, 252, 306, 321, 357-358, 360, 362, 365-376, 380-381, 383-384
  - Cécile (Marie-) (\* 1765), née Chapelay, femme (1789) d'Emmanuel Rey : 41
  - Emmanuel (Jean-) (\* 1749), frère de Pierre, mari (1789) de Cécile Chapelay : 15, 17, 19, 21, 24, 27-28, 39-40, 47, 49, 71-72, 106, 109-110, 117-119, 126, 146-147, 193, 196, 198-199, 209, 211, 239, 242-243, 249-250, 252, 265, 267-268, 288, 306, 313, 321, 345-346, 359, 365, 381
  - Jean (\* 1708), mari (1738) de Jeanne Marclay, père d'Anne-Marie, de Jean-Joseph, d'Antoine, de Jean-Maurice, d'Emmanuel et de Pierre : 31
  - Jean-Baptiste (1745-1808), marguillier à Val-d'Illiez, beau-frère de Jean-Louis Borrat : 215, 288
  - Jean-Joseph (1742-1810), frère de Pierre, mari (1777) de Marie-Christine Défago-Chapelay : 15-17, 22, 27, 33, 39, 41, 106-107, 118, 131, 133, 146, 182, 185, 187, 199, 205-206, 212-213, 218, 225, 227, 237, 239, 242-243, 246, 250, 262-263, 266, 288, 291, 306, 313, 357, 359-361
  - Jean-Maurice (\* 1747), frère de Pierre, batelier à Massongex, mari (1789) de Pétronille Biollay, exilé le 18 novembre 1791 : 15, 17-19, 21, 24, 27-28, 35-36, 39, 45-47, 49-50, 71, 87, 105, 110, 126, 132-133, 146, 153, 157, 187-188, 193, 196-197, 204-209, 211-212, 218-219, 221-225, 227, 235, 237, 239-240, 243, 249-250, 255-256, 258-260, 263, 279, 306-308, 315-317, 321, 327, 344, 346, 361-362, 369, 371, 374
- Jeanne (-Marie) (\* 1711), née Marclay, femme (1738) de Jean Rey : 31
  - Louis (1754-1809), dit Mouroz : 23, 80, 87, 94, 108, 141, 144
  - Marie-Catherine, v. Vieux
  - Marie-Christine (\* 1737), sœur de Jean-Claude Défago, femme (1777) de Jean-Joseph Rey : 313
  - Pétronille (Marie-) († 1811), née Biollay, femme (1789) de Jean-Maurice Rey : 209
  - Pierre (-Antoine) (1754-1791), dit aussi Jean-Pierre, fils de Jean et de Jeanne Marclay, officier de Val-d'Illiez, mari (1782) d'Anne-Marie Thomas, pendu à Sion le 19 novembre 1791 : *passim*
  - Pierre-Germain (1782-1842), fils de Pierre, filleul de confirmation d'Augustini, futur médecin : 236
  - Pierre-Maurice : 106, 119, 346
- Rey-Bellet (Beley, Bellay, Bellé, Bellei, Bellet, Belley)
- personne non identifiée : 131
  - Jean-Joseph (1755-1830), frère de Pierre-Maurice : 16, 22, 348
  - Pierre-Maurice (1754-1834), dit « le Gros-Bellet » : 15, 24, 28, 33, 36, 40-41, 94, 108, 144, 183, 185, 188, 193, 276, 289, 292, 306, 308
- Rey-Mermet, Anne-Marie : 71, 134-135
- Rey-Mouroz (Mouro, Mourre), Louis, v. Louis Rey
- Rey-Rapas, v. Rey
- Riccou, Riccoud, v. Ricou
- Richard (Richar)
- Anne-Marie, v. Voëffray
  - Elisabeth, v. Thomas
- Richoz (Richez), lieutenant de Bex : 179
- Ricou (Riccou, Riccoud, Ricoud), Bernard-Jean-François (1730-1798) ou Jean-David (1750-1820), médecins à Bex : 146-147, 162, 213, 348, 365
- de Riedmatten, Hildebrand († 1604), évêque de Sion 1565-1604 : 50
- Hyacinthe (Pierre-H'-Valentin) (1748-1811), anc. gouv. de Monthey 1773-1775, colonel du Bas-Valais : 128, 233
  - Janvier (Joseph-) (1732-1809), anc. gouv. de St-Maurice 1776-1778, bourgmestre de Sion, m. de la commission : 223, 227, 249, 256, 265, 288, 305, 315-316, 322, 324, 333, 336, 342, 367-368, 378
- Riondet, Christian (Jean-) (1740-1830), père, officier et juré de Collombey-Des-sus : 28, 59-60, 62, 66-67, 74, 84, 90, 94, 99, 107, 144, 148, 163, 296, 376
- Christian (Jean-C'-Aloys) (\* 1771), fils : 74, 84, 99, 107, 163, 270

- Emmanuel : 296
- Jean-Didier (1744-1815), frère de Christian père, procureur de Collombey : 61-62, 163
- Jean-François (1745-1829), mari (1782) de Jeanne-Marie Tormaz : 189
- Jeanne-Marie (1740-1794), fille de Barthélemy Tormaz et de Catherine Perrinnaz, sœur de Barthélemy, femme (1782) de Jean-François Riondet : 189
- J.-P. : 270
- de Rivaz (*Derivaz, de Rive*), Isaac (Pierre-François-) (1752-1828), major du gouvernement de Monthey 1784-1792 : 27, 150, 274
- Robiquet (*Robicquet, Robricquet, Robriquet*)
  - famille : 51, 55, 84, 350
  - Guillaume (Jean-) (\* 1771), frère de Louis : 55, 64, 91-92, 100, 296-297, 354
  - Louis (-Alexandre) (1761-1807), fils de Louis-Marie, tailleur à Monthey : 28, 31, 42, 44, 53-54, 64, 68, 80, 82-85, 88, 90-93, 99-102, 107, 111, 113-114, 123, 138, 141, 149, 166-168, 170, 179, 197-198, 200, 214-215, 228-232, 245-246, 264, 269-270, 272, 275-276, 278, 280-282, 284, 287, 291, 294-300, 302, 304-305, 312-313, 317-319, 329, 333, 341-342, 352, 354, 377
  - Louis-Marie († 1810), d'Arras, tailleur à Monthey, mari (1757) de Marie-Maurisa Bernard-Avocat-Rouge : 80, 84, 91-93, 95, 99, 179, 215, 228, 280, 304-305, 317, 319, 377
  - Marie-Madeleine (\* 1758), fille de Louis-Marie : 91-92
  - Marie-Maurisa († 1800), née Bernard-Avocat-Rouge, femme (1757) de Louis-Marie Robiquet : 92
- Roche, de La —, v. Laroche
- Rosey : 362
- Rossier-Petit (*Rossier*)
  - famille : 83
  - Jean : 163
- Roten (*Rothen, Rotten*)
  - Antoine (1754-1834), banneret du diz de Loèche, m. de la commission : 176, 180, 184, 191-192, 227, 315-316, 322, 324, 334, 336, 342
  - Hildebrand (1741-1812), anc. gouv. de St-Maurice 1768-1770, chancelier d'Etat, m. de la commission : 174, 176, 180, 184, 191, 193, 227, 306, 315-316, 324-325, 327, 333, 336, 341, 382
  - Nicolas (-François) (1754-1839), anc. bailli, anc. gouv. de Monthey 1781-1783, m. de la commission : 367, 370, 379

- Rouiller (*Rouillet, Rouillier, Roullié, Roullier*)
  - famille ou personne non identifiée : 215, 356
  - cordonnier à Monthey : 227
  - Antoine (-Hubert) (1758-1830), de Collombey, dit aussi Petit-Rouiller, parent des Monay, mari (1779) de Catherine Meythiaz : 44, 58, 60-61, 64-65, 73, 77, 115, 143-144, 267, 285, 295, 297, 300-302, 312, 330-335, 352-353, 355-356, 363, 379
  - Jean-Claude (1743-1820) : 293
  - Michel (Jean-), de Martigny, receveur des sels de Sion, beau-père de Germier Balet : 94, 116, 156, 172, 228, 233-235, 241, 244, 282
- Rouiller-Monay, Claude, de Troistorrents, père de Joseph et de Pierre : 135-136
- Jean, de Tassonnaire, officier de Troistorrents : 121-122, 124-125, 135-140
- Joseph, fils de Claude : 87, 122-124, 136-137, 139
- Pierre, frère de Joseph : 87, 123-124, 137
- Roulet, de Vérossaz : 157
- de Rovéréa, Salomé († 1791), née de Watteville de Mollens, femme de Ferdinand de Rovéréa (1763-1829), de Bex : 220, 225

## S

- Sarvaz, v. Chervaz
- Schiner (*Chiner*)
  - Georges (1714-1794), abbé de St-Maurice 1764 : 152, 157
  - Hildebrand (1754-1819), médecin et avocat, gouv. de Monthey 1789-1790 : 37, 42, 50, 53, 61, 78-79, 82, 84, 90, 92, 105, 108, 144, 169, 178, 202, 215, 230, 245, 256, 271, 292, 297, 306, 311, 326, 328, 330-331, 335, 337, 340, 342
- Schnidrig, Jean-Gaspard, anc. gouv. de Monthey 1771-1773 : 210
- Schoffer, anc. curé de Düdingen : 248
- Schubinger, curé de Marbach : 248
- de Sépibus (*Desepibus*)
  - Casimir (1757-1842), grand châ. de Brigue : 191
  - Léopold (1759-1832), anc. grand châ. de Rarogne et gouv. de St-Maurice 1782-1784, m. et examinateur de la commission : 172, 174, 176, 180, 184, 191-192, 228, 315-316, 323-324, 334, 336, 342, 352, 368-369, 378
- von Siebenthal (*Sibenthal, Vonsibenthal*), Christian Anton, de Saanen, domicilié à Collombey : 169

Sigristen (*Siegristen*), Valentin (Jacob-) († 1808), anc. gouv. de St-Maurice 1774-1776, grand bailli 1790-1798, m. de la commission : 26, 43, 50, 54, 174-176, 178, 180, 184, 191-193, 203, 208, 211-212, 218, 223, 227, 233, 240, 246, 249, 255, 260-261, 265, 268, 273, 282, 288, 299, 302, 305-306, 315-316, 323-325, 327, 335, 337, 343-345, 382, 384  
 Stockalper (*Stokalper*), Gaspard-Eugène (1750-1826), colonel, anc. gouv. de St-Maurice 1786-1788, m. de la commission : 26, 149, 191-192, 228, 241, 266, 306, 315-316, 323-325, 327, 335-336, 342, 353, 368-370, 379, 382

## T

Tabin : 303  
 Taffiner (*Taffener*), Jean-François, anc. bailli et lieut. de Conches et anc. gouv. de St-Maurice 1788-1790 : 149  
 Tavernier, Pierre-François (1761-1812), vouturier à St-Maurice : 150-152, 178  
 Theiler (*Teiler*, *Theiller*), Ignace (Joseph-) († 1789), gouv. de Monthey 1789 : 37, 76, 78-79, 229, 245, 264, 275, 310-312, 338, 340  
 Thomas (*Thoma*, *Toma*, *Tomas*)  
 — personne non identifiée : 364  
 — Angélique, fille de Jean-Louis Charray, de La Salle, femme (1750) de Jean-Louis Thomas : 180  
 — Anne-Marie, v. Rey  
 — Claude (1757-1816), de Val-d'Illiez : 16, 107, 187, 205  
 — Elisabeth (Marie-) († 1800), de Mex, née Richard, femme de Gaspard Thomas : 180  
 — Gaspard (Jean-) (1756-1793), fils de Jean-Louis et d'Angélique Charray, mari d'Elisabeth Richard, domicilié à Vérossaz, exilé en novembre 1791 : 16, 18-19, 27-28, 32-33, 107, 148, 153, 157, 176, 180, 186-188, 193-194, 205-206, 209-211, 218-227, 242-243, 256, 258, 260, 279-280, 304, 306, 308-309, 344-345, 357-359, 361-362, 369  
 — Jean-Baptiste († 1816), frère de Gaspard : 32, 180  
 — Jean-Louis, mari (1750) d'Angélique Charray, père de Gaspard, de Jean-Baptiste, de Marie-Josèphe et d'Anne-Marie : 180  
 — Marie-Josèphe, v. Béro  
 Tormaz (*Thorma*, *Thormaz*, *Torma*)  
 — famille : 51, 76, 85, 170, 270, 296, 320-322, 342  
 — Ami, de Collombey : 74  
 — Barthélemy (1759-1791), de Collombey, mari (1786) de Marie Du Fay, beau-

frère de Jean-Maurice Vuilloud, neveu de Pierre-Didier Du Fay, décapité à Sion le 19 novembre 1791 : *passim*  
 — Catherine, v. Turin  
 — Claude, v. Jean-Claude  
 — François (Claude-) (\* 1754), frère de Barthélemy, batelier à Collombey : 64, 74, 85, 189, 281, 318, 348, 354  
 — Françoise (\* 1729), tante de Jean-Claude Tormaz : 164  
 — Jean-Claude (1748-1793), frère de Barthélemy, beau-frère de Narcisse Pignat : *passim*  
 — Jean-Didier (1746-1819), frère de Barthélemy : 189  
 — Jean-Joseph (1737-1798), frère de Barthélemy : 189  
 — Jeanne-Marie, v. Riondet  
 — Marianne, v. Vuilloud  
 — Marie (-Pétronille) (1768-1795), fille de Pierre-Maurice Du Fay, femme (1786) de Barthélemy Tormaz : 189  
 — Pierre (-François) (1758-1834) : 213  
 Torrent, Jean-Joseph (1726-1798), de Monthey : 55, 82, 84-85, 88, 99, 170, 377  
 de Torrenté, François : 93  
 — Jean-Michel : 98, 286  
 — Maurice († 1801), anc. châ. de Vionnaz-Bouveret 1771-1773, châ. de nuit de Sion, m. de la commission : 315-316, 323, 325, 335-336, 342  
 — Théodule (Antoine-), cap. du diz. de Sion, m. de la commission, nommé grand bailli le 7 décembre 1791 : 174, 176, 180, 184, 191, 227, 234, 240, 249, 282, 288, 352, 366, 368, 370, 379  
 Tronchet, Nicolas (Jean-) (1742-1809), curé de Choëx 1787-1809 : 113  
 Turin, Catherine (Marie-) (1757-1828), sœur de Barthélemy Tormaz, femme (1783) de Claude-Joseph Turin : 189  
 — Claude-Joseph (1752-1828), mari (1783) de Catherine Tormaz : 189  
 — Emmanuel (1759-1825), conseiller de Muraz : 73-74  
 — Jean-Pierre (1728-1798), oncle de Joseph Parvex et de Pierre-Hubert Turin, curé de Muraz 1756-1798 : 43, 54, 61, 66, 68, 93, 95, 103, 163, 190, 294  
 — Pierre-Hubert (1755-1830), neveu de Jean-Pierre : 163, 270

## V

Vairac, v. Vêrac  
 Valleran, Joseph-Marie (1757-1829), secrétaire épiscopal : 260  
 Vanay (*Vaney*, *Vannay*, *Vanney*, *Wanney*)  
 — Jacques, fils de Pierre : 128  
 — Jean, père de Pierre : 130, 145

- Jean-Louis, de Béfeu : 128-129
- Louis, syndic de Muraz : 56
- Marie-Claudine, v. Pont
- Michel (Jean-) (1768-1842), de Monthey : 109
- Pierre, fils de Jean, père de Jacques, syndic : 48, 128, 130, 145
- de Vantery, Vanthery, v. Devantéry
- Vaufrey, Veaufrey, v. Voëffray
- Veillon, juge de Bex : 25
- Vérac (*Vairac*), Charles-Olivier de Saint-Georges (1743-1828), ambassadeur de France en Suisse 1789-1791 : 228
- Vernaz (*Werno*), Andrée, v. Borrat
- Veuthey (*Veutay*), Joseph († 1815) : 130
- Vidt, v. Vitte
- Vieux, Jean-Baptiste (1763-1832), horloger : 114, 119
- Louise (1726-1803), veuve : 26
- Marie-Catherine, née Rey, mère de Jean-Baptiste Vieux : 119
- Maurice (1741-1819) : 286
- Villioud, v. Vuilloud
- Vitte (*Vidt*, *Vit*, *Vite*, *Vuid*, *Vuide*, *Vuidt*, *Vuit*, *Vyt*)
- Antonia, née Flautet, femme de Jean Vitte : 53, 296-297
- Jean-Pierre, dit aussi Jean-Roch Vittoz, cordonnier savoyard domicilié à Collombey : *passim*
- Vivaret, menuisier à Monthey : 64, 294-295, 301, 354
- Voëffray (*Vaufrey*, *Veaufrey*)
- Anne-Marie, née Richard, femme de Joseph Voëffray : 184, 212
- Joseph († 1802) : 184, 212
- Voidin, v. Vuadens
- Voisin, de Monthey : 43-44, 84
- Volland (*Vollan*)
- Jean-Joseph (1742-1816) : 178, 319
- Madeleine (Marie-) (1758-1819), femme (1781) de Louis Durier assassiné (1787) par Jean-Joseph Rochey : 120
- Volluz (*Voluz*), Joseph-Michel (-Barthélemy) († 1800), lieut. de Martigny : 272, 311
- Vonsibenthal, v. von Siebenthal
- Vouillod, Vouillouz, Vouilloz, Vouillu, Voullioud, v. Vuilloud

Vuadens (*Voidin*)

- garde : 172
- Joseph : 48

Vuid, Vuide, Vuidt, v. Vitte

Vuilloud (*Villioud*, *Vouillod*, *Vouillouz*, *Vouilloz*, *Vouillu*, *Voullioud*, *Vuillioz*, *Vuillou*, *Vuillot*, *Vullioud*, *Vullioz*)

- Guillaume (Pierre-) (1729-1799), syndic de Collombey-Muraz : 48, 59, 67, 144, 171
- Jean († av. déc. 1791) : 138, 348
- Jean-François (1752-1823), deuxième syndic de St-Maurice : 150, 153
- Jean-Maurice (\* 1735), homme d'affaires des religieuses de Collombey : 267
- Marianne (1753-1818), sœur de Barthélemy Tormaz, femme (1773) de Maurice Vuilloud : 143, 189
- Marie-Jeanne : 165, 270
- Maurice (Pierre-) (1735-1804), de Collombey, mari (1773) de Marianne Tormaz, beau-frère de Barthélemy Tormaz : 52, 61, 64, 68, 143-144, 189, 272, 286-287, 297, 310, 348

Vuit, Vyt, v. Vitte

Vullioud, Vullioz, v. Vuilloud

## W

Walker, Adrien (1759-1846), chât. de Vionnaz-Bouveret 1791-1793 : 21

Wanney, v. Vanay

Wegener (*Weguener*), Joachim-Antoine (Maurice-) (1718-1792), anc. gouv. de St-Maurice 1744-1746, m. de la commission : 174, 176, 180, 184, 191-192, 204, 228, 315-316, 323-324, 335-336, 342, 367, 369, 378-379

Werno, Marguerite, v. Andrée Borrat

## Z

Zerva, Zervas, v. Chervaz

Zumoffen, François-Joseph (-Stéphane), notaire, mari (1791) de Marguerite Guillot : 261

- Marguerite (Marie-) (\* 1760), fille de Pierre Guillot, femme (21 juin 1791) de Joseph-François Zumoffen : 200

Zurruffinen : 200



## Table des matières

Introduction . . . . .	3
Description des pièces du dossier avec concordance aux pièces de la présente édition . . . . .	7
1. Monthey, 11 mai 1791. — Interrogatoire de Pierre-Maurice Rey-Bellet . . . . .	15
2. Monthey, 12 mai 1791. — Interrogatoire de Jean-Maurice Bérode . . . . .	17
3. Monthey, 13 mai 1791. — Interrogatoire de Jean-Claude Défago . . . . .	19
4. Monthey, 8 juin 1791. — Interrogatoire de Jean Marclay . . . . .	20
5. Bouveret, 21 juin 1791. — Interrogatoire de Joseph Martel et d'Antoine Pès . . . . .	21
6. Monthey, 6 juillet 1791. — Interrogatoire de Jean-Claude Durier . . . . .	22
7. Val-d'Illiez, 23 septembre 1791. — Interrogatoire de Claude Ecœur . . . . .	23
8. Monthey, 23 septembre 1791. — Interrogatoire de N. N. [= l'abbé Jean-Maurice Clément] . . . . .	24
9. Monthey, 4 octobre 1791. — Première séance de la haute commission, au château, en présence du colonel Stockalper . . . . .	26
10. Monthey, 4 octobre 1791. — Interrogatoire de Nicolas de Quartéry, de Joseph-Hubert Franc (1 <sup>er</sup> ) et de Jacques-Hubert Guerraty (1 <sup>er</sup> ) . . . . .	29
11. Monthey, 4 octobre 1791. — Déclaration de Xavier Pignat contre Jean-Claude Tormaz . . . . .	30
12. Monthey, 4 octobre 1791. — Interrogatoire de Guillaume Crépin . . . . .	30
13. Monthey, 5 octobre 1791. — Premier interrogatoire de Pierre Rey . . . . .	31
14. Monthey, 6 octobre 1791. — Deuxième interrogatoire de Pierre Rey . . . . .	37
15. Monthey, 6 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Maurice Rey . . . . .	39
16. Monthey, 6 octobre 1791. — Interrogatoire d'Emmanuel Rey . . . . .	40
17. Monthey, 6 octobre 1791. — Premier interrogatoire de Barthélemy Tormaz . . . . .	42
18. Monthey, 6 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre-Maurice Mottier, de Claude Longeat et de Jean-Pierre Revet . . . . .	45
19. Vouvry, 6 octobre 1791. — Dépôts du châtelain Emmanuel Cornut . . . . .	48
20. Vouvry, 6 octobre 1791. — Autre déposition du châtelain Emmanuel Cornut . . . . .	48
21. 7 octobre 1791. — « Notanda » de l'abbé Jean-Maurice Clément . . . . .	49
22. Monthey, 7 octobre 1791. — Déclaration de Barthélemy Galley . . . . .	51
23. Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Louis Vanay, de Jean Parvex, de Jean-Michel Moche et de Jean-Michel Planche . . . . .	56

24. Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Guillaume Vuilloud, de Christian Riondet père et de Guillaume Jeandet . . . . .	59
25. Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Joseph Franc et de Claude-Louis Delherse (1 <sup>er</sup> ) . . . . .	62
26. Charges contre Claude-Louis Delherse et décision de la haute commission	65
27. Charges contre Jean-Didier et Jean-Pierre Jeandet et décision de la haute commission . . . . .	66
28. Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Catherine Delherse . .	67
29. Charges contre Jean-Claude Durier et décision de la haute commission	69
30. Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Louise Delherse, de Laurent Chapelay, de Marie-Christine Bovard et de Marie-Louise Marclay	69
31. Monthey, 7 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean Donnet, de Claude Borgeaud, d'Emmanuel Turin, de Pierre Chervaz et de Pierre Moche .	73
32. Vouvry, 7 octobre 1791. — Déposition du châtelain Jean-Nicolas-Evangéliste Baruchet . . . . .	76
33. Vouvry, 7 octobre 1791. — Déposition d'Elisabeth de Nucé . . . .	76
34. Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Barlatey, de Maurice Donnet, de Pierre-Maurice Revet, de Jean-Michel Franc, d'Anne Grillet, de Joseph-Hubert Franc (2 <sup>e</sup> ) et de Jean-Claude Barlatey . .	77
35. Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de Jacques-Hubert Guerraty (2 <sup>e</sup> ), de Pierre-Maurice Donnet (1 <sup>er</sup> ) et de Jean-Joseph Torrent . .	82
36. Charges contre François Tormaz et décision de la haute commission .	85
37. Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de Nicolas de Quartéry . .	85
38. Charges contre Pierre-Louis Fornage et décision de la haute commission	87
39. Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Joseph Donnet .	87
40. Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de Joseph Blanc et de Narcisse Pignat (1 <sup>er</sup> ) . . . . .	89
41. Monthey, 8 octobre 1791. — Interrogatoire de François Morand, d'Hubert Franc (3 <sup>e</sup> ) et d'André Rey . . . . .	91
42. Vouvry, 8 octobre 1791. — Dépôts de Jean Delseth . . . . .	93
43. Vouvry, 8 octobre 1791. — Déposition de Jean Delseth contre Michel Rouiller . . . . .	94
44. Vouvry, 8 octobre 1791. — Déposition du châtelain Michel Pignat . .	94
45. Monthey, 9 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre-François Domenjoz, de Pierre Franc (1 <sup>er</sup> ), de Monthey, de Joseph Grivet, de Jean-Joseph Défonté (1 <sup>er</sup> ) et de Louis Robiquet père . . . . .	95
46. Monthey, 9 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean Martin et de Jean-Joseph Bovéry . . . . .	100
47. Monthey, 9 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Claude Favre-Bois, de Théodore Franc, de Joseph Parvex et de Jean-François Fragnière .	102
48. Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Barthélemy Dognier .	104
49. Val-d'Illiez, 10 octobre 1791. — Déclaration de Barthélemy Dognier .	105
50. Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Marie-Péronne Martin	106

51. Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Claude-Joseph Avanthey	107
52. Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Joseph Durier	108
53. Charges contre l'abbé Claude-Joseph Durier et décision de la haute commission	112
54. Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean Claret et de Jean-Joseph Gex-Collet	112
55. Monthey, 10 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Premend	115
56. Charges contre Antoine Rouiller et décision de la haute commission	115
57. Vouvry, 10 octobre 1791. — Autre déposition de Jean Delseth contre Michel Rouiller	116
58. Monthey, 11 octobre 1791. — Interrogatoire d'Antoine Défago, de Jérôme Geneivroz, de Jean-Baptiste Meilleret, d'Emmanuel Bovard, de Pierre-Maurice Fert, de Pierre Du Fay, de Hyacinthe Dubosson, de François Lange, de Jean-Claude Bollut (1 <sup>er</sup> ), de Jean-Baptiste Donnet et de Jean-Claude Berrut	116
59. Monthey, 11 octobre 1791. — Déclaration des membres du conseil de Troistorrents, au château	123
60. Monthey, 11 octobre 1791. — Interrogatoire de Marie-Cécile Défago	125
61. Charges contre Jean-Claude Avanthey et décision de la haute commission	127
62. Monthey, 11 octobre 1791. — Interrogatoire de Claude Delseth	127
63. Charges contre Jean-Louis Vanay et décision de la haute commission	129
64. Charges contre Michel-Joseph Guéron et décision de la haute commission	129
65. Vouvry, 11 octobre 1791. — Déposition de Jean Delseth contre Barthélemy Guillot	129
66. Vouvry, 11 octobre 1791. — Dépôts contre Pierre Vanay	130
67. Monthey, 12 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre-Maurice Durier et de Jean-Joseph Avanthey	130
68. Charges contre Jean-Claude Défago et décision de la haute commission	132
69. Monthey, 12 octobre 1791. — Deuxième interrogatoire de Jean-Claude Bollut	133
70. S.l.n.d. — Lettre de Joachim Dubosson au gouverneur Pierre-Antoine Preux	134
71. Charges contre Claude Berrut et décision de la haute commission	135
72. Charges contre Pierre Granger et décision de la haute commission	136
73. Charges contre Joseph Rouiller-Monay et décision de la haute commission	136
74. Monthey, 12 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre-Joseph Dubosson, de Jean-Joseph Donnet (2 <sup>e</sup> ) et de Jean-Claude Morisod	137
75. Charges contre Jean-Pierre Planche et décision de la haute commission	139
76. Charges contre Jean Martinet et décision de la haute commission	139
77. Monthey, 12 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Pierre Barlatey, de Jean-Claude Avanthey et de Marie-Claudine Vanay	141

78. Monthey, 12 octobre 1791. — Interrogatoire de Maurice Vuilloud . . .	143
79. Charges contre Antoine Rouiller, dit le Petit, et décision de la haute commission . . . . .	143
80. Vouvry, 12 octobre 1791. — Déposition de Joseph de Laroche . . .	144
81. Vouvry, 12 octobre 1791. — Griefs contre Pierre Vanay et Louis Fracheboud, et décision de la haute commission . . . . .	145
82. Monthey, 13 octobre 1791. — Interrogatoire d'Antoine Rey et de Jean Devantéry . . . . .	145
83. Saint-Maurice, 13 octobre 1791. — Séance d'une délégation de la haute commission . . . . .	149
84. Saint-Maurice, 13 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre-François Tavernier et du chanoine Gaspard-Joseph Exquis (1 <sup>er</sup> ) . . . . .	151
85. Monthey, 13 octobre 1791. — Interrogatoire de Jean-Joseph Donnet, de Nicolas Meythiaz et de Pierre-Julien Médico . . . . .	154
86. Charges contre Pierre Premand et décision de la haute commission . .	155
87. Vouvry, 13 octobre 1791. — Déposition contre Michel Rouiller . . .	156
88. Saint-Maurice, 14 octobre 1791. — Interrogatoire du chanoine Joseph-Gaspard Exquis (2 <sup>e</sup> ), de Jeanne-Marie-Denise Morisod et de Joseph-Alphonse de Nucé . . . . .	157
89. Saint-Maurice, 14 octobre 1791. — Interrogatoire du Dr Chrétien Desloges (1 <sup>er</sup> ), de Michel Chapelle, de Gaspard Martin et de Jean Chasse (1 <sup>er</sup> ) . . . . .	159
90. Saint-Maurice, 14 octobre 1791. — Interrogatoires divers par la haute commission : chanoine Joseph-Gaspard Exquis (3 <sup>e</sup> ), Jean Chasse (2 <sup>e</sup> ) et Dr Chrétien Desloges (2 <sup>e</sup> ) . . . . .	161
91. Monthey, 14 octobre 1791. — Interrogatoire de Claude-Louis Delherse (2 <sup>e</sup> ), de Louise Delenvers, de Barthélemy Tormaz (2 <sup>e</sup> ), de Marie-Ginette Besson, de Jean-Claude et de Pierre-Louis Fornage, et de Joseph Carraux, dit « l'abbé » . . . . .	162
92. Monthey, 14 octobre 1791. — Interrogatoire d'Anne-Marie Dave . . .	166
93. Vouvry, 14 octobre 1791. — Dépôts de Jean-Pierre Broyères et de Jean-Pierre Cheseaux . . . . .	166
94. Monthey, 15 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Guillot, de Jean-Pantaléon Marguerettaz et de Barthélemy Guillot . . . . .	167
95. Monthey, 15 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Franc (2 <sup>e</sup> ), de Monthey, et de Christian-Antoine von Siebenthal . . . . .	169
96. Monthey, 15 octobre 1791. — Charges contre Joseph Carraux, dit « l'abbé », et décision de la haute commission . . . . .	170
97. Vouvry, 15 octobre 1791. — Déposition de Michel-Joseph Pignat contre Hyacinthe Coppex . . . . .	172
98. Martigny, 17 octobre 1791. — Interrogatoire de Michel Rouiller . . .	172
99. Monthey, 17 octobre 1791. — Charges contre Jean-Joseph Gex-Collet et décision de la haute commission . . . . .	173

100.	Sion, 19 octobre 1791. — Première séance de la haute commission . . .	174
101.	Sion, 20 octobre 1791. — Délibérations de la haute commission . . .	175
102.	Sion, 21 octobre 1791. — Délibération de la haute commission au sujet des enquêtes faites à Monthey . . . . .	176
103.	Sion, 21 octobre 1791. — Premier interrogatoire de Jean-Louis Borrat et de Gaspard Thomas . . . . .	176
104.	Sion, 22 octobre 1791. — Délibération de la haute commission . . .	184
105.	Sion, 22 octobre 1791. — Premier interrogatoire de Pierre Rey et de Barthélemy Tormaz . . . . .	184
106.	Sion, 24 octobre 1791. — Délibération de la haute commission . . .	191
107.	Sion, 24 octobre 1791. — Suite des délibérations de la haute commission	191
108.	Sion, 24 octobre 1791. — Interrogatoires divers : Baruchet (1 <sup>er</sup> ), Barthélemy Tormaz (2 <sup>e</sup> ) et Jean-Louis Durier . . . . .	192
109.	Sion, 24 octobre 1791. — Premier interrogatoire de Jean-Maurice Rey, de Jean-Joseph Durier, d'Emmanuel Rey et de Pierre Guillot . . .	193
110.	Sion, 25 octobre 1791. — Délibération de la haute commission au sujet de Hyacinthe Coppex et sentence contre François Morand . . . .	203
111.	Sion, 25 octobre 1791. — Deuxième interrogatoire de Pierre et de Jean-Maurice Rey . . . . .	204
112.	Sion, 26 octobre 1791. — Délibérations de la haute commission . . .	210
113.	Sion, 26 octobre 1791. — Interrogatoire de Gaspard Thomas (2 <sup>e</sup> ), de Joseph Carraux, dit « l'abbé » (1 <sup>er</sup> ), et de Jean-Louis Borrat (2 <sup>e</sup> ) . .	211
114.	Sion, 27 octobre 1791. — Délibérations de la haute commission . . .	217
115.	Sion, 27 octobre 1791. — Interrogatoire de Gaspard Thomas (3 <sup>e</sup> ), de Jean-Maurice Rey (3 <sup>e</sup> ), de Pierre Rey (3 <sup>e</sup> ), de Gaspard Thomas (4 <sup>e</sup> ) et de Jean-Maurice Rey (4 <sup>e</sup> ) . . . . .	218
116.	Sion, 29 octobre 1791. — Délibération de la haute commission . . .	223
117.	Sion, 29 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Rey (4 <sup>e</sup> ), de Jean-Maurice Rey (5 <sup>e</sup> ) et de Gaspard Thomas (5 <sup>e</sup> ) . . . . .	223
118.	Sion, 31 octobre 1791. — Délibérations de la haute commission . . .	227
119.	Sion, 31 octobre 1791. — Interrogatoire de Pierre Guillot (2 <sup>e</sup> ) et de Michel Rouiller (1 <sup>er</sup> ) . . . . .	228
120.	Sion, 2 novembre 1791. — Délibération de la haute commission . . .	234
121.	Sion, 2 novembre 1791. — Interrogatoire de Michel Rouiller (2 <sup>e</sup> ), de Pierre Rey (5 <sup>e</sup> ), de Jean-Maurice Rey (6 <sup>e</sup> ), de Jean-Joseph Durier (2 <sup>e</sup> ) et de l'abbé Claude-Joseph Durier . . . . .	235
122.	Sion, 3 novembre 1791. — Délibérations de la haute commission . .	240
123.	Sion, 3 novembre 1791. — Premier interrogatoire de Jean-Claude Défago . . . . .	241
124.	Sion, 3 novembre 1791. — Sentence contre Michel Rouiller . . .	244
125.	Sion, 3 novembre 1791. — Troisième interrogatoire de Pierre Guillot	245

126.	Sion, 4 novembre 1791. — Lettre de la haute commission au Chapitre pour lui demander de livrer l'abbé Claude-Joseph Durier à la justice séculière . . . . .	246
127.	Sion, 4 novembre 1791. — Lettre de la haute commission à Mgr Blatter et aux chanoines du Chapitre pour le même objet . . . . .	248
128.	Sion, 4 novembre 1791. — Délibérations de la haute commission . . . . .	249
129.	Sion, 4 novembre 1791. — Interrogatoire de Jean-Claude Défago (2 <sup>e</sup> ), d'Emmanuel Rey (2 <sup>e</sup> ) et de Pierre Rey (6 <sup>e</sup> ) . . . . .	249
130.	Sion, 5 novembre 1791. — Délibération de la haute commission . . . . .	255
131.	Sion, 5 novembre 1791. — Interrogatoire de Pierre Guillot (4 <sup>e</sup> ), de Jean-Maurice Rey (7 <sup>e</sup> ), de Jean-Claude Défago (3 <sup>e</sup> ), de Pierre Rey (7 <sup>e</sup> ) et de Gaspard Thomas (6 <sup>e</sup> ) . . . . .	256
132.	Sion, 7 novembre 1791. — Délibérations de la haute commission . . . . .	260
133.	Sion, 7 novembre 1791. — Interrogatoire du garde Jacquod, de Jean-Claude Défago (4 <sup>e</sup> ) et de Pierre Guillot (5 <sup>e</sup> ) . . . . .	261
134.	Sion, 8 novembre 1791. — Délibération de la haute commission . . . . .	265
135.	Sion, 8 novembre 1791. — Interrogatoire d'Emmanuel Rey (3 <sup>e</sup> ) et de Joseph Carraux, dit « l'abbé » (2 <sup>e</sup> ) . . . . .	265
136.	Sion, 9 novembre 1791. — Délibérations de la haute commission . . . . .	268
137.	Sion, 9 novembre 1791. — Interrogatoire de Barthélemy Tormaz (3 <sup>e</sup> ) et de Pierre Guillot (6 <sup>e</sup> ) . . . . .	268
138.	Sion, 10 novembre 1791. — Délibérations de la haute commission . . . . .	273
139.	Sion, 10 novembre 1791. — Interrogatoire de Pierre Guillot (7 <sup>e</sup> ), de Jean-Joseph Durier (3 <sup>e</sup> ), de Pierre Rey (8 <sup>e</sup> ), de Jean-Louis Borrat (3 <sup>e</sup> ), de Jean-Joseph Durier (4 <sup>e</sup> ) et de Pierre Rey (9 <sup>e</sup> ) . . . . .	274
140.	Sion, 11 novembre 1791. — Délibérations de la haute commission . . . . .	282
141.	Sion, 11 novembre 1791. — Interrogatoire de Pierre Guillot (8 <sup>e</sup> ), de Barthélemy Tormaz (4 <sup>e</sup> ) et de Jean-Louis Borrat (4 <sup>e</sup> ) . . . . .	282
142.	Sion, 12 novembre 1791. — Délibération de la haute commission . . . . .	288
143.	Sion, 12 novembre 1791. — Cinquième interrogatoire de Jean-Louis Borrat, de Jean-Joseph Durier et de Barthélemy Tormaz . . . . .	288
144.	Sion, 14 novembre 1791. — Délibération de la haute commission . . . . .	299
145.	Sion, 14 novembre 1791. — Interrogatoire de Jean-Joseph Durier (6 <sup>e</sup> ), de Barthélemy Tormaz (6 <sup>e</sup> ), de Jean-Louis Borrat (6 <sup>e</sup> ) et de Barthélemy Tormaz (7 <sup>e</sup> ) . . . . .	299
146.	Sion, 15 novembre 1791. — Délibération de la haute commission . . . . .	305
147.	Sion, 15 novembre 1791. — Interrogatoire de Pierre Rey (10 <sup>e</sup> ), de Jean-Maurice Rey (8 <sup>e</sup> ), de Gaspard Thomas (7 <sup>e</sup> ), de Pierre Guillot (9 <sup>e</sup> ), d'Emmanuel Rey (4 <sup>e</sup> ) et de Jean-Claude Défago (5 <sup>e</sup> ) . . . . .	306
148.	Sion, 16 novembre 1791. — Liste des membres de la haute commission . . . . .	315
149.	Sion, 16 novembre 1791. — Délibération de la haute commission . . . . .	315
150.	Sion, 16 novembre 1791. — Sentences proposées par les juges contre quelques-uns des inculpés . . . . .	316

151.	Sion, 16 novembre 1791. — Interrogatoire de Jean-Louis Borrat (7 <sup>e</sup> ), de Jean-Joseph Durier (7 <sup>e</sup> ) et de Jean-Louis Borrat (8 <sup>e</sup> ), de Jean-Claude Défago (6 <sup>e</sup> ) et de Pierre Guillot (10 <sup>e</sup> ) . . . . .	317
152.	Sion, 16 novembre 1791. — Sentence proposée par chaque membre de la haute commission contre Pierre Rey . . . . .	322
153.	Sion, 16 novembre 1791. — Considérants et sentence contre Pierre Rey . . . . .	324
154.	Sion, 17 novembre 1791. — Considérants contre Jean-Louis Borrat . . . . .	328
155.	Sion, 17 novembre 1791. — Considérants contre Jean-Joseph Durier . . . . .	330
156.	Sion, 17 novembre 1791. — Considérants contre Barthélemy Tormaz . . . . .	332
157.	Sion, 17 novembre 1791. — Sentences proposées contre Barthélemy Tormaz, Jean-Joseph Durier et Jean-Louis Borrat . . . . .	333
158.	Sion, 17 novembre 1791. — Récapitulation des sentences proposées contre Barthélemy Tormaz, Jean-Joseph Durier et Jean-Louis Borrat . . . . .	336
159.	Sion, 17 novembre 1791. — Sentences portées contre Jean-Louis Borrat, Jean-Joseph Durier et Barthélemy Tormaz . . . . .	337
160.	Sion, 17 novembre 1791. — Considérants contre Pierre Guillot . . . . .	337
161.	Sion, 17 novembre 1791. — Sentences proposées contre Pierre Guillot . . . . .	341
162.	Sion, 16/17 novembre 1791. — Récapitulation des sentences portées contre les cinq principaux coupables . . . . .	343
163.	Sion, 17 novembre 1791. — Délibération de la haute commission . . . . .	344
164.	Sion, 18 novembre 1791. — Sentences portées contre Jean-Maurice Rey et Gaspard Thomas . . . . .	344
165.	Sion, 18 novembre 1791. — Décisions de la haute commission au sujet d'Emmanuel Rey et de Joseph Carraux, dit « l'abbé » . . . . .	345
166.	Sion, 18 novembre 1791. — Charges, admonestations et sentence contre Emmanuel Rey . . . . .	345
167.	Sion, 18 novembre 1791. — Admonestation et sentence contre Joseph Carraux, dit « l'abbé » . . . . .	347
168.	Sion, 2 décembre 1791. — Dettes de Barthélemy Tormaz (lettre du père Colombe, capucin, à M. le sénateur Lamon, à Sion) . . . . .	348
169.	Monthey, 5 décembre 1791. — Déclarations faites contre Claude-Louis Delherse par-devant le lieutenant gouvernal Hyacinthe Darbellay . . . . .	349
170.	Monthey, 6 décembre 1791. — Autres déclarations faites contre Claude-Louis Delherse par-devant le lieutenant gouvernal Hyacinthe Darbellay . . . . .	351
171.	Sion, 6 décembre 1791. — Premier interrogatoire de Claude-Louis Delherse . . . . .	352
172.	Charges contre Claude-Louis Delherse . . . . .	356
173.	Sion, 6 décembre 1791. — Premier interrogatoire de Claude-Joseph Avanthey et d'Antoine Rey . . . . .	357
174.	Sion, 7 décembre 1791. — Interrogatoire de Jean-Claude Défago (7 <sup>e</sup> ), de Claude-Louis Delherse (2 <sup>e</sup> ), de Claude-Joseph Avanthey (2 <sup>e</sup> ) et d'Antoine Rey (2 <sup>e</sup> ) . . . . .	360



175. Sion, 9 décembre 1791. — Délibérations de la haute commission et considérants contre Jean-Claude Défago et Antoine Rey . . . . .	366
176. Sion, 9 décembre 1791. — Vote de la haute commission au sujet de la procédure à suivre . . . . .	368
177. Sion, 9 décembre 1791. — Considérants et verdict proposé par la haute commission contre Jean-Claude Défago, Antoine Rey et Claude-Joseph Avanthey . . . . .	368
178. Sion, 9 décembre 1791. — Instruction du procès criminel intenté contre Jean-Claude Défago . . . . .	370
179. Sion, 9 décembre 1791. — Instruction du procès criminel intenté contre Claude-Joseph Avanthey . . . . .	373
180. Sion, 9 décembre 1791. — Charges contre Antoine Rey . . . . .	374
181. Sion, 9 décembre 1791. — Instruction du procès criminel contre Antoine Rey . . . . .	374
182. Sion, 9 décembre 1791. — Instruction du procès criminel contre Claude-Louis Delherse . . . . .	376
183. Sion, 9 décembre 1791. — Jugement de Claude-Louis Delherse . . . . .	378
184. Sion, 9 décembre 1791. — Déclaration de la haute commission au sujet de Jean-Claude Défago, Antoine Rey, Claude-Louis Delherse et Claude-Joseph Avanthey . . . . .	380
Index des noms de lieux . . . . .	385
Index des noms de personnes . . . . .	389
Table des matières . . . . .	405